

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

COMPOSITION DU JURY

Mme Jacqueline BONNAMOUR, *Présidente*,
M. Pierre FLATRES, *Rapporteur*,
Mme D. DELOUCHE, *Maître de Conférences à l'Université de Haute Bretagne*,
M. André MEYNIER, *Professeur Honoraire à l'Université de Haute Bretagne*,
M. Michel PHILIPPONNEAU, *Professeur à l'Université de Haute Bretagne*,

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

MICHEL STREIBER

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL



LIVRE IV

Le tourisme rural :
une difficile mise en œuvre

I N T R O D U C T I O N

Le livre IV aborde les problèmes du tourisme rural dans l'Ouest et le replace dans le tourisme rural français. Il comprend cinq chapitres. Le premier définit le concept de tourisme en espace rural, présente l'évolution des séjours d'été dans les campagnes françaises depuis 1945 et les caractéristiques des vacanciers qui les fréquentent, situe la place des campagnes de l'ouest au sein du tourisme rural français. Le second dégage depuis le milieu du 19ème s. les étapes de son organisation en France et dans l'Ouest à partir d'une masse importante de documents et de sources puisées dans les archives départementales et communales, auprès des grands organismes nationaux, dans la presse locale, régionale et nationale tant d'information que professionnelle et par des enquêtes auprès des acteurs du tourisme rural. Les derniers chapitres abordent trois facettes complémentaires de sa diffusion dans la France de l'Ouest. Le chapitre C, consacré aux hébergements étudie les gîtes ruraux, les chambres d'hôtes, le camping à la ferme. Le chapitre D est réservé aux principales formes du tourisme fluvial, pédestre, équestre, que l'on peut rassembler sous le vocable général de tourisme de randonnée. Le dernier chapitre aborde les problèmes de la promotion du tourisme rural par les collectivités à travers l'exemple des stations vertes de vacances qui correspondent à une politique d'aménagement des campagnes à des fins récréatives.

CHAPITRE A

DEFINITION DU TOURISME RURAL, EVOLUTION DES SEJOURS D'ETE DANS LES CAMPAGNES FRANCAISES, CARACTERISTIQUES DES VACANCIERS ET PLACE DE L'OUEST.

=====

I. QU'EST-CE QUE LE TOURISME RURAL ?

Le " tourisme rural " apparaît fréquemment sous la plume des géographes, des sociologues, des aménageurs..., dans les discours des hommes politiques, mais les textes comme les discours n'abordent guère le problème de sa définition. Plusieurs approches peuvent cependant être distinguées, qui ont toutes leur intérêt.

A - une diversité d'approches

La première, que nous qualifierons " d'humaniste ", définit le tourisme rural comme une forme particulière de tourisme liée à un art de recevoir et de se comporter différent de celui habituellement pratiqué dans les autres types de tourisme. Nous en trouvons partiellement des échos dans la définition que donne le " Centre d'Etudes pour le Développement du Tourisme en milieu rural " de la Chambre d'Agriculture du Finistère. Pour lui, le tourisme rural est un état d'esprit " fait tout à la fois de solidarité, d'hospitalité dans la communauté rurale, de respect du milieu rural et de célébration de la

campagne. C'est lui qui donne son vrai visage et toute sa dimension à l'accueil rural... Le tourisme rural ne saurait couvrir tout ce qui s'implante dans le milieu rural... C'est ainsi en particulier qu'il n'a rien à faire et rien à voir avec des réalisations boîte à sous où le client-marchandise est roi et qui utilisent la campagne comme un filon à exploiter ". Le vacancier n'est pas un client anonyme mais un hôte accueilli comme un ami, non seulement par les personnes qui l'hébergent mais par toute " la petite communauté rurale de vie qu'est le hameau ou le village " (1). Cette conception, développée dans de nombreux écrits, considère implicitement l'urbanisation comme une aliénation, le tourisme rural constituant " une expérience libératrice permettant à l'homme de s'insérer à nouveau dans son environnement " (2). Toutes ces définitions font certes référence à des " données naturelles " (espace, air pur, calme, verdure) mais privilégient les contacts humains, le dialogue, les échanges. Des échos de cette attitude peuvent être trouvés dans une vision chrétienne, exprimée par F. de DAINVILLE (3) où la saison touristique est l'occasion de " prendre le temps, savoir rencontrer des hommes, les reconnaître comme frères, partager avec eux le pain de la parole, c'est le miracle du chemin d'Emmaüs qui se renouvelle à chaque étape touristique ". On semble cependant oublier que cette forme d'accueil " qui se nourrit aux sources de l'hospitalité rurale traditionnelle " n'est pas l'apanage du seul milieu rural. Cette définition pourrait tout aussi bien s'appliquer à certains villages ou clubs de vacances qui fleurissent l'été dans les stations balnéaires les plus sophistiquées et tendrait à exclure des formes d'accueil et d'hébergement implantées spécifiquement en milieu rural mais qui ne pratiquent pas cette " mystique de l'accueil ".

La seconde définition est davantage sociologique : le tourisme rural est celui qui est pratiqué au sein des " sociétés rurales " et principalement paysannes. Elle correspond profondément à une redécouverte par les ethnologues américains puis européens, du

paysan et du folklore rural (4). Vu sous cet angle, le tourisme rural est celui pratiqué dans les espaces de vie quotidiens représentés surtout par la maison et le village et qui s'accompagne de la fréquentation de musées d'arts et traditions populaires, de fêtes villageoises etc... Le développement des résidences secondaires à la campagne, le thème du village comme cadre de vie correspondent à cette conception. On la trouve exprimée dans des écrits officiels du Commissariat au Tourisme qui déterminent le tourisme rural comme " un produit de la société rurale. L'aménagement de l'espace, l'implantation des équipements de loisirs doivent être un produit de la société rurale elle-même (5). L'enquête réalisée auprès des participants au colloque de T.E.R. (6) du 23 Novembre 1972 dégage la même vision : " Le tourisme rural propose aux citadins pendant leurs vacances ou leurs loisirs de fins de semaine, et il est le seul à pouvoir le faire de manière non artificielle, de retrouver un mode de vie villageois où personne n'est un inconnu pour ses voisins et qui donne le sentiment d'être enraciné dans une communauté. L'aboutissement ultime du tourisme rural c'est l'insertion des touristes dans la société rurale ". Elles supposent la persistance de sociétés rurales vivantes qui sont de plus en plus menacées dans les pays d'économie industrielle. Peut-on faire du tourisme rural dans des espaces sans paysans ou sans ruraux ? Les parcours touristiques de pêche (7) et les activités équestres (8) dans les terres agricoles abandonnées ou en voie d'abandon, vides d'hommes, peuvent-ils alors être classés dans le tourisme rural ? De plus, nous retrouvons en suivant cette définition à base sociologique, les problèmes évoqués précédemment. Comment classer les équipements réalisés, animés, gérés par des promoteurs extérieurs au milieu rural ?

La troisième définition d'ordre géographique est moins restrictive et fait mention prioritairement à l'espace. C'est celle que nous retiendrons mais elle pose de redoutables problèmes de délimitation spatiale. Le tourisme rural est défini comme le tourisme

sous tous ses aspects pour peu qu'il se manifeste en espace rural, quels que soient les caractères de ce dernier et les groupes qui l'habitent. Le problème essentiel réside alors dans la définition et la délimitation de cet espace. Les géographes se sont maintes fois penchés sur ce problème. Leurs écrits sont nombreux sur le thème de la délimitation de l'espace rural (9). Les définitions sont comme le remarque B. KAYSER rares : " s'appliquant à un pays aussi varié et aussi hétérogène dans ses structures spatiales que la France, elles peuvent difficilement tenir dans une formule et l'on parvient plus aisément à l'identifier par son contraire " (10). Nous ne voudrions pas ajouter une pierre supplémentaire à cet édifice mais simplement examiner le problème, non pas sous l'angle traditionnel marqué par les rapports entre villes et campagnes où ces dernières étaient largement empreintes d'une vision agricole, mais à travers la fonction récréative de cet espace rural.

Il importe pour cela de bien circonscrire le problème. F. CRIBIER a été, à notre connaissance, la première à présenter une typologie des régions rurales françaises en fonction de leurs populations estivales (11). Elle distingue les " régions rurales de basse altitude " qui sont les campagnes pouvant être plus ou moins animées par les estivants ; les régions rurales de moyenne montagne à été frais et humide, à été tiède et humide et à été chaud et sec ; les régions rurales des montagnes élevées. De l'aveu même de l'auteur, cette typologie est " sommaire " mais elle a le mérite de lever une ambiguïté entre la campagne et la montagne. Il n'est pas possible de poser de la même manière le problème du tourisme rural d'été dans ces deux milieux géographiques. Le seul point qui pourrait faire l'objet d'une discussion est celui de la distinction entre la campagne et la moyenne montagne. Le problème ne se pose pas pour l'Ouest de la France où les basses montagnes océaniques des Monts d'Arrée, fraîches et humides en été, peuvent être assimilées facilement à la campagne. C'est donc à l'intérieur de cette campagne de basse altitude et dans le cadre de la France de l'Ouest que nous préciserons le concept de tourisme en espace rural.

Les problèmes de délimitation de l'espace rural pour le touriste dans la France de l'Ouest sont doubles : vis-à-vis de la ville d'une part, vis-à-vis de la " mer " d'autre part.

B - espace rural et milieu urbain dans l'Ouest

Espace rural et l'espace urbain peuvent être considérés comme un seul espace géographique, les oppositions qualitatives radicales qui les caractérisaient ayant de plus en plus tendance à s'estomper. Cependant, l'uniformisation visible tous les jours tient plus à la diffusion des commodités de la vie moderne qu'aux rapports entre l'homme et son milieu. Des différences capitales, source de complémentarité, subsistent et dans certains cas s'accroissent, que l'on peut saisir de diverses manières.

Il est à peine besoin de rappeler que pour l'I.N.S.E.E., est rural tout ce qui n'est pas urbain et " les communes urbaines sont celles qui ont une population agglomérée au chef-lieu dépassant 2 000 habitants ". A partir de 1952, l'I.N.S.E.E. s'efforça de mieux définir le fait urbain, en introduisant la notion " d'unité urbaine " qu'elle précisa pour les recensements de 1962, 1968 et 1975 (12). L'unité de base du découpage administratif demeure la commune et c'est en terme de communes entières que sont définies les zones géographiques appelées " unités urbaines ". Il n'est pas sans intérêt de rappeler la manière dont l'I.N.S.E.E. a procédé pour le recensement de 1975. Sur le territoire de chaque commune, une ou plusieurs agglomérations de population ont été délimitées. Une agglomération de population est constituée par des constructions avoisinantes formant un ensemble tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres et qu'il comprenne au moins 50 habitants. Deux ensembles de ce genre ne sont pas considérés comme distincts, s'ils sont séparés

par un espace inférieur à 200 mètres. Les terrains servant à des buts publics (jardins publics, aérodromes...) ainsi que les cours d'eau traversés par des ponts ne sont pas pris en compte. Une même commune peut comprendre plusieurs agglomérations de population. La population " agglomérée au chef-lieu " est la population appartenant à l'agglomération dont fait partie le chef-lieu légal de la commune, c'est-à-dire le bâtiment de la mairie. Les autres agglomérations sont dénommées secondaires. On voit tout de suite que cette définition ne convient guère à l'Ouest de la France, région principalement d'habitat épars, où la notion de centre administratif n'a pas toujours de sens. La mairie n'est pas toujours localisée dans l'agglomération principale. En plus, la population agglomérée d'une commune peut souvent être nulle car comptant moins de 50 habitants. Les cas sont fréquents dans l'Ouest. Les communes ayant plus de 2 000 habitants agglomérés sont appelées " villes isolées ".

L'I.N.S.E.E. définit ensuite les " agglomérations urbaines ". Elle a d'abord identifié toutes les zones bâties qui s'étendaient sur deux ou plusieurs communes et qui représentaient au moins 2 000 habitants. Dans chacune de ces communes, chaque zone bâtie constitue une agglomération de population (si elle comprend au moins 50 habitants). Parmi ces communes, on élimine celles dont l'agglomération de population appartenant à la zone bâtie représentait moins de la moitié de la population de la commune. Enfin, si les communes non éliminées étaient au moins au nombre de deux et si la partie de leur population qui résidait dans la zone bâtie atteignait au total au moins 2 000 habitants, ces communes constituaient une agglomération urbaine multicommunale. Toute commune appartenant à une agglomération multicommunale est réputée urbaine.

Les villes isolées et les agglomérations multicommunales déterminent les unités urbaines. Toutes les autres communes sont considérées comme rurales. Reconnaissons cependant qu'en 1962, l'I.N.S.E.E. a introduit la notion de " zones de peuplement industriel ou urbain ", intermédiaires entre les agglomérations urbaines et les zones purement rurales. Elles regroupent les unités urbaines, les communes industrielles qui emploient au moins 100 salariés dans des

POPULATION URBAINE ET DENSITES RURALES
DANS L'OUEST EN 1975

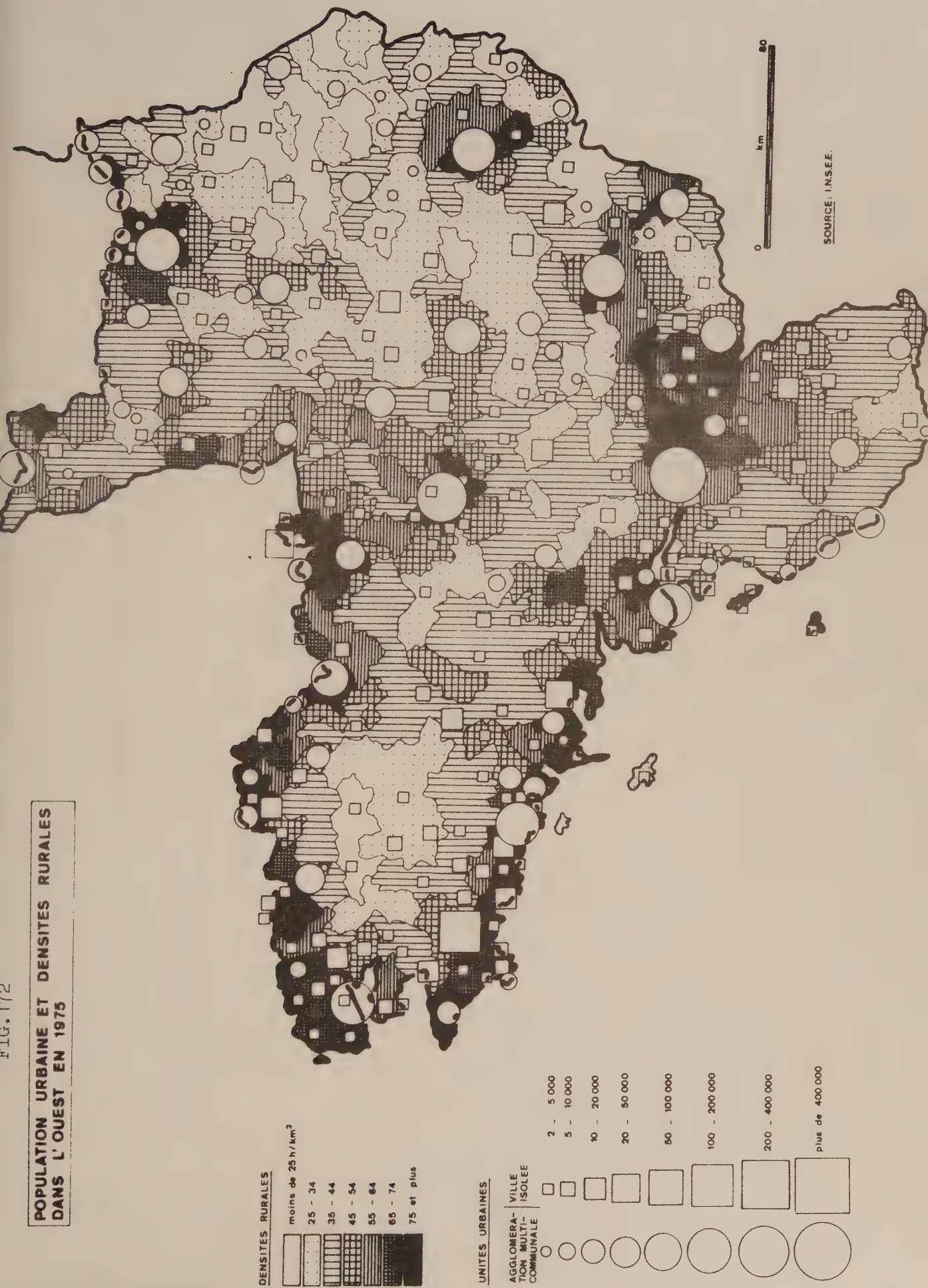


TABLEAU : 100

POPULATIONS ET ESPACES URBAINS ET RURAUX
DANS L'OUEST EN 1975, SELON L'I.N.S.E.E.

DEPARTEMENT	Pop. rurales	Superficie en ha	Densité au Km2	Pop. urbaine	Superficie en ha	Densité au Km2	% Pop. rur. Pop. tot.	% Sup. rur. Sup. tot.
CALVADOS	204 751	494 449	41	356 216	60 343	590	36.50	89.12
COTES DU NORD	308 856	617 130	50	216 700	70 625	307	58.77	89.73
FINISTERE	295 502	527 995	56	508 586	145 305	350	36.75	78.42
ILLE et VILAINE	303 947	600 037	51	398 252	77 435	514	43.29	88.57
LOIRE-ATLANTIQUE	250 560	524 082	48	683 939	157 456	434	26.81	76.90
MAINE et LOIRE	271 101	602 471	45	358 748	114 089	314	43.04	84.08
MANCHE	253 474	551 236	46	198 188	42 566	466	56.12	92.83
MAYENNE	157 281	487 478	32	104 508	30 043	348	60.08	94.19
MORBIHAN	287 788	587 862	49	275 800	94 402	292	51.06	86.16
ORNE	161 622	572 856	28	131 901	37 482	352	55.06	93.86
SARTHE	212 450	554 514	38	277 935	66 085	421	43.32	89.35
VENDEE	252 487	574 185	44	198 154	97 774	203	56.03	85.45
TOTAL	2 959 819	6 694 295	44	3 708 927	993 605	373	44.38	87.08

établissements de plus de 19 salariés, des communes rurales peu agricoles où une " proportion notable de leurs résidents actifs " travaillent au-dehors (13). Selon l'I.N.S.E.E. en 1975, 44,38 % des 6 668 746 habitants de l'Ouest seraient des ruraux répartis sur 87,08 % du territoire. Le département le plus rural de l'Ouest est la Mayenne et le moins rural la Loire-Atlantique.

Une carte établie pour l'ensemble de l'Ouest en 1975 permet d'affiner l'analyse. L'on peut constater que les campagnes de la France sont constellées de petites villes (au sens de l'I.N.S.E.E.) alors que l'armature urbaine faite des " unités urbaines " de plus de 50 000 habitants est assez lâche : treize villes de plus de 50 000 habitants et seulement huit de plus de 100 000 qui, à l'exception de Rennes, Le Mans, Angers sont toutes périphériques. Leur rôle comme centre de services est de ce fait essentiel.

La seconde originalité des campagnes de l'Ouest, bien mise en évidence par la carte, est liée au fait que ces petits centres animent des campagnes qui ne sont pas, malgré l'exode agricole, absolument exsangues. L'Ouest demeure en 1975 une région à densités rurales moyennes malgré des zones de faiblesse dans le Centre-Ouest Bretagne, la Mayenne et l'Orne. Le contraste est grand entre les moyennes de densités dites " rurales " et celles dites " urbaines ". La densité de population constitue une différence capitale entre deux mondes qu'il faut bien qualifier l'un de rural (espace à faible densité) et l'autre d'urbain (espace à forte densité). Ces différences de densités, à partir de seuils mal déterminés, créent des hiatus fondamentaux dans l'organisation du cadre de vie quotidien. Une des caractéristiques récentes de l'Ouest est justement la " suburbanisation " rapide des campagnes autour de villes comme Rennes, Le Mans, Angers, Caen. Par ailleurs, le départ d'une partie de la population active agricole a été compensé par l'installation de retraités, ce qui explique en partie les fortes densités littorales (rôle de la pêche). Les petits centres entretiennent des relations multiples avec leur environnement rural comme l'illustre

l'exemple de Montreuil-Bellay (3 989 habitants en 1975). Les actifs employés sur la zone industrielle de l'ancien camp militaire américain de Méron sont loin d'habiter tous Montreuil, une partie venant des villages alentour. Les liens avec le milieu rural sont encore renforcés par la nature des activités de cette " zone industrielle " (centre d'embouteillage, fabrications d'aliment du bétail, amendements organiques France-Compost, entrepôts frigorifiques, produits phytopharmaceutiques, conserverie et salaisons...) et par le maintien à Montreuil d'une activité agricole (agriculteurs polyculteurs, viticulteurs, horticulteurs, maraîchers). Montreuil a une campagne, non seulement du fait de l'absorption de deux communes rurales proches (Méron, Antoigné) mais encore par le caractère agricole de son ancien finage. Du bourg, l'on accède très vite aux prés herbeux de la vallée du Thouet ou aux terres à vignes et à blé qui dominent la rivière. C'est à Montreuil que les agriculteurs se rendent le mardi, jour de marché, pour vendre une partie de leur production (légumes, volailles...) faire eux-mêmes des achats, régler leurs affaires, à l'agence du Crédit Agricole ou à l'antenne de la Mutualité Sociale, à la Mairie pour rencontrer le représentant de la chambre d'agriculture qui tient une permanence et jeter un coup d'oeil au cadastre, à la coopérative " Anjou-Val de Loire " implantée sur la zone industrielle, à la " Laiterie Amy " qui collecte le lait. On les retrouve le samedi pour des achats plus spécialisés car c'est encore à Montreuil que l'on peut trouver les supérettes, le photographe, la Maison de la Presse, le grainetier-livreur de fuel ; cette fonction de service du monde rural est également attestée par la présence d'un notaire, d'un géomètre, d'experts fonciers et immobiliers, d'agences immobilières, d'assureurs, d'un vétérinaire, sans compter les services médicaux (quatre médecins, deux pharmaciens, infirmières), fiscaux (régie des impôts où l'on vient déclarer les stocks de cave, chercher des acquits pour le transport des vins), les garages, les services d'entretien et de réparation (couvreur, maçon, charpentier, électroménager...). Si un agriculteur envisage quelque aménagement dans son exploitation, c'est chez le " marchand de matériaux " qu'il viendra encore ou chez le quincaillier et il ne les trouve qu'à Montreuil,

Doué-la-Fontaine, Thouars. Saumur est trop éloigné... Même la fonction religieuse centralisée à Montreuil est au service du monde rural depuis que les églises des communes rurales ne sont plus desservies qu'un seul dimanche par mois. Pour un décès, un mariage, un baptême, il faut solliciter le curé-doyen de Montreuil. Les enfants et adolescents fréquentant le lycée agricole (spécialité : viticulture) la maison familiale, le collège d'enseignement secondaire viennent largement des campagnes voisines ou plus lointaines, de même que les " anciens " qui se sont retirés au " Foyer des Vieux ". Peut-on suivre l'I.N.S.E.E. et exclure ces " pôles d'équipements et de services " ? (14). Ils font partie intégrante du milieu rural et, si l'on demandait au touriste qui se promène sur la place le jour du marché s'il est en vacances à la campagne ou à la ville, il répondrait sans aucune hésitation " à la campagne ". Une large partie de l'Ouest est structurée par ces centres au service des campagnes dont certains, tout aussi actifs que Montreuil-Bellay, notamment en Basse-Bretagne, n'ont pas 2 000 habitants agglomérés. Se pose pour eux un problème de terminologie que nous n'avons pas à aborder (15) mais qu'ils soient qualifiés de " gros bourgs ", de " centres ruraux ", de " villages-centres ", de " très petites villes ", ils font partie de la campagne et il nous faut les inclure dans l'étude de sa fonction récréative. La petite ville est en symbiose étroite avec la campagne et fait partie de l'espace rural. L'une ne pourrait pas vivre sans l'autre et inversement. Le problème essentiel est celui du seuil maximal : à partir de quel niveau d'équipement, de population, à partir de quels types de rapports avec l'environnement rural, cesse-t-on d'être dans la campagne pour rentrer dans la ville ? la question est complexe et a déjà été débattue dans le cadre des relations entre les villes et les campagnes, tant pour les seuils inférieurs que supérieurs (16). Tout le monde s'accorde pour souligner la vanité des critères statistiques qui n'ont pas partout la même signification. Notre sentiment est que la coupure doit s'établir dans l'Ouest aux alentours de 10 000 habitants, selon les situations géographiques locales, le cadre urbain, la croissance à la fois démographique et spatiale (espace bâti), le niveau d'équipement récréatif, les fonctions dominantes (industrielles

ou tertiaires)... Max SORRE avait déjà noté l'importance de ce seuil de 10 000 habitants qui ne tient pas à une série de critères statistiques mais à " une ambiance, une écologie " particulière. Pour lui, une petite ville reste " imprégnée de vie rurale et a une écologie relativement peu caractérisée " alors que la grande ville a vraiment une écologie parce qu'elle constitue pour des masses d'hommes un milieu différencié qui nécessite des périodes de rémission dans le rythme urbain, causes du grand tourisme contemporain " (17).

Entre 8 et 10 000 habitants se cristallisent des unités géographiques sans rapport fondamental avec les campagnes voisines. Il est cependant vain d'essayer d'établir une définition stricte et uniforme de l'espace rural. De plus, il ne faut jamais oublier l'absence de correspondance entre population rurale et espace rural, et l'existence de zone de transition entre les espaces urbains et ruraux.

Cette manière synthétique de voir les choses, préconisée par Max SORRE dès 1950, est en définitive celle qui tend à être retenue aujourd'hui lorsqu'on fait appel à " la perception de l'espace " et à la représentation de la campagne par les citoyens.

Comment les vacanciers déterminent-ils la campagne ? quelle image s'en font-ils ? Que recherchent-ils dans la campagne ? Des enquêtes et des sondages commencent à nous donner sur ce point des réponses significatives. L'I.N.S.E.E. la première a été confrontée à ce problème lors de ses enquêtes sur les vacances des Français. Dès 1949, elle précise que les concepts de " campagnes, montagne, mer, villes d'eaux... " sont considérés en fonction de la région de séjour et qu'il est difficile d'établir des distinctions entre la montagne et la campagne, la ville et la station balnéaire... La règle de l'I.N.S.E.E. est de se fonder sur la déclaration de l'intéressé qui détermine lui-même à quel type de séjour il rattache ses vacances, sans essayer de déterminer des critères d'identification. Il fallut attendre des enquêtes plus précises visant à mieux cerner l'image de la campagne pour mieux la commercialiser, afin d'obtenir des éléments

de réponse (18). Pour le citadin et plus particulièrement le vacancier, toutes les informations sont concordantes pour reconnaître à la campagne cinq attributs. Ce sont d'abord les activités agricoles, attestées par la présence de bêtes, de champs cultivés, de fermes, de paysans, d'outils agricoles. Il n'est pas question de réduire la campagne au seul secteur agricole comme on a eu trop tendance à le faire autrefois, sans tenir compte des mutations du milieu rural mais pour le citadin, la campagne où l'activité agricole a disparu n'est plus la campagne. Le rural péri-urbain n'est presque jamais assimilé à la campagne.

Ce sont ensuite tous les phénomènes qui se rapportent au sentiment de la nature, comme l'a également souligné Emile FLAMENT pour l'arbre et l'eau (19) : la nature est perçue comme exerçant une fonction biologique. C'est l'endroit où l'on peut enregistrer les changements saisonniers de la nature à travers la vie végétative, animale, les changements climatiques, les variations atmosphériques, la couleur de la terre. L'importance de ces facteurs fait que la forêt est toujours associée à la campagne (72 % des réponses de l'enquête S.O.F.R.E.S.) alors qu'une plage au bord de mer est exclue (88 % des réponses ne l'associent pas à la campagne).

Intimement liée à ce sentiment est l'importance de l'accessibilité immédiate à cette nature ressentie comme un espace ouvert, disponible non entièrement construit. Un petit village, une ou deux maisons isolées au milieu des champs évoquent toujours la campagne (84 et 89 % des réponses de l'enquête S.O.F.R.E.S.). La campagne est associée dans l'esprit des citadins à un habitat lâche (même dans les pays d'habitat groupé) à faible densité de population, où le contact est facile avec les champs, la forêt, la rivière etc...

Enfin, la dernière image de la campagne est celle de l'air pur, du bon air, du plein air. On peut ouvrir les fenêtres et respirer à plein poumons. La campagne, c'est l'espace d'oxygénation.

Cette image de la campagne vue par les citadins est parfois stéréotypée et traditionnelle mais la convergence des réponses confirme la fiabilité du seuil proche de 10 000 habitants au-delà duquel " l'éco-

logie urbaine " crée un milieu de vie qui n'est plus la campagne. Ce seuil supérieur de 10 000 habitants est d'ailleurs celui choisi par l'association des Stations Vertes de Vacances pour promouvoir le tourisme rural. Les enquêtes effectuées par le C.E.T.E.M. (Centre d'Etudes des Techniques Economiques Modernes) à la demande du Crédit Agricole pour définir une nouvelle ruralité (20) tendent à incorporer dans le milieu rural des agglomérations plus importantes dénommées " villes rurales à fonctions incomplètes " et " villes rurales à fonctions complètes ". Cette étude repose sur une investigation très poussée à partir d'un questionnaire communal complexe mettant l'accent sur " les relations intercommunales " et traité par l'analyse multicritères mais elle vise surtout à justifier l'élargissement du champ d'action du Crédit Agricole et notre connaissance du terrain ne nous entraîne pas à dépasser ce seuil de 10 000 habitants. On entre alors dans la catégorie des villes moyennes (10 à 30 000 habitants) qui sont surtout en Bretagne, littorales avec des fonctions industrielles ou balnéaires (exemple : Douarnenez, Concarneau) et qui ne peuvent être assimilées à la campagne, ce qui n'exclut pas l'existence dans ces villes de fonctions rurales importantes (Morlaix, Saumur).

Cependant ce seuil de 10 000 habitants ne doit pas être pris au pied de la lettre, de manière stricte, comme un couperet. La forte croissance urbaine qui caractérise l'Ouest depuis ces dix dernières années, jointe à une certaine industrialisation, modifie le cadre de vie et fait que des petites villes jusque là très proches du milieu rural décrochent de cet environnement rural. Il en est de même des communes rurales proches des villes (10 à 15 km au maximum selon les villes) qui par leur forte croissance démographique, le développement de la fonction résidentielle, des lotissements, sont incorporées dans des " banlieues de croissance démographique " (21) qui n'ont plus rien à voir avec l'espace rural des faibles densités. Loudéac qui frôle les 10 000 habitants avec une croissance particulièrement forte entre 1968 et 1975, de l'ordre de 27 %, ne peut plus être considérée comme appartenant au milieu rural.

Si le partage entre milieu urbain et espace rural est relativement facile à établir, il n'en est pas de même entre ce dernier et " la mer ".

C - espace rural et station balnéaire

Le problème de la délimitation de l'espace rural littoral est plus complexe dans la mesure où interfère la notion de station. Sur le littoral, les " stations balnéaires " exclues de notre champ d'étude du tourisme rural peuvent correspondre à des entités de moins de 10 000 habitants. La taille de certaines communes littorales est telle qu'une partie d'entre elles peut être assimilée en été à " une station balnéaire " alors que leur arrière-pays est une authentique campagne supportant des formes de tourisme rural avec gîtes ruraux et camping à la ferme. On peut poser le problème de savoir si dans ces communes le vacancier se considère être en vacances à la mer ou à la campagne d'autant plus que la découpe des côtes, les caractères du milieu physique littoral avec les rias, les estuaires font pénétrer la mer parfois fort loin à l'intérieur des terres. Il y a tout le long de la bande littorale et particulièrement en Bretagne, un milieu marin profondément typé, avec ses menus ports de pêche, ses grèves minuscules, les maisons blanches des retraités de la marine, ses commerces qui exhibent en été tout l'attirail du parfait vacancier du bord de mer (filets à crevettes, jeux dits de plage, parasols etc...) le touriste qui y séjourne ne se sent pas à la campagne et il prend chaque jour le chemin des plages. Pourtant, cet Armor est aussi profondément rural. Les champs cultivés viennent jusqu'à la mer, les fermes occupées par des vrais paysans continuent à être tenues, tout en étant menacées par l'appropriation touristique, des villages conservent les traits classiques de leur vie rurale à quelques centaines de mètres des plages surchargées de baigneurs, des

bourgs comme Plouha ou Fouesnant conservent leur cachet et leurs fonctions rurales. Le tourisme est-il rural ou balnéaire ? G. CAZES a souligné les " approches et les appréciations ambiguës " (22) de cette notion d'espace rural face au tourisme, où " l'approximation est de règle et contribue à fonder des évaluations et des appréciations sans commune mesure entre elles ". Un effort de classification des concepts est nécessaire au niveau des " stations balnéaires " et du découpage de l'espace entre le tourisme balnéaire et rural.

La recherche théorique et pratique effectuée à la demande du Commissariat au Tourisme par un certain nombre de géographes animés par Françoise CRIBIER a abouti à mieux cerner la notion de " station balnéaire " (23). L'appellation " station " a été réservée à " toute unité communale située sur le littoral même, dont la population estivante simultanée dépasse 2 000 habitants et représente au moins 20 % de la population permanente ". Ce double seuil, absolu et relatif, a pour conséquence de ne pas appeler stations touristiques, toutes les petites communes du littoral qui reçoivent des vacanciers mais ils nous paraissent, en fonction de notre connaissance vécue d'un certain nombre de communes littorales assez mal adaptées à la France de l'Ouest. Daniel CLARY, dans son étude de la façade normande, a considéré comme station toutes les communes littorales et proposé une typologie simple, à base descriptive, où sont distingués quatre types de stations : le premier, " le plus rudimentaire est celui de la commune rurale de faible poids démographique, isolée de la mer par les conditions naturelles et les fonctions économiques " ; le second est celui des " sites-ports " et le troisième rassemble les associations entre " un village d'agriculteurs, incluant quelquefois une petite communauté de pêcheurs et une station balnéaire ". Le dernier type correspond aux stations qui " apparaissent comme des créations entièrement nouvelles sans relations fonctionnelles ni paysagères avec un noyau ancien ". Il nous paraît cependant nécessaire car correspondant à des réalités géographiques différentes, d'établir une distinction entre le tourisme de station et celui de commune rurale même littorale, mais le faire à partir des

caractéristiques de la fréquentation est difficilement admissible dans la mesure où on institutionnalise le fait que la commune rurale est par essence celle qui est la moins fréquentée. La fréquentation dépend de la capacité d'hébergement et non pas de son caractère de station. Des communes qui sont des stations authentiques (Saint-Quay-Portrieux) peuvent accueillir moins de vacanciers que certaines communes littorales rurales pouvant être difficilement assimilées à des stations (Fouesnant). Les critères qualitatifs et physionomiques sont ici encore essentiels, de même que tout ce qui contribue à créer une écologie différente de celle de la ruralité. Seule l'enquête précise sur le terrain permet d'accorder le label station à telle ou telle commune sans que l'on puisse déterminer des critères statistiques valables à la fois pour une large partie du territoire national et pour tout l'espace d'une seule commune.

La notion de station ne peut être bien appréhendée qu'en rappelant ses origines. LITTRE définit la station comme " le lieu où l'on s'arrête, que l'on visite " et ne connaît que les stations thermales d'hiver et d'été qui sont celles qui ne " permettent le séjour que pendant la belle saison ". Deux éléments de base sont à l'origine de la station : des caractères attractifs et pittoresques et un potentiel d'hébergement. Au XIX^{ème} siècle, on ne les trouvait réunis qu'en un nombre limité d'endroits et il n'était pas besoin de les définir. Seul, un petit nombre de plages avait fait l'objet d'un aménagement et d'un véritable lancement. La diffusion d'un tourisme de masse dès la fin du XIX^{ème} siècle (voir Livre I), et son élargissement spatial à une grande partie du littoral, a entraîné le besoin d'un classement dans un souci de sélection. Pour la première fois, la loi du 21 Avril 1906 a institué un classement des agglomérations présentant un caractère historique, pittoresque, ou artistique mais c'est en 1919 que fut établi le régime des stations hydrominérales, climatiques, et de tourisme auxquelles s'ajoutèrent en 1942 les stations de sports d'hiver et d'alpinisme et les stations balnéaires (24). Le but de ce classement visait à faciliter la fréquentation et à permettre

son développement par des travaux d'équipement et d'entretien pour lesquels on pouvait prélever une taxe de séjour. L'exemple de Saint-Gildas-de-Rhuys illustre bien cette fonction. Le conseil municipal demande le classement de la commune le 28 Novembre 1920, s'engageant à attribuer le fonds provenant de la perception de la taxe de séjour, à la canalisation pour évacuation des eaux ménagères, à la création d'un lavoir, à la continuation des améliorations des puits et fontaines, à l'amélioration des chemins d'accès aux plages (25). Le conseil départemental d'hygiène donne cependant le 17 Février 1921 un avis défavorable au classement et le texte de sa délibération est intéressant à analyser. Il ne méconnaît pas " l'attrait que peut présenter au point de vue touristique la commune de Saint-Gildas " mais il estime " que cette petite station balnéaire ne remplit pas les conditions les plus élémentaires pour être consacrée station de tourisme. Les quelques familles qui viennent passer les mois d'été habitent dans des maisons particulières ; il n'existe pas d'hôtel à Saint-Gildas mais seulement une communauté religieuse qui prend des pensionnaires ". Le préfet ne partage pas cette manière de voir et le signale le 28 Février 1921 dans une lettre au Ministre des Travaux Publics : " ces quelques familles de condition modeste ont fait place à nombre de touristes qui, venus de divers points du territoire, y garnissent pendant la saison les diverses plages. Ils trouvent à se loger dans de nombreux appartements mais encore dans plusieurs pensions particulières et, bien qu'en dise la délibération, à l'hôtel Le Seven et à l'Abbaye de Saint-Gildas, où de nombreuses familles reçoivent abri comme à l'hôtel ". Saint-Gildas est cependant classée le 7 Août 1921 comme le fut Quiberon le 25 Décembre 1921. Pour cette dernière, on retrouve les mêmes ambiguïtés sur le terme de station. Le conseil municipal considère en effet que de tous temps Quiberon a été une " station balnéaire ". Elle n'est pas la station riche où le snobisme le dispute au luxe et n'a pas à faire de réclame pour attirer des estivants mais le conseil municipal a conscience du devoir que lui impose la vogue dont jouit la commune ". La reconnaissance de Quiberon comme station balnéaire lui permettra d'assurer des

conditions d'hygiène rigoureuses, plus spécialement en approvisionnement et en distribution normale d'eau potable et un réseau d'égouts suffisants ".

Ainsi, dès ses origines, le terme de station était plein d'ambiguïté, désignant à la fois un état de fait, consacrant des situations acquises, visant à favoriser des communes encore peu développées. Administrativement, il continue à établir des différences entre certaines communes (ou groupes ou portions de communes) dans un contexte socio-économique qui n'est plus le même aujourd'hui que ce qu'il était au début du siècle. Néanmoins, si la station avant la guerre, consacrait surtout un tourisme mondain tout à fait désuet de nos jours, elle demeure une réalité qui continue à s'imposer non pas tellement entre la ville et la station mais entre cette dernière et la commune rurale. Elle continue à correspondre à un certain degré d'équipement, à des hébergements diversifiés, à de multiples possibilités de récréation (tennis, club, golf, piscine...) à des commerces et boutiques spécialisées, à des équipements rares (casino, théâtre, salles de jeux...) en un mot à une ambiance, à une animation qui ne se termine pas avec le coucher du soleil et à une possibilité de choix que l'on ne rencontre pas dans les communes rurales. Une bonne part des difficultés tient au fait que la gamme des stations peut être diversifiée et qu'il existe des degrés là comme ailleurs allant de la petite station familiale à la grande station mondaine de réputation internationale.

Nous avons au cours de l'été 1974 sillonné la côte de Saint-Brieuc à Perros-Guirec et pu sentir toutes les nuances que seule la présence sur le terrain permet d'enregistrer. Binic, Saint-Quay-Portrieux, Paimpol, Perros-Guirec sont des stations mais Plouha, Plouézec, Pleubian, Plougresant, Penvénan, pour ne citer que les principales communes, ne peuvent être considérées comme telles. Ce sont des communes où le caractère rural reste prédominant. L'analyse est rendue encore plus complexe par le fait que certaines parties de commune fonctionnent comme station avec leur vie propre en marge de l'espace rural qui les sous-tend. Port-Blanc-en-Penvénan, Bréhec à cheval sur Plouha et Plouézec, ont en été des caractères de petite station. Sur la côte méridionale, l'importance de la pêche donne de plus à certaines localités (Le Guilvinec,

Lesconil...) des traits spécifiques qui conduisent à les différencier des stations balnéaires sans en faire pour autant des communes rurales. Le problème, on le voit, est complexe et mérite une recherche spécifique faisant l'objet à elle seule d'une thèse, d'ailleurs en cours (26). Un seuil statistique séparant la ville et l'espace rural est malgré de nombreuses réserves envisageable. Il nous paraît impossible dans l'état actuel de nos moyens d'investigation, de fournir un tel seuil pour séparer dans l'Ouest, la station de la commune rurale. Les délimitations entre tourisme de station et tourisme rural dans les exemples régionaux du dernier livre reposent sur notre connaissance du terrain et des observations concrètes. Le problème est rendu encore plus difficile en Bretagne littorale avec le développement des constructions individuelles dispersées et la croissance depuis le XIX^{ème} siècle d'un habitat de route non-agricole, qui font que pratiquement toute la bande littorale pourrait être dans une certaine mesure, considérée comme urbaine. Penmarch, à l'extrême Sud-Ouest du Pays Bigouden, ne compte que 6 921 habitants mais l'agglomération qui s'est développée de Kerity à Saint-Guénolé, peut être qualifiée d'urbaine. Un foisonnement extraordinaire de maisons individuelles et basses s'est surimposé à un vieux paysage agraire de champs ouverts ne laissant apparaître que des cultures interstitielles et des friches sociales. Sur un territoire où l'espace bâti occupe plus de 50 % du sol, il serait vain de parler encore de campagne. Il en est de même pour l'agglomération du Guilvinec. La position géographique du bourg par rapport à la mer et les relations qu'il peut entretenir avec elle sont ici déterminantes. Lorsqu'il est plaqué contre la mer, le phénomène de station a pris nettement le dessus, par contre s'il en est relativement éloigné (3 à 5 Km) par de vastes paluds ou herbus, tournant même le dos à l'océan, l'ambiance rurale est restée prédominante (Pouldreuzic).

L'espace rural est multiforme, hétérogène, diversifié. Les communes rurales littorales et dans une certaine mesure sublittorales constituent un type d'espace différencié où le fait touristique bénéficie

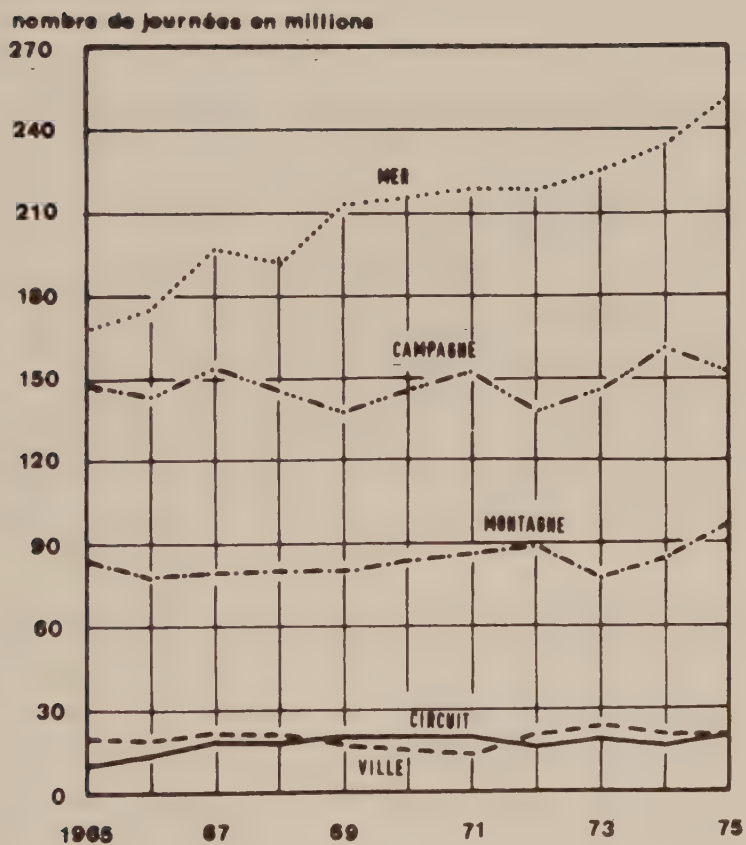
de conditions plus favorables à son développement que dans les communes rurales " profondes " mais ces dernières ne constituent pas non plus un milieu homogène, que certains se plaisent parfois à décrire. Nous avons choisi de ce fait de ne pas écarter systématiquement de notre étude les communes littorales tout en sachant que la distinction entre commune rurale et station est encore plus difficile à établir qu'entre espace rural et urbain. Des critères statistiques permettent de dégrossir le découpage mais seule la connaissance intime du milieu, à partir d'observations concrètes permettrait de résoudre cet épineux problème.

D - un cas particulier : Bagnoles-de-l'Orne

Bagnoles-de-l'Orne et Tessé-la-Madeleine constituent un ensemble bâti presque continu. Ces deux communes ne comptent au total que 1 441 habitants. Bagnoles (651 habitants) et Tessé-la-Madeleine (790 habitants) ont chacune moins d'habitants que le chef-lieu de canton Juvigny-sous-Andaine (1 019 habitants). L'environnement est on ne peut plus rural avec, aux portes même des deux communes normandes, les 7 000 ha de la forêt d'Andaine où des chemins d'excursion pour piétons furent aménagés par l'administration des eaux et forêts dès 1923. Cependant, Bagnoles et Tessé-la-Madeleine constituent depuis 1920 une " station hydrominérale " intercommunale. Depuis 1919, un syndicat des hôteliers s'efforce " d'établir des relations utiles et de resserrer les liens de confraternité entre tous les hôteliers, de représenter l'industrie hôtelière de Bagnoles, de favoriser son développement et de soutenir et de défendre les intérêts de la corporation " (28). La présence d'un établissement thermal, d'équipements propres aux stations (casino, équipements sportifs variés etc...), d'un potentiel d'hébergement hôtelier considérable (1 308 chambre classées) donnent à ces deux communes rurales

FIG.173

évolution du nombre de journées de
vacances d'été passées en France entre
1965 et 1975 selon le genre de séjour



des caractères originaux qui nous permettent de les ranger dans la catégorie du tourisme de station.

Ce tourisme rural dont nous venons de cerner les contours, que représente-t-il dans les vacances des Français ?

II. EVOLUTION DES SEJOURS D'ETE DANS LES CAMPAGNES FRANCAISES : 1949-1976

L'I.N.S.E.E. distingue dès 1949 les séjours à la campagne des autres formes de tourisme. A partir de ces enquêtes sur les " vacances des Français " et malgré la définition toute subjective et restrictive de la campagne, des interruptions et des changements d'unités de mesure, il est possible de retracer l'évolution de ces vacances entre 1949 et 1976 que nous comparerons à celles passées à la mer.

La campagne, avec le nouvel essor du tourisme après la guerre, constituait en 1949, de loin, le premier type de séjour de vacances. Le tableau 105 montre qu'elle devait conserver cette suprématie jusque vers 1957. A cette date, les séjours à la mer l'emportent sur ceux passés à la campagne, en liaison semble-t-il avec l'accroissement du niveau de vie (35 % des séjours à la mer). La baisse est encore plus brutale en 1961. L'enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique sur les vacances en Juillet-Août 1961 constate que " ceux qui sont allés à la mer ont trouvé leurs vacances plus agréables que ceux qui sont allés à la campagne ". Si en 1964, l'I.N.S.E.E. place de nouveau la campagne

au premier rang des types de séjour, le deuxième sondage de l'I.F.O.P en 1963 confirme l'effacement de la campagne au profit de la mer et de la montagne. Pour cet Institut de sondage, le pourcentage des séjours principaux à la campagne est passé entre 1961 et 1963 de 28 % à 26 % et à la mer de 28 % à 35 %. En 1965, en considérant non plus le pourcentage de personnes parties en vacances mais celui du nombre de journées-vacances, on peut toujours constater que la campagne reste à la deuxième place, après la mer, dans la géographie vacancière des Français. Nombre d'observateurs constatent cette " diminution de la part relative de la campagne dans les choix de vacances des Français, voire même une baisse en nombre absolu des séjours effectués à la campagne " (29). Un graphique établi à partir du nombre de journées de vacances d'été entre 1965 et 1975 selon le genre de séjour, montre que le niveau de 1975 est supérieur ou égal pour toutes les formes de séjour mais la progression du nombre de journées de vacances à la mer est véritablement spectaculaire, presque aussi important entre 1969 et 1975 (plus de 40 millions) qu'entre 1965 et 1969 (plus de 44 millions), pour atteindre 252 millions en 1975. En valeur absolue, malgré les pointes de 1967, 1971, 1974, le nombre de journées-vacances à la campagne est resté relativement stable entre 1965 et 1975 (voisin de 150 millions par an).

Le tableau du pourcentage des journées-vacances passées dans les départements côtiers (mais qui comprennent aussi des campagnes) confirme cette tendance générale.

Tableau 101:

Pourcentage des journées-vacances passées dans les départements côtiers (1965-1976) par rapport au total des journées-vacances passées en France

Années	%
1965	52.8
1966	54.2
1967	54.5
1968	56.5
1969	59.9
1970	57.5
1971	56.6
1972	56.9
1973	60.4
1974	58.5
1975	58.6
1976	59.5

L'action menée par les pouvoirs publics en faveur du tourisme rural s'inscrit dans un contexte global d'amenuisement du rôle touristique de la campagne tout au moins en ce qui concerne les séjours d'été supérieurs à quatre jours, c'est à dire en dehors des migrations de week-end liées largement à la possession d'une résidence secondaire. La stabilisation qui se manifeste à partir de 1975 est peut être la conséquence des efforts entrepris en faveur du tourisme rural et qui vise à donner de la campagne une meilleure image de marque. En 1977, la campagne a représenté 28,8 % des journées de vacances d'été passées en France contre 28,4 % en 1976 (46,2 et 46,4 % pour la mer).

III. CARACTERISTIQUES DES VACANCIERS A LA CAMPAGNE

A - vacances à la campagne et catégories socio-professionnelles

Les premières enquêtes de l'I.N.S.E.E. ne donnent pas une répartition précise, selon les catégories socio-professionnelles, des Français en vacances à la campagne mais seulement quelques indications générales. Des statistiques sont données à partir de 1951 mais les pourcentages de chaque catégorie socio-professionnelle sont calculés non pas sur l'ensemble des séjours à la campagne mais pour la campagne par rapport à l'ensemble de la catégorie socio-professionnelle. De plus, d'une enquête à l'autre, nous ne retrouvons pas toujours les mêmes catégories socio-professionnelles.

En 1951, les adultes appartenant à des ménages dont le chef est ouvrier et manoeuvre, ou n'a pas d'activité professionnelle, vont surtout à la campagne. La part des commerçants est également forte. L'amenuisement de la fonction d'accueil de la campagne souligné dans le paragraphe précédent concerne toutes les catégories socio-professionnelles jusqu'en 1973 mais d'une manière très inégale. Les cadres moyens

POUR L'ENSEMBLE DE LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE AYANT PRIS DES VACANCES,

POURCENTAGE DE CEUX QUI SONT ALLES A LA CAMPAGNE : EVOLUTION 1951-1976

Catégorie Socio-professionnelle	1951	1957	1961	1964	1973	1974	1975	1976
Agriculteurs et salariés agricoles			23.5	26.2 (3) 52.7 (4)	20.9	18.4	20.9	14.6
Patrons de l'industrie et du commerce	33 (1) 51 (2)	30	22.1	27.2	22.3	24.7	22.3	19.9
Professions libérales et cadres supérieurs	44	16	18.0	24.1	20.8	26.0	19.8	24.2
Cadres moyens	18	22	24.7	28.8	27.4	26.0	25.7	24.7
Employés	41	39	30.8	32.5	24.5	28.8	24.5	26.1
Ouvriers	58	39	34.3	37.0	27.4	30.6	28.3	28.1
Personnel de service		34	46.4	43.6				
Autres actifs		27	30.1	34.8				
Non actifs	56	34	26.3	27.0	24.7	28.1	26.6	25.8

(1) artisans et industriels - (2) commerçants - (3) agriculteurs - (4) salariés agricoles

Source : enquêtes sur les vacances des Français (INSEE).

semblent les plus fidèles à la campagne alors que les ouvriers et employés qui allaient très largement à la campagne dans les années 50 la délaissent plus volontiers pour la mer (en liaison avec l'essor considérable des formules d'hébergement à bon marché comme le camping).

L'I.N.S.E.E. a étudié plus particulièrement pour les vacances de 1961 l'influence du niveau de revenu des Français sur les caractéristiques des vacances, notamment dans le choix du lieu de séjour en vacances.

Tableau : 103

répartition des séjours de vacances en France par type en
fonction du niveau de revenu -1961-

niveau de revenu (1)	mer	montagne	campagne
- de 3 000 F	11,0	6.5	30.1
3 000 à 6 000 F	14.7	9.7	29.1
6 000 à 10 000 F	20.1	10.6	35.7
10 à 15 000 F	26.0	12.5	27.4
15 à 20 000 F	29.0	11.0	23.8
20 à 30 000 F	24.7	15.4	22.2
30 000 et +	35.0	14.2	17.3
non déclaré	24.9	8.8	27.3

On retrouve en 1973-74 une certaine stabilisation et même un regain d'intérêt pour la campagne dans les catégories à niveau de vie plus élevé. Il s'agit là d'un phénomène particulièrement important. Pendant

longtemps, le tourisme à la campagne a été considéré comme un " tourisme social " pour vacanciers à faibles revenus ".

Le développement de la résidence secondaire, du mythe du retour à la nature, a entraîné un certain snobisme pour la campagne dans les catégories sociales aisées, pour les vacances d'été, d'autant plus que ces mêmes catégories sociales fractionnaient leurs vacances en y ajoutant des vacances d'hiver à la montagne. L'enquête de la S.O.F.R.E.S. de 1971 avait déjà permis de montrer que les vacances à la campagne n'étaient plus seulement les vacances du pauvre. Le tableau ci-dessous le montre clairement.

Tableau : 104

Fréquentation de la campagne selon les catégories socio-professionnelles
des vacanciers (1971)

! catégorie socio-professionnelle !	! 1 !	! 2 !	! 3 !	! 4 !	! 5 !
! Cadres supérieurs - industriel	!	!	!	!	!
! profession libérale-commerçant	! 64 !	! 36 !	! 18 !	! 50 !	! 31 !
! Cadres moyens - employés	! 62 !	! 38 !	! 21 !	! 39 !	! 38 !
! Ouvriers, service	! 53 !	! 47 !	! 38 !	! 34 !	! 27 !
! Artisans, petits commerçants	! 47 !	! 53 !	! 30 !	! 48 !	! 22 !
! Inactifs	! 40 !	! 60 !	! 44 !	! 23 !	! 32 !
! Ensemble	! 53 !	! 47 !	! 31 !	! 37 !	! 31 !

(1) se rendent au moins parfois à la campagne pendant les vacances d'été

(2) ne se rendent jamais à la campagne pendant les vacances d'été

(3) sont allés à la campagne une journée

(4) sont allés de 2 jours à moins de 2 semaines

(5) sont allés 2 semaines et plus.

Les colonnes 1 et 2 concernent l'ensemble des interviewés. Les catégories socialement les plus élevées vont proportionnellement plus à la campagne que la moyenne de ceux qui s'y rendent en vacances d'été. Si l'on considère les colonnes 3-4-5 qui se rapportent à l'ensemble des interviewés qui sont allés à la campagne, on remarque que ce sont ces mêmes catégories sociales qui y font les séjours les plus longs. Pour leurs membres, la campagne constitue un cadre de vie complémentaire et alternatif du cadre de vie urbain quotidien. Ils sont les plus attachés à conserver la campagne " en l'état " : 92 % des cadres supérieurs et 85 % des cadres moyens jugent la campagne comme " importante " contre 79 % pour les ouvriers. Ce sont les citadins qui sont les plus fervents " ruralistes ".

D'où en 1976 une composition sociale des touristes à la campagne très hétérogène comprenant des vacanciers à bas niveau de vie de la première génération, prenant des vacances irrégulièrement, et d'autres à niveau de vie élevé pour qui la campagne ne constitue qu'une facette de leur comportement de vacances. Cette interprétation se trouve confirmée par l'analyse des types d'hébergement utilisées.

B - vacances à la campagne et types d'hébergement

La réalisation du tableau a posé quelques problèmes en raison de l'imprécision des termes et du manque de continuité dans la manière de classer les hébergements et de fournir les statistiques. Nous avons dû procéder à des calculs complémentaires à partir de 1973.

Plusieurs enseignements peuvent néanmoins être tirés en ce qui concerne l'évolution des hébergements à la campagne et les comparaisons que l'on peut établir entre la campagne et la mer.

- les séjours chez les parents et amis sont à la campagne la forme d'hébergement la plus importante malgré un long et continu déclin.

La décroissance est lente entre 1949 et 1964, plus forte entre 1964 et 1969, moins nette entre 1970 et 1974. Une légère remontée est enregistrée en 1974 que l'on peut mettre en relation avec la diffusion des vacances dans les catégories sociales qui jusqu'alors ne portaient pas en vacances (ouvriers notamment). Cette tendance n'est pas confirmée en 1975, où une nouvelle baisse est enregistrée mais le pourcentage est légèrement en hausse en 1976. Les difficultés économiques sont de nature à expliquer ces variations en dents de scie.

- le développement des gîtes ruraux, chambres d'hôtes... ne semble pas avoir entraîné une modification importante dans la place relative des locations meublées qui, de 1949 à 1976, a toujours représenté de 6 à 8 % des séjours.

- l'hôtellerie a suivi la même évolution que les séjours chez les parents et amis. Son rôle s'est dans l'ensemble amenuisé malgré une légère reprise en 1975 et une stabilisation en 1976.

- le fort accroissement en valeur absolue du parc des résidences secondaires n'a guère modifié la place relative de ce type d'hébergement qui reste proche de 16 %. On ne peut cependant négliger les hébergements en résidence secondaire chez des parents et amis qui sont plus proches des séjours en résidences secondaires qu'en résidences principales.

- le camping a connu un développement continu. Sa part relative a été multipliée par 13 entre 1949 et 1975. Notons le fort accroissement de cet hébergement entre 1973 et 1975 (environ 3 % par an en valeur relative) et une légère diminution en 1976 qui est générale mais plus forte à la campagne qu'à la mer.

La campagne et la mer ont connu grossièrement la même évolution générale mais en 1976, les séjours chez les parents et amis et les résidences secondaires continuent à individualiser cette campagne par

Tableau : 105

REPARTITION DES SEJOURS D'ETE A LA CAMPAGNE ET A LA MER SELON LES TYPES

D'HEBERGEMENT (1949-1976). (EN %).

597

Types d'hébergement	1949	1951	1957	1961	1964	moyenne 70 - 71	1973	1974	1975	1976
Hôtellerie	7 22	12 23	7 20	6.1 17.4	4.5 11.3	3.45 9.09	5.80 9.82	3.36 9.90	4.74 9.76	4.68 7.67
Location	9 14	5 24	8 32	6.4 24.1	7.8 25.5	8.62 21.59	8.71 21.43	7.72 20.73	6.21 21.17	8.27 19.86
Résidence secondaire	14 5	16 11	16 9	15.6 8.1	14 5.5	17.24 6.82	14.50 6.03	14.10 6.23	16.06 5.35	15.83 6.32
Résidence principale des parents et amis	68 49	66 36	65 24	65.4 27.9	64 26.9	58.62 23.86	50.36 16.74	52.01 15.43	46.72 16.51	47.48 17.83
Résidence secondaire des parents et amis							7.60 7.14	9.06 8.76	8.74 6.98	7.91 8.35
Camping-caravaning	1 8	1 6	3 13	3.2 17.2	5.1 22.6	6.90 29.55	8.69 29.69	10.73 33.88	13.14 32.56	10.79 31.84
Autres	1 2		1 2	3.3 4.6	4.6 8.2	5.17 9.09	4.34 9.15	3.02 5.07	4.39 7.67	5.04 8.13

N.B. le chiffre du haut concerne la campagne et celui du bas la mer.

rapport à la mer dominée davantage par le camping et les locations meublées.

C - vacances à la campagne et durée des séjours

Tableau : 106

durée des séjours à la campagne (1949-1964)

	4 jours à 1 semaine	+ de 1 sem. 2 semaines	+ de 2 sem. 3 semaines	+ de 3 sem. à 2 mois	2 mois et plus
1949	17	31	19	33	(1)
1957	14	24	24	28	10
1961	19.3	25.4	23.7	26.9	4.7
1964	12.4	27.7	19.2	40.7	(1)

(1) fusionnée avec la catégorie : plus de 3 semaines à 2 mois

Il n'est pas possible pour cette analyse d'avoir une vue sur une longue période. Après 1964, l'I.N.S.E.E. ne donne malheureusement plus la durée des séjours en fonction des types de régions choisies. Il se préoccupe davantage des dates de départ... Le tableau traduit cependant une certaine évolution allant vers une place plus grande des séjours de longue durée à la campagne, en liaison avec le développement du parc des résidences secondaires. L'enquête de l'I.F.O.P. de 1963 constatait que les séjours à la campagne étaient les plus longs avec une durée moyenne de 28 jours au lieu

de 25 dans les séjours à la mer et 23 en montagne.

D - vacances à la campagne et âge des vacanciers

Il n'est pas possible de remonter au-delà de 1957, les classes d'âge choisies étant tout à fait différentes. Le tableau permet de dégager quelques grands traits relatifs à l'âge des vacanciers qui choisissent la campagne.

Tableau 107 :

Pourcentage des personnes parties à la campagne et à la mer
(sur l'ensemble des personnes de la même classe d'âge parties
en vacances d'été) 1957-1976

Ages	Années	1957	1961	1964	1973	1974	1975	1976
0 - 13 ans	1)		36.8	27.0	29.7	27.5	27.7	
	2)		29.9	46.8	45.2	44.0	44.9	
14 - 17 ans	28	30.5	32.9	25.7	26.8	26.0	22.2	
	40	29.4	26.4	45.8	42.2	44.8	48.2	
18 - 24 ans	30	25.1	23.6	22.4	23.2	17.6	23.2	
	37	36.1	32.7	44.5	46.5	47.4	41.1	
25 - 29 ans	31	28.5	23.2	23.4	27.1	22.3	21.3	
	37	29.1	31.0	45.9	46.1	45.4	47.2	
30 - 39 ans	31	28.0	29.0	21.4	25.9	23.5	24.7	
	37	30.3	31.3	49.2	47.3	46.2	48.0	
40 - 49 ans	32	26.9	30.8	24.3	26.5	25.0	25.5	
	37	32	29.3	46.3	43.2	45	46.8	
50 - 59 ans	29	27.8	28.6	26	28.5	26.6	28.4	
	37	22.1	27.6	38.2	37.3	39.5	38.8	
60 - 64 ans	44	30.5	34.1	28.9	31.1	29.2	30.4	
	29	20.7	23.5	33.6	32.1	32.4	30.4	
65 ans et +	40	28	28.9	(3)	(3)	(3)		
	17	17.7	17.8					

(1) personnes parties à la campagne

(2) personnes parties à la mer

(3) catégorie comptée avec les plus de 60 ans.

Les jeunes gens (14 - 24 ans) et les jeunes adultes (25 - 39) choisissent moins la campagne que les jeunes (moins de 13 ans). Au-delà de 40 ans, la part des séjours passés à la campagne tend à augmenter avec l'âge. L'évolution 57-76 n'a fait que renforcer cette tendance mais on peut se demander s'il s'agit là d'une conséquence de l'âge ou d'une diminution des revenus avec la retraite. En effet, l'enquête de la S.O.F.R.E.S. de 1971 a montré qu'une certaine désaffection envers la campagne se manifestait selon l'âge des personnes interviewées. Au-delà de 50 ans, les vacanciers craignent l'isolement, la nécessité de déplacements importants, l'insuffisance des centres de service. L'interprétation de l'attitude des vacanciers vis à vis de la campagne en fonction de leur âge est délicate et varie largement selon le niveau d'équipements de cette campagne.

E - vacances à la campagne et catégories de commune de résidence principale

L'évolution est difficile à suivre compte tenu des changements de catégorie opérés par l'I.N.S.E.E. lors des différentes enquêtes. Le fait majeur est l'importance accrue de la fréquentation de la campagne avec la taille de la commune de résidence principale.

Tableau 108 :

Pourcentage des personnes parties à la campagne et à la mer
(sur l'ensemble des personnes de la même catégorie de communes
parties en vacances d'été) - 1957-1976 -

	1957	1961	1964	1973	1974	1975	1976
communes rurales	a -	-	26.2	19.9	23.9	23.4	19.6
	b		21.3	42.6	39.7	40.2	43.3
ville et aggl.	-	26.9	26.1	20.1	23.0	21.2	20.8
de - 20 000 hts		22.3	26.2	47.0	43.4	40.8	44.0
20 à 50 000 hts	-	25.2	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
		23.1					
50 à 100 000 hts	26	16.0	23.7	22.4	27.1		
	23	31.8	31.7	48.4	44.7		
100 à 200 000 hts	31	27.0	28.5	(3)	(3)	(3)	(3)
	32	29.0	36.0				
200 à 1 000 000 hts	34	27.6	33.9	25.0	26.6	24.8	25.0
	28	28.7	25.9	40.4	41.9	41.1	43.5
aggl. parisienne	32	34.8	38.0				
	40	35.8	30.3				
zone suburbaine de	30	(1)	(1)				
Paris	51						
aggl. parisienne				31.8	34.8	29.2	32.7
sauf Paris				46.9	45.3	49.5	46.1
ville de Paris				30.3	29.7	32.6	37.7
				46.9	43.5	40.5	36.6

(a) personnes parties à la campagne

b) personnes parties à la mer

1) fusion avec agglomération parisienne

2) catégorie fusionnée avec les 20 - 100 000 habitants

3) catégorie fusionnée avec " agglomérations de plus de 100 000 sauf agglomération parisienne

Le retour à la campagne est en quelque sorte l'antidote de l'urbanisation. Dans l'agglomération parisienne, la fréquentation de la campagne est particulièrement forte, surtout à Paris même. L'enquête de la S.O.F.R.E.S. a montré que 58 % des citadins des villes de 10 à 50 000 habitants ne se rendaient jamais à la campagne contre 52 % dans celles de 50 à 200 000, 49 % pour les plus de 200 000 habitants (32 % pour l'agglomération parisienne). Aux contraintes de l'urbanisation, il faut ajouter les conséquences de l'exode rural qui amène les urbains de fraîche date à retourner l'été " au pays ". L'enquête de l'I.F.O.P. de 1961 soulignait la dispersion des salariés parisiens en vacances dans un grand nombre de départements différents avec une forte concentration en Bretagne et dans l'Ouest liée à une immigration forte et récente dans l'industrie automobile. Ils étaient d'ailleurs le plus souvent reçus chez des parents (37 %) ou même propriétaires d'une résidence secondaire (9 %).

L'I.N.S.E.E. donne certes une idée imparfaite des séjours de vacances d'été dans les campagnes françaises mais il permet de dégager les grands traits de leur évolution entre 1949 et 1976. Les séjours à la campagne qui occupaient après la guerre une place essentielle dans le comportement de vacances des Français les moins fortunés, grâce à des hébergements chez les parents et amis, tendent à perdre de leur importance au profit des séjours à la mer, en locations meublées et en camping. Il ne faut cependant pas exagérer ce déclin (30) d'autant plus qu'à partir de 1970, une certaine stabilisation se manifeste, conséquence d'une meilleure promotion du tourisme vert et d'une plus grande diversification du produit alors que sa clientèle est socialement plus diversifiée.

Essayons de voir maintenant quelle place globale occupent les campagnes de l'Ouest au sein du tourisme rural français ?

IV. LA PLACE DES CAMPAGNES DE L'OUEST AU SEIN DU TOURISME RURAL FRANCAIS

Les résultats des enquêtes communales du recensement général de l'Agriculture de 1970 permettent d'évaluer la place occupée par les campagnes de l'Ouest au sein du tourisme rural français (31).

A - les campagnes de l'Ouest dans la capacité d'accueil du tourisme rural français

Le tableau ci-dessous montre que les campagnes de l'Ouest occupent une place considérable au sein du tourisme rural français puisqu'elles représentent près de 26 % de sa capacité d'accueil (32). La comparaison de ce pourcentage avec celui occupé pour l'ensemble de l'Ouest (ville, campagne, stations balnéaires) par rapport au total français (cf. livre II) traduit bien le rôle récréatif essentiel de nos campagnes.

Tableau 109 :

capacité globale d'accueil des campagnes dans l'Ouest et en France (1970)

! régions de programme	! capacité d'accueil	! % par rapport au total français	! rang	!
! Basse-Normandie	! 377 200	! 4.15	! 9	!
! Bretagne	! 1 197 500	! 13.18	! 1	!
! Pays de la Loire	! 760 700	! 8.37	! 4	!
! TOTAL OUEST	! 2 335 400	! 25.70	!	!
! FRANCE	! 9 088 300	! 100.00	!	!

Les campagnes bretonnes sont au premier rang de toutes celles des autres régions de programme par la capacité d'hébergement devançant Rhône-Alpes (1 101 200), Provence-Côte d'Azur (1 008 400) et celles des Pays de la Loire sont au quatrième rang. Cette place globale peut être affinée grâce à l'analyse de la capacité d'accueil selon les principaux modes d'hébergement.

Les campagnes de l'Ouest sont caractérisées par un rôle beaucoup plus grand joué par le camping, les gîtes, les maisons familiales-villages de vacances et les séjours chez les parents et amis, que dans le reste de la France. Par contre, l'hôtellerie et les résidences secondaires y occupent une place relativement moins importante. Les campagnes de Basse-Normandie se singularisent par une forte proportion de résidences secondaires.

Tableau 110 :

composition de la capacité d'accueil des campagnes dans l'Ouest
et en France (1970)

régions de programme	Basse Normandie	Bretagne	Pays de Loire	France	Total Ouest
Hôtels de tourisme	2,6	2,0	1,0	3,8	1,77
Hôt. de préfecture	2,1	1,2	1,8	2,6	1,54
Camping	23,0	33,8	31,3	26,1	31,24
Gîtes, villages-vac. Maisons familiales	20,1	22,0	17,4	16,0	20,19
Colonies, auberges refuges	5,7	6,0	6,1	6,9	5,98
Rés. secondaires	34,6	18,6	24,5	31,2	23,12
Séjours chez hab.	11,9	16,4	17,9	13,4	16,16

B - les campagnes de l'Ouest et l'accueil des populations
saisonnnières

L'évaluation de la population saisonnière accueillie dans les communes rurales françaises a été surestimée. Le service central des enquêtes et études statistiques du Ministère de l'agriculture a été amené à le redresser et c'est ce chiffre rectifié " très proche de la réalité " que nous utiliserons. Il s'élève à 7 823 800 au lieu de 8 697 200. Le tableau ci-dessous exprime la place des campagnes de l'Ouest dans l'accueil des populations vacancières.

Tableau 111 :

population vacancière estivale accueillie dans les campagnes
de l'Ouest et en France (1970)

! régions de programme !	! population saisonnière !	! coefficient d'occupation pop. sais./ cap. d'acc. !
! Basse-Normandie !	! 370 400 !	! 98,20 !
! Bretagne !	! 1 199 200 !	! 100,14 !
! Pays de la Loire !	! 744 800 !	! 97,91 !
! Total OUEST !	! 2 314 400 !	! 99,10 !
! FRANCE !	! 7 823 800 !	! 86,09 !
! Pourcentage de l'Ouest : !	! 29,58 !	! !

Les campagnes de l'Ouest déjà au premier plan des campagnes françaises par leur capacité d'hébergement le sont encore plus par leur fréquentation puisque pour 26 % du nombre de places, elles reçoivent 30 % des vacanciers. Ceci entraîne un fort coefficient d'occupation, particulièrement en Bretagne. Par rapport à la population permanente des communes rurales considérées, cette fréquentation représente une augmentation de population de 90 % (contre 59 % pour l'ensemble des campagnes françaises).

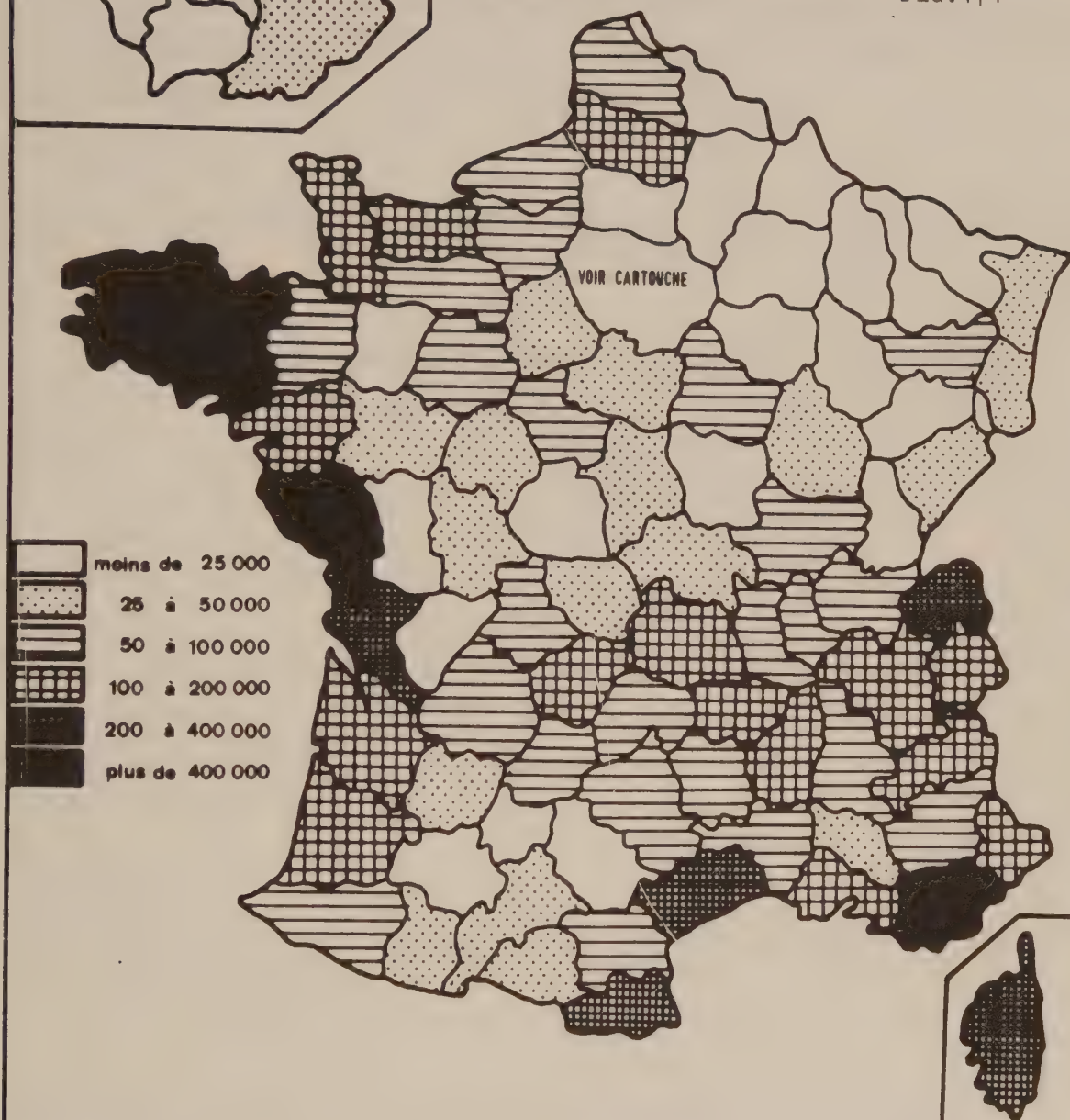
La carte plus fine, au niveau des départements, montre bien l'originalité des campagnes de la France de l'Ouest. Celles du Finistère et de Vendée sont les seules à accueillir plus de 400 000 vacanciers alors que celles des départements non littoraux sont loin de jouer un rôle négligeable (à l'exception de la Mayenne).

CONCLUSION

Les campagnes françaises et celles de l'Ouest en particulier sont fortement animées en été par une importante population vacancière qui présente des traits caractéristiques. Depuis 1949, il est possible, grâce aux enquêtes de l'I.N.S.E.E., de suivre l'évolution des séjours d'été dans les campagnes françaises. Le fait majeur est leur effacement avec une tendance récente à la stabilisation et à la diversification sociale. Se borner à constater ce fait serait présenter du tourisme à la campagne une vue bien partielle et incomplète. Il s'inscrit en France comme dans l'Ouest dans une perspective plus large qui permet de comprendre l'état actuel et les problèmes rencontrés par cette forme de tourisme et par sa diffusion dans le tissu rural. Il convient maintenant d'en dégager les étapes.

REPARTITION PAR DEPARTEMENT DE LA POPULATION VACANCIERE ESTIVALE DANS LES COMMUNES RURALES (1970)

FIG. 174



NOTES

- 1) D'après comptes-rendus d'activités du C.E.D.T.M.E.R. notamment Assemblée Générale, Saint-Segal, 17 Avril 1970.
- 2) BARDAZZI Silvestro-Assetto des territorio ed integrazione di attività agricole e turistiche - Options méditerranéennes, vol.3, tourisme et monde rural, 1970, p. 24-25.
- 3) F. de DAINVILLE - Tourisme et pastorale, Paris, Desclée, 1965.
- 4) MENDRAS Henri - Sociétés paysannes - A. Colin, 1976, 161 pages.
- 5) Etudes et Documents n°1 - La campagne et les vacances des Français - Commissariat Général au Tourisme, Mars 1974, 34 pages.
- 6) Le tourisme rural vu par ses promoteurs - résultats de l'enquête auprès des participants du Colloque T.E.R. du 23 Novembre 1972, Commissariat au Tourisme, 58 pages.
- 7) BEIGBEDER - La mise en valeur des terres agricoles abandonnées ou en voie de l'être par les parcours touristiques de pêche - Cahiers du C.E.N.E.C.A., 1970, p. 88-89.
- 8) WOLFF Daniel - Hippisme en terres agricoles abandonnées ou en voie d'abandon - Cahiers du C.E.N.E.C.A., 1970, p. 202-205.

- 9) Réflexions sur l'espace rural français : approches, définition, aménagement - Numéro spécial du Laboratoire de géographie rurale, Université de Paris I, E.N.S. de Fontenay-aux-Roses, septembre 1975, 165 pages.
- BONTRON J.C. et MATHIEU N. - Pour une nouvelle délimitation du milieu rural en France, Cahiers du C.E.N.E.C.A., mars 1971, p.110-112
 - ROGER Jean - Pour une nouvelle définition de l'espace rural - Cahiers du C.E.N.E.C.A., mars 1971, p. 130-133.
 - BONTRON Jean Claude et MATHIEU Nicole - Les transformations de l'espace rural : problèmes de méthode - Etudes rurales, 1973, n°49-50, p. 137-159.
- I0) KAYSER Bernard - Nécessités et difficultés de l'aménagement de l'espace rural - Aménagement du Territoire et développement régional, III, 1970, p. 63-91, Grenoble.
- II) CRIBIER F - Thèse (déjà citée)
- I2) Composition communale des unités urbaines : population et délimitation 1975, I.N.S.E.E.
- I3) THIBAUT André - Une source documentaire : les zones de peuplement industriel et urbain - Cahiers du centre de recherches, analyse de l'espace n°3, Avril 1974, 69 pages - Université de Paris.
- I4) MATHIEU Nicole - Le rôle des petites villes en milieu rural - Bulletin A.G.F., n°400, 1972, p. 287-294.

- I5) FLATRES-MURY Hugnette - La notion de " bourg " en France -
Mélanges Meynier, P.U.B., p. 563-572.
- I6) Colloque sur les petites villes - 3 Juin 1972, n°400, Bulletin
de l'A.G.F., p. 267-298.
- Aménagement du territoire et développement régional - vol. V,
1972, p. 24 - 71, les petites villes.

- VEYRET-VERNER Germaine - Essai de définition et de classification
des petites villes ; leur insertion dans un réseau urbain.
R.G.A., 1970, n°1, p. 51-66.
- I7) Villes et campagnes : ouvrage déjà cité.
- I8) LEYNAUD E. - Les Français et l'espace rural - enquête S.O.F.R.E.S.
1971, ACEAR, 1972, 109 pages.
- Le tourisme rural vu par ses promoteurs (déjà cité)
- HAUMONT Antoine - L'image de la campagne chez les citadins -
Métropolis, Février 1975, n°2, p. 51-53.
- A. HAUMONT présente les résultats de deux enquêtes :
 - l'aménagement des paysages suburbains : AREA, étude
 réalisée pour le district de la région parisienne, 1973.
 - étude de l'urbanisation extensive de la zone
 périphérique de Nîmes, 1970, AREA, étude réalisée à la demande
 du Ministère de l'Agriculture.

- CHEVALIER Jacques - Le village et les migrants - Mutation
professionnelle des jeunes agriculteurs et perception de l'espace
rural, Etudes rurales, 1975, n°58, p. 63-82.

- 19) FLAMENT Emile - Quelques remarques sur l'espace touristique -
Norois, Octobre-Décembre 1975, p.609-621.
- 20) MADEC J. et PARRET D. - Vers une définition fonctionnelle de la
ruralité - Revue de Droit rural, Décembre 1975, n°47, p. 553-536.
- PIATIER A. et MADEC J. - Comment et pourquoi définir un espace
rural ? - Economie rurale 1977 - n° 118, p. 3-13.
- 21) MEYNIER André - Les banlieues de croissance démographique en
Bretagne (1968-1975) - Norois, Avril 1976, n°90, p.318-328.
- 22) CAZES Georges - Tourisme et aménagement de l'espace rural -
T. IG.R. n°13-14, 1973, p.77-90.
- 23) La fréquentation des stations touristiques du littoral en période
de pointe en 1974, statistiques du tourisme, n°9, 68 pages.
- 24) JOCARD L.-M. Le tourisme et l'action de l'Etat - Berger-Levrault,
1966, 298 pages.
MATHIOT G. - Le tourisme réceptif (déjà cité).
- 25) Archives départementales du Morbihan, série M-3874.
- 26) LEPAPE Loréna - Les stations balnéaires en Bretagne - Thèse d'Etat
en cours.

- 27) L'agglomération Binic-Etables-Saint-Quay compte 7 490 habitants ;
Perros : 7 748, Paimpol : 8 176. Par contre, Plouha n'a que
4 195 hab., Pleubian 3 401, Plouezec 3 399, Penvénan 2 607.
- 28) Dossier thermalisme - Archives départementales de l'Orne.
- 29) NAUDOU Catherine - La fonction touristique de l'espace rural :
bilan et perspectives d'avenir - SEGESA, Mars 1971, 62 pages.
- 30) CRIBIER Françoise - Les séjours de vacances d'été dans les
communes rurales en France et leur évolution. Ministère de
l'Agriculture, 1970, 49 pages.
- 31) Le tourisme rural - Cahier de statistique agricole -
Ministère de l'Agriculture n°5, et fascicule enquête communale :
France entière.
- 32) Les chiffres ont été calculés à partir des données de base
recueillies par l'enquête sur les établissements d'hébergement
des communes rurales touristiques, en multipliant les nombres
de chambres, d'emplacements ou de logements par les coefficients
suivants : hôtel et pension de famille : 2 personnes par chambre ;
camping : 3,7 par emplacement ; gîtes et villages de vacances :
5 par logement ; séjour chez l'habitant : 3 par logement ; résidences
secondaires : 4 par logement ; maisons familiales, colonies de
vacances, auberges de jeunesse, refuges : 1 par place.

CHAPITRE B

LES ETAPES DE L'ORGANISATION DU TOURISME RURAL EN FRANCE ET DANS L'OUEST.

=====

I. LA DECOUVERTE DE LA CAMPAGNE ET LA FORMULATION D'IDEES NEUVES (1850-1914)

La campagne, exaltée par ROUSSEAU et BERNARDIN de SAINT PIERRE, avait été au XVIIIème et au début du XIXème siècle, le principal lieu de villégiature même si elle n'avait pas alors la même signification qu'aujourd'hui. Le développement du tourisme à partir de 1820, la mode des bains de mer, les séjours dans les villes d'eaux et en montagne allaient conduire à un certain effacement de la campagne d'autant plus que les grandes lignes de chemins de fer favorisaient la concentration des flux touristiques en certains points du littoral et l'essor des stations balnéaires. Les succès de la bicyclette et de l'automobile, le développement des services d'autocars des compagnies de chemins de fer et des transporteurs privés et, dans une moindre mesure, celui de certaines lignes de chemins de fer d'intérêt local, le mouvement sportif (développement des sports de plein air, d'activités récréatives physiques : hippisme, marche, alpinisme...) allaient entraîner dans la deuxième moitié du XIXème et jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, des répercussions limitées sur le volume des flux touristiques (cf. livre I) mais aussi une prise de conscience nouvelle des fonctions récréatives de la campagne et une découverte des espaces intérieurs à partir des grandes villes, des stations de villégiature balnéaire alors même que la campagne dans une France qui s'urbanise et s'industrialise est parée de grandes vertus. Les observateurs du début du siècle ne s'y sont pas trompés. Léo CLARETIE faisant le point du tourisme en France écrit en mai 1904, après avoir souligné les mérites du Touring-Club et du Club alpin, " la voie ferrée faisait tort à la route. Le cyclisme et l'automobilisme nous ramènent 50 ans en arrière avec la vitesse en plus. De nouveau, les voyageurs sillonnent le système routier du pays, s'arrêtant dans les villages que

l'itinéraire du chemin de fer négligeait, délaissait, ruinait " (1).

A - vers un nouveau tourisme

Le tourisme à la campagne a " dès ses origines été perçu comme un antidote à l'urbanisation, par la faculté qu'il présentait d'un ressourcement dans la nature " qu'exprime en partie George SAND dans ses romans champêtres et régionalistes. En 1846, elle publie " La mare au diable " suivie de " François le Champi " (1847), " La petite Fadette " (1848) et " Les Maîtres sonneurs " en 1853. N'écrit-elle pas déjà dans " La mare au diable " que " l'homme de loisir vient chercher un peu d'air et de santé dans le séjour dans la campagne ". Un des premiers à avoir nettement senti ces transformations est le géographe Elisée RECLUS qui, dans un article fondamental et visionnaire, a analysé " le sentiment de la nature dans les sociétés modernes " (2). Il commence par constater cet engouement nouveau qui se " manifeste depuis quelque temps par une véritable ferveur, des voyageurs se répandant en essaims dans toutes les contrées d'un accès facile, remarquables par la beauté de leurs sites ou le charme de leur climat ". Les français, moins attirés que les Allemands par la nature sauvage, préfèrent " la campagne doucement ondulée dont les cultures diverses alternent avec grâce jusqu'à l'horizon lointain des plaines. Une rangée de côteaux verdoyants borne le paysage, une petite rivière serpente sous le branchage des aunes et des trembles, des bouquets d'arbres se montrent ça et là entre les prairies et les champs de blé, des maisons blanches aux tuiles rouges brillent au milieu de la verdure. La beauté du site paraît complète lorsqu'une ruine revêtue de vigne sauvage, un moulin construit au travers de la rivière sur des arcades inégales, ajoutent leur profil pittoresque à l'ensemble du tableau ". Cette campagne un peu idyllique commence à être fréquentée par un nombre de plus en plus considérable de citadins qui vont pour un temps " respirer la libre atmosphère et se rafraîchir la pensée à la vue des fleurs et de la verdure ". Tous les témoignages sont concordants et montrent, quels que soient les milieux dans lesquels on les prend, cette valeur récréative qu'on accorde à la campagne. G. BELOT écrit en 1898 à propos d'un séjour dans le Morvan

et l'Avallonnais : " je veux parler de la campagne, de la simple campagne, sans autre attrait particulier que le grand air, la verdure, les beaux sites qui reposent les yeux, et le calme qui repose l'esprit " (3).

L'écrivain Marcelle TINAYRE, se faisant l'écho de touristes qu'elle venait de rencontrer, renchérisait cinq ans plus tard : " la vie sauvage me paraissait la plus agréable chose du monde. J'aspirais au silence des villages perdus dans les bois, aux moeurs pastorales, au lait pur, aux divertissements économiques... J'en ai assez des Terminus et des Continentaux... Cherchons dans la bonne province française un joli coin pas fréquenté et mettons-nous au vert... Que faut-il pour être heureux en vacances ? il faut un lit propre et pas trop dur, des oeufs frais, du vin honnête, une cuisine bourgeoise et la belle nature autour de nous ! Un peu moins de bien-être et beaucoup de poésie " (4).

Ce tourisme à la campagne est de plus encouragé par tout le mouvement qui s'opère en faveur de la province et du régionalisme et dont certains romanciers se font l'écho. L'écrivain périgourdin Eugène LE ROY exalte l'âme populaire avec "Jacquou le Croquant" (1899) et l'angevin René BAZIN " la terre qui meurt " (1899). Jean AICARD, publie " Maurin des Maures " (1907) et Hugues LAPAIRE " Ames berrichonnes " (1910) alors que Gaston ROUPNEL publiait " Nono ". Louis PERGAUD, la même année, donnait de " Goupil à Margot " et rédigeait " les Rustiques ". Théodore CHEZE définit en 1910 le profil d'un nouveau tourisme : " on n'est pas nécessairement un touriste parce qu'on a parcouru un certain nombre de kilomètres. On est touriste par un certain goût de la terre et de ses beautés, par une curiosité sans cesse renouvelée des spectacles de la nature, par une certaine faculté de s'émouvoir et de se réjouir d'un aspect de paysage, par un besoin de grand air, de mouvement, de lumière et d'espace et par une passion de connaître, d'admirer et d'aimer les hommes à travers celles de leurs oeuvres " (5).

B - les goulots d'étranglement

En même temps, l'on se rend compte du goulot d'étranglement constitué par l'insuffisance, la vétusté et l'inadaptation du potentiel

d'hébergement campagnard. Marcelle TINAYRE décrit ainsi la chambre louée par ses amis : " on nous logea dans une chambre qui était très amusante pour des artistes car les solives n'avaient pas été lavées depuis cent ans... Le parquet... je n'ai jamais su si c'était du bois, du carreau ou de la terre... Il y avait bien une armoire mais elle était fermée à clef... Les volets laissaient passer le jour par leurs fentes ". G. BELOT constate que " l'habitant ignore encore partout l'art de resserrer son logement pour faire place à l'étranger, ou bien s'il s'y décide par hasard il élèvera dans la plus infime bourgade perdue, des prétentions qui feraient croire qu'il s'agit de Biarritz ou de La Bourboule. Pour les hôtels, ce ne sont dans les villages que des auberges peu habitables, ayant à peine une ou deux chambres disponibles ".

C - les idées neuves

L'on commence à considérer cependant qu'il pourrait y avoir là quelque chose de bénéfique pour la campagne : " un appréciable élément de prospérité pour les petites bourgades dépeuplées le jour où elles sauraient comme l'ont vite appris les habitants des petits ports de mer, organiser l'industrie du logement meublé " (G. BELOT). Deux initiatives vont dans ce sens et sont particulièrement significatives du désir de répondre aux aspirations des touristes, " fatigués de la grande ville et qui aspirent aussitôt qu'ils en ont le loisir aux délices du petit trou perdu à condition de trouver une installation hygiénique et rationnelle, un minimum de propreté et de confort, des commodités d'accès " (6).

La première se rapporte à la constitution de la " société des maisons rustiques " en 1898 (7) qui illustre parfaitement ce nouveau comportement de vacances vis-à-vis de la campagne et dans laquelle on peut trouver l'origine de l'idée de " gîte rural ". Nous en extrayons les passages les plus significatifs :

" Donner les moyens de passer à peu de frais la période des vacances en pleine campagne aux personnes de fortune modeste et en particulier aux 40 ou 50 000 employés ou petits rentiers que leurs

occupations ou leurs intérêts retiennent dans les grandes villes et qui ne peuvent se donner le luxe aujourd'hui si coûteux des bains de mer.

A cet effet, la société met en location du 1er mai au 31 octobre, dans les villages de France et de préférence dans ceux situés au bord des rivières afin d'augmenter l'agrément du séjour, des habitations rustiques pourvues des meubles et accessoires indispensables pour une installation de quinze jours ou d'un mois.

D'apporter un peu de bien-être dans les plus petits villages en y faisant vivre pendant la moitié de l'année des familles entières de citadins au grand avantage des habitants de la campagne qui trouvent sur place l'écoulement d'une partie de leurs denrées à des prix rémunérateurs et qui pourront nouer ainsi facilement, avec leurs clients de passage, ces relations directes, sans intermédiaires onéreux."

La seconde est relative à la " chambre de l'hôte " (8). Au concours central agricole d'Amiens de 1912 (9), le Touring-Club de France présenta un modèle de ferme-type qui avait " pour but de faire connaître aux agriculteurs français et au public en général un usage déjà répandu en Angleterre et que le T.C.F. voulait voir s'établir en France ". Le Prince Pierre d'ARENBERG, Président de la Commission Agricole de l'Automobile-Club, présenta les chambres de l'hôte anglaise louées pour une somme modique à des " employés des villes désireux de respirer pendant quelques jours l'air pur de la campagne et qui ont pris l'habitude de partir le samedi soir pour les champs, d'y passer le dimanche et de revenir le lundi matin de bonne heure ". Les organisateurs souhaitent qu'il en soit de même en France et incitent les agriculteurs à aménager de telles chambres sur les principes suivants :

" Dans la pièce fraîche et propre, des fleurs égayent les fenêtres ; les meubles sont simples et confortables... Les repas sont ceux des fermiers qui, en l'honneur de leur hôte, ont ajouté un plat au menu quotidien : des oeufs frais, un poulet sauté, du fromage et des fruits arrosés de la fraîche boisson du pays. Le dîner se compose d'une soupe aux choux et au lard, de laitage et de fruits. Le visiteur, habitué à la cuisine de restaurant, apprécie à leur mérite ces mets simples que l'on ne peut guère goûter qu'à la ferme.

- La journée se passe en promenade dans les champs et les bois, à la pêche ou à la chasse, ou même à prendre part aux travaux des champs, tels que la fenaison, la récolte des pommes... Il se crée de la sorte des relations d'amitié entre les habitants de la ville et ceux de la campagne pour le plus grand profit de chacun."

Le Prince d'ARENBERG dans une vision prophétique souhaite que son initiative soit comprise par les habitants des campagnes comme par ceux des villes pour que, dans quelques années on puisse voir, dans chaque ferme " non plus une chambre hygiénique mais plusieurs, non plus pour des individus isolés mais des familles entières qui viendront s'emplir les poumons d'air pur, se reposer du dur labeur du bureau, du magasin et de l'atelier ; les enfants, heureux de pouvoir jouer sans entraves, de se rouler dans le foin qui embaume, prendront des forces nouvelles et leurs joues deviendront de la couleur des pommes mûres".

Ce qui est intéressant c'est que le Touring-Club, dont le rôle novateur en matière de tourisme n'a pas été jusqu'à ce jour suffisamment souligné, s'est emparé de ces propositions pour les mener à leur terme. Il a entamé une véritable propagande auprès des agriculteurs pour que la chambre de l'hôte devienne " un refuge auquel on aspire. Dimanche, fêtes, petites et grandes vacances seront pour les citadins autant d'occasions de fuir la ville pour s'en aller vers la ferme où les attendra leur chambre. Ce sera un peu la maison de campagne de ceux qui n'en ont point". Toutes les informations relatives aux chambres de l'hôte furent reproduites par les journaux de Paris et des départements et de nombreuses lettres affluèrent au siège du Touring-Club. Soucieux d'aller plus loin et de faire pénétrer l'idée dans les campagnes par quelques exemples couronnés de succès, le Touring-Club a mis au concours l'installation de cette chambre, au début de l'année 1914. Les meubles devaient être simples, robustes et établis autant que possible suivant le caractère et le mode de construction de chaque région : un lit, une table, une autre petite table, trois chaises en bois, une table de toilette, une commode, un vestiaire-penderie avec rideaux. Les meubles réalisés furent exposés au Palais-Royal du 25 au 28 avril 1914 et des chambres de l'hôte équipées avec les meubles des lauréats furent présentées en juin 1914 au village alpestre organisé par la ville de Lyon

avec le concours de l'administration forestière, du Touring-Club, de l'Automobile-Club, du Club alpin et de la Compagnie du P.L.M.

Le livre publié par Albert DAUZAT en 1914 (10) illustre bien ce bouillonnement d'idées et ces sentiments nouveaux à l'égard du tourisme à la campagne. Après une analyse des fondements du sentiment de la nature et de son expression artistique, Albert DAUZAT consacre une trentaine de pages au sentiment de la nature au point de vue social où il abandonne le " domaine de la spéculation pour celui des répercussions pratiques ". Il constate la préoccupation de plus en plus grande des citadins pour la campagne lorsqu'il s'agit de " fixer le lieu du séjour estival ou l'itinéraire du circulaire " et il attribue la vogue de la Bretagne au " charme agreste de son littoral ". Constatant que la Suisse établit sa fortune sur l'industrie des étrangers, il pense que " les pays pauvres et deshérités " comme " les landes bretonnes " pourront grâce à ce retour " temporaire " à la campagne " pendant la saison d'été ", retenir leurs habitants. Cette " philosophie sociale du tourisme est liée au sentiment de la nature " et " conduit au désir de protéger les sites naturels, de les défendre contre toute dégradation spontanée et contre tout vandalisme de la part des hommes ".

La première guerre mondiale interrompit ces initiatives en faveur du tourisme à la campagne qui reprirent après 1918 mais dans un contexte légèrement différent.

II. LE CHEMINEMENT DES IDEES 1918-1939

A - de nouvelles conditions économiques

L'effet le plus important de la guerre est d'avoir mis fin à la stabilité des prix, entraînant un désordre économique et financier, et une inflation particulièrement sensible pour les classes moyennes, les rentiers, qui avaient l'habitude de prendre des vacances. Le moindre

coût des vacances à la campagne déjà sensible avant 1914, comme le montrent certains passages du statut des maisons rustiques, est de plus en plus mis en avant. C'est un nouveau facteur de développement du tourisme à la campagne que les calculs effectués par A. PAVIE sur les budgets en 1914 et en 1921 permettent de bien saisir (11).

En 1914, une famille bourgeoise avec trois enfants de 5 à 12 ans avec 12 000 F par an consacrait 5 % de son revenu aux vacances. Il lui faut en 1921, pour conserver son même train d'existence 30 505 F et elle devra consacrer 8,33 % aux vacances. Le revenu a été multiplié par 2,54 mais les dépenses de vacances par 4,17. En 1914, pendant le mois de congé du père de famille, on louait trois pièces et une cuisine moyennant 200 F. En 1921, le logement à la mer est passé de 200 à 1 000 F. Les prix du voyage en chemin de fer n'ont pas tout à fait doublé mais les faux-frais ont triplé. Les ménages de modestes propriétaires ou de rentiers ont vu leurs ressources augmenter dans des proportions moindres et il a fallu supprimer des séjours de vacances. Seules les classes les plus aisées ont pu continuer à prendre leurs vacances dans les grandes stations balnéaires comme autrefois. Néanmoins, le fait touristique, nous l'avons montré au livre I, était déjà largement répandu dans la société et avait pénétré les moeurs. Dès lors, la campagne moins fréquentée, moins chère, prenait un attrait supplémentaire. Elle permettait aux moins fortunés de conserver leur même comportement social, calqué sur celui des classes supérieures, tout en dépensant moins. C'est le début des " petits trous pas cher " et des " vacances économiques ".

En 1923, le syndicat d'initiative de Bordeaux organise sous le titre de " villégiature rurale " un service de renseignements destiné à faire connaître au public " les possibilités et les conditions de séjour à la campagne, c'est à dire dans les plus petits villages " (12) et le commentateur du T.C.F. d'ajouter : " il y a là une excellente idée. Les lieux habituels de tourisme étant devenus fort chers, les villégiatures accessibles aux petites bourses n'existent plus que dans la pleine campagne. Souhaitons que l'organisation méthodique du tourisme rural ne lui

communiqué pas la contagion des hauts prix ". Le tourisme rural, expression que l'on commence à employer, est dès ses origines, assimilé à un tourisme social.

B - découvrir la France

Les difficultés internationales, les serments de se revoir passés dans les tranchées, les conséquences psychologiques de la guerre, font redécouvrir la province française. C'est l'époque où Jean BRUNHES publie " La géographie humaine de la France " et Gabriel HANOTAUX " L'histoire de la nation française ". L'illustration donne en 1920 toute une série de reportages sur les paysages de France (Périgord, Limousin, Gorges du Tarn etc...). La Bretagne, province bien typée bénéficie de cet engouement, comme en témoignent les fêtes bretonnes organisées au Huelgoat en 1921 pour " mieux faire connaître le pays d'Argoat " (13), placées sous la présidence du Ministre des Travaux Publics, Yves LE TROQUER. Elles commencèrent par des expositions d'art breton, des concours de costumes de danses chantées, de chants populaires, de tournois de jeux. Elles s'achevèrent par la visite des sites de ce " Fontainebleau breton " : le gouffre, la mare aux sangliers, la pierre tremblante, le ménage de la Vierge, la chaise de Gargantua. Yves LE TROQUER harangua la foule en breton au grand étonnement du Président POINCARÉ. La Bretagne tira un grand profit de cette manifestation. L'accent était mis sur l'intérieur. Révélatrice de ce nouveau comportement est l'attitude des syndicats d'initiative de Bretagne qui s'exprime dans la " Bretagne touristique " : " le touriste ne va pas seulement aux bords de la mer. Il va aussi de plus en plus à la campagne. Les cultivateurs ont donc intérêt à l'attirer et même à le retenir " (14). L'Assemblée générale de la Fédération des Syndicats d'initiative de Bretagne réunie à Saint-Brieuc le 31 mai 1928 met à son ordre du jour le thème de " La Bretagne verte ". Un bilan est dressé qui est d'abord une sorte d'auto-critique. " La Bretagne de l'intérieur est mal connue. L'effort des groupements touristiques et des compagnies de transport porte sur la côte. Cela s'explique du fait que le littoral en raison de la vogue des formules balnéaires a pu s'organiser plus vite pour recevoir les

villégiateurs ". L'heure est venue cependant d'aider cette Bretagne intérieure à s'organiser et c'est un des premiers plaidoyers pour un tourisme rural en Bretagne qui couronne ces travaux : " les nids de verdure, les coins de campagne pittoresque, les orées des bois, les bords de rivière et d'étangs, les vallées profondes et fleuries, les petites altitudes où l'atmosphère est pure, forment chez nous une suite merveilleuse de centres touristiques où l'on peut séjourner dans des conditions très favorables si l'on aime les promenades à pied, la pêche à la ligne, le calme repos de la vie familiale ".

La conclusion du rapport est un appel vibrant au développement de la fonction récréative des campagnes bretonnes : " vous connaissez la Bretagne de la mer, celle de la côte sauvage, celle de la côte modernisée par l'industrie balnéaire, apprenez à connaître la Bretagne de la terre, celle de l'intérieur. C'est la plus ignorée, c'est peut-être la plus belle, la plus originale. Venez la visiter et vous y trouverez le repos réparateur et bienfaisant que vous désirez " (15).

Avec la grande crise économique mondiale, le leitmotiv des organisations touristiques est " ne renoncez pas à voyager, voyagez en France ". Nous avons vu dans le livre I que cela n'avait pas été sans incidence sur l'évolution des flux touristiques relativement peu touchés par la crise. Léon AUSCHER, Vice-Président du Touring-Club, appelle les Français en 1932 à " visiter nos forêts, nos vallées, nos villages et nos hameaux où pas une ferme isolée au milieu des champs qui ne mérite un regard " (16). La même année, Gaston ROUPNEL sort son beau livre sur la campagne française (17) précédé par Marc BLOCH qui venait de publier simultanément à Oslo et à Paris " Les caractères originaux de l'histoire rurale française " (18). Lorsqu'en 1936, l'instauration des congés payés augmente le nombre de vacanciers, c'est vers la campagne française qu'on s'efforce d'orienter la plupart d'entre eux, les invitant " à sortir des chemins frayés et à partir à la découverte de la France, de nos campagnes où les conditions de circulation et de gîtes répondant à nos exigences modernes. N'hésitons pas à nous y aventurer et à mettre à profit les

suggestions que nous proposent ceux qui, par amour du tourisme et de la France, s'efforcent de faire connaître des coins, des curiosités peu connus " (19). 1936 constitue ainsi une date d'autant plus importante que nombre de salariés modestes ont des attaches paysannes. Aussi prennent-ils dans un premier temps, leurs vacances chez des parents ruraux. Il ne suffisait pas d'attirer les touristes à la campagne, encore fallait-il la rendre accueillante et saine.

C - embellir la France

Les hygiénistes des ligues anti-tuberculeuses et le Touring-Club de France lancent en 1920 le concours du " village coquet ". Le but est clair. " Le citadin aime le village ; il ne se borne pas à jouir en artiste, dans ses promenades et excursions, de l'image plaisante du gracieux paysage que composent hameaux et villages. Il souhaite bien souvent donner au village ses moments de loisir, lui demander l'agrément et le repos de ses vacances, le choisir comme lieu de villégiature. De goûts modestes, l'homme de bureau, de magasin ou d'atelier de la grande ville désire volontiers passer quelques semaines dans le calme de la campagne et la simplicité du village. Ce touriste passager ou séjournant, cet hôte qui est un client, il convient de le recevoir en souriant, je veux dire dans un village de frais visage, gardant certes la simplicité rustique qui fait son charme, mais tenu en état de propreté et disons même en coquetterie " (20). Le premier de ces concours eut lieu dans les années 1920-21-22 et porta sur la route de Paris à Aurillac ; le second sur la route des Pyrénées de Biarritz à Carcassonne. Le troisième concerne la Bretagne sur le circuit Rennes-Josselin-Quimperlé-Quimper-Landerneau-Morlaix-Saint-Brieuc-Rennes. Les initiatives nationales trouvent un écho dans certains départements qui reprennent l'idée à leur compte.

M. GARRAPON, directeur des services agricoles du département du Doubs, envoie en 1922 une note à tous les syndicats agricoles du département où il rappelle qu'il " est tout à fait entré dans nos moeurs

aujourd'hui pour les citadins d'aller passer deux ou trois mois d'été à la campagne ; c'est là un besoin que justifie la vie agitée et fiévreuse que l'on mène à la ville. Il importe donc de faciliter à ces étrangers le séjour à la campagne, de les retenir et de les engager à y revenir. Le cultivateur peut y arriver à la fois en procurant aux estiveurs des chambres où ils pourront loger et en rendant leur village coquet ". M. GARRAPON rappelle aux agriculteurs que cette " clientèle d'estiveurs, très différente de celle qui fréquente les casinos et les stations thermales, est composée de travailleurs, de familles qui viennent chercher à la campagne le calme et la simplicité " et qu'à leur contact " les agriculteurs ne peuvent que s'instruire ". Pour cela, la société départementale d'agriculture du Doubs, en accord avec la Fédération des syndicats d'initiative de Franche-Comté et des Monts du Jura a décidé de lier la " question de l'hygiène rurale avec celle du développement du tourisme " et de créer un " concours permanent du village coquet " dans le cadre départemental. C'est là un des premiers exemples de l'intérêt manifesté en France par les milieux agricoles au développement du tourisme rural (21). Il n'est pas sans intérêt de rappeler que les géographes et plus particulièrement A. DEMANGEON ont contribué à ce renouveau d'intérêt pour le village français et l'habitation rurale (22).

D - le tourisme à la campagne en France en 1939

Comme le note P. HOUEE, à la veille de la deuxième guerre mondiale, la France réapprend le goût du grand air, la saveur des terroirs ; elle découvre la fragilité de la société urbaine et exalte jusqu'au romantisme une civilisation rurale trop oubliée " (23). De même que le mouvement en faveur du tourisme à la campagne d'avant 1914 s'était accompagné d'une floraison de romans rustiques, le second se trouve lui aussi épaulé par toute une littérature du même type. Maurice GENEVOIX évoque la Sologne (RABOLIOT - 1925) ; A. de CHATEAUBRIANT " La Brière " (1923), Jean GIONO la Haute Provence (" Un des Baumugnes " 1929 - " Regain " 1930). Pour GIONO, " les vraies richesses " (1937) naissent de la terre et de ses travaux. Jean de la VARENDE évoque " Le

pays d'Ouche " (1936), Henri BOSCO est inspiré par le Rhône, la Durance, le Lubéron et Jean GIRAUDOUX fonde en 1939 " La ligue urbaine et rurale pour défendre la beauté des sites ruraux ". En 1939, le tourisme rural semble bien assis. Henri GASQUET le nouveau président du Touring-Club plaidait dans son éditorial de juillet 1939 " pour un urbanisme rural " (24). Il constatait que " la ville rend aux champs des retraités qui viennent s'y fixer pour vivre paisiblement, aux moindres frais, leurs dernières années et des promeneurs, avides d'air pur, de verdure et de joyeux ébats au soleil ", et que ces mouvements migratoires commençaient à entraîner des conséquences sur l'urbanisme rural.

" Les premiers ajoutent aux maisons constituant l'ancienne agglomération de nouvelles constructions qui l'étendent et la défigurent ; on installe pour recevoir les seconds, restaurants et auberges et, pour peu que le lieu s'y prête une " hostellerie ". Pour les uns comme pour les autres, le charron transforme son atelier rustique en garage et en atelier de réparations pour autos et devant sa porte, il installe une pompe à essence ". Henri GASQUET concluait sur la nécessité de protéger cette campagne dont " l'attrait est au même titre que la richesse monumentale de nos villes, que la variété et le pittoresque de nos côtes, que la splendeur de nos montagnes, un des éléments primordiaux de notre capital touristique ".

Le 31 juillet 1939, Roger BLAIS, Conservateur des Eaux et Forêts et ingénieur agronome, publiait avec l'aide de Jules BLACHE et Roger DION, le premier guide du " Touriste à la campagne ". Les auteurs ont " voulu donner à l'habitant des villes, devenu pour le temps de ses loisirs l'habitant de la campagne, les moyens de comprendre les milieux où il se trouve " (25). Ce guide est utilitaire. Il vise à faire profiter le citadin de son séjour à la campagne ; pour cela, il faut " une disposition d'esprit particulière qu'on pourrait caractériser par la modestie, l'ouverture, la réceptivité ". Ce guide comprend quatre grandes parties.

Dans le livre I, J. BLACHE présente le modelé physique de la campagne et R. DION, les principaux types de paysage rural.

Le livre II est consacré à la mise en valeur du sol par le paysan. Ch. VEZIN, Inspecteur général de l'agriculture, étudie la terre arable, la mise en valeur de la terre, les machines agricoles, les principales cultures, les animaux de la ferme, la ferme et ses habitants.

Le livre III est consacré à la nature sauvage à la campagne. C'est une invitation à la découverte des plantes sauvages, des animaux, à la pêche et à la chasse.

Le livre IV le plus novateur, rédigé par R. BLAIS, traite des rapports de la campagne et du tourisme. C'est une sorte de guide pratique pour le touriste qui nous renseigne sur les rapports des citadins et des ruraux à la veille de la seconde guerre mondiale. Après une présentation des routes et des eaux, R. BLAIS développe " le code du touriste à la campagne ". Le vacancier est invité à respecter les usages agraires, les clôtures et les bornes, les récoltes sur pied, les arbres et les fruits, le gibier et les oiseaux, les sites et toute la campagne. On rappelle les droits de passage et ses limites relatives aux terrains préparés et ensemencés et dans le temps où ce terrain est chargé de grains en " tuyau ", de raisins, ou d'autres mûrs ou voisins de la maturité, de même que les droits de cueillette et ses limites (champignons, fleurs, prunelles, noisettes sauvages, escargots...). On invite le campeur à se conformer à la réglementation en vigueur et à demander les autorisations nécessaires tout en rappelant qu'il n'est ni " un ambulant, ni un forain, ni un nomade, ni un citoyen diminué ". Enfin, le vacancier est invité à respecter le paysan en étant correct dans son langage, dans sa tenue, dans son comportement sans pour cela faire des concessions à l'esprit paysan ".

Les années de la fin du XIX^{ème} siècle à la veille de la seconde guerre mondiale ont permis en France la maturation de véritables régions ou centres touristiques ruraux. C'est cette géographie des principaux pôles de tourisme rural que nous voudrions tenter de présenter maintenant pour la France de l'Ouest. L'exercice est d'autant plus difficile que l'on manque pour la France rurale de synthèse régionale permettant d'établir des comparaisons. R. BETEILLE nous a cependant signalé que les burons de l'Aubrac accueillaient des buveurs de petit

lait pendant l'été. C'étaient des Parisiens, Aveyronnais d'origine ou non, qui venaient faire une cure de petit lait, de grand air et de tisanes (thé d'Aubrac). L'Aubrac était alors un centre actif de tourisme rural d'autant plus que les organisations auvergnates ou rouergates de Paris avaient, à la différence semble-t-il des organisations bretonnes ou angevines, leur section touristique.

III. GEOGRAPHIE DES PRINCIPAUX CENTRES ET REGIONS TOURISTIQUES A LA CAMPAGNE DANS L'OUEST AVANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Le découpage de l'Ouest entre marges armoricaines au sens large d'une part et Bretagne d'autre part se révèle alors pertinent. Les marges armoricaines, par leur proximité de Paris, par certains de leurs caractères physiques ou architecturaux, sont un des premiers endroits de villégiature rurale de l'Ouest. Sur le plan méthodologique une telle recherche est particulièrement difficile à mener. On ne peut procéder que par regroupements de faits puisés dans la presse nationale, régionale et locale, les archives départementales et des syndicats d'initiative mais ces derniers n'en conservent guère, mémoires et souvenirs, descriptions de voyageurs. Cependant, tous ces documents sont plus orientés vers les stations balnéaires et les villes que vers les campagnes proprement dites. De plus, les communes rurales, assez frustes et incultes, n'ont pas conservé de documents relatifs à de tels " événements " (enquêtes personnelles à Chateauneuf-du-Faou, Le Huelgoat...).

A - les centres et régions touristiques des marges armoricaines et de Basse-Normandie.

Plusieurs pôles peuvent être dégagés qui commencent d'ailleurs à recevoir des " appellations touristiques ".

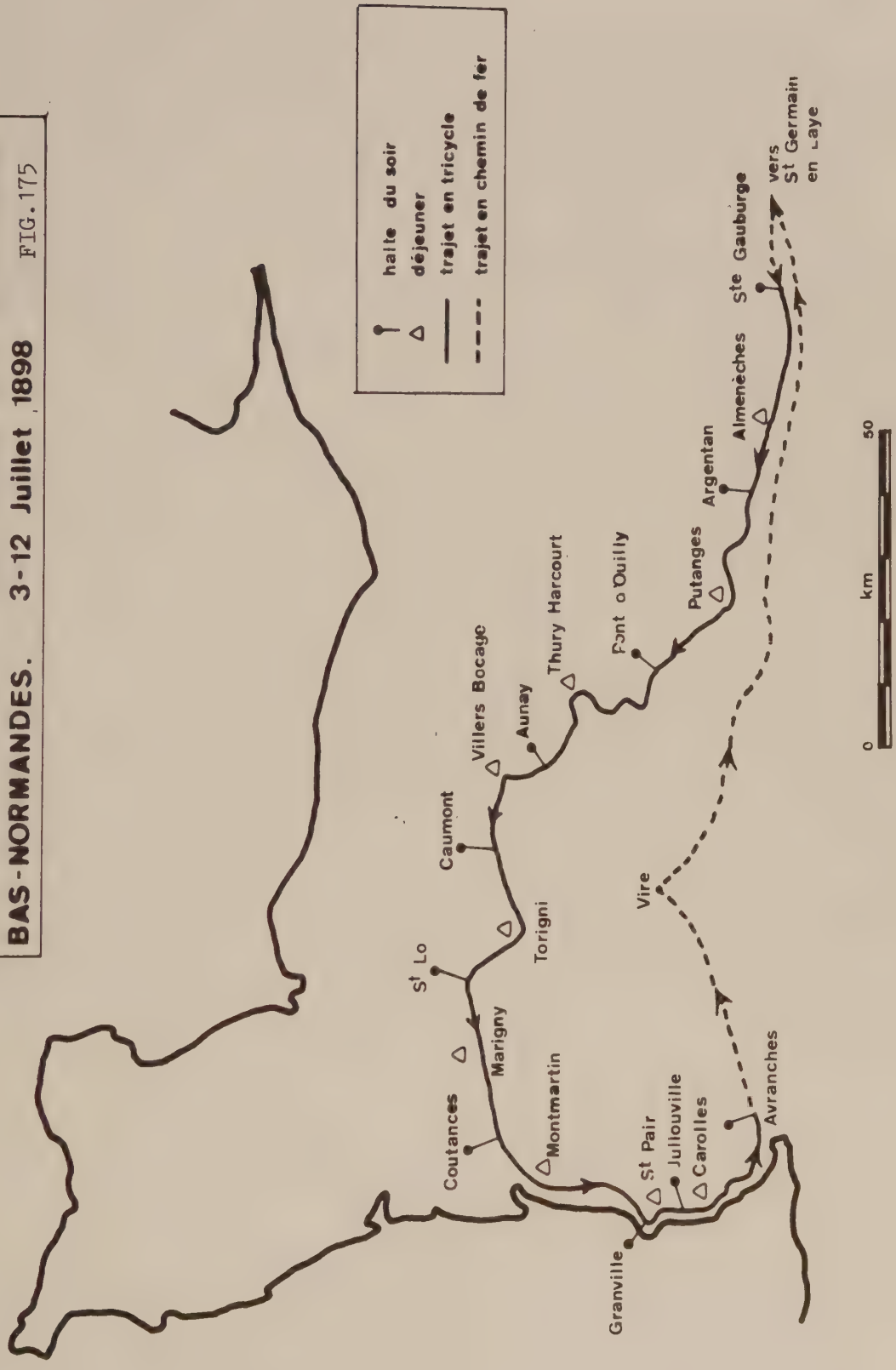
1. la Suisse normande

Le secteur bas-normand compris entre Mortain, Domfront, Falaise et Vire, que l'on commence à qualifier de "Suisse normande" (26) est alors largement visité par les touristes. Nous pouvons dégager les caractéristiques de ce tourisme à partir d'un compte-rendu de vacances publié par la Revue du T.C.F. de 1898 (27). Un groupe de trois personnes a quitté Saint-Germain-en-Laye le 2 juillet 1898 en tricycle vers 6 heures du matin pour la station de chemin de fer de Plaisir-Grignon. A 13 h 29, ils prenaient le train jusqu'à Sainte-Gauburge où ils arrivaient à 17 h 15 (28). A partir de cette petite commune des bords de la Risle où "à tort, peu de touristes songent à s'arrêter", le groupe va effectuer un circuit dans les campagnes bas-normandes, d'environ 250 km en neuf jours, les menant jusqu'à Avranches. De là, ils reprirent le train pour Vire et Saint-Germain-en-Laye.

L'étude approfondie de leur relation de voyage nous renseigne sur cette forme de tourisme dans les campagnes à la fin de XIX^{ème} siècle. Les étapes journalières sont courtes (27 km en moyenne) et d'un kilométrage relativement homogène, sauf dans le secteur Granville-Avranches où elles sont plus courtes. Ce faible kilométrage est lié à deux choses. D'une part, aux conditions de déplacement : le tricycle ne permet pas une vitesse élevée et les routes sont parfois difficilement praticables, d'autant plus que nos touristes évitent les grands axes. Entre Argentan et Putanges, au lieu de passer par Montgaroult, notre trio fait un détour par Sentilly. Entre Sentilly et Vaux-le-Bardoult, le "sol est mauvais, plein de pierres erratiques et les descentes sont parfois si rapides que nous sommes forcés de mettre pied à terre". D'autre part, nos touristes arrêtent fréquemment pour admirer un paysage, visiter une église et déjeuner, et ils savent prendre leurs aises. A Putanges, à l'hôtel du Lion vert, ils prennent après le déjeuner "le café dans une sorte de kiosque, sur le bord même de la rivière". Nous pouvons ainsi constater que ces campagnes bas-normandes ne manquent ni d'hôtels ni de restaurants. Caumont-L'Eventé, avec ses 1 002 habitants, ne figure pas dans le guide Joanne mais possède deux hôtels affiliés au Touring-Club. Ces campagnes ne sont pas "désertes". A plusieurs reprises, le passage d'autres

EXEMPLE DE VACANCES DANS LES CAMPAGNES
BAS-NORMANDES. 3-12 Juillet 1898

FIG. 175



touristes, anglais notamment, est signalé mais certains secteurs semblent encore peu fréquentés comme celui situé entre Pont d'Ouilly et Aunay-sur-Odon. A. SATIE constate " nous sommes-là dans la région la plus accidentée et peut-être la plus pittoresque de la Normandie. C'est aussi l'une des moins connues. Ouvrez le guide Joanne et vous serez étonné du peu de renseignements que vous y trouverez. Nous n'avons pas encore aperçu un seul poteau indicateur du Touring-Club... il est clair que les cyclistes viennent peu par ici ". Enfin, on peut constater que ces vacances à la campagne, pourtant brèves, s'accompagnent de quelques jours passés à la mer. Au départ de Coutances, la "pensée de revoir la mer remplit nos touristes d'une allégresse à nulle autre seconde". Dès leur arrivée à Montmartin qui se pique d'être une station balnéaire, ils s'empressent de se baigner. Ils évitent Annoville, Bréhal et Donville trop éloignées de la mer pour consacrer un peu plus de temps à la côte située entre Granville et Avranches.

Les campagnes bas-normandes sont largement visitées par les touristes d'autant plus que la mer n'est pas loin et qu'elles se trouvent sur la route du Mont-Saint-Michel et de Granville. Pont d'Ouilly, au confluent de l'Orne et du Noireau et Clécy sont au début du siècle des centres actifs d'excursion. ARDOUIN-DUMAZET en 1901 écrit à propos de Pont d'Ouilly : " pendant l'été, c'est un lieu de promenade pour toutes les villes de la région : Flers, Falaise, Condé, Caen. Le dimanche, l'animation est très grande, dans le joli village dont les auberges sont réputées pour leurs fritures ".

2 - les Alpes mancelles

Le second centre touristique est constitué par les " Alpes mancelles ", autre appellation qui évoque comme pour " la Suisse normande " les grands lieux du tourisme international. Sa notoriété est, semble-t-il, plus ancienne liée à la création le 22 juin 1904 du syndicat d'initiative des " Alpes mancelles ". Très actif, il publie dès

1905 des " indicateurs de la saison d'été " particulièrement bien présentés et qui sont conservés aux Archives départementales de la Sarthe où nous avons pu les consulter.

La première page en couleur représente un beau paysage de vallée encaissée dans le massif des Coëvrons et des petits médaillons illustrant Sillé-le-Guillaume, Fresnaye-sur-Sarthe, Alençon. Les autres pages donnent des indications sur les moyens de se rendre dans les principaux centres des Alpes mancelles qui sont facilement accessibles par la route et le chemin de fer du Mans à Fresnay (9 trains par jour) et du Mans à Sillé (ligne Laval - Le Mans). Une ligne existe également entre la Hutte et Sillé via Fresnaye. Le dépliant a manifestement été payé par la publicité. On y trouve des annonces publicitaires pour les hôtels, les garages pour cycles et automobiles, les loueurs de voitures, les ateliers de photographie et marchands de cartes postales et collections artistiques, les librairies, les magasins de souvenirs... Cette pénétration du tourisme dans les campagnes des Alpes mancelles avait été largement préparée par le travail d'érudits qui avaient publié des ouvrages et des guides sur la région (29) et par un ancien maire de Fresnaye, le Docteur HOREAU qui a, dès le début du siècle " doté sa ville d'un service d'eau, créé un jardin public qui est un bijou, fondé le syndicat d'initiative et déjà nombreux, les touristes et les étrangers accourent à son appel " (30). Le Docteur HOREAU était en outre délégué de l'Automobile-Club de la Sarthe.

3 - les campagnes ligériennes

Les campagnes des Pays de la Loire au sens large, englobant aussi bien le Val de Loire et ses vallées affluentes que la vallée du Loir, ont été dans l'Ouest parmi celles qui furent touchées les premières par le fait touristique. Des lignes de chemin de fer précoces (cf. livre I), de bons axes routiers, un riche patrimoine architectural (31), un climat réputé par sa douceur, la luminosité de son ciel, la faiblesse des précipitations estivales, une campagne

humanisée, accueillante, aisée et proche de Paris, une tradition gastronomique, la Loire enfin expliquent cette antériorité.

Tous les observateurs du début du siècle sont unanimes à souligner l'importance des campagnes ligériennes dans le tourisme français, d'autant plus qu'elles attirent de nombreux étrangers. Néanmoins, les campagnes angevines furent moins touchées que leurs voisines tourangelles. La manière la plus habituelle de visiter ces régions est de se déplacer d'est en ouest en suivant la Loire mais le programme des touristes néglige assez souvent l'Anjou. Comme le souligne Emile SEDEYN en 1907 (32) " l'arrondissement de Chinon est à peine révélé au tourisme ; parmi les innombrables promeneurs de la vallée de la Loire, beaucoup renoncent à voir Chinon et une minorité seulement accomplissent le pèlerinage de Richelieu ". En Maine-et-Loire, c'est le Val en amont de Saumur qui est le plus fréquenté et notamment le secteur de Candes-Montsoreau à la confluence de la Loire et de la Vienne. Les touristes, après avoir contemplé le panorama de Candes-Montsoreau s'arrêtent à Saumur, Angers, Nantes et gagnent rapidement l'océan (33). ARDOUIN-DUMAZET lui aussi constate en 1901 que les touristes délaissent un peu cette partie de l'Anjou, comprise entre Saumur et Gennes, malgré les " sites gracieux et les bourgades intéressantes dressées au bord du fleuve ". Divers indices nous conduisent à penser que si ces campagnes angevines étaient moins fréquentées que leur soeur tourangelles, elles l'étaient encore beaucoup plus que celles de l'ensemble de l'Ouest. Un syndicat d'initiative est créé à Saumur le 21 février 1917 dans le but de " faire connaître aux touristes tout ce qui dans la région est susceptible de satisfaire leur curiosité afin qu'ils soient incités d'y séjourner et à y dépenser le superflu de leurs économies " (34). ARDOUIN-DUMAZET signale que les touristes n'hésitent pas à s'écarter des rives de la Loire pour visiter le dolmen de Bagneux, admirer le château de Brézé, les ruines de l'abbaye d'Asnières, l'abbaye de Fontevraud et surtout le château de Montreuil-Bellay dont le site est unanimement vanté (35) et qui a appartenu au personnage dont BALZAC se serait inspiré pour dépeindre

le père Grandet (36). La vallée du Loir est tout aussi prisée par les excursionnistes et les touristes. A cause " de son aspect riant, de son doux climat et de sa fertilité, les villégiatures estivales sont nombreuses " (37). Elle profite également de la proximité de la forêt de Bercé. En témoigne cette excursion organisée sous l'égide du T.C.F. le 20 mai 1923. Le départ se faisait à 8 h 15 de Paris, arrivée au Mans à 11 h 46, déjeuner au Mans, départ vers 13 h en autocar ; visite d'une partie de la forêt de Bercé, dîner et coucher à Château-du-Loir ; lundi 21, départ vers 8 h, visite de l'autre partie de la forêt de Bercé, déjeuner dans une auberge, retour au Mans, dîner au Mans et retour à Paris par le train du soir.

4 - les pays de la Sèvre nantaise

Au Sud-Ouest, une autre région de marges attire également des touristes. Il s'agit principalement de la Sèvre nantaise aux confins de la Bretagne, du Poitou et de l'Anjou. A partir de Nantes, bien des touristes remontent la Sèvre nantaise et visitent Clisson, Torfou, Tiffauges. ARDOUIN-DUMAZET a souligné le charme de ces paysages : " la rivière claire, les roches bleuies de jacinthe, les genetières aux fleurs d'or, les vallons déserts " mais les touristes qui pénètrent dans ces campagnes recherchent les souvenirs des guerres de Vendée, la défaite de KLEBER, la destruction du château de Clisson (38) et la reconstruction de la petite ville sous l'impulsion de François CACAULT et de son ami LE MOT. Clisson a été un des premiers centres de l'intérieur de la Loire-Atlantique, avec Ancenis, à créer un syndicat d'initiative qui utilise les ruines du château pour des spectacles d'art théâtral. Comme le souligne un journaliste de l'Illustration en 1928, de "longues files d'automobiles s'alignent les jours de spectacle et le théâtre de verdure de Clisson contribue à accroître l'attrait pittoresque de la région (39). L'enquête du Commissariat au tourisme estime à 10 000 le nombre de touristes ayant visité Clisson en 1937, contre 8 000 en 1936 dont 1/3 de luxe, 7/10 de classes moyennes et 2/10 de congés payés (40).

Le marais poitevin se trouvait jusque vers 1925 en dehors des voies ferrées et était d'un accès difficile. Grâce aux services des autocars vendéens créés vers 1925 entre les gares de Fontenay-le-Comte (ligne de La Rochelle à Bressuire) et de Benet (ligne de Niort à Bressuire) et le centre des marais, la visite en est devenue plus facile. Les ruines de l'abbaye de Maillezais, Damvix, Maillé sont fréquentés en été (41).

B - centres et régions touristiques en Bretagne

Les campagnes bretonnes sont plus uniformément pénétrées par les touristes que celles des marges armoricaines en raison de la proximité plus grande du littoral et du développement de moyens de transport qui permettent cette pénétration : cars des compagnies de chemins de fer et transporteurs privés et dans une moindre mesure des lignes de chemins de fer d'intérêt local. ARDOUIN-DUMAZET constatait déjà que " les chemins de fer se tenaient à proximité du rivage " et que " l'adoption de la voie étroite pour les chemins de fer secondaires a brusquement modifié les choses en permettant de multiplier les lignes " (42).

Paul RISSON présentant les chemins de fer économiques des Côtes-du-Nord ne manque pas de signaler que les " touristes applaudiront à ces travaux qui vont rendre plus commodes, plus agréables et plus intéressantes les excursions en Bretagne " (43). Il semble cependant qu'ils aient été davantage fréquentés par les paysans que par les touristes qui préféreraient utiliser les services de cars nombreux dans les villes bretonnes et les loueurs de voitures. Quelques points forts du tourisme rural peuvent néanmoins être distingués.

1 - le Huelgoat et les Monts d'Arrée

Le Huelgoat est une véritable petite station intérieure.

André HALLAYS constatait dans ses " notes de promenades " que le " village " du Huelgoat est une " colonie anglaise. On n'y rencontre que clergymen boutonnés, touristes en culottes et bas de laine, babies vêtus de rouge et vieilles ladies munies d'album. Les environs du Huelgoat sont pittoresques et en cette contrée perdue, la vie est d'un incroyable bon marché " (44). Le guide Conty (1898) recommande le Huelgoat comme séjour pour les malades. Les souvenirs de Yeun ARGOW (45) sont précieux pour la connaissance de ces premières formes de tourisme à la campagne. On demandait fréquemment à son père des voitures pour se rendre de Pleyben " à Quimper, Châteaulin, Brasparts, Châteauneuf et beaucoup d'autres endroits et ce n'était pas seulement des gens de Pleyben ou des environs mais des voyageurs de commerce et aussi des touristes de France et d'Angleterre ". En outre, " chaque été, pendant deux ou trois mois, il allait faire la saison à Huelgoat avec deux chevaux et un grand break et tous les jours, il allait en route avec les touristes qui voulaient voir le pays. Il trouvait parmi ceux-ci beaucoup d'Anglais mais il y avait aussi des Parisiens. A ce moment, la Bretagne était comme un nouveau monde pour ces gens-là, et ils étaient attirés par ses campagnes et ses bourgades, alors autant dire inconnus. Ils restaient étonnés devant ses églises, ses chapelles et ses beaux pardons, ses rochers sombres et devant les vêtements et les coutumes étranges des Bretons qu'ils prenaient pour des sauvages aussi arriérés que les nègres d'Afrique... Il avait fait connaissance avec M. DUGOY, un non breton qui était venu à Huelgoat tenir l'hôtel " d'Angleterre ", et dès lors, il lui envoya un grand nombre de clients. Jusqu'à ce que commencèrent les travaux de la ligne de chemins de fer qui passe maintenant par Pleyben, il continua à aller chaque année à Huelgoat promener les touristes avec sa voiture ".

2 - la Basse Cornouaille

Elle est fréquentée à partir des stations qui se sont développées sur le littoral comme Bénodet et de Quimper. La capitale de l'an-

cienne Cornouaille est alors un centre touristique important, visité et fréquenté, à partir duquel il est possible de faire de nombreuses excursions dans les campagnes. Le guide du syndicat d'initiative de Cornouaille publié pendant l'entre-deux-guerres commence par présenter la ville de Quimper et ses environs immédiats puis toutes les excursions habituellement faites par les touristes. Le guide présente ainsi la " descente de l'Odét, excursion classique, rivale de celle de la Rance ", le Pays de Saint-Ronan qui conduit au bourg de Locronan, le pays capiste et les communes de la baie d'Audierne, " encore peu visitées malgré l'établissement d'un chemin de fer reliant Pont-Croix à Pont l'Abbé ", le Pays de Fouesnant. Les campagnes qualifiées par le guide de " Cornouaille intérieure " (Briec, Châteauneuf du Faou, Carhaix) ne sont pas ignorées mais seul Châteauneuf-du-Faou est un centre de séjour fréquenté comme le Huelgoat et Pont-Aven par des peintres et rendu célèbre par SERUSIER qui y acheta une maison à la fin de XIXème siècle, affectionnant les arbres et les sous-bois (46).

Le reste des campagnes cornouaillaises est plutôt traversé par les touristes qui se rendent aux pointes du Raz et du Van que le siège d'une vraie villégiature rurale. Henri GOARDON, né en 1901 dans une petite ferme du cap Sizun, nous a laissé ses souvenirs du début du siècle (47) et il décrit les premiers touristes qui se déplaçaient en carrosse. Les automobiles étaient rares avant la guerre de 1914-18. Les enfants couraient pieds-nus sur la lande, derrière les carrosses, demandant en français " un sou s'il vous plaît Madame ". Les premières automobiles ne sont apparues qu'après la première guerre mondiale.

3 - les confins de la Cornouaille et du Vannetais

ARDOUIN-DUMAZET a caractérisé ces confins comme " la plus belle partie de la Cornouaille, une de celles qui offrent un grand nombre de paysages riants ou sévères " qui correspond au piedmont méridional des Montagnes Noires dont le relief très varié est fait de

" plateaux monotones voisinant de profondes coupures et de lourdes croupes, de buttes schisteuses dominant des dépressions cristallines " dont la clef est à rechercher dans les dislocations tertiaires (A. GUILCHER). Ce sont les chemins de fer à voie étroite reliant Pont-Aven à Quimperlé et Concarneau et les lignes venues de Pontivy et de Lorient vers le Faouet et Gourin qui ont permis le désenclavement de ces campagnes et la valorisation de la vallée encaissée et pittoresque de l'Ellé dans sa partie supérieure. L'exceptionnel potentiel architectural constitué par les chapelles Saint-Fiacre et Sainte-Barbe dans les environs immédiats du Faouet, celle de Kernasclédén plus à l'est près de la forêt de Pontcallec, les ruines de l'abbaye de Langonnet, la réputation gastronomique (truites de l'Ellé, andouillettes de Guéméné), rendent compte de cette fréquentation ancienne. La " Bretagne touristique " note que " Le Faouet attire chaque année dans ses hôtels une foule de touristes " (48).

4 - la Bretagne intérieure de Mur-de-Bretagne à Gouarec

Les bords du canal de Nantes à Brest et le Blavet bénéficient avant 1914 d'une certaine réputation liée, comme celle de Châteauneuf-du-Faou, à la pêche au saumon et dont profite le petit centre de Gouarec : " deux fois par jour la traverse un train et l'on peut voir celui-ci s'arrêter au passage à niveau pour permettre aux touristes, sans qu'ils aient à débarquer leurs bagages, de venir voir si l'hôtel dispose encore de chambres " (49). Mais c'est à partir de 1923, avec la mise en chantier du barrage hydroélectrique de Guerlédan, achevé en 1929, que la région commence à s'ouvrir largement au tourisme. Il crée dans les gorges où coulait le canal de Nantes à Brest, un vaste plan d'eau de 350 ha sur une largeur de 12,4 km. Le lac artificiel est situé au centre géographique de la Bretagne, à la limite administrative des Côtes-du-Nord et du Morbihan, entre Mur-de-Bretagne et Gouarec, bordé au sud par la forêt

de Quénécan, un des plus vastes massifs forestiers de Basse Bretagne (3 600 ha). De plus, ce site artificiel de première grandeur s'insère dans une région non dépourvue de richesses naturelles et architecturales. Le plan d'eau de Guerlédan est en effet encadré à l'est par les gorges du Poulancré et à l'ouest par celles du Daoulas, vallées étroites aux versants raides formés de bancs presque verticaux de quartzites dévoniens. Les cluses pittoresques n'ignorent pas les touristes, de même que l'entassement de rochers, le chaos connu sous le nom de " Toul goullic " (Gorges du Blavet) à proximité de Saint-Nicolas-du-Pélem. A Toul-Goullic, au contact du massif granitique de Quintin-Duault et de la dépression schisteuse, extrême avancée orientale du bassin de Chateaulin, le Blavet disparaît sur près de 300 m de son cours. Le syndicat d'initiative de Guingamp a été chargé de l'aménagement du site. En 1925, le terrain propriété privée avait été cédé par le propriétaire et des sentiers ne déparant pas le site étaient en voie d'aménagement. Pour cela, une subvention de 6 500 F avait été votée dont 2 000 F accordés par la petite commune rurale de Lanrivain (2 000 F par le Conseil Général et 2 500 F par l'automobile club) (50).

Le château des Salles, les ruines de l'abbaye de Bon Repos, les nombreuses chapelles constituaient d'autres points d'ancrage pour le tourisme dans cette région. La ligne de chemins de fer de Quintin à Rostrenen ouverte un peu avant 1910 allait encore faciliter les accès de ce que l'on commençait à appeler la " Suisse bretonne ". La création du lac de Guerlédan entraîna une valorisation exceptionnelle de cette partie de la Bretagne intérieure pour le tourisme, dont les contemporains surent mesurer tout de suite le parti qu'ils pouvaient en tirer. Lors de l'enquête " commodo-incommodo " ouverte sur le projet d'installation de l'usine hydroélectrique, les délégués des groupements touristiques regrettèrent la détérioration du site consécutif à l'envoyage des gorges et de leur végétation mais ils ne s'associèrent pas aux protestations qui s'élevèrent alors. Mieux même, quelqu'un s'intitulant " un ami du tourisme " consigna dans le rapport les réflexions suivantes très révélatrices de cette ouverture nouvelle

au tourisme intérieur : " le barrage établi, il serait peut-être possible au tourisme d'en tirer profit, si sur la rive droite du lac artificiel on établissait une route carrossable en corniche, si une ou plusieurs automobiles permettaient aux promeneurs venus de Saint-Aignan par l'autobus de faire des excursions sur ce lac des trois cantons de notre Suisse bretonne qui s'enfoncera parfois assez loin entre les vallées adjacentes, de le remonter jusqu'aux ruines de Bon Repos et le voisinage des Salles, puis de le redescendre l'après-midi pour l'heure du départ de la voiture vers Pontivy. Que de jolies parties de plaisir il y aurait là en perspective ? D'aussi agréables passe-temps ne tarderont pas à attirer à Guerlédan de nombreux touristes et nous empêcheraient sans doute de trop regretter la disparition au fond des eaux du vieux Blavet avec ses bords escarpés et son chemin de halage aux méandres si pittoresques " (51).

5 - la Haute Bretagne intérieure

Elle est beaucoup plus dépourvue de centres touristiques actifs. Nous en trouverons pour preuve " les itinéraires de Bretagne " publiés par LE LANNOU en 1938 qui sont un guide géographique et touristique (52) mais qui se limitent à la Bretagne située à l'ouest d'une ligne Saint-Brieuc-Rostrenen-Vannes. C'est cette partie bretonnante qui a conservé avant la deuxième guerre mondiale toutes ses singularités et ses traditions qui attire le plus le touriste. En Haute Bretagne intérieure, le tourisme est davantage urbain, lié à la présence de villes fortifiées (Vitré, Fougères) dans une région de contact et de défense. Néanmoins, les campagnes de Haute Bretagne ne sont pas ignorées des touristes. Les campagnes proches de Dinan et des bords de la Rance où l'on retrouve de nombreux touristes anglais sont animées en été mais le tourisme y est dans la dépendance de Dinard et Saint-Malo. Les châteaux liés à l'ancienne fonction de défense constituent des points

de cristallisation du tourisme rural. Outre celui de Combourg, hanté par le souvenir de CHATEAUBRIAND et qui bénéficie du passage de la ligne de chemin de fer de Rennes à Saint-Malo, on peut noter celui des ROHAN à Josselin sur les bords de l'Oust. Il peut même grâce à l'obligeance des châtelains, être visité chaque jour " (53).

Rochefort-en-Terre, bien situé sur la route de la Baule à Dinard, commence lui aussi à s'ouvrir au tourisme à la suite de son adoption par des artistes. Un peintre d'origine américaine, M. KLOTZ, s'est rendu propriétaire du château bâti au XVIIIème siècle et alors presque en ruines. Il entreprend sa restauration et son aménagement et il crée dans le pays un " véritable mouvement de confort extérieur. Grâce à lui, en été, toutes les fenêtres se garnissent de fleurs. Un des hôtels dont les terrasses dominant la vallée a su, sur les conseils de M. KLOTZ, aménager dans une harmonie d'art régional et d'art moderne, la salle à manger, son salon, son fumoir " (54).

Les rapports entre citadins en vacances et campagnes étaient suffisamment stables pour déterminer dans la première moitié du XXème siècle de véritables régions touristiques rurales et animer des petits centres faisant figure de vraies stations. Néanmoins, les idées novatrices lancées par certains et qui visaient à organiser un authentique tourisme rural étaient dans l'ensemble restées lettre morte aussi bien dans l'Ouest que dans le reste de la France. Après l'interruption causée par la seconde guerre mondiale, le lent cheminement des idées allait brusquement permettre l'éclosion et l'apparition des formes modernes de tourisme rural.

IV. L'AGE DES REALISATIONS 1945-1965

A - la coupure de la guerre et le difficile après-guerre

De la même manière que la première guerre mondiale avait

interrompu les initiatives novatrices, la seconde marqua à la fois un coup d'arrêt et une détérioration des rapports entre citadins et ruraux. Les évacuations des années 1939-1940 avaient entraîné des installations de citadins à la campagne qui n'étaient pas toutes négatives malgré un manque de préparation de nombreux urbains à la vie rurale. Les études menées sous la direction d'André MEYNIER à l'initiative du " Centre universitaire de recherches sociales " (55) dans l'Ouest, sont à cet égard significatives. A côté de l'inadaptation des " Parisiens habitués à l'eau courante et à l'escalier bien frotté, s'adaptant avec peine à la cuvette et à la poussière et à plus forte raison à la terre battue des fermes ", André MEYNIER donne de nombreux exemples de bonne intelligence entre les déplacés de la région parisienne, du Nord et de l'Aisne et les indigènes. De plus, après 1940, l'accès des plages étant pratiquement interdit pour des raisons stratégiques, les amateurs de vie au plein air se sont rabattus sur les campagnes et le moindre village a reçu un contingent parfois fort important de familles citadines en vacances. Pourtant les rapports entre citadins et ruraux traversent dans l'immédiat après-guerre des moments difficiles, marqués par les conséquences de la politique menée par le gouvernement de Vichy en faveur de la paysannerie et du retour à la terre (56), les difficultés de ravitaillement, les clivages politiques.

R. BLAIS, dans la préface de son guide du tourisme à la campagne de l'édition de 1947 souligne les conditions nouvelles des rapports entre citadins en vacances et ruraux : " depuis 1940, la ville s'est bien tournée vers la campagne mais pour manger, non pour comprendre et les relations renouées ont manqué trop souvent, de part et d'autre d'intelligence et d'amour ". Toutes les sources consultées traduisent ces difficiles rapports (57). Le premier numéro de " la France agricole " du 8 juin 1945 traduit bien cet état d'esprit né de la guerre. Défendant les intérêts de la paysannerie, il répond aux urbains qui crient " Mort aux lessiveuses ! " : " Chacun accuse avec véhémence le paysan d'avoir entassé des billets... il va enfin les sortir dit-on... mais oui, comme tout le monde. Le paysan peut avoir des réserves. Elles sont le prix de son travail ; ce serait une erreur de croire même s'il existe de regret-

tables exceptions que le cultivateur s'est livré généralement au marché noir pour accumuler des fortunes ". Les vacanciers à la campagne ne sont pas présentés sous un jour des plus favorables :

" Pauvres gens des villes ! après l'hiver, le beau temps, mais avec le beau temps, il faut chercher un gîte pour les congés et ce n'est pas facile. Combien de lettres, de démarches, de recommandations pour obtenir dans un coin tranquille la modeste maison où l'on vivra entassés tout l'été. Surtout, il faut que cette maison soit située dans un pays agréable et de ravitaillement facile... Et une fois installés, ils battront le pays, à pied ou à bicyclette pour trouver les marchandises rares qu'on nomme beurre et oeufs " (58).

Dans le même journal daté du 19 mars 1948, un éditorial intitulé " il faut faire l'éducation agricole des citadins " déplorait les propos de certains commerçants parisiens dans lesquels on reconnaissait " l'oeuvre néfaste de certains journaux citadins qui par pure démagogie présentaient à leur clientèle les paysans comme des affameurs ". La presse régionale agricole reproduit avec encore plus d'ampleur et pendant plus longtemps ces affrontements. Ils sont pleins de ces propos peu amènes contre les citadins. L'éditorialiste du " Paysan breton " polémique en 1951 avec un journaliste du journal parisien " Combat " qui titrait que " les vertus terriennes ne sont que des images pour discours de comices agricoles " en répliquant " qu'il ne se doute pas ce Don Quichotte de l'encrier, qu'un frigidaire et une auto sont autrement utiles à un agriculteur qu'à un employé de gare ou à un instituteur. A moins qu'il nous prouve lui, qu'un fonctionnaire sédentaire pour entreposer ses cahiers et ses dossiers a besoin d'un frigidaire et d'une voiture " (59).

De plus les milieux ruraux sont davantage préoccupés après la guerre de modernisation de l'agriculture, de remembrement, de motorisation, de progrès technique, de vulgarisation agricole (60). Les débats de la Semaine sociologique tenue à Paris en mars 1951 et consacrés aux rapports des " villes et des campagnes " illustrent bien ces difficultés (61). La séance VII était consacrée aux " rythmes urbains annuels et aux migrations de tourisme ". Les participants géographes (Max SORRE)

et sociologues (J. DUMAZEDIER et P. CHOMBART DE LAWE) sont unanimes à souligner les " difficultés d'échanges " entre touristes citadins et ruraux, au lendemain de la guerre. Ainsi P. CHOMBART DE LAWE souligne qu'on " n'a pas encore pu réaliser une compréhension fructueuse entre les habitants d'un pays, d'une campagne et les touristes qu'ils reçoivent. Il est exact qu'en bien des cas se manifeste une hostilité entre paysans et citadins ". Pourtant, des initiatives encore éparses montraient que les choses commençaient à évoluer de nouveau. La presse agricole se fait elle-même l'écho de cette évolution en publiant des articles et des éditoriaux plus nuancés ; à l'anathème succède le souci de compréhension comme en témoignent ces extraits empruntés à Pierre ROUSSIAUX (62) : " Lorsqu'on trime dur par la canicule à faner, moissonner ou déchaumer, on ne songe évidemment pas à leur reprocher de se refaire une santé mais peut être éprouve-t-on parfois à l'égard des jeunes gens et des parents qui sur la lisière des champs, sur le seuil de la ferme, vous regardent en oisifs, les bras ballants, un sentiment d'animosité. Ils feraient mieux de retrousser leurs manches, ces bureaucrates, ces paperassiers, ces inutiles "... Tous les paysans ne pensent pas comme ça, fort heureusement. Il faut profiter des contacts que nous avons avec eux durant leurs vacances pour mieux les comprendre et mieux nous faire comprendre ".

Les déplacements des agriculteurs à Paris, qui se firent de plus en plus nombreux à l'occasion du Salon de l'Agriculture et du machinisme agricole, facilitèrent de meilleurs rapports sociaux.

B - tourisme et renouveau des villages

L'après-guerre correspond également à une sensibilisation des esprits à certaines conséquences de l'exode rural. Celui-ci fournit à la ville des nouveaux citadins qui ont des origines campagnardes et qui n'ont pas rompu immédiatement avec leur milieu paysan mais il

entraîne aussi la désertification rurale et la mort de nombreux villages. Le tourisme apparaît alors comme un moyen de la rénovation rurale. A l'occasion de " la journée d'études sur le facteur humain dans la production agricole " du 16 mars 1949, tenue à Paris sur l'initiative de l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux, une étude fut présentée au nom du touring-club sur " le tourisme dans la vie rurale " (63).

Ce rapport pose en termes nouveaux les problèmes du tourisme rural, analysant l'impact économique du tourisme et son rôle dans l'aménagement rural.

Le tourisme est tout d'abord considéré sous l'angle du développement de la production agricole et comme le moyen " d'apporter aux ruraux un supplément appréciable de recettes par un élargissement saisonnier du marché local " mais il est ensuite présenté comme l'occasion de réalisation d'équipements sportifs et de loisirs dans les villages qui profiteront aux ruraux moins tentés d'aller en ville. Il faut prévoir " la création au village de terrains de jeux et de sports, de piscines, de douches et dans un autre ordre d'idées, de foyers de jeunesse, de bibliothèques, de musées ruraux... Tout cela à l'usage des ruraux eux-mêmes pour leur développement physique et intellectuel. Cette entreprise nécessite le développement d'hébergements à la campagne. Le rapport a la sagesse d'écarter " l'installation à grands frais d'hôtelleries plus ou moins rustiques qui, auraient-elles du succès, ne pourraient à elles seules ranimer un organisme social à l'agonie et dans lequel elles resteraient des corps étrangers ". Le rapport reprend l'idée des chambres d'hôtes déplorant que " l'assimilation par le fisc du fermier louant occasionnellement la chambre de l'hôte, à un loueur en meublé professionnel, a fait obstacle jusqu'ici au développement de ce moyen d'hébergement. Le moment est venu de faire sortir la question de chambre de l'hôte de l'impasse où depuis tant d'années, elle piétine ". Il suggère cependant d'autres possibilités que le " cantonnement chez l'habitant " par l'organisation du camping, la création de " gîtes d'étape de quelques chambres ", d'auberges de jeunesse, l'utilisation des locaux scolaires en période de vacances,

l'aménagement des auberges existantes par l'augmentation de leur capacité de réception, leur adaptation aux vœux de la clientèle de touristes.

Cette action en faveur de l'auberge est importante en " raison du caractère traditionnel, voire folklorique qui s'attache à l'auberge rurale, de la part qui lui revient dans la gastronomie régionale et de l'importance du motif architectural qu'elle représente. L'accent est mis dès 1949, sur la nécessité d'un " plan d'ensemble " cohérent répondant aux différents besoins à satisfaire et s'accompagnant de l'embellissement du village sous la responsabilité de " syndicats d'initiative ruraux " à qui le Touring-Club ne " ménagerait pas ses encouragements ".

C - la naissance des gîtes ruraux

Ces appels sont entendus puisque les années 1950 voient le début d'un mouvement qui allait profondément marquer le tourisme rural avec les " gîtes ruraux ". Dans le département des Basses Alpes, l'impulsion est donnée par le sénateur Emile AUBERT, né à Gap en 1905. Emile AUBERT avait été élu sénateur en 1948. Entre 1952 et 1956, il fut Président de la Commission des Transports et du tourisme au Sénat. Il n'avait pas de lien particulier avec le milieu agricole. Si ce n'est d'être élu d'un département rural et de bien connaître l'état d'abandon dans lequel se trouvaient de nombreux villages des campagnes dépeuplées françaises. Son père avait été maire de Romette, petit village près de Gap. Il obtint en 1951 du Conseil Général l'autorisation de prélever des fonds normalement destinés à l'habitat rural pour subventionner les agriculteurs qui voudraient construire des pièces dans des granges ou des dépendances en vue de les louer à des citadins. Le premier à en bénéficier fut M. Lucien ROCHE au hameau de Chandol à La Javie (64) petit propriétaire exploitant 7 ha, mis au courant par un voisin, M. AUZET, Conseiller général du canton de La Javie. Il aménage un

" gîte rural " dans un grenier à foin et reçoit 200 000 AF. En 1953, l'Etat commença d'attribuer des crédits spéciaux pour les Basses-Alpes et les autres départements par l'intermédiaire du génie rural. Le mouvement des gîtes ruraux était né et allait être encouragé par les pouvoirs publics à partir de 1955 selon les orientations préconisées dans le deuxième plan de " modernisation et d'équipement ". Les résultats de l'expérience des Basses-Alpes furent retenus par la " commission de modernisation du tourisme " parmi les formules souhaitables pour le développement du tourisme social, notamment en région de montagne. Elle a été recommandée également par le Conseil économique et social le 24 février 1953 après le rapport de M. MONTFAJON sur les " données d'un nouveau plan quinquennal en faveur des activités touristiques ". 1955 marque ainsi le véritable début d'un tourisme rural en France soutenu par les pouvoirs publics et de plus en plus encouragé par les milieux agricoles. La même année, se tiennent à Paris, sous l'égide du C.L.A.R. (Centre de liaison des actions régionales touristiques et économiques) deux journées d'études sur le thème du " tourisme, facteur d'expansion des économies régionales " (65). La première journée est consacrée aux rapports du tourisme et de l'agriculture. Le sénateur AUBERT qui est devenu le Président des gîtes de France et de la société d'économie alpestre des Hautes-Alpes présente une communication sur " le tourisme et la modernisation de l'habitat rural " et M. PAGES, des syndicats d'initiative de Haute-Loire sur " le tourisme et la lutte contre le dépeuplement des campagnes ". Fait nouveau, des représentants des milieux professionnels agricoles participent à cette journée décisive soulignant ainsi l'intérêt suscité par cette activité. M. GENIN (F.N.S.E.A.) considère ainsi le tourisme comme une " ambassade de la qualité des produits agricoles " et Jean DURAND-DROUHIN (66) le met " au service des échanges professionnels agricoles ".

D - la création des Stations vertes et la promotion du village

Quelques années plus tard, une autre réalisation, également

importante pour le tourisme rural, va voir le jour : il s'agit des Stations vertes de vacances (67). Elle est liée à la personnalité de François BROU, inspecteur des finances, détaché en 1958 à la préfecture de la Sarthe dans le poste de Directeur départemental du tourisme. Les contacts qu'il entretient à partir de 1961 avec Jacques BILLIET, rédacteur en chef de " tourisme-information " et Président de l'A.F.J.E.T. et d'autres personnalités du monde du tourisme aboutissent à l'organisation d'un comité provisoire de quatorze membres.

- quatre Députés-Maires : J. LE THEULE (Sarthe), TOMASINI (Eure), BENART (Hautes-Alpes), MORLEVAT (Côte d'Or) dont les deux derniers jouaient déjà un rôle actif dans le tourisme, respectivement comme président de la section des loisirs de la commission nationale du Plan, et vice-président de la Fédération Nationale des Logis de France.

- trois Délégués départementaux du tourisme : F. BROU (Sarthe), GIRAULT-LIENARD (Loiret), A. BERAUD (Puy-de-Dôme)

- deux journalistes : J. BILLIET et J. HUREAU, Président et Vice-Président de l'A.F.J.E.T.

- cinq personnalités représentant des associations de tourisme : Pierre BUISSON pour la Fédération française de Camping-Caravaning ; Jean CUNY pour la Fédération Nationale des Syndicats d'initiative ; Gaëtan FOUQUET, Commissaire général du Salon international du tourisme à la Foire de Paris ; Julien PAGES, Vice-Président de l'association des Gîtes de France ; Jacques SOUBIELLE, Secrétaire général du Touring-Club.

Cette association des Stations vertes de vacances est née officiellement le 1er juin 1964 avec l'aide financière et sous le patronage du Commissariat général au Tourisme et en collaboration avec le Crédit Agricole. Son principe est de regrouper dans une chaîne nationale des localités sélectionnées, " petites villes et villages " pour devenir des lieux de séjour agréable pendant les vacances en

répondant à des normes minimales d'équipement. Ces localités bénéficient d'un classement qui constitue un label de qualité et d'un panonceau (coq noir sur fond vert) obligatoirement fixé à l'entrée de ces communes. Cette appellation de station a été volontairement choisie de préférence à d'autres appellations comme celles de " centres ruraux d'intérêt touristique " dans le seul but d'essayer de soutenir la comparaison avec les stations balnéaires, de sports d'hiver, thermales et climatiques. Le terme de station signifie pour l'usager un minimum d'organisation et un éventail d'équipements lui permettant d'exercer un choix. Il ne fallait pas, dès le départ, présenter une image de marque inférieure à celle des autres lieux traditionnels de séjours de vacances. On assiste également à une nouvelle promotion du village et à une reprise du thème du village coquet. Le concours du " village que j'aime " est créé en 1966 par la Société Shell et ses filiales et d'autres groupes tels la Chambre syndicale des fabricants de tubes d'acier, le Salon de la machine agricole, AgriShell, la Société générale de Fonderie, Leblanc E.L.M. et Dunlop. Le concours vise à récompenser parmi les communes de moins de 5 000 habitants, celles qui dans le domaine touristique ont fait des efforts ayant pour objet la conservation et la mise en valeur du caractère original des richesses locales et qui contribuent à rendre le site accessible et accueillant.

Dès 1949, la Société Shell créa au sein de sa Direction des Relations extérieures, un service agricole et participa avec d'autres sociétés (Butagaz) à des émissions comme : " Bonjour Monsieur le Maire " dont l'impact fut considérable pour donner aux citadins une certaine image de la campagne. Le point de départ de " Village que j'aime " a été un concours d'embellissement des façades des villages du Bas-Rhône Languedoc en 1965, lancé en liaison avec Philippe LAMOUR, Président de la commission nationale pour l'aménagement du territoire. La Société Shell joua un rôle essentiel, qu'il convient de souligner dans la promotion du tourisme à la campagne, dans le but bien évident de développer ses ventes de carburants en milieu rural.

Cette période qui va de 1945 à 1965 a surtout conçu le tourisme comme un élément de rénovation des campagnes et principalement

de l'habitat. L'action menée par Louis LEROY, Président du Comité national d'habitat rural est à cet égard particulièrement significative. Dans son ouvrage, " le ruralisme, comment réaliser l'aménagement des campagnes " publié en 1960, il plaide pour le développement du tourisme rural. C'est pour lui " l'occasion d'aider à la modernisation de l'habitat rural, de faciliter l'utilisation des châteaux et des gentilhommières qui, sans cela, tomberaient en ruines, de redonner vie aux commerçants, artisans et aussi de développer des productions maraîchères, fruitières... que les estivants trouveront à proximité. Cette activité saisonnière fixera de façon permanente les professionnels qui travailleront à l'époque du séjour des touristes. La voie sera ouverte à la création de villages de repos " (68). Les arrières pensées politiques ne sont pas absentes de ces préoccupations. Il s'agit avant tout de maintenir à la campagne de fortes densités de population et de freiner l'exode rural.

Le moteur principal du développement des gîtes ruraux en France a été l'action des Comités départementaux d'habitat rural qui ont mis en place des services de vulgarisation. Le premier poste d'assistant technique a été créé en 1951 par la Chambre d'agriculture de la Somme. Leur développement a été assez lent jusqu'en 1954 où le gouvernement adopta un décret permettant de recourir pour de tels services à des cotisations supplémentaires. Il existait quarante-sept services départementaux en 1959 (seule l'Ille-et-Vilaine n'en avait pas encore dans l'Ouest). En 1963, le mouvement des Gîtes de France lance pour la première fois une campagne contre les maisons abandonnées. Il publie un inventaire périodique avec prix de vente et nom du vendeur.

On peut rattacher à cette période d'innovation la mise au point de la politique des parcs naturels régionaux. C'est en septembre 1966, après une période de gestation, que se tiennent à Lurs les Journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux (69) qui ont permis d'élaborer les éléments d'une doctrine des parcs naturels régionaux procédant de la conjonction des besoins des citadins et des ruraux. Ils furent institués par le décret 67-158 du 1er mars 1967 (70).

Ces années 64-65 constituent vraiment une charnière qui concrétise la prise de conscience par les ruraux et par les citadins de cette chose qui sans être vraiment nouvelle a désormais trouvé une expression propre : la valeur récréative des campagnes. Elle s'incarne en la personnalité d'un des grands ministres de l'agriculture que la France ait eu : Edgar PISANI. Ce dernier, arrivé rue de Varennes après les manifestations bretonnes de 1961, a bien senti ses transformations et s'est consacré non seulement aux tâches agricoles mais à la valorisation de l'espace rural dont il avait la charge. Ne déclarait-il pas devant la presse d'entreprise le 24 janvier 1964 : " l'espace rural se voit attribuer un nouveau rôle sur le plan social : celui d'assurer la détente et la distraction du citadin " et il voyait dans les gîtes ruraux " une voie dans laquelle il convient résolument de s'engager ".

V. L'AGE DE L'ORGANISATION (1965-1977)

Après 1965, le tourisme rural est devenu une réalité vivante en France. L'âge des premières réalisations et des innovations est passé ; lui succède celui de la diffusion et de l'organisation. En même temps, l'évolution de la société française et le développement d'un courant anti-urbain et écologique cherchant, comme l'a noté P. HOUEE, dans la campagne " la compensation de ses déboires et de ses désillusions " accroissent ce retour aux traditions rurales marqué par un formidable essor des résidences secondaires. Le tourisme rural avec son cortège de villages-clubs, de menus du terroir, de barbecues, de produits naturels, de redécouverte de la fête villageoise, est devenu à la manière de ce qui s'était passé au XIXème pour les bains de mer, une mode largement entretenue et diffusée par les grands organismes d'information et les " mass-media ". De nombreux écrits, études, articles.

mettaient l'accent sur " les nouvelles fonctions de l'espace rural " (71) qu'exprime bien une revue comme " Espace 90 " de la " Confédération Nationale pour l'aménagement rural " (n°1 en décembre 1968). Le tourisme rural devient également le thème des discours dominicaux des hommes politiques d'autant plus que les pouvoirs publics s'efforcent de l'insérer dans l'aménagement rural et d'y voir un élément de l'amélioration de la qualité de la vie. Cette période qui s'accompagne d'un fort développement du tourisme rural commence aussi à poser les problèmes en terme de conflits de fonction ou de conflits dans l'utilisation de l'espace (72) ce qui entraîne les ruraux et plus particulièrement les agriculteurs à essayer de le prendre en charge eux-mêmes.

Certains, cependant, n'hésitent pas à mettre en cause le tourisme rural. Jacques JUNG, dans un livre retentissant, dénonce à la fois l'octroi de subventions à des équipements touristiques en milieu rural qui ne sont guère fréquentés (" plans d'eau tout aussi déserts que les zones industrielles ") et l'illusion économique des retombées de ce tourisme qui " n'induit jamais là où il est pratiqué de manière diffuse, que des emplois et des revenus dérisoires " (73).

A - un tourisme au service des ruraux

En 1967, Henri de FARCY et Philippe de GUNZBOURG publient un ouvrage de vulgarisation sur " le tourisme et le milieu rural " destiné aux ruraux qui veulent se lancer dans le tourisme rural, " débouché rentable pour l'agriculture " (74). H. de FARCY étudiant les débouchés agricoles a été conduit à examiner ceux offerts par " le besoin vital de vacances et de détente que le citadin peut assouvir à la campagne " (75). Ph. de GUNZBOURG, Vice-Président du Comité économique de la Prune d'Ente, a fait des enquêtes en France, aux Etats-Unis, en Ecosse, en Suisse, vulgarisant ainsi des expériences étrangères mal connues encore. Après avoir abordé rapidement l'étude

des besoins des citadins et examiné la manière dont les ruraux peuvent les loger, les nourrir, les distraire, les auteurs concluent qu'il faut dépasser le stade de l'improvisation pour en arriver à organiser méthodiquement ces activités. C'est la leçon de l'expérience des gîtes ruraux, des maisons familiales et villages de vacances, des stations vertes, des parcs naturels régionaux. Le livre se termine sur l'idée qu'un centre de vacances peut contribuer au développement d'une région, thème qui venait d'être largement abordé par le colloque du C.E.N.E.C.A. consacré à l'aménagement de l'espace rural (76). La cinquième séance, dont le rapporteur était H. de FARCY et le président M. Howard BERTSCH, du Département de l'agriculture américain, fut entièrement consacrée aux rapports des " citadins et du milieu rural ". Elle permit de rappeler les besoins des citadins (air et espace, contact avec la nature et les hommes) (77) et surtout de faire connaître les premières réalisations françaises (gîtes ruraux, villages de vacances, stations vertes...) (78) en particulier celles plus largement développées dans des pays étrangers comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, la Suisse ... (79). Les colloques du C.E.N.E.C.A. et de l'Hexagone (1970 et 1971) consacrés au " monde rural gardien de la nature " et " aux agriculteurs et ruraux dans le monde de demain " d'une part, à " la révolution touristique et l'aménagement du territoire " d'autre part, font une large part au tourisme rural, au tourisme insolite tout en mettant davantage l'accent sur les " handicaps " de cette forme de tourisme et sur la nécessité de l'associer aux activités artisanales et industrielles dans l'aménagement de la campagne, et sur les rapports avec la protection de la nature. J.P. DANNAUD, le nouveau Commissaire au Tourisme, souligne au colloque de l'Hexagone les dangers d'un éparpillement des équipements touristiques en espace rural (80).

Toute cette réflexion, dont la presse agricole se fait largement l'écho, amène les milieux professionnels de l'agriculture à essayer de prendre en charge et d'organiser le tourisme rural qui pourrait leur échapper et qui, parfois, leur pose des problèmes. On commence également à mettre en place des organismes pour former les ruraux aux métiers du tourisme (A.F.R.A.T. à Autrans et Centre régional de promotion

du tourisme rural à Fougerolles - Haute-Saône) (81).

B - un tourisme contrôlé par les agriculteurs

Le 18 décembre 1952 était créée l'association " Agriculture et Tourisme " par le Centre National des Jeunes Agriculteurs avec le concours de l'ensemble des grandes organisations professionnelles agricoles et sous le patronage du Ministère de l'Agriculture, des Affaires Etrangères et du Tourisme, et des industries du machinisme agricole (82). Au départ, l'association avait pour but " le développement de la formation professionnelle par les voyages et les stages, la propagande et l'organisation touristique dans les milieux ruraux " (article 1 des statuts) et ses premières activités furent orientées dans l'organisation de voyages d'études à l'intention de groupes d'agriculteurs en France et à l'étranger (83). Elle s'efforça ensuite de faire pénétrer chez les agriculteurs l'idée d'organiser eux-mêmes le tourisme rural par la création d'hébergements et d'équipements au " bénéfice des populations de la région et des produits locaux ", tout en " défendant et représentant sur le plan national, les intérêts des exploitants agricoles ayant une activité touristique sur leur exploitation en leur apportant toute aide pour la réalisation et la mise en valeur de cette activité ".

De l'avis même de M. GRIPERAY, c'est vers 1965 que se placent les premières manifestations concertées des milieux agricoles en faveur du tourisme rural. Le point de départ peut en être trouvé dans un long article de " l'information agricole ", journal de la Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) sur le " tourisme et le milieu rural " (84). Les responsables ruraux considèrent que l'évolution des sociétés occidentales par l'élévation du niveau de vie, l'allongement des vacances, la mobilité accrue, va entraîner un fort développement de la fréquentation touristique des

campagnes et que cela peut être l'occasion d'une " activité complémentaire temporaire, source de vie nouvelle et saisonnière pour le village et facteur de fixation pour la jeunesse ". Le tourisme permet des investissements en milieu rural et l'aménagement des villages tout en fournissant des débouchés à l'agriculture. Les milieux agricoles revendiquent donc une législation plus souple en faveur des agriculteurs qui se lancent dans le tourisme. Suite à l'article de la F.N.S.E.A., un groupe de travail " tourisme et milieu rural " est formé, composé de représentants de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) de la FNSEA, de la C.N.M.C.C.A. (Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du Crédit Agricole) et de la Fédération nationale des Comités régionaux de propagande et d'expansion des produits agricoles. Une enquête est engagée dans tous les départements pour connaître leur position sur le tourisme. Un rapport est présenté à la session de l'A.P.C.A. des 25 et 26 mai 1966 par M. Jacques LEROY-LADURIE, Président de la Chambre d'agriculture du Calvados. L'assemblée permanente des Présidents des Chambres d'agriculture adopte un long texte définissant sa position sur " les conséquences du tourisme sur l'agriculture " après avoir pris connaissance du rapport de J. LEROY-LADURIE et des résultats de l'enquête de 1965. Le tourisme est considéré comme un phénomène social en croissance rapide et continue et ses incidences sur le milieu rural sont inévitables encore que très variables et plus ou moins profondes selon la fréquence et la durée des périodes touristiques. L'accent est mis sur les conséquences négatives sensibles dans les régions rurales du tourisme intensif : accentuation de l'exode rural ; difficulté des communes rurales à réaliser les équipements collectifs ; répercussions sur l'activité économique des groupements professionnels et privés par diminution des surfaces agricoles exploitées ; méconnaissance par les citadins investis de mandats municipaux des exigences de la vie agricole. Par contre, en dépit de ces difficultés, les conséquences positives du tourisme sur le milieu rural ne sont pas négligées : prises de contact entre citadins et ruraux ; véhicule de propagande et facteur de promotion en matière de qualité pour les productions agricoles

régionales ; stabilisation de la population agricole par la création d'emplois à temps partiel ; amélioration du niveau de vie sociale par l'implantation des résidences secondaires, des maisons de vacances etc... Dans ces conditions, l'assemblée permanente estime que la mise en valeur des campagnes à des fins touristiques doit conduire à une rénovation des équipements de base devant avoir pour conséquence d'améliorer les conditions matérielles d'existence des habitants permanents. Le tourisme rural doit donc être encouragé d'autant plus que si les agriculteurs s'abstiennent de mettre en valeur le potentiel touristique de leur région, ce potentiel sera utilisé au profit d'autres intérêts. Aussi, les Chambres d'agriculture s'engagent à aider les agriculteurs et leurs organisations professionnelles à tirer partie du " capital-tourisme " dans le respect des intérêts agricoles et de la sauvegarde du potentiel agraire. Elles demandent enfin à être représentées dans toutes les instances officielles ayant à étudier et à réaliser les actions d'aménagement de l'espace rural et du tourisme. Elles décident, pour atteindre ces objectifs, de mettre en oeuvre au niveau départemental les moyens les plus appropriés en liaison avec les autres organismes liés au monde rural.

Des groupes techniques, dont le rôle fut fondamental pour le développement du tourisme rural, furent alors mis en place au niveau national et départemental (85). L'avance prise par le Finistère a des causes liées au milieu géographique, physique et humain mais tient aussi principalement à la mise en place par la Chambre d'agriculture du Finistère d'un " Centre d'études pour le développement du tourisme en milieu rural " (86). C'est à partir de 1965 qu'une équipe d'agriculteurs a commencé à travailler sur les moyens de développer le tourisme en milieu rural et à réfléchir sur le style que devait avoir ce tourisme. En 1967, le C.E.D.T.M.E.R. voyait officiellement le jour sous forme d'association (loi 1901) avec son budget (cotisations et subventions) et le support essentiel de la Chambre d'agriculture qui mit à sa disposition deux techniciens. Le C.E.D.T.M.E.R. entreprit une tâche d'information et de vulgarisation, à travers la presse agricole, mais aussi en soutenant des expériences pilotes. " Le paysan breton " se faisait

largement l'écho de l'action de la Chambre d'agriculture, publiant le 17 septembre 1966 deux grandes pages sur la participation de l'agriculteur à la mise en place des équipements de tourisme-loisir. Sont passés successivement en revue les gîtes ruraux, les terrains de camping, les vieux manoirs restaurés et aménagés, les auberges de campagne, les garages pour bateaux et caravanes, les centres d'équitation et relais équestres, les petits complexes touristiques. En même temps est fournie une grille des subventions possibles (et des prêts) pour toutes ces réalisations, qui regroupe les aides du Commissariat au tourisme, du Ministère de l'Agriculture, du Crédit Agricole. A la base, l'agriculteur voulant réaliser un équipement trouve un support et un interlocuteur qui lui évite une dispersion dans de nombreux services. Le 19 août 1967, deux grandes pages sont de nouveau consacrées au tourisme rural. Toute cette sensibilisation qui prend des aspects multiformes permet le développement du tourisme rural.

Les activités du C.E.D.T.M.E.R. du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1969 s'orientèrent dans six directions principales : action collective de formation et d'information sur les problèmes liés à la mise en place et au fonctionnement des équipements touristiques en milieu rural ; interventions individuelles liées à des réalisations de gîtes ruraux, de campings, de complexes touristiques ; séances de travail sur la politique de l'accueil rural ; recherches appliquées sur les équipements d'hébergement rural à mettre en place ; opération promotion du tourisme en milieu rural en dehors des mois de juillet et août ; activités multiformes...

La vulgarisation par la presse, des publications diverses (87), la télévision régionale, des voyages d'études en Auvergne-Rouergue et en Irlande, rendent compte du développement rapide du tourisme rural en Finistère : 23 gîtes dans le Finistère en 1965 et plus de 250 en 1970. Avec du retard et une ampleur moins grande, ce phénomène allait se développer dans de nombreux départements et notamment dans tous ceux de l'Ouest de la France.

Toutes ces réflexions au niveau national devaient largement orienter la politique gouvernementale de rénovation rurale mise en place en octobre 1967 (dont bénéficia une grande partie de l'Ouest) et qui vise à promouvoir des " formes nouvelles et originales de tourisme " (88) et celle d'aménagement du territoire rural soucieux de " gérer l'espace naturel et développer le tourisme rural " (89).

L'action lancée par les Chambres d'agriculture s'est poursuivie et le groupe de travail primitif s'est mué en 1976 en une association qui a repris l'ancien sigle " agriculture et tourisme " et qui doit jouer un " rôle de coordination et d'action en matière de promotion des réalisations de tourisme à la ferme et en milieu rural " (90). Un des buts de la nouvelle association est de trouver dans chaque département un interlocuteur regroupant les quatre organisations professionnelles agricoles. 72 relais fonctionnaient en 1976, couvrant pratiquement toute la France métropolitaine à l'exception du Nord-Pas-de-Calais, de la région parisienne, de la Loire moyenne et de quelques départements méditerranéens (Pyrénées-Orientales, Var, Alpes-Maritimes).

C - un manifeste du tourisme en espace rural

En même temps que s'organisait et se structurait le tourisme rural des agriculteurs, un mouvement similaire s'opérait à partir des quatre organismes touristiques nationaux qui contribuaient principalement à l'aménagement touristique de l'espace rural : gîtes ruraux de France, Logis de France et auberges rurales, Villages-Vacances-Familles, Stations vertes de Vacances. Une conférence permanente était établie en février 1969 qui se transformait en association spécifique le 21 janvier 1971 intitulée " Tourisme en espace rural " (T.E.R.) avec deux nouveaux partenaires : les Comités régionaux de propagande des produits agricoles et le Touring-Club de France. La nouvelle association organise le 23 novembre 1972 à Paris un colloque national pour la promotion des vacances

vertes qui débouche sur " le manifeste du tourisme en espace rural " (91).

Par rapport aux principes formulés par " agriculture et tourisme " il est plus soucieux de réaliser une harmonie entre citadins et ruraux en systématisant des thèmes parfois avancés depuis le début du siècle que de la défense des intérêts professionnels agricoles. Le tourisme en espace rural ne doit pas contribuer à faire courir le risque d'une colonisation de la campagne française notamment par l'accaparement des sols ; gêner par une mobilisation concurrentielle des possibilités d'investissement la couverture des besoins fondamentaux des occupants du sol et des collectivités locales concernées ; porter atteinte à l'intégrité naturelle, architecturale et humaine des provinces. En revanche, il doit favoriser l'insertion des citadins en milieu rural en multipliant les contacts entre citadins et ruraux tout en apportant au rural des possibilités de promotion en lui assurant un complément économique et en garantissant au citadin son droit à l'espace. Au niveau des petites régions naturelles formant des entités touristiques, le tourisme est un incitateur à l'implantation d'équipements collectifs, un stimulateur du commerce local, un débouché pour la création d'emplois, un facteur de développement de l'économie régionale, un instrument de réanimation des campagnes. L'aspect le plus neuf du manifeste réside dans la volonté de coordonner la promotion des vacances vertes par la mise en place des moyens propres à assurer la commercialisation de ce produit spécifique sous une image de marque garantie par des labels de qualité. T.E.R. est ainsi présent au Salon de l'Agriculture et lance en 1974 une campagne nationale de sensibilisation sur le thème de " l'année du tourisme vert ". Trop longtemps assimilé à la Fédération Nationale des Gîtes de France, il s'efforce à partir de 1975 de s'ouvrir à de nouveaux partenaires en entretenant des contacts privilégiés avec les pouvoirs publics (Ministère de l'Agriculture, Secrétariat d'Etat au Tourisme) et des associations comme l'A.I.E.S.T. (Association internationale des experts scientifiques du tourisme).

D - les pouvoirs publics et le tourisme vert

Les pouvoirs publics qui avaient soutenu les initiatives en faveur du tourisme rural par l'action de certains ministres, notamment Edgar PISANI dont le rôle fut déterminant, et de chefs de service de l'aménagement rural au Ministère de l'Agriculture comme F. BLAIZOT ou M. TORRION, par l'aide apportée à des organismes comme les gîtes ruraux ou les stations vertes, envisageaient désormais le tourisme rural de manière globale, bénéficiant largement des actions menées par " Agriculture et tourisme " et T.E.R.

Comme le souligne très justement le travail collectif du laboratoire de géographie rurale de l'Université de Paris I (92) c'est avec un certain retard que les pouvoirs publics prirent en compte " la fonction touristique comme moyen de mise en valeur de l'espace rural " et d'abord dans les milieux ruraux en crise. L'importance du tourisme a été perçue postérieurement à l'industrialisation et à l'urbanisation comme moyen de transformation des campagnes. Cet intérêt tardif est de nature à expliquer le retard du tourisme rural français par rapport à celui d'autres pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche.

Le 30 mars 1966 fut instituée la " Commission interministérielle pour l'aménagement touristique de l'espace rural ". Sa mission est d'analyser les conditions générales du développement du tourisme dans les régions rurales et la localisation des équipements touristiques. Cette commission a étudié des problèmes précis d'aménagement (exemple : inventaire et capacité des plans d'eau français) et dégagé les éléments pour une politique de " mise en valeur touristique de la campagne et des espaces intérieurs " (93). Trois axes ont été privilégiés : mise en place d'activités de loisirs et d'une véritable animation des zones touristiques rurales (eau, forêt, itinéraires, activités culturelles) ; développement de l'hébergement locatif ; promotion et valorisation de l'image touristique de la campagne. C'est dans le cadre du " Conseil supérieur du tourisme " (94) en revanche qu'a été entreprise " l'étude

du tourisme vert afin de dégager les conditions de son développement et les mesures à prendre pour favoriser sa promotion ". Le rapport rédigé par Vincent PLANQUE, Inspecteur Général du Tourisme, a été adopté par le conseil supérieur du tourisme réuni en assemblée plénière le 11 juin 1975 (95). Il dote les pouvoirs publics d'une véritable Charte définissant les objectifs à atteindre par le tourisme vert assimilé aussi bien " à l'accueil à la ferme " qu'aux " vacances au village ". Cela implique l'extension du bénéfice des aides existantes à l'ensemble du monde rural dans le but de développer la trop faible capacité d'hébergement. Pour rendre la campagne " accessible dans son authenticité " il est préconisé d'assurer la maîtrise foncière (acquisitions foncières, mise en réserve) et de veiller à ce que les vacanciers puissent circuler à travers l'espace rural (circulation sur les chemins ruraux, ouverture de la forêt au tourisme, tourisme de randonnée). Les pouvoirs publics sont invités à faire du souci du " droit de parcours " une constante de leur action. Cette pénétration de la campagne par le touriste doit cependant s'opérer en conciliation avec l'exercice normal des activités traditionnelles de base et une sauvegarde efficace à l'encontre des pollutions (fréquentation touristique génératrice de charges nouvelles pour les communes d'accueil). Le rapport affirme la nécessité de la pluri-activité qui ne peut être maintenue que sous le bénéfice d'une certaine tolérance fiscale étendue à l'ensemble des ruraux. Ces derniers sont invités à maîtriser par eux-mêmes la mise en oeuvre et le développement des actions d'aménagement et de mise en valeur qui y correspondent d'où l'impérieuse nécessité d'initier les ruraux aux métiers du tourisme et de les encourager à se regrouper en profitant des possibilités existantes (coopératives, groupement d'intérêt économique, société d'intérêt collectif agricole, groupement agricole d'exploitation en commun). Il est nécessaire enfin de promouvoir le tourisme vert considéré comme un " produit touristique attractif, varié, compétitif " à commercialiser.

Dans sa séance du 8 février 1977 le Conseil Economique et Social a adopté un rapport sur " l'association des populations résidentes au développement du tourisme en France " qui synthétise toute

la réflexion menée sur le tourisme en milieu rural, prenant d'ailleurs en considération certains travaux géographiques (96). Le rapport met l'accent sur l'impérieuse nécessité d'associer les populations d'accueil au développement touristique afin d'éviter les incompréhensions qui se manifestent dans six domaines principaux particulièrement analysés : les choix d'affectation et d'utilisation des sols ; l'appropriation des plus-values en capital sur les terrains et bâtiments et l'influence des transactions foncières sur le niveau des prix des terres agricoles ; l'offre d'emploi aux " autochtones " jugée insuffisante ; l'appropriation des revenus ou des produits de la cueillette ; la qualité de l'environnement ; le financement des équipements.

Dans le cadre des opérations de " pays d'accueil " lancée en 1976 par le Secrétariat d'Etat au Tourisme, des assistants techniques de développement du tourisme en milieu rural furent mis en place (97). Ils sont chargés de déceler les potentialités locales, de sensibiliser les ruraux, les élus, les administrations... au problème du tourisme, de fournir des informations techniques et d'aider à l'élaboration des dossiers, de coordonner sur place les actions entreprises, d'aider à la conception des produits en liaison avec tous les partenaires départementaux. Il est ainsi mis fin à une des causes essentielles du retard pris par le développement du tourisme rural en France, due au manque de suivi et d'animation qui caractérisait souvent les expériences locales ou régionales de promotion du tourisme vert.

CONCLUSION

Contrairement à ce qui est trop souvent avancé, le tourisme à la campagne n'est pas né des transformations de la société française qui ont suivi la seconde guerre mondiale. En dehors du fait que les touristes ont toujours été présents dans les campagnes, l'idée de la valeur récréative de l'espace rural est relativement ancienne en France

puisque'on la trouve déjà nettement exprimée sous le Second Empire. Pendant longtemps néanmoins, les initiatives dont certaines étaient hardies (sociétés des maisons rustiques, chambres d'hôtes avant 1914) n'ont pas été suivies d'effets. On peut invoquer à juste titre les interruptions dues aux guerres et les ponctions démographiques qui s'en suivirent, les conséquences de " l'agricolisation " des campagnes liée à la dépopulation rurale (Ph. PINCHEMEL) (98), mais il faut tenir compte aussi des difficultés liées à la pénétration de ce que l'on peut considérer comme une véritable innovation dans un milieu guère fait pour l'accueillir. En ce sens, nous pouvons reprendre la formule heureuse de Pierre PREAU qui assimile le " tourisme rural à un aspect de la transformation profonde de la campagne " (99). Il faut attendre que le milieu rural change, que les pouvoirs publics prennent des mesures incitatives, que " le citoyen change sa perception de la ruralité n'assimilant plus campagne et inconfort, paysan et malpropre, campagnard et pauvreté ou avarice " (BETEILLE) (100), pour voir éclore vers 1950, timidement d'abord, plus largement ensuite, des réalisations concrètes et originales de tourisme rural. Le citoyen redécouvre les vertus de la petite hôtellerie de campagne, des auberges rurales et paysannes, des tables d'hôtes, de même que celles de certaines activités récréatives plus ou moins itinérantes en prise directe avec la nature (tourisme pédestre, fluvial, équestre). Au même moment, l'affirmation de ce tourisme rural s'accompagne de l'apparition de formules neuves d'hébergement (gîte rural, chambre d'hôte, camping à la ferme), de " vacances insolites " (101) comme les stages artisanaux, musicaux, de découvertes etc... d'animation et de développement (stations vertes, parcs naturels régionaux...). Le tourisme rural se dote enfin d'une organisation, de chartes et de manifestes, d'une doctrine. Des guides spécifiques des " loisirs ruraux " (102) et " des vacances à la ferme " (103) sont commercialisés, le tourisme rural étant devenu un produit à vendre et un ensemble cohérent dont les ruraux s'efforcent non sans mal et partiellement de conserver le contrôle.

Le Secrétariat d'Etat au Tourisme a créé en janvier 1977 un groupe de travail sur la commercialisation du tourisme en espace rural

dont les premières conclusions définissent une politique dont les éléments directeurs sont les suivants : " la fabrication et la maintenance des produits doivent être assurés en grande partie par des structures locales de production établies au niveau des pays d'accueil ; la réservation et la vente des produits doivent être couplées au niveau départemental et confiées au Comité Départemental du Tourisme dont le rôle doit être affirmé ; la promotion et l'information doivent faire l'objet d'une politique unique s'appuyant sur une nouvelle structure nationale regroupant tous les partenaires intéressés, tant patronaux que régionaux " (104).

Toute notre analyse a prouvé que le tourisme à la campagne est, parmi les autres types de tourisme, celui qui a mis le plus de temps à s'affirmer et qui rencontre le plus de difficultés pour s'organiser. C'est qu'il représente dans les campagnes une innovation nécessitant un changement radical d'attitude de la part des ruraux qui constitue dans bien des cas un frein à son développement. Dès lors, il importe principalement d'examiner comment les campagnes de l'Ouest ont su à la fois susciter, organiser et digérer cette forme de tourisme. Ne pouvant envisager de traiter ce problème sous une forme globale, il sera nécessaire de l'aborder sous les principales facettes, spécifiques et constitutives de ce tourisme à la campagne : hébergements, équipements de loisirs, actions d'animation et d'aménagement.

puisque'on la trouve déjà nettement exprimée sous le Second Empire. Pendant longtemps néanmoins, les initiatives dont certaines étaient hardies (sociétés des maisons rustiques, chambres d'hôtes avant 1914) n'ont pas été suivies d'effets. On peut invoquer à juste titre les interruptions dues aux guerres et les ponctions démographiques qui s'en suivirent, les conséquences de " l'agricolisation " des campagnes liée à la dépopulation rurale (Ph. PINCHEMEL) (98), mais il faut tenir compte aussi des difficultés liées à la pénétration de ce que l'on peut considérer comme une véritable innovation dans un milieu guère fait pour l'accueillir. En ce sens, nous pouvons reprendre la formule heureuse de Pierre PREAU qui assimile le " tourisme rural à un aspect de la transformation profonde de la campagne " (99). Il faut attendre que le milieu rural change, que les pouvoirs publics prennent des mesures incitatives, que " le citadin change sa perception de la ruralité n'assimilant plus campagne et inconfort, paysan et malpropre, campagnard et pauvreté ou avarice " (BETEILLE) (100), pour voir éclore vers 1950, timidement d'abord, plus largement ensuite, des réalisations concrètes et originales de tourisme rural. Le citadin redécouvre les vertus de la petite hôtellerie de campagne, des auberges rurales et paysannes, des tables d'hôtes, de même que celles de certaines activités récréatives plus ou moins itinérantes en prise directe avec la nature (tourisme pédestre, fluvial, équestre). Au même moment, l'affirmation de ce tourisme rural s'accompagne de l'apparition de formules neuves d'hébergement (gîte rural, chambre d'hôte, camping à la ferme), de " vacances insolites " (101) comme les stages artisanaux, musicaux, de découvertes etc... d'animation et de développement (stations vertes, parcs naturels régionaux...). Le tourisme rural se dote enfin d'une organisation, de chartes et de manifestes, d'une doctrine. Des guides spécifiques des " loisirs ruraux " (102) et " des vacances à la ferme " (103) sont commercialisés, le tourisme rural étant devenu un produit à vendre et un ensemble cohérent dont les ruraux s'efforcent non sans mal et partiellement de conserver le contrôle.

Le Secrétariat d'Etat au Tourisme a créé en janvier 1977 un groupe de travail sur la commercialisation du tourisme en espace rural

dont les premières conclusions définissent une politique dont les éléments directeurs sont les suivants : " la fabrication et la maintenance des produits doivent être assurés en grande partie par des structures locales de production établies au niveau des pays d'accueil ; la réservation et la vente des produits doivent être couplées au niveau départemental et confiées au Comité Départemental du Tourisme dont le rôle doit être affirmé ; la promotion et l'information doivent faire l'objet d'une politique unique s'appuyant sur une nouvelle structure nationale regroupant tous les partenaires intéressés, tant patronaux que régionaux " (104).

Toute notre analyse a prouvé que le tourisme à la campagne est, parmi les autres types de tourisme, celui qui a mis le plus de temps à s'affirmer et qui rencontre le plus de difficultés pour s'organiser. C'est qu'il représente dans les campagnes une innovation nécessitant un changement radical d'attitude de la part des ruraux qui constitue dans bien des cas un frein à son développement. Dès lors, il importe principalement d'examiner comment les campagnes de l'Ouest ont su à la fois susciter, organiser et digérer cette forme de tourisme. Ne pouvant envisager de traiter ce problème sous une forme globale, il sera nécessaire de l'aborder sous les principales facettes, spécifiques et constitutives de ce tourisme à la campagne : hébergements, équipements de loisirs, actions d'animation et d'aménagement.

NOTES

-
- 1) Léo CLARETIE - Le tourisme en France - Le tour de France - Guide du touriste, n°1, mai 1904.
 - 2) Elisée RECLUS - Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes - Revue des deux mondes, 1866, p. 352-381.
 - 3) G. BELOT - A propos d'un séjour dans le Morvan et l'Avallonnais - Revue du T.C.F., octobre 1898, p. 369-372.
 - 4) Marcelle TINAYRE - De l'hôtel à l'auberge - l'Illustration, 5 septembre 1903, n°3 158.
 - 5) Théodore CHEZE - Le tourisme autour de chez soi - Revue du T.C.F. octobre 1910, p. 444-445.
 - 6) J.-Charles BRUN - Tourisme et régionalisme - Revue du T.C.F., septembre 1910, p. 386-388.
 - 7) Société constituée dans un but désintéressé. Le comité d'initiative comprenait M. MAUPIN, Chef de bureau au Ministère des Travaux Publics, DUVAL, Avocat ; TERRIS, Chef de bataillon en retraite ; BELLANGER Chimiste ; tous domiciliés à Paris et Courbevoie. Les statuts ont été publiés dans la revue du T.C.F. de septembre 1898.

- 8) voir à ce sujet la revue du T.C.F., juillet 1912, août 1912, septembre 1912, décembre 1913, mai 1914, juin 1914.

- 9) Le concours central agricole d'Amiens (30 juin au 8 juillet) avait été organisé par un comité composé des représentants de l'Automobile-Club de France, de la Société des agriculteurs de la Somme et l'Automobile-Club de Picardie, du Touring-Club de France, sous le patronage des Ministres de l'agriculture et des finances. Il avait pour but de démontrer les avantages que les agriculteurs pouvaient retirer de l'emploi de l'électricité.

- 10) Albert DAUZAT - Le sentiment de la nature et son expression artistique - Paris, F. Alcan, 1914, 287 pages.

- 11) André PAVIE - Budgets privés en 1914 et 1921 - L'Illustration du 27 août 1921, n° 4 095.
 - Le budget familial de 1922 - L'Illustration n° 4 148 1922.

- 12) D'après " La liberté du Sud-Ouest " - extrait cité dans la revue du T.C.F., 1923, p. 134.

- 13) Les fêtes bretonnes du Huelgoat - L'Illustration, n° 4 099, 1921.

- 14) La Bretagne touristique, n° 1, 15 avril 1922.

- 15) Extraits des travaux publiés dans " La Bretagne touristique ", n° 78, septembre 1928.

- 16) Léon AUSCHER - Voyageons en France - Revue du T.C.F., février 1932, p. 35-36.
- 17) Gaston ROUPNEL - Histoire de la campagne française - Bernard GRASSET, 1932, 2ème édition en 1974, chez Plon, 374 pages.
- 18) Marc BLOCH - Les caractères originaux de l'histoire rurale française - Paris, Les Belles Lettres, 1931.
- 19) Edmond CHAIX - Sortez des chemins frayés - Revue du T.C.F. mai 1936.
- 20) Sur les villages coquets, voir :
 - Concours du village coquet - La Bretagne touristique, n°1, 15 avril 1922
 - Les concours de T.C.F. : le village coquet, revue du T.C.F. n° 447, février 1932.
- 21) Hygiène rurale et tourisme - Revue du T.C.F. n°330, janvier 1922
- 22) Albert DEMANGEON - L'habitation rurale en France - Annales de géographie, n° 161, 1920.
- 23) Paul HOUÉE - Quel avenir pour les ruraux ? - Editions ouvrières, 1974, 246 pages.
- 24) Henri GASQUET - Pour un urbanisme rural - Revue du T.C.F., juillet 1939, p. 223-225.

- 25) Roger BLAIS - La campagne - Collection " Loisirs dans la nature " - P.U.F., 1939, 2ème édition en 1947.

- 26) Il est difficile de dater l'apparition de cette appellation.
 JOANNE ne l'emploie pas dans son guide de 1872 mais on la rencontre fréquemment dès le début du siècle chez ARDOUIN-DUMAZET (1901) et dans divers comptes rendus ; exemple : DEVILLE : A travers la Suisse Normande - L'Illustration, 1927.

- 27) Alfred SATIE - En Normandie - Revue du T.C.F. octobre 1898 (P.395-97) novembre 1898 (p. 425-426), janvier 1899 (p. 31-33).

- 28) Sainte Gauburge : 1174 habitants en 1872 d'après le dictionnaire JOANNE ; 1 294 habitants en 1975.

- 29) DUPEYROUX - Les Alpes Mancelles - 1861 (A.D. de la Sarthe)
 Abbé Robert CHARLES - Guide illustré du touriste au Mans et dans la Sarthe - 1880 ; 407 pages.

- 30) Henri BOLAND - Au pays manceau : Fresnay-sur-Sarthe et les Coëvrons
 Revue du T.C.F. mai 1907, p. 217-223.

- 31) Paul FENELON - Esquisse d'une géographie des Châteaux de la Loire -
 Actes du 93ème congrès des Sociétés Savantes, Tours 1968, p.405-417.

- 32) Emile SEDEYN - La Touraine - Le Tour de France, Revue illustrée,
 1907, p. 41-55.

- 33) Henri BOLAND - Châteaux de la Loire et Côte du Croisic - Revue du T.C.F., avril 1903, p. 155-157.
- 34) Extraits des statuts - Archives départementales de Maine-et-Loire (dossier tourisme).
- 35) Léo CLARETIE - Le château de Montreuil-Bellay - Le tour de France, décembre 1905, p. 179-184, n°29.
- 36) Emile CADILHAC - Le centenaire d'Eugénie Grandet - L'Illustration, 28-7-1934.
- 37) Edmond ROCHER - La vallée du Loir - Le tour de France, janvier 1906, n°30, p. 199-204.
Excursion dans la forêt de Bercé - Revue du T.C.F. 1923..
- 38) Louise SW-BELLOC - Lettres écrites de Bretagne : Clisson - Revue de Paris - 1831, p. 143-153.
- 39) Le théâtre de verdure de Clisson - L'Illustration, n° 4 458, 1928.
- 40) Enquête 1937 - série ST 173 - Archives départementales de Loire-Atlantique
- 41) DEBOIS - Le marais poitevin - Revue du T.C.F. 1925, p. 315-316.

- 42) ARDOUIN-DUMAZET - Voyage en Basse-Bretagne intérieure - 1910,
53ème série
- 43) Paul RISSON - Les chemins de fer économiques des Côtes-du-Nord -
Le tour de France, Guide du touriste, n°8, janvier 1905.
- 44) André HALLAYS - A travers la France : de Bretagne en Saintonge -
Librairie Perrin, 2ème édition, 1914, 280 pages.
- 45) Yeun ARGOW - E skend tour Bras Sant germen - La Baule 1955, Document
traduit par Pierre FLATRES - Yeun ARGOW est le père de l'auteur -
Ce dernier est né en 1897 ; ses premiers souvenirs peuvent remonter
à 1900 ; le père de l'auteur est né en 1862. Les faits relatés
doivent se placer dans les dernières années du XIXème siècle et les
premières du XXème.
- 46) Michèle LE GOFFE-BRETON - La Montagné noire armoricaine : les
paysages et les hommes - 1975, Presses Saint-Michel, Priziac,
124 pages.
- 47) Henri GOARDON - Moeurs et coutumes du cap Sizun au début du XXème
siècle - Bulletin de la Société archéologique du Finistère, tome C II,
1974, p. 222-279.
- 48) La Bretagne touristique - n°1, 15 avril 1922.
- 49) La Bretagne touristique n°18, 1923

- 50) Compte-rendu de l'assemblée générale de la Fédération des Syndicats d'initiative de Bretagne - Brest, 19-21 juin 1925.

- 51) Réflexions publiées dans " le Journal de Pontivy " et reprises dans la Bretagne touristique, n°11, février 1923.

- 52) Maurice LE LANNOU - Itinéraires de Bretagne - Baillière Ed., 1938, 285 pages.

- 53) C. GENIAUX - Ploërmel et Josselin - Le Tour de France, guide du touriste, n°21, août 1905.

- 54) La Bretagne touristique n°78, septembre 1928.

- 55) André MEYNIER - Les déplacements de la population vers la Bretagne en 1939-1940 - Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes, n°14, 1950, 99 pages.

- 56) Albert DAUZAT - Le village et le paysan de France - Gallimard, 1941, 214 pages.

- 57) Nous avons dépouillé systématiquement le " Journal de la France agricole " - 10, rue Martel - Paris (Xème). - qui paraît sans interruption depuis le 8 juin 1945 et " Le paysan breton " (Editions du Finistère et des Côtes-du-Nord) dont le premier numéro est daté du 23 juin 1945.
 Pour l'entre-deux-guerres, nous avons consulté " AR VRO GROZ "

(La Vieille Patrie) organe bi-mensuel de l'Union des syndicats agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord (paraît à partir de 1916) et " La Fermière " revue mensuelle des associations féminines rurales (n° 1 en janvier 1931). Nous tenons à remercier M. R. LARTHE, Rédacteur en chef de " La France agricole " et M. ABEGUILLE de l'Office central de Landerneau pour les moyens mis à notre disposition pour mener à bien ce travail fastidieux de dépouillement.

58) La France agricole - 27 juillet 1945

59) Le paysan breton - n° 141, 1951.

60) Paul HOUÉE - Les étapes du développement rural - 2 vol.

Tome 1 - une longue évolution 1815-1950, 191 pages

Tome 2 - La révolution contemporaine 1950-1970, 295 pages

Editions ouvrières. Paris.

61) Centre d'études sociologiques - Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale en France, 1953, 2ème édition en 1970, A. Colin, 480 pages.

62) Pierre ROUSSIAUX - Quand les citadins sont en vacances - La France agricole, n° 216 du 19-8-1949.

63) Le tourisme dans la vie rurale - Rapport à la journée d'études sur " le facteur humain dans la production agricole " - Association des hygiénistes et des techniciens municipaux - Paris, 16 mars 1949, rapport publié dans la revue du T.C.F. n°585, mai 1949, p. 90-92.

- 64) correspondance avec M. Lucien ROCHE - février 1977 et renseignements fournis par M. Jean Pierre AUBERT, fils du Sénateur Emile AUBERT, décédé en 1969.
- 65) Le C.L.A.R. dont le siège était 5 Avenue de l'Opéra à Paris, a été créé pour la mise en oeuvre des actions régionales pour le 2ème plan de modernisation et d'équipement.
- 66) Jean DURAND-DROUHIN est le fils d'un petit agriculteur de la Haute-Marne ; il a fait des études de droit et s'est consacré aux activités syndicales paysannes. Il a été le créateur et l'animateur du " Cercle national des Jeunes Agriculteurs " en 1947 ; il dirige le Comité national d'organisation des stages de productivité agricole.
- 67) Michel BONNEAU - Les stations vertes de vacances et la région Nord-Pas-de-Calais - Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de Lille, Cahier n°3, 1975, p.207-216.
- 68) Louis LEROY - Le ruralisme - Comment réaliser l'aménagement des campagnes - Les éditions ouvrières, 1960, 134 pages.
- 69) Les journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux Lurs en Provence, septembre 1966, Compte-rendu des conférences et débats, supplément aux " notes documentaires " 210 pages.
- 70) Les parcs naturels régionaux (textes juridiques), 1967, La documentation française, 123 pages.

- 71) P. VIAU - Les nouvelles fonctions de l'espace rural - Economie et humanisme, mars-avril 1969, p. 17-20.
Jacques RIGAUD - Pour une nouvelle politique de l'espace rural - Preuves, 3ème trimestre 1970, p. 100-109.
- 72) Colloque sur le tourisme en espace rural - B.A.G.F. 1974
Michel BONNEAU - Conflits d'utilisation du sol et besoins en espace récréatif : le cas des grandes prairies angevines - p. 185-193.
A. DEMEULDRE - De l'espace productif à l'espace récréationnel : le cas luxembourgeois, p. 195-201.
Jean-Michel DEWAILLY - Conflits de fonction dans un secteur à vocation touristique : le littoral entre Dunkerque et la frontière belge - p.203-213.
- 73) Jacques JUNG - L'aménagement de l'espace rural : une illusion économique - Calmann-Lévy, 1971, 406 pages.
- 74) H. de FARCY et Ph. de GUNZBOURG - Tourisme et milieu rural - Flammarion, collection " La Terre ", 1967, 219 pages.
- 75) Présentation du livre " Tourisme et milieu rural " par H. de FARCY - Compte-rendu des séances de l'Académie d'Agriculture, 1967, p. 618 à 623.
- 76) Aménagement de l'espace rural - colloque du C.E.N.E.C.A., 2-3-4 mars 1966, numéro spécial des cahiers du C.E.N.E.C.A. (513 pages).

- 77) M. DORST - Santé humaine et espace rural - Colloque C.E.N.E.C.A.
1966, p. 354-357.
- H. OFFNER - Le milieu rural et son importance pour la population
urbanisée - p.357-360.
- G. HOUIST - Les besoins de détente et de vacances des familles
urbaines - p. 361-363.
- 78) LUNES M. - Le gîte rural - p. 380-381.
- GUIGNAND - Les villages de vacances familiaux - p. 386-388.
- BROU F. - Le mouvement des stations vertes de vacances en France,
p. 450-452.
- 79) W. PEVETZ - L'importance du tourisme pour la famille paysanne en
Autriche, p. 364-369.
- P. MARKOVIC - L'amélioration des conditions de vie dans le village
yougoslave au cours des vingt dernières années -
p. 370-371.
- E. SADON - Le tourisme dans le secteur agricole en Israël - p. 372-373.
- HESS - Vacances à la ferme, une nouvelle source de revenus pour
l'agriculture allemande - p.376-377.
- R. MANTEUFFEL - Séjours de repos à la campagne et tourisme en
Pologne - p. 377-379.
- E. PARTAN - L'aménagement des terrains agricoles pour les loisirs
de plein air aux Etats-Unis - p. 396-399.
- S. LYNCH - Contribution de l'agriculteur irlandais au tourisme
équestre - p.402-403.
- GRANT JS - Répercussions du tourisme sur les petits fermiers en
Haute-Ecosse et dans les îles d'Ecosse - p.423-426.
- 80) Cahiers du C.E.N.E.C.A. - Le monde rural gardien de la nature -
1970, 500 pages ; voir les rapports présentés à la 5ème séance :

promotion et développement du tourisme et des séjours à la campagne.

Cahiers du C.E.N.E.C.A. - Agriculteurs et ruraux dans le monde de demain, 1971, 570 pages ; voir en particulier les communications présentées à la 3ème séance et le rapport général de M. GENIN, membre du bureau de la F.N.S.E.A., p. 162-169.

Cahiers de l'Hexagone - révolution touristique et aménagement du territoire n°51-52, mai 1971, 160 pages.

- 81) La formation des ruraux aux activités du tourisme - Compte-rendu de l'Académie d'agriculture - 1973, p. 1059-1062.
- 82) Nous tenons à remercier M. GRIPERAY, Secrétaire de l'Association qui nous a communiqué les archives " d'Agriculture et Tourisme " et M. MIERRY, Directeur de l'association jusqu'en 1974 et qui a bien voulu répondre à nos questions.
- 83) Ces activités cessèrent le 1er novembre 1974. Elles furent reprises par " voyage-conseil " agence de voyages fondée en 1975 par le Crédit Agricole. - Voyage-Conseil est une société anonyme dont le capital est détenu pour un peu plus de la moitié par la S.E.G.E.S.P.A.R. (Société pour l'expansion et la gestion de l'épargne) pour le compte de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, le solde appartenant aux caisses régionales de Crédit Agricole et à la S.A.C.A.M. (Société auxiliaire du Crédit Agricole).
- 84) Tourisme et milieu rural - L'Information agricole, n°337, juillet 1965, 4 pages.

- 85) notamment, défense du patrimoine, création d'activités touristiques, par les agriculteurs, commercialisation des produits agricoles, intégration du tourisme dans la vie commerciale et professionnelle, formation des jeunes aux activités du tourisme.
- 86) animé depuis sa création par M. BELLEC - économiste - que nous remercions pour les renseignements fournis.
- 87) Almanach 1967 du paysan breton qui consacre 12 pages à " comment financer l'hébergement complémentaire du tourisme " ?
- 88) La politique de rénovation rurale - Notes et Etudes documentaires, n° 3 708, 13 juillet 1970, 44 pages.
- 89) Emile LEYNAUD - Aménagement du territoire et mutation de la société rurale française - in Aménagement du territoire et développement régional, vol. 1 971, p. 167-199.
- 90) Extrait de la lettre datée du 20.2.1975 et signée par Michel DEBATISSE (F.N.S.E.A.) Louis PERRIN (A.P.C.A.) Alexandre BONJEAN (C.N.M.C.C.A.), Louis LAUGA (C.N.J.A.) - Source : archives " d'agriculture et tourisme "
- 91) Manifeste du tourisme en espace rural - publications de l'A.I.E.S.T. Rapports et communications du 24ème congrès, 9/14 septembre 1974, 160 pages, voir p. 138-139.

- 92) J.C. BONTRON, Ch. GILLETTE, N. MATHIEU, J.P. PEYON, F. PLET,
M.C. ROBIC - Eléments de réflexion sur l'aménagement et l'espace
rural en France - Réflexions sur l'espace rural français -
Laboratoire de Géographie rurale - Université de Paris I -
E.N.S. de Fontenay-aux-Roses, septembre 1975, p. 53-85.

- 93) Emile LEYNAUD - Eléments pour une politique de mise en valeur
touristique de la campagne et des espaces intérieurs - rapports
et communications au 24ème congrès de l'A.I.E.S.T., 1974, p. 86-87.

- 94) Le conseil supérieur du tourisme a été institué en 1952. Après un
long sommeil, il a été réactivé en 1970 et comprend 2 sections
(équipement et promotion)

- 95) Conseil supérieur du tourisme - La promotion du tourisme vert -
juin 1975, 55 pages.
Un résumé est paru dans le Bulletin d'Information du Ministère
de l'Agriculture, n° 702 du 8.11.1975.

- 96) Journal Officiel - L'Association des populations résidentes au
développement du tourisme en France, n°7, 19 mars 1977, p. 285-345.

- 97) Secrétariat d'Etat au Tourisme - Développement de l'accueil et
des loisirs en milieu rural, juillet 1977, 33 pages.

- 98) Philippe PINCHEMEL - Structures sociales et dépopulation rurale
dans les campagnes picardes de 1836 à 1936, Paris, A. Colin,
232 pages.

- 99) Pierre PREAU - Le tourisme rural, aspect de la transformation profonde de la campagne - Travaux du centre géographique d'études et de recherches rurales - Poitiers, vol. 8, 1976, p. 141-156.
- I00) Roger BETEILLE - Le tourisme en milieu rural en France - Information géographique, 1976, n°4, p. 174-190.
- I01) Roger BETEILLE - Quelques formules originales de tourisme en milieu rural dans le département de l'Aveyron - Travaux du centre géographique d'études et de recherches rurales, Poitiers, vol.8, 1976, p. 3-14.
- I02) Vacances et loisirs ruraux - La France accueillante, Crédit Agricole, 1975, 144 pages.
- I03) Roger PICHERIE et Michel SMITH - Vacances à la ferme - 200 adresses sélectionnées - Balland Ed., Paris, 1976, 221 pages.
- I04) Secrétariat d'Etat au Tourisme - Eléments directeurs pour une politique de commercialisation du Tourisme en espace rural - Juin 1977 - 13 pages.

CHAPITRE C

GÎTES RURAUX, CHAMBRES D'HOTES, CAMPING RURAL :
DES HEBERGEMENTS QUI SOULIGNENT L'ORIGINALITE ET LA DIFFICULTE
DE LA DIFFUSION DU TOURISME DANS L'ESPACE RURAL DE L'OUEST.

=====

L'étude des gîtes ruraux, des chambres d'hôtes, du camping rural dans l'Ouest de la France a été menée grâce à la consultation de sources dispersées et hétérogènes et à une approche personnelle combinant l'enquête par questionnaire et l'étude directe sur le terrain.

- Des sources dispersées et hétérogènes

Grâce à l'obligeance de Mesdemoiselles THIBAL, Responsable nationale du Mouvement des Gîtes et TIBERGHIE, Chargée d'études, ancienne géographe lilloise, nous avons pu non sans difficulté accéder à certaines sources fragmentaires mais précieuses, archivées au siège parisien. Il s'agit essentiellement des annuaires des gîtes de 1956 (1) à 1978, dont le dépouillement systématique en fonction de la date d'inscription permet de replacer les gîtes de l'Ouest par rapport à l'ensemble des gîtes français et de suivre pas à pas leur diffusion. Ces annuaires donnent également la liste des " gîtes-chambres d'hôtes " et des " gîtes-camping-caravaning à la ferme ". A différents moments de notre étude (1970-1975), le dépouillement de ces annuaires donne des renseignements fondamentaux que l'on ne trouve malheureusement pas pour les autres types de meublés : localisation précise du gîte, identification du propriétaire (nom, adresse, téléphone), nomenclature du gîte (capacité d'accueil, confort, équipement), classement, montant de la location à la semaine, modalité de location (année, saison, week-end). Cette source précieuse n'est pas exempte de certaines critiques.

L'annuaire de telle année n'enregistre pas entièrement tous les gîtes qui fonctionnent. Il y a des oublis ou des inscriptions tardives. Nous pensons que le pourcentage de ces absences est minime, d'autant plus que nous avons toujours tenu compte des additifs nationaux et surtout départementaux. La consultation de cette source est cependant devenue de plus en plus difficile. Jusqu'en 1971, les annuaires étaient nationaux et il était facile de suivre les gîtes pour nos douze départements. Devant l'ampleur prise par le développement des gîtes, on a publié en 1972 et 1973 des fascicules régionaux. Nos départements étaient intégralement inclus dans le fascicule Nord-Ouest. La tâche demeurait facile sauf en ce qui concerne leur place dans l'ensemble français (cinq brochures étaient nécessaires en 1972 et trois en 1973). A partir de 1974, on décidait d'arrêter la publication de l'annuaire national qui était remplacé par des fascicules départementaux ou régionaux (sous forme de groupement de plusieurs départements). Une lettre suffisait en 1973 pour se procurer la documentation sur l'ensemble des gîtes : il en fallait douze en 1974. En outre, à partir de 1973, le développement des services de réservation fait que pour un nombre de gîtes de plus en plus nombreux, on ne donne plus l'adresse du propriétaire... nouvelle difficulté pour une étude fine des gîtes.

Nous avons pu consulter également les résultats des enquêtes nationales de fréquentation, réalisées sous les auspices du mouvement en 1967 et en 1974, et dépouiller le journal trimestriel " Le gîte de France " qui paraît depuis 1970 et qui donne des indications sur la vie du mouvement, des relais, présente sous forme d'interviews des expériences vécues de réalisateurs de gîtes et de vacanciers. L'annuaire de la F.F.C.C., publié chaque année, donne les listes des " campings ruraux " par département. Nous les avons complétées par celles établies par " Agriculture et Tourisme ".

Nous nous sommes efforcés de compléter cette documentation nationale par la visite systématique de tous les Comités et Relais

départementaux du tourisme et des gîtes en 1975 et en 1976 (pour ceux tout au moins qui existaient à cette dernière date). Un entretien libre avec le responsable nous a permis de prendre contact avec les difficultés concrètes rencontrées au niveau départemental dans la prospection, la promotion et l'organisation de ces hébergements. En outre, les Relais possèdent une documentation relative à la fréquentation qu'ils s'efforcent de suivre d'année en année. Le degré de précision de ces sources varie selon les départements, et pour chaque département selon les années et selon l'animateur qui peut changer assez fréquemment. D'où des sources hétérogènes difficilement comparables mais précieuses surtout dans les départements trop rares (Morbihan, Vendée, Sarthe) où nous avons pu dépouiller non pas seulement les comptes rendus des assemblées générales et les résultats statistiques, mais le fichier même des gîtes. Pour le département de la Sarthe, nous avons pu suivre la fréquentation gîte par gîte de 1971 à 1974.

Cependant, nous ne concevions pas une étude sérieuse de ces hébergements sans un contact direct avec le terrain.

- les études de terrain

Nous les avons menées en plusieurs étapes. Chaque année, nos déplacements saisonniers dans l'Ouest nous ont amené à choisir fréquemment des gîtes ruraux ou des chambres d'hôtes comme forme d'hébergement (Pouldreuzic, septembre 1971 ; Ruca, février 1972 ; Plélo, juillet 1974 ; Peillac, février 1975 ; Plourhan, juillet 1975 ; Surzur, février 1976 ; Saint-Laurent de Terregatte, juillet 1977 ; Bazouges la Perouse et Crach, février 1978). Ces séjours, outre la connaissance approfondie de l'intérieur d'un gîte ou d'une chambre d'hôte facilitaient énormément les enquêtes directes avec les autres gîtes, chambres d'hôte et camping de la commune et de la région.

Les relais départementaux procèdent chaque été à des visites.

Nous avons pu ainsi accompagner F. BROU dans plusieurs gîtes et campings de la Sarthe en 1973 et 1975. Au cours de l'été 1971, nous avons personnellement visité tous les terrains de " campings ruraux ", heureusement encore peu nombreux dans l'Ouest (2).

Dans le but de mieux cerner certains problèmes et d'étudier la diffusion de ces hébergements, nous avons procédé à des enquêtes par questionnaire en 1975, axées principalement sur les motivations, les origines et les circonstances qui ont amené leur création. Nous avons donc diffusé dans un premier temps, en octobre, cent soixante questionnaires parmi les premiers gîtes créés dans les douze départements. Dans un second temps (décembre), quinze envois supplémentaires sur les mêmes bases ont permis de procéder à la rectification de l'échantillon en fonction de l'insuffisance des réponses dans certains départements (cent trente et une réponses). Nous avons procédé de la même manière pour les chambres d'hôtes (trente-sept réponses sur quarante-neuf envois) et les campings ruraux (cent trente deux réponses sur deux cent trois envois). En janvier 1977, nous avons complété l'enquête sur le camping rural par quarante nouveaux envois correspondant aux terrains inscrits en 1976 et 1977.

Dans l'ensemble, les réponses reçues nous ont apporté une assez grande satisfaction en raison de leur qualité, de leur sérieux, de leurs informations débordant les simples questions posées. Certaines de ces réponses ont été suivies d'un approfondissement par enquête complémentaire sur le terrain.

I. LES GITES RURAUX

A - Définition des gîtes ruraux

Les gîtes ruraux sont des locations meublées de vacances en espace rural. Sous cette forme, ils ne sont pas nouveaux. Déjà ARDOUIN-DUMAZET décrivant, dans l'édition de 1909 de son voyage en Bretagne, le Pays de Pornic, constatait que " le quartier de Gourmalon était fréquenté par un public de goûts plus modestes que celui de Noveillard ; pour lui, les habitants des hameaux de la Birochère et de la Jouselière ont aménagé leur logis en appartements loués à la saison ".

Les gîtes ruraux de France bénéficient d'une " Charte de garanties ". Aménagés dans des locaux disponibles d'exploitations agricoles, des maisons rurales, ils peuvent faire également l'objet d'une construction neuve. Ils bénéficient d'aides financières (prêts, subventions) et d'avantages fiscaux. Ce label recouvre diverses réalités puisqu'il englobe le camping-caravaning à la ferme, les chambres d'hôtes, les gîtes familiaux. Nous les considérerons au sens strict des locations meublées traditionnelles. Camping-caravaning à la ferme et chambres d'hôtes sont étudiés à part. Quant aux " gîtes familiaux ", groupe de pavillons complétés par des éléments collectifs tels que restaurant, jardins d'enfants, salles de jeux et de réunion, ils s'apparentent aux villages de vacances. Ils sont d'ailleurs, bien souvent, gérés par des associations (V.V.F., O.C.C.A.J.).

Le gîte rural garantit à l'utilisateur un minimum de confort et d'équipement, un cadre et un milieu accueillant, un prix fixé à l'avance, à la suite de l'échange d'un contrat de location établissant un inventaire minutieux.

Par décision de l'Assemblée générale du 10 mai 1966, a été mis au point un système de classement propre au mouvement des gîtes de France. Il s'effectue par la cotation de l'aménagement technique (30 points) des éléments d'accueil (40 points), des attraits touristiques (30 points). Il se traduit par l'attribution de 1, 2 ou 3 épis (3).

Dans un souci de diversification et de meilleure valorisation de leur produit, le mouvement des gîtes a codifié des " gîtes particuliers " : gîtes à la ferme, gîtes de caractère, gîtes de chasse ou de pêche, gîtes équestres, gîtes d'enfants. Il convient de considérer à part les " gîtes communaux " réalisés par les collectivités locales dans des bâtiments devenus libres (anciennes écoles, presbytères...).

- les gîtes de caractère sont des gîtes " remarquables par l'âge séculaire des bâtiments, le style architectural ", le cadre rustique. Celui de " La Garlais du Plessis " en Peillac (4) a été progressivement aménagé par son propriétaire M. H., secrétaire de mairie. A trois kilomètres du bourg, en pleine campagne, sans voisin immédiat, cette ancienne maison de régisseur de manoir a été complètement transformée dans le respect des caractères de l'architecture rurale traditionnelle.

Une grande salle de séjour (56 m²), une cheminée monumentale, un mobilier ancien, de grosses tentures créent une ambiance et donnent une âme à cette belle et grande maison. Des petites ouvertures s'ouvrent sur une pelouse qui en agrément le cadre. Le remembrement a permis au propriétaire de regrouper six hectares d'un seul tenant autour de ce gîte classé 2 épis.

- les gîtes de chasse et de pêche sont situés dans des régions où peuvent s'exercer ces activités sportives (proximité de rivière, de plan d'eau ...). Si les premiers ne sont guère développés en raison du calendrier de chasse et des réticences des chasseurs locaux, les seconds le sont beaucoup plus. Les gîtes de France ont

repris avec les gîtes de pêche une initiative des gîtes de la Creuse (5).

Le gîte de l'écluse de Lothey en Pleyben (6) en est une excellente illustration. Cette ancienne maison d'éclusier sur le canal de Nantes à Brest a été achetée en 1961 par un employé de la S.N.C.F, domicilié à Rosny-sous-Bois qui réalisait ainsi un de ses vœux les plus chers : racheter sa maison natale où avaient vécu ses parents. Sa situation en bordure d'une rivière poissonneuse et saumoneuse, dans un cadre champêtre, adossée à un bois, en fait un gîte de pêche particulièrement recherché, notamment des vacanciers allemands qui viennent régulièrement d'une année sur l'autre au mois d'août.

- les gîtes équestres sont des gîtes dont les propriétaires possèdent un ou plusieurs chevaux de selle mis à la disposition des vacanciers dans le cadre d'une société hippique.

Il en est ainsi des sept gîtes aménagés dans le Manoir Léonard de Trouzilit-en-Tréglonou (7) à 20 km de Brest. Le propriétaire, exploitant agricole (32 ha, élevage de chevaux, productions légumières), 44 ans, a transformé le manoir qui tombait en ruines en 1972, avec l'aide du service de tourisme de la Chambre d'agriculture de Quimper. Ces gîtes, ainsi que des chambres d'hôtes, sont jumelés à un centre équestre fonctionnant dans le cadre de l'exploitation agricole.

- les gîtes à la ferme posent davantage de problèmes quant à leur définition. L'annuaire de la Fédération Nationale en fait des " gîtes aménagés dans le corps des bâtiments d'une ferme " sans donner d'autres indications. Si les types précédents se laissent facilement appréhender, l'enquête sur le terrain nous a mis devant plusieurs types de gîtes à la ferme.

Nous avons pu en distinguer deux : le gîte dans une exploitation agricole fonctionnelle ; M.A., agriculteur installé à Plourhan depuis 1932, 18 hectares, polyculture et élevage porcin, à 5 km de la mer. Il abandonne en été son propre logement, une ancienne maison de maître,

homologué gîte rural, pour se réfugier dans une ancienne remise aménagée en logement d'été (8). La location du logement principal en été est un trait caractéristique des maisons de marin (pratique courante à Plouha). Les premiers locataires étaient des parents d'estivants qui venaient déjà à Plourhan. Ici, les vacanciers participent pleinement à la vie de ferme. Les enfants connaissent l'heure de la traite... La naissance des jeunes porcs à la maternité est un évènement ! On reconnaît le camion du négociant qui passe une fois par semaine... la vie des champs, concrète, présente, est un spectacle... La vaste cour de ferme, fleurie, propre, est une aire de jeux.

Parfois, des gîtes ont été aménagés dans des granges, d'anciennes écuries, d'anciens logements d'ouvriers agricoles, au sein d'exploitations agricoles fonctionnelles, par des propriétaires qui résident en ville. Ils l'utilisent en partie en résidence secondaire, en partie en gîte rural. Les fermiers s'occupent du gîte. Socialement, la différence est grande avec le cas précédent mais pour le vacancier, elle est minime : le cadre est identique.

M. de P., domicilié à Paris (7ème), représentant d'une vieille famille de l'aristocratie vendéenne, a aménagé à Saint-Martin-des-Noyers, deux gîtes ruraux dans les bâtiments d'habitation de l'exploitation agricole qu'elle possède. Ses fermiers ont préféré se faire construire une maison neuve sur une parcelle, à 150 mètres de l'ancienne exploitation. Les gîtes ont été aménagés pour conserver le caractère d'une ferme du début du XIXème siècle : très grosses poutres, petites fenêtres, murs très épais blanchis, sol fait de pierres avec joints, grandes cheminées, hottes dans toutes les chambres. Les fermiers en ont la garde et l'entretien.

- le gîte dans les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole : seul, le cadre architectural subsiste. La vie agricole a disparu. M. P. de G. descend d'une vieille famille noble possédant 200 ha à Neuillé (9), 150 ha en bois, 40 ha répartis entre trois fermiers, 10 ha en faire-valoir indirect au nom d'une mère âgée de 65 ans. Sous-directeur

de banque, il réside à Tours. En 1972, un des exploitants âgé se retire, sans enfants pour lui succéder. Depuis 150 ans, c'était la même famille de fermiers et de propriétaires. Les terres furent partagées à moitié entre les deux autres fermiers. Que faire des bâtiments en mauvais état, estimés à 12 000 F. Les vendre n'aurait rien apporté de positif et aurait amoindri le patrimoine. Les louer n'aurait pas donné à l'époque un loyer suffisant pour les remettre en état. Les locations d'été apportaient un espoir de revenu plus substantiel et pouvaient entraîner un courant de rénovation utile à la commune. Cette ancienne ferme fut transformée en gîte à la ferme.

Parfois, des gîtes de ce type ont été aménagés par des agriculteurs dans de petites fermettes achetées ou héritées, situées à plusieurs kilomètres de leur propre exploitation. Elles sont rénovées, sous le label des gîtes de France, pour la location d'été mais servent également à l'accueil des propres enfants tout en préparant progressivement un logement pour la retraite. Ce cas est assez fréquent. Les agriculteurs peuvent habiter la même commune mais aussi des communes voisines. La vie agricole est également absente de ces gîtes, classés néanmoins " gîtes de ferme ". Nous avons rencontré un autre cas, exceptionnel cependant : un gîte aménagé dans les anciennes écuries d'une grosse exploitation de plus d'une centaine d'hectares dans la presqu'île de Rhuy (élevage ovin et bovin). Les gîtes occupent le fond d'une ferme à cour semi-fermée et sont incontestablement de vrais gîtes à la ferme. Ils ne sont cependant pas classés comme tels.

- les gîtes communaux sont fréquemment aménagés dans des locaux qui appartiennent déjà à la commune et qui sont rendus disponibles à la suite de la cessation de l'activité habituelle. On les trouve de ce fait bien souvent dans des locaux assez vastes situés dans les bourgs ou les villages : écoles, presbytères, mairies même.

C'est Peumerit (10), commune du Sud-Finistère, proche de la mer, qui aménage en juillet 1973 des gîtes dans un immeuble communal

servant de presbytère, situé dans le bourg. Le bâtiment assez vaste était sans aucun confort. Il a été transformé en quatre appartements dont un occupé par le recteur et les trois autres loués en gîtes. L'installation du chauffage central permet de les louer hors-saison.

C'est aussi Rennes-en-Grenouilles, petite commune mayennaise de 145 habitants en 1975 (canton de Lassay) comprise dans l'aire du parc Normandie-Maine, dans la vallée de la Mayenne, à moins de 15 km au sud de Bagnoles-de-l'Orne et de la forêt d'Andaine. Il n'y a pas de population agglomérée. Quelques maisons éparses autour de l'église. Jusqu'en juin 1973, Rennes-en-Grenouilles possédait une école publique mixte, fermée à la rentrée 1973-74 par décision de l'Inspecteur d'Académie. Cette classe et son logement de fonction restaient donc vacants. Le conseil municipal accepte les propositions du secrétaire de mairie, B. DUFRENE, de transformer l'ensemble en gîte rural. Peu de travaux en réalité ont été nécessaires. L'ancienne salle de classe fut transformée en salle commune. Au rez-de-chaussée, on aménagea une cuisine et les sanitaires. A l'étage, trois chambres et une salle de bains. Devant cette maison, une cour et un grand jardin clos. Homologué 2 épis, il a été loué pour la première fois en août 1974. Dans le cadre du " plan de relance " de l'économie en 1975, la commune a bénéficié d'une subvention pour installer le chauffage.

- les gîtes d'enfants nés dans l'Isère en 1973 ne sont pas présents encore dans l'Ouest en 1975.

B - Un type d'hébergement aidé

Les gîtes ruraux bénéficient de l'aide des pouvoirs publics sous forme d'aides financières (subventions et prêts) ou fiscales (exonérations) qui peuvent être cumulées avec les aides départementales. Les chiffres cités sont ceux en vigueur en 1975.

1) les aides financières

Les systèmes d'aides ont été mis en place progressivement. L'ensemble des mesures prises s'inscrit dans la politique d'amélioration de l'habitat rural. Depuis la circulaire du 3 août 1955, le Ministère a considérablement modifié les dispositions réglementaires d'origine (11). En dix-sept ans, on est passé d'un plafond de 2 000 F modulé en fonction du revenu cadastral de l'exploitation au déplaçonnement à condition de " veiller à ce que l'aide de l'Etat ne soit pas de ce fait systématiquement accrue ", les plafonds jusqu'alors imposés servant toujours de référence dans la détermination des taux de subvention (décret du 1er avril 1972). En ce qui concerne le Ministère des finances, c'est seulement depuis 1962 qu'une aide spéciale a été mise au point pour les gîtes ruraux. Il s'agit d'un allègement fiscal qui différencie nettement le statut des gîtes ruraux de celui du simple meublé. Ces considérations sont importantes pour comprendre la répartition et le dynamisme des gîtes ruraux, pour poser le problème de leur rentabilité.

L'aide de l'Etat est subordonnée à des clauses d'usage. Il a été fait obligation dès 1955 aux propriétaires de gîtes ruraux :

- de louer leurs locaux à des fins de vacances à des familles d'origine urbaine et industrielle ;
- pendant un délai de trois mois au moins chaque année ;
- durant une période minimum de dix ans après l'attribution de la subvention.

Notons que les bénéficiaires ne sont pas tenus à adhérer à une association départementale ou nationale.

Les Conseils généraux, en fonction de la politique touristique départementale et des contraintes budgétaires, peuvent apporter des aides complémentaires. Ces aides se font soit sous la forme d'une subvention soit sous la forme d'une bonification d'intérêt de 2 ou 2,5 % des prêts. Le département d'Ille-et-Vilaine accorde une bonification d'intérêt de

2 % pendant douze ans avec un plafond d'emprunt de 50 000 F.

Ce n'est qu'en avril 1974, alors que le mouvement en faveur des gîtes était déjà largement amorcé, que le Conseil général de la Manche a décidé d'apporter son concours financier aux propriétaires des maisons rurales désireux de les aménager en gîtes ruraux et ne pouvant pas prétendre aux subventions du Ministère de l'Agriculture. Le gîte devra obligatoirement être implanté en zone d'activité agricole. Il sera de préférence constitué d'une maison indépendante avec grand terrain ou éventuellement d'une maison mitoyenne dans un hameau ou bourg, à condition de posséder un terrain privé et clos à l'usage exclusif des occupants du gîte. Le montant de la subvention est fixé à 6 000 F pour un taux pouvant varier de 20 à 50 % selon la nature des travaux et du projet.

La Loire-Atlantique accorde une subvention départementale de 30 % des travaux hors-taxa pour les dépenses comprises entre 10 et 16 000 F, avec un maximum de 4 000 F, ou 40 % pour des travaux hors-taxa de moins de 10 000 F avec un maximum de 3 000 F. A ces subventions, s'ajoutent une bonification d'intérêt de 2 % pendant dix ans.

Les gîtes subventionnables bénéficient fréquemment de prêts avantageux du Crédit Agricole en général au taux de 7 % sur cinq à douze ans pour 70 % des travaux, subvention déduite (jusqu'à 80 % pour le Morbihan).

Seuls, les exploitants et ouvriers agricoles, les agriculteurs retraités, les artisans ruraux qui cotisent régulièrement à la Mutualité sociale agricole peuvent bénéficier des subventions de l'Etat pour aménager des gîtes privés. Les gîtes aménagés par d'autres ruraux ou par des citadins propriétaires de maisons à la campagne n'en bénéficient pas mais ils peuvent éventuellement profiter des subventions accordées par le département. Les prêts du Crédit Agricole leur sont également moins favorables : 75 000 F pour l'acquisition ou la construction, 50 000 F pour les travaux d'aménagement avec un cumul possible des deux prêts

pour 60 % du coût total des dépenses (sur sept à douze ans). Le taux d'intérêt est de 9,75 à 10 %. Le Conseil Général de l'Ille-et-Vilaine lors de l'examen du plan décennal d'action touristique le 17-1-1975, présenté par le Comité départemental du Tourisme, a proposé d'accorder une subvention de 5 000 F par gîte (pour deux gîtes au maximum) aux propriétaires non agricoles, exclus des subventions de l'Etat et qui possèdent des bâtiments intéressants.

2) gîtes ruraux et fiscalité

La législation fiscale actuelle n'appuie que très légèrement les systèmes d'aides que l'Etat ou les départements ont mis en oeuvre. En dehors de l'allègement de patente de 1962, l'activité touristique complémentaire à une autre activité principale, est assimilée à une activité commerciale. Toutes les formules d'accueil en milieu rural sont soumises aux impôts locaux alors que les recettes sont enregistrées dans la déclaration de revenus du propriétaire.

- gîtes ruraux et impôts locaux

Depuis le 1er janvier 1973, il n'y a plus de distinction de régime entre les habitations principales et les autres catégories de propriétés bâties (gîtes ruraux comme résidences secondaires). Dans un cas comme dans l'autre, les propriétaires peuvent bénéficier d'une exonération de la contribution foncière pendant deux ans après la mise en fonction de l'habitation. La cote mobilière n'est exigible que dans le cas où le propriétaire dispose des lieux pour son usage personnel entre deux périodes de location.

Une mesure d'exonération de la patente a été prise en faveur des propriétaires de gîtes ruraux les distinguant des simples loueurs de

chambres meublées (décrets n° 62-1190 du 11 octobre 1962 et n° 65-1181 du 31 décembre 1965)

Cette exonération est liée à trois séries de conditions :

- elle intéresse tout exploitant de gîtes situés dans une commune de moins de 2 000 habitants. Les propriétaires ayant reçu une subvention du Génie rural ne sont pas tenus à répondre à cette condition.

- elle oblige à certaines contraintes : le gîte ne doit pas dépasser un niveau de confort supérieur à celui généralement constaté dans les établissements de la région imposables à la patente en qualité de logeur. Il doit être donné en location à des familles citadines de condition modeste et cette durée ne doit pas excéder six mois par an. Les locaux doivent être loués à la semaine.

- les Conseils généraux peuvent moduler, voire supprimer cette mesure destinée à favoriser les promoteurs de gîtes ruraux.

- gîtes ruraux et impôts sur le revenu

Les recettes brutes de l'accueil en milieu rural sont assimilables à des bénéfices industriels et commerciaux. Lorsqu'elles sont inférieures à 9 000 F (12), le contribuable peut choisir entre l'imposition forfaitaire et le bénéfice réel. Cette décision qui simplifie le régime fiscal à cette activité de location et constitue un encouragement à sa pratique, ne s'applique pas aux personnes vivant de l'hôtellerie ou de la restauration. En revanche, les autres ruraux exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale (boulangerie, boucherie, entreprise de bâtiments, fabrique de petits meubles) peuvent bénéficier de cette décision ministérielle.

- gîtes ruraux et T.V.A.

La perception de la T.V.A. donne lieu à un système complexe d'application de pourcentages différenciés : les recettes du gîte rural

sont imposées au taux de 17,60 % (13) mais si le loueur vend des produits fermiers, le taux est de 17,60 % si on les consomme sur place et de 7 % si on les emporte. Selon l'importance des recettes, l'activité complémentaire touristique bénéficie de systèmes de franchise, déduction et décote qui influent sur le montant final de l'impôt exigé.

La franchise intervient systématiquement lorsque le montant de la T.V.A. est inférieur à 1 350 F, ce qui correspond globalement au montant de 9 000 F de recettes brutes permettant de bénéficier du régime forfaitaire. La T.V.A. déjà payée (factures d'achats concernant l'activité soumise à imposition) est déductible de la somme totale de la T.V.A.

A cela s'ajoute une décote lorsque le montant de la T.V.A. sur les recettes brutes est supérieur à 1 350 F et inférieur à 5 400 F. Sa valeur est de 1/3 de la différence entre 5 400 F et le montant de la T.V.A. exigible. Au-delà de 5 400 F, la T.V.A. est entièrement due.

De la T.V.A. due après décote peuvent être déduites enfin les charges liées à l'entretien et au fonctionnement, exclusion faite du mazout et les montants de T.V.A. sur investissements pour une période de cinq ans au maximum.

Prenons le cas de M. X qui possède trois gîtes en Vendée (14). Il a loué, en 1974, chaque gîte deux semaines en juin et septembre et quatre semaines en juillet et août. Il a dû régler aux impôts la somme de 726 F (15). Cette imposition, faible, ne représente que 4,84 % du chiffre d'affaires. Elle peut être plus forte. M. S. exploite huit logements de vacances à Saint-Michel en l'Herm. En 1975, son revenu brut était de 30 000 F pour une charge fiscale de 19,33 % (dont 4,37 % au titre de la patente) (16).

C - Les gîtes ruraux en France et la place de l'Ouest

Il ne nous est pas paru possible d'étudier les gîtes ruraux de l'Ouest sans les replacer dans leur contexte national. Nous nous

efforcerons de le faire à travers l'analyse de leur diffusion et de leur fréquentation (17).

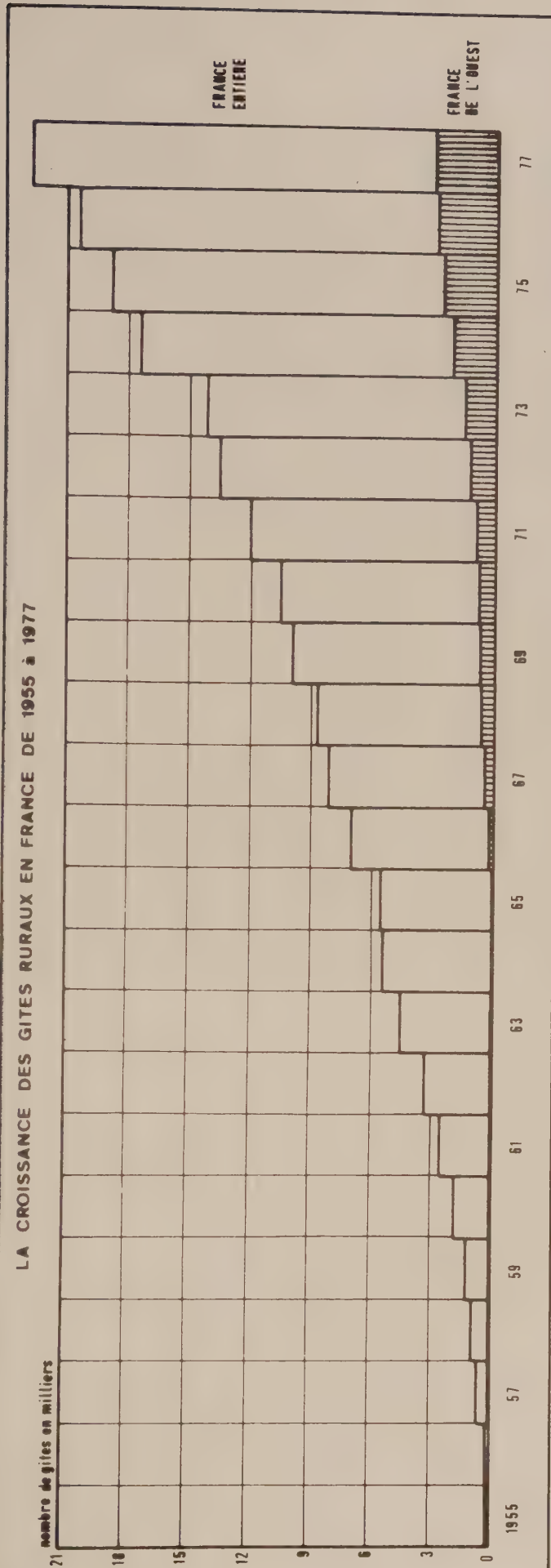
1) diffusion des gîtes en France et place de l'Ouest

- une naissance dans les hautes terres pauvres du Centre et du Sud-Est

Nous avons réussi à reconstituer la répartition des gîtes par département de 1956 à 1976. La série de cartes que nous avons élaborées n'autorise pas d'une manière absolue une étude de l'évolution du nombre de gîtes par département : certains sont parfois radiés ; à partir de 1965, passé le délai de dix ans, des propriétaires de gîtes, leur clientèle assurée, n'ont pas renouvelé leur adhésion. Néanmoins, le sens général de l'évolution, de même que les hiérarchies régionales, sont respectées et autorisent certaines observations.

Les gîtes de France apparus en 1951 dans les Basses-Alpes se sont développés plus particulièrement dans des " hautes terres " du Centre et du Sud-Est (Haute-Loire, Ardèche, Alpes de Haute-Provence et Hautes-Alpes). La progression a été régulière et continue de 1955 à 1965 où l'on note un certain tassement. Entre les deux dates, le nombre de gîtes était passé de 147 à 5 657. De 1966 à 1968, de nouvelles mesures incitatives sont prises en faveur des gîtes, qui ne sont pas sans influence sur la nouvelle phase d'expansion que l'on rencontre. En cinq ans, de 1968 à 1972, 5 412 nouveaux gîtes furent créés. Après un nouveau tassement en 1973, le nombre de gîtes augmente rapidement en 1974 et 1976 pour rester stationnaire en 1977 aux alentours de 23 000 gîtes (25 000 gîtes en 1978).

FIG. 176



En même temps que l'augmentation du nombre absolu de gîtes, le phénomène se diffusait largement sur l'ensemble du territoire national, affectant d'abord les régions les plus proches des foyers de création et ensuite les départements plus éloignés. A partir de l'Ardèche et des deux départements alpins, le mouvement a gagné vers le Nord (Isère, Puy-de-Dôme) puis a rapidement fait tâche d'huile vers l'Ouest (Aveyron, Tarn, Basses-Pyrénées) pour s'étendre à l'ensemble du Massif Central, du Bassin Aquitain et des Pyrénées. En 1976, la répartition des gîtes continue à traduire cette prépondérance du Sud-Est : 65 % des gîtes sont localisés au sud d'une ligne joignant grossièrement Bordeaux à Annecy. Certains départements ont su conserver leur place : l'Ardèche (3ème rang en 1956 avec trente-six gîtes) est au 3ème rang en 1976 avec 984 gîtes ruraux et communaux, alors que d'autres ont stagné comme les Alpes de Haute-Provence (2ème rang en 1956 avec 52 gîtes et 42 gîtes seulement en 1978).

Très rares sont les départements qui en 1977 ignorent les gîtes. Ils correspondent aux pays de grande culture du centre du Bassin Parisien (Eure-et-Loire), à certaines régions urbaines et industrielles (Nord, Région parisienne, Bouches-du-Rhône). Les Bouches-du-Rhône et le Nord enregistrent leurs premiers gîtes en 1978 (respectivement 20 et 6). En 1978, les gîtes ruraux sont présents dans quatre-vingt-cinq départements métropolitains.

- l'Ouest : un tard venu qui réussit son bond en avant
à partir de 1966

Au sein de cet ensemble national, l'Ouest occupe une place à part. C'est un tard venu : de 1955 à 1965, son poids dans l'ensemble français ne réussit pas à dépasser 1 %. Cela peut être attribué au retard enregistré dans le confort des maisons rurales de l'ensemble de l'Ouest. M. LICHOU, Directeur de la coopérative d'habitat rural du Finistère et des Côtes-du-Nord constatait lors du IVème Congrès national d'habitat

rural à Strasbourg en 1952 que 62 % des immeubles des Monts d'Arrée possédaient encore un sol en terre battue et que 84 % des immeubles des cantons littoraux du Finistère étaient dépourvus de tout confort.

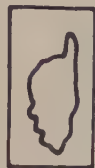
Le tableau ci-dessous traduit bien ce retard. A l'exception de l'électrification rurale de la Loire-Atlantique, tous les départements de l'Ouest sont en dessous des moyennes nationales et cela est particulièrement important pour l'eau courante. Les marges armoricaines où prédomine l'habitat groupé sont mieux équipées que les pays d'habitat dispersé. Les agriculteurs, les propriétaires ruraux étaient plus tentés de réaliser en priorité des équipements dans leur logement ou leurs dépendances agricoles que d'investir dans les gîtes ruraux. Le " Paysan breton " du 1-11-1950 se fait l'écho des protestations dirigées contre un maire finistérien qui équipait le bourg en adduction d'eau avec des crédits du Ministère de l'Agriculture alors que les fermes des villages n'étaient pas équipées. Le moment n'était pas venu de consacrer des crédits aux logements touristiques.

Tableau 112 : Inventaire de l'électrification rurale et des distributions rurales d'eau potable dans l'Ouest au 1-1-1954.

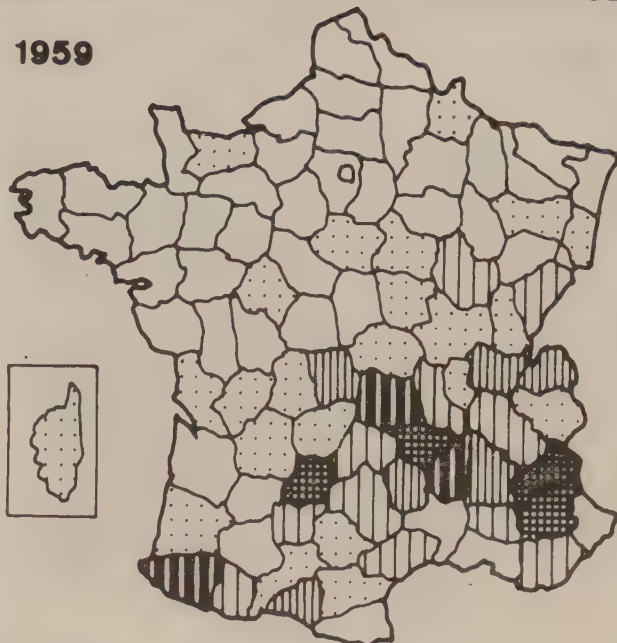
! départements	! % de pop. rurale!	! rang	! % de pop. rurale	!
!	! électrifiée	! départemental	! ayant eau potable	!
! Calvados	! 88	! 72	! 36,97	!
! Côtes-du-Nord	! 70	! 85	! 15,52	!
! Finistère	! 75,60	! 83	! 21,58	!
! Ille-et-Vilaine	! 53,85	! 89	! 15,89	!
! Loire-Atlantique	! 92	! 62	! 19,47	!
! Maine-et-Loire	! 80	! 81	! 23,88	!
! Manche	! 91	! 66	! 17,84	!
! Mayenne	! 64,50	! 88	! 12,56	!
! Morbihan	! 64,80	! 87	! 15,55	!
! Orne	! 84,20	! 77	! 20,39	!
! Sarthe	! 66	! 86	! 24,34	!
! Vendée	! 86,50	! 74	! 18,24	!
! FRANCE	! 91,5	!	! 41,13	!
!	!	!	!	!

Source : statistiques du Ministère de l'Agriculture - revue du Ministère de l'Agriculture, août 1955.

1956



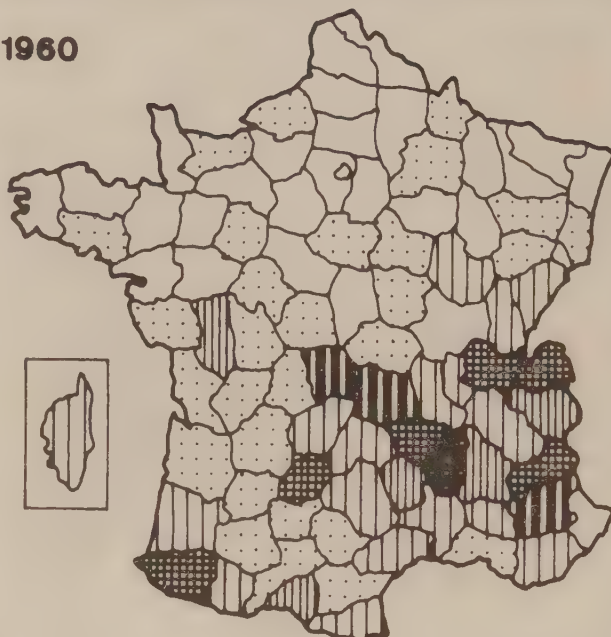
1959



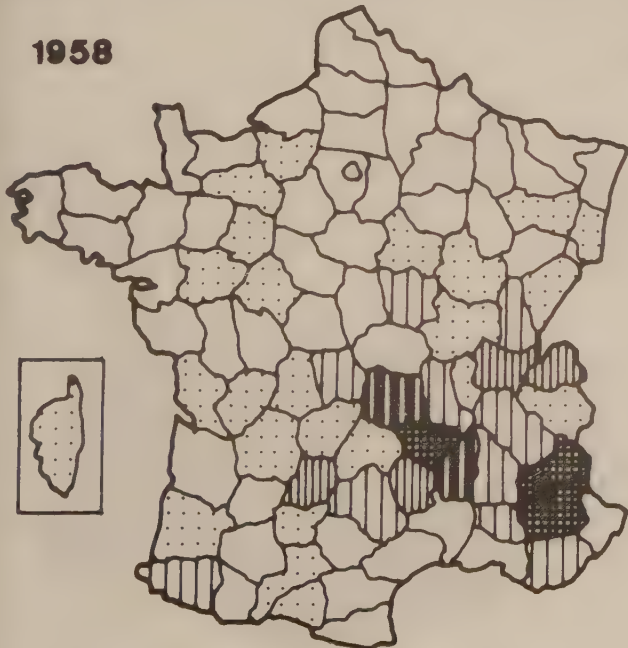
1957



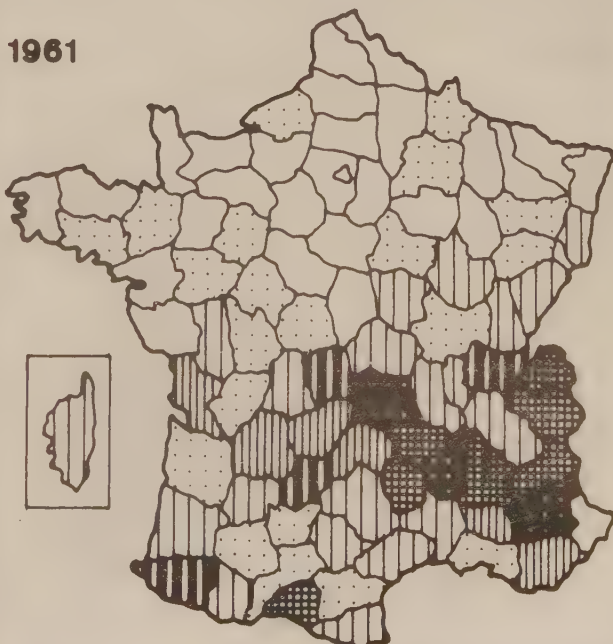
1960



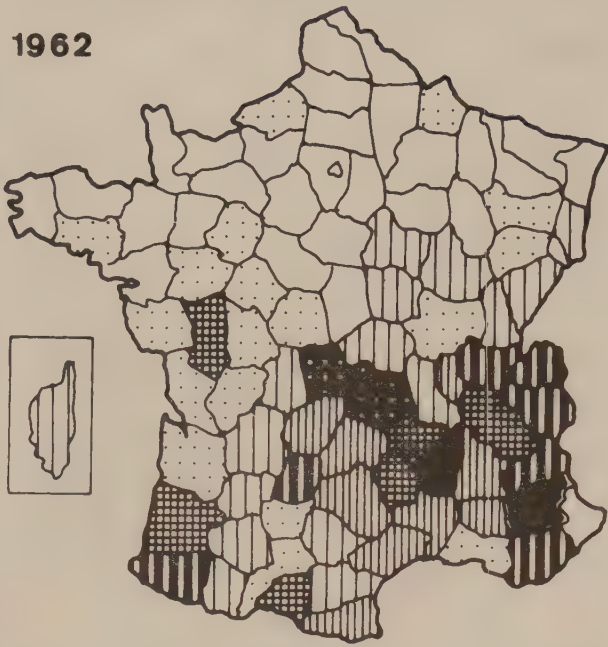
1958



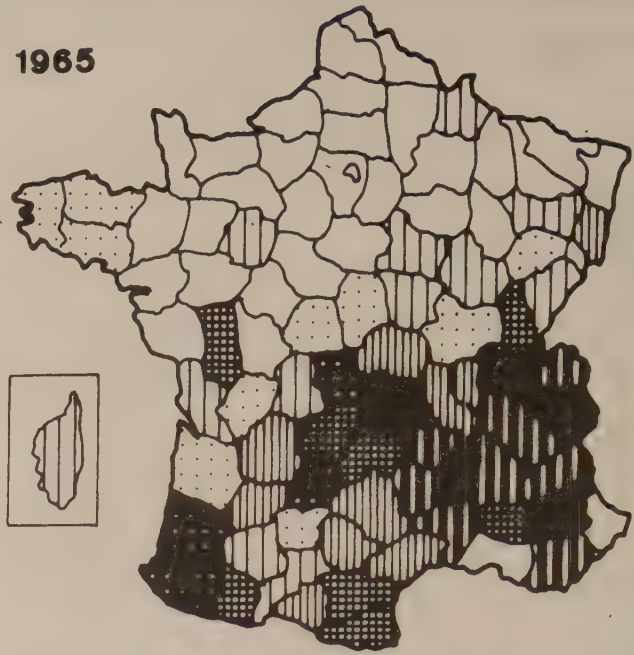
1961



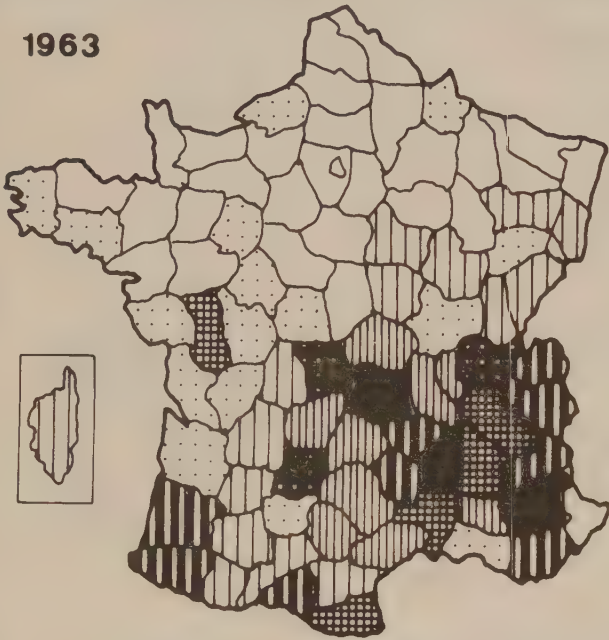
1962



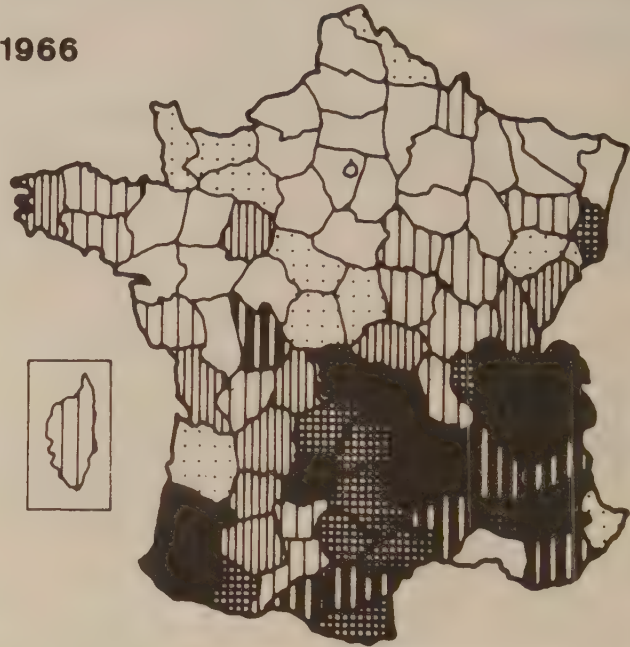
1965



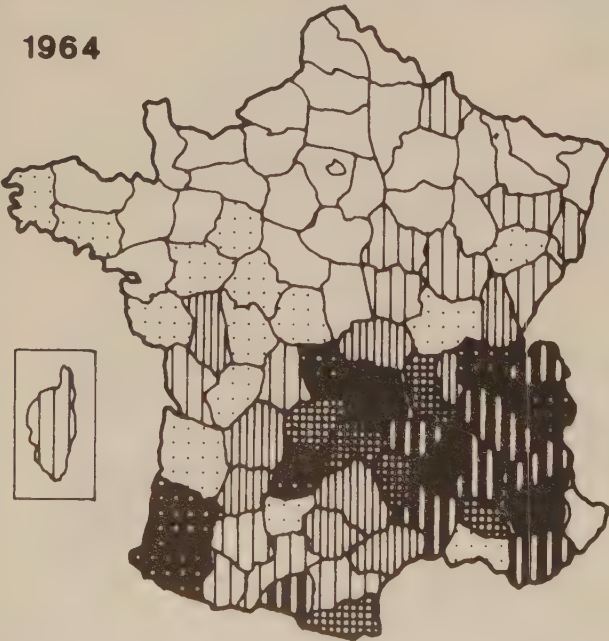
1963



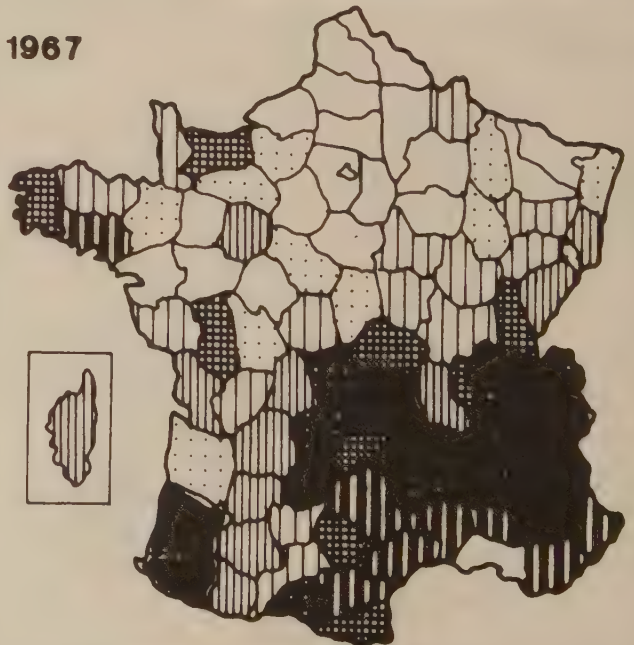
1966



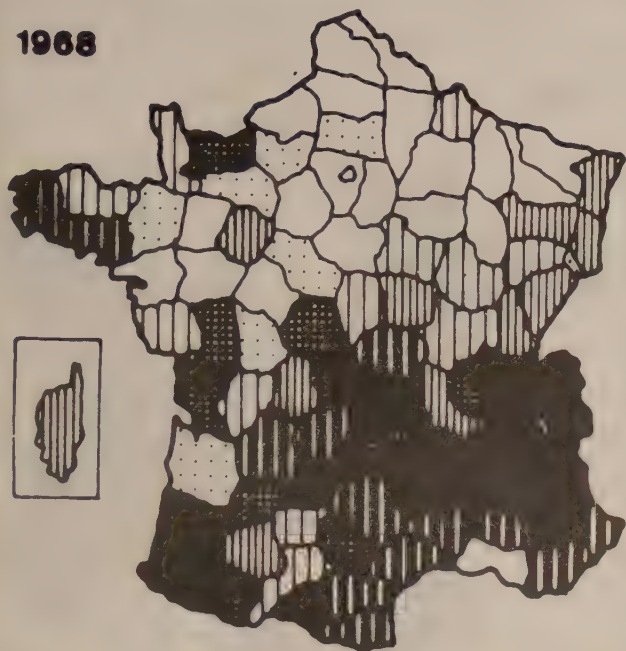
1964



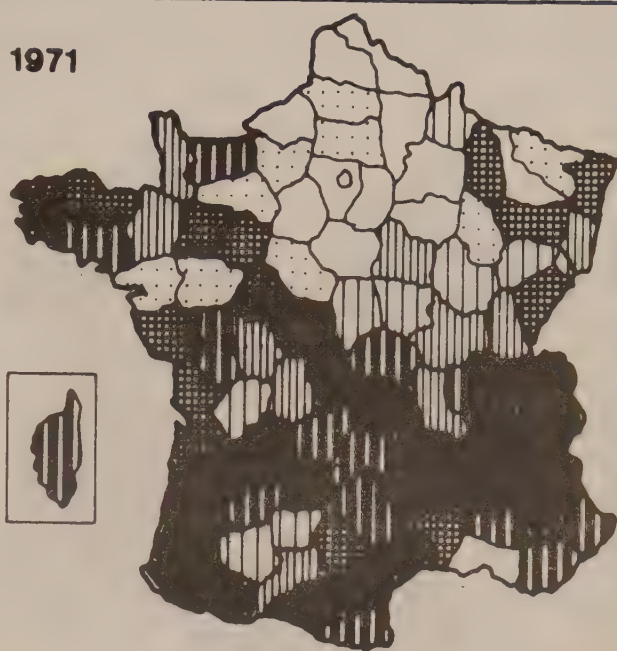
1967



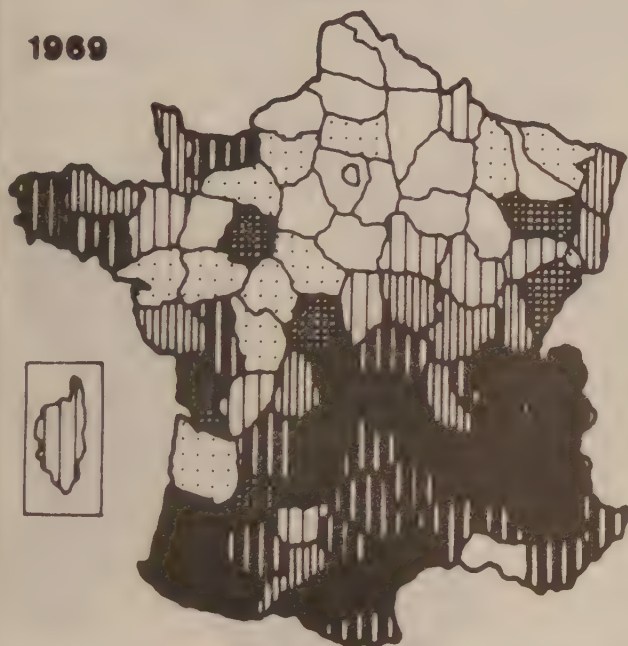
1968



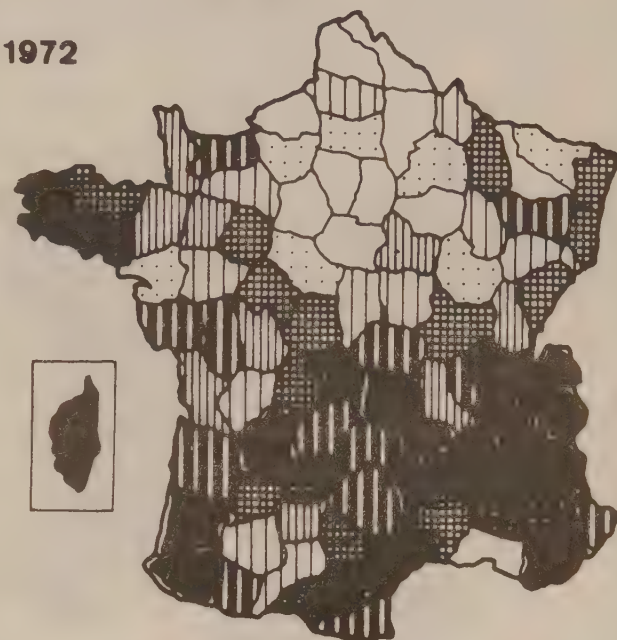
1971



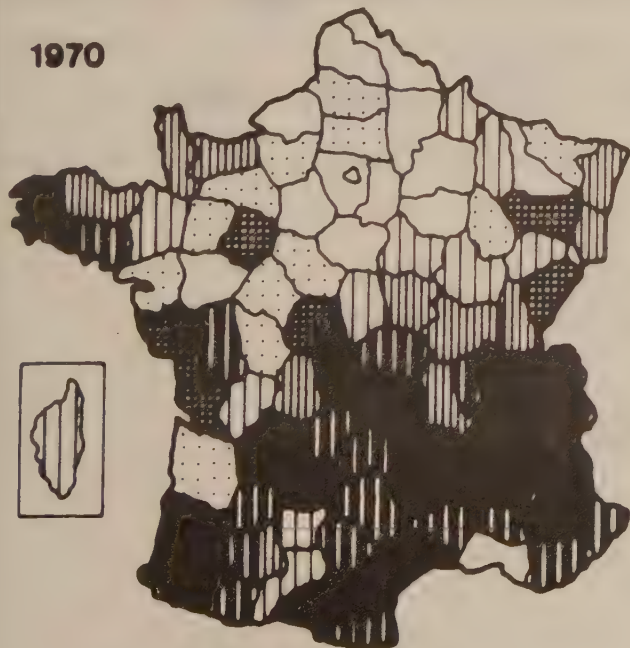
1969



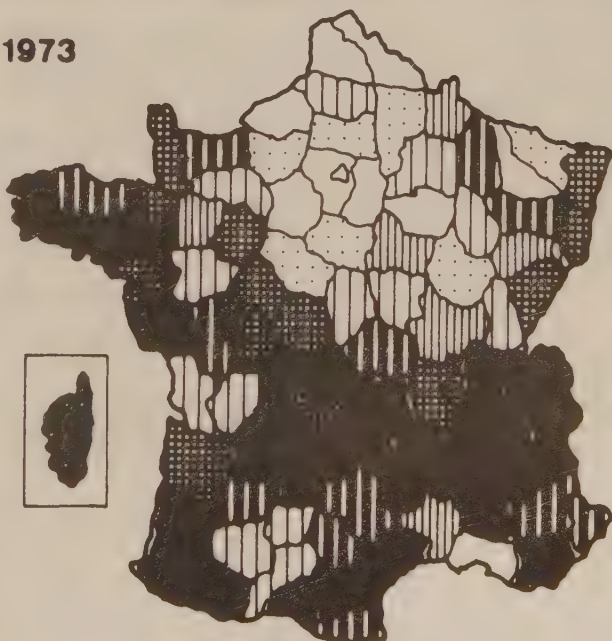
1972

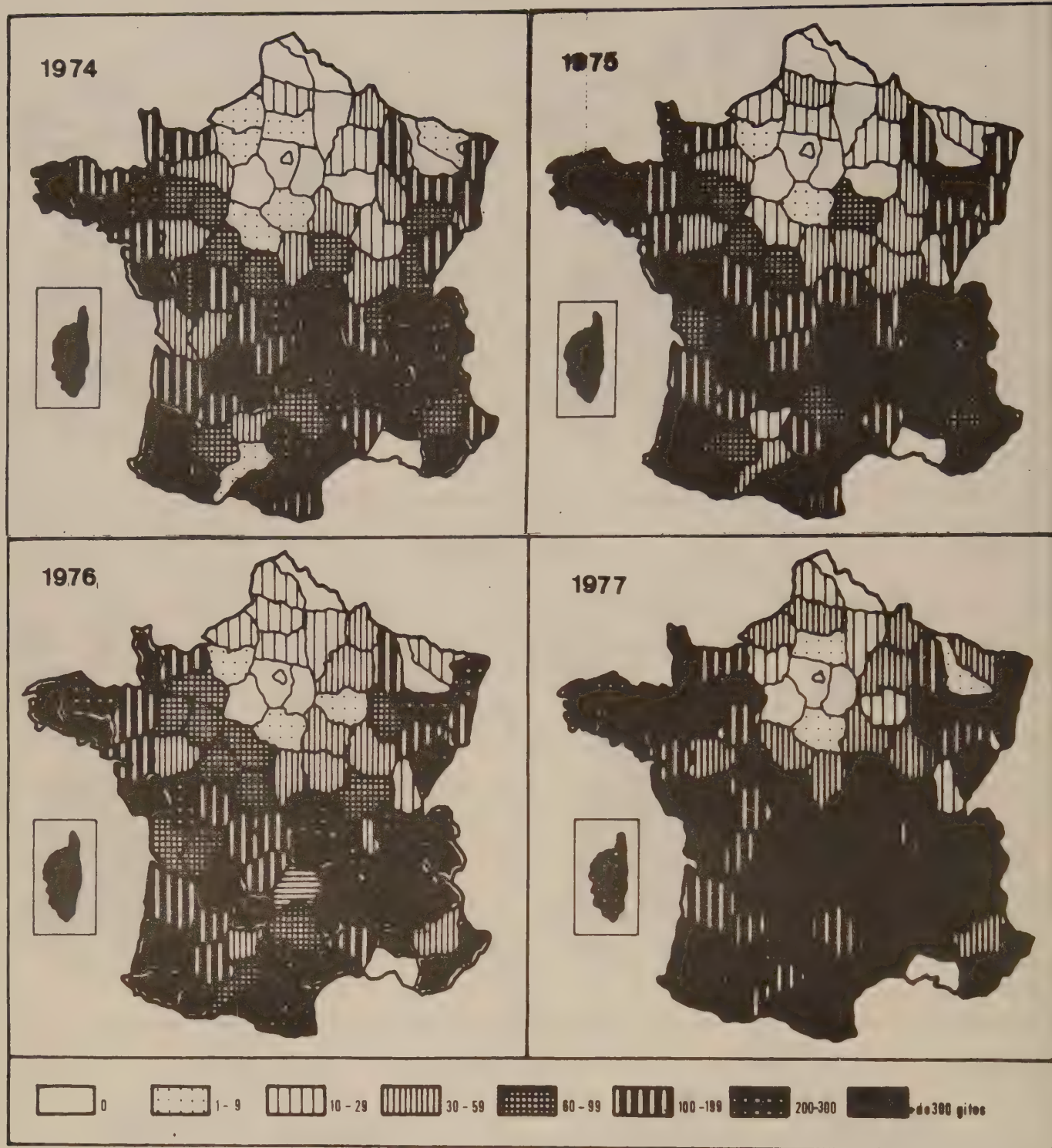


1970



1973





Diffusion des gîtes ruraux
en France (1956-1977)

FIG.177

Ce n'est qu'en 1966 que le mouvement des gîtes s'affirme véritablement dans l'Ouest. La période 1960-1965 fut celle de la gestation. En 1960, le Préfet du Finistère informa le Comité départemental d'habitat rural que le Ministère de l'Agriculture acceptait de réaliser une expérience dans le département et demandait de lui fournir une liste de candidats à l'aménagement d'un gîte. Un crédit spécial était débloqué permettant l'octroi d'une subvention de 30 % du montant des travaux avec plafond à 2 000 F. En 1961, la reconnaissance du Finistère comme département-pilote en matière de gîtes ruraux et l'octroi de crédits spéciaux pour le financement de vingt gîtes amplifièrent le mouvement, accéléré par l'extension après les manifestations agricoles de Morlaix, de la " zone d'action rurale " à trente-deux nouveaux cantons de Bretagne et de Loire-Atlantique en plus du Morbihan qui l'était déjà. Ce classement permit à l'Ouest de bénéficier de priorités dans les investissements publics et l'équipement touristique et de rattraper aussi son retard. La progression, attestée par la courbe d'évolution, est ensuite rapide. En 1976, avec 2 863 gîtes, l'Ouest pèse pour 13,50 % dans l'ensemble des gîtes de France. Le Finistère avec 653 gîtes homologués s'est hissé en peu de temps au sixième rang. En 1977, l'on compte 3 091 gîtes pour 3 258 en 1978 mais leur poids dans l'ensemble français reste stable (13,88 % en 1978).

Nous allons essayer de saisir cette originalité de l'Ouest également à travers l'analyse de la fréquentation.

2) Fréquentation des gîtes et place de l'Ouest

La Fédération nationale a procédé à une enquête de fréquentation d'octobre 1966 à septembre 1967 (18) : 4 054 gîtes répartis dans quinze régions de programme ont été analysés soit 50 % de l'ensemble des gîtes. 29 162 personnes ont été répertoriées. Les résultats nous sont précieux pour dégager les grands traits de la clientèle des gîtes et souligner la place occupée par les régions de l'Ouest représentées alors par la Bretagne et les Pays de la Loire. En 1967, les gîtes de l'Ouest représentaient 5,54 %

de l'ensemble des gîtes pour 4,71 % dans l'échantillon analysé.

- pourcentage des gîtes occupés par mois

Pour ces calculs, tout gîte loué même partiellement pendant le mois a été considéré comme occupé. Les mois de juin, juillet, août et septembre ont été individualisés. Les autres mois ont été regroupés. Pour l'ensemble, les résultats sont les suivants :

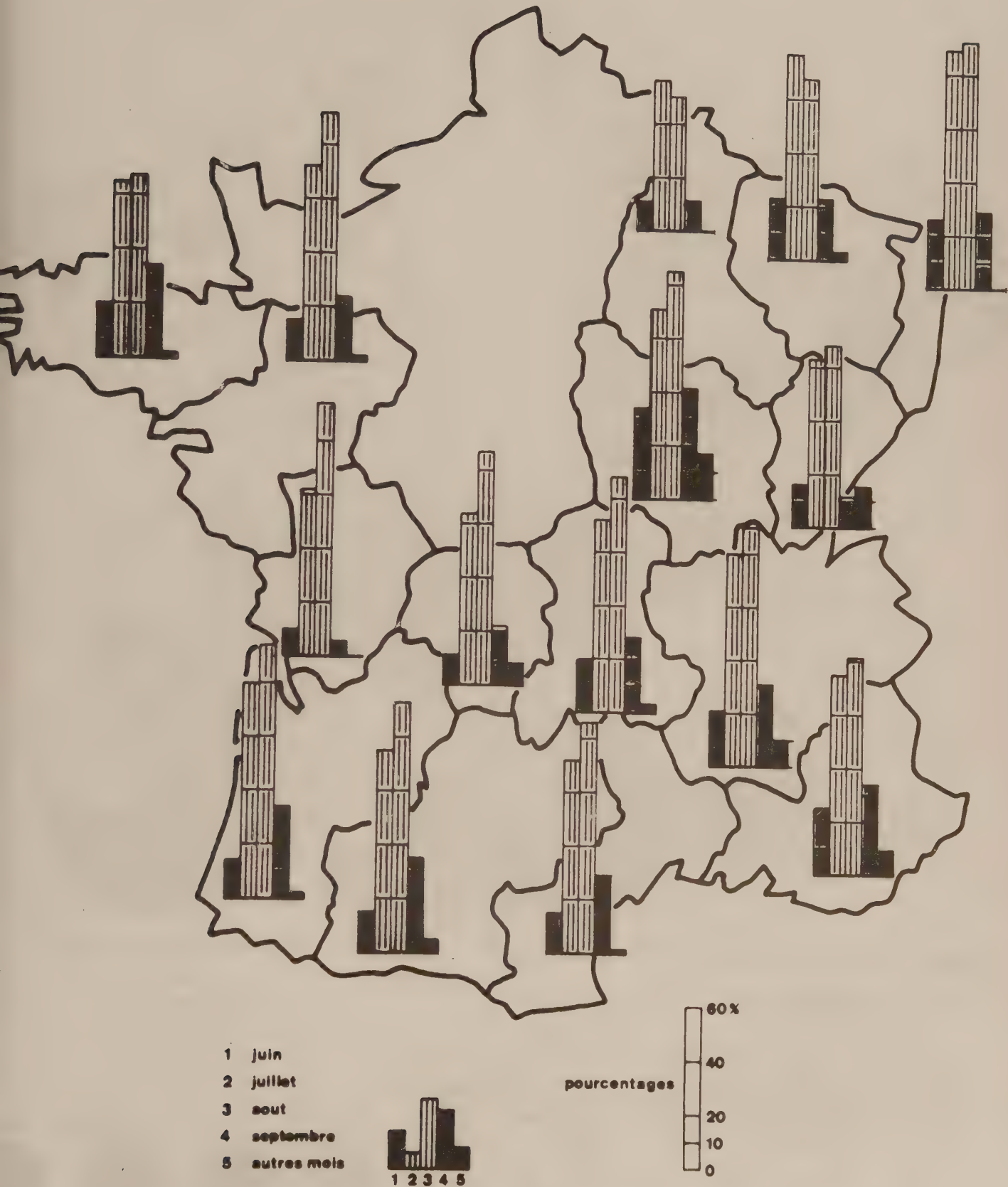
Tableau 113 : pourcentage des gîtes occupés par mois (67)

!	Mois	!	France	!	Bretagne	!	Pays de Loire	!
!	Juin	!	18,13	!	19	!	15	!
!	Juillet	!	74,66	!	65	!	72	!
!	Août	!	87,49	!	67	!	92	!
!	Septembre	!	30,99	!	34	!	24	!
!	Autres mois	!	6,15	!	2	!	1,5	!

Le taux d'occupation des gîtes est le plus élevé en août mais tous les gîtes n'en sont pas pour autant loués, notamment en Bretagne qui occupe une position intermédiaire moins favorable que celle des Pays de Loire (mêmes remarques pour juillet). En revanche, septembre voit plus du tiers des gîtes encore loués en Bretagne, ce qui la place au-dessus de la moyenne nationale. La double saison n'existe pas dans l'Ouest. C'est la conséquence d'un équipement insuffisant quant aux possibilités de chauffage toute l'année. La carte montre les bonnes performances des locations hivernales en Franche-Comté et dans la région Rhône-Alpes (15 à 17 % des gîtes loués).

FIG. 178

pourcentage des gîtes occupés pendant le mois

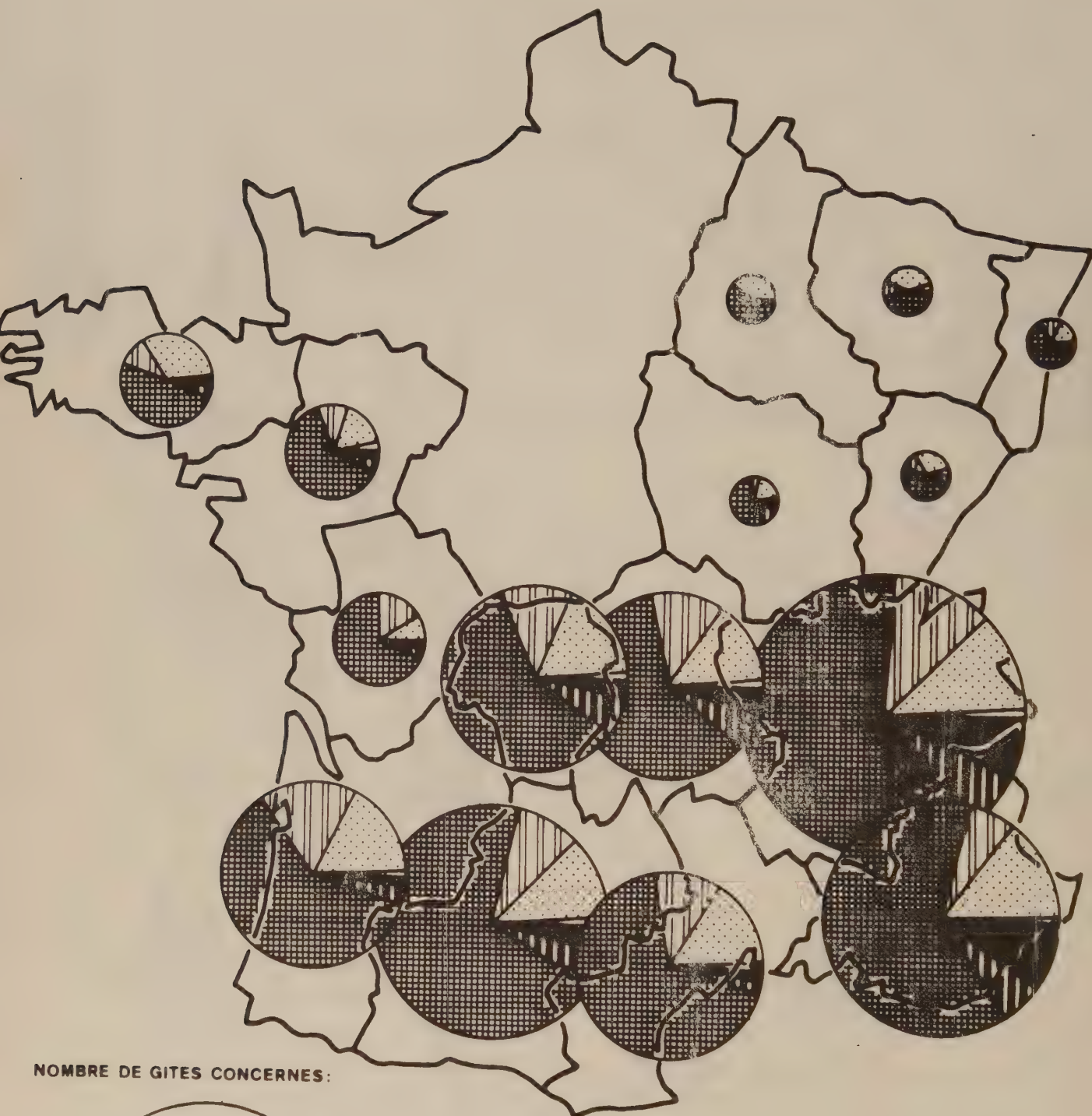


source: enquête statistique de la Fédération Nationale des Gîtes -1967-

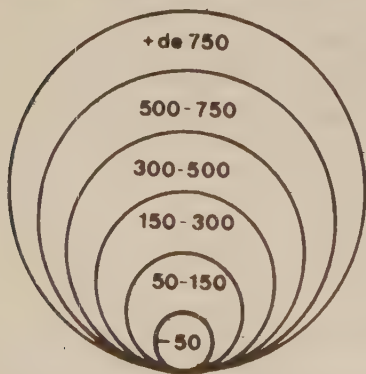
FIG. 179

Durée des séjours dans les gîtes de France

1967



NOMBRE DE GITES CONCERNES :



DUREE DES SEJOURS :

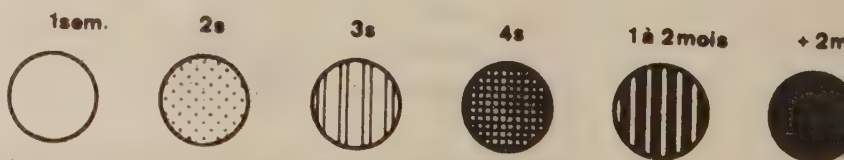
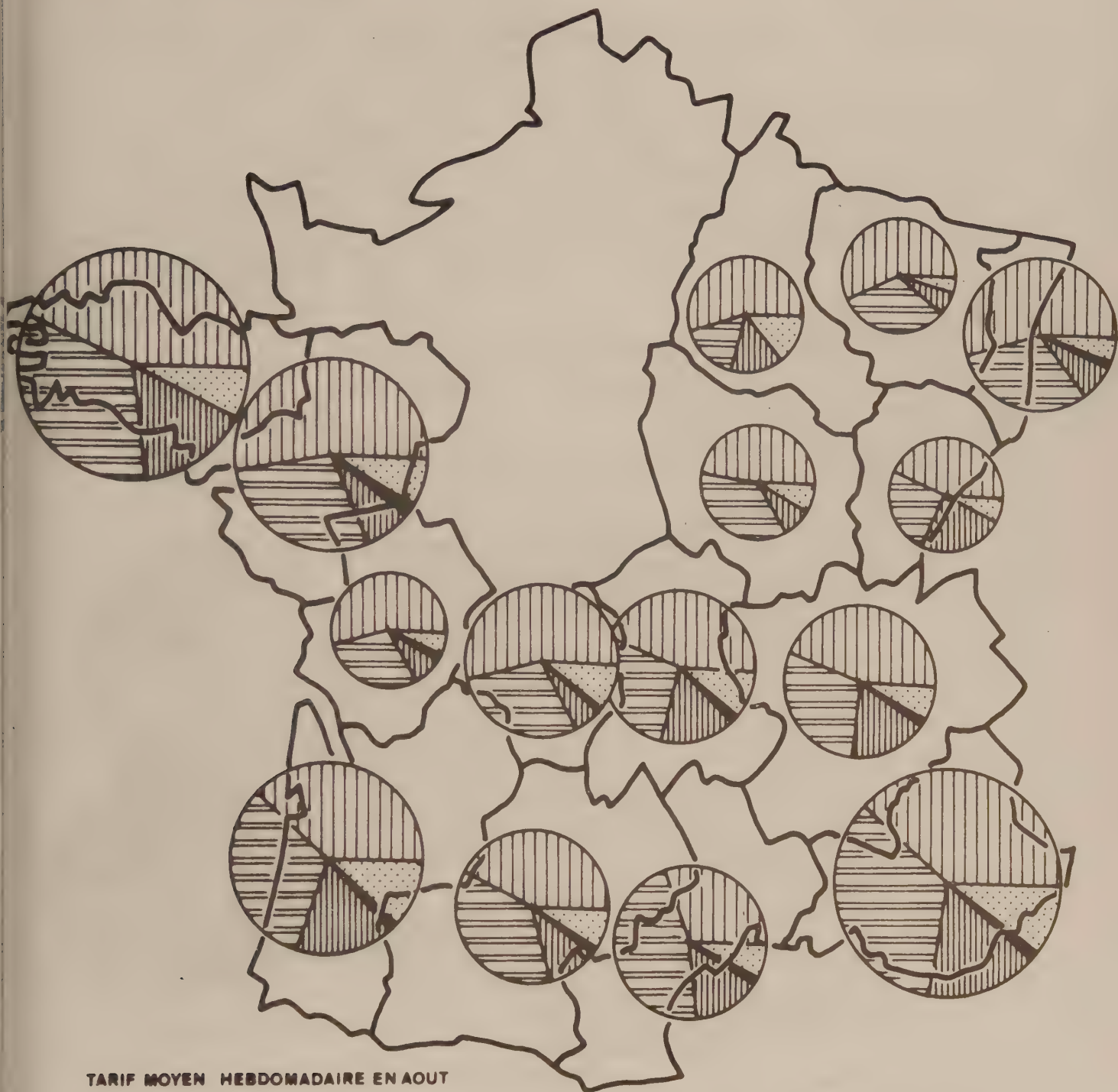
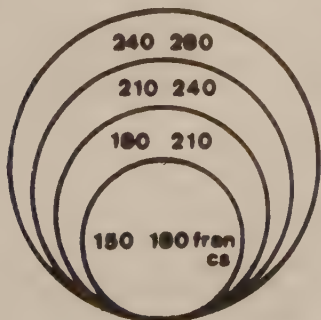


FIG. 180

Catégorie socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux



TARIF MOYEN HEBDOMADAIRE EN AOUT



CATEGORIES SOCIO PROFESSIONNELLES

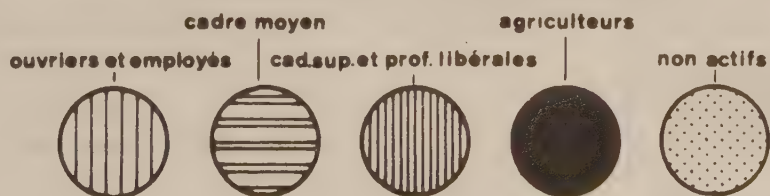
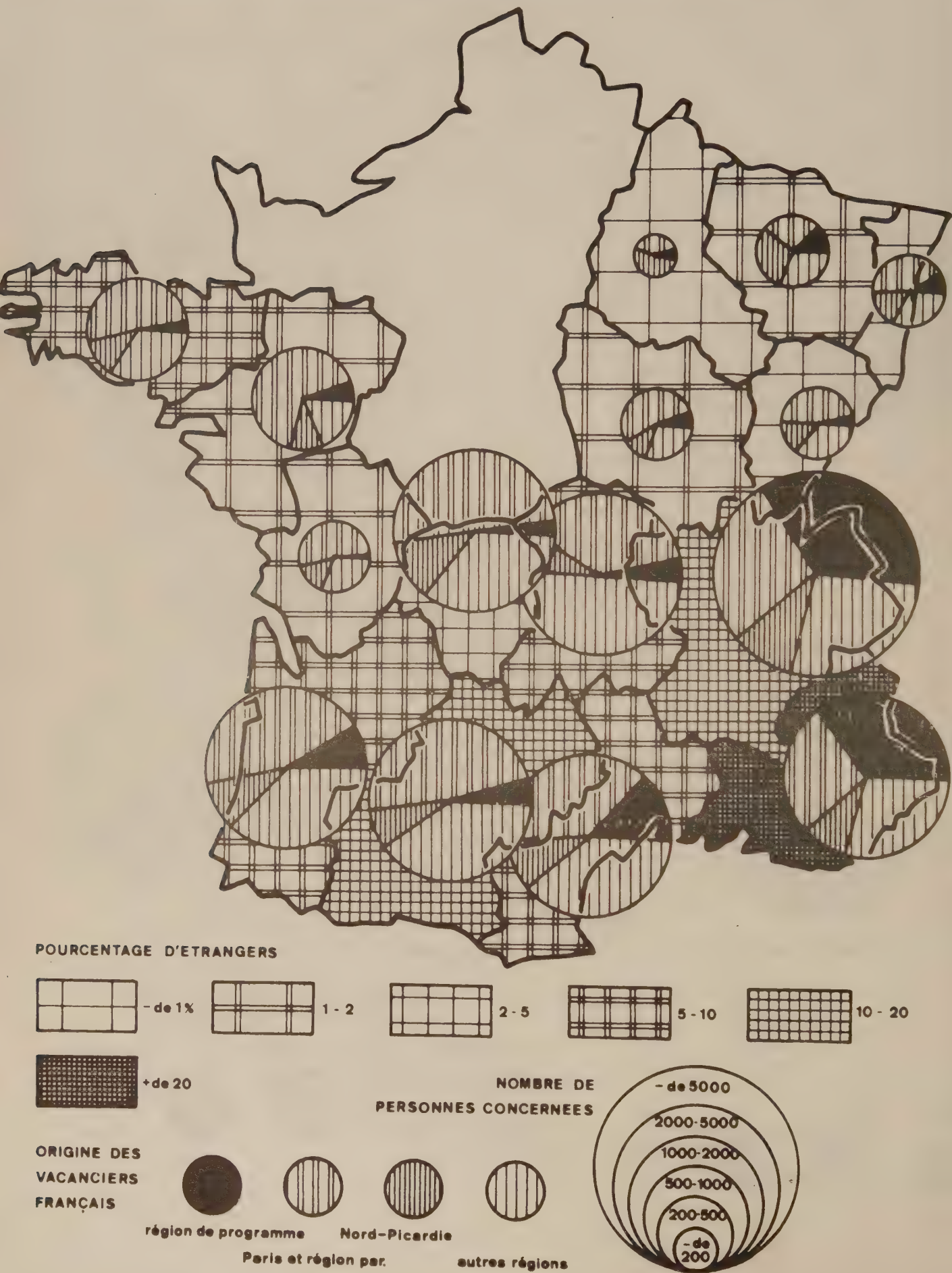


FIG. 181

Origine géographique des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux



- durée des séjours dans les gîtes

La majeure partie des gîtes est louée pour quatre semaines mais les locations pour deux semaines sont importantes. On peut noter la faiblesse des locations pour une semaine, qui est pourtant l'unité de base de location. En revanche, plus de 6 % des gîtes sont loués pour une durée supérieure à deux mois.

Le tableau et la carte permettent de préciser la place de l'Ouest par rapport au reste de la France.

Tableau 114 : durée des séjours dans les gîtes (1967) en %

! Durée !	! France !	! Bretagne !	! Pays de Loire !
! 1 semaine !	! 1,84 !	! 1,26 !	! 3,73 !
! 2 semaines !	! 13,84 !	! 30,96 !	! 18,66 !
! 3 semaines !	! 11,66 !	! 13,81 !	! 8,21 !
! 4 semaines !	! 61,63 !	! 48,53 !	! 61,19 !
! 1 à 2 mois !	! 5,74 !	! 4,18 !	! 5,22 !
! plus de 2 mois !	! 6,29 !	! 1,26 !	! 2,99 !

Les Pays de la Loire sont assez proches de la moyenne nationale. La Bretagne est davantage marquée par des séjours plus courts proches de ceux que l'on rencontre dans les gîtes de l'Est de la France.

- catégories socio-professionnelles des vacanciers hébergés dans les gîtes

Cette analyse rapprochée de celle des tarifs hebdomadaires moyens pratiqués en août est fort instructive et permet de mettre l'accent

sur un des problèmes des gîtes ruraux.

Cinq grandes catégories socio-professionnelles ont été distinguées.

Tableau 115 : Fréquentation des gîtes et catégories socio-professionnelles (1967 - 1973).

! catégories ! socio-professionnelles, !	France 1967	France 1973	Bretagne 1967	Pays de Loire - 67	!
! ouvriers et employés !	43,15	34	41,02	53,47	!
! cadres moyens !	32,50	33,6	37,18	28,71	!
! cadres supérieurs ! prof. libérales !	15,49	24	21,36	6,93	!
! agriculteurs !	0,70	1	0,01	1,98	!
! non actifs !	8,16	7,4	7,41	8,91	!

Les gîtes ruraux semblent de plus en plus être l'hébergement touristique des cadres moyens et même supérieurs. Les ouvriers et les employés ne représentaient en 1967 que moins de 45 % des personnes hébergées et leur poids s'est amenuisé entre 1967 et 1973. Les agriculteurs qui prennent des vacances ne semblent guère être attirés par ce type d'hébergement. Dès 1967 en Bretagne, les classes moyennes et supérieures occupaient déjà une place nettement plus importante que dans les Pays de Loire et très voisine de celle qu'elles occupent dans une région comme la Provence-Côte d'Azur. La carte montre d'ailleurs assez bien le lien qui existe entre la structure en catégories socio-professionnelles et le tarif hebdomadaire moyen. C'est en Bretagne que les gîtes ruraux sont les plus chers. L'hébergement en gîte rural n'est pas spécifiquement celui d'un " tourisme social ".

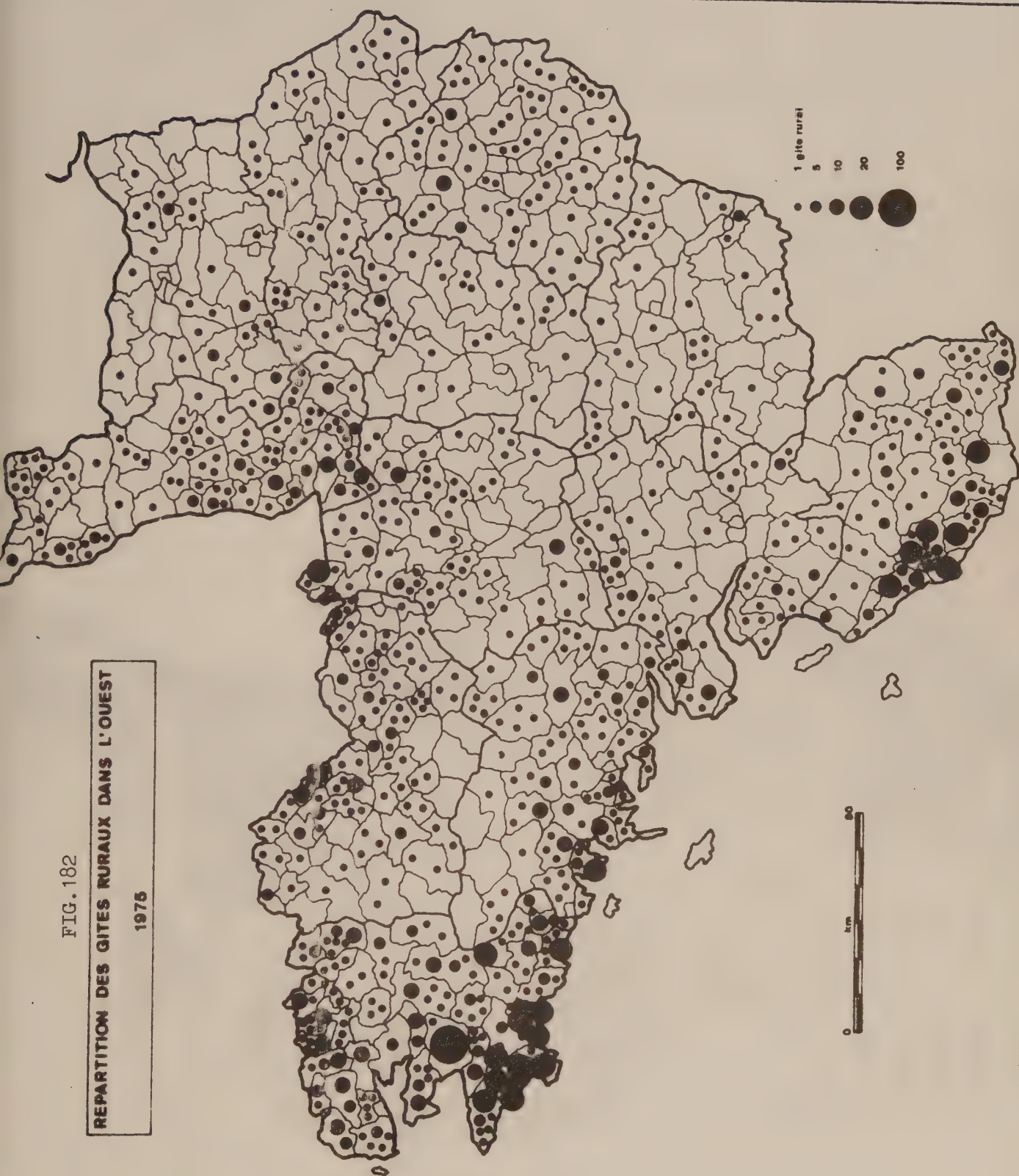
- origine géographique des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux

Par rapport à la place des vacanciers originaires de Paris et

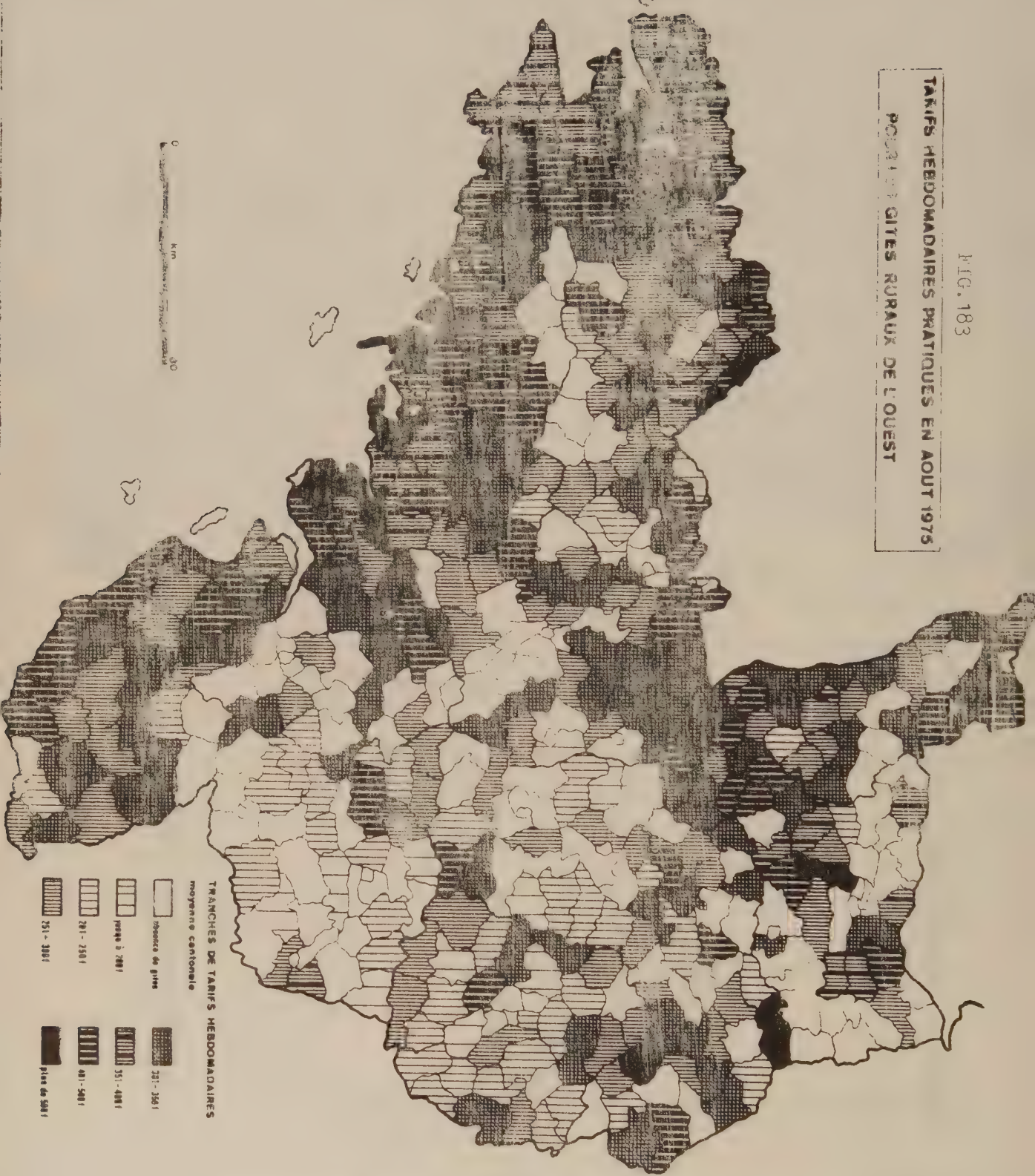
FIG. 182

REPARTITION DES GITES RURAUX DANS L'OUEST

1975



TARIFS HEBDOMADAIRES PRATIQUES EN AOUT 1975
POUR LES GITES RURAUX DE L'OUEST



de la Région parisienne dans l'ensemble des gîtes (38 %), l'Ouest est caractérisé par un rôle encore plus fort de ces mêmes vacanciers. Nous y voyons la conséquence de l'exode rural et de la proximité de Paris, pour la Sarthe notamment.

Les gîtes de l'Ouest appartiennent à la grande famille des Gîtes de France et en ont les caractéristiques d'ensemble. Ils se singularisent par une origine plus tardive et par un développement spectaculaire, surtout dans les départements littoraux (Finistère, Morbihan, Vendée). Peu armés pour la double saison, fréquentés essentiellement par une clientèle d'été, avec des séjours sensiblement plus courts que dans les autres gîtes français, ils sont surtout en Bretagne des hébergements chers, réservés plus qu'ailleurs aux classes moyennes et supérieures.

D - La répartition des gîtes ruraux dans l'Ouest en 1973-1975

Trois cartes vont nous permettre de préciser les principales caractéristiques des gîtes ruraux dans l'Ouest de la France.

La première présente la répartition des gîtes en 1975 : elle montre l'omniprésence des 2 527 gîtes recensés qui sont présents dans nos douze départements. C'est une des conséquences des efforts entrepris pour la promotion du " Tourisme vert ". En 1975, tous les départements de l'Ouest étaient dotés d'un relais des gîtes de France.

Néanmoins, diffusion des gîtes dans l'ensemble de l'Ouest ne signifie pas uniformisation. Des contrastes importants apparaissent : une grande marge sépare les 672 gîtes finistériens des 31 gîtes mayennais. Leur répartition n'obéit pas à des règles simples. Elle est dans l'ensemble assez fidèle à la fréquentation touristique d'été et le contraste majeur est ici encore celui qui oppose les campagnes profondes à celles proches de la mer, les côtes nord à celles du sud, l'est à l'extrême-ouest.

Pourtant des littoraux proches des grandes concentrations urbaines et où la vie touristique est intense, comme ceux du Calvados et de Loire-Atlantique sont peu marqués alors que les gîtes sont assez nombreux dans des cantons intérieurs : le gîte rural est une oeuvre individuelle qui peut être la réponse à des causes fortuites et surtout à une volonté de promotion de cette forme particulière d'hébergement. Une analyse plus détaillée de la répartition des gîtes apparaît nécessaire.

- un ensemble se dégage à l'Est et correspond en gros à la Sarthe, l'Orne, l'est de la Mayenne, le nord du Maine-et-Loire. Là les gîtes sont assez uniformément répartis sans grande concentration. On peut noter cependant leur nombre plus grand dans les cantons de Beaumont-sur-Sarthe, Bonnétable et Sillé-le-Guillaume.

- au nord, les deux départements normands sont marqués par un contraste net inverse de celui rencontré dans les régions bretonnes et vendéennes. La côte du Calvados est presque vide, les concentrations littorales affectent des secteurs assez limités (Nord-Est et Nord-Ouest du Cotentin, littoral de la Manche de Saint-Malo-de-la-Lande à Sartilly). En revanche, l'intérieur est nettement mieux fourni, particulièrement dans le Sud-Manche. Il faut y voir la conséquence de la politique de rénovation rurale : 4 gîtes dans la Manche en 1971 mais déjà 21 en 1972, 41 en 1973, 83 en 1974. C'est en octobre 1971 qu'un animateur a été nommé dans la zone Sud-Manche (arrondissement d'Avranches et canton de Villedieu-les-Poêles). Le développement des gîtes dans le canton de Gavray est lié à la mise en place d'un S.I.V.O.M. dont le but est le développement et l'aménagement touristique.

- En Bretagne, le trait dominant est la double opposition entre Haute et Basse-Bretagne d'une part et Nord et Sud de l'autre. En Ile-et-Vilaine, les gîtes sont surtout concentrés dans des communes littorales ; leur présence dans l'intérieur est liée aux zones tests de Combourg-Tinténiac, Pleine-Fougères, du Pays de Vilaine. Une amorce de concentration existe dans le nord-est du département autour de Saint-Brice-en-Coglès.

Le développement des gîtes ruraux dans les Côtes-du-Nord est aussi récent qu'en Ile-et-Vilaine. C'est surtout à partir de 1967 que

le mouvement s'affirme (19 gîtes en 1968 et 84 en 1972). La plupart des premiers gîtes ont été créés dans le milieu rural et, petit à petit, les créations ont essaimé vers le littoral. En 1975, la concentration la plus forte correspond au secteur Plouha-Etables-Plélo qui a vu se créer les premiers gîtes de tout l'Ouest. On peut remarquer la bande de Gouarec à Saint-Brieuc où les gîtes sont assez nombreux et qui sépare deux secteurs presque vides.

Le Finistère est incontestablement le département de l'Ouest où les gîtes ont connu le plus fort et le plus rapide développement. Assez tard venu (officiellement le premier gîte qui figure à l'annuaire date de 1963 et on en compte encore trois en 1965), il a réussi en peu d'années à se hausser au niveau national : dixième rang en 1972, quatrième en 1975. Il est caractérisé par une forte concentration des gîtes dans les communes littorales et sublittorales (101 gîtes dans le canton de Châteaulin, 44 gîtes à Plomodiern, 23 gîtes à Pouldreuzic) et par un contraste particulièrement net entre le littoral nord et celui du sud malgré un développement rapide des gîtes dans le nord du Finistère entre 1970 et 1972 (24 à 78 gîtes). L'intérieur presque vide en 1973 a été lui aussi touché par les gîtes (canton de Scaer notamment où à Querrien a été homologué le premier gîte figurant à l'annuaire en 1963). Un seul canton, celui de Ploudiry, n'a pas de gîte en 1975.

Le Morbihan est en quelque sorte le symétrique des Côtes-du-Nord. Le Nord-Ouest est pratiquement vide alors que les fortes concentrations se rencontrent sur le littoral autour du golfe du Morbihan et entre Lorient et Erdeven. L'Est du département inclus dans la zone des Pays de Vilaine, a connu un développement récent et assez fort (Malestroit, Rochefort-en-Terre).

Les gîtes de Loire-Atlantique sont surtout présents dans le Nord-Ouest du département (zone des Pays de Vilaine) et dans le canton de Guérande. Par contre, les cantons littoraux de part et d'autre de l'estuaire de la Loire sont pratiquement vides. L'implantation des gîtes y est très récente. Le premier gîte homologué à l'annuaire ne date que de 1970 (canton de Missillac).

En Vendée, l'on retrouve une forte concentration littorale

avec quand même une présence des gîtes non négligeable dans le Centre et le Sud du département. Le Nord-Est vendéen prolongé par les Mauges est vide. Il faut remonter jusqu'en la vallée de la Loire pour retrouver une certaine concentration au demeurant modeste dans un département où le développement des gîtes est très récent.

La seconde carte exprime les tarifs hebdomadaires pratiqués en août 1975 (moyenne cantonale), c'est-à-dire au moment où les prix sont les plus élevés. Nous retrouvons les mêmes contrastes que précédemment. Les secteurs littoraux où les gîtes sont les plus nombreux sont ceux également où les tarifs sont les plus élevés. La coïncidence est particulièrement nette sur les côtes de Vendée, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, où les tarifs hebdomadaires dépassent 400 F et même fréquemment 500 F. Le Sud-Ouest finistérien est un peu en retrait avec les tarifs moyens compris entre 350 et 400 F. Cette coïncidence est d'autant plus significative que la moyenne résulte dans les cantons littoraux de l'analyse d'un nombre élevé de gîtes. L'intérieur en revanche est bien moins cher et cela se révèle particulièrement net pour la Sarthe, la Mayenne, le Maine-et-Loire. Néanmoins, même dans l'intérieur, certains tarifs sont élevés et atteignent le niveau des prix pratiqués habituellement sur la côte. C'est le cas de plusieurs gîtes de l'Orne. Ainsi à Canapville, à 23 km de Lisieux, un gîte de caractère classé 3 épis, 3 chambres, cuisine, eau chaude, salle de séjour indépendante, salle de bains, WC, cheminée décorative en service, terrasse, se louait 650 F la semaine en 1975.

Comme pour le nombre total de gîtes, on peut remarquer également une dégradation progressive du littoral vers l'intérieur particulièrement nette en Bretagne.

La troisième carte a été établie en 1973 (19) par rapport au nombre de propriétaires. Nous avons distingué les gîtes privés à la ferme, au sens précédemment défini, des autres gîtes privés et des gîtes communaux. Nous avons tenu compte également du domicile des propriétaires ventilés en cinq classes : commune, département, autres départements de la région de programme, Paris et Région parisienne, autres régions françaises.

FIG. 184

REPARTITION DES GITES RURAUX SELON LE DOMICILE DES PROPRIETAIRES (1973)



domicile des propriétaires :

- commune
- département
- autres départements de la région
- Paris et régions parisiennes
- autres régions françaises

nombre de gîtes par propriétaire :

1	2 et 3	4 et 5	6 et plus
△	△	△	△
○	○	○	○
□	□	□	□
gîtes privés à la ferme	gîtes privés à la ferme	gîtes privés à la ferme	gîtes privés à la ferme
autres gîtes privés	autres gîtes privés	autres gîtes privés	autres gîtes privés
gîtes communaux	gîtes communaux	gîtes communaux	gîtes communaux

799 propriétaires ont été recensés. Les gîtes communaux sont très peu nombreux en 1973 (0,75 % du nombre de propriétaires). Gîtes à la ferme et autres gîtes se répartissent assez également avec respectivement 50,25 et 49 % du nombre de propriétaires. Les gîtes ruraux ne sont pas la seule expression d'un tourisme pris en mains et organisé par les agriculteurs. Comme pour les analyses précédentes, les chiffres globaux cachent d'importantes nuances régionales que l'on peut mieux préciser à l'aide du tableau ci-dessous.

Tableau 116 : Nombre de propriétaires selon les types de gîtes ruraux en 1973

! Départements	! gîtes privés	!	autres gîtes	!	gîtes	!	total!
!	à la ferme	!	privés	!	communaux	!	!
!	(1)	(2)	!	(1)	(2)	!	!
! Côtes-du-Nord	! 13	15	!	74	85	!	87 !
! Finistère	! 176	68	!	83	32	!	259 !
! Ille-et-Vilaine	! 36	54,5	!	29	44	!	66 !
! Loire-Atlantique	! 14	45	!	16	52	!	31 !
! Maine-et-Loire	! 6	33	!	11	61,5	!	18 !
! Manche	! 32	60,5	!	19	36	!	53 !
! Mayenne	! 3	27	!	8	73	!	11 !
! Morbihan	! 38	51,5	!	36	48,5	!	74 !
! Orne	! 11	52	!	10	48	!	21 !
! Sarthe	! 18	36	!	32	64	!	50 !
! Vendée	! 55	42,5	!	74	57,5	!	129 !
!	!		!			!	!
! TOTAL	! 402	50,31	!	392	49,06	!	799 !
!	!		!			!	!

(1) en nombre absolu

(2) en pourcentage

C'est dans le Finistère que la position des agriculteurs est la plus forte : ils sont deux fois plus nombreux que les autres propriétaires de gîtes. On peut voir là le rôle du relais des gîtes étroitement lié à la chambre d'agriculture ce qui n'est pas le cas des départements comme la Sarthe et le Maine-et-Loire. La carte traduit une assez forte interpénétration des deux types de gîtes dans l'Ouest de la France. Les agriculteurs ont pris des initiatives dans les bourgs et les villages des bords de mer de même que les autres ruraux ont su créer des gîtes dans les campagnes de l'intérieur.

191 propriétaires sur 799 ont leur domicile dans une commune différente de celle où se trouve leur gîte (23,90 %). Pour la plupart, (109 cas), il s'agit de propriétaires domiciliés dans le même département et même fréquemment dans la commune voisine. Il s'agit en ce cas d'une valorisation d'un patrimoine familial. M. F., exploitant agricole, 58 ans, 38 ha, domicilié à Kernével, un bourg à 4 km à l'est de Rosporden, héberge chez lui son parrain célibataire âgé de 75 ans. Ce dernier fait donation d'un " penty " et des terres (6 ha) à Melgven, commune limitrophe au sud de Kernével. A sa mort, le " penty " est transformé en gîte rural. Parfois, des propriétaires domiciliés dans des communes de l'intérieur et ayant l'habitude des gîtes en aménagent d'autres dans des communes littorales où les conditions de location sont meilleures. Deux propriétaires de Plélo aménagent ultérieurement des gîtes à Etables-sur-Mer.

27 propriétaires sont domiciliés au chef-lieu de département. Le contexte semble différent. Il s'agit davantage de créations de gîtes à usage de résidence secondaire. On retrouve cette même tendance pour les propriétaires domiciliés dans le reste de la région de programme (11 cas). M. G., chauffeur magasinier, 36 ans, domicilié à Saint-Brieuc, construit à Kerflech en Plouha une maison neuve à usage de résidence secondaire (20) en 1972. " Cette maison a été construite pour nos vacances personnelles ; au bout de deux ans, nous avons envie d'aller plus loin ; nous l'avons donc inscrite aux Gîtes de France. Un des " chefs " de mon mari avait lui-même inscrit sa résidence secondaire située dans un bois aux Gîtes de France et il en était très content ".

20 propriétaires habitent Paris ou la région parisienne et 24 d'autres régions françaises. Les motivations sont plus variées : à la préoccupation de la résidence secondaire s'ajoute davantage le souci de l'investissement notamment pour les créations en bordure de mer. En outre, dans bien des cas, il s'agit de préparer par le biais du gîte rural, l'installation définitive après la retraite. Comme pour la résidence secondaire, le gîte rural est ici aussi le négatif de l'exode rural. M. F. ingénieur domicilié à Versailles après avoir transformé un rendez-vous de chasse en maison de vacances à Bouessay-en-Mayenne aménage un logement de garde-chasse en gîte rural et crée ainsi le premier gîte de la Mayenne. Ses motivations : " avoir dans notre patrimoine une maison de campagne de plus pour un de mes quatre enfants. C'est une bonne formule, on loue une partie du temps de vacances, on l'utilise pour soi et sa famille le reste du temps ".

Les 799 propriétaires possèdent 1 258 gîtes soit une moyenne de 1,57 par propriétaire. 35 en possèdent au moins quatre ; 27 ont leur gîte dans le Finistère. Huit seulement de ces trente-cinq propriétaires ont leur gîte dans des cantons de l'intérieur. Là encore, le contraste est fort avec le littoral : les gîtes y sont plus nombreux, plus chers et les propriétaires n'hésitent pas à y faire des investissements plus conséquents.

Il apparaît nécessaire après cette analyse statique à un moment donné (1973-75) d'examiner la manière dont s'est faite la diffusion des gîtes ruraux. La répartition des gîtes en 1975 dans l'Ouest de la France est en effet le résultat d'un cheminement qu'il nous appartient de préciser.

E - Etude de la diffusion des gîtes dans l'Ouest de la France

1) les sources utilisées et leurs problèmes

Le dénombrement des gîtes a été effectué à partir des annuaires pour la période 1964-73. Pour l'année 1964, nous avons recensé tous les gîtes créés antérieurement. A partir de ce dépouillement long et fastidieux, nous avons dressé dix cartes cumulatives en considérant que le gîte créé à une date donnée ne disparaissait plus ensuite. En réalité, la confrontation systématique des dix éditions permet de constater que certains gîtes sont irrégulièrement inscrits. Ils disparaissent une année, puis réapparaissent un ou deux ans plus tard. Cette inscription à éclipse est cependant quantitativement limitée et concerne surtout les premières années de l'existence des gîtes, alors que les relais départementaux étaient encore balbutiants.

Il faut rappeler également pour l'interprétation des cartes que la date d'inscription à l'annuaire pour un gîte ne correspond pas toujours exactement à sa date de création et qu'il existe parfois un léger décalage. Il faut de plus manier les indications fournies par les annuaires avec une certaine prudence car au fil des années le même gîte peut changer de nom de propriétaire ou plus souvent de dénomination dans la localisation. On tend à donner l'adresse postale et non pas le nom de la commune où se trouve le gîte. Cette prudence alliée à l'examen des additifs par année nous a cependant permis de dresser une série de cartes représentatives du processus de diffusion des gîtes.

2) les aspects de la diffusion dans l'espace

- 1964 : quelques foyers essentiellement intérieurs

En 1964, le nombre de gîtes dans l'Ouest est encore très peu nombreux : moins d'une quarantaine. Trois remarques nous paraissent fondamentales pour bien saisir en quelque sorte le point de départ des gîtes :

- s'il existe notamment dans le Calvados et l'Orne des gîtes isolés, plusieurs foyers se dégagent dans la Sarthe, les Côtes-du-Nord,

REPRESENTATION CARTOGRAPHIQUE DU NOMBRE
DE GITES, CUMULATIF PAR ANNEE DE 1964 à 1973

FIG. 185 A NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1964



NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1965

FIG. 185 B

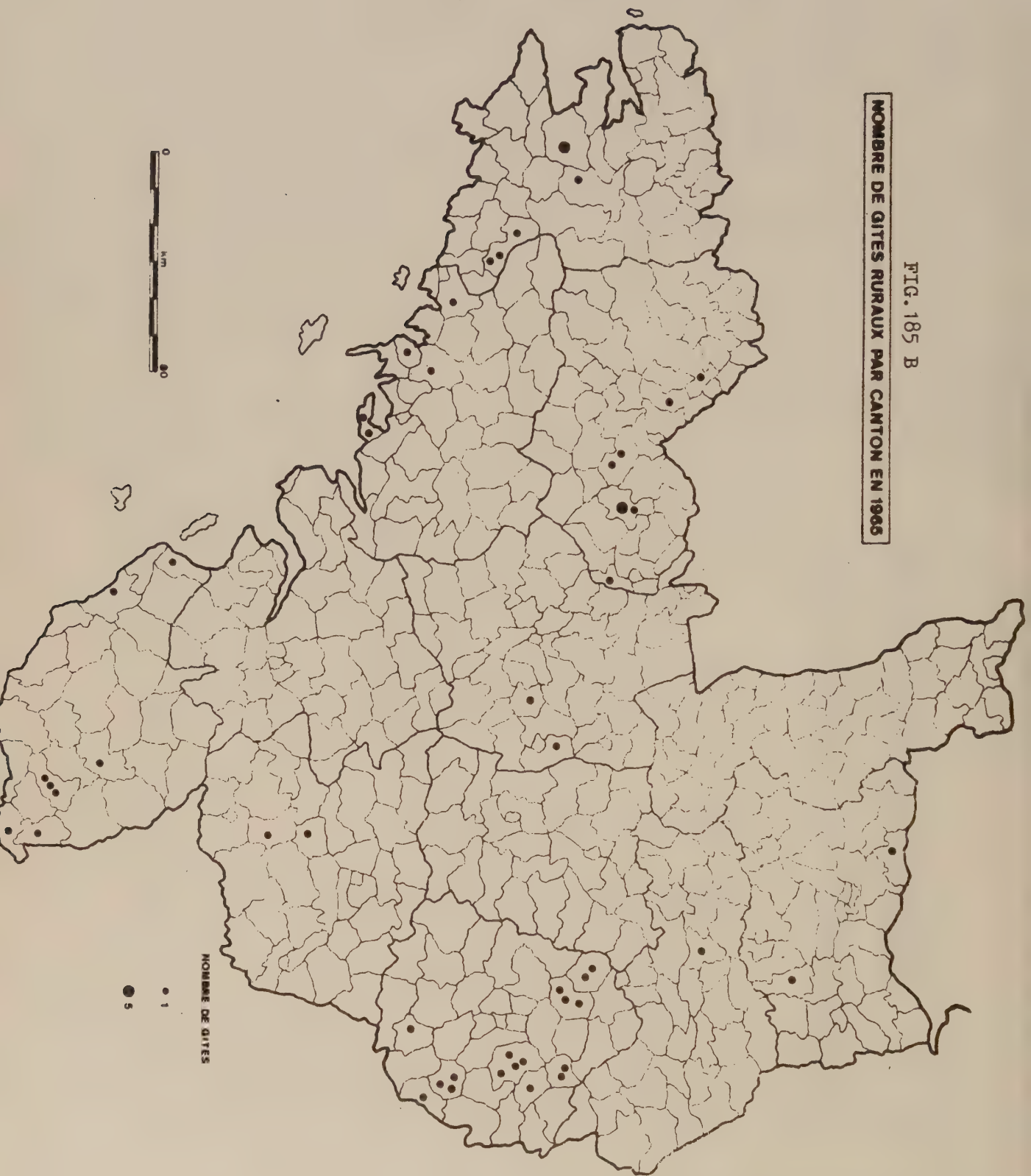


FIG. 185 C

NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1966



NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1967

FIG. 185 D

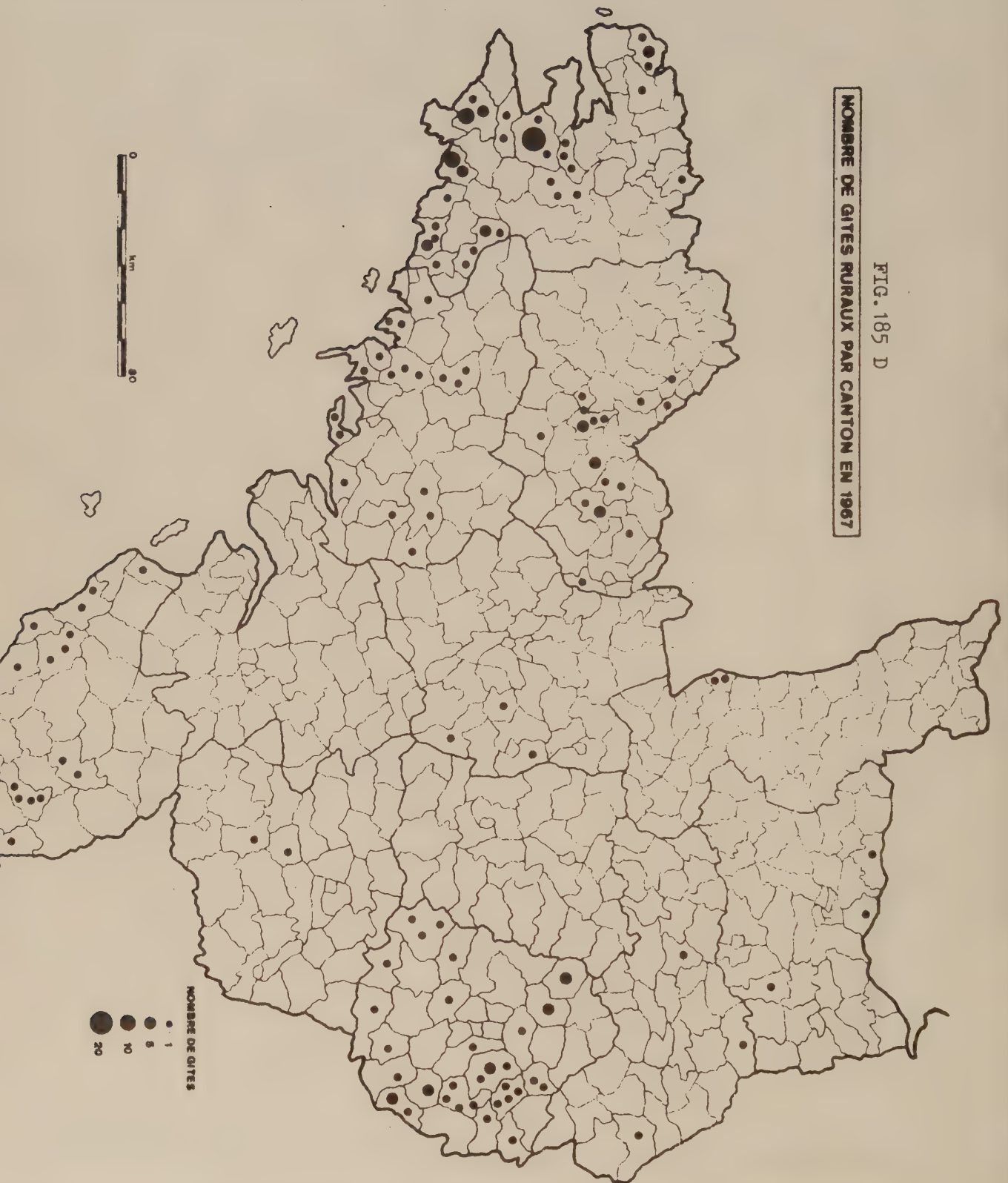


FIG. 185 ■

NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1986



NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1969

FIG. 185 F

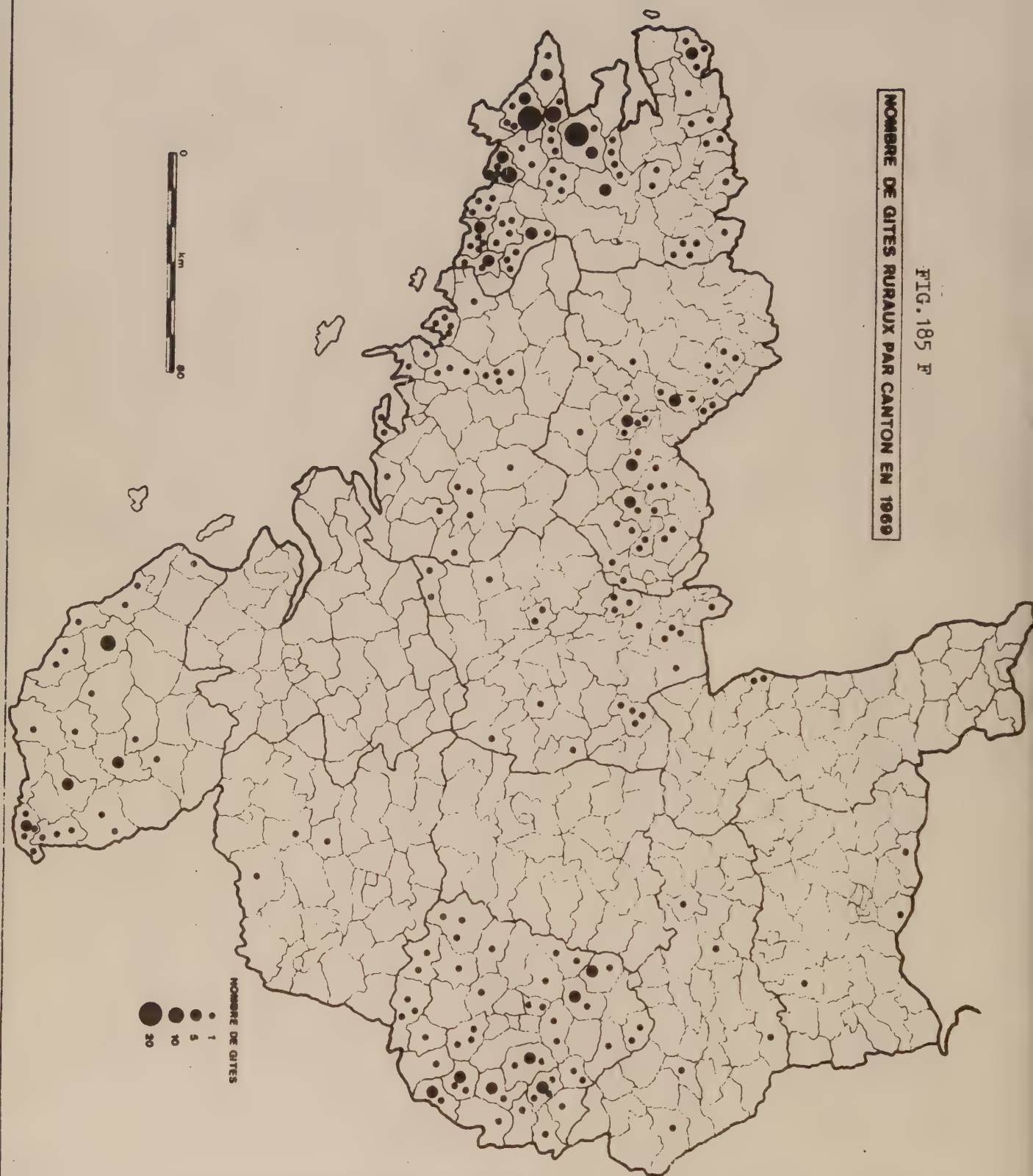


FIG. 185 G

NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1970



FIG. 185 H
NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1971

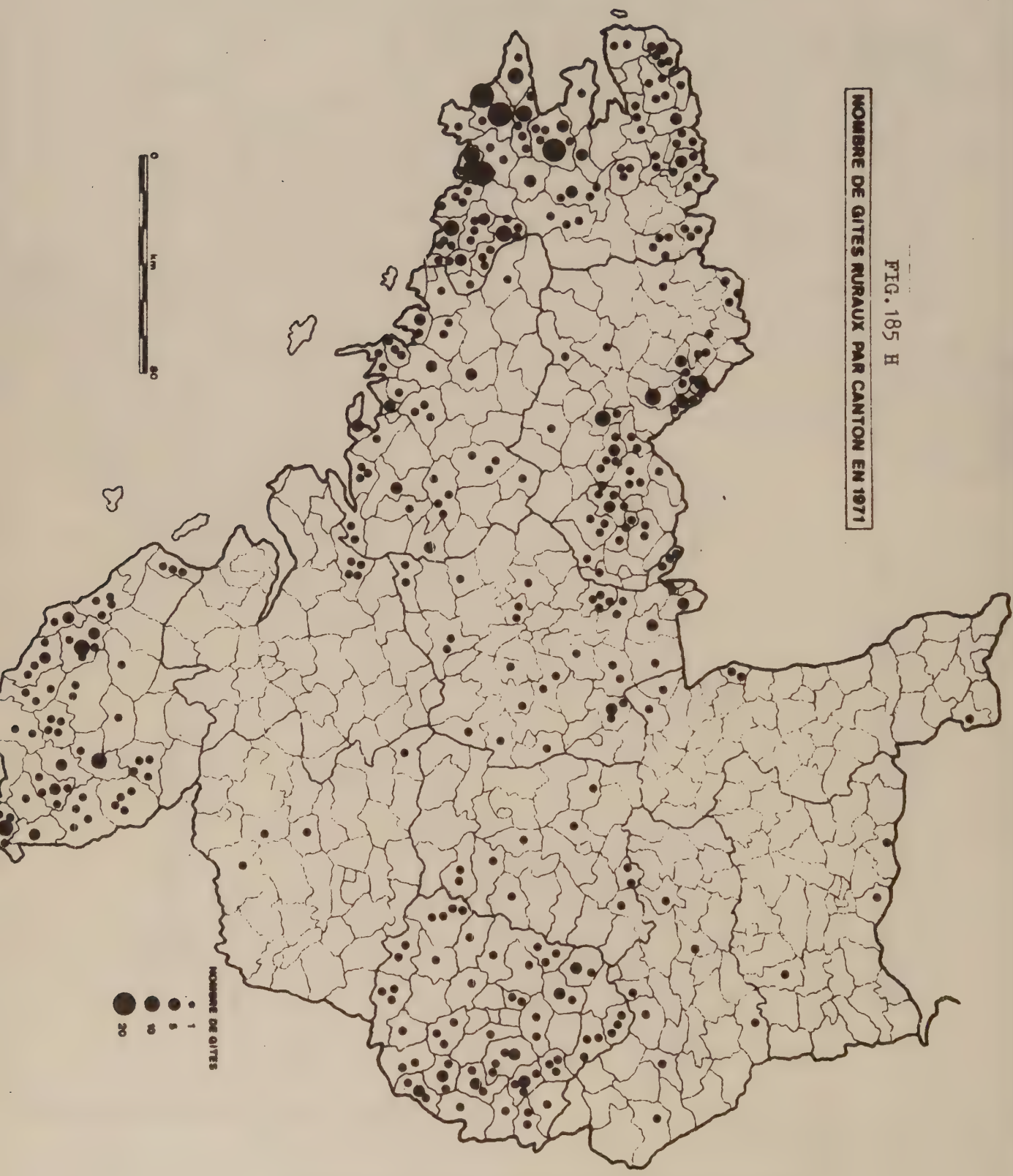


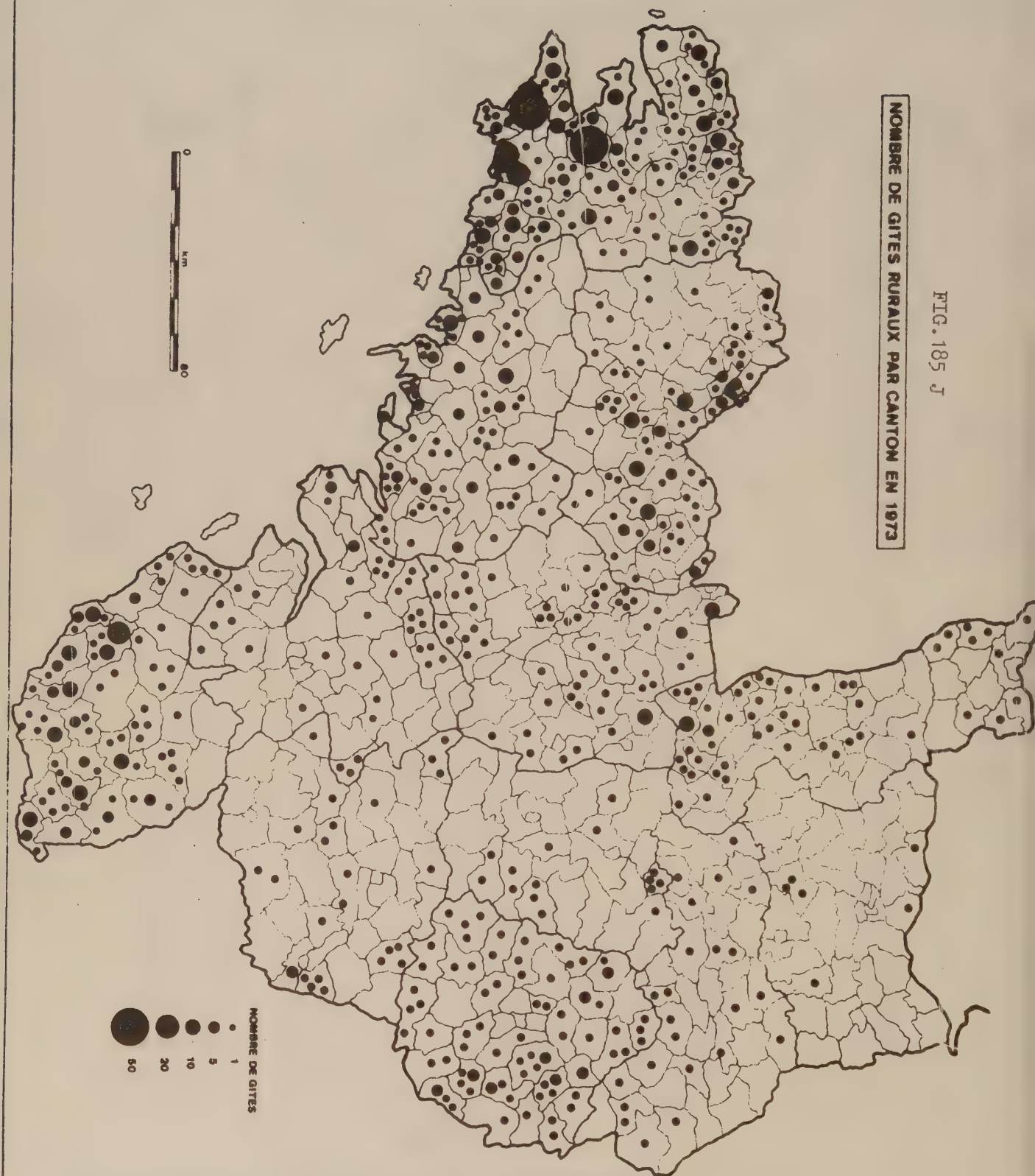
FIG. 185 I

NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1972



FIG. 185 J

NOMBRE DE GITES RURAUX PAR CANTON EN 1973



le Finistère, le Morbihan, la Vendée ;

- les foyers sont assez étroitement localisés (cantons de Bonnétable et Grand Lucé dans la Sarthe, Jugon et Moncontour dans les Côtes-du-Nord, Scaer dans le Finistère et le Sud-Est de la Vendée) ;

- A l'exception de quelques rares gîtes créés au bord de la mer, la grande majorité de ceux qui existent en 1964 se situe dans des cantons ruraux de l'intérieur.

- les premiers temps de la diffusion : un bourgeonnement à partir des foyers initiaux.

L'examen de la série de cartes permet de constater que les foyers initiaux dans les premiers temps du développement des gîtes ont joué le rôle d'épicentres à partir desquels les gîtes allaient se multiplier. La croissance spatiale des gîtes dans les Côtes-du-Nord est particulièrement démonstrative : le mouvement progresse nettement de l'Est vers l'Ouest, gagnant d'abord les cantons de Lamballe et Ploeuc-sur-Lie et ceux de Lanvollon (1966). Il faut attendre 1969 pour observer une nouvelle poussée qui se marque essentiellement à la périphérie immédiate des foyers précédents vers l'Est (Caulnes et Plélan-le-Petit), le Sud (Loudéac et Gouarec) et l'Ouest (Pontrieux).

L'examen de la croissance des gîtes vendéens aboutit à la même constatation. C'est par épaissement à partir du Sud-Est vers l'Ouest et du Nord-Ouest vers le Sud, que s'est faite la diffusion des gîtes dans ce département. Dans la Sarthe, la supériorité des cantons orientaux et plus particulièrement de l'axe Bonnétable - Le Grand Lucé est restée une constante jusqu'en 1975. Le développement des gîtes morbihannais s'est opéré à partir d'un foyer constitué dès 1964 de Pont-Scorff à Sarzeau et d'un autre qui apparaît en 1966 dans le secteur La Gacilly-Malestroit.

- les seconds temps de la diffusion : une croissance tous azimuts.

Malgré la présence des gîtes dès 1964 dans certains cantons,

le développement y resta longtemps très limité. Malgré deux gîtes dès 1964 dans l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire et le Calvados, il faut attendre respectivement 1968, 1972, 1973 pour voir un mouvement important se dessiner. Dans ces développements plus tardifs, le rôle des foyers initiaux apparaît beaucoup plus limité. La diffusion se fait d'une manière plus anarchique et dans toutes les directions. Il n'y a plus cette lente maturation à partir d'un ou deux foyers initiaux, mais une création qui touche des cantons très éloignés les uns des autres dans le même département. Cela est particulièrement net pour le Maine-et-Loire, l'Ille-et-Vilaine mais aussi la Mayenne et la Manche à partir de 1972 et la Loire-Atlantique à partir de 1973. C'est que les impulsions ont changé. L'initiative individuelle a fait place aux initiatives départementales, l'âge des pionniers est terminé, celui des animateurs arrive.

- de 1964 à 1973 : un retournement de la situation au profit des campagnes proches de la mer

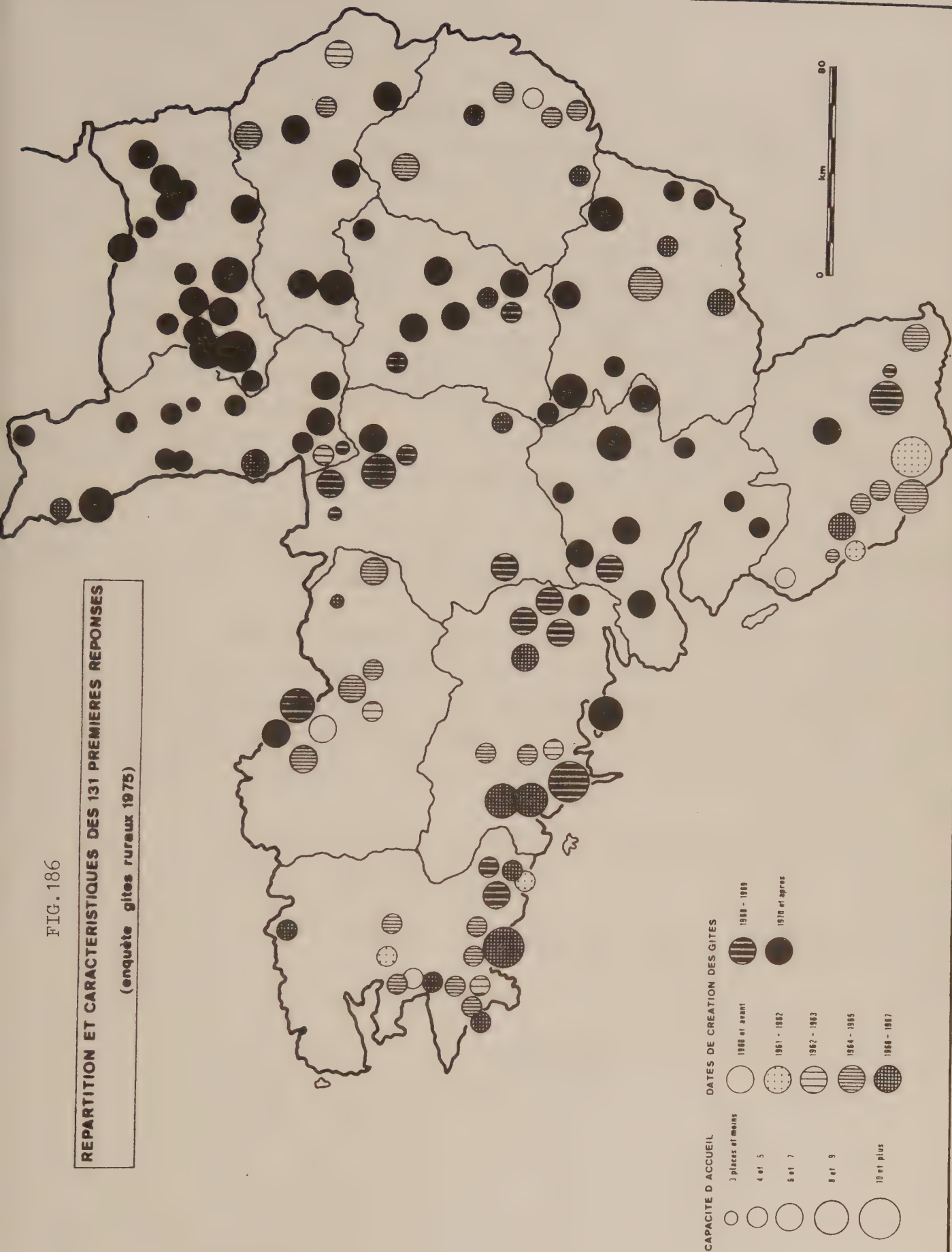
Si les gîtes sont nés surtout dans l'intérieur, la suprématie de ce dernier est remise en question, à partir de 1970. D'une part, les départements sans contact avec la mer se développent moins vite que les départements littoraux, même pour la Sarthe qui bénéficiait pourtant d'une rente de situation bien assurée. D'autre part, au sein même des départements littoraux, la croissance des gîtes dépend essentiellement de la proximité de la mer. L'intérieur de la Bretagne est presque vide encore en 1972 alors que les cantons littoraux sont très densément occupés.

Le Finistère a été marqué dès le départ par un contraste majeur entre le Sud et le Nord. Les gîtes y sont surtout développés au sud d'une ligne Scaer-Chateaulin mais ce sont les cantons littoraux du nord qui se sont développés à partir de 1967 bien avant que le mouvement ne s'implante dans l'intérieur où il reste de toute manière limité.

Le développement des gîtes accompagne dans une certaine mesure la concentration touristique qui affecte les littoraux. Le phénomène

FIG. 186

REPARTITION ET CARACTERISTIQUES DES 131 PREMIERES REPONSES
(enquête gîtes ruraux 1975)



s'est encore accru entre 1970 et 1975. Des cantons littoraux pendant longtemps peu touchés par les gîtes connaissent un développement rapide (Guérande, Saint-Jean-des-Monts).

L'étude de la répartition des gîtes et de leur diffusion a permis de souligner quelques grands contrastes. Il nous faut maintenant approfondir davantage cette analyse en insistant sur les types d'influence qui ont conduit à la création des premiers gîtes et les réactions qui ont suivi, favorables au développement ou pouvant constituer un facteur de blocage. Cette démarche a été rendue possible grâce à notre enquête présentée dans l'introduction méthodologique et dont il importe au préalable de préciser les principaux résultats.

F - Caractéristiques des créateurs des gîtes ruraux dans l'Ouest

Nous nous sommes efforcés lors de cette enquête d'obtenir des réponses dans tous les départements. La carte de la répartition des 131 premières réponses traduit en gros la conformité de notre échantillon avec les grands traits de la répartition des gîtes en 1975. Cela lui donne une valeur méthodologique supplémentaire.

Les résultats généraux de cette enquête nous permettent de préciser le profil d'ensemble des créateurs de gîtes ruraux.

1) répartition des gîtes selon l'âge des réalisateurs (21)

Tableau 117 : gîtes ruraux et âge des propriétaires - 1975 -

âges	nombre	%
20 - 30 ans	5	3,82
31 - 35 ans	10	7,64
36 - 40 ans	21	16,02
41 - 45 ans	24	18,32
46 - 50 ans	28	21,37
51 - 60 ans	32	24,43
plus de 60 ans	11	8,40
TOTAL	131	100,00

Près de 55 % des gîtes ont été créés par des personnes âgées de plus de 46 ans. L'âge moyen est de 49 ans.

2) répartition des gîtes selon la catégorie socio-professionnelle des réalisateurs

Tableau 118 : Gîtes ruraux et catégories socio-professionnelles des propriétaires (1975)

! catégories socio-professionnelles	! nombre de gîtes	! %	!
! —————	! —————	! —————	!
! agriculteurs	! 74	! 56,48	!
! salariés agricoles	! 1	! 0,77	!
! professions libérales et cadres sup.	! 9	! 6,81	!
! commerçants	! 7	! 5,35	!
! artisans	! 4	! 3,06	!
! cadres moyens	! 6	! 4,58	!
! employés (administration, services	! 15	! 11,46	!
! publics et para-publics)			
! ouvriers	! 1	! 0,77	!
! personnel de service	! 2	! 1,54	!
! non-actifs	! 12	! 9,17	!
! TOTAL	! 131	! 100,00	!

56,48 % des propriétaires de gîtes sont des agriculteurs. Ce chiffre est assez voisin de celui que nous avons calculé pour les gîtes privés à la ferme de l'Ouest en 1973 (50,3 %). On peut noter le large éventail des professions et la place importante tenue par les employés, notamment par ceux qui travaillent dans des services en liaison directe avec le monde agricole (Crédit Agricole, Chambre d'Agriculture...). Les

artisans ruraux qui pourraient être intéressés par la rénovation de l'habitat ancien ne semblent occuper qu'une place modeste de même que les ouvriers.

3) gîtes ruraux et domicile des propriétaires

Tableau 119 : gîtes ruraux et domicile des propriétaires
(1975)

! domicile des propriétaires	! nombre de gîtes	! %	!
!	!	!	!
! Commune	! 97	! 74,04	!
! Département	! 17	! 12,98	!
! Région de programme	! 1	! 0,76	!
! Ouest	! 2	! 1,53	!
! Paris et région parisienne	! 8	! 6,11	!
! Autres régions françaises	! 6	! 4,58	!
! TOTAL	! 131	! 100,00	!
!	!	!	!

25,96 % des propriétaires sont domiciliés en dehors de la commune où le gîte est implanté. Ici encore ce chiffre est très voisin de celui que nous avons calculé pour l'ensemble des gîtes de l'Ouest en 1973 (23,90 %).

Cette relative importance des domiciliations hors-commune est la conséquence directe à la fois de l'aménagement de maisons rurales par des citadins et de l'exode rural.

4) gîtes agricoles, taille des exploitations et âges des exploitants

La superficie moyenne des exploitations est de 32,70 hectares et semble correspondre à l'exploitation familiale classique. Elle cache cependant un certain nombre de diversités.

- au niveau de la taille des exploitations

74 gîtes agricoles ont été répartis en fonction de la taille des exploitations :

Tableau 120 : gîtes agricoles et taille des exploitations (1975)

! taille des exploitations (en ha)	! nombre de gîtes	! %	!
!	!	!	!
! 0 - 5	! 6	! 8,11	!
! 5 - 10	! 7	! 9,46	!
! 10 - 20	! 15	! 20,27	!
! 20 - 50	! 33	! 44,60	!
! 50 - 100	! 11	! 14,86	!
! plus de 100	! 2	! 2,70	!
! TOTAL	! 74	! 100,00	!
!	!	!	!

Ce tableau nous amène à faire une première constatation allant à contre-courant des idées généralement admises. Ce ne sont pas tellement les petits agriculteurs en quête d'un revenu complémentaire qui se tournent vers les gîtes ruraux mais des agriculteurs " moyens et gros " qui possèdent bâtiments et capitaux disponibles.

- au niveau de l'âge moyen

La moyenne d'âge est de 49,75 ans mais elle cache elle aussi d'importantes variations notamment en fonction de la taille des exploitations.

Tableau 121 : gîtes agricoles et âge moyen des propriétaires (1975)

!	âges	!	nombre de gîtes	!	%	!
!		!		!		!
!	20 - 30 ans	!	2	!	2,70	!
!	31 - 35 ans	!	2	!	2,70	!
!	36 - 40 ans	!	13	!	17,56	!
!	41 - 45 ans	!	15	!	20,27	!
!	46 - 50 ans	!	19	!	25,68	!
!	51 - 60 ans	!	20	!	27,03	!
!	plus de 60 ans	!	3	!	4,06	!
!	TOTAL	!	74	!	100,00	!

Tableau 122 : âge moyen des propriétaires de gîtes et taille des exploitations (1975)

!	taille des exploitations (en ha)!	!	âge moyen	!
!		!		!
!	0 - 5	!	51,8 ans	!
!	5 - 10	!	60,2	!
!	10 - 20	!	50,6	!
!	20 - 50	!	48,0	!
!	50 - 100	!	53,0	!
!	plus de 100	!	50,0	!
!	TOTAL	!	49,75	!
!		!		!

Ces tableaux tendent à montrer que l'agriculteur dont l'exploitation correspond à la classe des 20 - 50 ha est aussi parmi les plus jeunes qui ont réalisé des gîtes (48 ans). D'ailleurs, 46 % des gîtes agricoles sont le fait d'agriculteurs âgés de 40 à 50 ans.

Outre cette approche globale et statistique, nos enquêtes vont nous permettre de préciser les origines des gîtes dans l'Ouest et la réaction des ruraux à ces créations.

G - Les origines des gîtes dans l'Ouest de la France

Nous nous sommes efforcés de dégager les types d'influence qui furent à l'origine de la création des premiers gîtes ruraux dans cette partie de la France. Essayer de reconstituer les cheminements qui conduisent un individu à prendre une décision et à la réaliser est chose difficile. D'une part, plusieurs influences agissent en même temps et il est toujours difficile de dégager la plus importante surtout lorsqu'il est demandé de faire appel à des décisions vieilles parfois de près de 20 ans. D'autre part, la dette due à ceux qu'on imite est difficilement reconnue et l'on a souvent tendance à se considérer comme le premier.

Cependant, à la suite de plusieurs entretiens et visites, par recoupements, il nous a été possible de dégager cinq types majeurs d'influences, même si, pour certains, leur action n'a pas été exclusive. Nous avons eu également la chance de pouvoir, à la seule exception d'un gîte hérité, interroger les personnes qui ont été elles-mêmes à l'origine des gîtes. Cette même étude en 1980 n'aurait pas eu le même intérêt : en 1975, deux questionnaires seulement nous sont revenus avec la mention " décédé ".

1 - l'influence la plus importante surtout à l'origine des premiers gîtes est celle des " moyens d'information " : presse, radio,

télévision. Elle concerne 48 gîtes. La presse a joué un rôle déterminant pour les premiers gîtes et pas seulement la presse professionnelle.

(Agriculteur Normand, Paysan Breton, Anjou Agricole) qui a davantage amplifié un phénomène qui existait déjà, en relation avec les organismes spécialisés (Comité d'habitat rural), pas même la presse quotidienne (reportages d' " Ouest France ") mais plutôt des revues familiales (Le Petit Echo de la Mode, Clair Foyer, Almanach du Pèlerin...).

C'est en 1956 que M. R. (22), 56 ans, crée un des premiers gîtes de l'Ouest. Mutilé de guerre, il exploite difficilement en polyculture huit hectares au village de la Corderie en Plélo, à neuf kilomètres des plages de Binic et d'Etables ; son état ne lui permet de conserver que deux à trois hectares. Les heures de ménage accomplies par sa femme sont insuffisantes. Il faudrait trouver un complément de revenu. Une rubrique dans " Le Petit Echo de la Mode ", imprimé dans le bourg tout proche de Chatelaudren, parle des gîtes ruraux. C'est le point de départ. Un premier gîte est aménagé dans le logement principal trop grand, construit en 1938. La location marche. En 1958, on transforme une ancienne écurie puis un garage. Le succès s'amplifie. M. R. passe à une seconde étape. En 1961, il construit deux bungalows neufs. Il avait hébergé quatre personnes en 1956... deux cents en 1975. Pour ses cinq gîtes, il reçoit chaque saison, plus d'une centaine de demandes.

C'est à la même époque que M. L., 33 ans, ouvrière agricole à Plomodiern, à la recherche elle aussi d'un complément de revenu pour élever ses deux filles jumelles nées le 29 octobre 1956, tombe sur un article de " l'Almanach du Pèlerin " qui donne des détails sur les gîtes et les avantages qui peuvent être obtenus. Il fallait alors quitter la ferme paternelle reprise par un frère. C'est le point de départ de la construction d'une maison neuve, assez grande, dont une partie est louée en gîte, en pleine campagne mais à proximité de la mer. Le gîte est loué pour la première fois en 1959 à des vacanciers du Nord et de l'Alsace. Une jeune vacancière lilloise épousera un " gars " de Plomodiern.

M. B., célibataire, s'est fait construire une maison à " Penn ar Vale " en Quimerch pour y vivre avec son père qui venait de céder sa

ferme de trente hectares. En 1961, ce dernier meurt. La maison est grande ; la lecture de " Ouest-France " l'engage à aménager son grenier en gîte avec l'aide du Comité départemental d'Habitat rural. Ainsi naît le deuxième gîte du Finistère. " Le Paysan Breton " lui consacre un reportage le 5 juin 1965. Son exemple sera imité. En 1966, elle aménage un second gîte dans son sous-sol.

A partir de 1965-66, la presse agricole commence à se faire l'écho des premières réalisations. Des petits reportages soulignent les avantages qui peuvent être retirés de la création des gîtes. Des plans-types de transformation à partir des vieilles écuries, des granges, sont proposés. Le mouvement est lancé d'autant plus que la radio et surtout la télévision l'amplifient encore.

M. D., employé S.N.C.F. à La Garenne-Colombes commence à aménager en 1966 un ancien logement d'ouvrier agricole à Maure-de-Bretagne en gîte, à la suite de l'émission de radio " Bonjour, Monsieur le Maire ". Après avoir regardé une émission de télévision consacrée aux gîtes ruraux dans la Sarthe, M. J., quarante ans, gérant d'une société de viandes au Louroux-Béconnais (Maine-et-Loire) crée un gîte en 1972 alors que le relais départemental n'existe pas encore ; après une émission de R. LAMY sur le tourisme rural, M. P., chef de service import-export, 41 ans, domicilié à Paris (XVIème) crée en 1966 les quatre premiers gîtes de Missillac, dans les granges héritées de ses parents agriculteurs.

2 - immédiatement après l'influence des " média " vient celle des organismes de promotion touristique (41 cas) mais là plus encore que précédemment, la diversité est grande. Viennent en effet dans l'ordre : les Comités départementaux du tourisme (11), les Chambres d'agriculture (8), les Comités d'habitat rural (5), et les syndicats d'initiative (5), les relais départementaux des gîtes (3), la Direction Départementale de l'Agriculture (2), le Touring-Club de France (1), les Comités de Développement (1) et les Chambres de Commerce (1), l'animateur de l'association pour le développement économique, social et culturel du canton (2).

Cette diversité est elle-même liée aux diversités d'organisation du mouvement des gîtes dans l'Ouest de la France. Tous les relais départe-

mentaux sont affiliés à la Fédération Nationale, mais historiquement ils sont liés aux initiatives locales de certaines personnes issues de groupements d'intérêts divers. Pour les douze départements de l'Ouest, quatre relais liés à un Comité départemental d'habitat rural (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan, Calvados), trois au Comité départemental du Tourisme dont le siège est à la préfecture (Manche, Maine-et-Loire, Sarthe), deux à une Chambre d'agriculture (Vendée, Mayenne), un à l'Union départementale des Associations familiales (Côtes-du-Nord) et à l'Union des Syndicats d'initiative (Orne). Quant au Finistère, il est partagé entre le Comité départemental d'habitat rural de Landerneau et la Chambre d'agriculture de Quimper. Le point de départ a été constitué par la fondation en 1948 de " la coopérative d'habitat rural du Finistère et des Côtes-du-Nord " de Landerneau. Ses premières actions ont visé surtout à reconstruire et à construire des logements pour les ruraux en fonctionnant comme bureau d'aides techniques puis s'occupant des problèmes d'ordre économique, administratif, juridique et financier soulevés par les investissements immobiliers agricoles. Sous l'influence de son Directeur, M. LICHOU, elle aida les agriculteurs qui souhaitaient aménager des gîtes. Le relais fut pris par le Comité départemental d'habitat rural créé le 6 avril 1955 et qui fut le premier en France à créer des " Comités locaux d'habitat rural pour la vulgarisation de l'aide financière à l'habitat rural " (115 comités sur 295 communes en 1956) mais à cette date, les locaux destinés à la location saisonnière étant encore exclus des aides financières. C'est en 1959 que M. LICHOU au 11ème Congrès du Comité National de l'habitat rural de Nantes attira l'attention des congressistes de l'Ouest sur la mise en oeuvre d'une politique rationnelle d'aménagement de gîtes ruraux. A partir de cette date, " Le Paysan Breton " se fait l'écho des nouvelles préoccupations du Comité départemental d'habitat rural et de la Chambre d'Agriculture qui met en place le CEDTMR en 1967. Par la présentation des aides, des reportages sur les gîtes ruraux déjà réalisés, par le lancement d'appels, il contribue à la diffusion des gîtes en Bretagne d'autant plus efficace qu'elle s'appuyait sur les Comités locaux.

Mme B. de Loqueffret aménage un gîte en 1960 à la suite des appels lancés par le Comité départemental d'habitat rural pour bénéficier des aides mais surtout pour améliorer son confort. Pendant neuf mois, elle habite le gîte qu'elle laisse aux vacanciers pendant les mois d'été où elle retourne dans la vieille ferme moins confortable.

Dans ces conditions, les organismes qui prennent en charge le développement des gîtes ruraux sont très divers. Avant la création d'un relais départemental dans le Calvados, ce sont surtout les syndicats d'initiative qui se sont efforcés de développer les gîtes (Cambremer, Vire).

C'est le syndicat d'initiative de Cambremer, sous l'impulsion de l'écrivain normand Jacques HENRY, qui fit connaître à M. V. le mouvement des gîtes et favorisa ainsi la transformation d'une petite maison de propriétaire-artisan en un gîte de style augeron à Formentin.

3 - viennent en troisième lieu (seize gîtes) les influences liées aux relations privilégiées entretenues avec les intermédiaires individuels qui peuvent être des parents ou amis ayant eux-mêmes aménagé des gîtes ou des médiateurs jouissant d'une certaine autorité (maire, instituteur, conseiller général, député). Parfois, l'idée de créer un gîte est venue des vacanciers eux-mêmes.

Il est certain que de nombreuses innovations dans les campagnes sont liées à l'influence d'une personnalité qui par son expérience, son autorité morale, sa position dominante, entraîne derrière elle les tièdes et les hésitants.

M. D., 39 ans, à la tête d'une exploitation agricole de trente-huit hectares à Saint-Philbert-de-Grandlieu, transforme en 1972 une ancienne ferme en gîte. Il ne fait que suivre l'exemple de sa belle-soeur qui avait déjà un gîte.

M. B., 55 ans, exploite vingt-sept hectares à Chartres-la-Forêt (Mayenne). Il possède des bâtiments prêts à tomber en ruines dans une

petite ferme en bordure de la route à un kilomètre de Sainte-Suzanne, station verte de vacances, très fréquentée par les touristes en été. Le maire lui demandait fréquemment des locations de vacances pour cette maison ; " Pour le satisfaire et en même temps avoir un petit revenu ", M. B. crée en 1970 un des premiers gîtes de la Mayenne.

M. G. 38 ans, propriétaire exploitant de trente-cinq hectares à Cerisay (Deux-Sèvres) crée en 1964 un gîte à Mervent (Vendée) sous l'influence du député MERCIER.

D'autres créations par contre sont dues à un comportement lié déjà au tourisme : Melle S., vendeuse, domiciliée à Flers, hérite de la maison meublée de ses grands-parents à Dompierre, bourg pittoresque du bocage ornaïs. Cette maison de 1772, proche de l'église classée, lui rappelle de nombreux souvenirs. Elle ne veut ni la louer à l'année ni la vendre. Elle la loue pendant les vacances pendant deux ans par petites annonces. Un des locataires lui fait connaître les gîtes ruraux.

4 - Quatorze propriétaires ont connu les gîtes dans l'exercice de leur activité professionnelle. Examiner les dossiers, transmettre l'information, restaurer conduisent parfois les " professionnels " responsables des syndicats agricoles, assureurs, employés de banque, secrétaires de mairie, conseillers agricoles, hommes du bâtiment, à créer pour leur propre compte des gîtes ruraux.

Ainsi, M. C., 35 ans, employé du Crédit Agricole, crée un gîte en 1973 à Saint-Vincent-des-Landes (Loire-Atlantique) dans d'anciens bâtiments d'exploitation. " De par ma profession, je suis sensible à toutes ces constructions vieilles de deux cents ou trois cents ans qui s'en vont en ruines dans nos campagnes. J'ai cherché le moyen d'y remédier d'abord pour les clients et je me suis laissé prendre au jeu. Je suis fils d'agriculteur. J'aime la campagne et ses maisons. J'ai trouvé là le moyen de satisfaire une passion ".

De même, M. L. 40 ans, domicilié à La Chataigneraie aménage également en 1973 un gîte, dans l'ancienne exploitation familiale du

village de la Brandière à Joué-sur-Erdre. " Etant conseiller à la Chambre d'agriculture, j'ai beaucoup de rapports avec les organismes agricoles et entre autres les gîtes ruraux... et c'est de là qu'est partie l'idée d'adhérer à la Fédération des Gîtes ".

5 - le dernier type d'influence (douze gîtes) résulte de l'imitation non pas tellement de personnes physiques, ce qui nous ramènerait au troisième type, mais d'expériences concrètes qui ont été soit visitées soit même expérimentées. Le rôle des voyages d'étude, notamment en Bretagne, organisés dans le cadre des Comités de développement agricole et des services de vulgarisation, est important.

Ainsi M. C., retraité de la quincaillerie, à Bonneboscq (Calvados) ouvre un gîte en 1972 " pour suivre l'exemple de plusieurs personnes de la région ". De même que M. B., cultivatrice, 51 ans, exploitation herbagère de onze hectares, avait dès 1971 aménagé un meublé à Saint-Georges de Bohon (Manche) dans une ancienne ferme qu'elle louait par l'intermédiaire du syndicat d'initiative de Carentan. En 1974, elle imite un voisin qui avait déjà créé un gîte rural. Elle peut ainsi installer les sanitaires.

C'est parfois à la suite d'un séjour de vacances que des ruraux, dès le retour chez eux, par imitation, aménagent également un gîte. Dans cette imitation, le Massif Central qui est un lieu de vacances privilégié pour les gens de l'Ouest de la France semble avoir joué un rôle important. M. D., employé de bureau à Saint-Lô, 45 ans, a utilisé pendant plusieurs années dans le Massif Central les gîtes ruraux pour ses propres vacances. Il aménage, en 1970, à Tourville-sur-Sienne dans la Manche, un gîte dans une vieille maison destinée à devenir, après la retraite, sa résidence principale.

M. R., charcutier à Vaulandry (Maine-et-Loire), 48 ans, a loué en 1970 un gîte en Auvergne. Après avoir discuté avec le propriétaire, il décide de transformer en gîte un ancien moulin appartenant à ses parents.

L'exemple de M. P. exploitant agricole, 60 hectares, 51 ans, à Saint-Germain d'Arcé (Sarthe) est significatif du rôle joué par le Massif Central. Dès 1954, il transforme un ancien logement d'ouvrier agricole en location meublée qu'il loue par l'intermédiaire du " Chasseur Français ". Il a des contacts étroits avec l'Ardèche, son département natal. Il découvre les gîtes ruraux qui y ont pris un énorme développement. Il écrit à la Fédération des Gîtes ruraux à Paris et fait ainsi connaissance avec le relais départemental.

H - Les réactions à la création des premiers gîtes dans l'Ouest

Un des obstacles majeurs au développement du tourisme rural réside dans les réactions des ruraux eux-mêmes. L'initiative individuelle novatrice rencontre bien souvent des critiques : la création des gîtes n'échappe pas à cette règle.

Etudier la réaction des ruraux est une chose difficile dans la mesure où ils ne constituent pas un groupe homogène : la réaction des commerçants n'est évidemment pas la même que celle des agriculteurs ou des ruraux résidant à la campagne mais travaillant à la ville. Celles que nous présentons ici sont, dans une large mesure, liées principalement aux relations de voisinage. Ne sont-elles pas cependant les plus importantes dans la vie quotidienne ?

Quarante-deux créations n'ont suscité aucune réaction et se sont déroulées dans un climat d'indifférence. Vingt-neuf au contraire ont rencontré des réactions très favorables. Elles sont fréquemment liées à une vie touristique ancienne. Elles concernent toujours des communes proches du littoral où les bains de mer et les baigneurs étaient présents dès avant la guerre.

M. G., expert-immobilier, 52 ans, construit un gîte neuf à Bouillon au sud de Granville à moins de deux kilomètres de la mer : " les habitants de la commune ne s'en souciaient guère étant donné que dans cette commune les principales occupations des gens, c'est la location

estivale des bords de la mer ".

On la rencontre cependant dans l'intérieur, là où les touristes ne sont pas totalement étrangers. M. B. artisan au village des Graviers à Brissarthe dans la vallée de la Sarthe au Nord d'Angers accueillait déjà des vacanciers en 1960. Il s'inscrit à la Fédération des Gîtes en 1972. Les réactions furent toujours favorables. L'indifférence fait parfois place à la curiosité, surtout quand le mouvement des gîtes n'est pas connu (sept gîtes). M. D., agriculteur, 47 ans, exploite vingt-huit hectares en polyculture à Saint-Valérien (Vendée). En 1969, il aménage un gîte dans une maison héritée. C'est un moyen de valoriser son patrimoine tout en facilitant l'accueil des enfants installés en ville. Au début, c'est la surprise. " Personne n'avait entendu parler de ce genre d'hébergement. Beaucoup se demandaient comment on recrutait les locataires puis l'habitude s'est installée de voir arriver les locataires estivants ".

Le pas est vite franchi de la curiosité à la réserve et à la méfiance (vingt-sept gîtes). Celle-ci est surtout liée aux conséquences de la création d'un hébergement de vacances : l'intrusion d'étrangers à la campagne. On y trouve encore en 1975 la méfiance latente vis-à-vis du citadin. On craint pour sa tranquillité, ses biens. Comme l'écrit M.R., agriculteur, 44 ans, à la tête d'une exploitation de trente-cinq hectares en polyculture à Ernée, qui a transformé en 1969 une écurie en gîte : " Nous habitons une région encore peu évoluée et dans les fermes, en général, l'on reste encore fermé. On n'admet pas d'étrangers chez soi. Les commerçants naturellement ont une autre réaction ".

C'est également ce qu'écrit M. C., employé au Crédit Agricole, déjà cité, et qui connaît bien, par sa profession et ses origines, la campagne : " Du fait du regroupement des exploitations, beaucoup de bâtiments restent à l'abandon dont certains sont en bon état mais pas toujours faciles à louer faute de commodités. Il y a un moyen de les rendre louables par le biais des gîtes ruraux, mais je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question matérielle... plutôt le fait que les gens de la campagne dans notre région (sud de l'Ille-et-Vilaine et nord de

la Loire-Atlantique) n'aiment pas qu'on les dérange dans leurs petites habitudes... Ces gens qui viennent dont on ne sait où ?... Cela se sent même au niveau des municipalités ".

A la méfiance fait parfois place le scepticisme (douze gîtes) qui a des fondements plus économiques. A quoi bon... Cela ne vaut pas la peine qu'on s'y intéresse... Cette attitude traduit également un doute sur la capacité de la campagne à attirer et à retenir des touristes. Les gens des villes aiment leur confort... Vous n'arriverez pas à les retenir dans un tel taudis... En plus, ils s'ennuieront.

M. L., conseiller agricole, déjà cité, écrit à la suite de la réalisation de gîtes à Joué-sur-Erdre. " Il semble qu'on ne prenait pas cette initiative très au sérieux. Ce ne serait pas rentable... 57 000 F d'emprunts en 1973 sur douze ans pour deux gîtes... En fait, le milieu a été surpris par le résultat... Les familles qui y passent et aussi le niveau culturel qui permet un apport très intéressant aux autochtones ".

La moquerie est parfois (cinq gîtes) la première réaction que l'on peut enregistrer. L'on considère que c'est " ridicule " de louer à des étrangers.

M. B., cultivateur, 36 ans, exploite dix-huit hectares à Clohars-Fouesnant. Il a transformé une écurie en gîte en 1963 et a fait sa première location en 1964. C'était un évènement et une promotion. " On abandonnait l'élevage des porcs pour recevoir des vacanciers et on embellissait autour du corps de ferme ". Pourtant les premières réactions furent des railleries. " Les habitants ont pensé que nous étions des farfelus et comme nous étions les premiers à aménager une ferme, ils pensaient qu'il n'était pas possible de louer à la campagne avec toutes les belles villas de la côte. Personne ne nous a encouragés. Ils ont attendu de voir les résultats pour aménager à leur tour ".

M. K., agriculteur à Plomodiern, 50 ans, quinze hectares, enregistrait en 1966 exactement les mêmes réactions. " On se moquait de moi disant que c'était stupide et que cela ne marcherait pas dans les fermes ".

- Dernière attitude enfin, la plus négative : l'hostilité (neuf gîtes). Si on la trouve encore lors de la création des gîtes récents, elle a été essentiellement la réponse aux premières créations de gîtes : l'âge moyen des neuf gîtes est de neuf ans. Cette hostilité a des fondements très divers. Elle constitue un des obstacles au développement du tourisme rural. Elle peut être une sorte de réaction défensive vis-à-vis des " notables " qui dans leur commune ont toujours incarné le progrès et l'innovation.

M.F., 61 ans, exploitant agricole, 22 ha, meunier et courtier rénove complètement les bâtiments d'une ferme de douze hectares après la cessation d'activité du fermier à Landaul en 1965. " Il n'eut que des critiques qui, d'ailleurs, ne lui furent jamais épargnées ayant été pendant quarante ans à l'origine du progrès dans son entourage ; syndicalisme agricole en 1928, révolution fourragère en 1930, ensilage-tour en 1932, essai de sélection de pommes de terre en 1938-39, machinisme agricole en 1945 ".

Cette hostilité peut avoir des fondements psychologiques liés à l'idée que l'on se fait des touristes et de leur accueil.

Mme L.R. qui a créé un des premiers gîtes de l'Ouest à Plélo en 1956 raconte : " au début, on avait honte de prendre des gens pour aider à vivre. On était mal vu et critiqué... Ils ne peuvent pas vivre donc ils prennent des baigneurs... On disait que c'étaient des cousins de Paris ".

Elle est enfin une réaction de défense contre ce qui est considéré comme une forme d'emprise des " étrangers " sur la campagne.

M.R., agriculteur à la Ménardière à Saint-Gervais, trente ans, vingt-deux hectares, dispose de bâtiments trop vastes. Il crée en 1960 le premier gîte de Vendée et deux autres encore en 1969 à moins de quinze kilomètres des grandes plages de Vendée et des forêts de pins. Les touristes sont nombreux et pénètrent de plus en plus dans l'intérieur. La réaction des habitants est très critique. Ils assimilent les estivants qui séjournent en gîtes aux citadins qui achètent de plus en plus de maisons de campagne. M. R. parle de " l'invasion des gens des villes dans notre

région qui est telle que maintenant plus de la moitié des maisons de campagne leur appartient ".

Cette hostilité est également ressentie, notamment des agriculteurs, lorsque les créateurs de gîtes sont des ruraux non-agriculteurs et surtout des citadins qui aménagent des gîtes qui leur servent aussi de résidences secondaires.

M.T., quarante ans, plâtrier-carreleur à La Haye-Pesnel restaure complètement en gîte une ancienne habitation d'agriculteurs en 1971, à Beslon, à six kilomètres de Villedieu dans la Manche. Il est d'abord pris pour un " fou " : restaurer des ruines pour les touristes ; c'est impossible et absurde. Le milieu agricole est de plus très hostile : ces touristes ne vont-ils pas en définitive prendre nos terres ?

Des sentiments différents peuvent se succéder. M. G. qui a réalisé des gîtes à Neuillé, déjà cité, écrit : " au début, ce fut le scepticisme et quelques blâmes car pour nouer les deux bouts, pour rembourser les emprunts, nous avons pris des locataires mal triés... mais avec les gîtes ruraux, le niveau de la clientèle s'est vite amélioré. Ensuite, ce fut la jalousie... avec le succès... et maintenant, on trouve que nous réussissons trop bien, donc que nous devons gagner trop d'argent pour continuer à bénéficier de la dispense de patente ".

Il ne faut pas exagérer l'importance de ces réactions d'hostilité, de méfiance, de scepticisme. Elles ne concernent souvent qu'une mince frange de la population. Néanmoins, elles peuvent contribuer à freiner le développement touristique de l'espace rural.

Un autre frein a été souvent le fait des agents immobiliers qui dans certaines régions ont acheté systématiquement les fermettes, granges, autres bâtiments disponibles, qu'ils payaient comptant aux agriculteurs et autres ruraux, pour les revendre ensuite à des citadins en quête de résidences secondaires. La forte demande locale en " maisons de campagne " notamment dans le sud de la Sarthe, le Val de Loire, a incontestablement freiné le développement des gîtes ruraux. Cela est encore plus net en Touraine où les gîtes sont peu nombreux (cinq gîtes privés en Indre-et-Loire en 1973).

I - La commercialisation des gîtes ruraux dans l'Ouest et ses problèmes

Elle est caractérisée par une assez grande anarchie. A partir de 1973, cependant, une tentative d'organisation du marché au niveau régional a été tentée en Bretagne. Plusieurs types de commercialisation peuvent être dégagés :

1) la commercialisation individuelle

Elle est encore très largement pratiquée. La location du gîte est réalisée par son propriétaire. La publicité est assurée par l'annuaire national, des annuaires départementaux et accessoirement par quelques annonces privées faites directement par les loueurs, notamment pour les locations hors saison. Les touristes intéressés écrivent directement au propriétaire qui peut recevoir pour les mois de juillet et d'août jusqu'à deux cents demandes.

M. F. a reçu en août 1975 cinquante demandes pour son gîte de Melgven et M. C. pour son gîte de Moellan, plus de cent demandes. M. R. à Plélo, en a reçu certaines années jusqu'à 220. Les lettres arrivent dès le mois de décembre et obligent les loueurs à un véritable travail de secrétariat (25). M. C. exploitant agricole à Plogonnec possède deux gîtes aménagés en 1966. L'un des gîtes était une maison destinée à un ouvrier agricole. C'est une grande maison convenant à douze personnes et qui est très demandée. Il y reçoit surtout des étrangers. Le second gîte est une ancienne ferme, habitée il y a dix ans encore. C'est un gîte de caractère. Il reçoit des demandes de Noël à Pâques. Cela représente beaucoup de correspondances, négatives d'ailleurs puisque les gîtes sont pratiquement loués dès le début de l'année ou retenus d'avance une année sur l'autre. Il a reçu en 1974-75 plus de soixante demandes pour ses deux gîtes et pour les deux mois de juillet-

août.

Ce n'est cependant pas la règle générale et les gîtes de l'intérieur connaissent des difficultés plus grandes de commercialisation. M. ROBERT, Directeur du service de réservation de Rennes, nous disait en février 1974 : " 50 % des gîtes de mer sont loués dès le mois de février pour 20 à 25 % en ce qui concerne les gîtes de l'intérieur ".

Ce déséquilibre entre l'offre et la demande conduit à accorder une place de plus en plus grande à la commercialisation par téléphone. Le demandeur est fixé immédiatement sur les possibilités de location. Nos enquêtes personnelles nous ont montré que les propriétaires de gîtes possédant le téléphone avaient une clientèle à la fois plus étalée et plus diversifiée. Le téléphone est devenu un outil essentiel dans la commercialisation des gîtes ruraux.

M. L. qui a réalisé le premier gîte du Finistère à Plomodiern m'écrit : " les gîtes nous obligent à avoir le téléphone. Je ne l'ai pas mais c'est bien plus facile pour la location d'un gîte surtout à la semaine et c'est bien plus vite fait ".

Le système est en outre perturbé par le fait qu'avant même la publication de l'annuaire, une bonne partie des gîtes sont déjà retenus par les anciens occupants pour eux-mêmes ou leurs relations.

M. B. qui possède un gîte à Brissarthe (Maine-et-Loire) louait en meublé avant d'être inscrit comme gîte en 1971 ; il confie : " mes locations sont nées de la guerre 39-45 de réfugiés que j'ai eus et avec qui j'ai toujours entretenu de bonnes relations. Ces gens-là nous ont mis en relation avec leurs amis et c'est comme cela que les locations sont nées. La publicité se faisait toute seule. Très souvent, les locations étaient retenues d'une année sur l'autre. J'ai eu les mêmes locataires pendant douze années de suite ".

Il existe ainsi de véritables filières et tel gîte, confortable, bien situé par rapport à la plage, tourne en août sur trois ou quatre familles qui sont toujours les mêmes.

La vitalité de ce système de commercialisation repose sur le fort déséquilibre entre l'offre et la demande : le risque est le décou-

agement d'une clientèle potentielle. En outre, il manque de souplesse : chaque demande n'étant pas confrontée à l'ensemble des offres et chaque offre n'étant pas présentée à toute la demande, certaines offres restent sans réponses. Certains gîtes ne sont pas loués alors que certains reçoivent cent demandes (26).

De plus, la recherche d'une clientèle systématique, notamment étrangère, est difficile. La clientèle anglaise est habituée à traiter avec des agences. L'allongement de la durée de location passait par une organisation de la commercialisation.

2) l'organisation du marché au niveau départemental

A cette commercialisation individuelle se superpose une commercialisation au niveau départemental. Le relais possède un planning des locations par gîte et par semaine. Les estivants s'adressent directement à lui. L'avantage énorme du relais est de proposer au demandeur des solutions de rechange d'autant plus qu'une part importante des transactions se fait par téléphone. L'inconvénient majeur est que le planning n'est pas toujours au point. Des loueurs négligent d'avertir le relais des locations faites par leurs propres moyens (27). Les relais départementaux publient régulièrement des états de location qui montrent les gîtes restant à louer et qui sont envoyés aux demandeurs. Ces plannings constituent une source de documentation précise pour la connaissance du marché. Ils montrent indiscutablement la préférence des estivants pour les gîtes des bords de mer, loués les premiers.

En 1975, le relais départemental de Loire-Atlantique proposait un service de réservation à la semaine pour soixante-dix gîtes (dix-huit littoraux et cinquante-deux intérieurs) pour les quatre mois de juin à septembre soit dix-sept semaines. Au 13 janvier 1975, les dix-huit gîtes littoraux étaient loués à 38 % de la capacité totale et les cinquante-deux gîtes de l'intérieur ne l'étaient qu'à 14 %. Le même calcul, le

16 avril 1975, donnait un taux d'occupation de 67 % pour les gîtes littoraux et 37 % pour ceux de l'intérieur. Tous les gîtes littoraux avaient des locataires alors que huit gîtes intérieurs n'avaient encore reçu aucune demande.

Au 25 mars 1975, si nous considérons les trente et un gîtes de la Mayenne pour les mêmes mois de juin à septembre, 19,16 % de la capacité globale d'accueil étaient déjà réservés. En 1973, seize gîtes morbihannais n'ont pas été loués huit semaines en juillet et août ; ils étaient tous situés à l'intérieur des terres.

Nous avons noté systématiquement la date d'établissement des contrats de location passés en 1974 et 1975 pour trente-huit gîtes côtiers jusqu'à quinze kilomètres de la mer) et quarante-huit gîtes intérieurs de la Loire-Atlantique. Nous en tirons le tableau suivant :

Tableau 123 : époques d'établissement des contrats de location des gîtes de Loire-Atlantique en 1974 et 1975

!	!	!	!	!	!
!	mois	!	gîtes côtiers (244 contrats)	!	gîtes intérieurs (248 contrats)
!	!	!	!	!	!
!	!	!	% du total	!	% du total
!	!	!	% cumulés	!	% cumulés
!	!	!	!	!	!
!	Décembre	!	4,10	!	1,62
!	Janvier	!	20,90	!	2,83
!	Février	!	17,63	!	11,29
!	Mars	!	15,98	!	16,12
!	Avril	!	19,27	!	18,55
!	Mai	!	6,98	!	15,72
!	Juin	!	6,55	!	20,97
!	Juillet	!	5,32	!	8,46
!	Août	!	3,27	!	4,44
!		!	100	!	100

La moitié des gîtes littoraux est louée début mars. Il faut attendre la mi-avril pour obtenir le même taux de location des gîtes intérieurs. A ce moment-là, 75 % des gîtes littoraux sont loués.

Le département de la Vendée publie un planning pour l'ensemble

de ses gîtes (Service réservation (28) et autres gîtes) et pour les neuf semaines de juillet et août. Le service réservation s'étend aux gîtes de toute la Vendée. Le 24 mars 1975, 87,65 % de la capacité d'accueil des gîtes situés à moins de cinq kilomètres de la mer étaient déjà occupés pour seulement 30,55 % de celle des gîtes intérieurs (dix-huit gîtes littoraux et vingt-quatre gîtes intérieurs).

Le reste des gîtes (deux cent trente huit) est ventilé en trois ensembles géographiques : littoral et cantons limitrophes (cent soixante douze), bocage vendéen (trente-cinq), forêt de Mervent et Venise verte (trente et un). Au 24 mars 1975, 61,86 % de la capacité d'accueil du littoral étaient réservés pour seulement 20,95 % de celle du bocage et 29,03 % de celle de la forêt de Mervent-Venise verte. L'examen de la grille des réservations est d'ailleurs très évocatrice et permet de pousser plus loin l'investigation. Un peu à la manière de la matrice ordonnable, nous voyons des ensembles s'individualiser très nettement. Les gîtes 16 à 30 qui sont tous loués pendant les neuf semaines de l'été sont situés à Beauvoir-sur-Mer et Brétignolles-sur-Mer. Dans les cantons littoraux, ce sont les gîtes les plus éloignés de la mer qui se louent en dernier. Les gîtes 84 à 90 sont situés au Martinet et à Nieul-le-Dolent, c'est-à-dire à vingt kilomètres des plages. Les gîtes 70 à 75 sont au Girouard, à quatorze kilomètres de la mer. Les exemples pourraient être multipliés avec les départements bretons.

M. C. qui a un gîte à Moelan-sur-Mer constate : " je reçois cent lettres et peut-être plus par an mais mon gîte ne convient pas à tous en raison du prix (400 F la semaine) et de l'éloignement de la plage qui est de six kilomètres environ. La mer n'est pourtant pas bien loin (un kilomètre) mais c'est surtout la plage qu'on demande ". C'est bien la mer qui attire la majorité des estivants en gîtes ruraux.

3) les tentatives d'organisation du marché au niveau régional

Un département isolé ne peut pas toujours présenter un nombre

**grille des réservations des
gîtes de Vendée au 24 mars
1975 pour l'été 1975**

**A littoral et cantons limitrophes
(gites 3 à 215)**

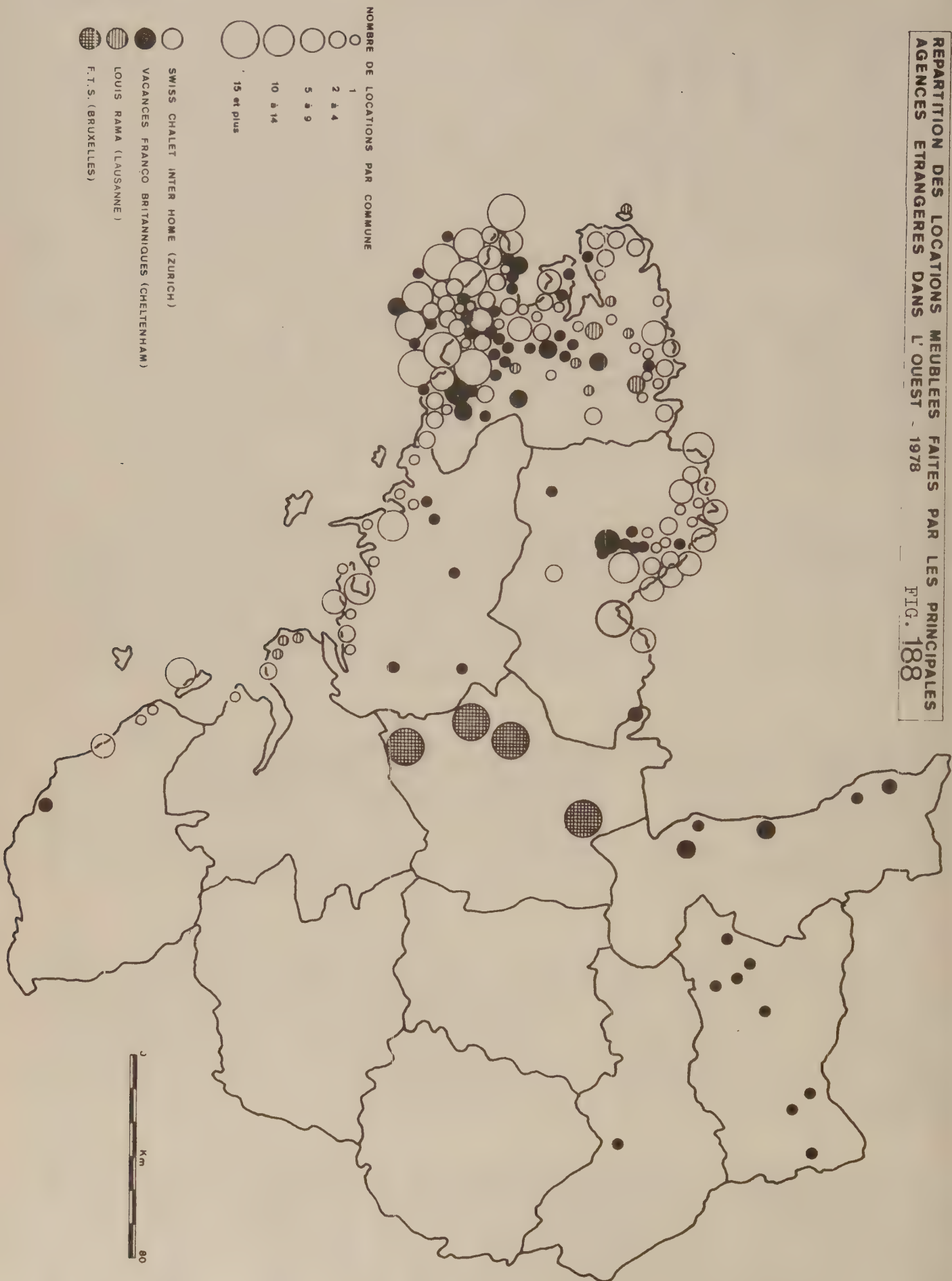
B bocage vendéen (gites 1001 à 1053)

C forêt de Mervent et Venise Verte
(gîtes 2001 à 2040)



REPARTITION DES LOCATIONS MEUBLEES FAITES PAR LES PRINCIPALES
AGENCES ETRANGERES DANS L'OUEST - 1978

FIG. 188



de gîtes suffisant permettant de conduire une politique de marché à l'étranger. Ses moyens restent limités. Il est vite apparu que l'allongement de la saison était lié à la prospection d'une clientèle étrangère, et l'image de marque d'un département n'est pas toujours crédible sur le plan touristique. On vend mieux de la " Bretagne " que du " Morbihan ". L'image de marque que l'on essaie de se donner au niveau régional dans l'Ouest remet parfois en cause les découpages administratifs. Une image Bretagne englobant la Loire-Atlantique et la Manche a été tentée sans succès. La Vendée a réalisé en 1975 une couverture régionale pour ses gîtes avec les départements de la région Poitou-Charentes. La brochure a été diffusée auprès des comités d'entreprise.

Ces problèmes ont amené les quatre départements bretons à s'organiser et à créer à Rennes un service de réservation centralisé (fonctionnement expérimental en 1973). A cette date, soixante gîtes étaient présentés, contre cent en 1974 et cent soixante trois en 1975 (29). La description des gîtes est accompagnée d'une photographie.

La mise en place de tels services de réservation permet une meilleure commercialisation par l'intermédiaire d'agences de voyages, de grands magasins. Ainsi en 1974, les gîtes de Bretagne et de Vendée ont pu participer à une sélection de cinq cents gîtes présentée par la chaîne " Prisunic ". Des points de vente étaient établis dans six magasins (deux à Paris, deux en banlieue - Rosny et Sarcelles - deux dans le Nord - Lille et Boulogne-sur-Mer). L'expérience ne fut pas renouvelée (30). En 1975, une publicité a été faite avec l'intermédiaire du Crédit Agricole. La mise en place du service de réservation permettait à l'animateur de se rendre sur place pour présenter les gîtes en réalisant immédiatement les locations (participation aux Salons de vacances de Bruxelles, de Charleroi, aux foires de Gand, d'Utrecht, d'Essen...).

Ces tentatives d'organisation du marché au niveau régional échouèrent en raison des conflits opposant les relais départementaux entre eux et du désir de ces derniers de conserver la haute main sur leurs gîtes. En 1978 les relais départementaux bretons organisaient leur

propre service de réservation faisant éclater le service régional.

4) l'intervention des agences étrangères

Les agences locales ne se sont jamais désintéressées des gîtes ruraux et il n'était pas interdit à un propriétaire de gîtes, outre son appartenance au relais départemental, de confier ses meublés à une agence locale pendant la morte saison par exemple. Le fait nouveau depuis 1975 est la concurrence exercée par les agences étrangères, britanniques, suisses, belges etc... qui sollicitent des propriétaires des meilleurs gîtes leur commercialisation par leur intermédiaire. Ces agences assurent un forfait annuel plus rémunérateur que la location par les relais départementaux. Cela tient à une meilleure organisation de la commercialisation (guides prêts dès le début de janvier), à un étalement des locations sur une période beaucoup plus longue, à des tarifs nettement plus élevés. Tel gîte loué 600 F la semaine en 1976 par le relais finistérien, l'était 936 F en 1977 par " Swiss Chalets Inter Home ". Certaines agences comme Louis RAMA exploitaient dans leur catalogue de 1977 le label " Maisons paysannes ou gîtes ruraux ", transformé en " gîtes bretons " en 1978. Swiss Chalets Inter Home proposait à Landudec, en 1978, une " ancienne ferme typique entièrement restaurée " de neuf pièces, avec obligation de prendre une femme de ménage quatre heures par jour et impossibilité de louer moins de quatorze jours, au prix de 2 637 F la semaine en août. Le tarif est atteint également pour des locations situées en Pouldreuzic et Plougrescant. Ce barème place ces trois locations au 40ème rang européen parmi les 10 586 locations proposées par l'agence (et au 7ème rang français après celles de la Côte d'Azur). Nous sommes loin de l'esprit initial de la charte des gîtes ruraux qui réservait ce type de location aux familles françaises les plus défavorisées.

Swiss Chalets Inter Home est de loin la principale de ces agences travaillant dans l'Ouest. Elle proposait en 1978, 833 locations

en France dont 555 dans l'Ouest. Les autres sont beaucoup plus petites. Vacances Franco-britanniques ne proposait que 223 locations dont 82 dans l'Ouest. La répartition des locations meublées faites par ces agences dans l'Ouest montre leur attirance pour la Basse-Bretagne en général et le littoral atlantique. La Cornouaille est la terre d'élection de ces agences mais leur implantation est également forte dans le Trégor. Swiss Chalets Inter Home recherche plus les locations situées dans les communes littorales et sublittorales alors que l'agence britannique sans négliger ce type de localisation n'hésite pas à prendre en charge des locations en Bretagne intérieure et en Normandie. Louis RAMA semble s'être spécialisé dans le Léon. La rivalité de ces agences, si elle est profitable dans une certaine mesure aux propriétaires de gîtes, contribue également à promouvoir le tourisme rural.

La politique commerciale de l'agence belge F.T.S. est différente. Cette agence bruxelloise passe des accords non pas avec les propriétaires de gîtes mais avec des groupements constitués comme les associations gérant les villages de gîtes familiaux (Langon) ou les S.I.C.A. de gîtes ruraux (Bazouges-la-Pérouse), proposant des forfaits de dix ou dix-sept jours englobant le transport par trains auto-couchettes et le prix de location. Tous les lundis soirs du 22 mai au 11 septembre un train spécial équipé d'un wagon bar-dancing quitte Bruxelles pour Nantes via Rennes et Redon, avec retour le mardi soir sur la capitale belge. F.T.S. a contribué à la promotion touristique des villages de gîtes d'Ille-et-Vilaine, proches de Rennes.

Les agences, particulièrement les plus petites, ne se contentent pas de commercialiser des hébergements mais se lancent également dans la promotion du tourisme nautique intérieur, du tourisme équestre, des vacances insolites.

J) Les caractéristiques de la fréquentation des gîtes de l'Ouest

Il importe d'étudier les caractères de la clientèle qui

fréquente les gîtes ruraux de l'Ouest. Ce n'est pas pourtant chose facile en raison des disparités liées à la plus ou moins grande ancienneté des gîtes, au plus ou moins grand intérêt que l'on porte aux statistiques et aux études dans les relais départementaux, à la dispersion et au manque d'homogénéité des relevés statistiques. Nous nous efforcerons de dégager les grands traits de cette clientèle en insistant plus particulièrement sur deux thèmes : l'évolution entre 1970 et 1975 et les contrastes entre le littoral et l'intérieur. L'exemple de la Sarthe complétera cette analyse.

1) les vacanciers selon les catégories socio-professionnelles en 1970 et 1975

Il n'est pas possible pour 1970 et 1975 de recueillir des statistiques pour tous les départements possédant des gîtes. Celles de 1970 concernent 418 gîtes de la Sarthe, de Vendée, des Côtes-du-Nord ; celles de 1975, 752 gîtes de la Mayenne, la Manche, du Morbihan, du Calvados. Nous avons préféré ne retenir que des statistiques fiables dont nous connaissons la source soit à la suite d'enquêtes faites par les relais départementaux soit à la suite de dépouillements personnels, dans quelques départements, plutôt que de procéder à un amalgame dont la crédibilité scientifique eût été douteuse.

Plusieurs constatations peuvent être faites :

- le poids des employés et ouvriers reste toujours compris entre 33 % et 39 % (34 % au niveau national pour l'ensemble des gîtes en 1973). L'évolution semble se faire en faveur des employés et au détriment des ouvriers dont le nombre diminue.
- les cadres et professions libérales représentent environ 38 % des usagers des gîtes. Les cadres supérieurs améliorent nettement leur

position. C'est un facteur important que nous avons pu constater sur le terrain à plusieurs reprises. Il est lié à une meilleure connaissance du mouvement des gîtes dans ces catégories sociales et n'est pas indifférent aux échos du " mouvement écologique et du retour à la nature ".

Tableau 124 : vacanciers en gîtes dans l'Ouest selon C.S.P. en 1970 et 1975

C.S.P.	1970		1975	
	nombre de gîtes	%	nombre de gîtes	%
Cadres sup. et prof. libérales	55	13,17	144	19,15
Cadres moyens	101	24,16	146	19,42
Actifs agricoles	8	1,92	20	2,67
Ouvriers	74	17,70	97	12,89
Employés	63	15,07	197	26,19
Commerçants, artisans industriels	33	7,89	77	10,23
Autres catégories et divers (artistes armée, police...)	52	12,44	47	6,26
Non actifs	32	7,65	24	3,19
TOTAL	418	100,00	752	100,00

- Les commerçants, artisans et industriels semblent s'intéresser modérément aux gîtes ruraux mais en 1970 et 1975, ils augmentent en valeur relative leur position passant de 7,89 % (7,3 % au niveau national en 1966) à 10,23 %.

- Insistons sur le très faible poids des agriculteurs et autres actifs agricoles malgré la publicité faite dans la presse professionnelle et par le Crédit Agricole.

Les calculs précédents ont été faits à partir de la profession du chef de famille. Cela n'est pas suffisant pour la connaissance du milieu socio-professionnel et du revenu des vacanciers. En effet, une enquête effectuée en 1970 sur la fréquentation de 95 gîtes de Vendée montre que pour 37 d'entre eux, les femmes travaillaient également : enseignement -5, ouvrière -8, employée de bureau -13, infirmière -2, divers -9.

Au total, les gîtes de l'Ouest répondent à leur fonction d'hébergement de type social mais semble-t-il de plus en plus difficilement. Nous retrouvons ici, par d'autres analyses, les enseignements tirés de l'enquête nationale de 1967. Les gîtes servent de plus en plus d'hébergement de vacances aux classes moyennes et supérieures.

2) composition familiale

Elle a très peu varié entre 1970 et 1975. Les gîtes de l'Ouest accueillent surtout des familles dont la taille moyenne est de 4,2 personnes. Le tableau ci-dessous établi en 1970 et 1975 à partir des statistiques de la Sarthe et de la Vendée permet d'affiner notre analyse.

Tableau 125 : composition familiale des vacanciers dans les gîtes de l'Ouest en 1970 et 1975

!	!	1970	!	1975	!
!	!	-----		-----	
!	Nombre de famille	!		!	
!	étudiées	!	420	!	965
!	Nombre d'adultes	!	951	!	2 370
!		!	52,98 %	!	58,23 %
!	Nombre d'enfants de	!		!	
!	moins de 12 ans	!	607	!	1 345
!		!	33,81	!	33,04
!	Enfants de 13 à 21 ans	!	237	!	355
!		!	13,20	!	8,73
!	Total vacanciers	!	1 795	!	4 070
!		!	100,00	!	100,00
!	Nombre de personnes	!		!	
!	gîte	!	4,27	!	4,21
!		!		!	

Une légère tendance à l'augmentation du poids des adultes dans les familles en vacances semble se manifester. Elle est peut-être due à l'évolution générale des mœurs qui voit les adolescents de 13 à 21 ans prendre de plus en plus de vacances en dehors de leur propre famille. Une statistique établie sur 1 066 personnes hébergées dans les gîtes des Côtes-du-Nord en 1975 montre que les adultes représentaient 58,16 % de l'ensemble des vacanciers.

Cette hypothèse semble vérifiée par l'examen d'une année intermédiaire (1973) concernant 2 171 personnes hébergées dans les gîtes des Côtes-du-Nord.

Tableau 126 : composition familiale des vacanciers hébergés dans les gîtes des Côtes-du-Nord en 1973

!	Catégories	!	nombre	!	%	!
!	-----	!	-----	!	-----	!
!	Adultes	!	1 229	!	56,61	!
!	Enfants de moins de 12 ans	!	660	!	30,40	!
!	Enfants de 12 à 21 ans	!	282	!	12,99	!
!	TOTAL	!	2 171	!	100,00	!

Il est intéressant de connaître la répartition des familles selon la taille. C'est un domaine dans lequel on possède une documentation fragmentaire mais qui est important puisqu'il débouche sur la notion de taille optimum de gîtes à favoriser. Nous nous appuierons sur deux statistiques partielles dont nous ne tirerons pas de conclusions quant à l'évolution entre 1970 et 1975.

Tableau 127 : répartition des familles selon la taille (1970-1975)
dans les gîtes ruraux.

! Taille !	! 1970-% !	! 1974-% !	! 1975-% !
!-----!-----!-----!-----!			
! 1 à 2 personnes !	! 6,31 !	! 11,03 !	! 13,82 !
! 3 à 4 personnes !	! 56,84 !	! 44,34 !	! 41,80 !
! 5 à 6 personnes !	! 29,47 !	! 29,66 !	! 32,31 !
! 7 à 10 personnes !	! 7,36 !	! 14,97 (31) !	! 12,05 !
! Nombre de familles !	! 95 !	! 130 !	! 97 !
! étudiées !	! !	! !	! !
!-----!-----!-----!-----!			

Quelle que soit l'année étudiée, les groupes en vacances de 3 à 6 personnes ne descendent guère en dessous de 75 % de l'ensemble des vacanciers. De plus en plus, les relais départementaux déconseillent la création de très grands gîtes beaucoup moins rentables.

3) l'occupation des gîtes

En 1970, la durée moyenne d'occupation était de neuf semaines (57 jours pour les seuls gîtes d'Ille-et-Vilaine). Elle est passée difficilement à 10 semaines en 1975 (32). Cette progression est faible. Une analyse détaillée effectuée auprès des propriétaires de gîte de la Manche en 1975 montre que :

- 9,25 %	des gîtes	ont été occupés	de 2 à 4 semaines
-20,37 %	"	"	" de 5 à 7 semaines
-40,12 %	"	"	" de 8 à 10 semaines
-16,66 %	"	"	" de 11 à 13 semaines
- 9,87 %	"	"	" de 14 à 17 semaines
- 3,69 %	"	"	" plus de 17 semaines

On assiste même à une diminution du nombre de nuitées par gîte : 330 nuitées pour 139 gîtes étudiés (Sarthe et Vendée) en 1970 et 300 en 1975 pour 179 gîtes (Sarthe et Loire-Atlantique).

La concentration des locations sur les mois de juillet-août est forte et semble être une constante.

Tableau 128 : répartition des semaines louées en 1970 et 1975 de juin à septembre dans les gîtes ruraux.

!	Mois	!	1970 (Vendée)		!	1975 (Loire-Atlantique)		!
!		!	nombre	%	!	nombre	%	!
!	-----	!	-----		!	-----		!
!	Juin	!	61	9,76	!	64	9,17	!
!	Juillet	!	256	40,96	!	278	39,83	!
!	Août	!	266	42,56	!	318	45,55	!
!	Septembre	!	42	6,72	!	38	5,45	!
!	TOTAL	!	625	100,00	!	698	100,00	!
!		!			!			!

Des efforts sont entrepris en vue d'aboutir à une occupation plus longue des gîtes par les locations de week-end et celles hors saison. Ils passent par l'installation de moyens de chauffage et ne semblent pas tout à fait vains. En 1970, très rares étaient les gîtes qui essayaient de louer en dehors des mois de juillet à septembre. Le développement des locations hors saison date des années 72-73. En 1970, 13 % seulement des gîtes des Côtes-du-Nord avaient loué pendant une semaine, en dehors des quatre mois cités plus haut.

Tous les gîtes ne conviennent guère à des locations hivernales de week-end. Outre le chauffage central, ces gîtes ne doivent pas être trop éloignés des grandes villes (100 km au maximum) et surtout leurs propriétaires doivent résider sur place. Cela est essentiel lorsque les

gîtes sont loués chaque semaine à des personnes différentes.

Mme M. domiciliée au Mans possède le téléphone. Elle a aménagé un gîte en 1971 pouvant accueillir sept personnes, équipé du chauffage central, à Sainte-Gauburge, petite commune de l'Orne à 16 km de l'Aigle sur la N. 24 bis Verneuil-Argentan. Mme M. a loué en week-end à plusieurs reprises (60 F pour deux nuits).

Les vacanciers pour un si bref séjour ne font guère de ménage et les vacanciers suivants trouvent le gîte sale. Il faut se déplacer, ce n'est pas rentable ou trouver une femme de ménage, ce qui est difficile. La location de week-end a été abandonnée. Une meilleure solution consiste à louer le gîte d'octobre à mai en résidence secondaire. C'est ce qu'à fait dès 1973, M. G. pour son gîte de Ruca (Côtes-du-Nord) loué à des Rennais. Hors saison, les gîtes de l'intérieur se louent plus facilement que ceux du littoral. La campagne reste active en hiver alors que bien des commerces des stations, pourtant animées l'été, sont fermés (enquêtes en 1975 auprès des relais des Côtes-du-Nord et de Loire-Atlantique).

La durée de location est enfin fonction du classement. Ainsi en Vendée, les locations 3 épis sont réalisées plus rapidement ; elles sont souvent demandées par les étrangers et attirent davantage les citadins pour les locations hors saison en résidence secondaire. Dans les cantons littoraux vendéens, les gîtes 3 épis sont loués entre onze et seize semaines alors que la moyenne d'occupation des gîtes dans ce secteur est de soixante-huit jours. Quelques-uns ont été occupés en mars, en mai et tous en juin. Dans le Bocage, s'il est resté quelques locations inoccupées en juillet, tous les gîtes 3 épis étaient occupés.

4) l'origine géographique

Il est possible de dresser le tableau suivant à partir du nombre des familles. En 1970 comme en 1975, la France est divisée en deux par une ligne allant de Caen à Marseille. La presque totalité provient des

départements situés à l'Est de cette ligne. On peut cependant noter entre les deux dates considérées, un certain affaiblissement des pôles traditionnels (région parisienne et Nord-Pas-de-Calais) au profit d'une plus grande diversification dont bénéficie le Centre.

Tableau 129 : origine géographique des vacanciers en gîtes ruraux
1970-1975

!	Région	!	1970 (33)	!	1975 (34)	!
!		!	nombre	!	nombre	!
!		!	%	!	%	!
!	Paris et rég.par.	!	221	!	305	!
!	Nord, Pas-de-Calais	!	73	!	64	!
!	Centre, Val de Loire	!	35	!	81	!
!	Ouest	!	25	!	58	!
!	Est	!	22	!	17	!
!	Midi, Rhône, Alpes	!	20	!	28	!
!	Etrangers	!	23	!	45	!
!	Divers	!	17	!	36	!
!		!		!		!
!	TOTAL	!	436	!	634	!
!		!	100,00	!	100,00	!
!		!		!		!

Les efforts accomplis vers l'étranger commencent à porter leurs fruits. Il est difficile de préciser la nature de cette clientèle étrangère. Comme elle est relativement peu nombreuse, elle est souvent comptabilisée globalement. Néanmoins, les départements de la Manche, du Morbihan, de Loire-Atlantique, du Calvados, l'ont étudiée en 1975. Le tableau suivant en montre la répartition par nationalité.

Tableau 130 : répartition par nationalité des familles étrangères hébergées en gîtes en 1975

! Grande - Bretagne	! 37	! Suisse	! 5	!
! et Irlande	!	! Danemark	! 3	!
! Belgique	! 30	! Suède	! 2	!
! R.F.A.	! 20	! U.S.A. - Canada	! 2	!
! Pays-Bas	! 17	! Autres	! 4	!
! TOTAL = 120 familles			!	!
			!	!

Le poids des étrangers dans les gîtes loués varie également selon les périodes de l'année comme le montre ce tableau établi pour la Loire-Atlantique en 1975 (102 gîtes).

La clientèle étrangère est incontestablement un facteur d'allongement de la durée de location des gîtes. Il y a autant d'étrangers dans la première quinzaine de septembre que dans celle d'août alors qu'en septembre moins du quart des gîtes sont loués.

Tableau 131 : Pourcentage des gîtes loués, notamment à des étrangers de Mai à Septembre 1975.

! Période	! % des gîtes loués	! % des gîtes loués	!
! !	!	! par les étrangers	!
! Mai	! 5,00	! 0,80	!
! 1 - 15 juin	! 7,50	! 0,00	!
! 16 - 30 juin	! 22,00	! 2,30	!
! 1 - 15 juillet	! 79,00	! 7,00	!
! 16 - 31 juillet	! 85,00	! 5,00	!
! 1 - 15 août	! 100,00	! 3,50	!
! 16 - 31 août	! 99,00	! 10,50	!
! 1 - 15 septembre	! 22,00	! 3,00	!
! 16 - 30 septembre	! 6,50	! 0,50	!
! !	!	!	!

5) Les contrastes entre le littoral et l'intérieur dans la fréquentation des gîtes

Nous avons déjà montré dans l'étude de la commercialisation les contrastes qui existaient entre les gîtes de l'intérieur et ceux de la bande littorale. Nous voudrions mettre également en valeur le contraste fondamental qui existe au niveau des fréquentations touristiques. Nous appuierons notre démonstration par l'étude des gîtes en Vendée dont le relais tient depuis 1972 des statistiques séparées pour le littoral et l'intérieur. La carte générale de répartition des gîtes dans l'Ouest en 1975 montre éloquentement les contrastes entre le littoral et l'intérieur. Il n'est pas inutile pour la Vendée de rappeler le nombre de gîtes selon les trois zones : 197 pour le littoral, 49 pour le Bocage, 33 pour la Venise Verte-Mervent-Vouvant. Les contrastes entre les zones et plus particulièrement entre la bande littorale et les deux autres zones peuvent être saisis pour 1974 à plusieurs niveaux. Cette étude a été rendue possible grâce aux renseignements statistiques fournis par Melle CIMMIER et M. VEZIN du relais des gîtes et aux dépouillements réalisés sur place.

- occupation des gîtes

Tableau 132 : pourcentage de gîtes loués et durée moyenne d'occupation
(Vendée - 1974)

!	!	Mervent		!	Bocage		!	Littoral		!
!	Mois	!	% nb.jours	!	% nb.jours	!	% nb.jours	!	% nb.jours	!
!	avril-mai	!	22,22 9,3	!	6,45 10,5	!	9,05 11,28	!		!
!	juin	!	18,52 18,5	!	12,90 21,0	!	28,64 16,21	!		!
!	juillet	!	88,89 25,0	!	77,42 25,38	!	91,96 27,2	!		!
!	août	!	100,00 26,4	!	100,00 28,0	!	100,00 28,1	!		!
!	septembre	!	33,33 16,3	!	6,45 28,0	!	39,20 15,35	!		!
!	TOTAL	!	43,82 58,85	!	33,87 52,84	!	47,28 68,31	!		!
!		!		!		!		!		!

Si les gîtes du littoral sont moins occupés en avril-mai, de juin à septembre, leur taux d'occupation est toujours supérieur et de beaucoup à ceux de l'intérieur. Le tiers des gîtes littoraux est occupé en juin et en septembre. Le nombre moyen de jours d'occupation des gîtes littoraux est toujours supérieur à celui des régions de l'intérieur sauf en septembre. Cette différence est liée à la composition des familles. 50 % des familles en vacances dans le Bocage en septembre n'ont pas d'enfants pour 22 % seulement dans la bande littorale.

Il est intéressant de comparer la durée moyenne d'occupation des gîtes (tableau précédent) avec la durée moyenne des séjours par famille et par mois d'occupation.

Tableau 133 : durée moyenne en jours des séjours par famille et par mois d'utilisation (Gîtes de Vendée - 1974)

! Mois !	! Venise Verte !	! Bocage !	! Littoral !	! moyenne !
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!
! avril-mai !	! 8 !	! 10,5 !	! 11,45 !	! 10,68 !
! juin !	! 14 !	! 21 !	! 16,04 !	! 16,21 !
! juillet !	! 20,7 !	! 21,75 !	! 20,66 !	! 20,70 !
! août !	! 23 !	! 28 !	! 23,17 !	! 23,79 !
! septembre !	! 14 !	! 28 !	! 13,81 !	! 14,25 !
! !	! !	! !	! !	! !

Le littoral s'individualise par rapport au Bocage par des séjours plus courts environ d'une semaine. C'est toujours au coeur de l'été que les séjours sont les plus longs.

On peut pousser l'analyse en étudiant le fractionnement des congés à l'aide du tableau ci-dessous :

Tableau 134 : fractionnement des congés dans les gîtes de Vendée
(1974) en %

! Durée !	! Venise !	! Bocage !	! Littoral !	! Moyenne !	! Moyenne !
! !	! verte !	! !	! !	! 1974 !	! 1973 !
! 1 semaine !	! 19,28 !	! 4,48 !	! 11,10 !	! 11,50 !	! 11,05 !
! 2 semaines !	! 24,10 !	! 28,36 !	! 35,30 !	! 33,07 !	! 33,13 !
! 3 semaines !	! 10,84 !	! 8,96 !	! 13,20 !	! 12,44 !	! 13,02 !
! 4 semaines !	! 43,37 !	! 53,72 !	! 39,60 !	! 42,20 !	! 42,02 !
! 5 semaines !	! 2,41 !	! 4,48 !	! 0,80 !	! 1,10 !	! 0,78 !

Le tiers des vacanciers ont pris deux semaines de vacances dans les gîtes. Les locations sont moins fractionnées dans le Bocage que dans les cantons littoraux. Les résultats sont assez stables entre 1973 et 1974.

- la composition des familles

Un premier tableau nous permet une approche globale :

Tableau 135 : composition des familles hébergées dans les gîtes vendéens - 1974 -

! !	! Venise Verte !	! Bocage !	! Littoral !
! !	! !	! !	! !
!Familles par gîte !	! 3,07 !	! 2,16 !	! 3,44 !
!Personnes par famille !	! 4,58 !	! 4,82 !	! 4,29 !
!Nb. des 1-12 ans par famille !	! !	! !	! !
! ayant des enfants !	! 1,71 !	! 2,07 !	! 1,76 !
!Nb. des 12-21 ans par famille !	! !	! !	! !
! ayant des enfants !	! 0,78 !	! 0,60 !	! 0,43 !
! % des familles sans enfants !	! 10,90 !	! 20,80 !	! 11,50 !

Les gîtes du littoral sont caractérisés par un plus grand nombre de familles par gîte, conséquence d'une plus grande fréquentation. Les familles qui y séjournent ont une taille plus petite. La famille en vacances sur le littoral semble être celle de deux à trois enfants. Les familles nombreuses vont davantage dans l'intérieur. Est-ce l'effet d'un coût de location moins élevé ? Inversement, les familles sans enfants sont plus nombreuses dans le Bocage que sur le littoral. La mer, l'attrait des jeux de plage, l'animation des stations restent des facteurs attractifs pour les jeunes.

Le tableau ci-dessous précise et confirme les remarques précédentes en insistant plus particulièrement sur les variations mensuelles de la composition des familles en vacances.

Tableau 136 : variations mensuelles de la composition des familles dans les gîtes de Vendée (1974)

! Mois	! Adultes			! 1 - 12 ans			! 13 - 21 ans		
	! Venise	! Bocage	! Littoral	! Venise	! Bocage	! Littoral	! Venise	! Bocage	! Littoral
! avril-mai	48,57	100,00	62,50	37,14	0,00	37,50	14,28	0,00	0,00
! juin	52,63	83,34	66,04	36,84	16,66	32,71	10,52	0,00	1,23
! juillet	52,44	50,37	49,94	34,96	36,84	40,12	12,58	12,78	9,94
! août	53,42	56,28	55,62	30,82	34,73	33,76	15,75	8,98	10,61
! septembre	48,64	80,00	58,71	27,02	20,00	34,09	24,32	0,00	7,19
! TOTAL	52,10	56,04	54,68	32,90	34,05	36,34	15,00	9,91	8,98

C'est en haute saison et particulièrement en juillet que les enfants sont les plus nombreux. Les familles sans enfant prenant davantage leurs vacances en début de saison et davantage dans le Bocage que sur le littoral.

L'étude de la fréquentation des gîtes d'un département non littoral, celui de la Sarthe, nous permet d'affiner notre analyse.

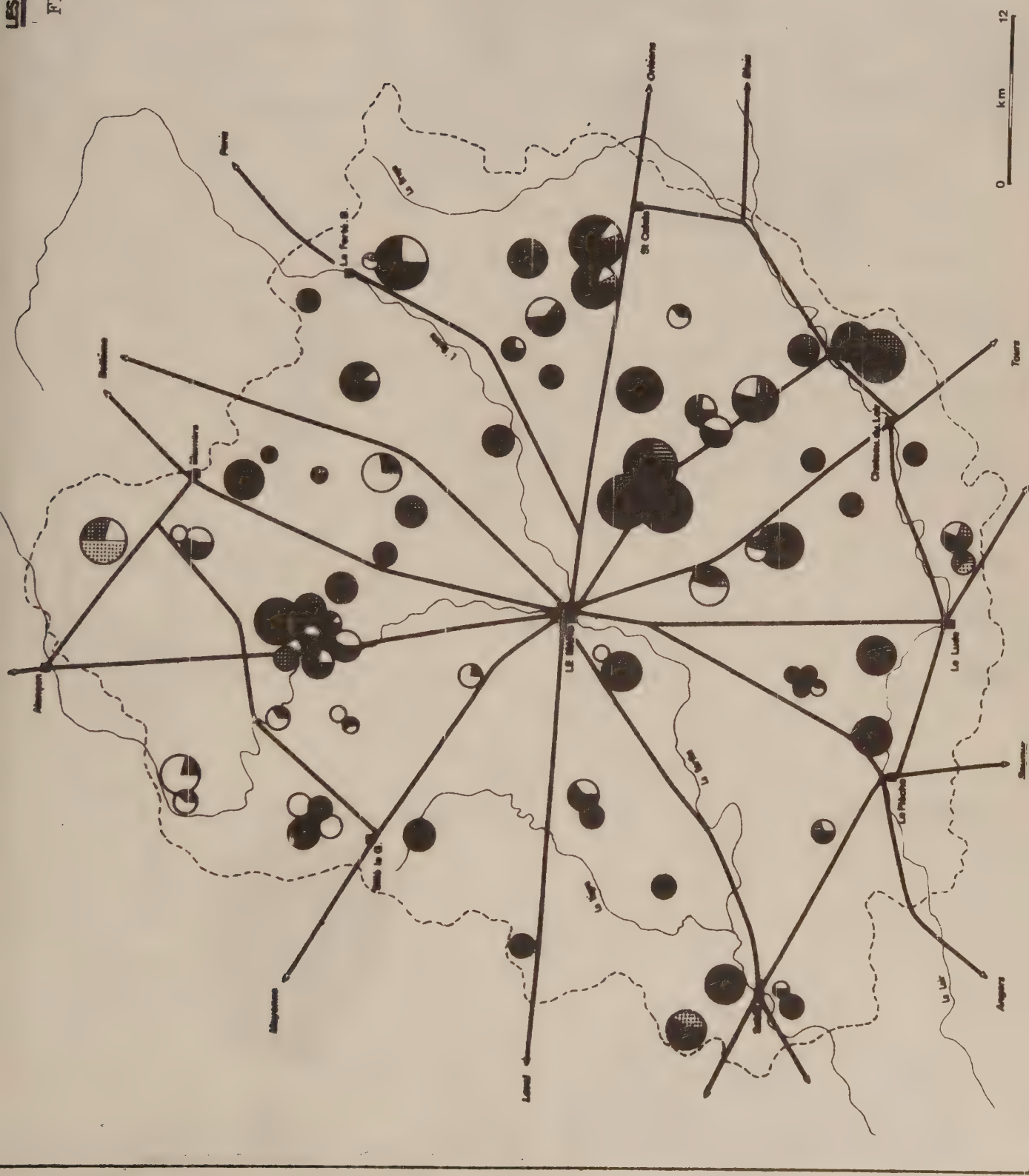
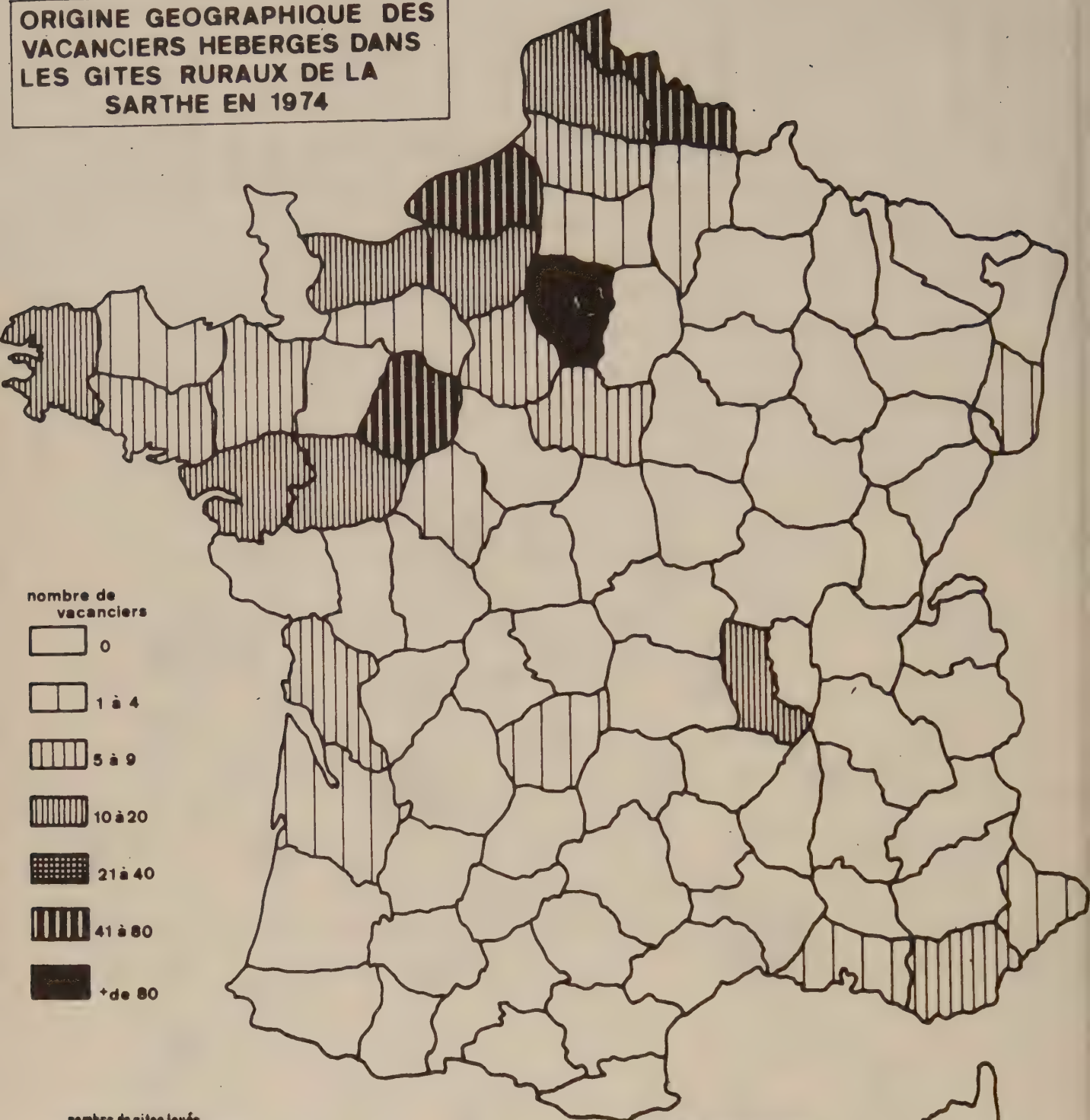
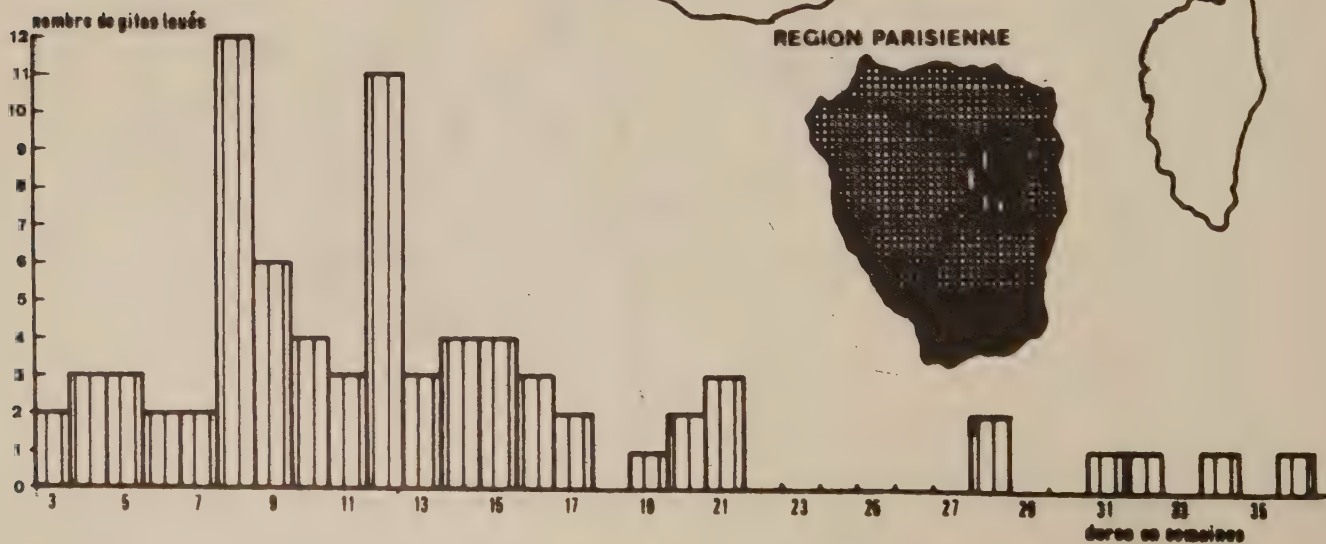


FIG. 196

**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES
VACANCIERS HEBERGES DANS
LES GITES RURAUX DE LA
SARTHE EN 1974**



nombre de
vacanciers



REGION PARISIENNE

FIG. 191 **REPARTITION DES GITES SELON LEUR DUREE MOYENNE DE LOCATION**

6) la fréquentation des gîtes ruraux dans la Sarthe

Nous avons dépouillé pour les gîtes de la Sarthe les données individuelles relatives à leur fréquentation. Ce travail a été fait pour la période 1968 - 1976 et approfondi pour l'année 1974 et la période 1971 - 1974. Les résultats de cette analyse minutieuse ont été traduits par plusieurs cartes. Un tableau général permet de suivre l'évolution des principales caractéristiques de la fréquentation.

Il montre l'amélioration de la durée moyenne d'occupation (en nombre de semaines) par gîte. De huit semaines en 1968 à plus de treize semaines en 1976, ce qui place les gîtes de la Sarthe dans une situation plus favorable que celle de l'ensemble des gîtes de l'Ouest. C'est la conséquence de la position géographique du département qui lui permet d'accueillir des vacanciers de la région parisienne tout au long de l'année. Soixante -cinq gîtes sur soixante-dix-sept en 1974 étaient équipés d'un moyen de chauffage permettant la location à l'année.

Tableau 137 : caractéristiques de la fréquentation des gîtes ruraux
de la Sarthe (1968 - 1976)

!	! 1968	! 1969	! 1970	! 1971	! 1972	! 1973	! 1974	! 1975	! 1976	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! gîtes classés	! 55	! 66	! 72	! 79	! 68	! 68	! 77	! 77	! 90	!
! nombre de	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! personnes	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! hébergées	! 566	! 715	! 872	! 942	! 1 081	! 1 119	! 1 284	! 1 355	! 1 487	!
! nombre total	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! de nuitées	! 14 833	! 16 359	! 18 865	! 20 874	! 20 349	! 24 143	! 25 869	! 26 110	! 28 588	!
! durée totale	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! d'occupation	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! des gîtes	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! (en sem.)	! 446	! 604	! 669	! 776	! 760	! 953	! 1 001	! 1 038	! 1 205	!
! moyenne	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! occupation	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! par gîte (sem)	! 8,1	! 9,1	! 9,2	! 9,8	! 11,1	! 14,0	! 13,0	! 13,5	! 13,4	!

La carte qui croise la durée de la location et l'origine géographique des vacanciers de 1974 montre bien que ce sont les gîtes de l'Est du département, les plus proches et les plus accessibles venant de Paris, qui enregistrent à la fois la durée la plus grande de location et le plus fort pourcentage de vacanciers de la région parisienne. Le rôle des grands axes routiers, de l'autoroute qui arrive jusqu'à Connerré, l'attraction exercée par la vallée du Loir sont les facteurs explicatifs déterminants. Il faut ajouter à cette fréquentation parisienne celle du Mans et des principales villes régionales.

Le tableau ci-dessous met bien en évidence les liens entre l'étalement dans le temps de la fréquentation et la proximité géographique.

La carte de l'origine géographique des vacanciers (ensemble des personnes et non plus nombre de familles) montre bien cette prédominance du quart Nord-Ouest de la France d'où viennent 97 % d'entre eux, (58 % uniquement de la région parisienne dont 37 % pour Paris).

Il ne suffit pas de souligner la bonne durée d'occupation des gîtes sarthois en nombre de semaines. Le graphique de la répartition des gîtes selon leur durée moyenne de location montre quand même que certains ne sont loués que trois à cinq semaines. M. S. à Pont-de-Gennes dont le gîte est situé à dix-huit kilomètres du Mans et à une centaine de mètres de l'Huisne, équipé d'un chauffage au mazout, déplorait en 1973 n'avoir reçu aucune demande de location pour juin et septembre, une seule pour juillet et vingt pour le mois d'août. En revanche, certains gîtes sont loués plus de trente semaines par an. En 1970, le gîte de la " Petite Gate " isolé au coeur de la forêt de Vibraye, a été loué près de six mois. Outre la saison normale d'été, le gîte fut loué un mois à un membre de l'expédition Paul-Emile VICTOR qui voulait rédiger ses rapports et trois mois, d'avril à juin, à une infirmière de Paris qui y logea sa mère et sa fille pour " une cure d'air " (36).

LES GITES RURAUX DE LA SARTHE :
CAPACITE D'ACCUEIL
ET
COEFFICIENT D'OCCUPATION .
(1974)

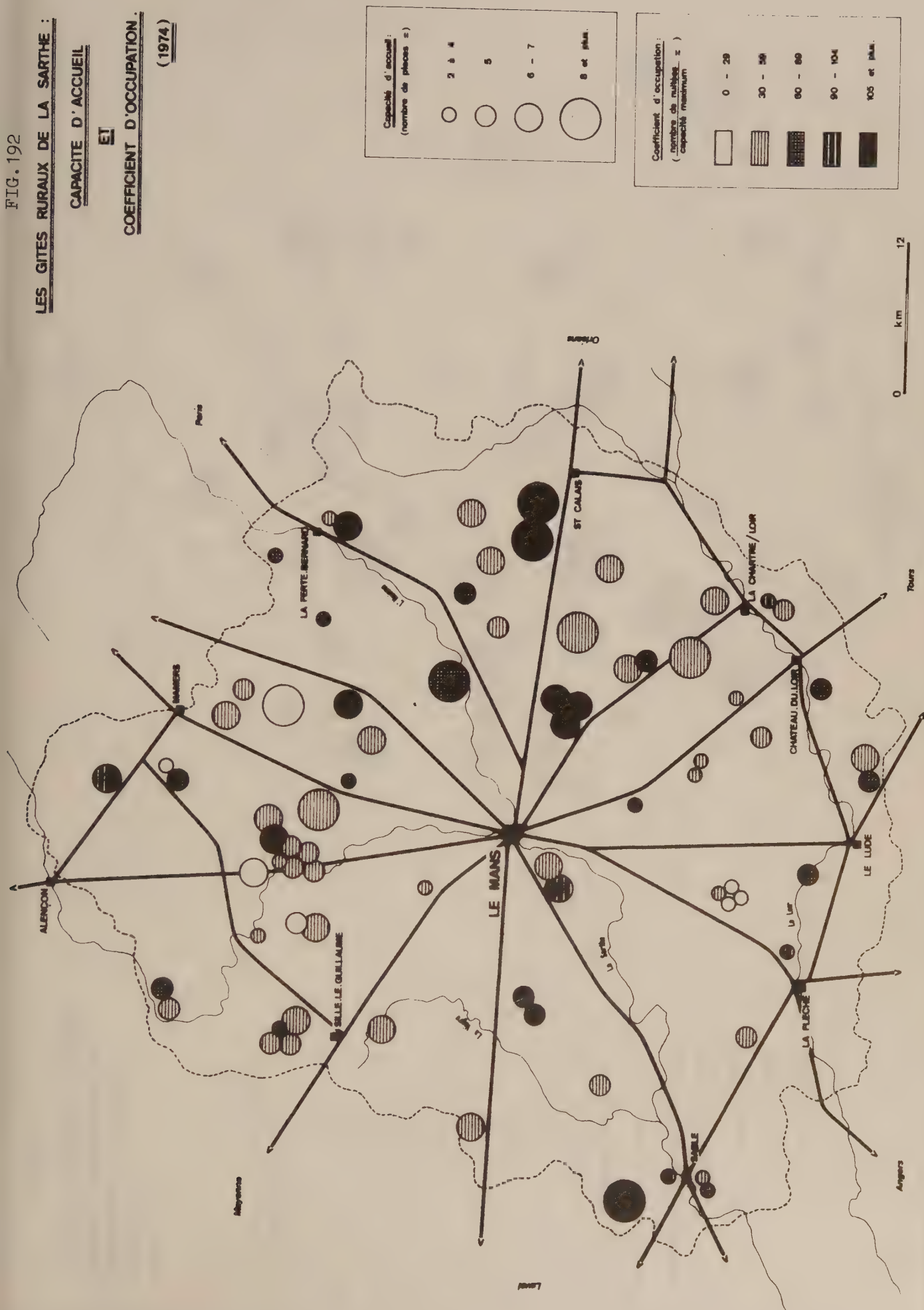
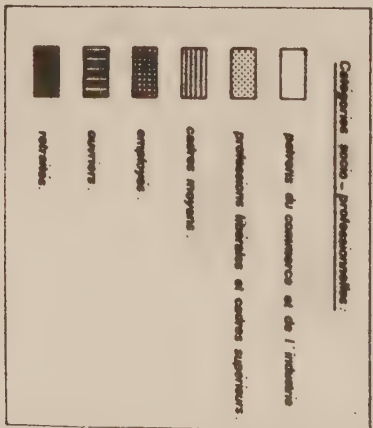
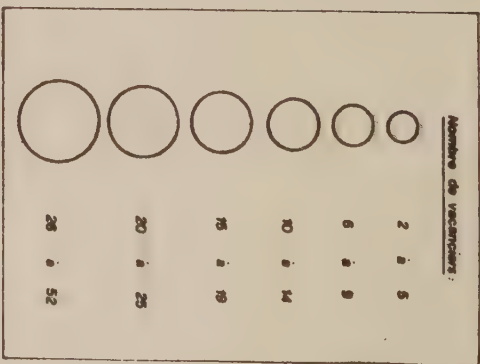
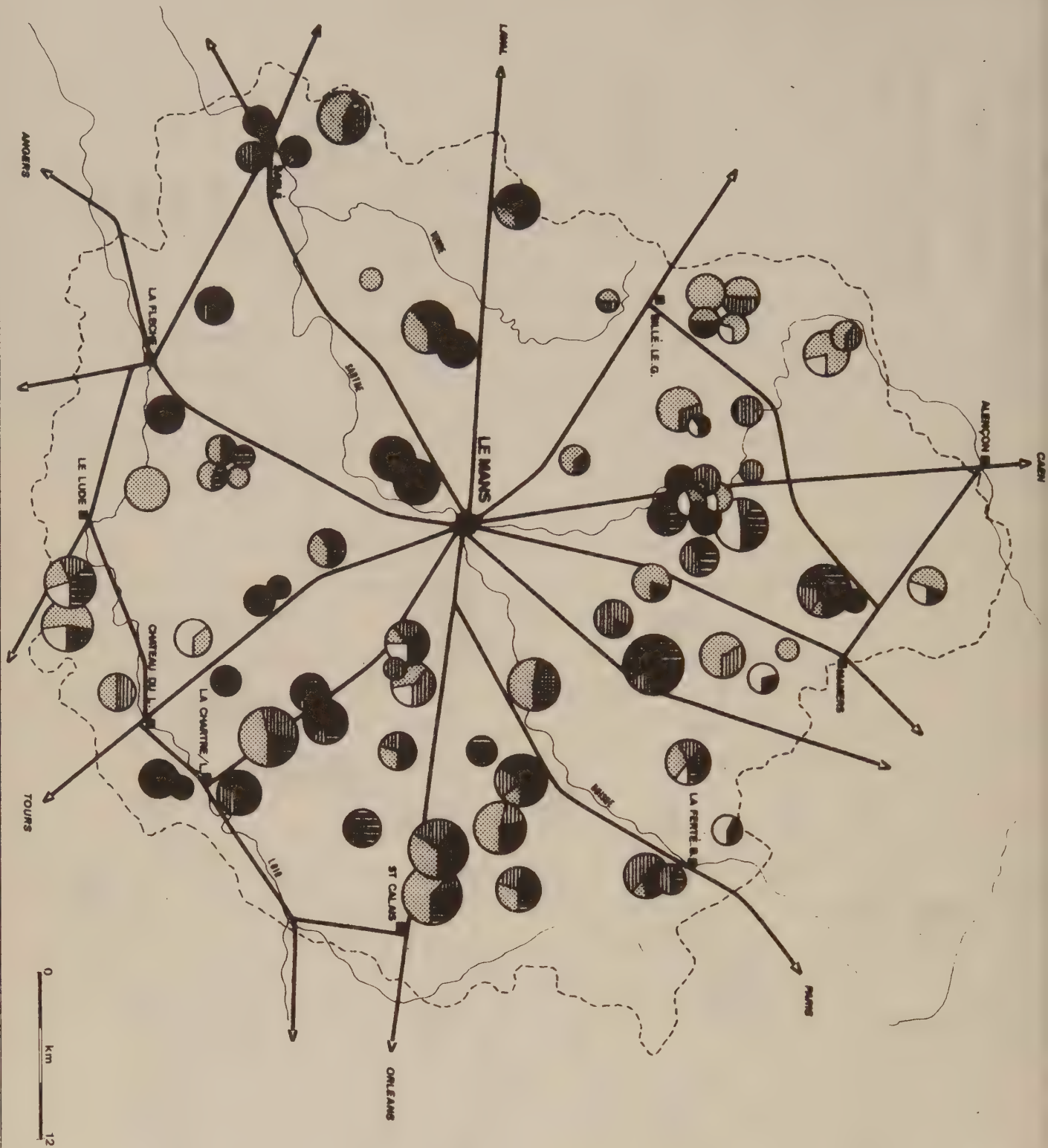


FIG. 199

LES GITES RURAUX DE LA SARTHE :
Nombre de personnes accueillies
et structure socio-professionnelle
des vacanciers.
 (1974)



VARIATIONS MENSUELLES DE LA FREQUENTATION DES GITES RURAUX DE LA
SARTHE ET DOMICILE DES VACANCIERS (1974)

Mois	Région parisienne	Nord	Est	Midi Côte d'Azur	Ouest	Autres régions françaises	Etranger	TOTAL :
Janvier	1				9	2		12
Février	5			1	2	5		13
Mars	15	2		1	2	2		22
Avril	14	4		1	4	2	1	26
Mai	9			1	6	1	1	18
Juin	18			1	9	3		31
Juillet	35	11	1		13	5	4	69
Août	51	8		1	14	6	2	82
Septembre	21	2		2	4	4	2	35
Octobre	5	1			1		1	8
Novembre	5					2		7
Décembre	8				8	2		18
TOTAL	187	28	1	8	72	34	11	341

Unités : nombre de familles.

La confrontation de la capacité d'accueil des gîtes (en nombre de places) avec le nombre réel de nuitées enregistrées (37) permet d'approfondir l'analyse de la fréquentation en tenant compte des week-ends. La carte élaborée souligne de nouveau l'opposition entre l'Est et l'Ouest du département : les gîtes ayant les plus forts coefficients d'occupation (105 et plus) sont tous situés à l'Est de la ligne Alençon-Le Mans avec un fort pourcentage de vacanciers originaires de la région parisienne et du département de la Sarthe. A Montaillé, près de Saint-Calais, traversé par la nationale 157 Le Mans-Orléans, les S. agriculteurs, ont aménagé deux gîtes équipés d'un chauffage central au mazout. Le premier peut recevoir douze personnes et le second onze. En 1974, ils furent loués une trentaine de fois en " week-end " à des Parisiens, des Tourangeaux, des Manceaux désireux soit de passer quelques jours au calme soit de participer à un rassemblement de familles, à un rallye etc...

Quelle est la composition socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe ? Un tableau évolutif et une analyse détaillée pour 1974, au niveau de chaque gîte permet de répondre à cette question.

Tableau 139 : origine socio-professionnelle des familles de vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe - 1968-1974

!	!	!	!	!	!	!	!	!
!	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!
(1)	37,30	38,04	35,59	33,47	33,70	36,70	35,05	!
(2)	4,50	15,21	8,41	8,26	6,30	11,11	12,69	!
(3)	26,11	16,84	16,82	19,42	13,70	15,82	11,48	!
(4)	15,67	10,90	8,81	7,03	8,15	6,40	4,83	!
(5)	11,95	9,78	12,15	13,64	14,45	12,46	16,31	!
(6)	4,47	9,23	18,22	18,18	23,70	17,51	19,64	!
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	!

- (1) cadres supérieurs et moyens ; professions libérales
- (2) commerçants et artisans
- (3) employés
- (4) ouvriers
- (5) retraités
- (6) autres catégories

FIG. 194

**PERMANENCE DES CUEILLES DANS
LES GITES RURAUX
DE LA SARTHE
DE 1971 A 1974**



Nombre de personnes séjournées en 1974	
2 à 5	○
6 à 9	○
10 à 14	○
15 à 19	○
20 à 25	○
26 à 32	○

Part des personnes qui étaient déjà venues dans le même gîte de 1971 à 1973			
30 %	80 %	70 %	100 %

Le tableau confirme les résultats dégagés de l'étude de la fréquentation des gîtes de l'ensemble de l'Ouest : proportion élevée de cadres moyens et supérieurs ; renforcement du poids des commerçants et artisans ; effacement relatif des employés et ouvriers. Dans la Sarthe, comme dans l'ensemble de l'Ouest, la fréquentation des gîtes ne ressort pas du " tourisme social " au sens où on l'entend ordinairement. Nous avons précisé ces chiffres pour 1974 en tenant compte du nombre de personnes par famille et en éliminant la catégorie " autres ".

Tableau 140 : origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe en 1974 (selon le nombre de personnes).

! catégories socio-professionnelles !	!	%	!
! Patrons du commerce et de l'industrie !	!	6,94	!
! Professions libérales et cadres supér. !	!	30,41	!
! Cadres moyens !	!	17,45	!
! Employés !	!	20,83	!
! Ouvriers !	!	12,24	!
! Retraités !	!	12,14	!
!	!		!

Comme il fallait s'y attendre, la part des retraités baisse sensiblement alors que celle des cadres supérieurs, patrons du commerce et de l'industrie, cadres moyens apparaît très forte (55 %). La carte du nombre de personnes accueillies et de la structure socio-professionnelle des vacanciers montre cependant qu'il n'y a pas ségrégation sociale au niveau des gîtes. Les gîtes " monocolores " sans être absents ne sont pas très nombreux, alors que plusieurs catégories socio-professionnelles se succèdent assez fréquemment (jusqu'à cinq catégories par gîte).

Nous avons essayé enfin, de mesurer le degré de permanence de la

clientèle des gîtes ruraux sarthois, en calculant le pourcentage de ceux qui en 1974 étaient déjà venus dans le même gîte au cours des trois années précédentes (1973-72-71). Cinquante-cinq gîtes sur les soixante-dix-sept étudiés fonctionnaient déjà en 1971. 48 % des personnes en vacances dans la Sarthe en 1974 étaient déjà venues au moins une fois, au cours des trois années précédentes. Se trouve ainsi confirmée une certaine stabilité dans les lieux de séjour, constatée également dans les meublés de Vendée : 63 % des ménages en location étaient déjà venus l'année précédente et 95 % d'entre eux souhaitaient y revenir (38). La carte de la permanence des clientèles montre que dans certains gîtes, les habitués se succèdent régulièrement, excluant de fait les nouveaux venus et que le phénomène de stabilité des lieux de séjour est assez général, touchant tous les gîtes.

En définitive, il n'existe pas seulement de profondes différences quant au seul nombre absolu de gîtes entre les campagnes profondes et celles proches de la mer. Les contrastes se manifestent également dans la durée d'occupation, les conditions de commercialisation, la composition des familles. Tout tend à se passer comme si les gîtes des campagnes les plus éloignées de la mer fonctionnaient moins longtemps, moins souvent, dans un marché plus fragile, avec des vacanciers plus âgés, moins fortunés. La ségrégation sociale de l'espace de vacances recoupe en partie l'opposition littoral-intérieur. L'exemple de la Sarthe montre en outre la force des habitudes, la permanence des clientèles touristiques en espace rural tout en mettant l'accent sur l'importance de la proximité des grands foyers émetteurs et notamment celui constitué par la région parisienne.

II. LES CHAMBRES D'HOTES

Elles constituent le type d'hébergement permettant les contacts les plus étroits entre citadins et ruraux. Ce sont " des chambres aménagées et équipées en vue d'accueillir des promeneurs et de leur offrir la nuitée, c'est-à-dire le coucher et le petit déjeuner " (39). Elles s'inspirent des systèmes étrangers tels que les " zimmer frei " autrichiennes ou les " bed and breakfast " anglais. A. PICARD, A. FREMONT, J. HERBIN avaient déjà attiré l'attention des géographes sur ces formes familiales d'hébergement dont les revenus deviennent les compléments indispensables du produit agricole (40). Elles sont en France d'un développement beaucoup plus récent même si de tous temps des voyageurs ont pu être hébergés chez des particuliers. Elles furent vulgarisées dans les milieux agricoles français par la Chambre d'Agriculture de l'Isère qui organisa en 1963 une mission d'études en Autriche réunissant vingt-cinq responsables agricoles du Sud-Est (41). Elles furent expérimentées dans le département de l'Isère à l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver. C'est en 1970 seulement qu'elles apparaissent officiellement dans l'annuaire de la Fédération des Gîtes ruraux. Le 7 mars 1969, l'Assemblée générale des Gîtes ruraux avait adopté une Charte spécialisée concernant les " Gîtes - Chambres d'hôtes ". Ces chambres " sont aménagées et équipées chez des particuliers en vue d'accueillir des randonneurs itinérants et de leur offrir la nuitée c'est-à-dire le coucher et le petit déjeuner. Ces chambres ne se situent pas sur les voies de passage important mais sont à proximité relative, et dans tous les cas, dans une zone rurale en voie de développement touristique. Elles doivent également se trouver à proximité de restaurant et d'auberge (42). Elles bénéficient également des aides du Ministère de l'Agriculture et parfois des conseils généraux. Dans la Manche, les communes côtières sont exclues du bénéfice des subventions départementales. Parfois, les chambres d'hôtes deviennent " chambres d'hôtes-tables d'hôtes " associant la possibilité

de consommer les plats cuisinés à la ferme et l'hébergement. Le propriétaire doit pour cela obtenir une licence de restaurant.

A - Les créateurs des chambres d'hôtes sont surtout des agriculteurs

A la différence des propriétaires de gîtes, 75 % des personnes ayant aménagé des chambres d'hôtes sont des agriculteurs, 16 % des retraités de l'agriculture et 8 % des artisans et des commerçants ruraux. Ces pourcentages sont à mettre en relation avec une législation plus stricte pour l'octroi d'aide à la création des chambres d'hôtes. La Charte de 1969 stipule en effet que pour bénéficier de l'appellation " gîte de France-chambre d'hôtes " et des avantages qui s'y rattachent, il faut être agriculteur ou bénéficiaire des subventions prévues par le Ministère de l'Agriculture en matière de gîte rural (exploitant agricole, exploitant retraité, aide familial, artisan rural).

L'âge moyen au moment de la création de la Chambre d'hôtes est de 53,08 ans soit un âge légèrement supérieur à celui des gîtes ruraux. Cela tient au plus grand nombre de retraités. En effet, l'âge moyen des seuls agriculteurs, créateurs de chambre d'hôtes, n'est que de 50,28 soit un chiffre très voisin de l'âge moyen des agriculteurs ayant réalisé des gîtes (49,75 ans). Cette correspondance se manifeste également au niveau de la taille des exploitations. 31,71 ha pour les chambres d'hôtes contre 32,70 ha pour les gîtes ruraux. C'est donc le même type d'exploitation familiale qui est concerné.

Le tableau ci-dessous nous permet de préciser les rapports entre taille des exploitations et âge des exploitants (au moment de la création des chambres d'hôtes).

Tableau 141 : âge moyen des propriétaires de chambres d'hôtes et
taille des exploitations (1975)

! taille des	! nombre de	! âge moyen	!
! exploitations (ha)	! chambres d'hôtes	!	!
! 0 - 5	! 0	! -	!
! 5 - 10	! 1	! 49	!
! 10 - 20	! 8	! 53,3	!
! 20 - 50	! 15	! 50,6	!
! 50 -100	! 4	! 43	!
! plus de 100	! 0	! -	!
!	!	!	!

L'âge moyen varie beaucoup moins selon la taille des exploitations que dans le cas des propriétaires de gîtes ruraux mais nous retrouvons la même tendance générale : les exploitants les plus jeunes et les plus dotés en terres sont également les plus entreprenants en matière de chambres d'hôtes. Près de 70 % de leurs créateurs ont plus de vingt hectares et moins de cinquante ans.

Les propriétaires de chambres d'hôtes ont en majorité réalisé des ensembles de petite taille. La moyenne du nombre de chambres par propriétaire est de 2,5 en 1976. Le tableau ci-dessous permet de mieux préciser cette répartition.

Tableau 142 : nombre de chambres d'hôtes par propriétaire dans l'Ouest
de la France (1976)

! nombre de chambres d'hôtes	! nombre de propriétaires	!
! par propriétaire	!	!
! 1 chambre	! 26	!
! 2 chambres	! 24	!
! 3 chambres	! 12	!
! 4 chambres	! 4	!
! 5 chambres	! 7	!
! 6 chambres et plus	! 3	!
! TOTAL : 190 chambres	! 76 moyenne : 2,5	!

B - Répartition et origines des chambres d'hôtes

1) une répartition contrastée

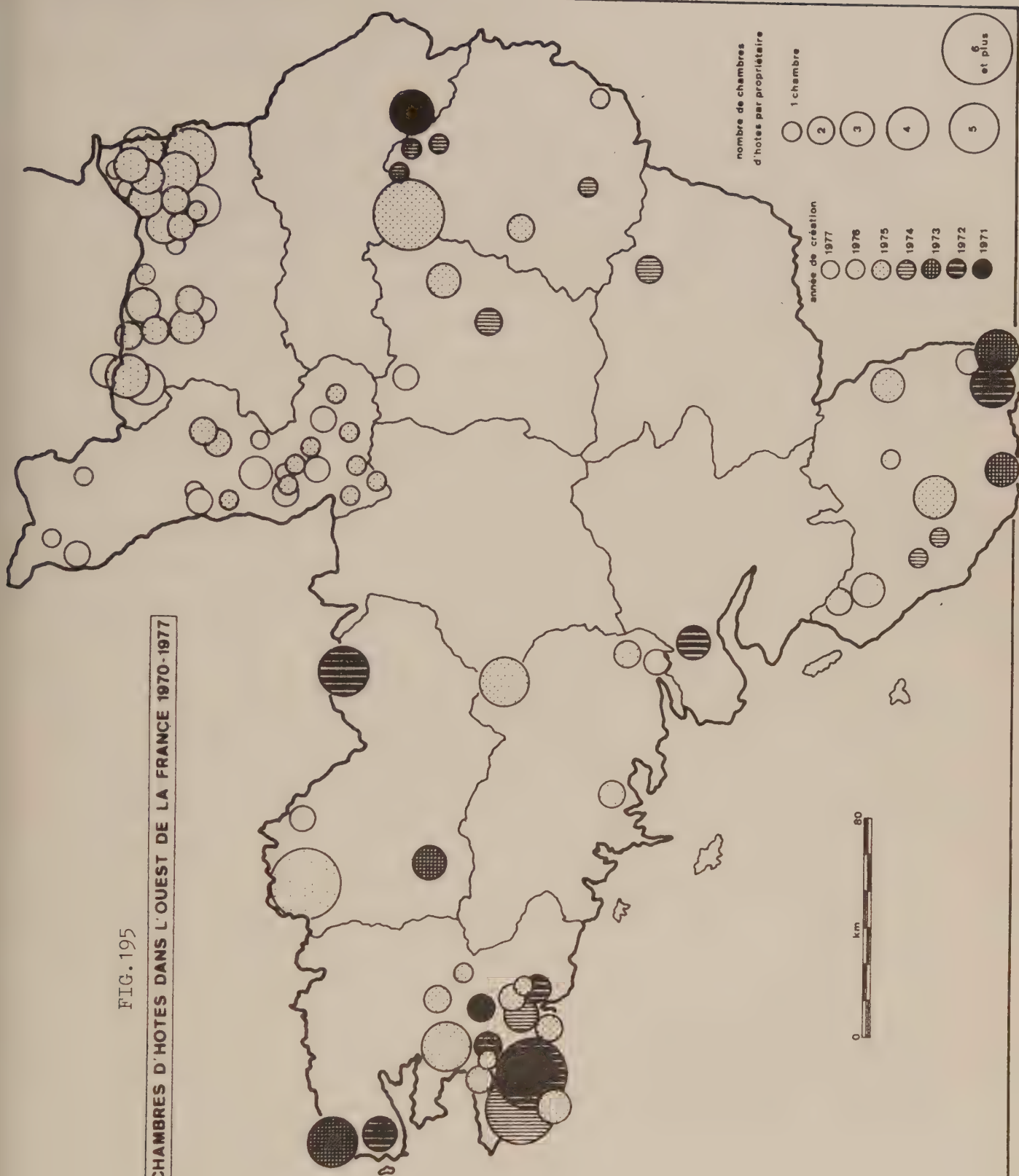
La carte de la répartition des chambres d'hôtes en 1977 montre d'importants contrastes. Plusieurs foyers apparaissent nettement : Sud-Finistère, Centre et Sud-Vendée, Nord et Ouest de la Sarthe, Sud de la Manche, Nord du Calvados. Ailleurs, les chambres d'hôtes sont peu nombreuses et isolées. Cette répartition se calque dans une certaine mesure sur celle des gîtes ruraux à l'exception du Sud-morbihannais (par absence de chambres) et du Calvados (par la rareté des gîtes). Ces foyers appartiennent cependant à deux types distincts. Les uns se sont constitués progressivement à partir de quelques initiatives isolées. Ce sont les plus anciens. Le plus bel exemple est fourni par le Sud-Finistère. La première chambre d'hôtes (et la seule de l'Ouest à l'époque) apparaît à Langolen, à proximité de la route menant de Quimper à Coray, dès 1970. Les autres ont surgi brutalement d'un seul coup. C'est le cas du Sud de la Manche en 1975 et du Calvados en 1976 (dix-sept créations d'un seul coup). Il s'agit de toute autre chose. C'est la conséquence de l'action organisatrice des relais départementaux des Gîtes ruraux qui ont décidé de jouer la carte des chambres d'hôtes, principalement dans la Manche et le Calvados. De 190 chambres dans l'Ouest en 1976, l'on est passé à 221 en 1977 et à 334 en 1978. A cette dernière date, les deux seuls départements de la Manche et du Calvados représentaient 49 % des chambres. Il est de ce fait intéressant de voir à la suite de quels processus les premières chambres d'hôtes ont été créées. Quelles difficultés ont-elles rencontrées ?

2) des origines récentes :

Quatre grandes familles peuvent être distinguées.

FIG. 195

LES CHAMBRES D'HOTES DANS L'OUEST DE LA FRANCE 1970-1977



La première, et de loin la plus importante (29 des 37 cas étudiés) est consécutive à l'action menée par les organismes s'occupant du développement et de la promotion du tourisme rural. Ce sont les Chambres d'agriculture par l'intermédiaire des conseillers agricoles et de leurs réunions de vulgarisation qui tiennent la première place (onze cas) suivies par les relais départementaux des gîtes ruraux (six cas), les offices de tourisme (deux cas) et les comités de développement (deux cas). Leur action est d'autant plus efficace que le milieu a été préparé à l'accueil des touristes par des locations meublées ordinaires ou par la réalisation antérieure de gîtes ruraux.

Mme G. domiciliée à Velluire (Vendée) a une longue habitude des locations meublées. Depuis 1960, elle louait des chambres en été, en liaison avec un restaurateur de Fontenay-le-Comte. C'est sur les recommandations du relais départemental des gîtes qu'elle les transforme en chambres d'hôtes en 1973.

Mr M., 49 ans, exploite trente-quatre hectares à Brécey dans la Manche. Il réalise d'abord un gîte rural. Ayant bien réussi, il accueille favorablement la proposition du représentant de l'office du tourisme qui voudrait voir transformer en chambres d'hôtes les pièces devenues libres après le départ des enfants mariés. Trois chambres d'hôtes sont ainsi réalisées en 1974.

Le deuxième type d'influence (huit cas), plus difficile à cerner, concerne les réalisations dues à des initiatives personnelles à la suite de la pression de la demande touristique : les chambres d'hôtes créées à proximité des plages ou des grands axes de circulation.

M. T., cinquante ans, exploite seize hectares en polyculture à Pontérec en la Forêt-Fouesnant. Il a déjà rénové l'ancienne maison de ferme en gîtes ruraux, aménagé un petit terrain de camping à cinq minutes des plages. Plusieurs familles désiraient des chambres pour leurs parents. De ce fait, il aménage des chambres d'hôtes.

M. B. est vannier au bourg de Saint-Julien-des-Landes en Vendée. Depuis plusieurs années, en août, des estivants cherchaient en vain de quoi loger, les hôtels étant complets. Il lui est arrivé d'accueillir des

vacanciers qui dormaient dans leur voiture depuis plusieurs nuits. De là, lui est venue l'idée de créer des chambres d'hôtes en 1971.

C'est en voyant la " course aux chambres " dans les hôtels de la ville voisine que M. D. agriculteur à Saint-Aubin-de-Terregatte aménage deux chambres d'hôtes.

Le troisième type d'influences est peu représenté (cinq cas). Il est relatif à la création des chambres d'hôtes par imitation d'expériences réalisées soit à l'étranger (quatre cas) soit en France même (un cas). On pouvait s'attendre à première vue à un rôle beaucoup plus grand de l'imitation étrangère, notamment britannique, dans cette partie de la France ayant toujours entretenu des liens étroits avec les pays d'Outre-Manche. Or l'imitation des " bed and breakfast " ne concerne qu'un seul exemple sud-finistérien. Par contre, les trois autres créations sont dues à des imitations de modèles " continentaux ".

M. G., cultivateur, vingt-quatre hectares à Annoville (Manche), a passé en 1955 des vacances en Espagne et a toujours logé chez l'habitant. L'expérience lui plaît. Il décide de créer des chambres d'hôtes dans un ancien fenil. C'est en 1969, après des vacances passées chez l'habitant en Autriche, que M. B. exploitant quarante hectares à Seiches (Maine-et-Loire) crée deux chambres d'hôtes. De même M. Q., retraité agricole à Saint-Evarzec (Finistère) avait participé en 1963 à un voyage en Angleterre sans voir de chambres d'hôtes. C'est en 1965 lors d'un voyage en Allemagne, après la visite de chambres d'hôtes réalisées dans une ferme des montagnes du Harz, que l'idée lui est venue d'en faire également dans une ancienne étable contiguë à la maison d'habitation.

Le nombre encore limité de chambres d'hôtes dans l'Ouest explique que leur rôle d'entraînement soit encore faible. Néanmoins, c'est à l'imitation de chambres d'hôtes réalisées dans la Sarthe que M. D., retraité à Saint-Pierre-sur-Orthe (Mayenne) créé en 1975 des chambres d'hôtes dans l'aile gauche de son logement devenu trop grand après le départ de ses enfants.

Le dernier type d'influences (deux cas) est lié à l'action des moyens d'information (essentiellement presse). C'est à la lecture d'un reportage du " Télégramme de Brest " que M. H. cultivateur à Lopérec, soixante-sept hectares, aménage trois chambres d'hôtes, d'autant plus que la demande est forte en été.

En conclusion, nous pouvons retenir la faiblesse des imitations régionales et le rôle très limité des moyens d'information. Par contre, l'action des organismes de promotion du tourisme a été fondamentale. La différence est de ce fait grande avec la manière dont s'est faite la diffusion des gîtes ruraux. Cela tient au fait que les chambres d'hôtes encore peu nombreuses en 1978 sont nées plus tardivement que les gîtes et qu'elles sont encore assez mal connues des ruraux. Il s'agit donc d'une formule presque essentiellement due à l'action menée par les responsables des gîtes ruraux, des offices du tourisme, des comités d'aménagement.

C - Les réactions suscitées par la création des chambres d'hôtes et les obstacles rencontrés

1) les réactions

Par rapport aux réactions suscitées dans le milieu local lors de la création des gîtes ruraux, le développement des chambres d'hôtes a provoqué beaucoup moins de réactions négatives. Un milieu davantage sensibilisé aux problèmes du tourisme en espace rural, une empreinte touristique plus légère, un plus faible développement expliquent en définitive cette différence.

Dix-huit créations n'ont entraîné d'autre réaction qu'une simple curiosité. Dix ont fait l'objet d'encouragements et d'approbations.

Les gens du pays profitent de cette possibilité pour loger ceux de leurs amis qu'ils ne peuvent héberger chez eux. Les appréciations sont particulièrement favorables dans les communes côtières habituées, comme à Annoville (Manche), à un brassage estival de populations et possédant l'habitude de locations de chambres meublées. Néanmoins, neuf des trente-sept cas étudiés ont été jugés soit avec méfiance et scepticisme (cinq cas) soit même avec inimitié (quatre cas).

M. H. exploite treize hectares à Landudec (Finistère). Le départ des enfants a libéré des chambres. Devant le succès, une ancienne habitation a été rénovée. Au total, huit chambres d'hôtes furent aménagées. Il résume assez bien la situation : " réaction mitigée, dans la commune : curiosité, surprise puis jalousie devant le succès ; beaucoup de scepticisme aussi ".

Les chambres d'hôtes peuvent apparaître comme une concurrence directe faite à l'hôtellerie. Les clients hébergés dans une chambre d'hôtes ne se rendent pas à l'hôtel. Aussi nous sommes-nous efforcés de cerner l'attitude des hôteliers face aux chambres d'hôtes.

Dans vingt-quatre cas, les hôteliers n'ont pas réagi : ou la chambre d'hôtes ne représente qu'une faible capacité d'accueil ou leurs hôtels sont très éloignés. Mais dans neuf cas, leur position fut très favorable. La chambre d'hôtes ne concurrence pas vraiment l'hôtellerie : en effet, elle fonctionne surtout en été c'est-à-dire pendant la période où l'hôtellerie tourne à 100 % de la capacité d'accueil et où elle refuse des clients (Fouesnant). Les hôteliers envoient d'ailleurs les clients en surnombre dans les chambres d'hôtes (Plonevez-Porzay-Damvix). En échange, les estivants vont prendre leurs repas chez l'hôtelier (Tréglonou, Saint-Rémy-du-Val). Dans quatre cas, seulement, la réaction des hôteliers fut négative surtout au départ. Il s'agissait davantage de méfiance (Brécey), de réserve (Saint-Pierre), d'inquiétude (Seiche) de réticence (Saint-Aubin de Terregatte) que d'hostilité déclarée.

2) obstacles au développement des chambres d'hôtes

La formule des chambres d'hôtes peut paraître simple. Son développement limité dans l'Ouest s'explique en partie par l'existence d'un certain nombre d'obstacles.

Le premier est lié à l'insuffisante connaissance de la formule auprès des vacanciers qui entraîne un manque de clients. Certaines chambres d'hôtes trop à l'écart des grands axes de circulation sont ignorées. De ce fait, les investissements restent aléatoires et l'on est vite bloqué à deux ou trois chambres. Les propriétaires ayant réalisé un nombre de chambres élevé (huit à douze) bénéficient d'avantages particuliers ; proximité de la mer ou d'une ville importante qui permet de jouer sur d'autres tableaux (réunions, salles de banquets etc...). Ceci explique que les personnes qui considèrent le tourisme rural, non comme un petit appoint saisonnier ou comme une distraction, ont intégré les chambres d'hôtes à d'autres activités : complexe de gîtes à Pouldreuzic, location de salles de réunion pour mariages et séminaires au château de Maleffre, table d'hôtes à Trémargat, gîtes et centre équestre à Tréglonou... L'on rencontre alors d'autres problèmes.

La chambre d'hôtes, plus que toute autre formule d'accueil rural, exige de ses réalisateurs une grande disponibilité. Les estivants sont dans le logement principal des réalisateurs ; ils partagent avec eux le petit déjeuner, s'intéressent par goût ou parce qu'ils s'y sentent obligés à la vie de la ferme, du village : tout cela demande du temps. Il faut pratiquement une hôtesse à temps complet pendant l'été pour l'accueil de deux ou trois familles dont on facturera uniquement le prix d'une chambre et d'un petit déjeuner. Est-ce rentable alors que sur l'exploitation le travail presse ? Certains agriculteurs sont très conscients de ces problèmes. Au-delà de trois à quatre chambres, il est presque nécessaire de prendre du personnel mais il faut alors franchir un seuil et devenir hôtelier.

Comme le constate M. H. propriétaire exploitant de soixante-dix-sept hectares à Louvigny (Calvados) qui a aménagé deux chambres d'hôtes, " l'agriculture intensive est une chose, le tourisme rural une autre et il faut rester dans la limite des possibilités de travail de la maîtresse de maison ".

M. M. exploite une ferme herbagère de trente-quatre hectares dans la Manche. Son épouse écrit : " pour ma part, je ne pense pas continuer. J'assume encore une activité extérieure dans la ferme et ne veux pas être astreinte à un horaire fixe. Je le regrette pour les relations que cela nous apporte ". La grande disponibilité de l'hôtesse est un facteur essentiel de réussite. Là où elle est grande existent d'ailleurs des facteurs particuliers : élevage ovin dont les gros travaux ne coïncident pas avec la période d'été à Trémargat, présence de jeunes filles qui étudient les langues étrangères et qui recherchent les contacts à Commerveil, abandon de l'activité agricole à Saint-Aubin de Terregatte... qui démontrent à contrario les difficultés à conduire de pair activité agricole et occupation touristique.

Cette disponibilité, cette obligation du dialogue se heurtent également à d'autres obstacles d'ordre psychologique. Sans vouloir considérer bien au contraire le milieu rural comme attardé, il faut constater que bien souvent il n'est pas prêt au dialogue avec les citadins. Comme le dit Madame JOLLY, dans un langage très direct qu'elle maîtrise parfaitement : " il faut apprendre à se dominer et surtout à perdre nos complexes de paysans. L'esclavage mental est long à mourir... et encore je pense être privilégiée par rapport à d'autres paysannes. Et pourtant, nous n'avons aucune raison de nous croire inférieure... mais allez donc..." (43). Madame JOLLY qui a aménagé deux chambres d'hôtes en 1972 dans d'anciens greniers n'a cependant jamais été une " vraie paysanne ", si l'on en croit tout au moins la manière dont elle est perçue par les gens du pays (44).

Ce changement d'activités a amené certaines agricultrices à mieux se préparer en suivant les stages organisés par les Chambres d'agriculture et même ceux de l'I.F.O.C.A.P. à Draveil.

Existe enfin une dernière série de difficultés liées à la fiscalité. Le propriétaire de chambre d'hôtes ne peut être assimilé à un hôtelier ce qui lui permettrait une récupération complète de la T.V.A. ayant grevé les investissements réalisés (45) ni à un loueur de chambres meublées au sens classique du terme puisqu'il fournit des draps ainsi que certaines prestations (petit déjeuner etc...). Il faut prendre une demi-patente pour six mois alors que la fréquentation est forte pendant deux mois seulement. Le calcul du forfait avec l'Inspecteur des impôts est dans bien des cas une source de tracasseries (cas du château de Maleffre). L'agriculteur doit ajouter à sa déclaration de revenus agricoles la moitié des recettes des chambres d'hôtes.

D - Commercialisation et fréquentation des chambres d'hôtes

1) commercialisation

Elle ressemble fort à celle des gîtes ruraux. Les propriétaires de chambres d'hôtes sont affiliés aux relais départementaux des gîtes ruraux et bénéficient de ce fait de leur support publicitaire (catalogue, campagne promotionnelle à l'étranger et en France). Elle en diffère cependant par deux caractéristiques : l'absence de service de réservation ; une part plus grande d'initiative individuelle liée à la publicité par panneau le long des routes. D'ailleurs les locations se font au jour le jour au gré des passages, ou par téléphone (trente-cinq chambres d'hôtes ont le téléphone). Les chambres d'hôtes reçoivent également les estivants envoyés par les Syndicats d'initiative (Saint-Aubin-de-Terregatte). Les anciens locataires et la publicité " de bouche à oreille " jouent également un rôle important. Les réservations tiennent une place beaucoup plus grande dans les chambres d'hôtes proches de la mer (Fouesnant). Certains passent des annonces publicitaires dans la presse parisienne et du Nord (Damvix)

ou dans des guides spécialisés (Automobile-Club européen) ou bien encore éditent des dépliants déposés au siège des S.I. de la région, chez les commerçants, les restaurateurs et même à la " Maison de Bretagne " à Paris. Cette commercialisation " artisanale " explique certains traits de la fréquentation touristique.

2) fréquentation

Grâce aux réponses à nos questionnaires et au dépouillement personnel des relevés de locataires faits par quelques propriétaires de chambres d'hôtes, il nous est possible de dégager les grands traits de la fréquentation touristique qui présente certains caractères bien marqués.

- une saison plus étalée que dans les gîtes ruraux : si la période de pointe est en août, les chambres d'hôtes réalisent des locations lors des vacances de Pâques, en mai, juin, et jusqu'en septembre.

M. G. de N. a aménagé dans son château de Maleffre douze chambres, sur les conseils de F. BROU. Il bénéficie d'une bonne position géographique à quelques kilomètres d'Alençon, légèrement en retrait de la Nationale 138 qui mène les touristes de Rouen par le Mans vers le Val de Loire, les côtes de Vendée, le Sud-Ouest. Si l'on ne considère que les adultes, les chambres d'hôtes du Château de Maleffre reçoivent des clients de janvier à septembre avec une forte pointe en août, comme le montre le graphique ci-dessous. Dans le département de la Manche, la durée moyenne d'occupation des chambres en 1976 a été de quarante-huit nuitées.

- des séjours relativement brefs : les chambres d'hôtes accueillent surtout des touristes de passage. M. B. à Seiche constate :

FIG. 196

FREQUENTATION DES CHAMBRES D'HOTES AU CHATEAU DE MALEPPE EN 1975

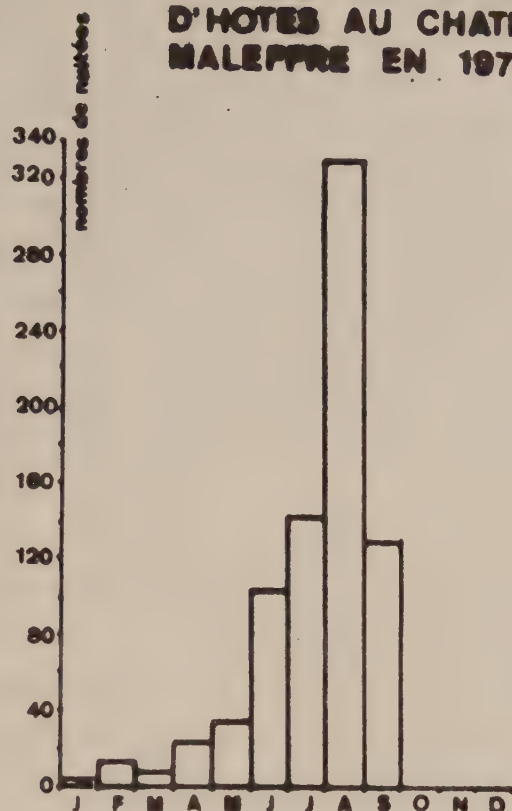
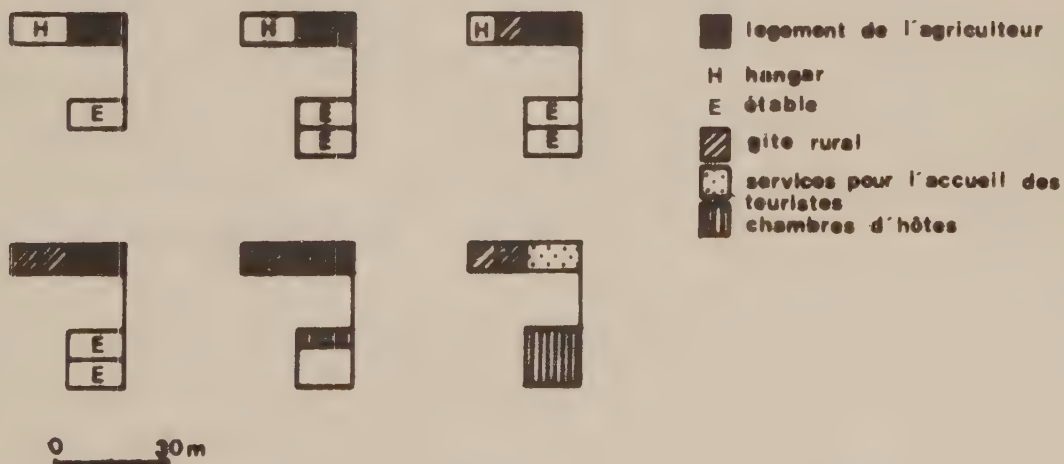


FIG. 197

EXPLOITATION AGRICOLE TRANSFORMEE EN COMPLEXE D'ACCUEIL TOURISTIQUE



" pas de séjours supérieurs à trois nuits " sauf dans les communes littorales où ils sont plus longs (huit à quinze jours sur les côtes de la Manche, du Finistère et de Vendée). Au château de Maleffre, le nombre de nuitées par touriste est compris entre 1 et 4. En 1974, cent quinze personnes avaient été hébergées dans les huit chambres d'hôtes de la Sarthe. Le nombre de nuitées par personne était de 3,0. En 1975, 1 301 personnes avaient été hébergées dans les vingt-deux chambres et la moyenne était tombée à 1,8.

- un fort pourcentage d'étrangers : représentant 50 à 80 % du nombre total des touristes hébergés. Il s'agit surtout de Britanniques et d'Allemands qui connaissent bien cette formule. Comme pour les gîtes, les vacanciers français viennent surtout de la région parisienne, du Nord de la France mais aussi de l'Est. Cette même prédominance d'étrangers a été constatée dans la Manche en 1976 : 1/3 de la clientèle était composée d'Anglais et de Hollandais. La forte fréquentation britannique est liée au trafic de " car-ferries " de Cherbourg. C'est ce flux qui a conduit M. B., trente ans, à aménager une chambre d'hôte à Fresville, au Sud de Montebourg ; connaissant les réalisations britanniques du " bed and breakfast ", parlant l'anglais, il bénéficie de sa situation géographique à moins de deux kilomètres de la RN. 13 Cherbourg-Paris. Sa clientèle est exclusivement britannique.

- un grand rôle joué par les " week-ends " : de nombreuses chambres d'hôtes réalisent des locations dès la belle saison et en automne, en week-end. La formule plus souple que celle des gîtes ruraux permet en effet à des citadins de prendre des loisirs de fins de semaine en l'absence de résidences secondaires et d'une manière plus originale qu'à l'hôtel (Orne, Sarthe, Mayenne).

- une clientèle d'intellectuels et de professions libérales. Toutes les catégories socio-professionnelles sont représentées du " petit employé des P.T.T. au P.D.G. (Lopérec) du " paysan à l'avocat " (Landudec)

mais dans l'ensemble dominant nettement les professions intellectuelles (professeurs, écrivains) et artistiques ainsi que les cadres supérieurs et professions libérales (avocats, médecins, notaires).

- un grand nombre de familles : rares sont les voyageurs isolés qui utilisent les chambres d'hôtes. M. P. exploitant agricole, quarante-deux hectares, a aménagé à Saint-Pience (Manche) une chambre d'hôtes. Il a reçu en juillet-août cinquante-neuf personnes (trente-huit adultes et vingt et un enfants). Sur les dix-neuf couples, quinze avaient des enfants et dix étaient étrangers (un belge, neuf anglais). Pour l'ensemble des chambres d'hôtes de la Manche en 1976, la composition des " groupes touristiques " a été la suivante : une personne = 10 % ; deux personnes = 35 % ; trois personnes = 10 % ; quatre personnes = 35 % ; cinq personnes et plus = 10 %. Ce sont donc les couples et les familles de deux adultes et deux enfants qui sont les plus nombreux.

Etude d'un exemple : les chambres d'hôtes de Ruca

L'exemple des chambres d'hôtes réalisées à Ruca (46), commune agricole de 637 habitants en 1968, à trente kilomètres au Nord-Ouest de Dinan, dans les Côtes-du-Nord, par A. G. est fort intéressant. La création de chambres d'hôtes est en effet le phénomène majeur qui a entraîné la transformation d'une exploitation agricole en complexe d'accueil touristique. Nous avons en 1973 lors d'une communication au colloque franco-polonais, attiré l'attention sur cet exemple (47). En 1966, le propriétaire rentre d'Afrique Noire et s'installe dans une petite exploitation agricole dont il vient d'hériter, à huit cent mètres du bourg de Ruca mais à cinq kilomètres de la baie de la Fresnaye. Il se lance dans la production de porcs puis de veaux. Ayant des notions de maçonnerie, il transforme lui-même certaines dépendances en étables plus fonctionnelles. L'échec de ces deux spécialisations l'entraîne à reconvertir progressivement ces dépendances en gîtes ruraux et en chambres d'hôtes. Chaque gîte peut accueillir quatre personnes. L'aménagement des étables se fait en deux temps ; d'abord, le rez-de-chaussée (onze chambres d'hôtes, une salle

de réunion, sanitaires) en 1970 puis, à partir de 1972, il construit un étage (neuf autres chambres). Les réactions des ruraux sont plutôt pessimistes. Celles des hôteliers sont nulles. Des prêts sont accordés difficilement. Il n'y a pas encore de subventions prévues pour ce type d'aménagement. Dans l'intervalle, l'ancien logement est abandonné. A. G. délaisse alors définitivement l'activité agricole et reprend le café-épicerie du bourg. La vieille maison d'habitation est transformée en salle de réunion et de petit déjeuner. A. G. n'y conserve qu'une chambre pour l'été. Le petit déjeuner est pris " en table commune " avec l'hôtesse qui est présente entre 7 h 30 et 10 h. La publicité est faite par l'intermédiaire des divers S. I. de la région et dans quelques journaux du Nord de la France. Cela était important au début, quand la notion de chambres d'hôtes était encore mal connue. Maintenant, elle est faite par les clients qui sont passés et qui reviennent. 60 % sont des étrangers. En 1976, A. G. crée un camping de soixante emplacements en haut du champ du Verger. Il reçoit notamment les enfants des personnes qui séjournent en chambres. La capacité d'accueil dépasse les cinquante personnes pour les gîtes et les chambres d'hôtes qui fonctionnent de Pâques à octobre avec une pointe très forte en août. On ne peut séjourner pendant ce mois " au Verger " que sur réservation. Ultérieurement, le grenier sera transformé en logement lorsque l'exploitation du café-épicerie aura cessé. La reconversion sera alors totale.

Conclusion

A la différence des gîtes ruraux, les chambres d'hôtes, malgré un développement récent et spectaculaire, sont encore très peu nombreuses dans la France de l'Ouest. Elles sont très largement le fait d'agriculteurs assez jeunes, bien dotés en terres, qui ont répondu à l'appel des organismes de promotion du tourisme rural. Certaines caractéristiques de leur fréquentation comme le fort pourcentage d'étrangers, d'intellectuels, de membres des professions libérales, leur utilisation en fin de semaine, leur confèrent une place à part au sein des hébergements récréatifs des campagnes.

III. LE CAMPING RURAL DANS L'OUEST DE LA FRANCE

A - Caractères généraux du camping rural

1) définitions et origines du camping rural

Nous soulignons déjà en 1972 (48) l'ambiguïté des expressions unissant le camping et le milieu rural : camping à la ferme, mini-camping, camping fermier, camping rural, camping d'accueil à la ferme, gîte camping-caravaning à la ferme, aires naturelles de camping... Toutes ces expressions ne sont pas toujours assorties de définitions claires recouvrant des réalités identiques. Le camping à la ferme peut désigner aussi bien un emplacement de camping de confort très limité, réalisé dans le cadre d'une exploitation que le terrain aménagé, homologué deux étoiles réalisé lui-aussi par un exploitant comme celui de M. J. à Landudec. Un effort de clarification des concepts est nécessaire mais nous parlerons de camping rural d'une manière générale comme d'un terrain de camping, réalisé par des ruraux, agriculteurs ou non, obéissant à certaines normes, mais qui se distingue à la fois du camping-sauvage et du camping aménagé traditionnel. Il correspond à la volonté, principalement d'agriculteurs, de réaliser de petits aménagements d'accueil dans le cadre de leur exploitation pour des raisons tant économiques (revenus supplémentaires) que sociales (contacts humains). Ils sont d'ailleurs souvent présentés comme une réaction au camping dans les terrains aménagés jugés surchargés en été.

Dès les premiers temps du camping, alors que les terrains aménagés étaient encore très rares, les adeptes du camping étaient fréquemment accueillis dans des fermes. C'est vers 1965 que la commission " Agriculture et tourisme " de la F.N.S.E.A. s'y intéressa comme moyen pionnier de développer le tourisme en milieu rural. Le congrès de la F.N.S.E.A. de Toulouse (1968) émit un avis favorable au développement

de ce type de camping. En 1971, " Agriculture et Tourisme " et la " Fédération française de Camping-Caravaning " mettaient au point une réglementation définissant " le camping-rural ". Il s'agit de petits terrains situés en général sur les terres d'une exploitation agricole, à faible distance du siège de l'exploitation. Ils ont leur capacité maximum limitée à six abris de camping ou vingt campeurs et doivent offrir une surface supérieure à 100 m² par installation dans un endroit salubre et agréable, donnant aux campeurs la possibilité de disposer d'un point d'eau potable et d'un W.C. à une distance raisonnable. Les terrains doivent être déclarés en mairie mais ne sont pas soumis à l'autorisation préfectorale. Le mouvement des gîtes ruraux a adopté le 10 décembre 1970 un avenant à sa Charte définissant " le gîte camping-caravaning à la Ferme " dont les normes sont plus exigeantes que les précédentes. La surface minimale pour chaque emplacement doit être de 300 m² et le gîte camping-caravaning à la Ferme doit comprendre dans des locaux couverts et éclairés, situés à moins de cent mètres, un poste d'eau potable, un bloc sanitaire (prise électrique, lavabo, douche, W.C. à effet d'eau) un bloc à laver, une poubelle, une table et des sièges, un extincteur portatif. Cependant, la densité maximale reste fixée à six installations et vingt personnes.

Le Ministère de l'Agriculture a fait paraître le 25 février 1972 une circulaire définissant le " camping à la ferme " permettant l'obtention des subventions du Génie rural. Il s'agit de terrains situés sur des exploitations agricoles, ouverts aux campeurs et aux caravaniers pour des séjours répondant aux dispositions réglementaires générales mais présentant des caractéristiques supplémentaires. Ces terrains doivent être situés en dehors des bourgs, non loin des commerces, sur un terrain aménagé. La surface minimale pour chaque installation est de 150 m² et la densité maximale est de cinq installations et vingt personnes. Les équipements exigés sont identiques à ceux du " gîte camping-caravaning à la Ferme ". Dans ces conditions, les aides sont comparables à celles accordées pour les gîtes ruraux et les chambres d'hôtes. Un arrêté des Ministres de

l'agriculture et du tourisme en date du 28 juin 1976 a créé les "aires naturelles de camping" qui doivent être implantées en milieu rural tout en respectant le cadre naturel et en ne dépassant pas la densité maximale de vingt-cinq installations à l'hectare (obligatoirement délimitées). L'équipement sanitaire exigé est sommaire constitué de trois points d'eau, trois W.C., un bac à laver, trois poubelles. Deux différences importantes sont à noter par rapport aux terrains de "camping rural" : les aires naturelles de camping sont soumises à l'autorisation du préfet et peuvent être créées par des municipalités aussi bien que par des exploitants agricoles ; un propriétaire ne peut gérer qu'une seule aire naturelle de camping alors qu'il ne lui était pas interdit d'exploiter plusieurs terrains en camping rural mais la capacité d'hébergement est beaucoup plus grande.

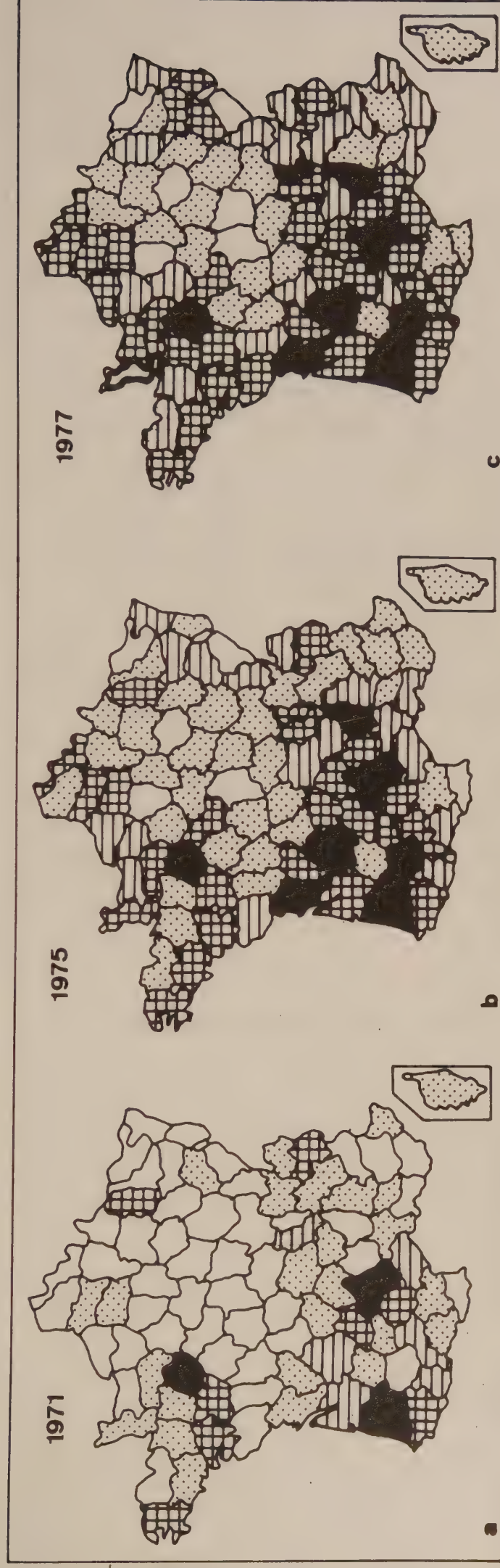
Ces types de terrain de camping présentent des traits communs. Ils sont très comparables aux gîtes ruraux et aux chambres d'hôtes dans leur volonté de développer la capacité d'hébergement du milieu rural. Ils visent à utiliser des terrains provisoirement disponibles comme les gîtes utilisent les bâtiments libres des campagnes. De création plus récente, ils participent à la même promotion du tourisme rural et ils rencontrent des difficultés analogues.

2) géographie des campings ruraux en France et place de l'Ouest

Les sources d'étude sont variées. La principale est l'annuaire de la F.F.C.C. qui donne depuis 1971 la liste par département des terrains de camping rural et depuis 1977 celle des aires naturelles de camping. Nous l'avons complétée par l'annuaire national des gîtes de France qui donne également par département la liste des gîtes camping-caravaning à la Ferme. Parfois, n'est fournie que l'adresse de l'organisme centralisateur départemental (C.A.R.R.N.A.U. pour l'Aveyron, association

NOMBRE DE PROPRIETAIRES POSSEDANT UN "CAMPING RURAL"

FIG. 198



départementale du tourisme de l'Oise etc...) et c'est auprès de ces organismes qu'il est nécessaire de se procurer la liste des terrains.

Trois cartes ont été élaborées regroupant toutes les formes de camping rural en 1971 - 1975 - 1977. Plusieurs faits peuvent être dégagés :

- En 1971, à un moment où le camping rural était encore balbutiant, trois grandes régions seulement connaissaient une assez forte implantation. Le Sud-Ouest, terre d'origine de ce camping, les Alpes du Nord et l'Ouest. Cette localisation est à mettre en relation avec l'importance de la polyculture familiale, la force des organisations agricoles, l'intérêt manifesté depuis longtemps par la promotion du tourisme en espace rural (Landes, Sarthe) le rôle de quelques fortes personnalités. R. BETEILLE (49) a montré comment l'idée d'accueillir des campeurs dans quelques fermes du Naucellois avait été lancée par quelques animateurs de C.A.R.R.N.A.U. (Comité de rénovation rurale du Naucellois) et tenue à bout de bras.

- En 1975, la diffusion du camping rural avait touché pratiquement tous les départements français et en 1977, les pôles traditionnels avaient renforcé leur position. Plus que jamais, le camping rural reste la chose du Sud et de l'Est du Massif Central, du Sud-Ouest. L'Ouest a vu en revanche sa place relative s'amenuiser comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 143 : nombre de campings ruraux en France et dans l'Ouest
(1971-1977)

!	!	1971	!	1972	!	1975	!	1977	!
!	!		!		!		!		!
!	France	270	!	483	!	792	!	1 132	!
!	Ouest	71	!	135	!	191	!	231	!
!	%	26,2	!	27,9	!	24,1	!	20,3	!

Après une très forte croissance entre 1971 et 1972, le nombre de campings ruraux continua à augmenter en valeur absolue mais moins vite que dans le reste de la France où l'on dépassait les 1 100 emplacements en 1977. Dans ces conditions, le poids du nombre de campings ruraux tombait entre 1971 et 1977 de 26 à 20 %. A cette date, la capacité d'accueil en camping rural dans l'Ouest ne représentait que 1,5 % de la capacité du camping aménagé.

B - Caractéristiques des propriétaires de campings ruraux

Le nombre de réponses à notre enquête par questionnaires est suffisamment élevé pour qu'on puisse accorder une grande confiance aux résultats obtenus. 133 réponses au total étaient exploitables qui permettent de dégager les caractéristiques des propriétaires de campings ruraux et d'établir des comparaisons avec celle des gîtes ruraux.

1) répartition des campings ruraux selon l'âge des réalisateurs (50)

Tableau 144 : campings ruraux et âges des propriétaires (1976)

!	Ages	!	nombre	!	%	!
!	20 - 30 ans	!	11	!	8,27	!
!	31 - 35 ans	!	9	!	6,77	!
!	36 - 40 ans	!	27	!	20,30	!
!	41 - 45 ans	!	18	!	13,53	!
!	46 - 50 ans	!	28	!	21,05	!
!	51 - 60 ans	!	33	!	24,81	!
!	Plus de 60 ans	!	7	!	5,27	!
!	Total	!	133	!	100,00	!

51 % des campings ruraux ont été créés par des personnes âgées de plus de 46 ans et l'âge moyen est de 45 ans. Si les créateurs de campings ruraux sont légèrement plus jeunes que ceux des gîtes, l'âge reste relativement élevé. La création d'hébergements touristiques à la campagne est plus le fait de " vieux adultes " que de jeunes ruraux. Le tourisme rural est considéré davantage comme une future activité liée à la retraite que comme une activité économique de plein temps.

2) les créateurs de campings ruraux sont essentiellement des agriculteurs

120 propriétaires de campings ruraux sur 133 sont des agriculteurs, ce qui représente 90,23 % de l'ensemble. Six d'entre eux ont une double activité. Sur les 13 non-agriculteurs propriétaires de campings ruraux, on compte quatre retraités de l'agriculture et trois artisans ruraux. Les autres appartiennent à des catégories socio-professionnelles diverses (ouvriers, enseignant, agent hospitalier etc...). Nous pouvons dire que le camping rural est essentiellement un camping à la ferme et que les deux termes sont pratiquement synonymes. Bien plus que les gîtes ruraux et même que les chambres d'hôtes, le camping rural est le fait d'agriculteurs.

3) campings à la ferme, taille des exploitations et âge des exploitants

Considérons les cent-vingt propriétaires de campings à la ferme. La taille moyenne de leur exploitation est de 32,53 hectares, chiffre très voisin de celle des exploitations possédant des gîtes. Des diversités sont sensibles à plusieurs niveaux.

- au niveau de la taille des exploitations

Comme pour les gîtes, nous traduirons la répartition des campings à la ferme selon la taille des exploitations.

La répartition des campings à la ferme selon la taille des exploitations est assez identique à celle des exploitations ayant un ou plusieurs gîtes. On retrouve le rôle déterminant des exploitations moyennes de 20 - 50 hectares. Alors que dans l'Ouest, elles ne représentent que 26,75 % du nombre total des exploitations, leur place est près de deux fois plus forte parmi celles qui possèdent un terrain de camping. Cette sur-représentation est encore plus évidente pour les exploitations agricoles de la taille supérieure. Des nuances doivent cependant être apportées sur le plan régional. Les chiffres précédents ventilés par régions de programme montrent que ce rôle des 20-50 ha est particulièrement fort en Basse-Normandie et que celui des 50-100 ha l'est dans les Pays de la Loire. En Bretagne, où les grandes exploitations sont moins nombreuses, ce sont autant celles de 10 - 20 hectares qui se sont tournées vers le camping à la ferme que les 20 - 50 ha.

Tableau 145 : campings à la ferme et taille des exploitations dans l'Ouest (1976).

! taille des ! exploitations	! nombre de campings ! valeur absolue!	! valeur relative!	! nb. d'exploitations ! dans l'Ouest (RGA - 1970!	!
! 0 - 5 ha	! 5	! 4,17	! 98 101	! 26,62
! 5 - 10 ha	! 7	! 5,83	! 60 043	! 16,30
! 10 - 20 ha	! 34	! 28,33	! 100 948	! 27,40
! 20 - 50 ha	! 56	! 46,67	! 98 586	! 26,75
! 50 - 100 ha	! 14	! 11,67	! 9 884	! 2,68
! plus de 100 ha	! 4	! 3,33	! 932	! 0,25
! Total	! 120	! 100,00	! 368 494	! 100,00

Tableau 146 : campings à la ferme et taille des exploitations par régions de programme (1976).

! Taille des ! exploitations !	Bretagne		! Pays de la Loire		! Basse-Normandie	
	A	B	A	B	A	B
! 0 - 5 ha	4,55	28,80	3,33	25,56	5,26	24,32
! 5 - 10 ha	9,09	18,10		12,94	13,16	24,32
! 10 - 20 ha	40,91	31,85	28,34	23,72	21,05	25,34
! 20 - 50 ha	45,45	20,54	50	34,14	42,11	25,59
! 50 - 100 ha		0,68	15	3,42	13,16	5,22
! plus de 100		0,03	3,33	0,22	5,26	0,74
!						!

A : exploitations ayant un camping à la ferme (en % par rapport au total)

B : ensemble des exploitations

Le trait déjà mis en évidence pour les gîtes est ici nettement plus accusé. Ce ne sont pas tellement les " petits agriculteurs " en quête de revenus complémentaires qui ont aménagé des terrains de camping mais des agriculteurs " moyens et gros ". D'ailleurs parmi les cinq agriculteurs possédant moins de 5 ha, trois exploitations sont spécialisées (maraîchage, horticulture) et deux exercent la double activité.

- au niveau de l'âge moyen

La moyenne d'âge des agriculteurs est de 44,70 mais elle varie assez sensiblement en fonction de la taille des exploitations.

Tableau 147 : âge moyen des propriétaires de campings à la ferme
et taille des exploitations (1976)

! Taille des exploitations (ha) !	âge moyen	!
!	!	!
! 0 - 5	! 42,0	!
! 5 - 10	! 50,71	!
! 10 - 20	! 48,41	!
! 20 - 50	! 42,43	!
! 50 - 100	! 44,07	!
! Plus de 100	! 40,00	!
! TOTAL	! 44,70	!
!	!	!

La moyenne d'âge des agriculteurs propriétaires d'un terrain de camping est plus faible que celle des agriculteurs détenteurs de gîtes mais l'on retrouve les mêmes faits de structure. Ce sont les agriculteurs exploitant des fermes de 5 à 20 ha qui sont les plus âgés alors que les fermes de 20 à 50 ha sont tenues par des exploitants plus jeunes que la moyenne.

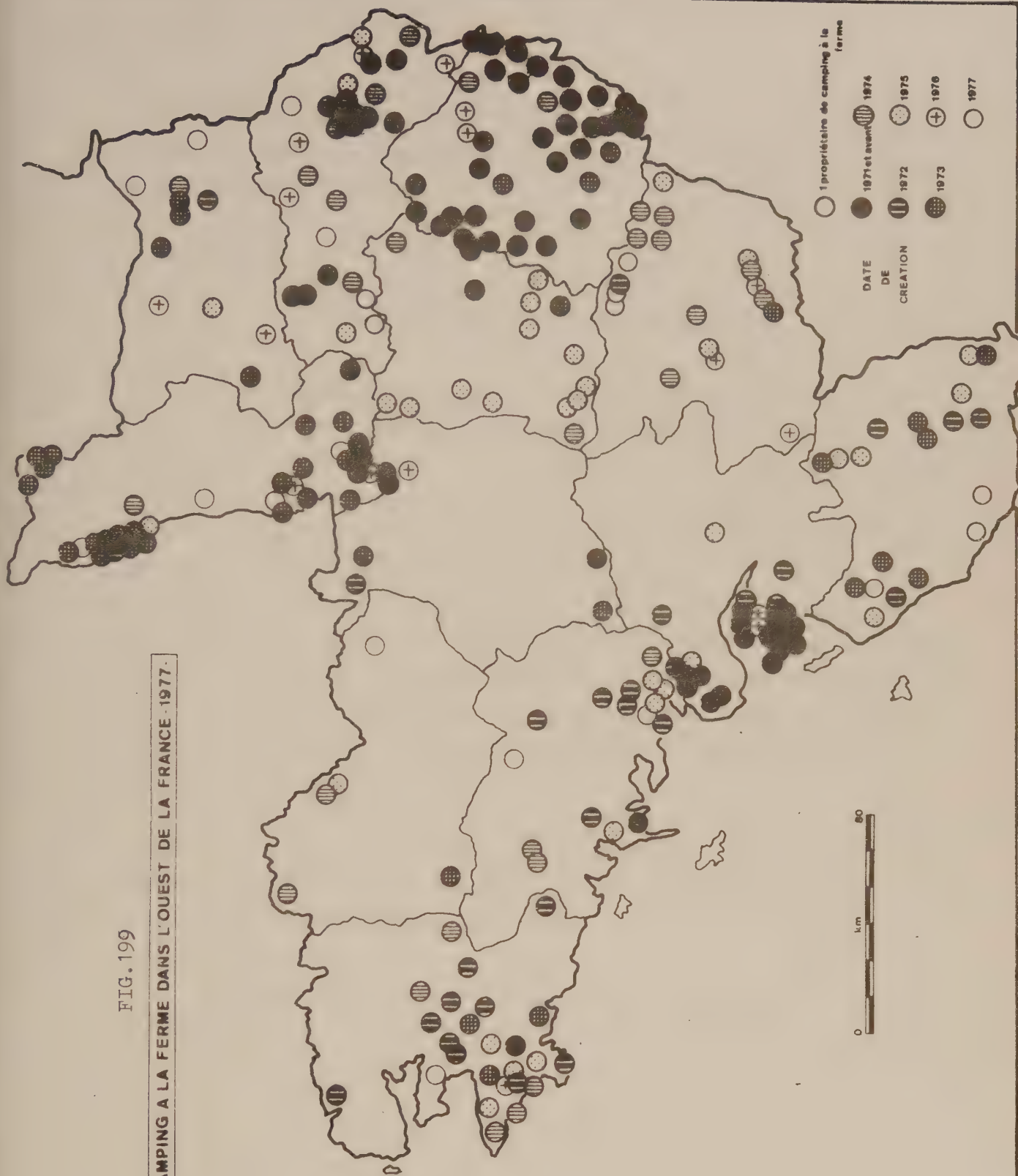
Au total, les caractéristiques des propriétaires de campings ruraux sont très voisines de celles des détenteurs de gîtes, surtout si l'on considère les créations propres aux agriculteurs. La principale originalité des campings ruraux est liée au fait qu'il s'agit de réalisations presque exclusivement d'agriculteurs.

C- Répartition et diffusion des campings ruraux dans l'Ouest de la France

Nous avons établi une carte évolutive de l'implantation des

FIG. 199

LE CAMPING A LA FERME DANS L'OUEST DE LA FRANCE - 1977.



terrains dans l'Ouest de 1971 à 1977. A partir de ce travail, il est possible d'étudier la répartition en 1977 et de voir comment, spatialement, la diffusion s'est opérée.

1) répartition des campings ruraux en 1977

Le littoral atlantique attire plus les campings ruraux que celui de la Manche à l'exception des deux concentrations autour de Granville, d'Agon-Coutainville et de Saint-Vaast-la-Hougue. Encore faut-il noter que sur la frange atlantique, l'implantation n'est pas continue : trois concentrations importantes peuvent être individualisées et deux plus secondaires. Les trois premières concernent l'Ouest cornouaillais, la Basse-Vilaine, le pays de Retz et les deux autres, le pays des Monts en Vendée, la presqu'île de Quiberon. Les Marges armoricaines constituent le second grand foyer d'implantation dont la Sarthe est le coeur. La densité est particulièrement grande dans la Sarthe et dans les régions immédiatement voisines (Perche, Mayenne angevine, vallée du Loir et Nord du Baugeois).

En dehors de ces deux grands ensembles régionaux, des petits foyers se sont constitués dans le Sud de la Manche, le Saumurois, le Sud-vendéen alors que le Nord-Finistère, les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine, le Nord de la Loire-Atlantique, le Bessin, le Choletais sont pratiquement vides.

Cette répartition est le résultat d'une diffusion dont il est possible de dégager les caractéristiques et les modalités.

2) la diffusion spatiale des campings ruraux

Le foyer le plus ancien s'est constitué le long du littoral de Loire-Atlantique vers 1960 sous l'effet d'une forte pression touristique.

Les agriculteurs avaient l'habitude de recevoir des campeurs sur leurs terres, certains mêmes dès les années qui suivirent la seconde guerre mondiale. Un nombre insuffisant de terrains aménagés, des camps surchargés, coûteux, peu ombragés, expliquent cette demande émanant des campeurs eux-mêmes. Ainsi, ce sont les parents d'enfants en colonies de vacances à Saint-Brévin qui sollicitèrent vers 1960 de M. M. agriculteur au moulin de la Sicandais à Saint-Michel-Chef-Chef l'autorisation de planter leur tente sur ses terres. Ce n'est cependant qu'à partir de 1962 que le mouvement se généralisa à un grand nombre d'exploitations et prit des proportions considérables. Des conflits surgirent entre les agriculteurs d'une part et les propriétaires de camps aménagés et les municipalités d'autre part. On reprochait aux agriculteurs de concurrencer les camps aménagés (notamment en juillet où ils n'étaient pas entièrement occupés) et de ne pas respecter les règles élémentaires d'hygiène. Ces conflits furent accompagnés de tracasseries administratives, de contrôles de la gendarmerie et débouchèrent même sur des procès. C'est dans ce contexte qu'apparut la réglementation du camping rural et en 1971, année où nous fîmes des enquêtes sur le terrain à Saint-Michel-Chef-Chef, tous les exploitants s'étaient affiliés à la F.F.C.C. Cette affiliation n'avait pas pour but de faire bénéficier les agriculteurs d'un support publicitaire mais de leur donner des garanties vis à vis des autorités municipales et des camps aménagés. Cette transformation fut favorisée et encouragée par la Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique. Le second foyer est situé dans le département de la Sarthe. Il est plus récent que le précédent et s'est constitué dans des conditions différentes. La demande de la part des campeurs était très faible. L'implantation du camping rural est essentiellement l'oeuvre du Comité départemental du tourisme et de F. BROU qui sélectionna les fermes les plus aptes à aménager un terrain. Les premiers ne furent réalisés qu'en 1971. La greffe du camping rural prit d'autant plus facilement que le milieu avait été préparé par la mise en place des gîtes ruraux, du concours des fermes fleuries etc... Ces origines expliquent certains caractères des campings ruraux de la Sarthe : répartition sur l'ensemble du département, taille des exploitations supérieure

à la moyenne départementale, qualités et sens de l'accueil. L'exemple des S. à Montaillé, est particulièrement démonstratif. Ils exploitent soixante hectares en faire-valoir direct et créent deux gîtes ruraux en 1968. Sollicités par le service du tourisme de la Sarthe, ils aménagent sur une parcelle proche de leur ferme un camping rural. Lorsque nous leur avons rendu visite en août 1971, ils venaient d'accueillir leurs premiers campeurs.

En dehors de ces deux principaux foyers, seuls quelques exploitants isolés avaient réalisé des campings ruraux en 1971, dans l'Orne, le Sud de la Manche, de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère et dans la presqu'île de Quiberon. Il s'agit d'initiatives individuelles dues bien souvent à des influences externes (radio, presse...) M. M. illustre ce type. Né en 1939, il exploite à " La Ribardière ", à quatre kilomètres du bourg d'Athis dans l'Orne, une ferme de vingt-sept hectares surtout herbagère. A la suite d'une émission de radio consacrée au camping à la ferme, il aménage en 1970 en bordure d'un bois, un petit plan d'eau de 2 500 m², une aire de pique-nique avec bar et des jeux qu'il complète d'un terrain de camping. Le tout occupe un hectare.

Le développement du camping rural entre 1972 et 1977 est essentiellement l'oeuvre des services départementaux du tourisme liés à la Préfecture ou à la Chambre d'Agriculture. La phase véritablement pionnière de diffusion lente à partir de foyers initiaux que nous avons mis en évidence pour les gîtes ruraux ne s'est guère produite avec les campings ruraux car, en dehors de quelques cas isolés, cette forme d'accueil est apparue tardivement alors que les relais départementaux étaient déjà en place et l'ont suscitée et organisée. L'insuffisante implantation du camping rural en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes-du-Nord en 1977 est d'ailleurs liée à la faiblesse des structures départementales d'encadrement. Cette diffusion enfin a été plus lente et s'est accompagnée même d'abandons très rares dans les gîtes, dus ici aux difficultés et obstacles rencontrés dans l'organisation du camping rural.

3) les difficultés rencontrées dans la diffusion du camping rural dans l'Ouest

En dépit d'avantages réels dus aux faibles dépenses d'équipement dans la réalisation d'un terrain de camping rural, cette forme d'hébergement touristique rencontre de nombreuses difficultés. Par rapport aux gîtes la création des campings ruraux n'a pas entraîné généralement de réactions hostiles. En revanche, trois séries de difficultés spécifiques peuvent être distinguées, les premières d'ordre administratif, les secondes liées aux caractères mêmes du camping rural et les dernières à son insertion dans la vie de l'exploitation.

Si sur le plan administratif, la simple déclaration en mairie, pour un camping rural, est suffisante, le maire peut interdire le camping sur le territoire de sa commune si cette pratique " porte atteinte au maintien de l'ordre, à la salubrité publique " (51) à la tranquillité des habitants de la commune. La circulaire ministérielle vise à lutter contre le camping sauvage c'est-à-dire " celui qui se pratique en dehors des terrains aménagés " mais dans certaines communes (Saint-Brévin-les-Pins par exemple) le maire tend à l'utiliser pour contrer les initiatives des agriculteurs en matière de camping rural. De plus, les normes de six emplacements ou vingt campeurs sont abaissées à trois et dix campeurs dans certains départements littoraux (52). Le maire doit veiller à l'affichage à l'entrée de ces campings ruraux de leur capacité d'accueil et des prix pratiqués et contrôler la pose des signaux et panneaux quand celle-ci est prévue sur les propres routes de la commune (53). Dès lors, pour qui veut freiner le camping rural, des moyens sont mis à sa disposition et sont parfois utilisés dans cet esprit malgré les recommandations de la circulaire ministérielle qui rappelle qu'il importe d'éviter que les mesures prises " ne constituent un moyen détourné pour astreindre les campeurs à fréquenter les terrains aménagés ou même pour les empêcher de stationner sur le territoire de telle ou telle commune ".

En règle avec les autorités municipales, l'agriculteur gestionnaire d'un terrain de camping rural doit " revoir " ses différents contrats

d'assurance. Il est essentiel de déclarer les améliorations qui modifient les déclarations initiales (installations de sanitaires etc...) pour éviter les litiges en cas de sinistres. Le contrat de responsabilité civile doit être adapté aux activités annexes pratiquées par l'exploitant (accidents survenus à ses " hôtes " dans le cadre de l'exploitation) et même aux risques d'intoxication alimentaire en cas de vente de produits de la ferme. Si les citadins participent aux travaux de la ferme, la responsabilité de l'agriculteur peut être engagée vis à vis de ces aides bénévoles, particulièrement pour les jeunes de moins de seize ans (54). Fort heureusement, la F.F.C.C. propose un contrat global d'assurance couvrant tous ces risques liés à l'activité touristique à la ferme (52 F en 1976). Reste le problème fiscal.

Dans le cas où le paiement d'une redevance est imposée aux usagers par le propriétaire d'un camping rural, celui-ci n'échappe pas à priori aux règles d'imposition touchant les terrains de camping aménagé. Cependant, en raison des aménagements sommaires et du faible chiffre d'affaires réalisé, il bénéficie de dispositions favorables. Les campings ruraux sont exonérés de la T.V.A. (sauf si le montant des redevances encaissées dépasse 6 800 F). Les exploitants agricoles sont exonérés aussi de la contribution des patentes et de l'impôt dû au titre des bénéfices industriels et commerciaux. En fait, ils ne sont soumis qu'aux revenus fonciers dans le cas où l'exploitant est propriétaire. Quand l'exploitant n'est pas le propriétaire du terrain (55), les bénéfices qui sont tirés de sa location entrent dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. Ils sont déterminés suivant le régime de la déclaration contrôlée (bénéfices réels) ou sur l'option des intéressés, suivant le régime de l'évaluation administrative (forfait). L'option est valable pour un an et doit être faite avant le 1er février. Ajoutons que dans le cadre d'un camping rural, l'agriculteur qui vend ses propres produits n'a pas à prendre de patente commerciale, cet acte étant considéré comme le prolongement normal de son activité.

A ces difficultés administratives s'ajoutent celles liées aux caractères mêmes du camping rural. La capacité d'hébergement maximale

autorisée est jugée insuffisante, particulièrement chez ceux qui ont aménagé des camps dans les communes rurales littorales ou sublittorales. M. R. né en 1923 exploite quatorze hectares à Plancoët (Côtes-du-Nord), à cinq cents mètres du bourg et à un kilomètre de la route nationale Dinan-Saint-Brieuc. Il a aménagé pour l'été 1976 un camping rural et offre 300 m² à chaque campeur. Pour respecter le nombre de six emplacements, il refuse du monde alors que son terrain est situé en bordure d'une forêt et du barrage de l'Arguenon et à dix kilomètres de la mer. Pour lui, le camping rural ne sera qu'une étape que d'autres ont déjà franchie devant la nécessité de grandir. M. K. agriculteur à Plomodiern, dix-huit hectares, a créé un camping rural en 1972 à quatre cents mètres de la plage. Il l'a complété par un camp aménagé deux étoiles (150 places). Il autorise de plus le camping sauvage sur ses terres proches de la mer. La contrainte de présence est aussi ressentie comme une gêne. Le nombre de personnes accueillies est insuffisant pour justifier l'occupation d'une hôtesse à plein temps mais trop élevé lorsqu'il s'agit de s'occuper des vacanciers en plus du travail agricole, particulièrement dans les exploitations d'élevage où vers 18 h, lorsque les campeurs rentrent de promenade ou de la plage, il faut songer à rentrer le bétail, faire la traite, nettoyer la laiterie. La vente de produits de la ferme est une source supplémentaire de dérangements pour un profit qui reste faible.

Mme S. quarante-cinq ans, a aménagé un camping rural à Tourville-sur-Sienne (Manche) dans une exploitation de vingt hectares. Elle reconnaît que cette activité est très prenante par la vente au détail des produits de la ferme, les entrées et les départs. Elle envisage d'installer un pavillon d'accueil tenu en permanence par sa fille.

Très vite l'agriculteur est entraîné à des investissements supplémentaires qui lui sont demandés par les campeurs (jeux pour enfants par exemple) et nombreux sont ceux qui déplorent le manque de rentabilité du camping rural. Les tarifs sont en effet assez bas, fixés par département. Pour la Sarthe, le tarif 1977 s'établissait à 0,60 F par installation, 0,60 F par véhicule automobile et 1,20 F par campeur (demi-tarif jusqu'à dix ans). En supposant une occupation continue sur soixante jours de six

emplacements et vingt personnes (dont cinq enfants de moins de dix ans) le revenu maximum tiré de l'exploitation du camping est de 1 980 F, c'est à dire du même ordre de grandeur que celui tiré de la location d'un seul gîte rural pendant un mois pour une " présence " infiniment plus grande. Compte tenu de notre connaissance du terrain, nous pouvons estimer à trois heures par jour le temps consacré à un tel camping. La rémunération horaire est de l'ordre de 11 F (identique à celle du S.M.I.C.). Il faut y ajouter le revenu tiré de la vente des " produits de la ferme " qui, en certains cas, peuvent être élevés lorsque l'exploitant a su préparer des conserves, des plats cuisinés congelés etc... Bien évidemment, ces revenus dépendent de la durée de la fréquentation, de la capacité réelle d'hébergement beaucoup plus grande dans les aires naturelles de camping, du nombre de parcelles consacrées au camping rural etc... Nous avons montré en 1971 par des enquêtes sur le terrain à partir des données réelles de la fréquentation que les revenus tirés du camping rural dans le Pays de Retz pouvaient être d'un " bon appoint " aux dires mêmes des agriculteurs et que le revenu mensuel était alors de 3 864 F (chiffres de 1971). En revanche, dans bien des terrains plus éloignés de la mer, la fréquentation est faible (2 à 3 emplacements loués pour le mois) et parfois nulle.

M. B. quarante-cinq ans, a aménagé un camping rural en 1971 à " la Lande " en Saint-Guillaume, près de Pontchâteau (Loire-Atlantique). Il exploite en plus de son emploi de cantonnier communal une ferme de seize hectares. Nous l'avons visité le 4 août 1971 et il n'avait encore reçu aucun campeur. En trois ans, de 1972 à 1975, il a reçu une famille de campeurs et constatait amèrement : " les campeurs préfèrent les bords de mer ". Ce n'est pas un cas isolé. M. DROUET de Sainte-Céronne les Mortagne (Orne) déclarait à un journaliste d'Ouest-France le 10 août 1972. " Nous n'avons pas encore vu de campeurs. On a bien vu un couple qui est venu sur place se renseigner mais il n'est pas revenu avec sa caravane. Nous avons surtout fait cela pour avoir des contacts avec des gens de la ville. Dans ces conditions, nous ne savons pas si nous continuerons l'an prochain ".

M. L. exploitant agricole aux " Chalonges " dans la vallée de La Braye, à 3,5 km du bourg, a aménagé un camping rural en 1971, il

abandonne en 1973 : " pendant les trois années où nous l'avons mis à la disposition des campeurs, nous n'avons eu aucune demande ni visite. Nous avons tout simplement abandonné ". Il en est de même d'un autre agriculteur, sarthois de Mareil-en-Champagne, M. B. qui abandonna dès 1972, " n'ayant eu personne la première année ". La difficile implantation du camping rural en Anjou en 1972-73 par la S.A.D.R.A.L. est liée également à une fréquentation insuffisante. C'est que le camping rural comme les chambres d'hôtes, est encore mal connu et peu pratiqué par l'ensemble des campeurs. Le nombre encore insuffisant de terrains entraîne de plus une publicité trop individuelle et dispersée.

La troisième série de difficultés qui freinent la diffusion du camping rural tient à son insertion dans les activités agricoles. Les parcelles consacrées au camping rural sont en général des prairies ou des vergers et l'on fait une coupe d'herbe avant le début de la saison touristique. Cependant, l'immobilisation d'un pré, généralement proche de la ferme, pendant deux mois, est durement ressentie particulièrement en période de sécheresse comme ce fut le cas en juillet-août 1976 (plusieurs abandons dans la Sarthe et dans le Maine-et-Loire ont été motivés par les conséquences de la sécheresse). M. P. exploite cinquante hectares à Corbon (Sarthe), spécialisé dans l'élevage. Il a consacré une parcelle de 1 ha, située à cent mètres de son exploitation, au camping rural, et il regrette de ne pouvoir utiliser l'herbe qui pousse pendant les deux mois d'été. Il faudrait la diviser en deux et faire alterner vaches et campeurs mais cela obligerait les derniers à changer de place et c'est difficile. Lorsque son camping est libre une semaine, au milieu de la saison, il s'en félicite et en profite pour faire passer les veaux. L'évacuation du jus d'ensilage lui pose aussi des problèmes de coexistence avec les campeurs de même que la nécessaire traversée de la cour de ferme par le troupeau. Il est difficile de la tenir propre. Si l'herbe continue à pousser en été, elle le fait cependant moins vite que s'il n'y avait pas de campeurs et la parcelle que l'exploitant récupère en septembre est généralement en mauvais état. L'herbe est couchée et piétinée, écrasée.

La terre est dure, d'autant plus que le campeur aime le soir disposer de sa voiture auprès de sa tente ou de sa caravane. Il faut ressemer de l'herbe et la coupe de printemps s'en ressent. M. C. agriculteur à Ploënez en Brennilis (Finistère) exploite dix-neuf hectares ; il est spécialisé dans l'élevage ovin. Il a aménagé dans un pré de 1 ha 20, à moins de cent mètres de son exploitation, un camping rural en 1972, en bordure de la route Brennilis-Huelgoat. Il arrête le camping en 1977 après avoir cloturé ses champs en " ursus ". Il préfère garder près de la maison les troupeaux d'agneaux et les agnelles de reproduction d'autant plus que la parcelle a été refaite et " qu'il n'est pas question de la gaspiller ". Lorsque l'exploitant a immobilisé plusieurs parcelles, dans les communes sublittorales, des problèmes de soudure peuvent se poser. M. F. à Saint-Michel-Chef-Chef qui exploite vingt-cinq hectares mais reçoit des campeurs du 12 juin au 15 septembre doit parfois puiser dans ses réserves d'hiver et acheter des farines : " en juillet, ça va, mais en août c'est parfois difficile " nous disait-il en 1972. D'autres conduisent une partie de leur troupeau " en pension " dans des fermes situées plus à l'intérieur, à l'écart de l'onde de choc du camping.

Toutes ces difficultés expliquent en définitive une diffusion des campings ruraux plus lente et plus difficile que celle des gîtes ruraux. Quels types de vacanciers fréquentent ce camping ?

D - La fréquentation des campings ruraux

Les caractéristiques de la fréquentation sont difficiles à connaître. Les propriétaires de campings ruraux tiennent en général un fichier sur lequel ils notent la profession, l'adresse, la durée du séjour, la situation familiale des vacanciers hébergés. C'est là une précieuse source de documentation pour l'analyse de la fréquentation touristique. Nous avons dépouillé en 1971 les fichiers des propriétaires

de campings ruraux de Saint-Michel-Chef-Chef et de la Sarthe.

Ces dépouillements nous permettent de présenter un état de la fréquentation en 1971, qui est, répétons-le, l'année du démarrage du camping rural dans l'Ouest. Nous pourrions ensuite suivre son évolution à travers l'exemple du département de la Sarthe.

1) les traits de la fréquentation des campings ruraux en 1971

Considérons tout d'abord l'appartenance socio-professionnelle des campeurs.

Si nous examinons le tableau suivant et comparons les chiffres à ceux du Naucellois (56), nous nous apercevons de l'existence de points communs : faible part des agriculteurs et des retraités, grande variété socio-professionnelle, importance assez voisine des cadres et professions libérales. Des différences existent au niveau de la place très forte prise par les ouvriers dans les campings ruraux de Saint-Michel-Chef-Chef. Ce trait peut être attribué à la proximité de la mer et aux caractères propres de la Loire-Atlantique (rôle de Saint-Nazaire, implantation de la colonie de vacances de Trélazé).

Tableau 148 : origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de Saint-Michel-Chef-Chef et de la Sarthe (1971)

!	Catégories	!	St-Michel-Chef-Chef	!	Sarthe	!
!	socio-professionnelles	!		!		!
!	Agriculteurs	!	1,80	!	0	!
!	Cadres supérieurs et moyens	!		!		!
	prof. libérales		16,20		14,29	
!	Artisans et commerçants	!	11	!	8,93	!
!	Ouvriers	!	52,70	!	32,14	!
!	Employés	!	16,50	!	42,86	!
!	Retraités	!	1,80	!	1,78	!
!		!		!		!

En comparant la répartition par catégories socio-professionnelles pour l'année 1971, des vacanciers hébergés respectivement dans les campings ruraux et gîtes de la Sarthe, nous constatons que la clientèle des campings est beaucoup plus " populaire " puisque les ouvriers et employés ne représentent que 32 % en gîtes contre 75 % en campings. Cadres supérieurs et retraités faiblement représentés en camping rural le sont nettement mieux en gîtes. La clientèle des campings ruraux en 1971, alors que la formule était encore mal connue, est très voisine par sa composition de celle qui fréquentait habituellement les campagnes et qui était caractérisée par l'importance des personnes à revenus modestes. Ces traits se retrouvent à la fois dans l'origine géographique et la composition familiale comme nous le soulignons dès 1972. La clientèle est largement régionale comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 149 : origine géographique des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de Saint-Michel-Chef-Chef et de la Sarthe en 1971.

! origine géographique	! St-Michel-Chef-Chef !	! Sarthe !
!	!	!
! Département	! 15	! 13
! Ouest	! 46	! 24
! Région parisienne	! 23	! 20
! Nord - Pas-de-Calais	! 6	! 11
! Autres régions françaises	! 8	! 28
! Etranger	! 2	! 4
! TOTAL	! 100	! 100
!	!	!

Plus de 60 % des campeurs de Saint-Michel-Chef-Chef viennent de l'Ouest contre 37 % dans la Sarthe. Le Maine-et-Loire à lui seul fournit

grâce à Cholet et Trélazé, 30 % des campeurs de Saint-Michel. En ce qui concerne la région parisienne, c'est plus la banlieue (Bondy, La Garenne..) que la capitale qui fournit les gros contingents. C'est de la région lilloise, du bassin minier et du Valenciennois que proviennent les campeurs du Nord. Pour la Sarthe, si les villes régionales jouent un plus faible rôle, les autres régions françaises sont mieux représentées.

Il s'agit essentiellement de familles pourvues d'enfants. Le nombre moyen d'enfants par famille est de 1,8 à Saint-Michel-Chef-Chef, contre 2,51 dans la Sarthe (1,6 à Naucelles). Il n'y a pratiquement pas de jeunes seuls et peu de couples âgés sans enfants. En outre, et à la différence du Naucellois, où la moyenne était plus faible (3,46) il s'agit de groupes de plus de quatre personnes (4,5 à Saint-Michel et 5,4 dans la Sarthe).

La durée moyenne des séjours exprimée en nombre de nuitées par campeur est forte à Saint-Michel-Chef-Chef (22 jours) mais plus faible dans la Sarthe (10,39). Le Naucellois avec 18 jours occupe une position moyenne.

2) l'évolution de la fréquentation en camping rural -1971-76-

Nous la saisissons à travers l'exemple du département de la Sarthe. La période 1971-76 est particulièrement importante pour le camping rural car elle voit ce mode d'hébergement s'affirmer et être mieux connu.

Tableau 150 : évolution de la fréquentation des campings ruraux de la Sarthe - 1971-1976

!	!	1971	!	1972	!	1973	!	1974	!	1975	!	1976	!
!	nombre de campings inscr.	29	!	32	!	29	!	21	!	29	!	25	!
!	nb. de personnes hébergées	413	!	489	!	637	!	759	!	1 358	!	1 363	!
!	nb. de nuitées	4 290	!	4 661	!	5 849	!	7 182	!	7 325	!	9 462	!
!	nb. de nuitées par campeur	10,39	!	9,53	!	9,18	!	9,46	!	5,39	!	6,94	!
!	nb. de nuitées par place	7,40	!	7,28	!	10,08	!	17,10	!	12,63	!	18,92	!

Le camping à la ferme mieux connu a attiré un nombre croissant de vacanciers mais le nombre de nuitées n'a pas augmenté au même rythme, accentuant le caractère de camping de court séjour, voisin d'une semaine en 1976. Cependant, ce trait différencie profondément le camping à la ferme du camping aménagé caractérisé par des séjours beaucoup plus brefs, tout au moins en zone rurale (3,29 jours pour la Sarthe en 1976 pour l'ensemble du département). En revanche, le nombre de nuitées par place, très faible en 1971, a augmenté très sensiblement puisqu'il a presque triplé mais reste très en dessous des résultats du camping aménagé sarthois (37,35 nuitées par place en 1976).

La composition socio-professionnelle a enregistré des transformations identiques à celles constatées pour les gîtes ruraux et pour l'ensemble des vacanciers hébergés à la campagne.

Tableau 151 : origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de la Sarthe 1971-1974.

catégories socio-professionnelles	1971	1972	1973	1974
Cadres supérieurs et moyens - prof. libérales	10,53	32,32	17,86	19,13
Commerçants et artisans	6,58	12,12	9,18	15,85
Employés	31,58	17,17	18,88	16,39
Retraités	1,32	1,01	4,59	0,55
Autres catégories	26,31	29,29	39,80	33,33
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00

La diversification sociale s'est accentuée alors que le poids des catégories sociales à revenus élevés s'est accru au détriment du bloc ouvriers-employés passant de 50 % des campeurs en 1971 à 30 % en 1974. Elle s'est accompagnée de changements dans l'origine géographique de ces

campeurs. Malgré de brusques variations d'une année à l'autre, liées à des causes fortuites ou à une publicité particulière dans telle ou telle direction, des lignes durables d'évolution peuvent être dégagées.

Stabilité du quart Nord-Ouest de la France qui fournit, comme pour les gîtes ruraux, l'essentiel des campeurs et forte progression des étrangers. C'est la conséquence d'une meilleure connaissance de cette forme d'hébergement à la campagne. Si les Britanniques sont les plus nombreux à fréquenter les campings aménagés de la Sarthe (44,26 % en 1976) et les chambres d'hôtes, ils ne viennent en camping rural que très loin (8,53 %) derrière les Néerlandais (48,06 %) et les Allemands (24,03 %).

Tableau 152 : origine géographique des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de la Sarthe (1971-1976)

!	! région !	! Nord et !	!	! Ouest !	! autres rég. !	!	! Etranger !	!	! Total !	!
!	! parisienne !	! Est !	!	!	! françaises !	!	!	!	!	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
1971	19,74	10,53	!	46,05	19,73	!	3,95	!	100	!
1972	18,63	17,65	!	45,10	13,72	!	4,90	!	100	!
1973	22,45	12,76	!	43,37	13,78	!	7,64	!	100	!
1974	13,66	14,21	!	48,63	14,21	!	9,29	!	100	!
1975	10,85	16,54	!	45,22	11,89	!	15,50	!	100	!
1976	16,36	11,68	!	55,14	3,27	!	13,55	!	100	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!

Les variations mensuelles de la fréquentation des terrains de campings ruraux sont du même type que celles du camping aménagé. La concentration y est tout aussi forte en juillet-août et représente sur deux mois 85 % des nuitées. Elle est même pour la Sarthe plus forte dans les terrains de campings à la ferme que dans les terrains aménagés. Ces derniers sont disponibles sur une plus longue période alors que les prés proposés par les exploitants agricoles ne sont pas toujours libres en juin

et qu'ils ont hâte de les retrouver pour des usages agricoles en septembre. Le tableau évolutif ci-dessous montre en effet l'effacement continu du mois de septembre dans la fréquentation des terrains de camping à la ferme.

Tableau 153 : variations mensuelles de la fréquentation des terrains de campings ruraux de la Sarthe (1971-1976)
(en fonction du nombre de nuitées)

! Mois !	! 1971 !	! 1972 !	! 1973 !	! 1974 !	! 1975 !	! 1976 !	! 1976 !
						A	B
! Avril !	! 0,65 !	! 2,19 !	! 1,40 !	! 6,81 !	! 1,91 !	! 1,14 !	! 2,13 !
! Mai !	! 1,82 !	! 4,66 !	! 1,16 !	! 2,07 !	! 2,23 !	! 3,74 !	! 4,06 !
! Juin !	! 0,49 !	! 4,89 !	! 4,03 !	! 9,70 !	! 8,30 !	! 5,56 !	! 9,91 !
! Juillet !	! 36,41 !	! 39,84 !	! 44,55 !	! 23,64 !	! 35,28 !	! 41,29 !	! 32,10 !
! Août !	! 50,54 !	! 43,38 !	! 44,74 !	! 49,99 !	! 49,86 !	! 46,58 !	! 46,46 !
! Septembre !	! 10,09 !	! 5,04 !	! 3,72 !	! 7,78 !	! 2,43 !	! 1,69 !	! 5,34 !
! Total !	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !

A - camping rural

B - camping aménagé

Le camping rural constitue un type d'hébergement à la campagne particulièrement original. Organisé beaucoup plus récemment que les gîtes ruraux, il a été surtout lancé par des agriculteurs et ceci explique certaines lenteurs dans sa diffusion. En 1977, il est encore loin de couvrir géographiquement l'ensemble des campagnes de la France de l'Ouest. Si par sa clientèle, il a des traits propres au camping aménagé, il en présente d'autres qui l'apparentent aux hébergements du tourisme rural que sont les gîtes et les chambres d'hôtes d'autant plus qu'il suit la même évolution.

NOTES

- 1) En 1955, il y avait 146 gîtes pour six départements mais il n'y a pas eu de liste.
- 2) BONNEAU Michel - Géographie du " camping rural " - Espaces, 1972, n° 7, p. 37-45.
- 3) 2 épis de 41 à 70 points.
- 4) Enquête en février 1974.
- 5) CHADEFAUD Michel - Une formule originale du tourisme social : les gîtes ruraux - Revue de géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest - septembre 1968 - p. 273-297.
- 6) Enquête en décembre 1975.
- 7) Enquête en décembre 1975.
- 8) Enquête en juillet 1975.
- 9) Idem
- 10) Enquête en septembre 1975

- 11) La circulaire du 3 août 1955 prévoyait une subvention de 25 à 50 % des travaux avec un plafond lié au revenu cadastral de l'exploitation (2 000 F pour un revenu inférieur à 10 F ; 1 500 F entre 10 et 15 F ; 1 000 F pour un revenu supérieur à 15 F). Le plafond fut porté à 4 000 F le 25 mai 1966 (décret 66.323). La circulaire du 7 juin 1966 supprimait la référence au revenu cadastral. Le décret du 18 juin 1968 portait le plafond à 5 000 F et jusqu'à 10 000 F en zone de montagne (décret du 25 février 1972).
- 12) Instruction administrative du 31 janvier 1974. Auparavant, le plafond était fixé à 8 000 F.
- 13) C'est le taux dont sont passibles les fournitures de logement dans les hôtels non classés de tourisme dits " hôtels de préfecture ".
- 14) Enquête en août 1975

15) Chiffre d'affaire par gîte : juin	200 x 2 =	400
(T.T.G.C.) juillet	425 x 4 =	1 700
août	500 x 5 =	2 500
septembre	200 x 2 =	<u>400</u>
Total	=	5 000 F

soit un revenu brut de $5\,000 \times 3 = 15\,000$ F.

Calcul du montant de la T.V.A. au taux de 17,60 % (coefficient 14,96 %)

$$15\,000 \times 14,96 = 2\,244 \text{ F}$$

Montant du chiffre d'affaires hors taxe (à déclarer)

$$15\,000 - 2\,244 = 12\,756 \text{ F}$$

Calcul de la T.V.A. (17,60 %)

$$12\,756 \times 17,60 = 2\,244 \text{ F}$$

Déduction de la T.V.A. sur frais de fonctionnement (350 F)

$$2\,244 - 350 = 1\,894 \text{ F}$$

Calcul de la décote

$$1\,894 - \frac{(5\,400 - 1\,894)}{3} = 726 \text{ F}$$

- 16) Revenu brut : 30 000 F, divers T.V.A. : 4 488, patente : 1 310 F, entretien : 4 470 F, amortissement : 11 361, revenu net : 8 371 (source : relais départemental des gîtes de Vendée - 1975).
- 17) Cette étude statistique englobe les gîtes ruraux proprement dits, les gîtes communaux et les gîtes familiaux.
- 18) Nous tenons à remercier Mademoiselle THIBAL qui nous a autorisés à consulter les résultats statistiques de cette enquête.
- 19) 1973 est pratiquement la dernière année où un tel travail peut être fait. Avec la mise en place des services de réservation, le domicile du propriétaire du gîte n'est plus connu.
- 20) Enquête en juillet 1975
- 21) L'âge a été calculé à la date de création du gîte.
- 22) Enquête en juillet 1974 et en décembre 1975. Tous les âges donnés dans ce paragraphe sont pris au moment de la création du gîte et non pas au moment de l'enquête.
- 23) Elle complète sa publicité en passant de petites annonces dans " La Vie du Rail " et en s'inscrivant au syndicat d'initiative de Quimper.

- 24) C'est également à la suite de la lecture de " Clair Foyer " que M.D. agriculteur, crée en 1963 à Macey le premier gîte de la Manche.
- 25) 550 correspondances ont été nécessaires en 1973 pour louer 40 gîtes du service de réservation d'Ille-et-Vilaine
- 26) Cela est atténué par le fait qu'au niveau d'un village, les loueurs s'entendent pour occuper les semaines qui restent libres mais ce n'est pas toujours le cas.
- 27) Pour éviter de tels inconvénients, certains relais départementaux ne présentent en service de réservation qu'un nombre restreint de gîtes " abandonnés " par les loueurs (Loire-Atlantique, Vendée) tout en continuant à pratiquer la location pour les autres gîtes.
- 28) Mise en place pour la première fois en 1974.
- 29) Douze pour les Côtes-du-Nord, vingt-sept pour le Finistère, quarante pour le Morbihan et quatre-vingt-quatre pour l'Ille-et-Vilaine.
- 30) Une enquête orale au Prisunic de Lille a montré que la grande partie des demandes portaient sur les gîtes de mer du Midi de la France.
- 31) Ce chiffre très fort est lié aux séjours de groupes belges dans les gîtes du Sud de la Manche.

- 32) 9,5 semaines en 1975 et 8 semaines en 1974 pour les gîtes de la Manche.
9 semaines en 1975 pour les Côtes-du-Nord.
- 33) Statistiques tirées de la fréquentation des gîtes de la Sarthe, Vendée, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord.
- 34) Statistiques tirées de la fréquentation des gîtes de la Sarthe, Vendée, Mayenne, Manche, Morbihan.
- 35) Enquêtes en septembre 1971 et avril 1973.
- 36) Enquête sur place et renseignements fournis par M. Jean LEGRAND - Professeur de Géographie au lycée de Dunkerque qui occupa le gîte deux semaines pendant les vacances de Pâques 1971.
- 37) Le coefficient est obtenu en divisant le nombre total de nuitées par le nombre de places.
Exemple : un gîte de sept places ayant comptabilisé 378 nuitées a un coefficient de 54
- 38) C.R.E.D.A.R. - Tourisme et milieu rural, zone Vendée - juin 1969, 157 p.
- 39) Circulaire D.A.R.S. du 25 février 1972 - Ministère de l'agriculture
- 40) A. PICARD - Les paysans et le tourisme dans le Tyrol autrichien - Information géographique 1961, p. 101-103.

- A. FREMONT - Le Voralberg - Annales de géographie, 1970, p. 737-763.
 J. HERBIN - L'insertion du tourisme dans la haute montagne : l'exemple de Tux dans les Alpes du Zillertal (Tyrol autrichien)
 R.G.A., n°4, 1969.

41) Mission d'études - Des montagnes du Dauphiné aux vallées autrichiennes -
 Juin 1963, Chambre d'Agriculture de l'Isère, Commission rurale Peuple
 et Culture, 80 pages.

42) Extrait de la Charte adoptée le 7 mars 1969

43) Enquête orale en juillet 1974

44) Thérèse JOLLY - Les Bergers - récits, Le cercle d'or, les Sables
 d'Olonne, 1974, 180 pages.
 Thérèse JOLLY - Vous chez nous - Forêts, Loisirs, équipements de plein
 air, n°3, juillet 1976, p. 15-22.

45) Certains ont sauté le pas et ont transformé leur chambre d'hôtes en
 hôtel (Pouzauges)

46) Enquêtes orales en 1973 et 1976.

47) BONNEAU Michel - Tourisme et transformation des campagnes dans l'Ouest
 de la France : l'exemple de l'habitat - Geographia Polonica 1974-29,
 p. 119-129.

- 48) BONNEAU Michel - Géographie du " camping rural " : l'exemple des régions de l'Ouest, *Espaces* 1972-7, p. 37-45.
- 49) BETEILLE Roger - Une formule récente d'accueil touristique en milieu rural : le camping à la ferme dans le Naucellois (Aveyron) - *Espaces*, 1972-7, p. 29-36.
- 50) L'âge a été calculé à la date de création du camping.
- 51) L'étendue des pouvoirs des maires en ce qui concerne la réglementation du camping est précisée dans la circulaire 68 469 du 18 octobre 1968 du Ministre de l'Intérieur à Messieurs les Préfets.
- 52) Alpes Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Corse, Aude, Gard, Hérault, Pyrénées Orientales, Landes, Gironde, Charente-Maritime, Loire-Atlantique, Finistère, Pas-de-Calais et Nord.
- 53) Le rôle et le pouvoir des maires in " officiel des terrains de camping et caravanning " - n°5, 1973, p. 39-41.
- 54) Le tourisme à la ferme - responsabilités - assurances diverses - *Gazette officielle du Tourisme*, n° 388, 10.9.1975.
- 55) ce qui est assez rare - L'exploitant s'arrange pour installer son camping sur une parcelle dont il est propriétaire. Autrement, il doit

demander une autorisation à son propriétaire, la sous-location n'étant pas autorisée dans le statut du fermage.

- 56) LAPPARENT A. - Accueil en milieu rural : trois expériences
aveyronnaises - octobre 1970, Chambre d'Agriculture, 108 pages.

CHAPITRE D

LE TOURISME FLUVIAL, PEDESTRE ET EQUESTRE DANS LA FRANCE DE L'OUEST.

Ces formes de tourisme, communément appelées de randonnée, ont pour point commun d'être anciennes puisque toutes trois lancées vers la fin du XIXème siècle et le début du XXème siècle par le Touring-Club de France, et en même temps nouvelles par le fait qu'elles suscitent un grand intérêt et qu'elles s'insèrent difficilement dans un milieu rural beaucoup moins bien préparé qu'autrefois pour les accueillir. Elles s'accompagnent de déplacements presque quotidiens entraînant un changement fréquent de modes d'hébergement qu'il faut implanter sur des itinéraires généralement peu fréquentés et qui doivent être reconnus, balisés, équipés et maintenus. Elles n'épuisent pas toutes les formes du tourisme de randonnée puisqu'on peut y inclure également le cyclotourisme et dans certaines régions les déplacements à ski. Nous bornerons toutefois notre analyse aux trois principales formes de ce tourisme, que l'on pourrait également appeler sportif, qui présentent chacune dans l'Ouest des traits spécifiques.

I. LE TOURISME FLUVIAL

A - Les origines et les étapes du tourisme fluvial

Contrairement aux idées fréquemment reçues et exprimées (1), le tourisme fluvial n'est pas apparu récemment en France. Nous y voyons principalement ses origines dans l'action menée par le Touring-Club de

France dès le début du siècle, à l'imitation de ce qui se passait en Angleterre, et préparée par le développement des sports nautiques au XIXème siècle.

1) un milieu préparé par le développement des sports nautiques au XIXème siècle

La mode des bains de mer à partir de 1820 entraîna un développement des bains de Seine et des loisirs nautiques à Paris (en dehors des bains publics réservés à la propreté corporelle). Vers 1850, existaient dans la capitale de nombreux " bains ", " écoles de natation ", " gymnases nautiques ", rendez-vous des élégants et des sportifs, comme les " Bains Deligny " : trois cent quarante cabinets étaient répartis sur deux étages, le long des galeries, autour de deux bassins. Six salons particuliers pouvaient être loués à l'année et une vingtaine de salles étaient à la disposition des baigneurs. Il y avait aussi un gymnase, un salon de coiffure, un café-restaurant etc... (2). Le chroniqueur de " l'Illustration " décrit le 5 août 1843 " Paris au bord de l'eau " et il n'est question que de " l'établissement d'un canot's club à l'instar du Jockey-club " (3).

Cette mode des sports nautiques n'avait cependant pas entraîné un développement important du tourisme nautique. Seuls ne voyageaient sur les eaux intérieures que quelques " yachtmen ". Les " canotiers " ne quittaient guère les cours d'eau situés à proximité des grandes villes. Paris était entouré d'une ceinture de petits centres nautiques (Asnières, Bougival, Bercy...). Il fallut attendre la fin du XIXème siècle et le développement de la navigation automobile pour voir le public s'intéresser à cette forme nouvelle de tourisme.

2) l'action du Touring-Club de France (fin XIXème, début XXème siècles).

Dès sa création le Touring Club de France, dont nous avons

déjà signalé les idées novatrices, entreprit une action en faveur du " tourisme nautique ". Aboutissement d'une lente maturation est créé, le 25 février 1904, " le comité de tourisme nautique " ayant pour objet de " développer la navigation de plaisance sur nos cours d'eau et sur nos côtes ". Son conseil d'administration était composé de représentants des grandes administrations concernées (Travaux Publics, Ponts et Chaussées, Direction des routes et de la Navigation), de diverses sociétés nautiques (Yacht-Club, Fédération française des Sociétés nautiques, cercle de voile de Poissy, société nautique de la Basse-Seine, Fédération des rameurs de promenade, Hélice-club, cercles de voile de Nogent-sur-Seine et de Paris) et de personnalités comme Henri BARRERE, éditeur-géographe, Michel LEVY, Directeur du service de la carte géologique. Le Président en était Albert GLANDAZ, soucieux " d'attirer l'attention des touristes sur les croisières en rivière qui sont un des meilleurs moyens de parcourir notre beau pays " (4). En 1904 également, est créé le " Canoë-club " présidé par A. BALLIF et placé sous le patronage de la Société nautique de la Basse-Seine. Il avait pour but d'organiser et de faciliter les croisières en rivière par groupes, en menant une propagande en faveur de cette forme de tourisme. Une bibliothèque de tourisme fut d'ailleurs ouverte fournissant des éléments pour la préparation des croisières : récits de voyages, descriptions géographiques, cartographie, gîtes d'étape... (5). L'action de ces groupements fut double. D'une part, il s'agissait de lever les entraves administratives et techniques qui pesaient sur la navigation de plaisance dans les eaux intérieures, et d'autre part, d'organiser le tourisme nautique en implantant des centres d'approvisionnement le long des cours d'eau, en reproduisant des cartes de navigation, en inventoriant les gîtes le long de ces nouveaux itinéraires, en balisant les itinéraires les plus fréquentés.

La première série d'actions portait sur la nécessité d'adapter la législation en vigueur à cette nouvelle forme de navigation de plaisance sur les points suivants : - les embarcations de plaisance au-dessous de dix tonnes ne pouvaient ni franchir les écluses ni passer d'un bief dans un autre sans une " permission écrite des ingénieurs ". Il fut demandé dès 1904 la suppression de cette formalité. Pour favoriser les

éclusages liés au bon vouloir des éclusiers et mettre fin aux abus qu'entraînait une telle situation, il fut demandé l'instauration d'une taxe. Le Comité de tourisme nautique fit installer à ses frais des plans inclinés dans les endroits les plus fréquentés pour le passage des embarcations à l'aviron, facilement transportables par l'équipage.

- " les canots automobiles " servant à la plaisance étaient assimilés par la législation aux bateaux à vapeur servant au transport des passagers ou des marchandises. Les règlements prescrivaient ainsi la présence à bord d'un capitaine et d'un mécanicien munis de certificats de capacité. Cette prescription étant inapplicable, pour sauver la face, il était fait usage d'un expédient : on délivrait au propriétaire du canot automobile les deux commissions de capitaine et de mécanicien. Le Comité de tourisme nautique demanda leur remplacement par un " permis de conduire " délivré une fois pour toutes et valable pour toute la France.

- aucun bateau ayant sa source d'énergie à bord ne pouvait être mis en service sans un permis de navigation délivré par le préfet du département du port d'attache après avis de la Commission départementale de surveillance. Ces bateaux étaient soumis à une visite annuelle de cette commission. Il fut demandé la délivrance d'un permis de navigation spécial aux embarcations ayant un moteur à explosion et la suppression de la visite annuelle. Sans prendre de mesures générales immédiates, le Ministre des Travaux publics, MARVEJOULS encouragea les initiatives du Comité de tourisme nautique en donnant des instructions libérales aux Ingénieurs en chef de la navigation. Ce dernier obtint également dès 1904 la suppression de l'obligation de la permission écrite et préalable des Ingénieurs pour naviguer dans les biefs et franchir les écluses.

La seconde série d'actions était principalement tournée vers l'aménagement et l'équipement des rivières. Elles portèrent principalement sur la vallée de la Seine en aval de Paris. Comme au début du XIXème siècle, les efforts visèrent essentiellement à permettre aux touristes parisiens de gagner facilement la mer. Les premiers plans inclinés et travaux de balisage furent réalisés à Conflans, Pontoise, Meulan, et des

bassins dans les ports de Rouen et Deauville. L'aménagement des rivières pour le tourisme nautique fut ensuite étendu à la haute Seine, à la Marne, à l'Oise (6). En 1912, le Comité publia un " Memento de tourisme fluvial " qui devint en 1936 le " Memento du tourisme nautique ". A partir de 1920, le Touring-Club de France commença la publication de " guides du canoëiste sur les rivières de France ". Le premier concerna la rivière Orne, dont la descente d'Argentan à Caen était devenue classique (7). J. KNECHT, membre-fondateur du Canoë-Club fit en 1907 la première descente de la rivière en canoë. Elle se faisait habituellement en six étapes : Ecouché-Putanges ; Putanges-Le Ménil Hermey ; Le Ménil Hermey-Pont d'Ouilly ; Pont d'Ouilly-Clécy ; Clécy-Thury Harcourt ; Thury-Harcourt-Caen. Les arrêts avaient lieu dans les petites localités, centres d'excursions très fréquentés par les Parisiens.

3) le tourisme fluvial en France et dans l'Ouest à la veille de la seconde guerre mondiale.

Tout permet de penser que le tourisme fluvial connaissait à la veille de la deuxième guerre mondiale une importance non négligeable. A l'occasion du trentième anniversaire du Comité de tourisme nautique, Albert GLANDAZ en dressait le bilan (8). L'examen du permis de conduire en rivière était devenu une opération courante. L'éclusage était grandement facilité sur la Seine, la Marne, l'Oise et l'Aisne, par des règlements particuliers des Ponts et Chaussées. Quant aux canaux, l'attente imposée aux bateaux de plaisance était réduite au minimum. De nombreux plans inclinés avaient été construits et le Ministère des Travaux publics, par la circulaire du 19 janvier 1933, avait prescrit d'introduire dans les cahiers des charges de concession l'obligation d'établir et d'entretenir des ouvrages analogues partout où les intérêts touristiques le justifieraient. Ces instructions ministérielles, applicables aux rivières non navigables ni flottables, constituaient un succès pour le Comité de Tourisme nautique. Le balisage avait été pris systématiquement en charge.

par l'administration des Ponts et Chaussées. Le T.C.F. avait mis en place dans chaque département des Délégués nautiques chargés principalement de la tenue à jour des dossiers de renseignements nautiques. Un des points noirs était alors l'insuffisance des postes d'approvisionnement en carburant.

L'Ouest de la France occupait déjà une place non négligeable dans la géographie française du tourisme fluvial (9). Sur les 44 guides publiés en 1938, il en comptait 7 : l'Orne, le Loir ; le Thouet ; la Loire et le circuit des Châteaux de la Loire ; la Sarthe et l'Huisne ; de Nantes à Saint-Malo ; la Mayenne ; la Varenne et l'Oudon. D'autre part, le T.C.F. avait des délégués nautiques à Laval, Quimper, Dinan, Le Mans, Sablé, Honfleur, Rennes, Redon, La Roche-Bernard, Angers. Le réseau des Chemins de fer de l'Etat avait établi un barème préférentiel pour les touristes qui confiaient leur embarcation sans emballage à la Compagnie et publiait des cartes de tourisme nautique. Les syndicats d'initiative se faisaient également les apôtres du tourisme fluvial, comme ceux d'Anjou (10).

L'artère principale du tourisme fluvial de l'Ouest consistait en la liaison unissant la côte nord de Bretagne (Dinard-Saint-Malo) à la côte sud (Nantes-Saint-Nazaire), très prisée des Anglais et qui permettait d'éviter le long et dangereux périple du Finistère (11). Messac-Guipry, Beslé, Redon, La Roche-Bernard possédaient des ports très animés pendant l'été. Ce n'est pourtant qu'après 1960, avec la création du Comité de promotion touristique des canaux bretons, que le tourisme fluvial allait connaître dans l'Ouest un nouveau départ. Les circonstances étaient cependant totalement différentes.

4) l'affirmation et le développement du tourisme fluvial après 1960

L'expansion et l'organisation du tourisme fluvial dans l'Ouest de la France sont largement le fait de deux initiatives individuelles dues

à René HENNO, breton de Plestin-les-Grèves, membre dirigeant du Touring-Club de France, créateur du " Comité de Promotion Touristique des Canaux " et au Docteur BOUTIN-DESVIGNES, qui fut à l'origine du Club nautique de SEGRÉ et du développement du tourisme nautique dans les Pays de la Loire. Leur action fut ensuite relayée et très largement épaulée par les établissements publics régionaux des Pays de Loire et de Bretagne et notamment le Service Régional de l'Équipement. Au sein de ce dernier service l'action d'une géographe, Madame DOUSSET-PRIOU, auteur d'un mémoire de géographie sur le tourisme fluvial est déterminante (12).

C'est en 1963 que René HENNO crée le " Comité de Promotion Touristique des Canaux bretons " en accord avec les Conseils généraux, les Chambres de commerce des départements bretons, les principales municipalités des villes riveraines, les associations touristiques et nautiques régionales et avec l'appui du Comité nautique du Touring-Club de France. L'objectif principal est alors la remise en état des canaux bretons pour les ouvrir à la navigation de plaisance. Une des premières actions fut le dévasage de l'écluse de Bellions (Redon) permettant le passage du canal de Nantes à Brest à la Vilaine. Le Comité s'occupa également de la propagande en faveur du tourisme fluvial dans l'Ouest par l'édition de guides nautiques, l'organisation de rallyes (rallye Manche-Océan, rallye du Morbihan sur le parcours Redon-Josselin-Pontivy-Hennebont...), l'information auprès des municipalités pour les inciter à aménager des haltes, entretenir leurs rivières etc...

Le Docteur BOUTIN-DESVIGNES pratiquait la navigation de plaisance avant la guerre et avait ancré à Segré en 1964 le " Val de Loire " qui naviguait sur l'Oudon, la Mayenne, la Sarthe, la Maine, et la Loire. Il était alors pratiquement le seul plaisancier à naviguer sur les voies d'eau intérieures des Pays de la Loire. C'est pour éviter la radiation de la nomenclature des voies navigables de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Oudon, et la vente des maisons éclusières, que dix-huit Segréens décidèrent le 13 décembre 1969 de fonder un club nautique (trois cents membres actifs en 1977). Avec l'aide de la municipalité, une cale de mise à l'eau fut construite à l'emplacement de l'ancien lavoir municipal, au début de

mars 1970. Le 27 mars 1970, le Directeur de l'Équipement de Maine-et-Loire avisa cependant les maires des communes riveraines de la Mayenne, de la Sarthe et de l'Oudon, de l'intention de son ministère de rayer ces trois rivières de la nomenclature des voies navigables. Pour mieux faire face à ce danger et grâce au rôle joué par plusieurs personnalités (13), les voies navigables de l'Ouest furent incluses dans le Comité de Promotion touristique des Canaux bretons et la procédure de radiation suspendue. En avril 1970, la flotte de plaisance segréenne ne comprend que sept bateaux (soixante en 1977). Dès lors, le " Comité des Canaux bretons " et les " voies navigables de l'Ouest " agiront dans le même sens et participeront à l'élaboration d'une politique régionale en faveur du tourisme fluvial, bénéficiant d'un contexte beaucoup plus favorable. Une des activités communes les plus promotionnelles pour le tourisme fluvial est l'organisation conjointe de rallyes nautiques. Chaque année, depuis 1969, des rallyes sont organisés à la Pentecôte. Certains, comme celui de 1974, associent des Britanniques depuis le jumelage du club de Segré avec celui de Lichfield-Rugeley en 1972. Ces rallyes ont rassemblé de trente à cent quinze bateaux.

Le nautisme intérieur devient une " source de richesses nouvelles " pour la campagne (14) et trouve sa place dans l'aménagement touristique de l'espace rural. Francis LATARJET (15) conclut en 1974, au nom des pouvoirs publics, à la prise en compte de deux objectifs prioritaires :

- promouvoir le tourisme fluvial, c'est-à-dire réunir les conditions administratives, financières et commerciales susceptibles de toucher une clientèle touristique aussi large que possible
- maintenir en état de navigabilité des parties du réseau navigable abandonnées par la navigation commerciale et mettre en valeur par des aménagements tant techniques que touristiques les parties du réseau les plus attractives.

La mise en oeuvre de cette politique de développement nécessite des mesures précises qui sont inventoriées au plan national et étudiées dans le cadre régional.

Le service régional de l'Équipement des Pays de la Loire esquissait en 1973 un schéma d'aménagement du tourisme fluvial (16). Depuis lors, la Région n'a cessé de porter toute son attention à l'équipement des voies d'eau. L'aménagement de la Loire a fait l'objet de deux rapports du Préfet de Région aux assemblées régionales en mai et septembre 1975, dans lesquels les possibilités de développement du tourisme fluvial sur la Loire et ses affluents ont été évoquées. De même, l'aménagement des plans d'eau, des rivières et de canaux figure dans les orientations générales pour le VIIème plan, définies par les Assemblées régionales de Pays de Loire en septembre 1975. Le Conseil régional dans sa séance du 3 juillet 1976 approuvait les principes du programme d'aménagement du tourisme nautique, " estimant indispensable la mise en place d'une stratégie concertée entre les acteurs publics et privés dans le cadre d'unités de bassin " (17). C'est à partir des canaux bretons déjà fréquentés que le tourisme fluvial sera développé dans les Pays de Loire. Le programme d'aménagement concerne la remise en état de la voie d'eau et son équipement et la réalisation d'un réseau d'escales comportant base, relais et haltes nautiques. Pour cela, le Conseil régional a décidé en 1976 d'apporter une aide financière aux collectivités locales pour la réalisation de ces équipements (18). Les départements bretons, grâce à l'action du Comité de Promotion touristique des Canaux bretons, possédaient déjà des éléments de réflexion pour l'aménagement des voies d'eau intérieures (19). Ils devaient être également précisés à la suite d'une nouvelle étude confiée en 1977 par la région, aux bureaux d'étude de la SODETEG et du BETURE.

5) l'essor de la navigation de plaisance : l'exemple des rivières navigables de Maine-et-Loire

Cette action étalée sur près de quinze ans (1963-1977) est aussi la conséquence du développement spontané de la navigation de plaisance alors même que la navigation commerciale sur les eaux intérieures tendant

à disparaître, la voie d'eau et ses infrastructures étaient de moins en moins entretenues.

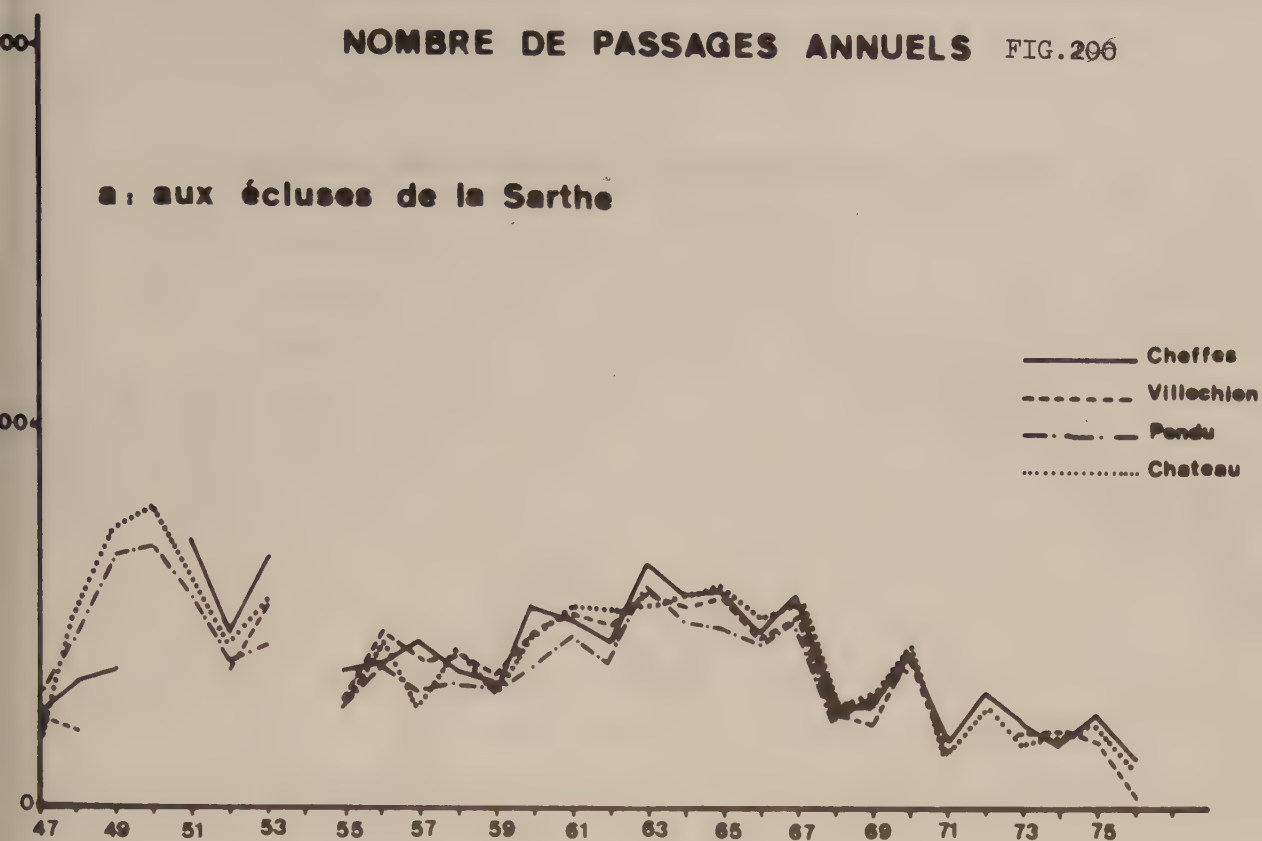
Il nous a été possible d'étudier très précisément ce développement de la navigation de plaisance dans l'Ouest, grâce aux documents archivés par la Direction départementale de l'Équipement de Maine-et-Loire (20). Les éclusières détiennent un carnet sur lequel elles doivent indiquer chaque jour les hauteurs d'eau. Depuis 1947 et pratiquement sans interruption, elles notent en plus selon le sens de passage, le nom du bateau, du propriétaire, le jour et l'heure de passage, la provenance et la destination du bateau, la nature de son chargement. Ces données concernent les passages aux écluses de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Oudon ; les enseignements que nous en tirons ne peuvent sans prudence être généralisés à l'ensemble des canaux de l'Ouest mais ils constituent une contribution essentielle à la connaissance du développement récent de la navigation de plaisance.

Quinze écluses ont été étudiées et regroupées en quatre groupes correspondant à leur localisation sur la Sarthe, l'Oudon, la Mayenne en amont du Bec d'Oudon, la Mayenne en aval du Bec d'Oudon. Une première série de graphiques présente l'évolution du nombre total annuel de passages de bateaux à ces écluses.

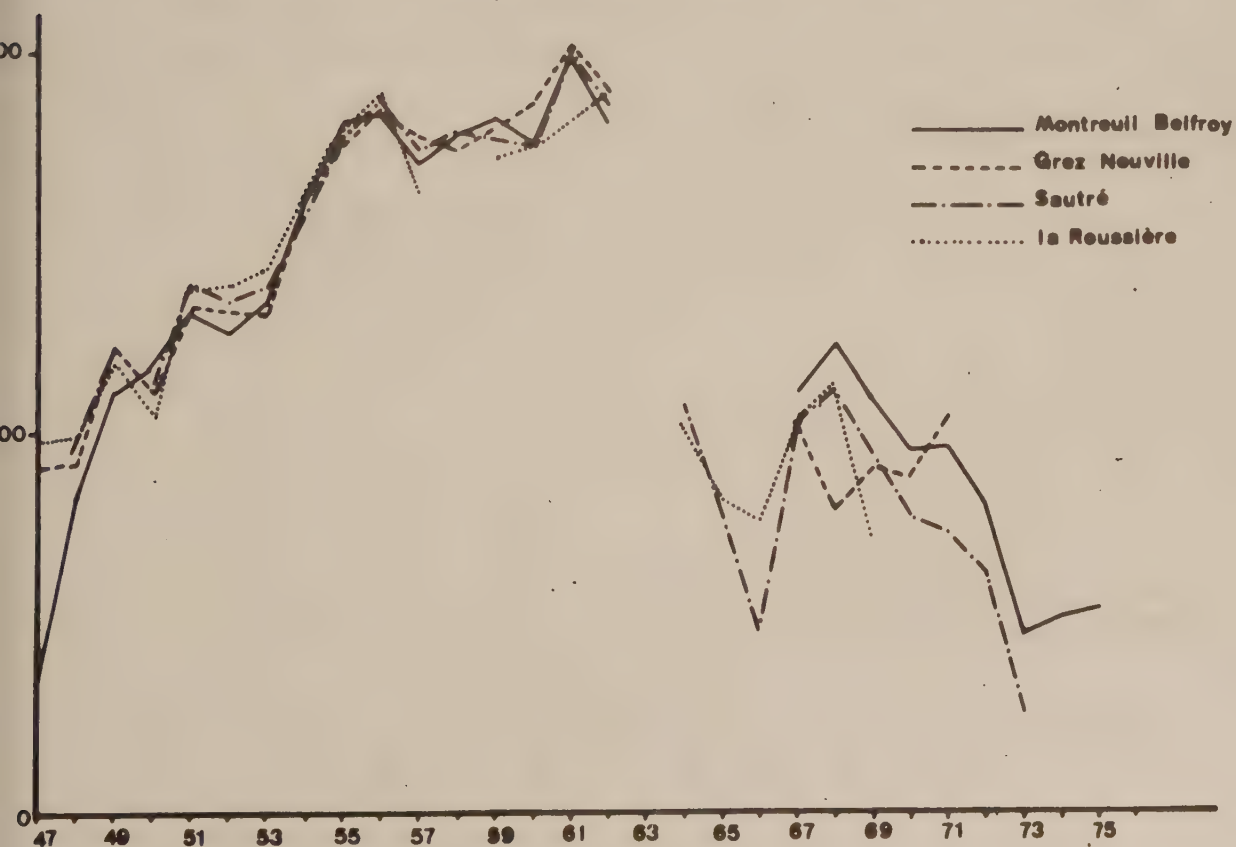
En dépit de légères différences, toutes ces courbes expriment un développement du trafic fluvial de l'après-guerre jusque dans les années 1961-1963, suivi d'une diminution tout aussi régulière. Le nombre de bateaux circulant sur ces rivières est de deux à trois fois plus faible en 1976 qu'il ne l'était en 1947. L'analyse du contenu des carnets des éclusières montre en dehors de cette diminution générale du trafic un changement qualitatif considérable. Dans les années qui suivirent la guerre, le trafic était presque exclusivement commercial composé de graviers, sable, bois, pierre, ciment, blé, farines, vin. En y ajoutant les passages des péniches vides, celui des pêcheurs professionnels, des bateaux de la Société des dragages de l'Ouest et ceux de l'École d'application du Génie, les rivières de l'Ouest connaissaient un trafic non négligeable maintenant les écluses et le chenal en bon état. L'analyse des variations

NOMBRE DE PASSAGES ANNUELS FIG.296

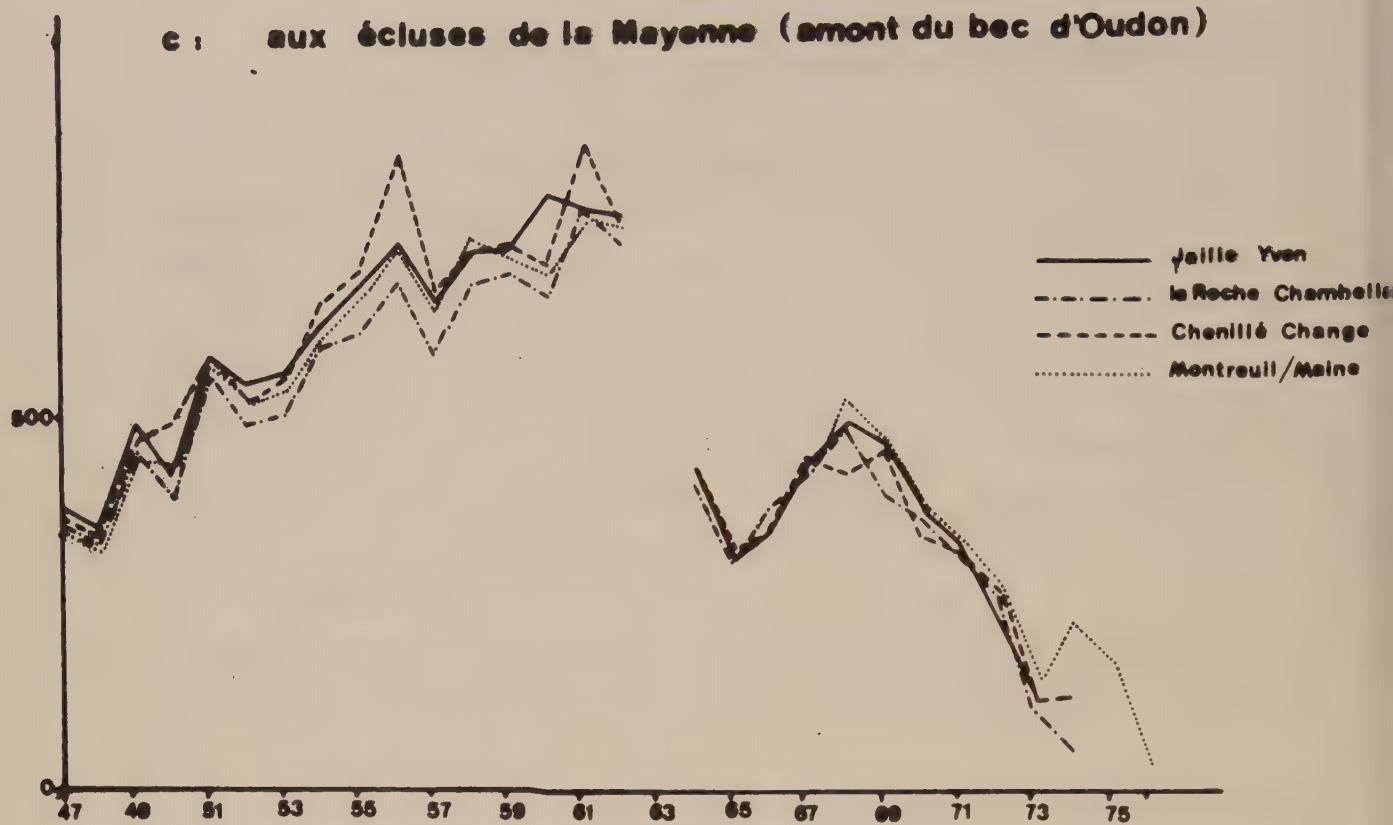
a. aux écluses de la Sarthe



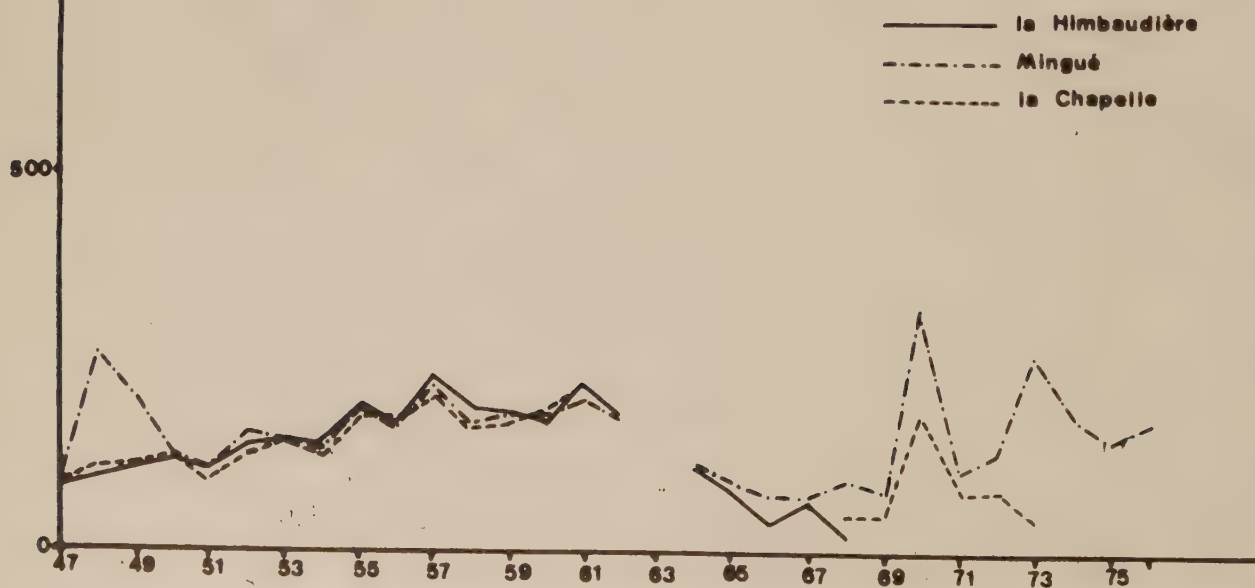
b. aux écluses de la Mayenne (aval du bec d'Oudon)



c : aux écluses de la Mayenne (amont du bec d'Oudon)



d : aux écluses de l'Oudon



mensuelles du trafic en 1947 à Cheffes (Sarthe) met en évidence une pointe en juin et juillet. Ces deux mois représentent 54 % du trafic mais, sur 136 passages, un seul passage de plaisance en avril est enregistré (canot se rendant de Châteauneuf à Angers). Les écourues du 18 août au 13 septembre expliquent la chute du trafic qui reste très faible en hiver. Cependant, la période 1948-1955 voit s'affirmer un premier trafic de plaisance constitué principalement de " voiliers ", de " canots de plaisance ", de " barques de pêche ", de bateaux des " Scouts marins ", dont les propriétaires sont domiciliés presque exclusivement dans les villes régionales. Le 3 avril 1953, l'éclusièrre de Villechien (Sarthe) note dans la colonne réservée à la nature du chargement le mot " estivant " qualifiant de cette manière un " bateau de plaisance se rendant d'Angers à Sablé ". Treize bateaux de plaisance sont passés en 1953 sur 266. Certains des voiliers pouvaient effectuer des trajets plus longs. En 1949, on note à l'écluse du Pendu (Sarthe) le passage d'un voilier venant de Noirmoutier et se dirigeant vers Le Mans. Le 5 juillet 1955, l'éclusièrre de Cheffes signale le passage du voilier " La Maryvonne " effectuant le trajet Quiberon-Le Mans (retour le 26 juillet). Nos dépouillements effectués cas par cas montrent que ce trafic ludique représente alors 20 % du trafic total et qu'il se trouve presque exclusivement concentré d'avril à juillet.

En 1967, les composantes du trafic sont déjà profondément changées. La pointe est en mars-avril (42 % du trafic). Les deux mois de juin-juillet n'en représentent plus que 16 %. Par contre, 88 bateaux de plaisance sont passés représentant 39 % du trafic annuel. La décomposition du trafic de plaisance révèle une nouvelle structure. Les premiers plaisanciers apparaissent en mars (17 voiliers dont 1 d'Angers à Solesmes et 16 d'Angers à Morannes). Tous les mois, d'avril à novembre, enregistrent selon des proportions variables une part de trafic de plaisance. Jusqu'en juillet, il s'agit surtout de promeneurs se déplaçant sur de courtes distances (33 en avril, 5 en mai, 4 en juin, 3 en juillet). En août, tout le trafic est déjà constitué par des plaisanciers : sept canots de promeneurs du Mans à Angers mais deux vedettes et deux voiliers de Nantes à Angers. En septembre, les quatre passages concernent exclu-

sivement la plaisance (trois canots de Juvardeil à Angers et une vedette d'Angers à Sablé). En octobre et novembre, le trafic est de nouveau mixte (plaisance et commerce) : huit plaisanciers en octobre dont un voilier de La Baule à Sablé et trois en novembre. De novembre à février, le trafic est exclusivement commercial : transport de sable et de pierre par le " Cenomans " et le " Pacifique ". Alors que l'éventail du trafic commercial se rétrécissait et que le nombre de péniches en circulation diminuait, le trafic de plaisance prenait une importance beaucoup plus grande, avec une diversification croissante tout en portant sur des itinéraires plus longs et plus variés. En 1975, la substitution du trafic de plaisance au trafic commercial était presque achevée : sur les 125 mouvements enregistrés à cette écluse de Cheffes, 110 soit 88 % étaient dus uniquement à la plaisance. Les quinze péniches ne transportaient plus que du sable. Les variations saisonnières n'enregistrent plus que les flux touristiques. Les pointes ont tendance à se décaler vers les mois d'été, malgré les difficultés de circulation liées certaines années aux basses eaux (1976) comme l'atteste le report de plus en plus tardif des écourues. D'autres pointes sont liées aux vacances de Pâques, aux rallyes organisés à la Pentecôte. Cette transformation de la nature du trafic est bien attestée par les graphiques traduisant le poids des mois de juin-juillet-août dans le total annuel des passages aux quinze écluses étudiées pour la période 1947-1976, surtout si nous les comparons aux graphiques précédents. Ils montrent que le trafic estival reste stable et tend même à se développer alors que le trafic général est en voie de diminution. C'est aussi que la croissance du trafic touristique n'a pas été suffisante pour compenser la perte du trafic commercial. Cela pose tout le problème de l'entretien et de la maintenance des voies d'eau dans l'Ouest, d'autant plus que le tourisme fluvial est un tourisme cher. J. GOUESNARD qui exploite la société " Plaisance Marine " à Saint-Malo a basé des vedettes à Dinan et Guipry. Il ne peut les louer en 1977 (4 à 6 personnes) pour une semaine à moins de 2.500 F. QUIZTOUR proposait à la même date, pour la descente de la Loire en gabarre, un prix tout compris de 1 985 F par personne pour une semaine. NAUTIC-VOYAGE, agence parisienne qui commercialise du tourisme fluvial sur les canaux du Midi et de Bourgogne propose

VARIATIONS MENSUELLES DU NOMBRE DE PASSAGES DE BATEAUX A L'ECLUSE DE CHEFFES (1947, 1967, 1975)

FIG.201

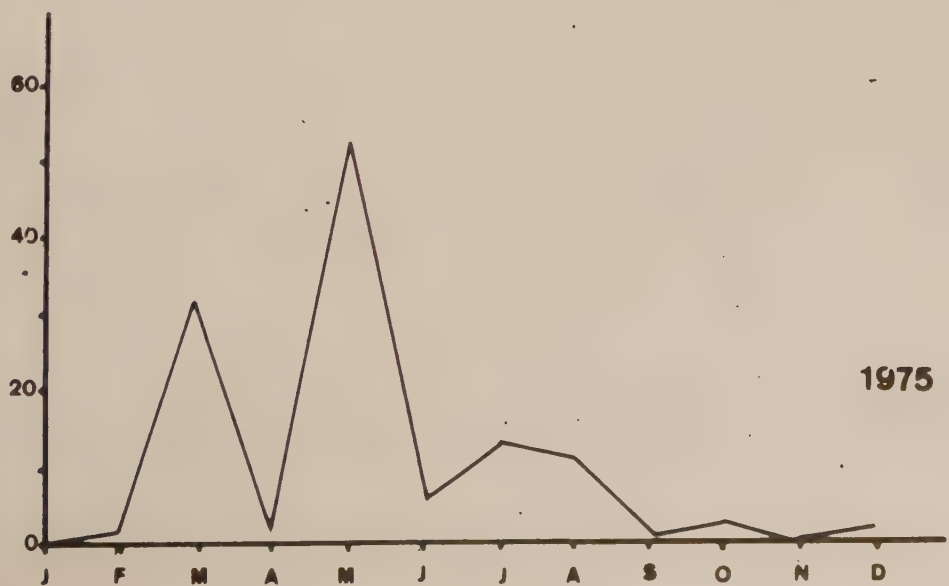
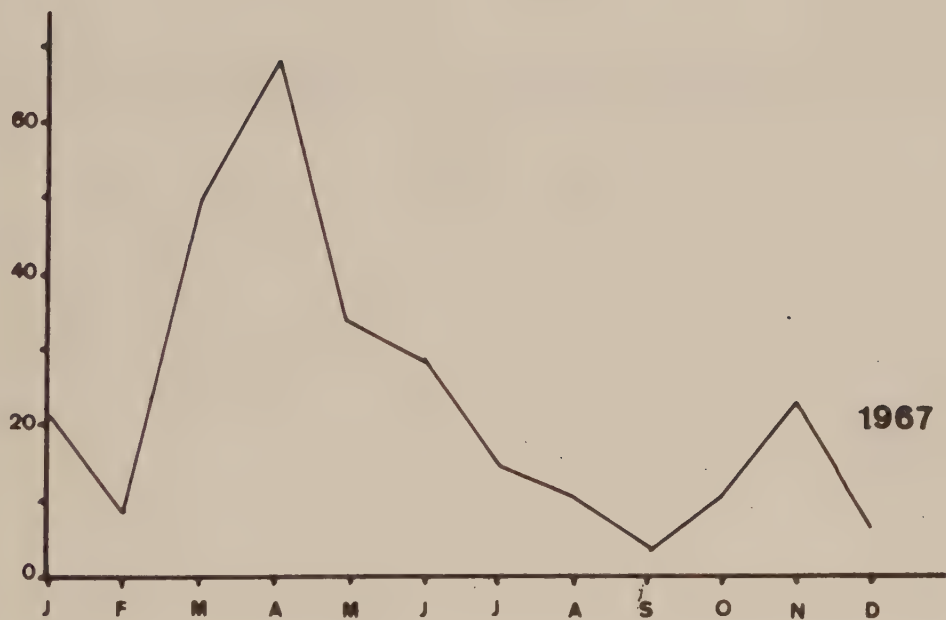
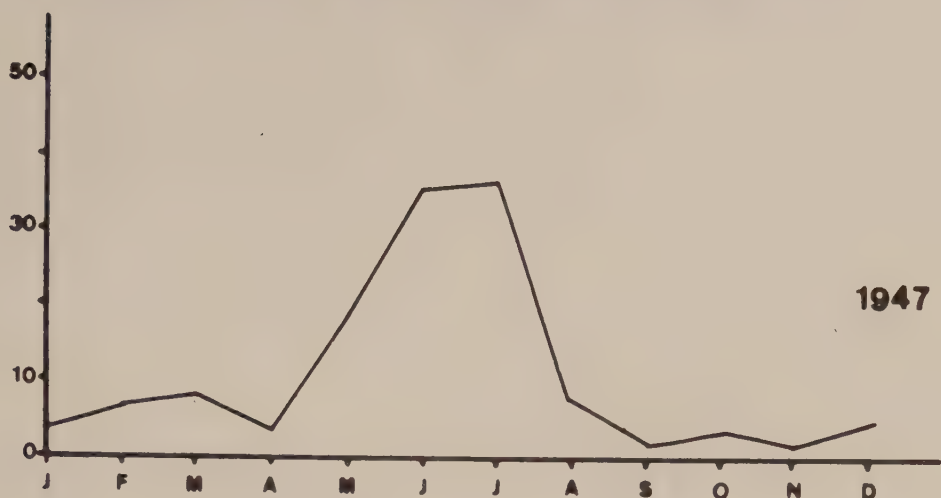
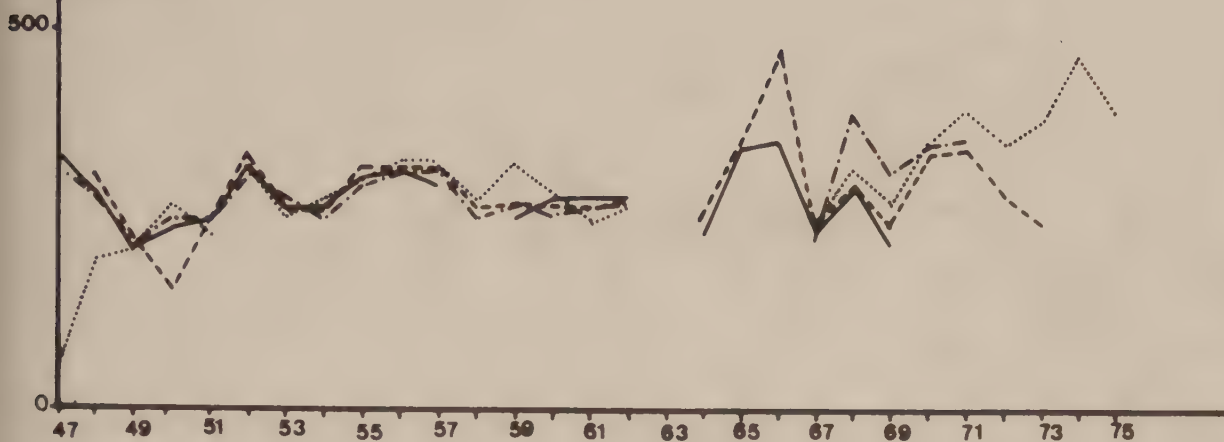


FIG.202

POIDS DES MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT DANS LE TOTAL ANNUEL DES PASSAGES

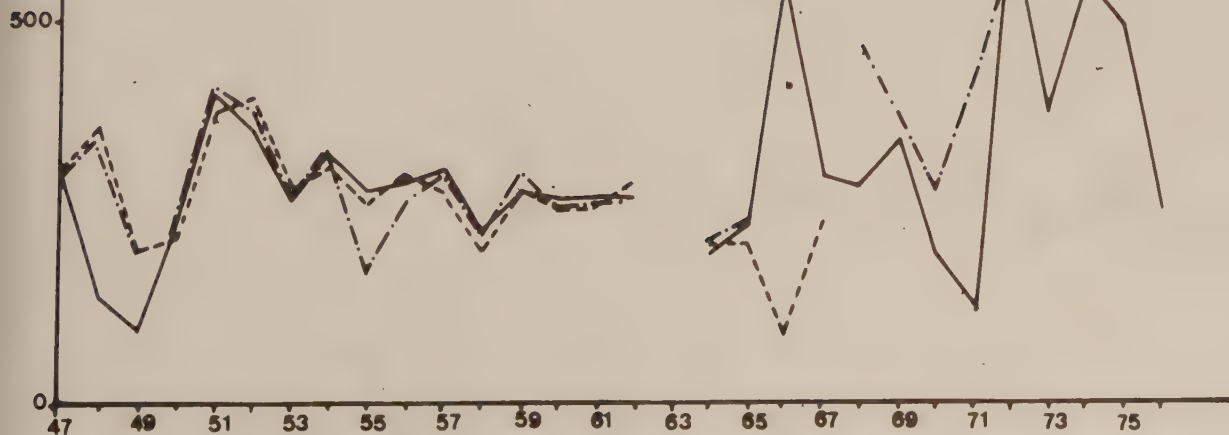
A aux écluses de la Mayenne
(aval du bec d'oudon)

— la Roussière
- - - Sautré
- . - - Grez Neuville
..... Montreuil Belfroy

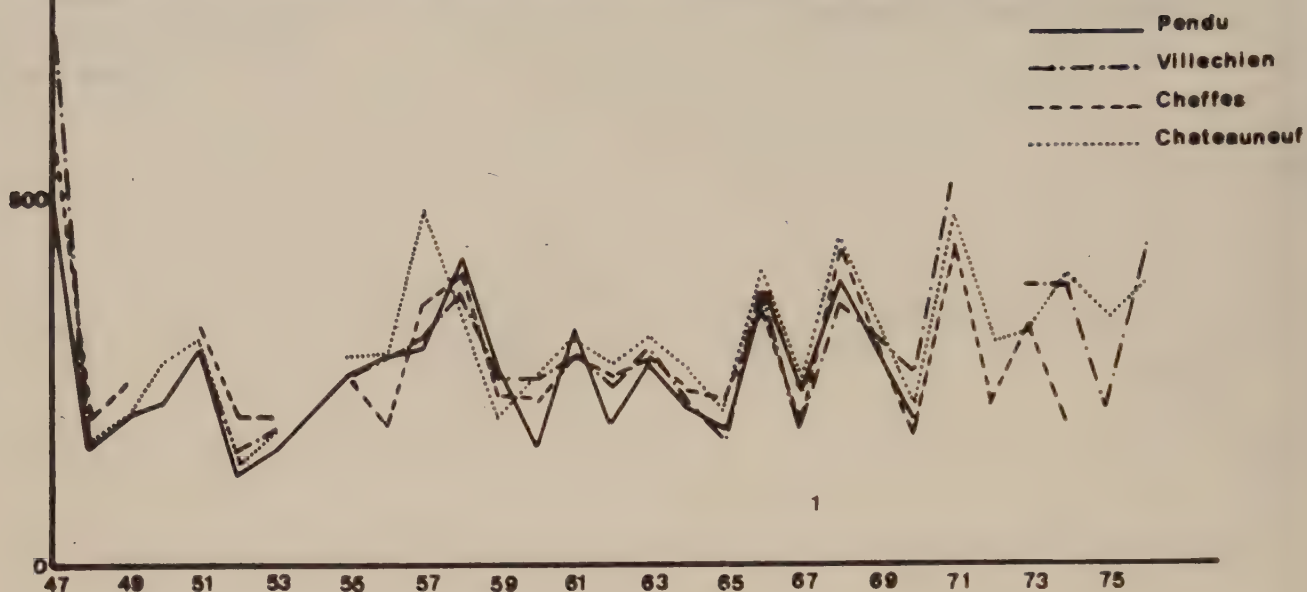


B aux écluses de l'Oudon

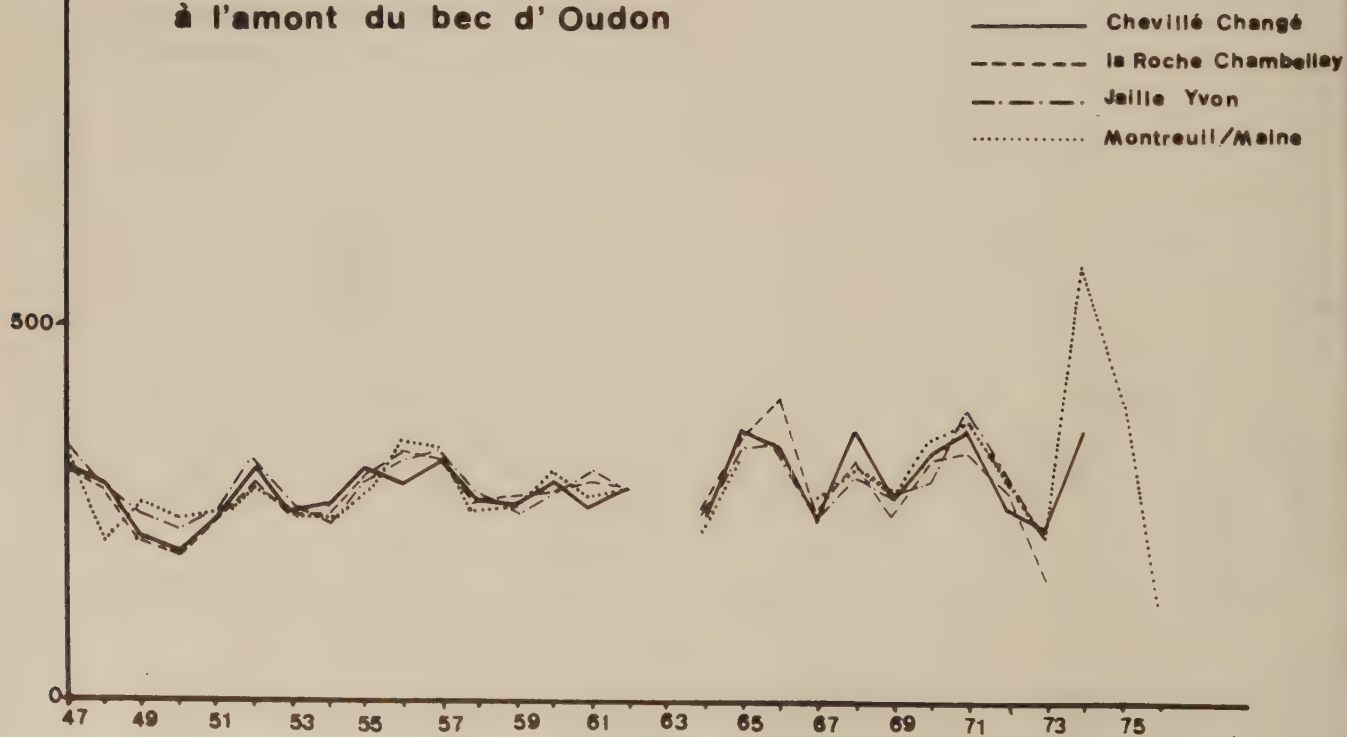
— Mingué
- - - la Himbaudière
- . - - la Chapelle



C aux écluses de la Sarthe



D aux écluses de la Mayenne à l'amont du bec d'Oudon



LES FONDEMENTS DU TOURISME
FLUVIAL DANS L'OUEST (1977)

FIG. 203



en haute saison pour sa caravane flottante " la Belle Anglaise " (huit personnes) un prix de location à la semaine de 4 000 F. " L'albacore " de plus petite taille (4/6 personnes) était loué 2 700 F. La forte concentration des demandes en juillet-août, les prix du carburant, les assurances (les estivants louant des house-boats ne sont pas des marins), une publicité luxueuse et peu rentable (peu de locations en regard du courrier reçu) font que le coût du produit commercialisé reste élevé. Toutefois l'optique des Pays de la Loire est un peu différente. Il ne s'agit pas tellement de développer la location de " house-boats " mais plutôt celle de bateaux plus légers, donc moins coûteux associant navigation de plaisance et pratique du camping.

B - les voies d'eau intérieures dans la France de l'Ouest :
importance, aménagement, fréquentation.

1) importance et originalité du tourisme fluvial dans
l'Ouest

Le réseau des voies navigables de l'Ouest comporte tout un ensemble de fleuves, rivières et canaux qui a la singularité d'être totalement indépendant de l'ensemble du réseau national, en raison de la non-navigabilité de la Loire en amont de son confluent avec la Maine. Par contre, l'environnement maritime de l'Ouest permet à ces canaux de bénéficier du développement considérable de la plaisance en mer et des infrastructures nautiques littorales (21).

Les voies navigables de l'Ouest représentent 1 047 km sur les 8 600 km du réseau français (12 %) distribués de la manière suivante :

Tableau 154 : Répartition du kilométrage des voies navigables praticables de l'Ouest (1977)

Manche - Océan	: 246	Loire fluviale	: 85
Nantes - Redon	: 101	Maine	: 11
Redon - Pontivy	: 119	Sarthe	: 131
Pontivy - Lorient	: 74	Mayenne	: 88
Rade de Brest-Port de Carhaix	: 94	Oudon	: 18
Loire maritime	: 52,5	Sèvre Nantaise	: 27,5

Jusqu'au 26 juin 1974, les bateaux de plaisance circulant sur les voies d'eau intérieures devaient obtenir un permis de circulation du Ministre de l'Equipement, obligatoire pour franchir les écluses. Le dénombrement de ces demandes fournit une première indication sur l'importance de la navigation de plaisance en France malgré le caractère incomplet de ces sources (22).

Plusieurs constatations peuvent être établies :

- le nombre de permis de circulation délivrés pour l'ensemble des voies intérieures françaises n'a pas cessé de croître.

Tableau 155 : évolution du nombre de permis de circulation délivrés pour la navigation de plaisance en France - 1968-1973

!	Dates	:	Total	!	Dates	:	Total	!
!	-----	:	-----	!	-----	:	-----	!
!	1968	:	791	!	1971	:	1 393	!
!	1969	:	975	!	1972	:	1 607	!
!	1970	:	1 102	!	1973	:	2 253	!
!	:	:		!	:	:		!

Source : Ministre de l'Equipement.

En six ans, le nombre de permis a été multiplié par 2,85

- la part occupée par les étrangers est grande puisqu'elle représentait 69 % des demandes en 1969 et 74 % en 1973. Il faut cependant tenir compte du fait que les demandes françaises sont sous-représentées. Ce sont les Britanniques les plus nombreux : 55 % des étrangers en 1969 et 45 % en 1973 mais leur poids relatif diminue.

- nous avons pour 1973 établi un tableau croisé donnant le nombre de demandes selon les principales nationalités et par itinéraires. Les liaisons Le Havre-Méditerranée et Bordeaux-Méditerranée sont les plus fréquentées. Celle qui relie Saint-Malo à l'Atlantique arrive cependant en troisième position représentant 7,59 % des demandes de permis (mais 7,03 % des permis étrangers pour 13,07 % des permis britanniques).

Tableau 156 : répartition des demandes de permis de circulation selon les nationalités et par itinéraire (1973)

! Parcours demandés	! (1)	! (2)	! (3)	! (4)	! (5)	! (6)	! (7)	!
! Le Havre-Paris-Méditerranée	! 86	! 269	! 192	! 3	! 12	! 62	! 355	!
! Mer du Nord-Méditerranée	! 5	! 62	! 43	! 1	! 4	! 9	! 62	!
! Mer du Nord-Paris	! 2	! 55	! 47	! -	! 3	! 5	! 57	!
! Frontière Belge - Paris	! 10	! 88	! 6	! 13	! 60	! 9	! 98	!
! Frontière Belge-frontière Allemande	! -	! 83	! 2	! 22	! 54	! 5	! 83	!
! Frontière Belge-Méditerranée	! 1	! 93	! 5	! 19	! 49	! 20	! 94	!
! Frontière Allemande-Méditer.	! 5	! 129	! 4	! 102	! 9	! 14	! 134	!
! Frontière Allemande-Paris	! 2	! 27	! 5	! 12	! -	! 10	! 29	!
! Lyon - Paris	! 30	! 25	! 21	! 1	! 1	! 2	! 55	!
! Lyon - Méditerranée	! 12	! 12	! 2	! 3	! 1	! 6	! 24	!
! Manche - Océan	! 53	! 118	! 98	! 1	! 8	! 11	! 171	!
! Bordeaux - Méditerranée	! 109	! 242	! 155	! 25	! 17	! 45	! 351	!
! Moselle ou Meuse - Alsace	! -	! 61	! -	! 52	! 5	! 4	! 61	!
! Strasbourg - Méditerranée	! 2	! 56	! 2	! 42	! 7	! 5	! 58	!
! Divers	! 258	! 363	! 168	! 76	! 78	! 41	! 621	!
! TOTAL	! 575	! 1 678	! 750	! 372	! 308	! 248	! 2 253	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!

(1) Français - (2) Total des étrangers - (3) Britanniques - (4) Allemands
(5) Bénélux - (6) Autres étrangers - (7) Total des Français et étrangers.

La Direction des Ports maritimes et des voies navigables a réalisé en 1974 une étude ayant pour objectif de fournir une image quantitative et qualitative de la navigation fluviale en 1974 en raison de l'absence de statistiques sur la plaisance fluviale au niveau national (23). En dehors des renseignements fournis par les comptages effectués à chaque écluse, l'enquête est fondée sur l'utilisation de questionnaires distribués à un ensemble d'écluses choisies pour quadriller le réseau de voies navigables, à tous les plaisanciers naviguant entre le 1-8-1974 et le 15-9-1974 (2 275 bateaux enquêtés dont 690 pour l'Ouest).

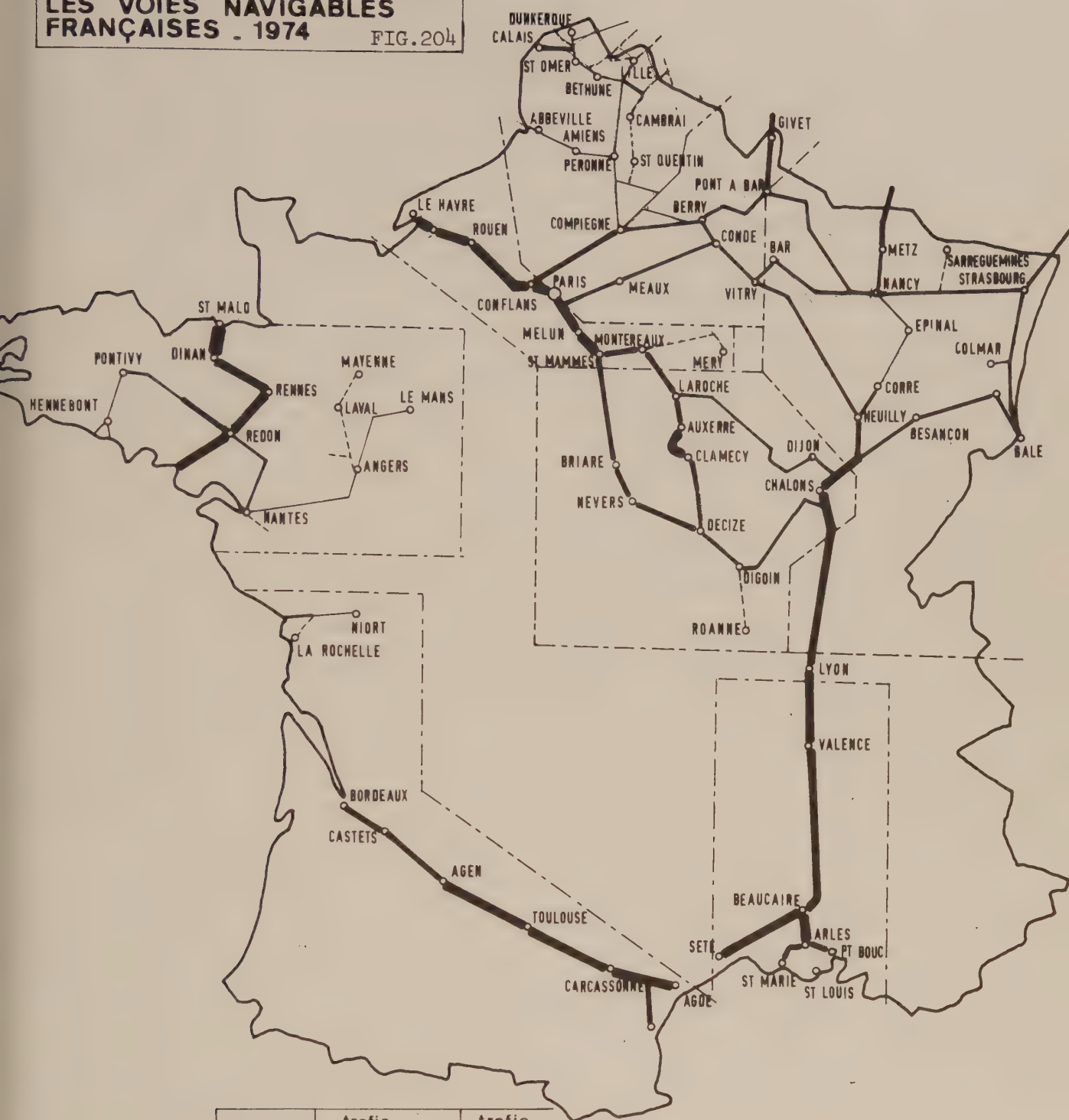
Cette précieuse source va nous permettre de mieux situer le tourisme fluvial de l'Ouest dans l'ensemble français, tout en en dégageant les caractères spécifiques. Une carte des trafics de plaisance en France, élaborée à partir des résultats de l'enquête, confirme ceux de l'analyse des autorisations de circulation : les liaisons Le Havre-Paris-Méditerranée, Bordeaux-Méditerranée et Manche-Océan sont bien les plus fréquentées. Chaque région présente des caractéristiques de fréquentation relativement différenciées, synthétisées par le tableau ci-après :

Tableau 157 : caractéristiques de la fréquentation des canaux par la navigation de plaisance par grande région géographique (1974).

! régions	! % de bateaux naviguant du 1/8 au 15/9	! durée moyenne des croisières en jours	! parcours moy. par jour en Km	! % de bateaux loués
! Ouest	! 30,4	! 8,14	! 21	! 12,4
! Sud-Ouest	! 11,7	! 14,59	! 33	! 26,0
! Sud-Est	! 11,0	! 16,63	! 48	! 27,7
! Centre	! 12,2	! 18,77	! 21	! 63,5
! Est	! 13,1	! 20,88	! 37	! 41,9
! Nord	! 13,4	! 22,2	! 31	! 12,9
! Seine	! 8,2	! 23,70	! 44	! 6,5
! TOTAL	!	!	!	!
! FRANCE	! 100	! 16	! 31	! 25,4
!	!	!	!	!

**TRAFIC DE PLAISANCE SUR
 LES VOIES NAVIGABLES
 FRANÇAISES - 1974**

FIG.204



Itinéraire	trafic 1/8 au 15/9	trafic annuel
----	0 - 19-49	0 - 49
----	20 - 49	50 - 149
----	50 - 99	150 - 249
----	100 - 199	250 - 499
----	200 - 499	500 - 1199
----	500 & +	1200 & +

La France de l'Ouest vient en tête pour le nombre de bateaux qui y naviguent mais ces derniers y circulent beaucoup moins longtemps que dans les autres régions. Toutefois, le parcours moyen journalier est le plus faible de tous. Le tourisme fluvial dans l'Ouest est largement dominé par le passage. Ce trait se marque par la primauté écrasante de la liaison Manche-Océan alors que les autres canaux n'ont qu'un trafic très faible. Il explique également le faible nombre de bateaux loués et les difficultés rencontrées par les sociétés de location de bateaux pour s'implanter dans l'Ouest (faillite de Loc Armor à Saint-Malo en 1976, échec des tentatives d'implantation de Loc Armor à Angers, réticences de la " Blue Line " à venir s'installer à Segré malgré les propositions qui lui sont faites etc...). Notons cependant l'implantation en 1978 d'une nouvelle société de location à Angers, " la Douceur angevine " qui propose des locations de " carabarges " pour le week-end et à la semaine. L'originalité de ce type de bateau est d'accueillir la caravane de l'estivant. L'impossibilité d'accomplir un circuit, l'intérêt de la traversée nord-sud de la Bretagne par les plaisanciers britanniques qui évitent ainsi de faire le tour de la péninsule expliquent en définitive ces caractères.

Trois ensembles géographiques peuvent cependant être distingués dans les voies navigables de l'Ouest. En plus de la liaison Manche-Océan, nous examinerons l'ensemble orienté NW/SE qui s'articule autour du canal de Nantes à Brest prolongé à partir de Pontivy grâce au Blavet jusqu'à Lorient. L'établissement du barrage de Guerlédan a interrompu cette liaison mais la navigation a été rétablie dans la partie aval de Pont-Coblant à Port de Carhaix. Le troisième ensemble permet une pénétration vers le Sud-Est et les Pays de la Loire grâce à la Loire et à ses affluents de rive gauche (Sèvre Nantaise) et surtout de rive droite (Maine, Sarthe, Mayenne, Oudon).

2) la liaison Manche-Océan (24)

Elle utilise la Rance, le canal d'Ille-et-Rance jusqu'à Rennes,

la Vilaine jusqu'à Redon. C'est la plus ancienne des voies intérieures. C'est sur la Vilaine que fut utilisée pour la première fois en France une écluse à sas. Dès 1539, le fleuve devint ainsi navigable et en 1542 le premier bateau le remontant arrivait à Rennes en provenance de Redon. Il fallut cependant attendre 1842 grâce au canal d'Ille-et-Rance pour relier Rennes à la Manche. La navigation commerciale ne fut jamais très importante. La remise en service de l'écluse de Bellions, première réalisation concrète du Comité de promotion touristique des canaux bretons, permit de passer de la Vilaine canalisée à la Vilaine maritime mais dès 1957 le Touring-Club de France publiait le premier itinéraire nautique Manche-Océan.

La construction du barrage et de l'usine marémotrice ont rendu difficile la circulation sur la Rance maritime en raison des travaux et des mouvements d'eau. Le franchissement du barrage s'effectue uniquement de jour par une écluse fonctionnant de trois heures avant jusqu'à trois heures après la haute mer. L'écluse du Chatelier délimite la Rance maritime du canal d'Ille-et-Rance. La " base nautique " de Dinan (25) offre aux plaisanciers toutes les possibilités de ravitaillement, d'accostage, de réparation. Jusqu'à Rennes, le canal d'Ille-et-Rance n'offre un tirant d'eau réel que de 1,10 m (contre 1,40 entre le Chatelier et Dinan) et la vitesse est impérativement limitée à 6 km/h. Des relais nautiques assez nombreux offrent de bonnes conditions de navigation malgré le caractère ancien et la dimension réduite (27 m sur 4,70 m) des quarante-huit écluses munies de portes en bois. Les chemins de halage qui appartiennent à l'Etat entre Rennes et Dinan ne sont plus entretenus et ne sont guère praticables. Rennes offre bien sûr toute la gamme des services. L'on passe ensuite dans la Vilaine canalisée. Le tirant d'eau passe à 1,30 m mais les treize écluses de la Vilaine ont des portes métalliques. Les terrains privés grevés d'une servitude de passage ne sont pas plus praticables que ceux qui bordent le canal d'Ille-et-Rance. Le relais nautique de Pont-Réan qui dispose de trois vedettes de location joue un rôle important. Le tirant d'air du pont de Pont-Réan est de 2,30 m. Le maintien d'une activité commerciale (transport de sable) entre cet endroit et Rennes est un facteur favorable. Les

plaisanciers peuvent s'arrêter également à Guipry où le groupe " Blakes international " dispose de dix vedettes en location, Port de Roche, Beslé-Langon où des équipements nautiques ont été réalisés dans le cadre de l'aménagement des pays de Vilaine mais c'est surtout Redon qui est la plaque tournante de ce trafic (26). A cet endroit, les plaisanciers ont le choix entre trois possibilités pour gagner l'Océan selon le temps dont ils disposent : soit passer directement en Vilaine maritime (solution la plus rapide) soit gagner Nantes par le canal de Nantes à Brest et descendre la Loire maritime, soit emprunter la branche ouest du canal de Nantes à Brest et le Blavet jusqu'à Lorient (solution la plus lente en raison du nombre très élevé d'écluses (30 sur 9 km). Alors que la vitesse sur la Vilaine canalisée est limitée à 10 km/h, elle redevient libre sur la Vilaine maritime comme elle l'est sur la Rance maritime. Le port de plaisance de Redon bénéficie de sa situation au coeur de la ville, proche de la gare. " Tourisme nautique breton " offre une trentaine de vedettes et " house-boats " en location. La création du barrage d'Arzal, le recalibrage de la Vilaine, divers aménagements font de cette partie aval de la liaison Manche-Océan un des points forts du tourisme nautique dans l'Ouest. Des sociétés de location de bateaux, principalement anglaises, se sont installées à La Roche-Bernard (Ripplecraft offre seize vedettes) et à Arzal où l'armement Dreno exploite trois bateaux de croisière de 35 à 200 personnes.

Les points faibles résident dans le bas niveau d'entretien de la partie centrale de la liaison Manche-Océan, l'envasement de certains secteurs (Malhon, Pont-Réan), le mauvais état des chemins de halage, la pollution locale des eaux engendrées par les zones industrielles de Rennes et de Redon. Toutefois, la navigation commerciale a laissé un nombre important d'équipements (quais, appontements) qui ne sont que très partiellement réutilisés à des fins touristiques et c'est le long de cet axe que se sont implantées les principales sociétés de location de bateaux de l'Ouest. La fréquentation touristique n'a pas cessé de s'y développer.

- évolution de la fréquentation (1964-1976)

Nous avons pu suivre grâce aux statistiques fournies par la

Direction départementale de l'Équipement d'Ille-et-Vilaine, l'évolution du trafic de plaisance à quatre écluses-tests de 1964 à 1977. Il s'établit de la manière suivante :

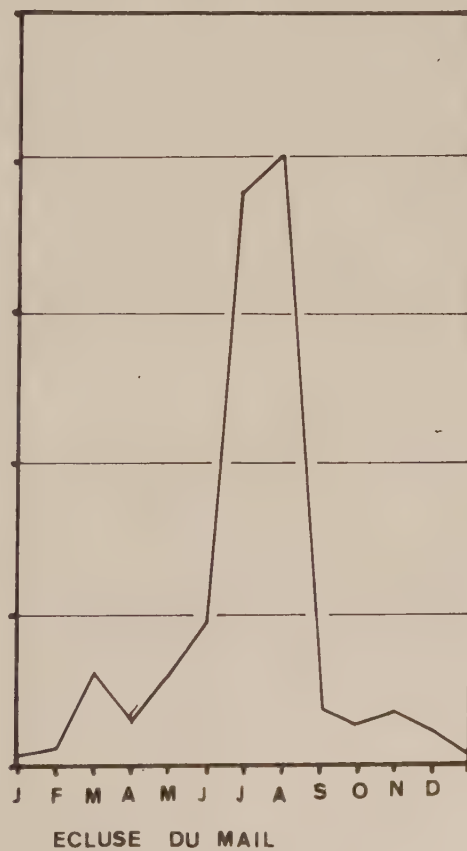
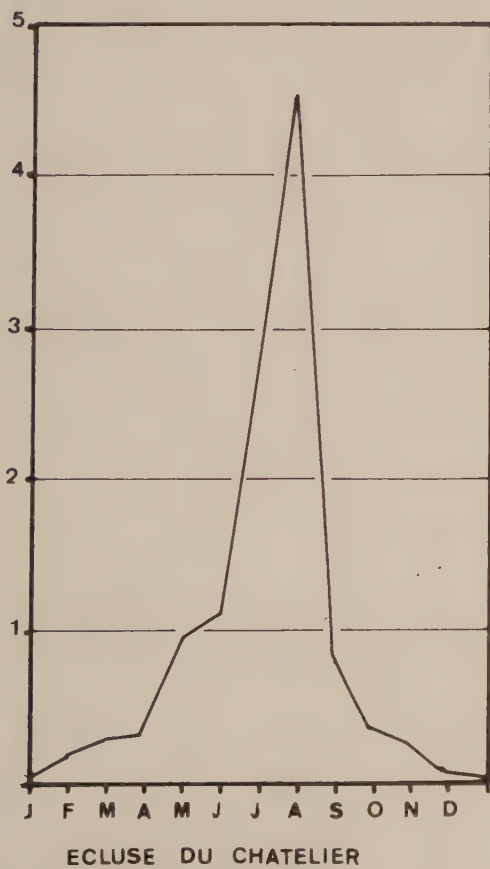
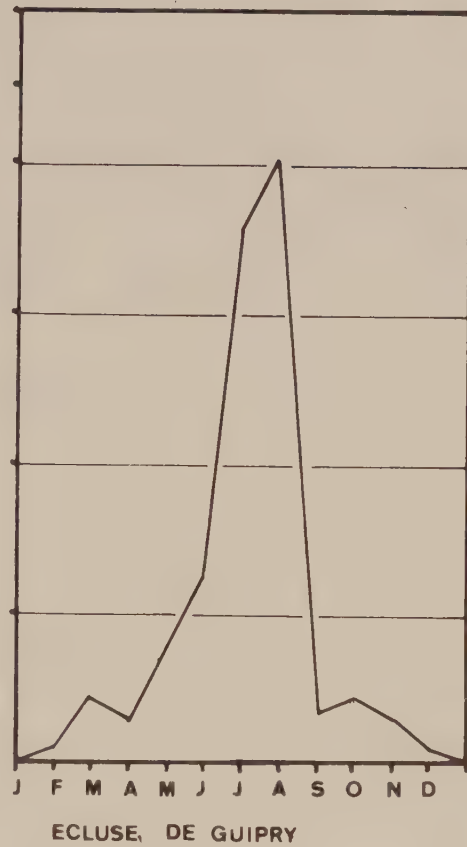
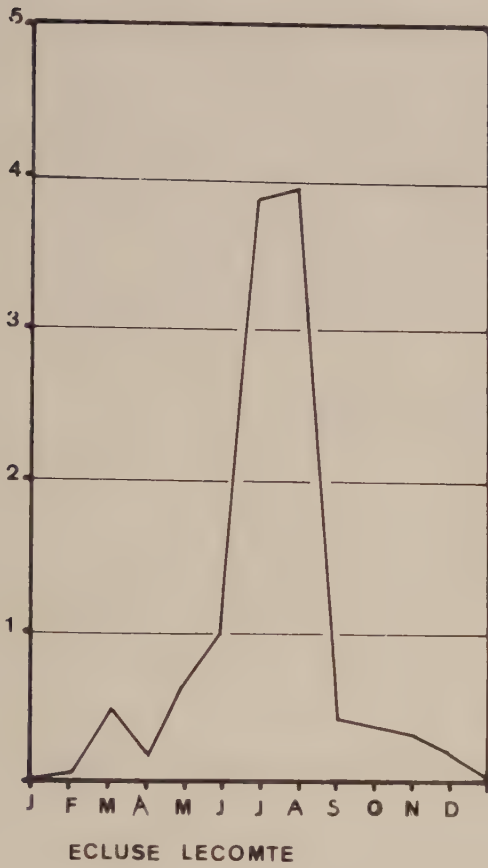
Tableau 158 : évolution de la fréquentation des écluses de la liaison
Manche-Océan (1964-1977)

! Années	! Canal d'Ille et Rance	! Vilaine canalisée	!
!	! écluse du	! écluse du	!
!	! Chatelier	! Mail (Rennes)	! écluse Le
!	! (Dinan)	!	! Comte(Rennes)
!	!	!	! écluse de
!	!	!	! Guipry
!	!	!	!
! 1964	! 455	! 67	! 102
! 1965	! 457	! 149	! 137
! 1966	! 551	! 149	! 140
! 1967	! 570	! 178	! 184
! 1968	! 637	! 201	! 223
! 1969	! 739	! 260	! 272
! 1970	! 792	! 328	! 311
! 1971	! 1 186	! 405	! 386
! 1972	! 1 191	! 394	! 392
! 1973	! 1 400	! 404	! 385
! 1974	! 1 846	! 407	! 411
! 1975	! 2 438	! 576	! 585
! 1976	! 2 464	! 149	! 175
! 1977	! 2 838	! 551	! 572
!	!	!	!

Ce trafic est caractérisé par une croissance continue de 1964 à 1975. Il a été multiplié entre ces deux dates par 5,36 à l'écluse du Chatelier et 8,60 à l'écluse du Mail. On peut l'attribuer à l'action menée par le Comité de Promotion touristique des Canaux bretons. La forte accélération en 1970 et 1971 est due à la transformation de la travée fixe du pont du Chatelier en travée mobile ce qui permet aux yachts de croisière de remonter la Rance jusqu'à Dinan sans avoir à démâter. Pour un certain nombre de bâtiments cependant, Dinan est un terminus de navigation. L'écluse de Lehon, en amont de Dinan, enregistre en moyenne trois fois moins de passages que celle du Chatelier (638 en

FIG.205

**COEFFICIENTS MENSUELS DU TRAFIC
DE PLAISANCE .TOURISME FUVIAL .passages aux écluses
1975**



1974, 911 en 1975, 360 en 1976). L'effondrement du trafic en 1976 sur le canal d'Ille-et-Rance et sur la Vilaine canalisée est la conséquence directe des basses eaux dues à la sécheresse (arrêt de la navigation le 22 juillet). Bien évidemment, le trafic sur la Rance maritime n'a pas été affecté par cette sécheresse et il a continué à augmenter de la même manière qu'augmentait celui de la Vilaine maritime (2 915 passages à l'écluse d'Arzal en 1976 et 3 087 en 1976),

- les variations mensuelles du trafic

L'année 1976 étant exceptionnelle, nous fonderons notre analyse sur les résultats de l'année 1975. Afin de pouvoir établir des comparaisons, nous ferons de nouveau appel aux coefficients mensuels de trafic (cf. livre I) en reprenant les quatre écluses précédemment citées. Si le trafic s'étale sur les douze mois de l'année, il est marqué par une forte concentration estivale. La pointe maximale est dans les quatre cas, en août et le creux en janvier. Les deux mois de juillet et août représentent 66 % du trafic à l'écluse Le Comte, 64 % à Guipry, 65 % au Mail et 63 % à celle du Chatelier. Trois mois seulement ont des coefficients supérieurs à 1 (deux seulement au Mail). Le mois de juin est nettement plus fréquenté que celui de septembre en raison du chômage des canaux. L'amplitude est maximale à l'écluse du Chatelier (4,47) et minimale à celle de Rennes (Le Comte) : 3,78. Les quatre courbes sont très voisines et il est difficile d'établir des distinctions. Malgré une activité étendue sur douze mois, le tourisme fluvial comme les autres formes de tourisme, ne réalise guère, sur la liaison Manche-Océan, l'étalement des vacances sauf en juin.

3) la liaison Nantes à Brest

- présentation de la liaison : Elle utilise l'ancien canal de Nantes à Brest conçu pour éviter le blocus de la côte française par la flotte

anglaise et désenclaver Brest, premier port militaire de l'époque. Le projet fut approuvé en 1806. Les travaux commencèrent en 1811. La jonction jusqu'à Nantes ne fut terminée qu'en 1836. Elle ne servit réellement à la desserte de Brest militaire que de 1860 à 1866. Le trafic commercial bien que toujours faible fut d'une importance capitale pour le développement agricole de la Bretagne intérieure (27).

La liaison emprunte au départ de Nantes l'Erdre, rivière canalisée se jetant dans la Loire à l'écluse Saint-Félix. Cette partie pose plusieurs problèmes à la navigation de plaisance. L'écluse de Saint-Félix mesure 50 x 7 m et les portes se lèvent électriquement mais les horaires d'ouverture sont fonction des heures de marée. De plus, l'Erdre a été déviée et passe en souterrain depuis 1933 sur 800 m de long (7,50 m de large et 4 m de haut). Le tirant d'air est donc limité et les plaisanciers sont obligés de démâter. Le vaste plan d'eau de l'Erdre, aux portes de Nantes, a fait de cette rivière un centre important d'activités nautiques (aviron, voile, canoë-kayak, ski nautique, croisières sur l'Erdre...) posant des problèmes de coordination avec la navigation de plaisance proprement dite. Cette dernière est handicapée par l'absence de chemin de halage (les berges sont privées et les conflits aigus entre usagers et riverains), le manque de balisage, la pollution domestique, mais bénéficie par contre de la présence de nombreux équipements (Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Sucé, Nort-sur-Erdre). Nort-sur-Erdre, terminus de la voie navigable de l'Erdre, permet aux plaisanciers de s'arrêter avant de s'engager dans le canal de Nantes à Brest proprement dit qui relie les bassins de l'Erdre à celui de l'Isac par une dérivation de 22 km. Cette portion n'est pas balisée et elle possède un chemin de halage en mauvais état. L'obstacle majeur est constitué par le grand nombre d'écluses (dix-sept entre Quiheix et Redon) fonctionnant manuellement. La vitesse des bateaux est limitée à 8 km/h. L'écluse des Bellions permet directement l'accès à la Vilaine, évitant ainsi la dernière partie du canal vers Redon avec ses nombreux ponts. L'équipement est plus limité que sur les bords de l'Erdre et l'on ne rencontre que des haltes et relais nautiques. Blain, en bordure de la forêt du Gâvre offre des possibilités de ravitaillement variées.

Les dimensions autorisées pour les bateaux sont réduites : 1,20 à 1,40 m de tirant d'eau et 3,15 m de tirant d'air. La liaison emprunte ensuite l'Oust canalisé de Redon à Rohan et le canal de Rohan à Pontivy. Haltes et relais nautiques ont été aménagés le long de l'Oust dans le cadre de la promotion touristique des Pays de Vilaine. Malestroit, Josselin, Rohan sont les relais nautiques les plus importants avant Pontivy. Entre Redon et Pontivy sur 110 km, l'on ne compte pas moins de quatre-vingt neuf écluses. Les plaisanciers ne peuvent continuer vers l'Ouest en raison du barrage de Guerlédan et doivent emprunter le Blavet canalisé qui permet de rejoindre à Hennebont le Blavet maritime. Si le tirant d'eau est compris entre 1,30 m et 1,40 m, le tirant d'air n'est plus que de 2,60 m. Les ponts d'Hennebont constituent un obstacle important à la navigation sur le Blavet.

A l'ouest du barrage de Guerlédan, le canal de Nantes à Brest se poursuit. La partie située en Côtes du Nord n'est pas navigable. Les biefs ne sont pas entretenus et les écluses ont été désaffectées. De plus, le manque d'eau se fait sentir, la réserve en eau de Glomel étant utilisée pour l'alimentation en eau potable des communes de la région Carhaix-Rostrenen. Par contre, la section finistérienne grâce à l'aide financière du Conseil Général, a été remise en état de navigation progressivement. Le département du Finistère à qui cette portion du canal a été concédée, a commencé en 1966 à la remettre en état, d'abord pour y maintenir le plan d'eau et y développer la pêche, ensuite pour y favoriser la pratique du canoë-kayak, enfin pour le rendre à la navigation. Il en a confié la gestion au Syndicat mixte d'aménagement touristique de l'Aulne et de l'Hyères constitué en 1969. La remise en état de navigabilité a commencé en 1970. Il est de nouveau possible à la navigation de plaisance, depuis 1975, après avoir emprunté l'Aulne maritime, de remonter l'Aulne canalisée de l'écluse maritime de Guily Glas jusqu'à Pont-Coblant (Pleyben) et Chateauneuf-du-Faou puis le canal de Chateauneuf à Port-de-Carhaix, mais le personnel éclusier n'existe plus : les manivelles nécessaires à la manoeuvre des écluses sont accrochées aux murs des anciennes maisons d'éclusiers. La vitesse est limitée à 6 km/h. Le tirant d'eau n'est que de 1,10 m entre les écluses de Goariva (Côtes-du-

Nord) et Kergoat et 1,40 m jusqu'à Chateaulin. Quais et cales existent à Chateauneuf et Pont-Coblant et les possibilités d'accostage sont nombreuses. Deux sociétés de location de bateaux, dont le siège social est à Quimper, s'intéressent depuis 1973 à l'Aulne. En 1977, "Crabing loisirs" disposait de quatre "house-boats" à Chateauneuf-du-Faou et S.B.D.M. nautique de neuf vedettes à Chateaulin. S.B.D.M. envisage de porter sa flotte à vingt bateaux et loue aussi bien à la journée qu'en week-end ou pour des durées plus longues (par tranche d'une semaine ou par quinzaine). Le point de départ est une société régionale s'occupant de la distribution de produits pétroliers qui recherchait une activité de diversification à une période de l'année où le travail professionnel était moins important. En 1975, S.B.D.M. a d'ailleurs mis en place une activité de location de cycles (350 vélos répartis en plusieurs centres comme Fouesnant, Concarneau, Guilvinec, Crozon, Chateaulin...). En profitant de la pêche aux saumons, S.B.D.M. s'efforce d'étaler la saison de février à octobre mais souffre de l'arrêt de la navigation à Port de Carhaix et de l'impossibilité de remonter jusqu'à Guerlédan (28). Le trafic commercial sur ce canal ne subsiste plus qu'entre Redon, Malestroît et Josselin et il est en très forte régression. Il a complètement disparu sur le Blavet canalisé et sur l'Aulne où la dernière péniche a franchi l'écluse de Chateaulin en 1942. C. VALLAUX en 1907 soulignait "la beauté de cette lente coulée d'eaux sombres" où "le travail de l'homme a ajouté au paysage plus qu'il ne lui a ôté" mais constatait déjà que "cette superbe route fluviale demeure inutile et à peu près déserte". Il était presque "aussi rare de voir un bateau sur le canal qu'une automobile dans les chemins forestiers de Quénécan" (29).

- fréquentation touristique : elle est plus mal connue que sur la liaison Manche-Océan. L'absence d'éclusiers sur la partie finistérienne entraîne le manque de comptages. On l'estimait en 1975 à 250 passages pour 400 en 1977 (d'après enquêtes orales auprès des conducteurs de

voies navigables). Quelques relevés indiquent cependant une croissance rapide et constante du trafic de plaisance.

Tableau 159 : évolution de la fréquentation des écluses du canal de Nantes à Brest (Manche-Redon-Pontivy) 1968-1977

! Années	! (1)	! (2)	! (3)	! (4)	!
! 1968	! 100	!	!	!	!
! 1970	! 147	! 74	! 46	! 12	!
! 1971	! 381	! 163	! 102	! 48	!
! 1972	! 665	! 191	! 115	! 57	!
! 1973	! 453	! 237	! 129	! 61	!
! 1974	! 578	! 332	! 157	! 57	!
! 1975	! 733	! 481	! 185	! 90	!
! 1977	! 1 298	! 728	! 198	! 53	!

(1) écluse de l'Oust à Redon - (2) écluse de Malestroît

(3) écluse de Cadoret, entre Josselin et Rohan

(4) écluse d'Hilvern entre Rohan et Pontivy

Tableau 160 : évolution de la fréquentation aux écluses du Blavet canalisé - 1969-1977

! Années	! (1)	! (2)	! (3)	!
! 1969	! 16	!	!	!
! 1970	! 29	!	! 43	!
! 1971	! 44	! 37	! 64	!
! 1972	! 63	! 38	! 60	!
! 1973	! 63	! 63	! 99	!
! 1974	! 59	! 45	! 54	!
! 1975	! 94	! 73	! 97	!
! 1977	! 77	! 101	! 80	!

(1) écluse Lestitut (sortie de Pontivy) -

(2) écluse du Moulin Neuf (Pont Augan) -

(3) écluse du Grand barrage - dernière écluse avant Polhuern

Tableau 161 : évolution de la fréquentation aux écluses du canal de Nantes à Brest : section Nantes-Redon (1970-1974)

! Années !	(1)	(2)	(3)	(4)	!
!	!	!	!	!	!
! 1970 !	10 344	6 509	350	2 260	!
! 1971 !	9 467	5 279	804	1 924	!
! 1972 !	8 726	4 321	808	1 222	!
! 1973 !	7 283	2 774	456	658	!
! 1974 !	7 260	2 589	555	550	!

(1) écluse de Saint-Félix

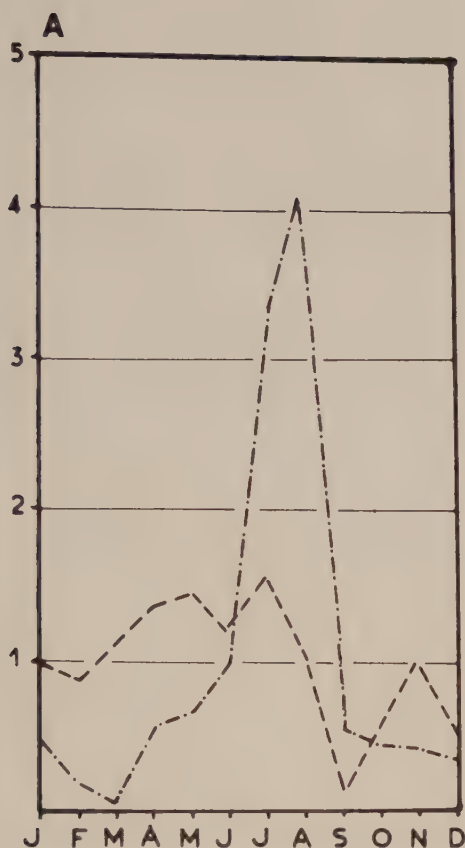
(2) souterrain de l'Erdre

(3) écluse de Bellions

(4) écluse de Bougard

Le trafic annuel augmente fortement sur le canal de Nantes à Brest mais il reste relativement stable sur les voies secondaires. L'importance du trafic enregistré à l'écluse de Saint-Félix et dans le souterrain de l'Erdre (d'ailleurs en forte diminution) n'est pas dû entièrement à la plaisance, loin s'en faut. Il est lié à l'acheminement des sables de Loire. L'importance du trafic commercial dans le trafic total diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Nantes. Grâce aux statistiques fournies par le service de la navigation de Loire-Atlantique, nous avons pu analyser la décomposition du trafic à chaque écluse. La part de la plaisance varie de 30 % à 90 % de Nantes à Redon. Il faut tenir compte cependant d'une navigation de plaisance importante au printemps et en automne sur l'Erdre liée au loisir de fin de semaine des Nantais. Ces caractéristiques se retrouvent si l'on examine les variations mensuelles de trafic.

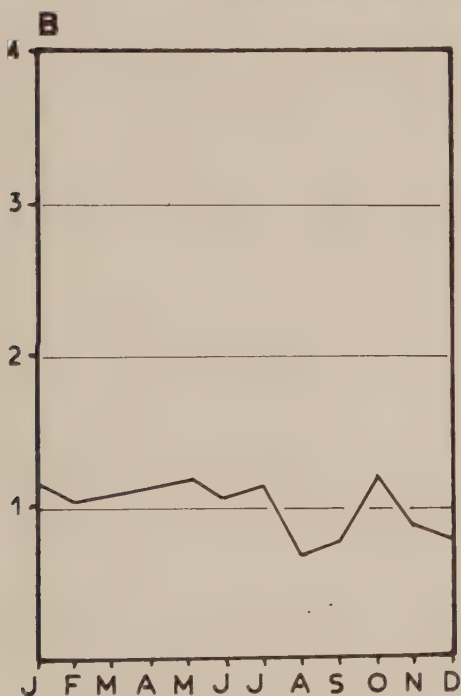
Pour dix écluses (30) de la section Nantes-Redon du canal de Nantes à Brest, nous avons décomposé le trafic commercial du trafic de plaisance. Les deux courbes des coefficients mensuels de trafic



10 ECLUSES DU CANAL NANTES BREST
(SECTION NANTES REDON) 1974

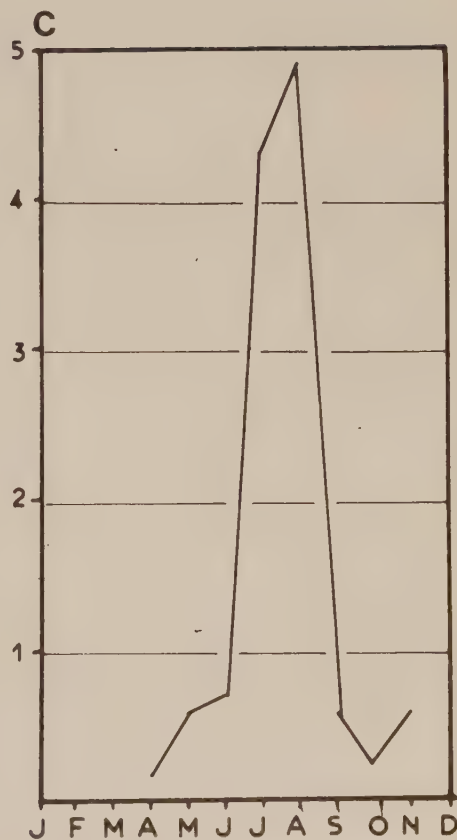
-----traffic commercial

-----trafic de plaisance



ECLUSE DE ST FELIX 1974

FIG.206 **COEFFICIENTS**
MENSUELS DU TRAFIC DE
PLAISANCE.TOURISME FLUVIAL.
passages aux écluses-1974



3 ECLUSES DU BLAVET 1974

(1974) soulignent bien les différences essentielles entre les deux types de trafic. L'amplitude du premier est faible (1,35) avec une pointe maximale en juillet et un creux de septembre alors que dans le second cas, l'amplitude est considérable (4,03), la pointe maximale se situe en août et le minimum en mars. La courbe exprimant le trafic de plaisance a la même allure générale que celles décrivant le trafic de la liaison Manche-Océan mais les mois d'automne sont plus soutenus sur la section Nantes-Brest. Ce trait est à mettre en relation avec les sorties de week-end des Nantais. Par contre, la courbe des coefficients mensuels de trafic des passages à l'écluse Saint-Félix (1974) montre bien la faiblesse du trafic de plaisance qui n'est pas mis en valeur (coefficient inférieur à l'unité en août). Le Blavet canalisé ne connaît qu'une fréquentation très saisonnière puisqu'elle est nulle de décembre à avril. Juillet et août représentent pour les trois écluses considérées 76 % du trafic. La courbe des coefficients mensuels établie pour le total des passages aux trois écluses du Moulin Neuf, Lestitut et du Grand barrage est très significative de la forte concentration du trafic (coefficient d'août s'élevant à 4,92). Les deux ponts d'Hennebont (route et S.N.C.F.) représentent un obstacle insurmontable à certaines heures de la marée et le Blavet ne permet guère la pénétration des bateaux de plaisance ancrés sur le littoral de la Trinité au Pouldu.

4) le réseau ligérien

- présentation du réseau : il s'organise autour de la Loire qui relie les deux carrefours fluviaux de Nantes et d'Angers. A partir du premier, on accède soit aux canaux bretons soit à la mer par la Loire maritime ou encore à la Sèvre nantaise. A partir du second, le plaisancier peut s'insinuer vers le Maine et le Haut-Anjou mais ces voies d'eau sont des culs-de-sac, après l'abandon sous le Second Empire du projet visant à relier Segré à Nantes par l'Argos et l'Erdre.

La Sèvre nantaise est navigable jusqu'à Monnières (25 km). Une première partie depuis la confluence avec la Loire jusqu'à Vertou est assujettie aux marées : l'écluse de Vertou ne peut être franchie qu'à marée haute. Une seconde partie en amont est canalisée avec un tirant d'eau moyen de 1,50 m mais le chenal n'est pas balisé et le chemin de halage a disparu. Affluent de la Sèvre, la petite Maine est navigable jusqu'à Château-Thébaud dans des conditions difficiles (troncs d'arbres obstruant le lit).

La Loire, de Nantes à sa confluence avec la Maine, à Bouchemaine, est classée voie navigable. Elle constitue une voie d'eau différente des autres liaisons évoquées précédemment. Son régime complexe et irrégulier rend la navigation moins aisée que sur les eaux calmes des canaux (31). Le plaisancier doit connaître le fleuve. Aux périodes d'étiage et de crues s'ajoutent les effets des marées qui se font sentir jusqu'à Oudon-Champtoceaux. Le chenal varie de 15 à 200 m de large ; il est vérifié deux fois par semaine par le service de navigation de la Loire. Les tirants d'air varient en fonction du niveau des eaux, de même que le tirant d'eau. En période de basses eaux exceptionnelles, on peut trouver des seuils ayant seulement 0,35 m d'eau (trafic interrompu en septembre-octobre 1972 pendant trois semaines car le tirant d'eau n'était que de 0,90 m). La vitesse des bateaux est limitée à 15-20 km/h. Par contre, en remontant la Loire, les équipements nautiques sont nombreux, témoins de l'ancien trafic ligérien qui ne subsiste plus que dans le transport des sables et des produits pétroliers.

La Maine, débouché de la Mayenne et de son affluent l'Oudon, de la Sarthe et du Loir, n'a que 11 km, mais constitue une voie d'eau remarquable. Le chenal est large, bien balisé. Le tirant d'eau est de 1,60 m. Le chemin de halage continu de Bouchemaine à Angers est en bon état. Les sports nautiques s'y sont développés depuis l'aménagement d'un plan d'eau pour la plaisance sur la rive droite de la Maine à l'ouest d'Angers. Le plaisancier bénéficie des installations portuaires de Bouchemaine et d'Angers et de l'absence d'écluses. " Les bateaux de l'Erdre " avaient équipé une vedette qui faisait des croisières sur le

trajet Angers-Béhuard. Après deux ans de fonctionnement, en 1974 et 1975, l'affaire cessa.

La Mayenne, l'Oudon et la Sarthe permettent à la navigation de plaisance de remonter jusqu'aux villes de Laval, de Segré et du Mans. La principale difficulté est le manque d'eau. Dès que le niveau à Angers atteint -70, l'enfoncement n'est plus que de 0,30 m et la navigation doit s'interrompre. En 1976, la cote -70 fut atteinte le 4 juin ; on descendit jusqu'à -1,66 le 19 août pour ne retrouver -72 que le 20 septembre et la cote 0 le 20 octobre. En dehors de ces périodes difficiles, le tirant d'eau moyen est de 1,10 m. Il faut tenir compte également du très grand nombre d'écluses et de leur vétusté. Entre Mayenne et Laval, le service des écluses a été supprimé depuis 1961 car plus aucun trafic ne remontait au-delà de Laval. De Laval à la limite du département de Maine-et-Loire, l'on rencontre trente-sept barrages avec écluses sur 51 km. Le chenal qui occupe quatre à cinq mètres de large sur les soixante à quatre-vingts mètres en moyenne de la rivière n'est pas balisé. Depuis 1975, cette rivière domaniale a été concédée au département de la Mayenne qui a décidé de remettre en place le service des écluses. Le dernier bateau qui remontait jusqu'à Laval pour le transport de sable de Loire a cessé son activité au cours de l'été 1975. Les périodes de chômage sont importantes et correspondent souvent avec le mois de septembre, très beau dans cette partie de l'Anjou et du Maine pour faire du tourisme. En 1977, la période de chômage des canaux était en Mayenne du 29 août au 31 octobre et en Maine-et-Loire du 12 septembre au 10 octobre. La pollution due aux laiteries, le très mauvais état des chemins de halage rendent en définitive la navigation de plaisance difficile malgré la présence le long de ces rivières de nombreuses installations nautiques, du port de plaisance de Segré et d'un réseau dense d'équipements d'hébergement et de restauration lié à l'importance de l'ancienne navigation commerciale, de la pêche très active et de l'aménagement de nombreux terrains de camping en bordure même des rivières.

Jusqu'à sa confluence à Candes-Saint Martin avec la Vienne, la Loire est dite " Sauvage ". Depuis 1957, elle a été rayée de la

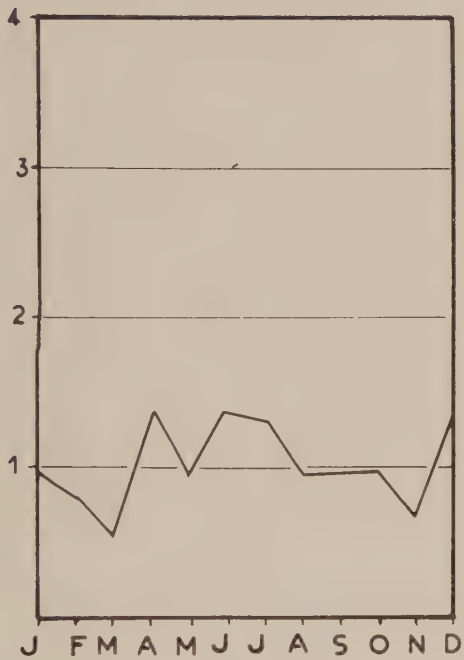
nomenclature des voies navigables. Cependant, toute navigation n'est pas impossible sur cette portion de fleuve qui connut autrefois un intense trafic (32). Elle rencontre des difficultés particulières liées à un étiage très marqué en été, à des seuils très nombreux ne laissant qu'un tirant d'eau inférieur à 0,50 m en certains endroits, à la mobilité des grèves (33). En période de crues, le tirant d'air devient insuffisant. La grande instabilité du chenal rend son entretien très coûteux. Les clubs nautiques (Saumur, Le Thoureil, Montsoreau) mettent en place des balisages légers. Depuis 1975, le Conseil Général de Maine-et-Loire finance le balisage d'un chenal dans la Loire sauvage entretenu par le service de la Loire. De plus, les équipements des sablières sur la Loire sauvage barrent fréquemment le fleuve. Le premier rallye nautique organisé à la Pentecôte 1969 sur les voies navigables de l'Ouest avait permis aux plaisanciers de rejoindre Nantes à Montsoreau. De trop gros dégâts causés aux bateaux par la violence des courants, au passage des ponts notamment, firent que ce trajet ne fut jamais repris. La société QUIZTOUR avait en 1972 organisé des croisières sur la Loire. Au deuxième voyage, son bateau construit par les chantiers de Lorient cassait aux Ponts-de-Cé. Elle devait de nouveau en 1977 lancer une nouvelle opération ; forte des enseignements de 1972, au lieu d'utiliser de trop gros bateaux, elle mit en service des " gabarres " à très faible tirant d'eau circulant de " château en village au fil de la Loire " de Blois à Angers. La Loire sauvage fut descendue sans problème en trois étapes : Montsoreau-Saumur ; Saumur-Gennes ; Gennes-Les Ponts-de-Cé. Une bonne connaissance du fleuve (34) et des embarcations adaptées permettent une utilisation à des fins de plaisance mais la Loire sauvage n'autorisera jamais un tourisme fluvial intensif. Elle peut par contre et le mouvement est largement amorcé, autoriser le développement d'une intense navigation sportive (canoë-kayack, voile), à l'initiative des clubs nautiques.

Dernier affluent de la Maine, le Loir ne connaît plus de navigation depuis 1913 et la rivière est rayée de la nomenclature des voies navigables. La navigation n'est possible qu'entre les biefs.

FIG.207

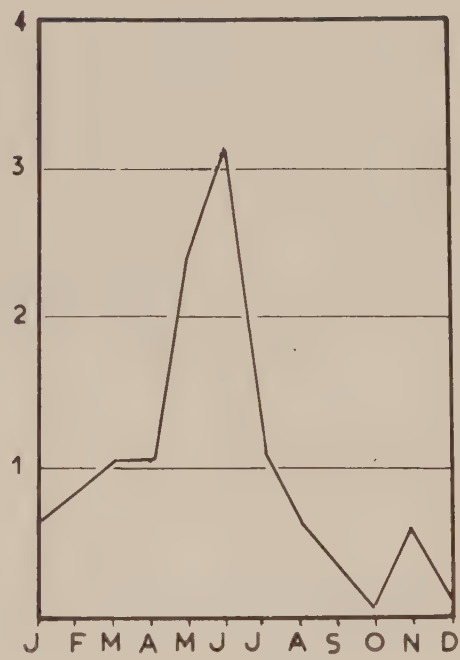
**COEFFICIENTS
MENSUELS DU TRAFIC DE PLAISANCE
TOURISME FLUVIAL
passages aux écluses
1975**

A



**ECLUSE DE VERTOU
(SEVRE NANTAISE) - 1975**

B



**ECLUSE DE MONTREUIL BELFROY
(MAYENNE) - 1975**

- la fréquentation du réseau ligérien : l'absence d'écluses sur la Loire navigable et sur la Maine rend difficile la connaissance de la fréquentation de ces rivières. Cette dernière est par contre beaucoup mieux connue sur leurs affluents, comme nous l'avons montré précédemment.

138 bateaux de plaisance sont passés en 1975 à l'écluse de Vertou (Sèvre nantaise) et 155 en 1976. La courbe des coefficients mensuels de trafic montre à la différence des courbes établies pour les canaux bretons une activité soutenue tout au long de l'année. L'amplitude n'est que de 0,87. Les pointes maximales se situent en avril et en juin. Août enregistre un coefficient inférieur à l'unité alors que celui de décembre est aussi important que celui de juillet. Tout indique la proximité de la grande ville et une activité de plaisance liée aux loisirs des populations urbaines régionales.

Le trafic de plaisance de la Mayenne tel qu'il s'exprime à l'écluse de Montreuil-Belfroy (en aval du Bec d'Oudon) a des caractères intermédiaires entre celui des canaux bretons et celui de la Sèvre nantaise. L'amplitude est forte (3,04) mais la pointe maximale est en juin avec un coefficient d'août très inférieur à l'unité. Les mois de mars à juillet sont par contre très fréquentés avec des coefficients toujours supérieurs à un. Plus en amont, dans le département de la Mayenne, le trafic diminue d'intensité. Il est en gros deux fois moins important que sur la section située en Maine-et-Loire mais il conserve les mêmes caractéristiques (pointe maximale en juin) avec une concentration encore plus forte. Il n'y a pratiquement aucune circulation d'octobre à mai. Nous retrouvons dans l'ensemble ces traits sur les autres affluents de la Maine. Le trafic diminue également sur la Sarthe en amont de Sablé. A cette dernière écluse, le trafic a doublé entre 1970 et 1975 passant de 102 à 206 (47 passages à l'écluse de la Suze en 1975). Juillet est ici le mois qui enregistre le plus souvent les pointes maximales. Nous n'y rencontrons pratiquement pas de passage de plaisanciers étrangers comme sur la liaison Manche-Océan ou sur certaines portions du canal de Nantes à Brest. L'activité est dominée par les sorties des membres des clubs nautiques de Segré, d'Angers, du Mans, de Château-Gontier, qui se font surtout au printemps par les

rallyes nautiques, par les déplacements des pêcheurs. Le dépouillement des demandes de passage aux écluses faites à la Direction départementale de l'Équipement de Maine-et-Loire montre que le passage des pêcheurs représente 35 % du trafic en 1973 et 29 % en 1974. Les autres demandes émanent principalement du club nautique de Segré, du Cercle de voile d'Angers, des Scouts marins de Murs-Erigné. Il faut tenir compte enfin de la tendance de plus en plus fréquente des plaisanciers à faire hiverner leurs bateaux non plus sur la côte mais dans l'intérieur où les frais sont moins élevés et le gardiennage plus sûr. Cela entraîne un passage aux écluses en avant et arrière-saison qui n'est pas lié directement au tourisme fluvial.

Au coeur de l'été et principalement en août, le trafic est faible car les plaisanciers régionaux sont à la mer (le port de Segré est désert en août). Le début de l'automne ne se prête pas à la plaisance en raison du chômage des canaux.

Nous constatons que chaque ensemble géographique des voies navigables de l'Ouest a ses caractéristiques propres de fréquentation. Le tourisme fluvial qui s'y développe permet une pénétration des estivants dans des régions rurales éloignées des grands axes. Cette insertion reste encore, malgré une croissance récente et rapide du nombre de plaisanciers, limitée et très saisonnière. Seule la liaison Manche-Océan est de nature à soutenir la comparaison avec les grands axes intérieurs de tourisme fluvial en France mais la politique régionale menée dans les Pays de la Loire commence à modifier cet aspect.

II - LE TOURISME PEDESTRE

De même que le Touring-Club de France lança le tourisme fluvial, sa contribution fut tout aussi déterminante pour le tourisme pédestre. A sa création, le T.C.F. était composé presque exclusivement de cyclistes ce qui ne l'empêchait pas de consacrer de temps à autre quelques articles de sa revue à la marche et au " pédestrianisme " (35). A partir de 1904, l'association orienta une partie de ses activités vers " la marche touristique " organisant en mars la première excursion collective (promenade à Chantilly). L'expérience fut reprise en 1910 mais le grand public était loin d'être familiarisé avec cette forme de tourisme et les participants faisaient sensation à Paris avec " leurs chaussures cloutées, leur sac à dos et leur grande pèlerine ". Pendant l'entre-deux-guerres, le T.C.F. continua à organiser des excursions pédestres, d'une journée en général. Annoncées à l'avance dans la revue, elles étaient placées sous la direction " d'un capitaine de route " qui, à partir d'un point de ralliement, effectuait un trajet de 20 à 35 km dans une région donnée qu'il faisait ainsi découvrir. Ces sorties se pratiquaient principalement dans la région parisienne (vallées de la Marne, de l'Ourcq, du Morin, forêts de Fontainebleau et de Saint-Germain) mais la province n'était pas absente (région lyonnaise, Alpes, région bordelaise, Nice et Côte d'Azur, régions havraise et roannaise). De temps à autre, de grandes excursions de cinq à six jours étaient organisées : par exemple dans le Limousin, le Quercy et le Périgord (36). A la veille de la guerre, il n'était plus rare de rencontrer sur les routes des groupes de touristes marchant sac au dos, tout au moins dans les Alpes. Le phénomène était par contre beaucoup plus rare dans les campagnes de l'Ouest où " les chemins reliant les stations côtières ne semblaient pas utilisés autrement que par l'habitant " (37). C'est à partir d'un rapport très complet établi en 1943 par Jean LOISEAU, randonneur et auteur de nombreux ouvrages sur le camping et la randonnée, animateur des " compagnons voyageurs " (affilié au Camping-Club de France)

que le Touring-Club de France créa la Commission des Sentiers de tourisme pédestre. Plusieurs réunions se tinrent entre 1945 et 1947 ; lors de l'une d'elles, M. COSYN chef du service de tourisme de la ville de Bruxelles, initiateur et réalisateur des sentiers de tourisme en Belgique, fit un exposé sur les sentiers de randonnée et sur les réalisations en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Il présenta son projet de sentier Hollande-Méditerranée (futur GR 5). La Commission des sentiers se transforma en " Comité national des sentiers de Grande randonnée " (association selon la loi de 1901 déclarée le 11 septembre 1947). Le C.N.G.R. n'est pas une fédération sportive ni une association d'usagers recrutant des adhérents mais un organisme technique qui a pour objet " de susciter, soutenir, coordonner l'action des associations, groupes ou personnes s'occupant de la création ou de l'entretien des sentiers de grande randonnée, des circuits auto-pédestres et des sentiers touristiques en général et de leur équipement complémentaire ". Le développement de ce tourisme pédestre allait s'appuyer principalement sur le vaste réseau de sentiers et de chemins qui parcourt l'espace rural et devenir " un élément de l'équipement touristique rural " (B. WOIMANT).

A - Les types d'aménagement pédestre dans l'Ouest

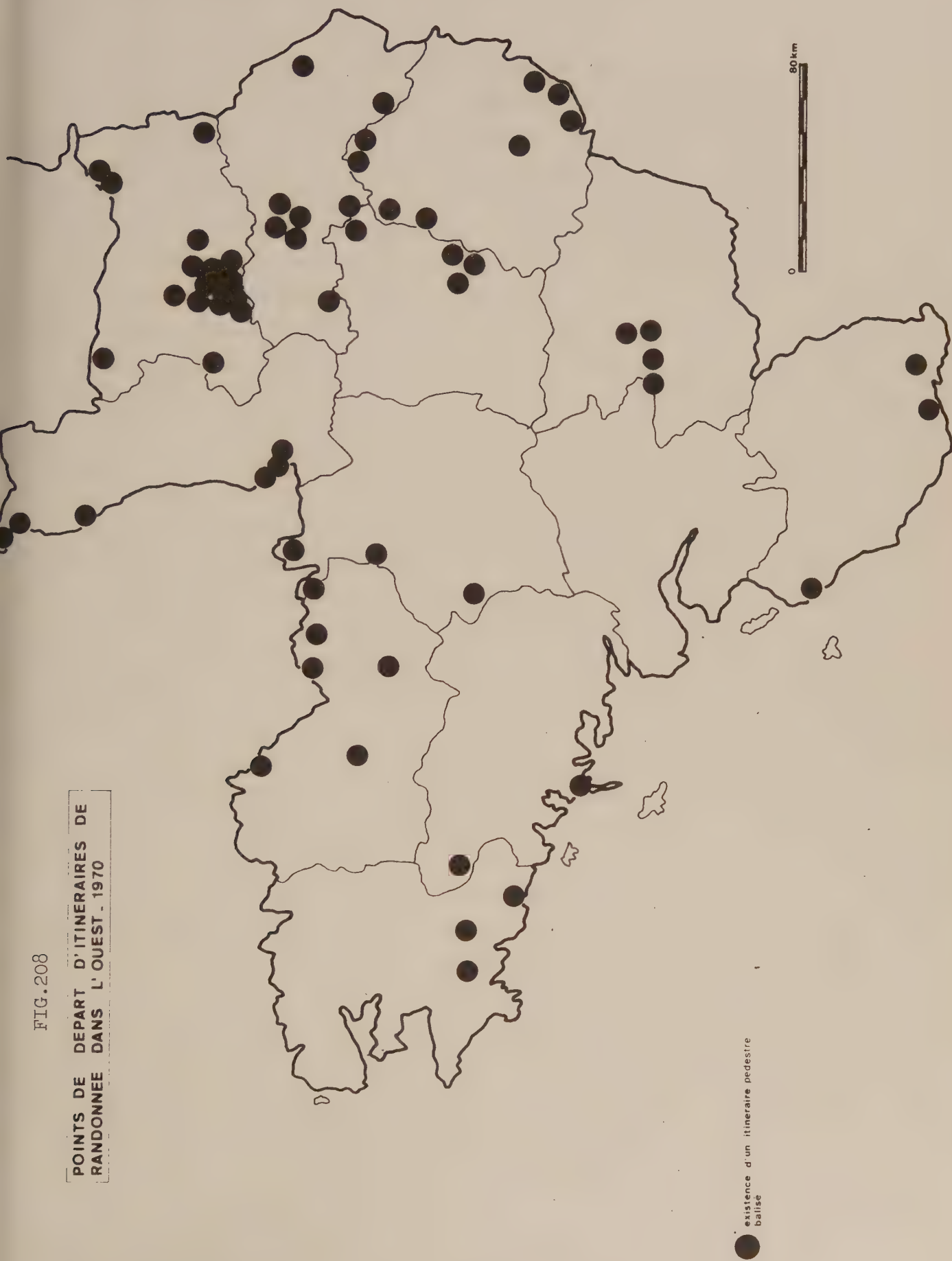
Deux grands types peuvent être distingués.

1) les sentiers de promenade et de petite randonnée :

on entend généralement sous cette appellation des sentiers conduisant à un site, un monument, un point de vue et faisant un bref circuit dans une petite région. Des gradations existent entre le sentier pouvant être parcouru en une dizaine de minutes au départ d'un parking et celui qui ne peut l'être qu'en marchant plusieurs heures, entre le sentier en forêt domaniale et celui de plaine, l'itinéraire en ligne ou circulaire, le sentier facile ou semé volontairement d'obstacles ; mais tous ont un trait commun fondamental. Le déplacement dure moins d'une journée

FIG. 208

POINTS DE DEPART D'ITINERAIRES DE
RANDONNEE DANS L'OUEST - 1970



et ne nécessite pas de ce fait la mise en place d'hébergement. La formule des sentiers de petite randonnée est donc très souple. Le recensement de ces sentiers réalisés à l'initiative de personnes ou groupements de nature très diverse est très difficile sinon impossible. Le Ministère de l'Agriculture a répertorié en 1970 les itinéraires de randonnée balisés. L'Ouest n'est crédité que de 69 itinéraires (4,49 % du nombre total) ce qui est bien peu, face aux 347 itinéraires de la région Rhône-Alpes et même aux 149 de la Provence-Côte d'Azur. Leur répartition montre l'importance des secteurs traditionnels et anciens d'excursions (Alpes mancelles, Suisse normande, vallée du Loir, Val de Loire) et l'existence de sentiers balisés dans l'arrière-pays rural des stations balnéaires.

Dès 1947, des itinéraires ont été conçus comme fragments de sentiers futurs de grandes randonnées. C'est le cas du GR 34 devant faire le tour de Bretagne. En Maine et Loire, les Eclaireurs de France avaient balisé dès 1947 un sentier conduisant de Fontevrault à Saumur. Toutefois, ce n'est qu'en 1967-68 que se dessina dans l'Ouest un mouvement en faveur de l'aménagement de sentiers de petite randonnée. En 1967, le Maire de La Richardais (Ille-et-Vilaine) gagna un procès contre un particulier ayant fait de fausses déclarations pour la construction d'une résidence secondaire au bord de la mer. L'administration accorda cependant au propriétaire le permis de construire et une concession d'endigage. Le Maire démissionna et créa une association ayant pour objet de conserver, entretenir et créer des chemins de ronde. Depuis, les " Amis des chemins de ronde " et les municipalités de la Côte d'Emeraude s'emploient à remettre en état les anciens chemins longeant le littoral entre Cancale et Saint-Briac (38). En dehors de cette réaction de défense, l'origine des sentiers de petite randonnée est très souvent le résultat d'initiatives de personnes isolées ou de petits groupements (comité de développement, syndicat d'initiative). L'exemple de la création des sentiers de petite randonnée dans les communes du bas-Layon est particulièrement révélateur de la manière dont ce type d'aménagement fut mis en place (39).

La vallée du Layon sépare les Mauges du Saumurois. Les communes du bas-Layon, très largement viticoles (20 à 55 % de la S.A.U. en vigne) sont situées dans l'aire d'attraction d'Angers, tout en étant à l'écart des grands axes de circulation. Un syndicat d'initiative de la vallée du Layon, émanation des Maires, avait été créé en 1952. Un dépliant présentant les communes de la vallée, l'aménagement à Beaulieu d'une table d'orientation, d'un petit terrain de camping, d'un jardin public et d'un caveau de dégustation, furent les principales réalisations de ce syndicat dont le but essentiel était de faire connaître les vins du Layon. Il sommeilla jusqu'en 1967-70, date à laquelle fut mis en place un Comité d'expansion des cantons de Chalonnes-Thouarcé dont le travail déboucha sur un Livre blanc (40). Au sein de ce Comité travailla une commission du tourisme dont les conclusions aboutirent à dégager trois priorités. D'abord, remettre en état le Layon, canalisé au XVIII^e siècle (canal Monsieur) ruiné par les guerres de Vendée, déclassé en 1891, dans le but de développer la pêche et d'établir des circuits de promenade en barques ; ensuite, aménager un chemin touristique de Thouarcé à Chalonnes, en utilisant des chemins de terre et notamment l'ancienne ligne de chemin de fer Chalonnes-Thouarcé. Le but est de relier les deux sentiers de grande randonnée (GR 3 et GR 36) qui traversent l'Anjou, en tirant partie des paysages naturels qui juxtaposent la vallée et les coteaux accidentés qui la bordent sur la rive droite, et du riche patrimoine architectural et historique (41), de l'économie viticole, de la présence de forêts. Enfin de développer le camping à la ferme et les locations meublées en essayant de transformer les locaux souvent vétustes hébergeant les équipes de vendangeurs en logements corrects pouvant être loués pendant l'été. La conclusion de la commission se terminait sur la nécessité d'aboutir rapidement à des réalisations concrètes. Sans l'action individuelle de quelques personnalités qui avaient soutenu activement les travaux, on n'aurait guère dépassé le stade de l'édition d'un nouveau dépliant touristique. J.J. CHIRON, Président du syndicat d'initiative de Saint-Aubin de Luigné et Professeur de géographie, mettait en place dans sa commune un centre de location de barques en 1976 et M. COURCAULT, cafetier-coiffeur lançait

LES SENTIERS DE PETITE
RANDONNEE A FAYE D'ANJOU
(1977)



en 1974 les premiers sentiers pédestres balisés dans sa commune de Faye d'Anjou. Son projet qu'il exposa d'abord devant le Conseil municipal, auquel il n'appartient pas, ne suscita pas un grand enthousiasme, tout en ne soulevant pas d'hostilité. Il reconnut seul les sentiers " avec sa musette et ses cartes " n'utilisant que les chemins communaux. Un petit groupe l'aida à les baliser. Deux employés communaux aidèrent à dégager les chemins obstrués. Pour l'été 1974, quatre sentiers qui se recoupent, représentant 55 km, sont réalisés et balisés dans les deux sens ; un dépliant tiré à cinq mille exemplaires grâce à une subvention de la municipalité et à des annonceurs publicitaires est largement diffusé. Faye d'Anjou qui ne recevait épisodiquement que quelques touristes s'anime surtout au printemps et à l'automne (150 personnes par week-end dans une commune de 898 habitants). Un terrain de camping est aménagé en 1975. Les viticulteurs assez réticents (peur des randonneurs qui mangent les raisins) ouvrent quelques points de vente. En 1977, les piquets de signalisation restent en place alors qu'ils étaient fréquemment arrachés par des grincheux les deux années précédentes. La presse régionale s'en mêle. Et la fréquentation des sentiers de Faye d'Anjou augmente (scolaires, clubs du troisième âge d'Angers, estivants...). Une petite animation se crée qui profite peu au commerce local (le seul hôtel-restaurant a fermé en février 1976 ; le boucher n'ouvre qu'une demi-journée par semaine et le boulanger ferme de 13 à 18 h). Cependant, l'expérience de Faye d'Anjou fait tache d'huile. En 1975, Gino BOUSSEAU instituteur, conseiller municipal, président du syndicat d'initiative, réussit à aménager trois sentiers de petite randonnée à Saint-Lambert du Lattay représentant 23 km. Ces sentiers sont davantage à but thématique et sont l'occasion de découvrir le passé (guerres de Vendée) ou la flore (sentiers botaniques). Comme à Faye d'Anjou, ces sentiers sont équipés de haltes légères et de coins pique-nique. Mais il faut recommencer le même travail en profondeur : convaincre un conseil municipal hésitant, faire admettre et respecter le balisage, poser des chicanes. En 1977, des sentiers pédestres sont en cours de réalisation à Denée, Brissac, Beaulieu, Saint-Aubin de Luigné etc... Jean BELLARD a pu sélectionner et décrire pour l'Anjou en 1976 plus de 110 km de sentiers de petite

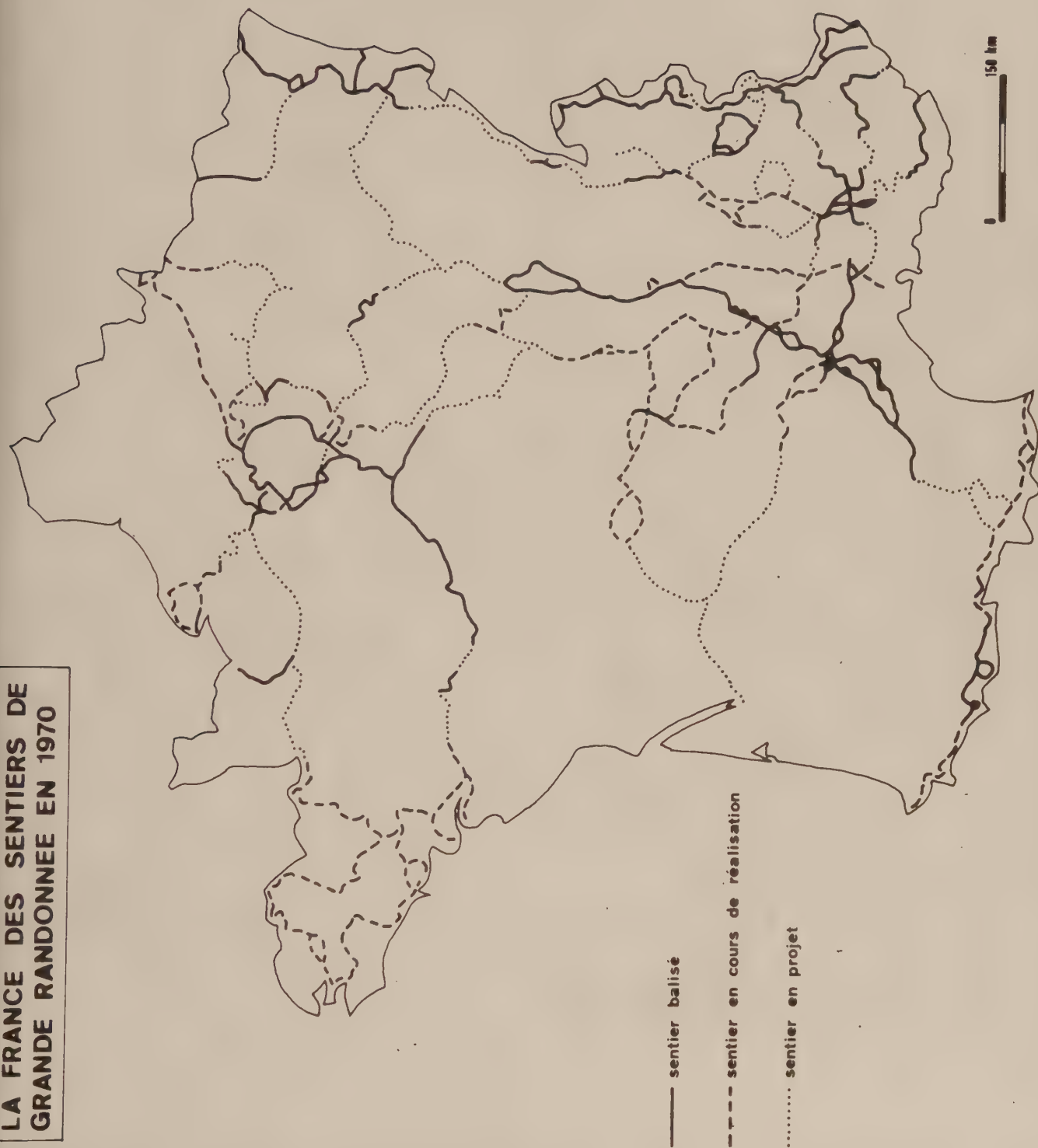
randonnée, là où il n'existait rien en 1970 (42).

2) les sentiers de grande randonnée

Ils obéissent à d'autres règles. A la différence des précédents, ils ne visent pas à créer des itinéraires d'intérêt local tournant entre le calvaire, le panorama que l'on admire par temps clair et le café-épicerie local mais au contraire des tracés qui traversent toute une région et qui relient entre elles des provinces (43). Un plan général du réseau fut dressé par un petit groupe qui s'efforça également d'uniformiser la signalisation (deux traits de peinture blanc et rouge), de rechercher des moyens financiers, de regrouper les bonnes volontés. Quinze mille kilomètres étaient prévus en 1947. Après l'engouement des années 1947 à 1950, la randonnée pédestre parut anachronique et ne fit guère recette. Mille kilomètres étaient balisés en 1952. La plupart des collaborateurs venaient du T.C.F. Elle allait redémarrer vers 1970 avec le renouveau de l'engouement pour la nature et les préoccupations écologiques. La revue " Informations-sentiers " n'est publiée que depuis janvier 1969. A cette date, huit mille kilomètres de sentiers étaient balisés et plus de trois mille en cours de réalisation. 1972, vingt-cinquième anniversaire du Comité des sentiers de grande randonnée, fut classée " année du tourisme pédestre ". Les sentiers bénéficièrent d'aides et de publicité (vente de quatorze mille topo-guides en 1970, dix-huit mille en 1971, vingt-cinq mille en 1972) (44). Dix mille kilomètres étaient alors balisés. La France ne pouvait pas encore être traversée à pied. Ce fut chose possible en 1977. En n'utilisant que des sentiers balisés et décrits dans des topo-guides, le randonneur peut se rendre de Wissembourg à Marseille, joindre à travers les Pyrénées, la Méditerranée à l'Atlantique, gagner selon d'autres chemins Saint-Tropez à Nantes ou Le Havre. Les vingt mille kilomètres balisés étaient dépassés.

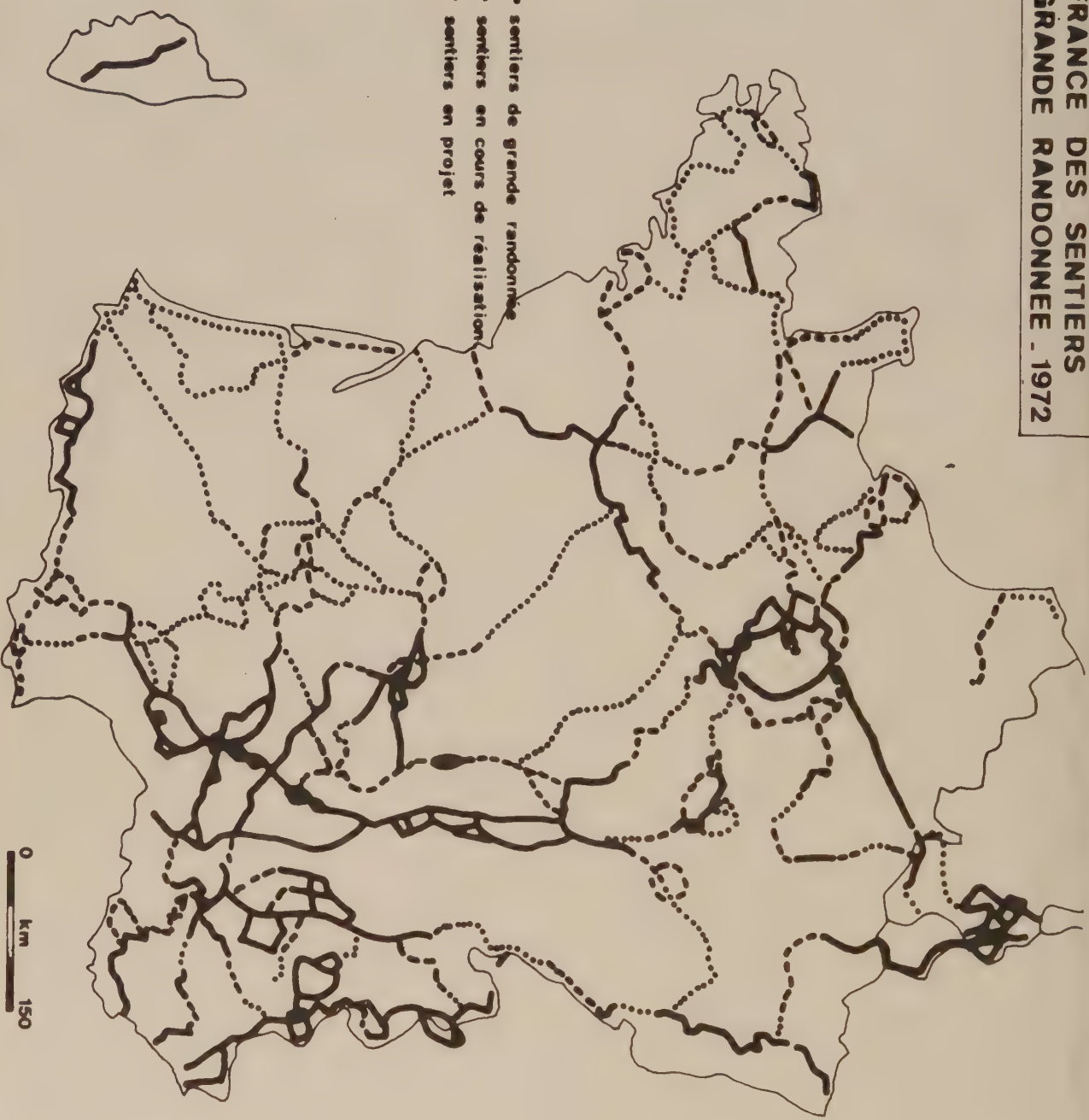
Les sentiers de grande randonnée dans la France de l'Ouest

LA FRANCE DES SENTIERS DE
GRANDE RANDONNÉE EN 1970



LA FRANCE DES SENTIERS
DE GRANDE RANDONNEE . 1972

- sentiers de grande randonnée
- - - sentiers en cours de réalisation
- sentiers en projet



avaient suivi la même évolution (45). En 1970, une branche de 125 km du GR 36 le long de la vallée de l'Orne, de Caen à Ecouché, était balisée et décrite dans un topo-guide (1ère édition en juin 1968). Elle venait se greffer sur le sentier prévu entre Paris et le Mont-Saint-Michel. Il fut conçu et réalisé par Raymond DEROUET avec le concours de M. GUILPIN et d'un groupe de randonneurs pédestres, tous membres du Touring-Club de France de Caen.

Seuls quelques tronçons du GR 3 qui suit le cours de la Loire de sa source à son embouchure étaient balisés (sans topo-guide) entre Montsoreau et Angers. Dès 1947, les Eclaireurs de France avaient balisé le tracé Fontevault-Saumur-Gennes. En 1964, la section Angers-Gennes était établie par les randonneurs de l'auberge de jeunesse d'Angers.

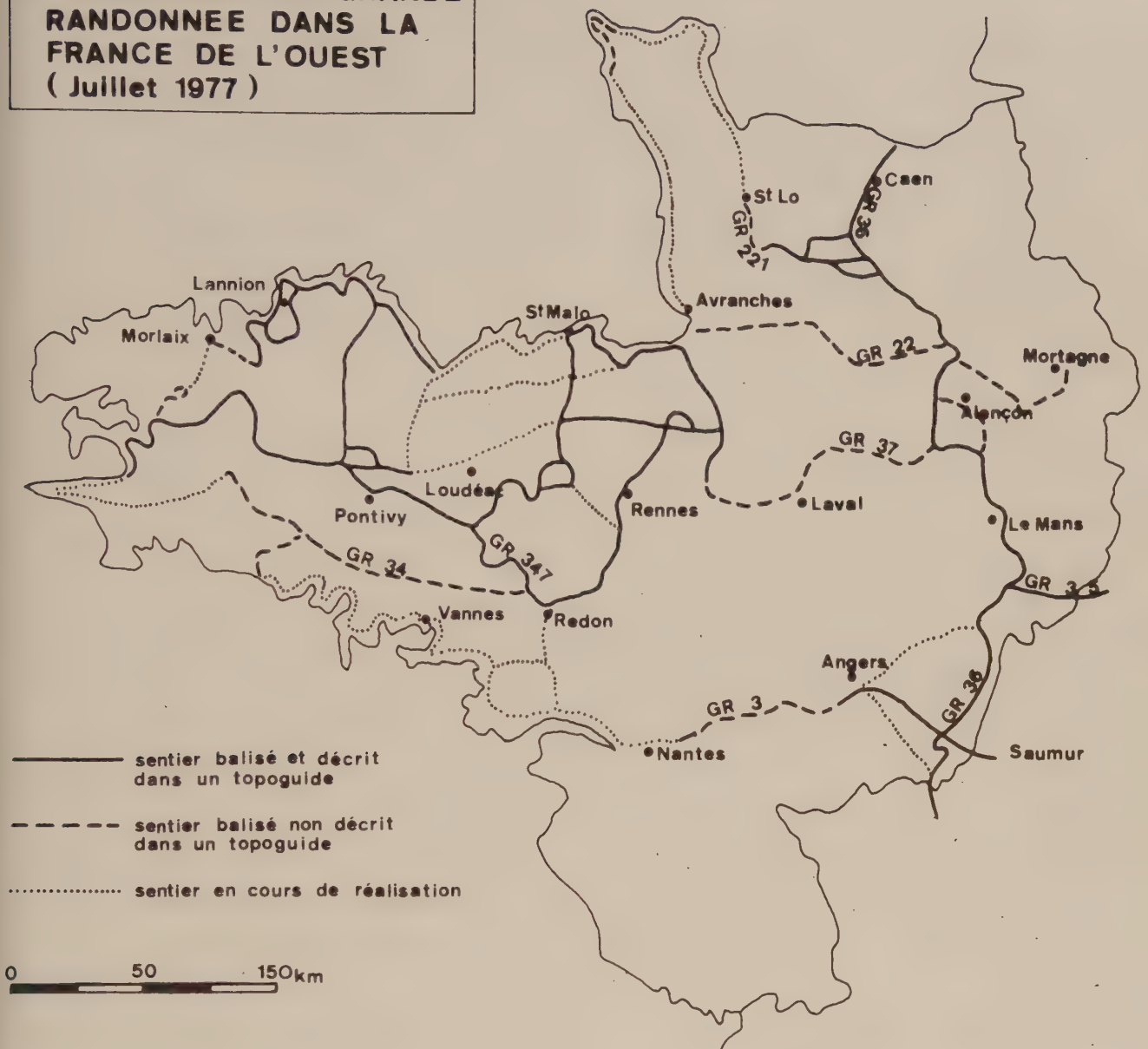
Les années 1970-72 virent se concrétiser des portions du GR 34 dont le but visait à faire le tour de la Bretagne (46) et qui avait été retenu comme objectif prioritaire en 1947. Le Comité national des sentiers de grande randonnée avait conclu en 1968 un contrat d'étude avec la D.A.T.A.R. qui lui permit d'engager un chargé de mission. La Direction départementale de la Jeunesse et des sports des Côtes-du-Nord, l'auberge de jeunesse de Lannion, le Touring-club de Rennes, la section bretonne du club alpin ont répondu à l'appel et furent à l'origine des premiers sentiers. Des équipes de bénévoles encadrés par M. ORAIN de Lannion (Jeunesse et sports) entreprennent de débroussailler et de baliser les sentiers prospectés, principalement le long de la côte de granite rose. Emile ORAIN évoque ses débuts : " Le 9 mai, on me charge de coordonner la réalisation du sentier dans les Côtes du Nord. Non sans quelques réticences, cela ne m'enchante pas d'ajouter une autre responsabilité à mes multiples fonctions. Je m'attelle donc à la tâche. Muni du tracé qui nous est proposé sur la carte Michelin et de quelques feuilles ronéotypées " conseils à ceux qui donnent leur temps pour les sentiers " je convoque les responsables de quelques associations de jeunesse : éclaireurs de France, guides, scouts, auberges de jeunesse. Chacun accepte un secteur à prospecter. Ancien

militant des auberges de jeunesse, j'entraîne dans mon sillage trois ou quatre jeunes de ce mouvement sur le tronçon Lannion-Perros Guirec. J'ai pratiqué dès mon adolescence les activités de plein air, emmené des jeunes sac au dos à la découverte du pays à la simple lecture de la carte d'Etat-major. Nous avons beaucoup sillonné la région et croyions bien la connaître. Aussi le tracé fut-il fait. Mais il nous fallut à l'aide de faucilles, haches, scies, rouvrir le sentier des douaniers en plusieurs points et notamment entre Beg Léguer et Trébeurden. Peu nous importait de savoir qui était le propriétaire. C'était un chemin de douaniers, donc nous étions chez nous.. Nous avons sué, nous écorchant mains et jambes, attrapant des ampoules pendant plusieurs dizaines de week-ends . Nous réussissions parfois à incorporer à notre groupe quelques autres jeunes vite découragés. Sans échos des autres secteurs, nous étendons notre action de Plouegat-Moysan à Tréguier... J'essaie de relancer les autres associations, promesse des uns, silence des autres, nous décidons de rejoindre Guerlédan ".

L'autre section dite du Mené conduit les randonneurs de Saint-Caradec à Saint-Jouan-de-l'Ille. Conçue en 1969, à l'initiative du Comité d'expansion du Mené, elle fut réalisée en 1971 grâce à l'aide fournie par des chantiers de Jeunes (Etudes et Chantiers). Mais cette section loin d'être figlée, établie par des jeunes sans lien avec les gens du pays se maintient difficilement faute d'entretien. En Ille-et-Vilaine, après quelques échecs en 1968, le GR 34 se met en place à l'initiative de Jacques LEMAITRE du club alpin. Une boucle est balisée de Fougères à Dinan par Antrain, le Mont-Saint-Michel, Cancale, Saint-Malo. Le Morbihan bouge à son tour mais il est trop tard pour le golfe. La privatisation des rives a fait ses ravages et le " Tro Breiz " doit utiliser de Rochefort-en-Terre à Baud la dorsale des Landes de Lanvaux. En Finistère, le club alpin et les auberges de jeunesse prennent les choses en mains et le GR 34 est poussé par Le Huelgoat et La Faou jusqu'à Douarnenez. En 1974, les délégations départementales du Morbihan et du Finistère sont créées La phase de réalisation des topo-guides est menée rondement. Des variantes (GR 341, 347) apportent des possibilités nouvelles de randonnées. En 1977, année des sentiers, les efforts sont

FIG.212

**LES SENTIERS DE GRANDE
RANDONNEE DANS LA
FRANCE DE L'OUEST
(Juillet 1977)**



couronnés par l'organisation de la " grande traversée de la Bretagne " du 11 juin au 14 juillet. Elle conduisit plus de 150 randonneurs de Douarnenez à Vitré en trente-trois étapes de quinze à trente kilomètres.

La carte établie pour la France de l'Ouest en 1977 montre le chemin parcouru. Le tour de Bretagne est presque achevé et des axes la traversent d'Est en Ouest (GR 37) et du Nord-Ouest au Sud-Est (GR 347 le long du canal de Nantes à Brest). Le GR 3 est balisé jusque Nantes ; se greffe sur lui, à Saumur, le GR 36 qui vise à relier la Manche aux Pyrénées. La section normande de Ouistreham à Ecouché fut prolongée jusqu'au Mans et, de là, par Le Lude, jusqu'à Montreuil-Bellay. Ce GR 36 coupant du Nord au Sud les marges armoricaines réalise un tracé de cinq cent kilomètres. La section Le Lude-Montreuil-Bellay fut démarrée par les animateurs de la Maison de Jeunes et de l'auberge de jeunesse de Saumur. Le point de départ de cette action est lié à l'exposition itinérante organisée par le Comité national des sentiers en 1972. L'action d'instituteurs comme G. GOHIER, de randonneurs membres du club alpin comme J. BOUSSEAU (délégué départemental des sentiers) et des éclaireurs de France a permis au GR 36 d'être terminé en 1973, et au GR 3 d'être remanié en 1975 afin qu'il puisse suivre de plus près la Loire. Leurs difficultés sont significatives de celles rencontrées lors de la création des sentiers de grande randonnée dans l'Ouest. Elles tiennent d'abord au manque de bénévoles et à l'absence de continuité dans l'entreprise. A Caen, à Rennes, à Angers, comme à Saumur, l'équipe active ne compte que sept à huit membres. A partir d'un potentiel humain limité à une ou deux familles et quelques amis, il faut reconnaître, convaincre, baliser, décrire, surveiller et surtout entretenir chaque année les sentiers. J. BOUSSEAU à la fin de chaque hiver, consacre quatre week-ends à débroussailler le GR 3 en Maine-et-Loire. Les " Journées de la Serpe " sont toujours bien suivies le premier dimanche et beaucoup moins les dimanches suivants. Les autres difficultés tiennent à la vente des chemins ruraux (47). En effet, depuis l'ordonnance de 1959 portant réforme de la voirie, les chemins ruraux distincts de la voirie communale sont considérés comme appartenant au domaine privé et non au

domaine public. Ils sont donc aliénables dans les mêmes conditions que les autres biens privés de la commune. Leur aliénation n'est pas soumise à autorisation préfectorale. Il suffit d'un vote du conseil municipal pour les vendre ou les échanger, si ce dernier considère que ces chemins ruraux ne servent plus à l'usage du public. Cependant, tant qu'il n'y a pas suppression, une commune ne peut interdire la circulation pédestre. Dès lors, un sentier de grande randonnée utilisant des chemins ruraux peut être démantelé et tronçonné facilement si on ne trouve pas de solution de remplacement. J. BOUSSEAU surveille constamment les délibérations des conseils municipaux. Sur le GR 36, la commune de Broc a vendu trois cents mètres de chemins communaux. J. BOUSSEAU a réussi à convaincre le propriétaire voisin d'accepter le passage des randonneurs. Il faut aussi user de persuasion pour rétrocéder au domaine public les voies communales indûment annexées par des propriétaires. Ce fut le cas sur le GR 3 où un très grand propriétaire, d'une famille de magistrats s'était approprié sur huit cents mètres deux chemins communaux. Il fallut tout le doigté et l'obstination de J. BOUSSEAU pendant plus d'un an pour rendre les chemins publics au public. A Lézigné, c'est un riverain qui pousse avec un bulldozer ses haies dans le chemin, barrant ainsi le passage. Il faut le réouvrir. Le remembrement a pour effet d'élargir les chemins. Quelle tentation pour un conseil municipal que de les goudronner. La " goudronite " rend difficile leur aménagement aux fins de tourisme pédestre.

La dernière phase de l'aménagement des sentiers de grande randonnée dans l'Ouest a été constituée par la mise en place de gîtes en bordure même des sentiers. Pendant longtemps, le randonneur devait se débrouiller seul en emportant sa propre tente, en demandant l'hospitalité aux agriculteurs ou en utilisant le potentiel d'hébergement des régions traversées (chambres dans les cafés, petite hôtellerie rurale...). A l'image de ce qui se fait en Allemagne, en Autriche, dans les Dolomites italiennes, le Comité national des sentiers de grande randonnée a développé depuis 1972 une politique d'implantation de gîtes d'étapes. Ces derniers doivent être répartis de façon à réaliser

FIG.213

**REPARTITION PAR AGES ET PAR ORIGINE
GEOGRAPHIQUE DES ADHERENTS A
«INFORMATIONS SENTIERS» 1977**

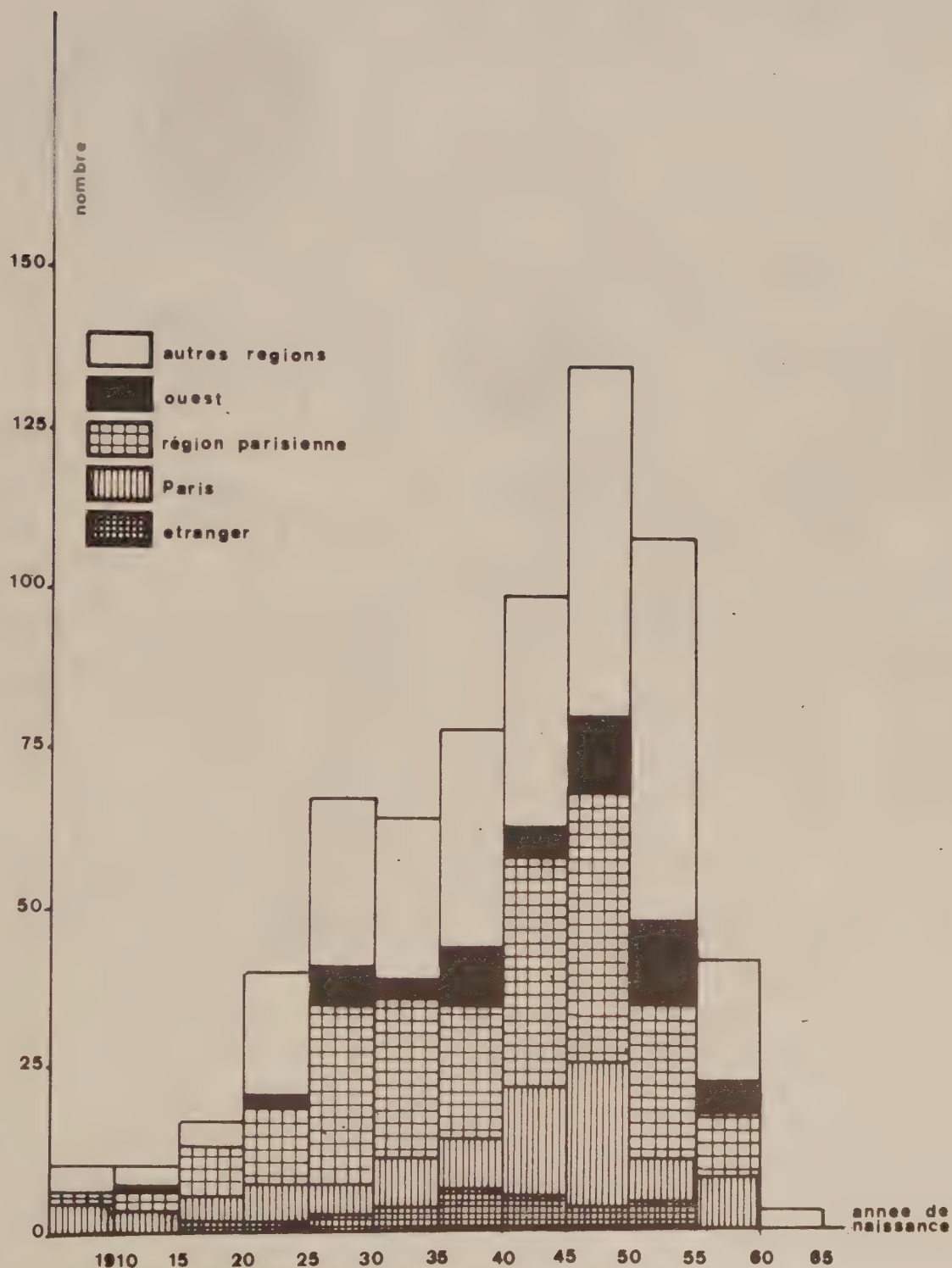
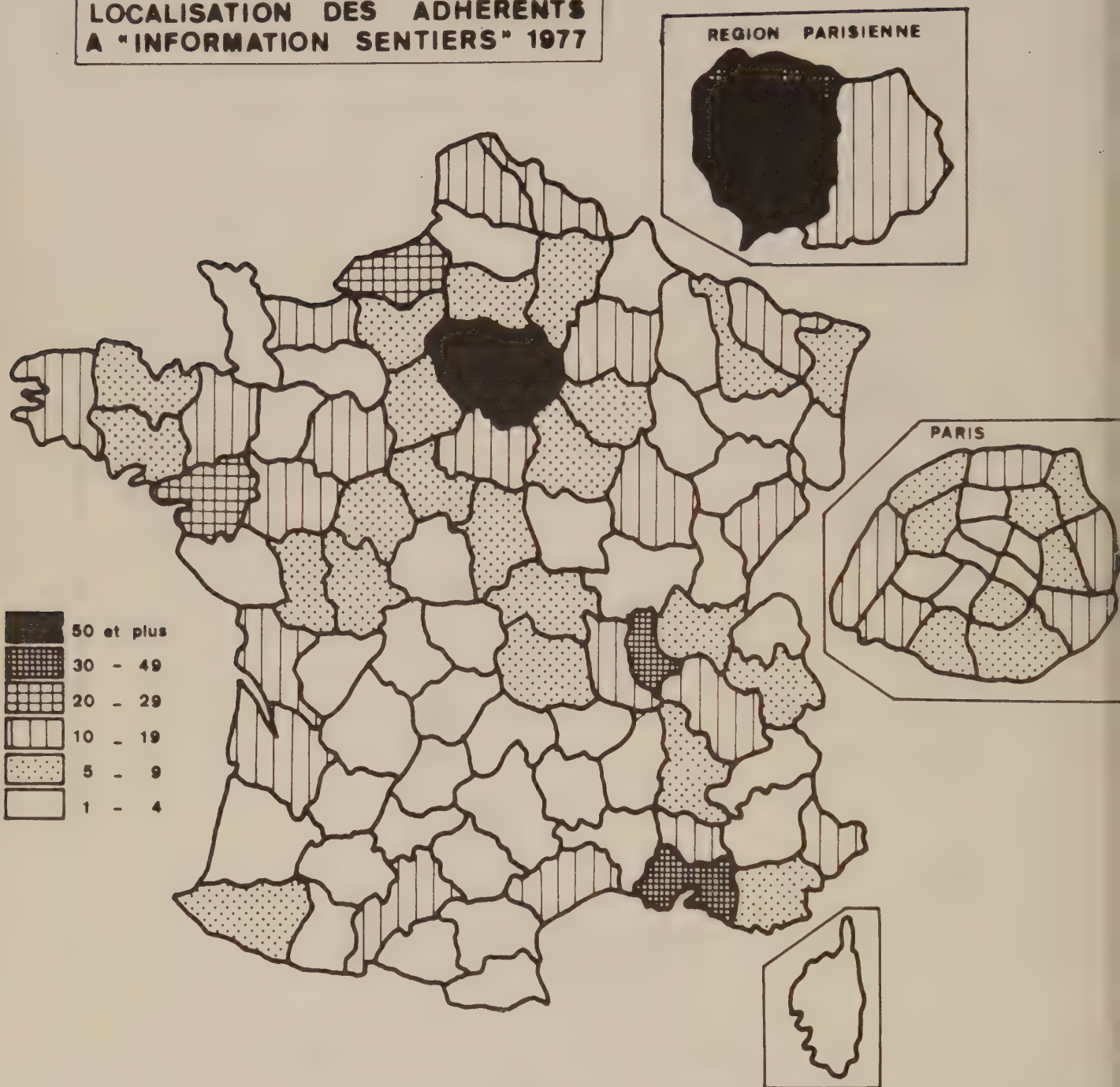


FIG.214

**LOCALISATION DES ADHERENTS
A "INFORMATION SENTIERS" 1977**



des étapes de cinq à six heures et localisés si possible dans des agglomérations habitées de façon à en faciliter le gardiennage et l'entretien tout en favorisant le contact avec les habitants. Ils s'apparentent aux refuges de montagnes et peuvent accueillir de dix à trente personnes. En 1977, grâce à des crédits nationaux, régionaux ou départementaux, des gîtes d'étapes ont été implantés le long des axes les plus fréquentés (GR 3, GR 34) en utilisant soit le réseau d'auberges de jeunesse soit des équipements communaux (aménagement d'écoles, de maisons forestières ou éclusières désaffectées) soit des tentes dressées pendant l'été dans des terrains de camping ou autres lieux (centres équestres, parc de châteaux etc...). Cet aménagement permet de développer la fréquentation des sentiers mais celle-ci est encore très mal connue.

B - La fréquentation des sentiers de grande randonnée

Nous manquons de données sur l'utilisation des sentiers et nous n'avons pu mener une série d'enquêtes directes de fréquentation auprès des randonneurs, ce genre d'investigation dépassant les moyens d'un chercheur isolé. Il nous est possible toutefois d'apporter quelques éléments de réponse grâce à nos observations personnelles, à nos enquêtes auprès des responsables départementaux et locaux des sentiers de grande randonnée et à celles effectuées par A. JOUNO auprès des randonneurs bretons et, surtout grâce au dépouillement que nous avons pu effectuer en 1977 des abonnés à la revue " Informations-sentiers ".

1) un lot non négligeable d'étrangers

4,26 % des bulletins d'adhésion émanent d'étrangers, ce qui compte-tenu de l'obstacle de la langue est un pourcentage important. Sur les cinquante bulletins étrangers, trente-cinq viennent du Bénélux (dont

seize Néerlandais) et seulement cinq d'Allemagne. Ce pourcentage est voisin de celui des acheteurs de topo-guides de 1973 à 1975 = 4,8 %.

2) les randonneurs sont principalement des urbains

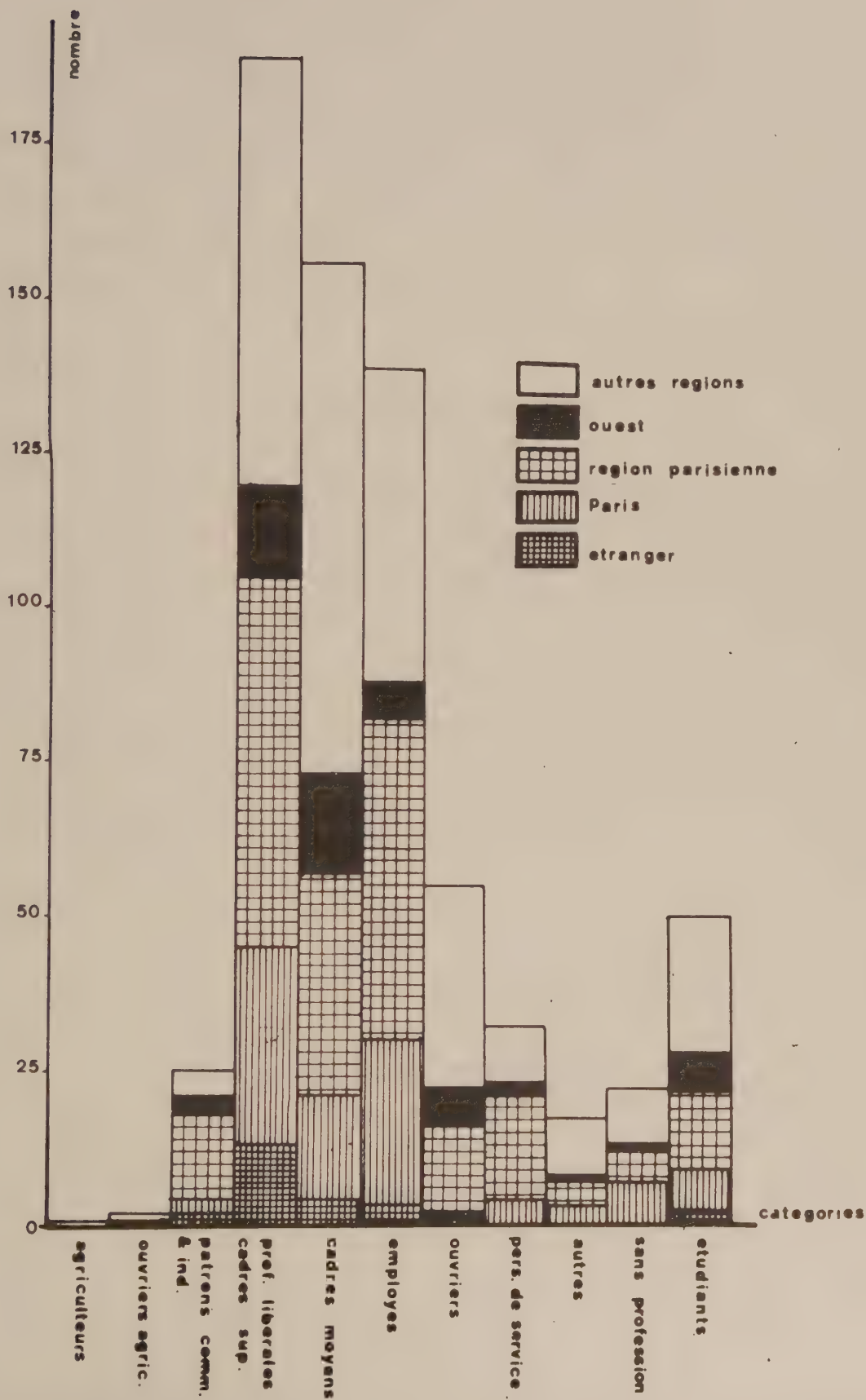
Tableau 162 : origine géographique de 1175 adhérents à
" Informations-Sentiers " (1977)

!	origine	:	pourcentage	!
!	Paris et région parisienne	:	41,02 (dont 10,98 pour Paris)	!
!	Ouest	:	9,70	!
!	Autres régions françaises	:	45,02	!
!	Etrangers	:	4,26	!

Le poids de la région parisienne est très important mais supérieur à celui des acheteurs de topo-guides (30,7 %). Il ne s'explique pas seulement par la présence du siège du Comité des sentiers de grande randonnée dans la capitale mais aussi par le fait que la taille de l'agglomération rend plus nécessaire la pratique du tourisme pédestre. La carte de la répartition par départements des adhérents montre d'ailleurs les liens étroits avec la France urbanisée et industrialisée. 17 % des bulletins français, en dehors de la région parisienne, proviennent de quatre départements qui sont parmi les plus urbanisés : Rhône, Bouches-du-Rhône, Loire-Atlantique, Seine-Maritime. 30 % des demandes d'achat de topo-guides proviennent en dehors de la région parisienne de villes de plus de 50 000 habitants. Toutefois, certains départements urbanisés et industrialisés, mais disposant d'un environnement naturel encore puissant, sont peu représentés : c'est le cas des Ardennes, de

FIG.215

**REPARTITION PAR C.S.P. ET PAR ORIGINE
GEOGRAPHIQUE DES ADHERENTS A
"INFORMATIIONS SENTIERS" (1977)**



l'Oise, de l'Aisne et de l'Est de la France en général. Inversement, des départements où les espaces ruraux restent importants mais où des villes moyennes ou plus grandes ont connu au cours des dix dernières années une forte croissance, enregistrent un nombre élevé d'adhérents. C'est le cas de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère, de la Sarthe, du Maine-et-Loire et du Calvados pour l'Ouest, ou du Loiret. Onze des dix-huit bulletins d'Ille-et-Vilaine émanent de Rennes, quatre du district urbain (Cesson, Chantepie) et trois proviennent du littoral (Dinard, Cancale, Saint-Malo).

3) les randonneurs sont jeunes

Le graphique montre que 36 % des adhérents ont entre 22 et 31 ans. Les achats de topo-guides sont le fait pour 39 % de personnes âgées de 21 à 30 ans. Cette classe d'âge est beaucoup plus faiblement représentée à l'étranger (28 %), à Paris et dans la région parisienne (33 et 30 %) que dans le reste de la France (41 %) et dans l'Ouest (44 %). Les 27-36 ans dominent plus souvent pour Paris et la région parisienne (38 %) et les 32-41 ans à l'étranger (44 %). Notons cependant que 12 % des randonneurs ont plus de 52 ans (14 % pour Paris et sa région). Ces chiffres sont voisins de ceux avancés par A. JOUNO, pour qui 14 % des randonneurs bretons ont plus de 50 ans.

4) les randonneurs appartiennent à un milieu social aisé

Les seules professions libérales et cadres supérieurs représentent 28 % des adhérents contre 20 % de cadres moyens et 19 % d'employés. Par contre, les ouvriers en représentent moins de 8 %, autant que les étudiants et le personnel de service moins de 5 %. Le graphique montre que les pourcentages varient assez peu avec l'implantation géographique

des randonneurs, sauf en ce qui concerne les étrangers au sein desquels le poids des professions libérales et des cadres supérieurs grimpe à 52 % et celui des ouvriers chute à 4 %. A. JOUNO a montré que 60 % des randonneurs bretons avaient au moins le niveau du baccalauréat (31 % avaient fait des études supérieures) alors que 7 % seulement avaient le certificat d'études.

5) le comportement de loisir des randonneurs

Le dépouillement des demandes de topo-guides permet de constater que les itinéraires circulaires sont les plus recherchés (36 % des demandes), ce qui valorise le " Tro Breiz ". 60 % des randonneurs préfèrent parcourir un circuit plutôt que d'aller un point à un autre (40 %). 90 % des randonneurs mettent au premier plan de leurs motivations le souhait de " se rapprocher de la nature " et 56 % seulement invoquent " la fuite de la ville ". Les randonneurs se répartissent à peu près également pour leur hébergement entre les gîtes d'étapes organisés (44 %) et le camping (43 %). Ce sont les circuits étalés sur une durée de dix à quinze jours qui ont nettement la préférence des randonneurs (35 %) alors que ceux de deux à huit jours n'en satisfont que 22 % (13 % pour les plus de quinze jours). A. JOUNO a montré que les randonneurs les plus mobiles étaient ceux âgés de vingt à trente ans, employés et cadres moyens, demeurant en collectif dans une ville de plus de cent mille habitants, ne disposant ni de télévision, ni de jardin, ni de résidence secondaire mais possédant une tente.

Les sentiers de promenade et de petite randonnée, réalisés par les collectivités et associations locales, des bénévoles, ont connu un développement rapide dans l'Ouest depuis 1970 mais ils sont tournés en définitive plus vers le loisir que vers le tourisme. Il n'en est pas de même des sentiers de grande randonnée, jumelés à des gîtes et relais d'étape, dont le but est de permettre à des estivants de parcourir de nombreux kilomètres le long d'itinéraires reconnus et balisés. En dépit de nombreuses difficultés, l'Ouest a été rattaché au réseau national mais les usagers sont encore en très petit nombre.

l'Oise, de l'Aisne et de l'Est de la France en général. Inversement, des départements où les espaces ruraux restent importants mais où des villes moyennes ou plus grandes ont connu au cours des dix dernières années une forte croissance, enregistrent un nombre élevé d'adhérents. C'est le cas de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère, de la Sarthe, du Maine-et-Loire et du Calvados pour l'Ouest, ou du Loiret. Onze des dix-huit bulletins d'Ille-et-Vilaine émanent de Rennes, quatre du district urbain (Cesson, Chantepie) et trois proviennent du littoral (Dinard, Cancale, Saint-Malo).

3) les randonneurs sont jeunes

Le graphique montre que 36 % des adhérents ont entre 22 et 31 ans. Les achats de topo-guides sont le fait pour 39 % de personnes âgées de 21 à 30 ans. Cette classe d'âge est beaucoup plus faiblement représentée à l'étranger (28 %), à Paris et dans la région parisienne (33 et 30 %) que dans le reste de la France (41 %) et dans l'Ouest (44 %). Les 27-36 ans dominent plus souvent pour Paris et la région parisienne (38 %) et les 32-41 ans à l'étranger (44 %). Notons cependant que 12 % des randonneurs ont plus de 52 ans (14 % pour Paris et sa région). Ces chiffres sont voisins de ceux avancés par A. JOUNO, pour qui 14 % des randonneurs bretons ont plus de 50 ans.

4) les randonneurs appartiennent à un milieu social aisé

Les seules professions libérales et cadres supérieurs représentent 28 % des adhérents contre 20 % de cadres moyens et 19 % d'employés. Par contre, les ouvriers en représentent moins de 8 %, autant que les étudiants et le personnel de service moins de 5 %. Le graphique montre que les pourcentages varient assez peu avec l'implantation géographique

des randonneurs, sauf en ce qui concerne les étrangers au sein desquels le poids des professions libérales et des cadres supérieurs grimpe à 52 % et celui des ouvriers chute à 4 %. A. JOUNO a montré que 60 % des randonneurs bretons avaient au moins le niveau du baccalauréat (31 % avaient fait des études supérieures) alors que 7 % seulement avaient le certificat d'études.

5) le comportement de loisir des randonneurs

Le dépouillement des demandes de topo-guides permet de constater que les itinéraires circulaires sont les plus recherchés (36 % des demandes), ce qui valorise le " Tro Breiz ". 60 % des randonneurs préfèrent parcourir un circuit plutôt que d'aller un point à un autre (40 %). 90 % des randonneurs mettent au premier plan de leurs motivations le souhait de " se rapprocher de la nature " et 56 % seulement invoquent " la fuite de la ville ". Les randonneurs se répartissent à peu près également pour leur hébergement entre les gîtes d'étapes organisés (44 %) et le camping (43 %). Ce sont les circuits étalés sur une durée de dix à quinze jours qui ont nettement la préférence des randonneurs (35 %) alors que ceux de deux à huit jours n'en satisfont que 22 % (13 % pour les plus de quinze jours). A. JOUNO a montré que les randonneurs les plus mobiles étaient ceux âgés de vingt à trente ans, employés et cadres moyens, demeurant en collectif dans une ville de plus de cent mille habitants, ne disposant ni de télévision, ni de jardin, ni de résidence secondaire mais possédant une tente.

Les sentiers de promenade et de petite randonnée, réalisés par les collectivités et associations locales, des bénévoles, ont connu un développement rapide dans l'Ouest depuis 1970 mais ils sont tournés en définitive plus vers le loisir que vers le tourisme. Il n'en est pas de même des sentiers de grande randonnée, jumelés à des gîtes et relais d'étape, dont le but est de permettre à des estivants de parcourir de nombreux kilomètres le long d'itinéraires reconnus et balisés. En dépit de nombreuses difficultés, l'Ouest a été rattaché au réseau national mais les usagers sont encore en très petit nombre.

III. LE TOURISME EQUESTRE

Le tourisme équestre pose un problème de définition. Nous l'entendrons de manière assez large, comme une forme de vacances à cheval, en excluant les activités liées à la compétition équestre (dressage, concours hippique, concours complet d'équitation), aux courses, aux fêtes équestres, à la vènerie. Déjà sous cette forme, la notion de tourisme équestre reste difficile à saisir et il est parfois ardu d'établir une distinction entre loisir équestre et tourisme équestre. Un estivant qui monte un cheval une heure par jour dans un centre équestre n'est pas un touriste équestre. Il pratique une activité de loisir. Le touriste équestre est un cavalier qui se déplace pour son agrément et qui est hébergé, avec son cheval, en dehors de son domicile habituel.

A - Les origines et les étapes de l'organisation du tourisme équestre

1) les pionniers du T.C.F. : Tout au long du XIX siècle, des touristes possédant chevaux et attelages utilisaient ceux-ci pour se déplacer en vacances mais ils étaient très peu nombreux et il leur fut de plus en plus difficile de pratiquer cette forme de tourisme en raison de l'inadaptation croissante de l'hôtellerie et du manque d'informations sur les itinéraires de promenade. A la demande d'un certain nombre d'entre eux, le Touring-Club de France a ouvert une tribune libre dans sa revue qui déboucha en 1905 sur la création de son " Comité de tourisme hippique " (49). Placé sous la présidence du Directeur général des Haras, le comité de tourisme hippique comprenait une vingtaine de membres représentant les grandes sociétés hippiques et trois sous-sections (tourisme, technique, législation).

La section tourisme s'occupait particulièrement de l'hôtellerie, des itinéraires à recommander et de l'organisation des excursions. A partir de cette date, la revue du Touring-Club de France publia régulièrement des comptes rendus détaillés d'excursions et de voyages.

La diminution régulière du cheptel chevalin à partir de 1918, l'élimination presque totale du cheval dans l'armée, la concurrence de l'automobile aboutissaient à la mise en sommeil du tourisme équestre jusque dans les années 1960 (50). Le Touring-Club de France avait essayé après la guerre de relancer le tourisme équestre parmi ses membres en créant en 1947 un " groupe hippique " qui faisait des sorties mais les grands raids organisés avant la guerre, comme celui de Paris à Cannes en 1929, étaient loin... et ses efforts ne touchaient qu'une très faible partie de ses adhérents. Le tourisme équestre, façon coûteuse de prendre des vacances, demeurait l'apanage d'une minorité d'initiés.

2) les débuts du tourisme équestre, le rôle de l'A.N.T.E.

Paul MAURICE, dirigeant d'une société hippique de la plaine du Forez, fit paraître en 1959 dans " L'Information hippique " une annonce proposant des randonnées dans sa région. Il ne reçut aucune réponse. Il se mit en quête de ce qui se passait ailleurs et constata que beaucoup de cavaliers partageaient ses aspirations mais qu'ils devaient se limiter, par ignorance, à un secteur géographique réduit. Quelques sociétés hippiques pratiquaient des sorties mais très rarement et quelques individualités, comme Henri ROQUE en Provence, organisaient des chevauchées de plusieurs jours pour les citadins. Un petit groupe d'hommes de cheval, animé par Paul MAURICE et Raymond HENRY, entreprend alors de coordonner de nouveau ces initiatives éparées, prenant contact avec des clubs, le service des haras, avec d'autres personnes comme M. BOUET-WILLAUMETZ qui en 1947 avait " fait " Paris-Mayenne et qui emmenait, chaque année, un groupe d'hippo-campeurs du Touring-Club de France ; ou comme Henri ROQUE qui était monté, en février 1961, de Provence à Paris à

cheval à l'occasion du Salon de la Machine agricole. Un premier rallye national est organisé au Puy-en-Velay en 1961 par l'Etrier vellave et un second subventionné par les haras en 1962 à Roanne. Le troisième rallye (1963) d'Uzès est décisif pour l'organisation du tourisme équestre en France. Jacques GENDRY, Inspecteur général des Haras, Michel COINTAT, Ministre de l'Agriculture, le Président de la Fédération Française des Sports équestres sont présents. Ils encouragent la constitution de l'A.N.T.E. (Association nationale pour le Tourisme équestre et l'équitation de loisir). Ses buts consistent à promouvoir le tourisme équestre en France, à assurer la formation spécialisée de l'encadrement des randonnées, excursions ou promenades à cheval, oeuvrer au développement de l'infrastructure du tourisme équestre (création et entretien des itinéraires de randonnée, recensement et aménagement des gîtes d'étape). En 1964, les premières associations régionales de tourisme équestre sont créées en Provence-Languedoc et dans la région Rhône-Alpes. Des rallyes régionaux sont organisés à partir de 1965, occasion de lancer ces associations régionales. En 1966, celui de Saint-Malo est suivi de la naissance de l'association régionale de Tourisme équestre bretonne (A.R.T.E.B.) à l'initiative de Victor THEARD, maître-randonneur à Saint-Malo (52). Toute la France se couvre entre 1965 et 1970 d'associations régionales. En même temps, l'A.N.T.E. organise, tous les deux ans à partir de 1964, des journées d'études hippiques dont les travaux constituent une base sérieuse de référence pour le développement du tourisme équestre. La constitution de l'A.N.T.E. fut bénéfique à ce développement dans la mesure où elle a permis l'ouverture du monde du cheval à des milieux qui en étaient jusque là plus ou moins écartés. Les sociétés hippiques des chevaux de selle ont longtemps constitué un milieu très fermé, tourné presque exclusivement vers le sport équestre et la compétition. Observant des règles strictes, soucieuses de maintenir une étiquette, ces sociétés regroupées au sein de la Fédération Française des sports équestres fondée en 1921 n'ont pas su, ou pas voulu, prendre en charge cette nouvelle formule de tourisme qui s'est développée en dehors d'elles. Ce n'est qu'après-coup, avec bien des réticences, sous la pression de la demande et en partie pour des raisons d'équilibre financier, qu'elles

se sont ouvertes à cette forme plus populaire d'équitation.

Quelques grandes manifestations illustrent le renouveau du tourisme équestre de cette période. Au printemps 1963, Henri ROQUE conduit une randonnée jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle dont les échos sont retransmis chaque soir à la radio. Du 4 au 13 juin 1965, le T.C.F., renouant avec la tradition des raids hippiques, organise avec le Touring-Club de Belgique le raid Bruxelles-Paris. La même année, le Secrétaire général de la Société des Amis de Saint-Jacques-de-Compostelle qui avait participé au voyage de 1963, lance les chevauchées de Compostelle à partir des quatre grands lieux de rendez-vous (Paris, Vezelay, Le Puy, Arles) et du Mont-Saint-Michel. La librairie CREPIN LEBLOND qui s'est spécialisée dans l'édition des guides, revues et publications équestres sort en 1967 les souvenirs des randonnées équestres effectuées de 1923 à 1938 par Melle LE BOURDONNEC (53).

3) les poney-clubs et le tourisme équestre (54)

C'est en 1967, avec du retard sur l'étranger, que fut fondé en France le premier poney-club par Louis de PAS, un agriculteur de Bois-Guilbert en Seine-Maritime (55). Ce dernier exploitait depuis 1954 un domaine de 150 ha dont 90 de S.A.U. et le reste en bois, orienté vers l'élevage du mouton Texel et des bovins. En 1959, Louis de PAS exposant des Texel au Concours général de Paris découvre les poneys Shetland et les introduit sur son exploitation à l'usage de ses enfants. Les poneys firent très vite parler d'eux et, devant des demandes accrues, Louis de PAS développe son élevage jusqu'à atteindre deux cents poneys. A la demande de la municipalité de Bois-Guillaume, commune de la banlieue résidentielle de Rouen, il installe un poney-club qu'il prolonge à Bois-Guilbert pour les périodes de vacances, par des camps équestres dont la durée maximum est de sept jours. Le matin, les enfants (groupe d'environ trente-cinq) font de l'initiation à l'équitation et l'après-midi découvrent à dos de poneys la campagne et la forêt. Bois-Guilbert va faire des adeptes et les poney-clubs se développent rapidement. En

1969, la Fédération Française des éleveurs de poneys se crée à l'instigation de l'administration des haras et, en février 1971, le poney-club de France. Ce dernier regroupait lors de sa création vingt-sept poney-clubs contre cent cinq en 1977. Cinquante six d'entre eux organisent des stages d'internat pendant les vacances scolaires et huit se contentent de prendre des enfants en demi-pension.

4) la prise en compte du tourisme équestre par les organisations agricoles

Les milieux agricoles, notamment la commission " Agriculture et tourisme " de la F.N.S.E.A., commencèrent à s'intéresser de plus en plus à partir de 1967 au tourisme équestre (56). Ils trouvent dans cette activité un moyen supplémentaire de valoriser la fonction récréative de l'espace rural tout en assurant un débouché intéressant aux agriculteurs. Les milieux agricoles s'efforcèrent de faire connaître les réalisations du tourisme équestre à l'occasion de journées, comme celles des C.E.T.A. en 1971 où les expériences de Bois-Guilbert et d'Auroux en Lozère furent présentées. Le mouvement des gîtes ruraux singularisa les " gîtes équestres " qui acceptent des cavaliers ou présentent sur place des possibilités d'équitation. Ainsi est mise en place, en 1969, en Aveyron, à la Chambre d'agriculture, une association départementale de tourisme équestre. En 1972, " Agriculture et tourisme " publiait avec l'aide de Paul MAURICE une brochure d'un grand retentissement : " Comment organiser le tourisme équestre en milieu rural " (57). Ce fut le point de départ d'une large vulgarisation auprès des fédérations départementales. A partir de 1974, " Agriculture et Tourisme " publiait avec l'aide de l'A.N.T.E. un annuaire des centres équestres à la ferme et s'efforçait d'obtenir de la part des pouvoirs publics des aides spécifiques pour les agriculteurs (dispense de la détention d'une carte de loueurs de chevaux pour les chevaux nés et élevés sur l'exploitation).

Clubs, centres équestres, ranchs, poneys-clubs se multipliaient, particulièrement aux alentours des grandes villes et des principales stations balnéaires, proposant des séjours de vacances qui n'avaient d'équestres parfois que le nom ; ce qui conduisit les pouvoirs publics, poussés par les milieux agricoles et équestres, et soucieux de relancer l'élevage chevalin, à mettre en oeuvre une politique de l'équitation de loisir (58).

5) l'intervention des pouvoirs publics

Les officiers des Haras agissant souvent à titre personnel, en dépit de certaines réticences, ont favorisé le développement de l'équitation de loisir car ils y voyaient le moyen de relancer l'élevage du cheval en France (59). L'administration des Haras accorda, à partir de 1961, des aides variées à l'équitation de loisir : primes destinées à aider les sociétés qui entretiennent des chevaux en vue de l'instruction des cavaliers, organisation d'épreuves d'entraînement ou d'instruction dotées de prix, subventions pour la construction de manèges, d'écuries..., prise en charge d'une partie du prix de l'heure d'équitation, conseils techniques pour l'organisation et la gestion des centres équestres etc... Un arrêté du 4 janvier 1971 institue un classement en trois catégories des établissements hippiques, allant des établissements modestes au club et aux écoles d'équitation. La carte de loueur de chevaux de selle ne peut être délivrée à la personne responsable d'un établissement de location de chevaux si cet établissement ne s'est pas soumis au classement. Un arrêté du 9 mai 1974, fondamental pour le développement du tourisme équestre, porte création d'une quatrième classe pour les établissements n'employant aucun éducateur diplômé d'Etat et n'étant pas de ce fait susceptibles de dispenser l'enseignement de l'équitation. Les établissements hippiques classés recevront une homologation au titre de la pratique du tourisme équestre. Un décret du 15 juin 1972 précise les conditions d'obtention du Brevet d'Etat

(trois degrés : moniteur, instructeur, professeur) qui permet l'enseignement de l'équitation. De son côté, l'A.N.T.E. a créé trois diplômes ouverts aux titulaires du brevet d'état : accompagnateur de tourisme équestre, guide de tourisme équestre, maître-randonneur.

Jusqu'en 1971, le cheval a été tiraillé entre plusieurs ministères de tutelle d'où une politique assez dispersée. Un décret du 11 août 1971 (60) a défini les structures d'un Comité interministériel de l'équitation qui regroupe les ministres de l'Education Nationale, des Armées, des Finances, de l'Agriculture, de la Protection de la nature, de la Jeunesse et des Sports et du Tourisme. Il est aidé d'un Conseil supérieur de l'Equitation de vingt-quatre membres composés de représentants de l'administration et d'experts. Au niveau des régions, un Conseil hippique régional joue un rôle de coordination et de conseil auprès des préfets. A la même époque, le Ministère de l'Agriculture confiait à la S.E.T.O. une étude sur le " marché des cavaliers en France " (61) qui avait pour objet de préciser les effectifs, la typologie, les besoins et les désirs des pratiquants des activités équestres, dans le but de donner aux autorités compétentes les éléments nécessaires à la mise en oeuvre d'une politique de développement de l'équitation de loisir.

L'extension en France de cette forme de tourisme devait conduire " les Eaux et Forêts " à reconsidérer en 1972 le problème de la circulation des cavaliers en forêt domaniale, à la suite d'échanges de vue avec l'administration des Haras, l'A.N.T.E. et la Fédération Française des sports équestres. Le 28 août 1974, le Conseil des Ministres prévoyait des mesures propres à faciliter les randonnées en établissant des " plans départementaux de tourisme pédestre et équestre " (62). Les préfets sont invités à recenser les itinéraires assurant la circulation pédestre et équestre et à les reporter sur des cartes au 1/100 000. Ils feront l'objet d'un arrêté préfectoral pris après avis du Conseil Général et des conseils municipaux concernés. L'adoption du plan doit conduire les communes à conserver aux chemins d'intérêt touristique retenus leur caractère public et ouvert.

Les pouvoirs publics, les milieux équestres, les organisations agricoles ont donc accompagné et favorisé la croissance du tourisme équestre en France qui a été particulièrement forte depuis 1961, comme le montre le tableau ci-dessous extrait de différents rapports du service des Haras.

Tableau 163 : Evolution de l'équitation en France - 1961-1975

! Années !	! Nombre d'établissements hippiques !	! Nombre de chevaux !	! Nombre de cavaliers inscrits !
! 1961 !	! 298 !	! 5 633 !	! 22 000 !
! 1963 !	! 525 !	! 12 500 !	! 50 000 !
! 1975 !	! 1 923 !	! 32 462 !	! 100 079 !

Une carte de l'implantation des établissements hippiques en France en 1971, établie à partir du recensement de la S.E.T.O., montre que la France s'est largement couverte d'établissements hippiques et que l'Ouest y fait assez bonne figure. Il est remarquable toutefois de noter la forte concentration de ces établissements autour des grands foyers urbains. L'équitation reste largement un fait urbain. En 1975, la région parisienne représente à elle seule 28,54 % des cavaliers inscrits. Si l'on y ajoute les régions les plus urbanisées comme le Nord, la Picardie, la Lorraine, l'Alsace et la région Rhône-Alpes, le pourcentage atteint le chiffre de 53,44 % (contre 13,56 pour un Grand Ouest englobant la haute Normandie). Lorsque ces citoyens se déplacent pour leurs vacances dans la France de l'Ouest, trouvent-ils les infrastructures suffisant à la pratique du tourisme équestre ?

IMPLANTATION DES ETABLISSEMENTS
HIPPIQUES 1971



source :
Seto



B - Géographie du tourisme équestre dans la France de l'Ouest

1) un milieu favorable à l'éclosion du tourisme équestre

La France de l'Ouest a des traditions équestres bien ancrées sur lesquelles il n'est pas utile de revenir longuement (63). Elle est le berceau d'excellentes races de chevaux de trait et de boucherie comme le breton et le percheron, et de chevaux de selle (anglo-normand, angevin, demi-sang vendéen). L'élevage des chevaux de course (pur sang et trotteur) est bien implanté en Basse-Normandie, dans le Maine, l'Anjou et la Vendée (64). Les trois régions de programme de l'Ouest représentaient en 1975, avec 133 500 chevaux, plus de 33 % de l'élevage chevalin français. Cet élevage est doté, avec les haras du Pin, de Saint-Lô, de Lamballe, d'Hennebont, du Lion d'Angers et de La Roche-sur-Yon, d'un bon encadrement (65). Les haras orientent directement l'élevage chevalin par le contrôle de l'étalonnage et le système des " stations de monte " qui consiste à répartir les reproducteurs dans des stations en fonction de la densité des exploitations disposant de juments poulinières. Si leur rôle est plus faible dans l'élevage des chevaux de course, il est très important pour les chevaux de selle qui fournissent l'essentiel des chevaux de loisir (80 % des étalons de selle français appartiennent aux haras nationaux). Les courses, nombreuses dans l'Ouest comme l'atteste la forte densité des hippodromes (149 en 1977) (66), créent tout à la fois une animation remarquable de l'espace rural et une ambiance favorable au développement de l'équitation. L'implantation, enfin, à Saumur du " Cadre Noir " depuis 1814, date à laquelle la Restauration créa dans la cité angevine l'Ecole royale de cavalerie, est un autre facteur bénéfique. Chaque année depuis 1828, le Cadre Noir donne en juillet le spectacle du Carrousel et, tous les vendredis, il est possible d'assister aux reprises des écuyers. En 1968, le Cadre Noir cessa d'appartenir à l'armée pour former, avec le centre équestre de Fontainebleau, l'un des deux établissements de l'Institut National d'Equitation. En mai 1972,

l'Institut fut remplacé par l'Ecole nationale d'Equitation implantée à Saumur et regroupant cent cinquante à deux cents cavaliers et près de quatre cent cinquante chevaux. Progressivement, l'école quitte Saumur où l'ancien manège du Chardonnet est abandonné pour des installations plus vastes et plus fonctionnelles sur les cent trente hectares de Terrefort et les cent soixante dix hectares de Verrie, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la ville. Les missions confiées à l'école ont pour but de former et de perfectionner les cadres de l'équitation, d'accueillir les meilleurs jeunes de clubs afin de les orienter vers les carrières équestres, de participer aux recherches techniques et pédagogiques proposées par le Conseil supérieur de l'Equitation, d'assurer le maintien et le rayonnement de l'équitation en continuant à présenter les reprises traditionnelles du Cadre Noir. Toute cette infrastructure constitue les bases du tourisme équestre dans l'Ouest, représentées sur une carte qui révèle quelques inégalités régionales. En Basse-Normandie, le triangle Caen-Alençon-Lisieux, le département de la Manche, le Perche et la région de Merlerault sont caractérisés par une forte densité chevaline qui se retrouve en Bretagne, dans le Léon, la région de Corlay, le Vannetais, et dans les Pays de la Loire, en Anjou et dans la région nantaise. L'existence d'un milieu très ouvert à l'équitation rend compte du nombre élevé d'établissements tournés en partie vers la pratique du tourisme équestre.

2) des établissements équestres nombreux et variés,
tournés partiellement vers le tourisme

Avec deux cent quatre-vingt-dix-neuf établissements, l'Ouest représente 15 % des centres équestres français. Leur dénombrement n'a pas été facile et nous avons, pour cela, dû effectuer de nombreux relevés et recoupements à l'aide de sources variées (67).

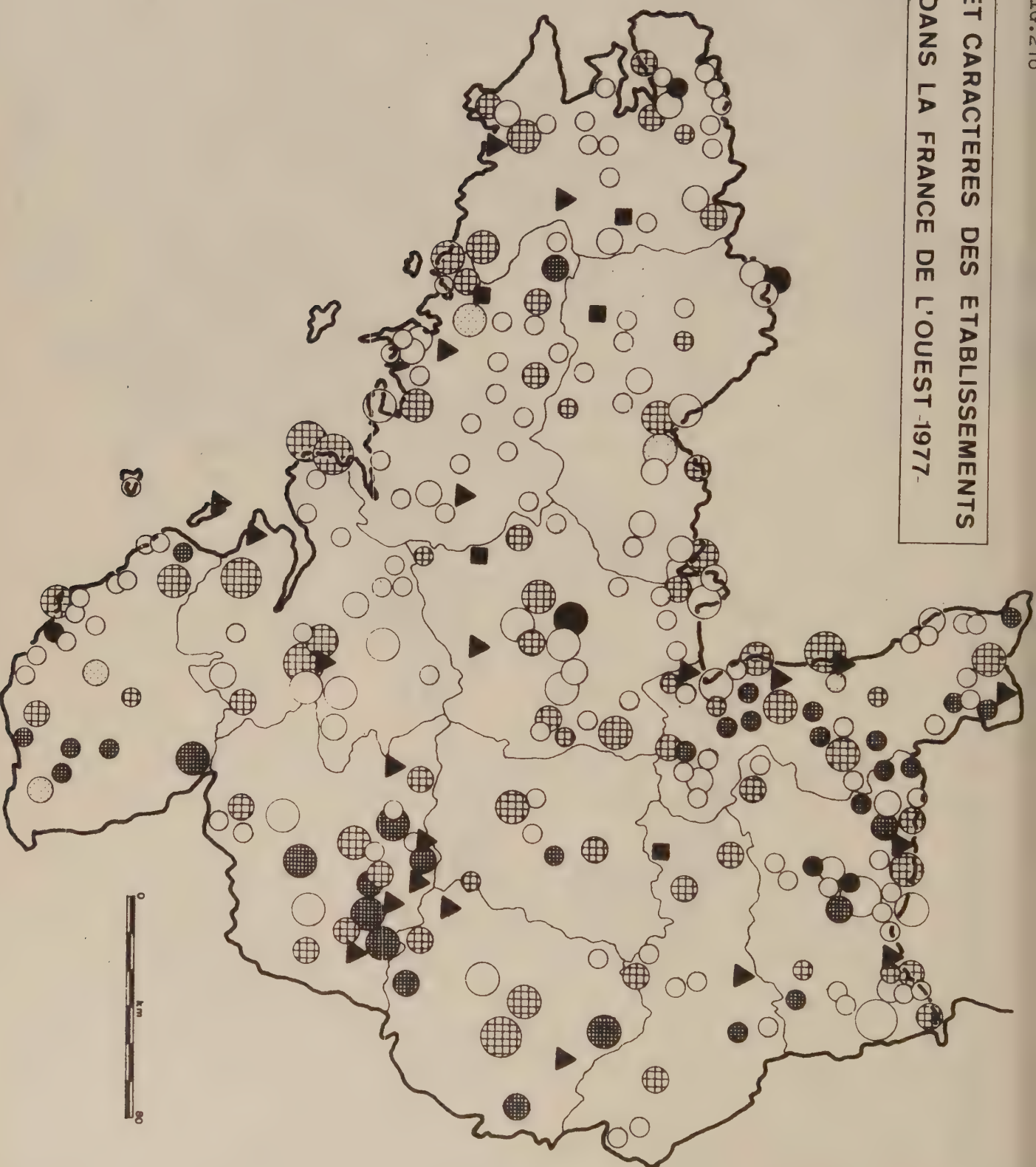
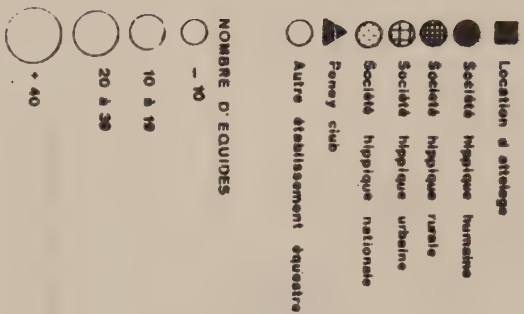
La répartition des centres équestres dans l'Ouest ne fait pas apparaître de trop grandes inégalités géographiques. De petites régions

FIG.217

LE BASES DU TOURISME EQUESTRE DANS L'OUEST (1977)



LOCALISATION ET CARACTERES DES ETABLISSEMENTS EQUESTRES DANS LA FRANCE DE L'OUEST -1977-



comme le Mené, la partie sarthoise de la vallée du Loir, l'ouest des Mauges en sont dépourvues mais dans l'ensemble leur implantation permet aux vacanciers de pratiquer l'équitation sans avoir à faire de trop longs déplacements. Les plus fortes concentrations d'établissements équestres sont cependant liées à la proximité de la mer et des grandes villes, c'est-à-dire là où se trouve l'essentiel de leur clientèle hivernale et estivale avec, d'ailleurs, un transfert fréquent du centre équestre de la périphérie urbaine vers la côte en été. La comparaison des deux cartes permet de souligner un paradoxe. Ce ne sont pas forcément les régions où l'élevage du cheval est important qui enregistrent les plus fortes densités. Deux causes au moins à cette distorsion. La première tient au fait que les fortes densités d'équidés sont liées à certaines formes d'agriculture peu favorables au tourisme rural. Dans le Finistère-Nord, de fortes densités de chevaux sont liées à l'agriculture légumière de l'est du Léon mais il y a peu de centres équestres. Ils sont plus nombreux dans la partie occidentale, là où les densités chevalines sont plus faibles. La deuxième tient au rapport des centres équestres à la population. Le Segréen et la Mayenne angevine ont des densités de population très faibles, de l'ordre de 40 habitants par km², et leur fréquentation touristique n'est guère élevée. Les centres équestres ne disposent pas d'une grande clientèle et ont un mal énorme à se maintenir malgré l'environnement propice constitué par un important élevage de chevaux de selle. Les établissements équestres au sens large peuvent se ranger dans deux grandes catégories, les associations et les établissements professionnels (68).

a) les sociétés hippiques : elles sont régies par la loi de 1901 et permettent à leurs membres la pratique de l'équitation en dehors de toute recherche d'un profit.

Elles sont dans l'Ouest au nombre de cent vingt, dont seize pour les deux départements de Maine-et-Loire et de Mayenne. Elles ont été créées depuis 1934 sous l'impulsion des haras pour développer

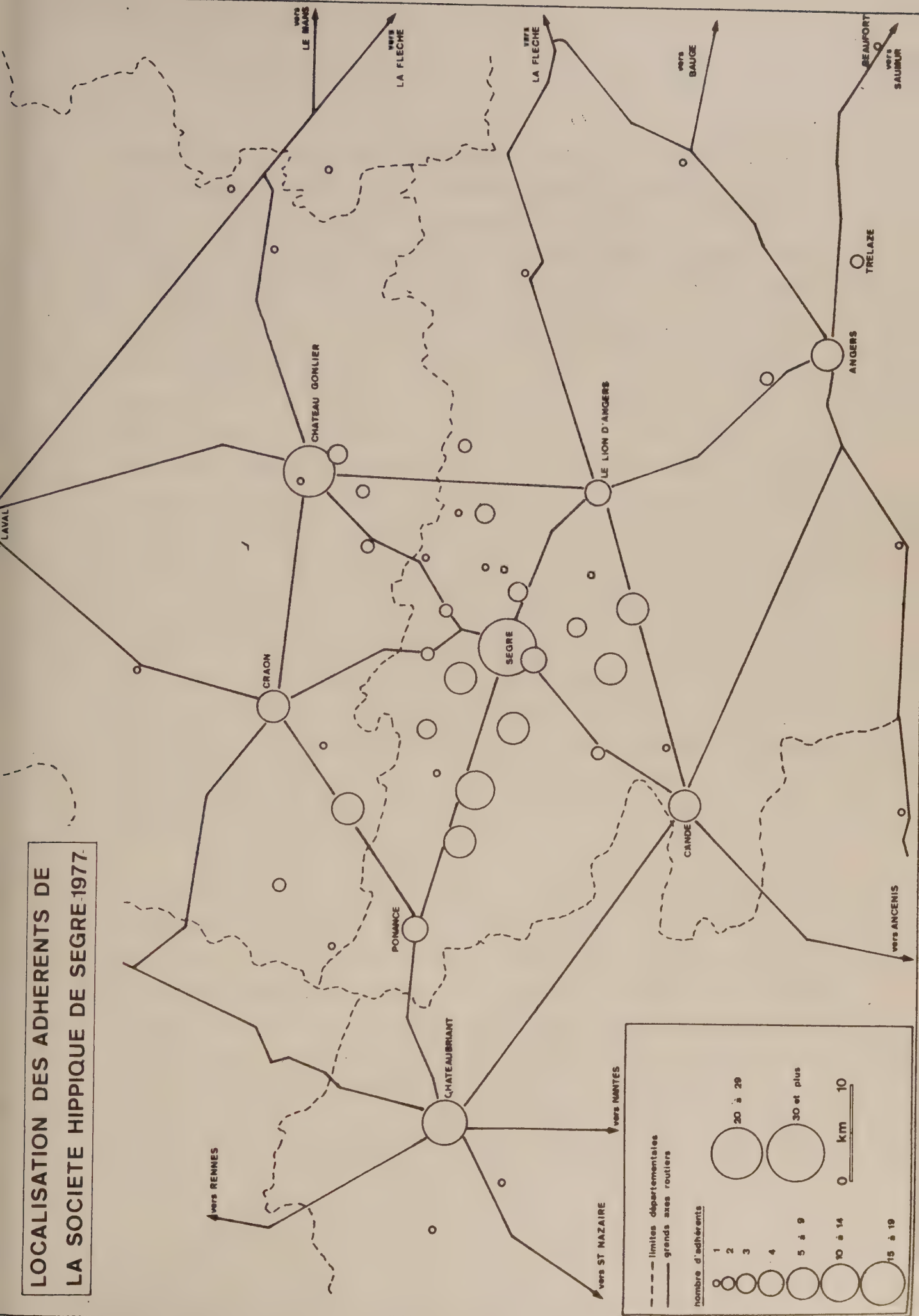
l'équitation et sont groupées en unions régionales, sous la tutelle du Comité National des sociétés hippiques rurales et urbaines. L'initiative en revient à M. MIQUEL alors Directeur du dépôt d'étalons d'Angers qui, au retour d'un voyage en Suisse, s'employa à créer un genre de cavalerie rurale analogue à celle de nos voisins. Neuf sociétés furent créées en 1934 en Maine-et-Loire.

Soixante et onze sont des sociétés hippiques urbaines (S.H.U.) constituées de personnes groupées pour disposer de chevaux et d'installations en commun. Les chevaux peuvent être la propriété de l'association ou lui être confiés au pair, ou simplement loués. Cette société peut recevoir les montures personnelles aux membres qui s'en réservent l'utilisation.

Viennent ensuite les sociétés hippiques rurales au nombre de quarante. Ce sont des associations de propriétaires décidant de grouper leurs montures dans une installation commune. Il convient d'ajouter les cinq sociétés hippiques humaines (S.H.H.) et les quatre sociétés hippiques nationales. Les premières regroupent des personnes désirant monter à cheval mais n'ayant ni installations, ni chevaux, comme des Comités d'entreprise ayant une section équestre. Ce groupement ne gère alors aucun établissement mais passe contrat avec un établissement équestre pour se réserver des créneaux horaires à des tarifs préférentiels. Les secondes furent créées en 1964 pour " récupérer le cheptel chevaux " abandonné par le Ministère des Armées. L'association est logée dans des bâtiments appartenant à l'Etat (lycée agricole, dépôts d'étalons, établissements militaires). Les chevaux peuvent être la propriété de l'Etat ou de la société.

Les sociétés hippiques sont d'assez mauvais instruments pour le développement du tourisme équestre. L'orientation de leurs activités dépend de l'impulsion voulue par les dirigeants ou les adhérents, et surtout par les propriétaires les plus influents. Ceux-ci recrutés surtout parmi d'anciens militaires ou des grands propriétaires nobles maintiennent des règlements intérieurs, des traditions, un esprit cavalier, peu favorables au développement du tourisme équestre, toujours

LOCALISATION DES ADHERENTS DE LA SOCIETE HIPPIQUE DE SEGRE-1977



considéré avec une certaine condescendance surtout lorsqu'il s'adresse à des personnes étrangères à la société. Elles subissent, en outre, les pressions de la Fédération équestre qui leur fait une obligation de considérer que leur finalité est la préparation et la participation de leurs cavaliers à des compétitions et à des sauts d'obstacle, non à des randonnées ! Ces sociétés ne peuvent, en aucun cas, louer des chevaux, ce qui crée une entrave à la pratique du tourisme équestre. La pratique de ce dernier, sous forme d'excursions ou de randonnées de plusieurs jours, s'adresse donc essentiellement aux membres de la société. Elle peut se faire dans la région proche de l'endroit où la société est implantée, ou par la participation à des rallyes, comme ceux organisés par l'association nationale du tourisme équestre. Les membres des sociétés montent à cheval les mercredi, les samedi et dimanche. Les compétitions ont lieu le dimanche et les boxes sont vides, les chevaux pris au moment où la demande touristique est la plus forte. L'organisation de séjours équestres pour des personnes extérieures, mis sur pied par certaines sociétés qui y voient un moyen d'équilibrer leur budget, repose sur des artifices comme celui qui consiste à créer à côté de la S.H.U. un centre équestre ou à faire prendre aux candidats à l'équitation de loisir une carte de membre du club. La prise en charge du tourisme équestre est de plus freinée par le manque de personnel des sociétés hippiques dont une large part des activités repose sur le bénévolat des membres.

La société hippique urbaine de Segré possède seize chevaux dont six réservés aux concours. Les activités sont tournées essentiellement vers la préparation des concours complets d'équitation. 53 % des membres de la S.H.U. ont moins de vingt ans. La classe d'âge la plus nombreuse (vingt-six adhérents) est celle des membres nés en 1960. Malgré une volonté de le développer manifestée vers 1970, le tourisme équestre est un parent pauvre. Depuis son transfert sur la route de Nantes et après l'installation à ses côtés d'une grande surface commerciale, il est de plus en plus difficile à la S.H.U. de pratiquer l'équitation d'extérieur demandée par les touristes. D'ailleurs les

installations ferment en été (trois semaines en août en 1977, quinze jours en août et quinze jours en juillet en 1976). Les amateurs de cheval, en vacances à Segré, peuvent toutefois pratiquer l'équitation. Ils doivent pour cela payer un droit d'inscription de 100 F et les heures de promenade (de 18 à 25 F l'heure). Par ailleurs, des citadins domiciliés à Nantes, Angers et dans la région parisienne, propriétaires d'une résidence secondaire à Segré ou dans ses environs immédiats, figurent parmi les trois cents membres dont la dispersion géographique est mise en évidence par la carte élaborée à partir du dépouillement du fichier. Ces citadins ne cherchent pas tous à préparer les concours hippiques mais désirent surtout se distraire pendant les vacances et les week-ends.

La société hippique urbaine de Baugé, créée en 1962, jouit d'une meilleure implantation géographique, en lisière de la vaste forêt domaniale de Chandélais. Elle compte une centaine de membres et vingt-cinq chevaux dont douze en propriété et treize appartenant à des propriétaires privés qui paient un prix de pension mensuel de 650 F. Elle organise peu de randonnées pour ses propres membres (une seule d'une journée avec huit cavaliers en 1977) et n'exploite que très peu l'environnement forestier pour les touristes du Baugeois. Les dirigeants de l'Etrier baugeois que nous avons rencontrés au cours de l'été 1977 ne veulent pas mettre n'importe qui sur un cheval et n'ont pas les moyens d'acheter des chevaux avilis pour les touristes de passage, ni le personnel suffisant pour s'en occuper. Ses installations ne doivent pas être assimilées à un " ranch " et la grande affaire de l'été 1977 était la préparation du concours complet de Pompadour où Baugé devait représenter la ligue de l'Ouest. Les touristes de passage avaient d'ailleurs le plus grand mal à être accueillis et guidés en raison du manque de personnel. En dehors de l'instructeur et d'un palefrenier à mi-temps, toutes les activités reposent sur le bénévolat des membres également dispersés géographiquement puisque plusieurs d'entre eux sont domiciliés à Saumur, la Flèche, Durtal, Angers.

Les sociétés hippiques rurales ont encore moins de moyens.

Madame de la BERAUDIERE, anime depuis la mort de son mari la société hippique rurale de Melay. Cette dernière fut fondée par M. de la BERAUDIERE en 1947 avec le souci de développer l'équitation parmi les jeunes ruraux. L'armée céda sept chevaux de selle avec leur équipement qui vinrent s'ajouter à ceux possédés par M. de la BERAUDIERE. Au début, la société organisait des jeux (jeux de la Rose, jeux d'adresse) mais elle devait se tourner de plus en plus vers les concours d'équitation. En 1954, la S.H.R. de Melay organise son premier concours complet d'équitation qui se tient depuis lors, tous les ans, le premier dimanche de septembre. En 1977, la S.H.R. comptait trente-cinq adhérents et onze chevaux et il n'était pas question malgré les énormes possibilités offertes par le château, point de départ de la folle équipée de la duchesse de BERRY en 1832, et du parc, de développer le tourisme équestre. Ici aussi, les activités de la société reposent largement sur le bénévolat. Le moniteur, en place depuis 1951, est en même temps maréchal-ferrand. C'est un commis de la ferme qui s'occupe des chevaux. Un instructeur du Cadre Noir vient deux fois par mois. D'ailleurs, les chevaux sélectionnés pour les concours hippiques ne pourraient pas être mis dans n'importe quelles mains. La seule chose envisageable est la constitution d'un relais pouvant accueillir quelques randonneurs mais Madame de la BERAUDIERE n'a jamais été sollicitée pour cela. Les sociétés hippiques rurales n'ont que peu d'adhérents et comme il n'est pas possible de leur demander des cotisations élevées, leurs moyens financiers sont limités ce qui freine les initiatives.

Ces difficultés expliquent qu'au sein des établissements équestres, les sociétés hippiques malgré les subventions qui leur sont accordées périclitent ou disparaissent alors que les établissements professionnels se développent plus facilement.

b) les établissements professionnels

Ils sont constitués sous la forme de sociétés commerciales ou d'exploitants individuels à but essentiellement lucratif. Ces

établissements mettent à la disposition de leur clientèle des chevaux en location pour la promenade, le tourisme ou toute autre activité équestre. Leurs dirigeants doivent être titulaires d'une carte professionnelle délivrée par le ministère de l'Agriculture. Il existe deux grandes variétés d'établissements professionnels mais nous les avons regroupées dans la catégorie des "autres établissements équestres".

La carte de maître de manège est accordée aux directeurs d'établissement titulaires du brevet d'état de professeur ou d'instructeur d'équitation. Les maîtres de manège sont considérés comme exerçant une profession non commerciale lorsqu'ils se consacrent à l'enseignement donné dans leur établissement. Il a été admis que la location des chevaux à d'autres personnes que les élèves (touristes de passage par exemple) et la prise en pension des chevaux se confondent avec les activités que comporte normalement l'exploitation du manège en vue de l'enseignement à condition de ne pas excéder 10 % des recettes annuelles de l'établissement. En ce cas, le maître de manège n'est pas tenu à s'inscrire au registre du commerce (sauf s'il emploie à temps complet du personnel salarié). Il en est de même des directeurs des écoles d'équitation qui ne possèdent que le diplôme de moniteur.

La carte professionnelle de loueurs d'équidés s'adresse à toute personne se proposant de mettre des chevaux à la disposition de tiers et ne possédant pas un diplôme d'enseignant reconnu par l'Etat. Il doit obligatoirement être inscrit au registre du commerce. Il convient de faire une réserve pour le cas de l'agriculteur-éleveur louant des équidés. Si ce dernier n'emploie pour la location que des chevaux nés et élevés sur son exploitation, son activité est considérée comme une prestation de service de caractère agricole pour laquelle la carte professionnelle n'est pas exigée et, de ce fait, il n'est pas soumis à l'inscription au registre du commerce (69).

Sur les cent cinquante établissements professionnels de l'Ouest, on ne compte que huit maîtres de manège (dont un seul fait du tourisme équestre) et vingt-deux écoles d'équitation (dont cinq font du tourisme équestre). Cent vingt établissements sont le seul

fait de loueurs d'équidés dont vingt-six sont agriculteurs-éleveurs. Leur orientation principale est le tourisme équestre.

Jacques CHAMBRY, ancien officier de cavalerie, après trente années passées à l'étranger comme écuyer-professeur, ouvre en juillet 1969 un collège d'équitation au château de l'Orchère, situé à la sortie du bourg de Notre-Dame-d'Allençon (313 habitants) à l'orée des forêts de Brissac, Milly, Beaulieu et à 25 km au sud-est d'Angers. Il est entouré d'une vingtaine d'hectares de prés et de bois. Le collège reçoit des élèves internes pendant l'année scolaire pour leur préparation aux brevets d'Etat de moniteur et d'instructeur d'équitation. L'effectif des chevaux est d'une trentaine, composé de pur-sang, d'anglo-arabes et de selles français. Les principales sorties consistent à suivre les chasses à courre organisées par le Marquis de BRISSAC. En été, le collège organise des stages de perfectionnement qui peuvent être assimilés à une forme de tourisme équestre pour les participants. En 1977, un concours complet d'équitation a été organisé pour la première fois au château de l'Orchère.

Roger BRUNEAU est le fils d'un éleveur de chevaux de course de Champigné, grosse commune rurale (1240 habitants) du Segréen, située à 25 km au nord d'Angers, au coeur d'une région qui a maintenu fortement des traditions équestres. C'est à Champigné que fut créée le 10 Septembre 1934 la première société hippique rurale de la circonscription des haras d'Angers. En 1972, Roger BRUNEAU qui a travaillé dans une écurie de dressage en Belgique et dans une écurie de chasse à courre succède à son père sur une exploitation de vingt-cinq hectares. Il élève uniquement des chevaux de selle français qu'il dresse et vend. Son troupeau est constitué de six poulinières de bonne souche, ce qui représente une cinquantaine de têtes. Pour développer son troupeau, il doit s'agrandir mais cela lui est impossible car il est entouré de grosses fermes qui pratiquent l'élevage bovin. Il prend quelques chevaux en pension qu'il dresse et participe aux concours de sauts d'obstacle. En 1973, il demande une carte de loueur de chevaux et aménage un centre équestre avec une carrière, ouvert toute l'année. Pour le tourisme équestre, il utilise les chevaux les moins bons de son troupeau, quelques chevaux de courses réformés ainsi que cinq poneys français de selle. A la belle saison, il

organise des randonnées d'une journée et parfois de quelques jours, selon les demandes des colonies de vacances ou des Comités d'entreprise. Sa principale difficulté est de trouver des chemins, accaparés par les éleveurs de bovins qui sont souvent en conflit avec les éleveurs de chevaux. Il utilise les sentiers pédestres aménagés par le syndicat d'initiative cantonal de Chateaufort-sur-Sarthe mais eux-mêmes ont du mal à se maintenir. Après quatre ans de fonctionnement, il a commencé à se faire une clientèle et a pu, en 1976, ouvrir une buvette mais son centre équestre est à la limite de la rentabilité.

Les poney-clubs peuvent se présenter sous forme d'établissements professionnels ou d'associations régies par la loi de 1901, la réglementation étant la même que pour les chevaux. Les " centres " sont cependant plus nombreux, surtout dans les lieux de villégiature surpeuplés, où le mobile principal est l'appât du gain. On achète au printemps, à bon marché, quelques poneys médiocres ; un " ranch " est bricolé hâtivement et, pendant la saison, les poneys tournent en rond avec des enfants sur leur dos. A l'automne, l'établissement est fermé et les bêtes vendues à la boucherie. Le " poney-club de France " affilié à la Fédération française des Sports équestres et l'administration des Haras s'efforcent de moraliser la profession : vingt-quatre poney-clubs affiliés au " poney-club " de France existaient dans l'Ouest en 1977, dans presque tous les départements (hormis la Vendée et la Mayenne malgré l'existence d'excellents élevages) mais principalement dans le Maine-et-Loire et la Manche. De nombreux centres équestres possèdent en plus de leurs chevaux quelques poneys. Les plus anciens dans l'Ouest sont le poney-club des trois rivières à Corzé, à quinze kilomètres au Nord-Est d'Angers dans la vallée du Loir et celui de la Salantine à Orvault, à la périphérie Nord-Ouest de Nantes. Le poney-club des trois rivières a été créé au mois de juin 1972 par Odette et Jean-Pierre DELAVIGNE qui connaissaient l'expérience de Bois Guilbert. Ils aménagèrent pour cela la propriété de la Chaillerie où ils installèrent des poneys-Shetland. Ils fonctionnent surtout en classe verte équestre avec des groupes d'une trentaine d'enfants venus de l'agglomération angevine. Celui de la Salantine est davantage tourné

vers le tourisme équestre. Leurs quatre cent cinquante inscrits viennent surtout de l'agglomération nantaise. Les mercredi et samedi sont les jours les plus fréquentés. Plusieurs fois dans l'année, des randonnées de trois à six jours sont organisées vers la forêt du Gâvre mais, avant chaque départ, il faut toujours vérifier les chemins prévus. En été, lorsque les Nantais sont en vacances, le poney-club s'installe à Saint-Brévin-l'Océan.

3) le rôle des associations régionales de tourisme équestre

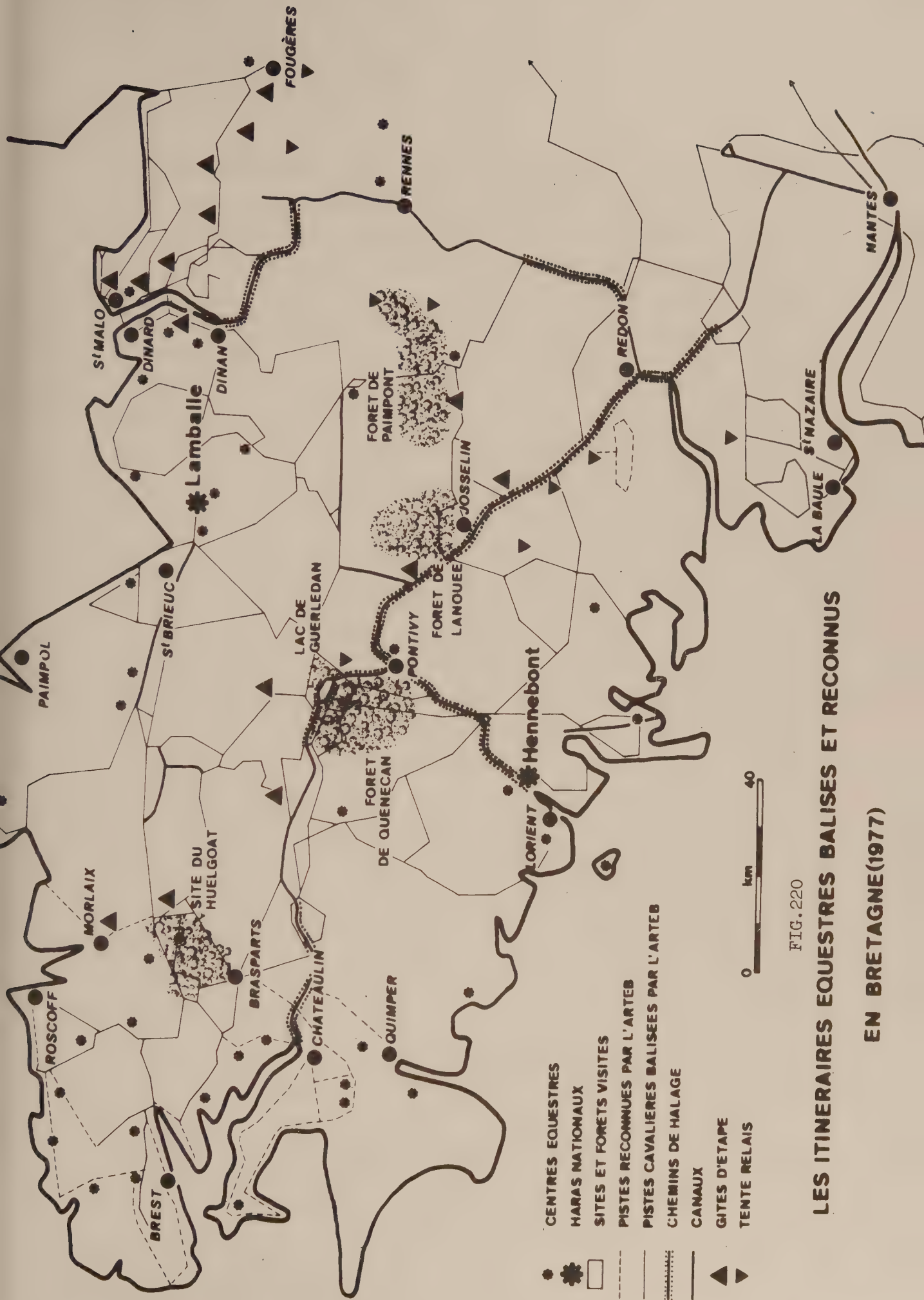
Trois associations régionales de tourisme équestre existent dans l'Ouest. Elles ont leur siège à Pontivy, Nantes et Alençon. Leur rôle est fondamental pour le développement du tourisme équestre dans la région. L'association bretonne est la plus avancée dans la mise en oeuvre de la politique des A.R.T.E. qui vise à étudier et à aménager les infrastructures nécessaires, à organiser des rallyes régionaux, à assurer la coordination entre les établissements affiliés. Sans cette action coordonnatrice, le tourisme équestre ne peut que se borner à quelques heures de manège et au mieux à quelques sorties sur des itinéraires limités. L'efficacité d'une association régionale tient à la personnalité de son président et des vice-présidents départementaux ainsi qu'à l'existence dans la région d'une volonté de développement du tourisme rural (rôle à cet égard déterminant de la Rénovation rurale). Nous prendrons comme exemple l'association bretonne de tourisme équestre (70). L'action de l'A.R.T.E.B. a permis le développement du tourisme équestre en Bretagne grâce à trois actions.

a) les itinéraires : dès sa création, l'A.R.T.E.B. a entrepris de reconnaître, de baliser et d'entretenir des itinéraires équestres. Tous sont reportés sur des cartes IGN au 1/25 000, fournies à tous ceux

qui souhaitent faire une randonnée équestre en Bretagne, avec un descriptif détaillé. Ce travail a été effectué en liaison avec les comités d'expansion locaux comme le Mené, le CIDECOB, le COCAPAR et avec la participation des clubs ou des particuliers. Dès 1971, l'A.R.T.E.B. disposait d'un réseau de mille kilomètres de chemins reconnus dont sept cent soixante balisés. En 1977, il était de cinq mille kilomètres dont trois mille quatre cents balisés. Ces chemins dont les tracés dépendent des bonnes volontés locales obéissent à une politique dont le but est de permettre d'effectuer un " Tro Breiz " à cheval, achevé en Haute-Bretagne. En Basse-Bretagne, un itinéraire permet de rejoindre Saint-Brieuc à la pointe Saint-Mathieu par Guerlesquin et Landerneau. Des morceaux d'itinéraires reconnus mais non encore balisés existent entre Roscoff et Landéda. En Cornouaille, en dehors d'un périple dans la presqu'île de Crozon, le travail reste à faire pour relier Chateaulin à Lorient. Les deux axes majeurs mis en place dès 1972 et régulièrement entretenus permettent de relier Saint-Malo à La Baule par Paimpont et cette dernière localité à Crozon en traversant la forêt de Quénécan où cent cinquante kilomètres de pistes balisées ont été aménagées. La collaboration de l'A.R.T.E.B. et de l'A.R.T.E.-Val de Loire-Océan, le rôle joué par le COCAPAR dont l'aire d'action couvre trois départements ont permis de prolonger ces itinéraires vers Nantes, à travers la forêt du Gâvre et vers la Vendée. Le travail a été facilité par l'existence des canaux bretons et de leurs chemins de halage et les bons rapports liant l'ARTEB au Comité de promotion touristique des canaux bretons. Il n'est pas inutile de rappeler que le règlement général de la police des voies de navigation intérieure (décret du 6 février 1932) interdisait la circulation à cheval sur les chemins de halage sans autorisation écrite accordée par les ingénieurs. Une circulaire du 27 juillet 1970 facilite l'obtention des autorisations aux cavaliers désireux de circuler le long de ces chemins.

b) les gîtes et relais d'étapes

L'importance du réseau d'itinéraires mis en place depuis



1971 s'appuie sur des gîtes et relais jalonnant les étapes, disposés à une trentaine de kilomètres l'un de l'autre. Les relais sont des installations dotées d'aménagements légers et peu coûteux ; les gîtes sont plus complètement équipés et offrent des possibilités de loisirs et d'hébergement sur place. On les rencontre toutes les quatre étapes. Jusqu'en 1974, les cavaliers utilisaient pour leurs randonnées les relais recensés par l'A.R.T.E.B., très divers et très sommairement aménagés dans des fermes, dans les dépendances et écuries privées des châteaux ou, en dehors de la saison de monte, dans les stations des haras. De plus, les cavaliers pouvaient assez facilement loger leurs chevaux dans les clubs et autres établissements hippiques. Pour eux-mêmes, ils devaient se contenter soit de la paille des granges soit des chambres dans l'hôtellerie ou chez l'habitant. Les stations de haras dont le réseau est assez dense dans l'Ouest posent toutefois quelques problèmes. Elles ne sont pas toujours situées sur les itinéraires fréquentés et sont en général indisponibles du mois de mars à la fin du mois de juillet. Certaines ne comportent que deux ou trois boxes. Bon nombre de ces stations, propriétés des municipalités sont appelées à disparaître. Les communes les utilisent pour en faire des gîtes ruraux (Collinée), installer des clubs hippiques (Guerlesquin) ou des casernes de pompiers (Chateauneuf-du-Faou). Aussi l'A.R.T.E.B. a-t-il participé en 1974 à la création de l'association bretonne des relais et itinéraires (A.B.R.I.) qui se préoccupe de la mise en place de gîtes et de relais au bénéfice de toutes les formes de tourisme itinérant. Quatre-vingt-six gîtes, avaient été créés en 1977 sur les cent vingt programmés pour 1980. Ces gîtes sont permanents mais doublés, en été, de tentes-relais de seize places.

c) l'animation

Depuis ses débuts, l'A.R.T.E.B. organise et propose de nombreuses activités équestres. Ce sont d'abord celles de ses membres

qu'elle fait connaître par sa participation au catalogue national de l'ANTE et par des brochures régionales (trois mille dépliant en 1977). Ainsi, l'Etrier vannetais (dix-neuf chevaux) proposait en 1977 six randonnées (au prix forfaitaire de 120 F par jour), entre le 2 avril et le 27 août : 2-3 avril - Josselin ; 11-12 avril - Malestroit par les Landes de Lanvaux ; 18-23 juillet - landes de Lanvaux, forêt de Paimpont, région de Ploermel ; 1-6 août - Pays de Baud, Saint-Nicolas-des-Eaux ; 17-23 août - Landes de Lanvaux, Baud, Saint-Nicolas-des-Eaux ; 27-29 août - Forêt de Molac, Malestroit. L'A.R.T.E.B. organise enfin des manifestations qui lui sont propres comme des stages de formation et surtout des rallyes comme celui de Brasparts en 1975. En 1977, elle organisa avec l'A.R.T.E du Val de Loire un rallye Anne de Bretagne du 28 au 30 mai. Un des buts poursuivis par l'A.R.T.E.B. est la création dans la forêt de Quénécan d'un centre régional de tourisme équestre, véritable " Glénans " du cheval. Il affirmerait la vocation de la Bretagne au tourisme équestre et serait de nature à rivaliser avec le village équestre de Pompadour créé en Corrèze en 1972 avec l'aide de la Rénovation rurale et du Club Méditerranée.

Les associations régionales de tourisme équestre jouent un rôle d'entraînement considérable dans le développement de cette forme de tourisme. Celle de Bretagne est de loin la plus active (trente-neuf établissements affiliés) mais celle du Val de Loire-Océan commence à suivre son exemple (dix établissements affiliés) et une coordination s'établit entre elles à l'image de ce qui se passe pour le tourisme nautique. La moins dynamique est celle de Normandie-Maine, créée en mai 1968 qui ne regroupe que quatre établissements. Son implantation à Alençon dans les locaux de l'union départementale des Syndicats d'initiative et la coexistence de 1968 à 1973 avec d'autres associations départementales de tourisme équestre ont altéré son caractère régional et freiné son action.

C - Les formes de tourisme équestre dans la France de l'Ouest et leurs difficultés

Trois grandes formes de tourisme équestre peuvent être distinguées qui comprennent chacune des variantes : les séjours équestres, les randonnées à cheval, les voyages en roulotte (ou autres attelages).

1) les séjours équestres

Nous éliminerons sous cette appellation les séjours qui ne sont pas motivés uniquement par la pratique de l'équitation. Un vacancier peut toujours utiliser de temps à autre les services d'une société hippique ou d'un loueur; il n'en fait pas pour autant du tourisme équestre. Par contre, des établissements hippiques possédant en propre des moyens d'hébergement ou s'associant avec des auberges de jeunesse ou des centres de vacances proposent des séjours équestres dont la durée va du simple week-end au séjour de longue durée (une à deux semaines). Ce sont souvent les mêmes établissements qui organisent week-ends et séjours mais à des dates variables dans l'année (séjours en été, week-ends en avant et arrière-saison). Ces séjours sont rarement le fait de sociétés hippiques mais plutôt de loueurs ou de clubs dépendant d'associations sportives ou de jeunesse. Quelques exemples vont nous permettre d'en préciser les caractéristiques principales tout en soulignant les différences.

Le département de l'Orne a été en 1968 un des premiers départements de l'Ouest à se lancer dans le tourisme équestre (71) bénéficiant tout à la fois de son important élevage chevalin, de ses forêts domaniales, de la présence des haras nationaux du Pin, de la proximité de Paris et de sa région et de l'impact créé par le parc naturel régional de Normandie-Maine. Plusieurs forces ont collaboré au développement des séjours équestres. Les syndicats d'initiative ont

procédé à des reconnaissances et à des balisages de sentiers pédestres et leur union départementale participa à la promotion du tourisme équestre par la diffusion d'un document, " le tourisme équestre dans l'Orne " qui donnait chaque année le programme des séjours, week-ends et randonnées. Une association départementale du tourisme équestre, qui regroupait cinq centres, avait mis en place plusieurs circuits dans le département et organisait des forfaits pour le week-end, trois ou quatre jours ou la semaine. 1973 marqua un coup d'arrêt imputable au manque de coordination, aux rivalités entre les clubs et entre ces derniers et les loueurs, au fait aussi qu'il est plus facile de faire de la publicité que de développer sur le terrain les infrastructures d'accueil. Après six années de fonctionnement, l'association départementale cessa ses activités mais le tourisme équestre continue à être pratiqué dans l'Orne sur des bases plus modestes et plus dispersées. Ce département a été l'un des premiers en France à mettre en application la circulaire de 1974. En 1975, la Direction de l'Agriculture publiait le schéma départemental des sentiers de randonnée pédestre et équestre (72). Il faut reconnaître qu'un travail important de reconnaissance et de balisage des sentiers avait été accompli dans le cadre de l'aménagement touristique du Perche ornaï en 1973 et 1974 (73). Dans cette zone, la plus proche de Paris, où les résidences secondaires sont particulièrement nombreuses, le centre équestre de La Chapelle-Montligeon (dix-sept chevaux) propose régulièrement des week-ends et des séjours équestres. Les hébergements se font à l'hôtel mais de nombreux participants ont une résidence secondaire. En 1971, cent quarante membres sur les trois cent cinq du club étaient propriétaires de ce type d'hébergement (74). Dans le cadre de l'aménagement de la région, il est question d'y implanter des classes vertes équestres. Des séjours équestres sont organisés plus à l'Ouest profitant de la forêt d'Ecouves. Ils se pratiquent selon une autre formule, à partir de l'Auberge de Jeunesse de Damigny qui a orienté depuis près de dix ans ses activités vers l'équitation et la découverte du milieu rural. Elle propose plusieurs formules : stages d'initiation et de perfectionnement à l'équitation

d'une semaine, week-ends équestres, mais aussi randonnées. L'auberge de Damigny enregistre chaque année quatre à cinq mille journées - équestres réparties pour 58 % en séjours, 36 % en week-ends et 6 % en randonnées. Les stagiaires qui se recrutent pour 75 % dans la région parisienne sont plus jeunes et de condition sociale plus modeste que ceux qui fréquentent le Perche. L'auberge de jeunesse de Damigny ne possède pas d'infrastructures suffisantes et traite avec les centres équestres assez nombreux autour d'Alençon. Ceux qui recherchent une équitation très traditionnelle sont dirigés vers le cercle hippique alençonnais, une S.H.U. de quatorze chevaux où ils font surtout du manège. Ceux qui souhaitent monter plus librement vont chez Frédéric HUREL, un agriculteur-éleveur qui a ouvert un centre équestre à la ferme en 1965 à Saint-Germain-du-Corbeis. Membre de l'association régionale de tourisme équestre de Basse-Normandie, il a ouvert l' " Etrier de Chauvigny " dans les dépendances louées d'un château pour valoriser les produits de son élevage. Jusqu'en 1976, pendant dix ans, il a détaché une partie de son centre à Penmarch. Quinze chevaux (selles français) sont consacrés au tourisme, les autres réservés au dressage et aux concours hippiques. En dehors des stagiaires et des vacanciers qui viennent à la bonne saison, une centaine de cavaliers sont régulièrement inscrits. Pour animer ses séjours équestres, il prépare de courtes excursions. (Sa fille est guide-accompagnateur de l'A.N.T.E.), dans la campagne proche mais il lui est difficile de trouver des chemins convenables, la majeure partie d'entre eux ayant été vendus par les communes ou loués par des exploitants ou inextricables car jamais entretenus. Fort heureusement, il peut profiter des forêts d'Ecouves et de Perseigne.

Les séjours équestres sont proposés par des établissements issus du milieu local mais il existe également des centres créés par des organismes extérieurs. L'association hippique des PTT a commencé en 1967 la création d'un club hippique à Hauteville-sur-Mer liée à une maison de vacances des PTT. Pour loger en hiver une cavalerie qui

devenait de plus en plus importante et mal utilisée (trois mois par an), l'association décide avec l'aide du syndicat mixte d'équipement touristique de la Manche d'aménager le centre équestre de La Caboché, dans une ferme abandonnée située plus à l'intérieur des terres à Hambye. Elle dispose de quatorze chevaux de selle français, huit poneys et cinq chevaux au pair. Le centre d'Hambye est ouvert toute l'année aux trois cents membres adhérents mais, affilié à l'A.N.T.E., il organise des séjours équestres ouverts à tous. Les cavaliers sont accueillis en pension complète (hébergement et repas sur place dans les installations du Centre). Les séjours durent une semaine et comprennent, outre quelques promenades, trois heures d'équitation par jour et des initiations à l'élevage du cheval. Le jeudi, jour de repos pour les chevaux, est consacré à des visites (haras de Saint-Lô, exploitations d'élevage)... En dehors de l'été, des week-ends équestres sont également organisés. Les cavaliers viennent presque exclusivement de la région parisienne (ligne de chemin de fer Paris-Granville). Le dédoublement du club entre Hambye et Hauteville-sur-Mer a eu pour conséquence la reconnaissance et le balisage du seul sentier équestre permanent du département qui permet de joindre les deux installations.

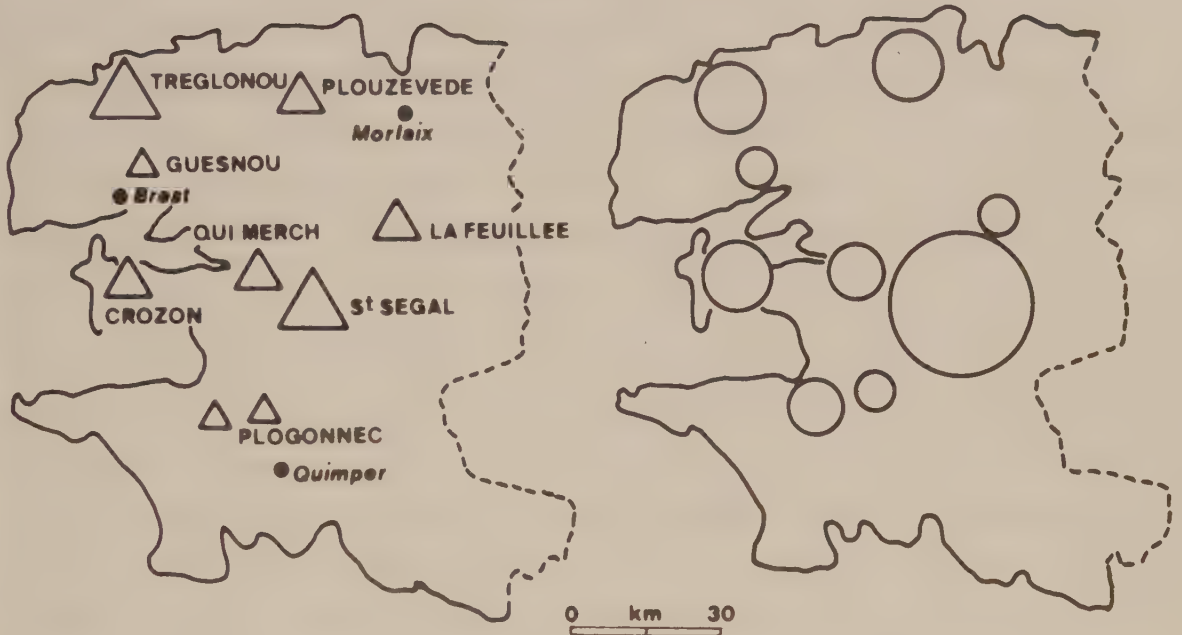
C'est une situation à peu près analogue que l'on rencontre à Saint-Hilaire-Saint-Florent, près de Saumur, où l'U.C.P.A. a acquis en 1977 des bâtiments communaux qui servaient à l'Ecole Nationale d'Equitation, pour les aménager en centre équestre ouvert toute l'année. Ce dernier-né des centres de l'U.C.P.A. (les autres sont à Bois-le-Roi en Seine-et-Marne, Marvejols en Lozère, Segonzac en Corrèze) dispose de vingt-six chevaux et peut accueillir dix-huit cavaliers en internat. Il organise des stages de sept jours pendant les petites vacances scolaires, de quatorze jours en été et de durée variable selon les demandes de septembre à juin. Une cuisine équipée est mise à la disposition des stagiaires qui confectionnent eux-mêmes leurs repas. Ces cavaliers, essentiellement des jeunes, outre les heures de manège, utilisent pour leur promenade les pistes du " Bois du petit Souper " tracées par les élèves de l'Ecole nationale d'Equitation toute proche.

FIG.221

les randonnées équestres des agriculteurs éleveurs du

Finistère affiliés au SDARCETE

(1973)



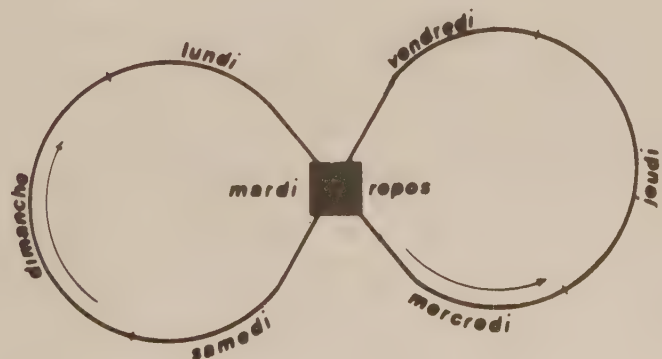
implantation des centres équestres et
nombre de chevaux:



nombre de nuitées en randonnées:



SCHEMA D'ORGANISATION DES RANDONNEES



2) les randonnées à cheval

Dans le cas précédent, les vacanciers ne bornent pas leurs activités au simple manège. Ils font des sorties, promenades, excursions, petites randonnées mais cette équitation d'extérieur n'est pas le but essentiel du séjour qui s'adresse souvent à des cavaliers débutants ou peu confirmés, jeunes pour la plupart. Il n'en est pas de même avec les randonnées qui reposent sur un autre type d'organisation. Les vacanciers gagnent un point de ralliement et de là, sous la conduite d'un guide, ils s'en vont pour plusieurs jours sur des itinéraires fixés à l'avance et jalonnés, s'arrêtant midi et soir dans des relais ou gîtes équestres. Ces randonnées peuvent avoir, en dehors du plaisir de chevaucher librement dans la nature, des thèmes précis (découverte des églises romanes, des villages pittoresques etc...). Cette formule connaît un succès grandissant et certains considèrent même que c'est la seule forme de tourisme équestre. Elle se heurte à des difficultés spécifiques car elle suppose une bonne organisation de chemins balisés et de relais au niveau régional. Le rôle pionnier dans l'Ouest, pour ce type de tourisme, a été joué par des agriculteurs-éleveurs du Nord-Finistère (75).

a) les randonnées équestres des agriculteurs bretons

Les centres équestres à la ferme sont partis de l'initiative d'un éleveur de Saint-Segal, Yvon MORVAN, issu d'une vieille et puissante famille d'éleveurs de chevaux (son père était étalonnier). Yvon MORVAN fut incorporé en Algérie dans un peloton de cavaliers, ce qui lui valut de parcourir ce pays à cheval. De là, lui est venue l'idée du tourisme équestre de randonnée, en partie comme moyen de conserver des chevaux malgré la mécanisation de l'agriculture. A son retour en Bretagne, en 1961, il réfléchit à la formule la plus adaptée et fait lui-même quelques randonnées chez les agriculteurs qui furent les premiers à lancer

la randonnée équestre, comme Louis CHARDON en Lozère. Il démarre seul en 1966 avec vingt-deux chevaux et installe un centre au Menez-Hom, où il loue à l'année des terres communales. C'est le succès. En hiver, le centre fonctionne avec des jeunes scolaires. Il accueille en été les stagiaires du centre de voile de Treboul et les clients que lui envoie le Comité d'entreprise de la B.N.P. avec qui il a passé un accord. Il fait beaucoup de randonnées de 1967 à 1969, ce qui le conduit à délaisser un peu son exploitation de cinquante hectares. D'autres agriculteurs-éleveurs, du Léon principalement, le suivent et créent à leur tour des centres équestres à la ferme. Ils se réunissent en 1970 au sein du SDARCETE (Syndicat départemental des agriculteurs, réalisateurs de centres d'équitation et de tourisme équestre) et commercialisent leurs randonnées par le service de tourisme rural de la chambre d'agriculture de Quimper (76). En 1973, les agriculteurs-éleveurs du SDARCETE offrent deux cent cinquante-sept chevaux et disposent de moyens d'hébergement qu'ils ont développés en propre (chambres d'hôtes, gîtes) ou dont ils peuvent disposer dans les communes traversées au cours des randonnées. La centralisation par la chambre d'agriculture permet de proposer un programme cohérent. Les randonnées commencent le 11 avril et se terminent le 1er janvier. Leur durée varie de deux à sept jours. C'est en été qu'elles sont les plus longues, coupées en leur milieu par une journée de repos. Le nombre de centres équestres (neuf en 1973), leur dispersion facilitent l'organisation des randonnées, le repérage des chemins. L'avantage de la formule est de n'immobiliser l'agriculteur qu'un petit nombre de jours, sauf au plein coeur de l'été lorsque la fréquentation est très forte. Toutefois, l'essentiel des randonnées se fait en juillet-août. En 1973, les neuf centres ont enregistré aux alentours de mille six cents nuitées (77) ce qui représente une moyenne très insuffisante de six nuitées par cheval mais ne couvre pas la totalité de leurs activités équestres. Les difficultés financières, une mauvaise commercialisation, des avatars personnels, une dispersion des tâches ont entraîné des déboires et plusieurs centres ont fermé. Il n'en reste que sept en 1978. Les membres du SDARCETE évoluent de manière séparée. Le

problème essentiel est que les chevaux mangent toute l'année, qu'ils sont coûteux à entretenir s'ils n'ont d'autre utilité que le seul tourisme équestre. Il faut donc trouver des activités complémentaires ou allonger la saison. Certains, comme le centre de Kerguiniou à Plounevédé, regardent vers la Chambre de Commerce de Morlaix dans le but de mieux commercialiser leur randonnée hors-saison et placent l'hiver des chevaux chez les agriculteurs légumiers du Léon. D'autres plus proches de Brest comme le centre d'équitation de Kergroas à Gouesnou et même celui des abers à Treglonou s'orientent vers l'équitation traditionnelle, la compétition et prennent des chevaux en pension. Ils ont bénéficié en cela de l'échec financier du " Country Club " de Saint-Divy où l'un des plus beaux manèges de Bretagne a été transformé en entrepôts, les cavaliers se reportant sur les autres centres équestres existant. D'autres, comme le centre d'équitation du Cranou, se tournent vers des associations comme l'U.P.C.A. qui envoient des stagiaires hors-saison.

b) les randonnées équestres des agriculteurs angevins

L'Anjou a connu une organisation assez proche de celle du Finistère bien que le démarrage des randonnées équestres y ait été plus tardif. Le Carrousel de Saumur, le musée du cheval attirent en été des estivants qui cherchent fréquemment la possibilité de monter à cheval. Les clubs hippiques de la région tournés vers la compétition ne pouvaient les satisfaire. L'association tourisme en Saumurois a commencé vers 1969-1970 à se préoccuper de ce problème en incitant les clubs à pratiquer davantage le tourisme équestre et en commençant à inventorier et à baliser des sentiers. Pour la première fois en 1971, un dépliant du " tourisme équestre en Saumurois et sa région " voyait le jour. Il proposait aux cavaliers de courtes randonnées d'un à trois jours : trois clubs angevins (Baugé, Longué, Saumur) avaient répondu à l'appel ainsi que ceux de Moncontour (Vienne) et de Thouars (Deux-Sèvres). La difficulté

principale était le manque de relais et gîtes d'étapes d'où l'idée de s'appuyer sur les fermes qui possédaient des chevaux et dont certaines, telle celle de Jean VINCENT à Trêves-Cunault, commençaient à s'intéresser au tourisme (78).

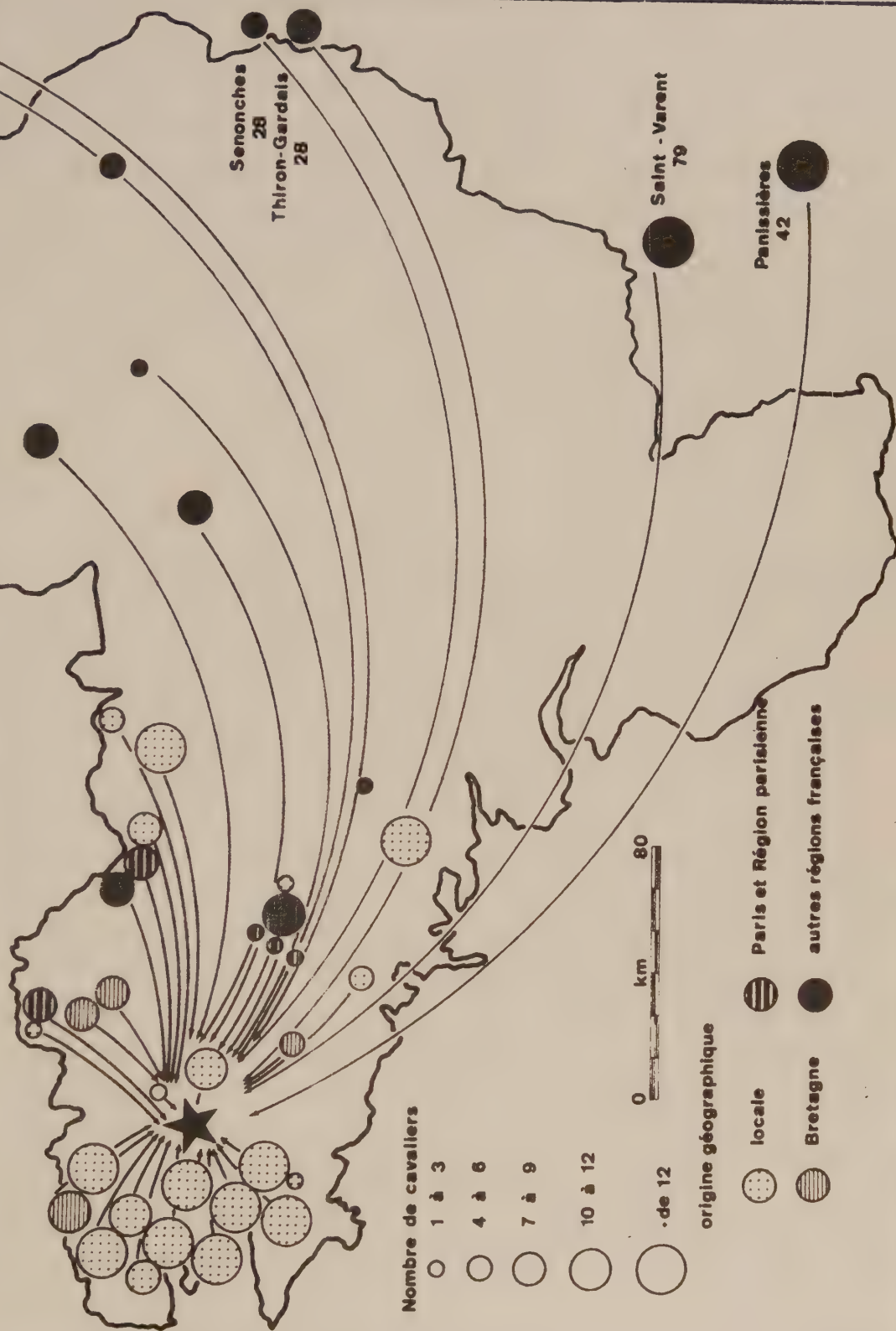
Jean VINCENT, issu d'une petite exploitation du Choletais (dix huit hectares en vingt-deux parcelles pour cinq enfants) est venu s'installer avec son frère en 1964 à Trêves-Cunault sur une des trois exploitations de soixante-dix hectares qui venaient d'être partiellement défrichées par la S.A.F.E.R. Personne dans la région ne voulait de ces terres sèches, boisées de pins, en arrière du coteau, propres uniquement à la culture des céréales à condition de défricher. En 1966, l'exploitation s'agrandit de dix hectares supplémentaires mais les deux frères se marient. L'exploitation est partagée (quarante hectares chacun). Pour vivre et rembourser les emprunts, il faut intensifier. Jean VINCENT, pour tirer partie de la paille, décide alors de se tourner vers la production de viande de cheval, valorisant ainsi sa paille en la transformant en fumier qu'il livre aux champignonnières du Saumurois (79). Il achète vingt-quatre poulains percherons en novembre 1966 et se lance dans la production de fumier dont les champignonnistes locaux sont avides puisqu'ils en font venir de Normandie et de la région parisienne (80). La production de viande et de fumier laissant une marge intéressante, Jean VINCENT décide en 1967 de passer de vingt-quatre à soixante chevaux, de construire un deuxième hangar car il est nécessaire pour produire le fumier d'élever les bêtes en stabulation libre. A partir de 1969, des amis commencent à lui demander de monter, sans ambition équestre, mais tout simplement pour avoir la possibilité d'effectuer des promenades en forêt. Pour cela, il n'est pas nécessaire de passer de longues heures à répéter des figures dans les manèges. Ces cavaliers décontractés sont chaque dimanche plus nombreux et demandent à Jean VINCENT de créer un club : le centre équestre de Trêves-Cunault est né. Jean VINCENT incorpore à son troupeau quelques bêtes plus calmes, ayant déjà été montées, qu'il achète en Espagne. Il connaît très vite beaucoup de succès car il offre tout ce que touristes et personnes en vacances dans la région

recherchent le plus : après quelques leçons, et en ayant soin de choisir pour chacun la monture appropriée, les cavaliers partent en promenade pour quelques heures ou une journée d'autant plus que la ferme, isolée, à l'écart des grands axes routiers, à proximité des bois, se prête particulièrement bien à ce genre d'activités. En 1970, il embauche deux ouvriers dont l'un possède le premier degré d'équitation. La coexistence des activités agricoles et équestres ne pose pas de gros problèmes. Le centre est ouvert de juin à octobre et, quand l'ouvrier préposé à l'équitation est libre, il travaille à la ferme. Jean VINCENT a compris que les randonnées sont ce que les touristes demandent le plus et s'efforce, en dehors de celles qu'il a déjà mises au point autour de son exploitation, de les améliorer. Dans le Saumurois, mais aussi dans le Segréen et le Baugeois, plusieurs centres équestres à la ferme sont nés. Avec l'aide du Comité départemental du Tourisme et du " Carrefour Anjou, Poitou, Touraine ", il entreprend de les relier, à l'image de ce qui se fait dans le Finistère. En 1973, des " chemins verts équestres " permettent de relier Trêves-Cunault à Corzé, Challain-La-Potherie, Le Lion d'Angers, Champigné, Montreuil-Bellay. Des randonnées de plusieurs jours sont organisées et la publicité touche la France entière et l'étranger. Elles fonctionnent bien pendant deux ans mais connaissent ensuite des difficultés liées à l'abandon de certains centres qui n'ont pas la solidité de celui de Jean VINCENT. Ce dernier en effet est le seul à avoir véritablement résolu le problème du devenir hivernal de ses chevaux. Le tourisme équestre n'est qu'un sous-produit de la production du fumier. Les chevaux de Jean VINCENT sont employés toute l'année et l'effectif de sa cavalerie est tel qu'il peut offrir une gamme extrêmement diversifiée de montures. Il n'en est pas de même ailleurs. A Challain-la-Potherie, aux confins de l'Anjou, de la Bretagne et du Maine, Emmanuel ROBERT exploite trente-deux hectares en polyculture-élevage et élevait des chevaux de selle. Il s'était lancé en octobre 1970 avec quatre chevaux. Pour occuper femmes et enfants pendant que le mari montait à cheval, il imagine des promenades en carriole. Il investit, vend des laitières, achète

des chevaux et une dizaine de carrioles. Le centre marche relativement bien grâce aux élèves du collège privé de Combrée et à une colonie de vacances de Choisy-le-Roi. Les premières années, les carrioles de Challain-la-Potherie sont soutenues par des reportages dans la presse mais, passée la première vague de curieux, la fréquentation se révèle insuffisante. Il faudrait augmenter l'importance du centre équestre mais que faire des chevaux pendant l'hiver, d'autant que Challain-la-Potherie est à l'écart des grands axes et très éloigné des principales villes. Les carrioles n'attirent pas grand monde en dépit de l'organisation de journées pique-nique. La mise sur pieds de randonnées dans cette partie du Segréen se heurte à l'hostilité des éleveurs de bovins et une querelle oppose les tenants du tourisme équestre aux agriculteurs de la F.N.S.E.A. et du M.O.D.E.F. au sujet de la voie ferrée désaffectée Segré-Candé. Les premiers voudraient voir les collectivités publiques l'acheter pour en faire des sentiers pédestres et équestres ; les seconds soutiennent les vingt huit exploitants riverains des dix-sept kilomètres de ligne et souhaitant récupérer les trente hectares de terre ainsi libérés. Les communes, comme Chazé-sur-Argos, moins acquises au tourisme que celles du Saumurois, donnent des avis défavorables à l'achat. Le château de Challain est vendu et la colonie de vacances disparaissant, une partie de la clientèle du centre équestre s'évanouit. Emmanuel ROBERT abandonne tout, comme Etienne FOUCHER au Lion d'Angers. Ce dernier qui exploitait trente hectares en polyculture-élevage et élevait des chevaux de selle s'était lancé également dans les randonnées, en 1971, avec quinze chevaux, tirant parti de la forêt domaniale de Longuenée distante de six kilomètres de son exploitation. Une rentabilité insuffisante le faisait abandonner en 1974. Les circuits et les étapes conçus à partir de ces centres équestres à la ferme ayant du mal à se maintenir, l'organisation des randonnées en Anjou s'est repliée autour du centre de Jean VINCENT qui prend dans les années 1973-1974 une nouvelle orientation. Des randonnées sont encore organisées mais elles franchissent moins souvent la Loire. Jean VINCENT a mis au point six itinéraires représentant quatre cent kilomètres qui peuvent le conduire jusqu'à Chinon, Baugé, Fontevault, Thouars et font de larges emprunts aux sentiers de grande

FIG.222

LIEUX DE DEPART DU RALLYE EQUESTRE DE BRASPARTS 1975



randonnée. La clientèle des premiers jours devient plus exigeante : le centre s'oriente vers l'école élémentaire d'équitation. Cela lui permet aussi d'organiser des séjours équestres pour les jeunes des colonies de vacances, nombreuses dans cette partie de l'Anjou.

Jean VINCENT traite directement depuis 1973 avec les Comités d'établissement de Jeumont-Schneider. Il accueille depuis 1975 des handicapés physiques et mentaux placés par petits groupes dans la région, qui viennent monter avec leur propre encadrement pendant les heures creuses du début de l'après-midi. Jean VINCENT est devenu responsable départemental de l'association régionale de tourisme équestre et il organise des rallyes qui constituent une autre forme du tourisme de randonnée.

c) les rallyes : ils constituent une forme particulière de randonnée plus facile à organiser car concentrée dans le temps et non renouvelable. Il est possible d'obtenir des autorisations de passage, de prévoir momentanément des relais, d'implanter provisoirement des tentes. Les rallyes sont généralement organisés par les associations régionales de tourisme équestre. Le plus important que l'Ouest ait connu est celui de Brasparts du 18 au 20 juillet 1975. Il mobilisa près de quatre cents cavaliers répartis en quarante-quatre équipes qui convergèrent en plusieurs étapes vers Brasparts. Certains, comme les cavaliers de l'Etrier pannissiérois (Loire) avaient parcouru près de neuf cents kilomètres et étaient partis le 10 juillet. Plusieurs étaient venus directement de leur club de la région parisienne. Les centres équestres bretons avaient préparé leurs randonnées auxquelles participèrent des cavaliers venus de la France entière. Le point de ralliement choisi et le développement du tourisme équestre dans le Finistère rendent compte de la forte participation des clubs finistériens (49 % des cavaliers). Inversement, la participation insignifiante des clubs de Basse-Normandie et des Pays de la Loire traduit la faible implantation des associations

régionales de tourisme équestre.

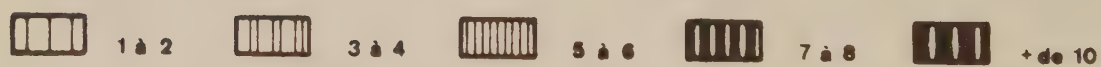
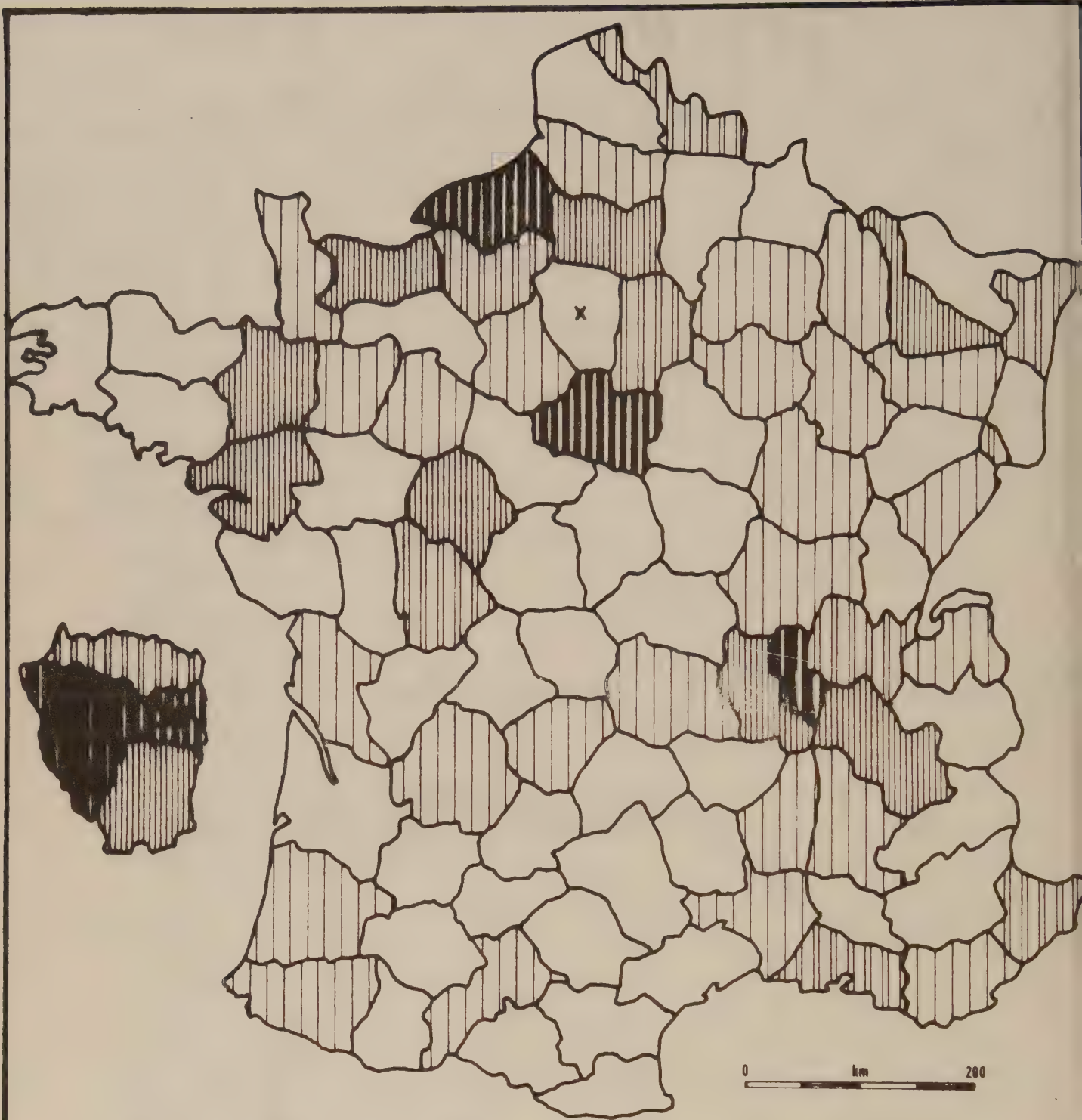
3) les voyages en roulotte

Depuis 1970 se sont développées en France des formules de "vacances insolites" qui sont à la frange du tourisme équestre et qui reposent sur des randonnées de quelques jours à plusieurs semaines avec un attelage (char à banc, roulottes, calèche, carriole, tilbury etc...). La formule, inspirée de l'Irlande, a connu en France un vif succès dans le Lot, le Limousin et la Bretagne. Certaines initiatives comme celles des promenades en tilbury de Chateaufort-du-Faou se sont soldées par des échecs retentissants mais d'autres se sont maintenues, notamment les roulottes dont le nom s'est maintenant imposé pour caractériser cette forme particulière de tourisme équestre (81). Deux subdivisions peuvent être faites au sein de ces voyages en roulottes. La première concerne des attelages faiblement équipés avec lesquels les vacanciers se déplacent sur des itinéraires fixés à l'avance et balisés mais qui n'assurent pas l'hébergement. L'estivant a recours aux moyens traditionnels d'hébergement (chambres d'hôte, camping, hôtel, gîte rural etc...). La seconde est relative aux roulottes bien équipées qui assurent grâce à un aménagement adéquat, le transport et l'hébergement. Ce sont les formules les plus séduisantes et qui assurent la plus large indépendance. Il est nécessaire toutefois de prévoir un réseau de relais pour parquer la roulotte le soir et mettre le cheval au pré. Nous présenterons un exemple de chacun des deux types, présents dans l'Ouest, en commençant par celui des roulottes qui fut le premier à y voir le jour.

a) les roulottes hippomobiles de Locmaria-Berrien et de Tessé-la-Madeleine

" L'association pour la promotion des vacances équestres en





**ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES LOUEURS D'UNE ROULOTTE
HIPPOMOBILE A LOCMARIA-BERRIEN**

(1975) FIG.224

Armorique " (A.P.V.E.A.) rassemblant une dizaine de Finistériens est née en septembre 1971 d'un voyage organisé en Irlande par la Chambre de commerce et d'industrie de Morlaix. Cinquante roulottes furent construites par des artisans de Chateauneuf-du-Faou, Saint-Hernin, Carhaix et soixante-dix chevaux achetés avec l'aide des haras nationaux, en moins d'un an. En avril 1972, les premières roulottes partaient sur les neuf itinéraires thématiques d'où étaient exclues les routes trop fréquentées et les côtes trop raides (82). Le chemin de halage du canal de Nantes à Brest remis en état par le syndicat de la vallée de l'Aulne et les emprises de l'ancien réseau ferré breton ont été utilisés mais l'essentiel repose quand même sur les chemins départementaux. Deux circuits joignent Locmaria à la mer de part et d'autre de la rivière de Morlaix, où les vacanciers sont invités à séjourner. Un troisième circuit descend jusqu'au Faouët en Morbihan et permet la traversée des Montagnes Noires. Les autres sont circonscrits aux Monts d'Arrée, ce qui entraîne des recoupements. Les tracés ne sont pas motivés uniquement par le souci de la découverte la plus complète de la région. Ainsi le circuit dit des enclos paroissiaux passe à trois kilomètres de Saint-Thégonnec sans prévoir d'arrêt. C'est qu'il a fallu tenir compte de la nécessité de trouver des fermes pour les arrêts du soir : donner un pré, aider le vacancier souvent maladroit à dételer sa roulotte, bavarder avec lui sont des tâches qui répétées chaque soir, à l'heure de la traite, rebutent plus d'un agriculteur, créent un surcroît de travail et une perte de temps pour celui qui n'aime pas par-dessus tous les contacts humains d'autant plus que la rémunération est faible. C'est la difficulté majeure rencontrée par cette forme de tourisme itinérant, ainsi que l'a montré B. MAHERAULT qui a enquêté auprès des ruraux accueillant les roulottes (83).

Elles sont nées en Normandie plus tardivement, en 1973, à l'initiative de deux agriculteurs, René BOULANGER qui exploitait quarante-deux hectares à Romagny et Jean DINARD, éleveur de chevaux des Loges-Marchis. Le premier achète en 1972 la ferme de l'Abbaye blanche de

Mortain (seize hectares) et entreprend d'y aménager un centre équestre après y avoir fait des investissements considérables (manège couvert, carrière, parcours de cross, gîte rural, dortoir...). Le second apporte ses roulottes construites à Saint-Hilaire-du-Harcouët sur un modèle très proche de celui de Locmaria-Berrien. Le centre équestre de l'Abbaye blanche sert d'étape sur un itinéraire des abbayes qui conduit l'estivant de Mortain à Hambye et au Mont-Saint-Michel pendant l'été 1973. L'association de René BOULANGER et de Jean DINARD ayant cessé, ce dernier regroupe ses roulottes (sept puis dix-neuf) dans le parc du château de Tessé-la-Madeleine, près de la station thermale de Bagnoles de l'Orne. Les roulottes de Normandie sont nées et vont se développer alors que le centre équestre de l'Abbaye blanche rencontre d'énormes difficultés financières qui vont aboutir à sa fermeture en 1977. Cinq itinéraires sont proposés, d'une à deux semaines à travers le Domfrontais, les Alpes mancelles, les châteaux médiévaux de la région de Lassay, Carrouges et la forêt d'Ecouves, la forêt d'Andaine.

Ces roulottes de l'Ouest ont bénéficié, au départ, d'une large publicité faite par la presse régionale et nationale, la radio, la télévision mais celles de Locmaria-Berrien comme celles de Tessé-la-Madeleine ont confié leur commercialisation à " Hobby Voyage ", une agence parisienne spécialisée dans la vente de vacances insolites et regroupant également les roulottes du Périgord et du Limousin. Les locations se font par semaine de fin mars à fin octobre. Nous avons cherché à connaître de manière précise la clientèle de ces " estivants insolites " en dépouillant pour 1975 le fichier des inscriptions des roulottes de Locmaria-Berrien. Sur trois cent quarante-deux roulottes louées, cent six le furent à des étrangers, ce qui correspond à un pourcentage très élevé (31 %). Au sein de ces étrangers, les Allemands viennent largement en tête (47 %) suivis à égalité (23 %) des Belges et des Suisses. Les autres nationalités sont peu représentées (Espagnols, Italiens, Hollandais, Danois). Plusieurs traits méritent d'être signalés : le faible poids des Hollandais (2 %) et l'absence de Britanniques qui peut être

imputée au fait que cette forme de vacances, pratiquée depuis longtemps en Irlande, les attire peu. Les Français viennent essentiellement, comme le montre la carte, de la région parisienne (38 % des nationaux dont 21 % pour la seule ville de Paris) et de la région lyonnaise mais plusieurs faits peuvent également être notés. Les départements français à l'Est d'une ligne Montpellier-Sedan ont fourni une large part des vacanciers alors que le Centre, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest n'ont qu'une très faible représentation. L'existence de possibilités de vacances en roulotte dans le Limousin et le Lot ne doit pas y être étrangère. La situation de la Bretagne est assez paradoxale. Les estivants viennent uniquement de Rennes et de Nantes alors que les trois départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan pour qui la formule est bien connue, n'ont fourni personne. Nous avons pu identifier l'appartenance socio-professionnelle de cent soixante-quatre loueurs de roulettes français sur les deux cent trente-six et dresser le tableau ci-dessous :

Tableau 164 : composition socio-professionnelle des estivants
français ayant loué une roulotte à Locmaria-Berrien (1975)

! Agriculteurs	! 0,61	! Ouvriers	! 2,44	!
! Patrons de l'industrie	!	! Personnel de service	! 3,05	!
! et du commerce	! 13,41	! Autres catégories	! 3,66	!
! Cadres supérieurs et	!	! Retraités et non	!	!
! professions libérales	! 31,71	! actifs	! 7,32	!
! Cadres moyens	! 20,12	! TOTAL	! 100	!
! Employés	! 17,68		!	!
!	!		!	!

Cette forme de randonnée est coûteuse (1 600 F la semaine en haute saison, sans l'assurance : 30 F par adulte et 15 F pour les enfants de moins de 12 ans, tarif 1978 ; et sans l'indemnisation des fermes-relais

qui est de 10 F par nuit). Aussi 65 % des vacanciers sont-ils issus des classes sociales aisées. Les ouvriers sont très peu nombreux. La situation est analogue en ce qui concerne la location des roulottes normandes (84) et se trouve confirmée par des enquêtes effectuées auprès des "roulottiers" eux-mêmes (85). Les âges nous sont connus pour cent quatre-vingt neuf chefs de famille français. Ils sont compris entre dix-neuf et soixante-treize ans mais l'analyse détaillée traduit une nette supériorité des jeunes adultes. C'est la classe des trente ans qui est la plus nombreuse (15 cas) et l'âge moyen est de trente-quatre ans. Dans 90 % des cas, il s'agit de familles de deux enfants, la roulotte étant équipée pour quatre personnes.

b) les attelages sans hébergement incorporé

En juillet 1973 naissait, sous l'influence des roulottes hippomobiles de Locmaria-Berrien, une société à responsabilité limitée, comprenant trente actionnaires (parts de 500 à 1 000 F) qui se proposait de commercialiser des vacances en "chars à bancs" en Bretagne intérieure. La société s'installa dans les dépendances du manoir de Saint-Péran-en-Glommel et réussit à proposer aux estivants une vingtaine d'attelages. En 1973, les débuts furent difficiles en raison du caractère un peu improvisé de l'opération. En 1974, des efforts sont entrepris pour trouver des hébergements en gîtes ruraux, chambres d'hôte ou plus simplement une chambre dans une ferme. Les itinéraires sont améliorés et constitués d'étapes journalières de vingt à vingt-cinq kilomètres mais le manque de relais, une mauvaise gestion entraînent des difficultés pour la société "Bretagne-attelages". Elle allait repartir en 1978 sur des bases nouvelles en se transformant en "Comité de Promotion du Tourisme en attelages légers" (COPROTAL). Son siège était fixé désormais au manoir de Kéringamp en Rostrenen. Deux formules sont proposées. La première

s'adresse aux comités d'entreprise qui envoient des groupes de vingt-cinq à quarante personnes logés dans un hôtel proche du manoir. Ces groupes venus principalement de la région parisienne, sont accueillis au printemps et à l'automne pendant le week-end. Aux randonnées s'ajoutent le soir des veillées avec danses et crêpes. La seconde est destinée, pendant l'été, aux familles qui louent à la semaine. Le COPROTAL dispose de six relais-gîtes (Maël-Carhaix, Saint-Gilles-Pligeaux, Saint-Mayeux, Glomel, La Trinité-Langonnet, le Saint) et de onze attelages. Les vacanciers achètent donc un forfait correspondant à la randonnée mais aussi à l'hébergement et à la demi-pension. Mais le nombre de relais est insuffisant. Les propriétaires de chambres d'hôtes ou de gîtes sont en effet peu intéressés par cette formule car ils louent facilement leur gîte à la semaine ou au mois pendant la saison d'été alors que le remplissage quotidien par des randonneurs en chars à bancs n'est pas assuré. Par contre, la formule les intéresse hors-saison.

Le tourisme équestre est celui qui suscite le plus d'engouement comme l'atteste la reprise de l'élevage du cheval de selle et l'attrait qu'il exerce sur les jeunes citadins. Il bénéficie de l'appui des haras, administration ancienne et puissante mais il se heurte à des difficultés que ne rencontrent pas les autres formes du tourisme de randonnées. Il tente de se développer soit à partir des vieilles infrastructures existantes comme les sociétés hippiques mais se heurte à certaines incompatibilités et réticences soit en suscitant des formes nouvelles d'organisation tournées plus spécialement vers la randonnée équestre. Dans tous les cas, il se maintient difficilement car il fait appel à des équipements vivants, les chevaux, qui doivent être nourris, entretenus et soignés tout au long de l'année, alors que la saison touristique même allongée de quelques week-ends reste très brève et qu'un tel tourisme ne peut descendre en dessous d'un seuil d'une dizaine de chevaux. Ce caractère fondamental, trop souvent négligé, explique la disparition chaque année d'un grand nombre d'établissements rendant difficile l'organisation du tourisme équestre au niveau régional. Dans quelques cas, des établissements réussissent à vivre sans subvention parce qu'ils reposent sur des astuces

permettant d'occuper les chevaux en dehors des deux mois d'été (production de fumier, placement chez des agriculteurs, équitation scolaire...) mais les conditions géographiques, sociales et économiques font que ces solutions ne sont pas généralisables.

CONCLUSION

Le tourisme de randonnée fluviale, pédestre ou équestre facilite la pénétration des estivants dans les campagnes les moins touchées par les flux touristiques habituels et permet de valoriser un patrimoine longtemps méconnu. Il ne mobilise cependant qu'une très infime proportion de vacanciers tout en nécessitant des infrastructures et des moyens dont la mise en oeuvre va parfois à contre-courant de l'évolution actuelle de l'agriculture et du monde rural (déclassement des voies navigables, disparition des chemins ruraux, abandon du cheval...) ce qui explique ses nombreuses difficultés. Pour tenter d'y remédier, les pouvoirs publics, après avoir adopté des mesures ponctuelles, semblent vouloir mener depuis 1974 une politique plus globale reposant sur l'ouverture des espaces au tourisme et sur l'aide à des équipements polyvalents (sentiers pédestres et équestres à partir des anciens chemins de halage mieux entretenus, gîtes d'étapes couplés à des relais nautiques etc...). Une des illustrations de cette prise en compte du tourisme de randonnée dans l'aménagement de l'espace rural est la mise en chantier des plans départementaux de tourisme équestre et pédestre. Il est trop tôt cependant pour enregistrer géographiquement sur le terrain le résultat de ces actions. Le tourisme de randonnée repose encore, et semble-t-il pour longtemps, sur des bases fragiles et mal assurées.

NOTES

- 1) Vers un développement accéléré du tourisme sur les voies navigables
GONATEF Informations - juin, juillet 1971 - Etudes et enquêtes sur
le tourisme - 12 pages.
- 2) TEXIER Edmond - Tableau de Paris - 1852
- 3) Paris au bord de l'eau - L'Illustration - 5 août 1843.
- 4) GLANDAZ A. - Les croisières en rivière - Revue du T.C.F. mars 1904 -
p. 98-99.
- 5) GLANDAZ A. - Le canoë-club - Revue du T.C.F. - 1904 - p. 247-249.
- 6) RONDET-SAINT Maurice - L'aménagement des rivières en vue du tourisme -
Revue du T.C.F. - 1904 - p. 148-152.
- 7) LARUE P. et MONTALANT J. - La descente de l'Orne d'Argentan à Caen
en canoë - Revue du T.C.F. - août 1912 - p. 413-416.
CLINCHAMP Pierre - La vallée de l'Orne et ses légendes - revue du
T.C.F. - déc. 1934 - p. 393-397.
- 8) GLANDAZ A. - Tourisme nautique : trente ans d'action et de propagande -
revue du T.C.F. - mars 1936 - p. 73-75.
- 9) DESRIVES Jean - Fleuves et rivières de l'Ouest - Revue du T.C.F. -
mai 1931 - p. 129-134.
- 10) GAZEAU V. - L'Anjou en bateau - Le Pays d'Anjou - revue de l'Union
des syndicats d'initiative de l'Anjou - 1924.
- II) NUGUE G. - Récit de croisière : en basse Vilaine - Revue du T.C.F. -
nov. 1927 - p. 245-247.

- 12) Nous tenons à les remercier pour l'aide apportée à nos recherches (renseignements oraux, mise à disposition d'archives privées...)
PRIOU Maryvonne - Le tourisme fluvial dans les Pays de la Loire : état, possibilités, problèmes d'aménagement - 1973 - 207 p.
Université de Nantes.
- 13) Jacques COMBIER, plaisancier et courtier maritime à Nantes et M. DENOVAL, Directeur des pétroles de l'Ouest et Président de l'Union des usagers des voies navigables de l'Ouest.
- 14) NORMAND G. - Le tourisme nautique intérieur, source de richesses nouvelles pour les régions agricoles - Cahiers du CENECA - 1970 - p. 374-375.
- 15) LATARJET Francis - Propositions pour une politique de développement du tourisme fluvial - Secrétariat d'Etat au tourisme - Service d'étude d'aménagement touristique de l'espace rural - 1974 - 50 p.
- 16) Service régional de l'équipement des Pays de Loire : le tourisme fluvial dans les Pays de Loire - Juillet 1973 - 189 p.
- 17) Service régional de l'équipement : l'aménagement des voies d'eau de la région des Pays de Loire - avril 1977.
- 18) De plus, des contrats d'étude furent signés en 1977 entre le Service régional de l'Equipement et la société " Petrel " portant sur l'aménagement de la base de Nantes, et sur la rivière la Mayenne. On consultera également l'étude de Hélène JONAS : " Tourisme fluvial. Description, fonctionnement, réglementation et coûts d'exploitation des réseaux des voies navigables du Centre et de l'Ouest ". Centre d'Etudes supérieures du Tourisme et Secrétariat d'Etat au Tourisme - 1976 - 111 p.
- 19) Préfecture de région de Bretagne - Mission régionale - Etude de rentabilité de l'exploitation touristique des voies d'eau intérieures en Bretagne - BERU et SODETEG - avril 1972 - 85 p.

- 20) Nous tenons à remercier tout particulièrement MM. JEANNET et RAOU pour les larges facilités accordées dans le dépouillement des documents. Le département de Maine-et-Loire est le seul de l'Ouest à posséder des séries statistiques complètes depuis 1826 (hauteurs d'eau) et un authentique service d'archives.

- 21) Michel PIERRE - Evolution et perspectives de la navigation de plaisance en Bretagne - Bulletin de conjoncture régionale - n° 1-2-1968 - 15 p.

- 22) Les demandes enregistrées à Paris concernent uniquement celles des plaisanciers effectuant un trajet relativement long sur les voies françaises. D'autres demandes, pour des déplacements limités étaient faites dans les Directions Départementales de l'Equipement.

- 23) Nous tenons à remercier M. Robert CUNY (Ministère de l'Equipement - Bureau des Voies navigables) qui a bien voulu nous recevoir et nous communiquer les résultats de cette étude diffusée en un nombre très restreint d'exemplaires. On se reportera à : A.C.T.- Le tourisme fluvial en 1974 - Données statistiques - 95 p. mars 1975.

- 24) Comité de Promotion touristique des canaux bretons - liaison Manche-Océan - 3ème édition 1966 - 62 p. ; canal de Nantes à Brest et Blavet - 32 p. ; Loire, Sèvre nantaise, Sarthe, Mayenne, Oudon - 30 pages.

- 25) La nomenclature utilisée est variable. Nous entendons par " base nautique " un véritable port de plaisance jouissant de tous les services et de toutes les installations y compris l'hivernage (bassin abrité équipé de pontons et de bouées, grue, équipement à quai, service de surveillance etc...). Le " relais nautique " possède des équipements d'hébergement et de service mais plus limités que dans les bases. Les " haltes nautiques " sont de simples appontements possédant un téléphone, une prise d'eau, des bacs à ordures, un panneau d'informations.

- 26) Le port de Redon - plaquette éditée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes - février 1975 - 35 p.

- 27) GAUTIER Marcel - La Bretagne centrale - Etude géographique 1947 - 453 pages.
- 28) Enquête auprès de M. L. HENAFF - Directeur de S.B.D.M.-Nautique - Quimper - 1977.
- 29) VALLAUX Camille - La Basse-Bretagne - Etude de géographie humaine - Thèse de Doctorat - Paris 1907 - 312 p.
- 30) Il s'agit des écluses : Gué de l'atelier, La terrier, La prée, La Paudais, Bougard, Barel, La Touche, Melneuf, Les Bellions, Saint-Nicolas-de-Redon.
- 31) DION R. - Le Val de Loire - Etude de géographie régionale - Tours 1934 - 752 p.
DION R. - Histoire des levées de la Loire - Paris 1961 - 312 p.
BABONAUX Y. - Le lit de la Loire - étude d'hydrodynamique fluviale Paris - Bibliothèque nationale - 1970 - 250 p.
- 32) FRAYSSE J. et C. - Loire angevine et Maine : mariniers et riverains d'autrefois - Cholet - 1974 - 168 p.
- 33) BOMER B. - Aspects et évolution du lit mineur de la Loire entre les confluent de la Vienne et de la Maine - Actes du 97ème Congrès national des Sociétés savantes - Nantes - 1972 - p. 15-21.
- 34) Citons les exemples de M. BOUTIN-DESVIGNES qui rend régulièrement visite à sa famille de Segré à Villebernier en utilisant son bateau et M.C. qui se rend chaque année de Gennes à La Baule par la voie d'eau.
- 35) La Marche - Revue du T.C.F., avril 1899, p. 143-145.
- 36) Les excursions pédestres du T.C.F. - Année 1927-1928, revue du T.C.F., décembre 1927, n° 7
- 37) CHABROT - La côte du Léon - une semaine de tourisme pédestre de Morlaix au Conquet - Revue du T.C.F. juillet 1934, n° 476.

- 38) Alain JOUNO - Les sentiers pour les promenades pédestres en Bretagne - Mémoire de l'Ecole nationale supérieure d'Agronomie de Rennes, 2 vol, octobre 1974, 63 pages plus cartes.
- 39) A partir d'enquêtes orales menées en juillet 1977 auprès de M. COURCAULT (Faye d'Anjou), Chiron (Saint-Aubin de Luigné), Mousseau (Saint-Lambert du Lattay).
- 40) Comité d'Expansion économique du Maine-et-Loire : Livre blanc des cantons de Chalonnes, Thouarcé - Mars 1975, 176 p.
- 41) Louis RAIMBAULT - Histoire du canton de Thouarcé et des communes environnantes - 1875, réédité par l'union culturelle des Jeunes de Vauchrétien - 1975, 243 pages.
- 42) Jean BELLARD - Sentiers et randonnées d'Anjou - Fayard, 1977, 255 p.
- 43) R. SIROUX - Les sentiers de grande randonnée - Revue forestière - Nov./déc. 1970, p. 671-679.
- 44) voir le bilan des subventions dans " Informations-sentiers " n° 31, avril 1976. " Sentiers et administrations ". En 1975, la subvention tous ministères réunis a été de 225 000 F pour un budget de 2 384 859 F
- 45) Enquêtes orales auprès de nombreux randonneurs et particulièrement ORAIN (Lannion), BOUSSEAU et BELLARD (Saumur).
- 46) E. ORAIN, J. LEMAITRE - Naissance du GR 34 : Le Tro-Breiz - Informations sentiers - avril 1977, p. 12-14.
- 47) Il est nécessaire de distinguer les " voies communales " (appelées autrefois " chemins vicinaux " ou " chemins ruraux reconnus ") qui sont inaliénables et les " chemins ruraux " qui le sont. On verra à ce sujet :

- P. LADEN - Préliminaires à l'étude de la conservation et de l'aménagement des chemins ruraux. Mémoire de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes - septembre 1974, 141 pages.
 - ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 et décret n° 69-897 du 18 septembre 1969.
- 48) Nous tenons à remercier B. WOIMANT qui nous a autorisé à dépouiller en 1977 les bulletins d'adhésion à " Informations-Sentiers ". Ces derniers ne donnent pas certes une image parfaite des randonneurs mais permettent de dégager les traits dominants de cette clientèle. Ces bulletins contiennent des renseignements précieux : Nom et adresse de l'adhérent ; nationalité ; année de naissance ; profession et situation de famille. Nous avons éliminé les bulletins émanant d'associations, ne retenant que les adhésions individuelles. 1 175 bulletins donnaient l'adresse, 673 l'âge, 698 la profession. Nous compléterons ce dépouillement par le résultat d'une enquête faite par le Comité des Sentiers de grande randonnée sur les acheteurs de topo-guides de 1973, 1974, 1975 (1 414 fiches). Les résultats ont été publiés dans " Informations-Sentiers " n° 31 - avril 1976, p. 14-15.
- 49) Voir particulièrement les numéros de 1904 (p. 391, 498 à 500, 544 à 546) et 1905 (p. 2 à 4, 74 à 77, 393 à 396).
- 50) Henri BLANC - L'élevage du cheval en France - Cahier des Ingénieurs Agronomes, 1975 , n° 297, p. 11 à 16.
- 51) Paul MAURICE - Rétrospective du tourisme équestre et de l'A.N.T.E. in " Plaisirs Equestres " - N° spécial Tourisme équestre - Avril 1971.
- 52) Maurice DUMONT - Le VI° rallye équestre à Saint-Malo et au Mont-Saint-Michel - Revue du T.C.F., nov. 1966, p. 954-955.
- 53) M.C. le BOURDONNEC - Mes randonnées équestres - Crépin Leblond, 1967, 238 pages.
- 54) BONNAFONT Claude - Le poney en France - Connaissance de la campagne, hiver 1972-1973, p. 44 à 51.

- 55) Louis DE PAS - Un centre initiation équestre dans une exploitation agricole - Communication aux journées des C.E.T.A., 1971, vers l'entreprise agricole de 1975.
- 56) Gérard GRIPERAY - Au galop à travers la France - Information agricole, juin 1967.
- 57) F.N.S.E.A. - Comment organiser le tourisme équestre en milieu rural - 1972, 84 pages.
- 58) FALLEVOZ Jean - Le développement des activités équestres - Espaces 1971, n°4 , p. 27-29.
- 59) M. JOURDANNE - L'Agriculture face au développement de l'équitation en France - Cahiers du CENECA, 1966, p. 404-410.
- 60) Décret n° 71-673 du 11 août 1971 portant création et organisation d'un Comité interministériel de l'équitation, d'un conseil supérieur de l'équitation et de conseils hippiques régionaux (J.O. du 15 août 1971, p. 8 131).
- 61) S.E.T.O. - Le marché des cavaliers en France, 1972.
- 62) Circulaire interministérielle en date du 18 décembre 1974, relative aux itinéraires touristiques pédestres et équestres.
- 63) Pour la Normandie, on se reportera à la thèse de A. FREMONT : L'élevage en Normandie, 1967, 2 vol.
 Pour la Bretagne : OLIER E., ROUGER Y., STEVENON E. - Les chevaux armoricains et bretons - Penn ar Bed - n° 87 , 1976, p. 479-493.
 - Le Cheval et la Bretagne - Plaquette réalisée à l'occasion du IV° rallye national 1964, Crépin-Leblond, 75 p.

- 64) DUPOUY François - Le cheval en France : élevage, équitation, courses.
Notes et Etudes documentaires, mai 1977, n°4378-4379, 55 pages.

- 65) JOURDANNE - Les haras nationaux et l'organisation de la production
du cheval en France - Cahier des Ingénieurs agronomes, 1967, n° 218
p. 16 - 19.

- 66) Liste fournie aimablement par la Fédération Nationale des Sociétés
de courses de France et la Société d'encouragement à l'élevage du
cheval français.

- 67) Particulièrement " le guide annuaire du Cavalier " édité par la
Fédération Française des sports équestres et le groupement hippique
national - Edition CAPE ; le guide d'Agnès LAMOUREUX " Où monter à
cheval " - Hachette ; le guide du tourisme équestre en France de
l'ANTE ; le guide du tourisme équestre à la ferme (FNSEA) ; liste
des poney-clubs affiliés au poney-club de France et publicités
équestres éditées par les Comités départementaux du Tourisme et les
associations régionales de tourisme équestre.

- 68) P. de CHESSE - Equitation et droit - Crépin-Leblond, 1976, 191 pages.

- 69) Question écrite de Marc BECAM - Assemblée nationale - Séance du 20.5.70
et réponse des services du ministère de l'agriculture ; questions de
M. ROSSI - Assemblée nationale - 2 déc. 1971 et 19 février 1972 et
réponse du ministre de l'Economie et des Finances. Il apparaît dans
les réponses du ministère des Finances que les éleveurs qui destinent
les chevaux à la location sont imposables à la contribution des patentes
et que ces locations sont soumises obligatoirement à la TVA au taux de
20 %. Par contre, lorsque les agriculteurs sont assujettis à la TVA
au titre de leurs activités agricoles et que les recettes provenant
de l'activité de loueurs de chevaux ne dépassent pas 10 % du chiffre
d'affaires annuel total, toutes les activités peuvent être confondues
et soumises au régime d'imposition simplifié des exploitants agricoles.

- 70) Enquêtes orales auprès de son président Maître RIHOUAY, Notaire à Pontivy et divers membres de l'ARTEB - On se reportera également à différentes publications de l'ARTEB et notamment :
- le tourisme équestre en Bretagne - 1971, 1975, 146 pages
 - le tourisme équestre en Bretagne - 1976, mai, 77 pages.
- 71) Edouard de FROTTE - L'animation de la forêt normande par le tourisme équestre - Espace 90, mai-juin 1969, n° 4 - p. 19 à 24.
- 72) D D A de l'Orne - Schéma départemental des Sentiers de randonnée pédestre et équestre, janvier 1975, 21 pages plus cartes.
- 73) Secrétariat d'Etat au Tourisme - L'aménagement du Perche - évolution 1970-1973, 110 pages.
- 74) S E P R A - Plan d'aménagement rural de Mortagne : le développement touristique, déc. 1972, 34 pages plus annexes.
- 75) Enquêtes orales auprès de Yvon MORVAN (Saint-Ségal) et de plusieurs membres du SDARCETE. Nous tenons à remercier plus particulièrement E. OLIER, responsable du centre équestre de La Muserolle à Rennes, fils d'un éleveur de chevaux de Pleyber-Christ, qui nous a introduit dans le milieu des éleveurs léonards.
- 76) DENIEL M. - Le développement des activités équestres dans le Finistère : la contribution des agriculteurs, cahiers du CENECA, 1971, p. 270-271.
- 77) Groupe de travail finistérien - Propositions pour un centre de tourisme éclaté en Bretagne, 1974, 81 pages.
- 78) Enquêtes orales auprès de Jean VINCENT (Trêves-Cunault), d'Emmanuel ROBERT (Challain-la-Potherie), d'Etienne FOUCHER (Le Lion d'Angers), de Roger BRUNEAU (Champigné).

- 79) LARTAUT Jean - La culture des champignons dans l'Ouest de la France - Norois 1965, avril-juin, p. 201-213.
- 80) GOUHIER Jean - Valorisation des déchets et espace géographique : des exemples caractéristiques dans l'Ouest de la France - Communication au Congrès de l'A.F.A.S., Rennes, Juillet 1977.
- 81) Hubert DELESTREE - Le tourisme insolite : évolution du tourisme équestre - in Rapports et communications au 24ème Congrès de l'AIEST, septembre 1974, p. 75-78.
- 82) Vallée de l'Aulne et montagnes noires, vallée de l'Hyères, le parc naturel d'Armorique, les chapelles, sites et monuments méconnus, de la campagne à la mer, les monts d'Arrée, les enclos paroissiaux, à la découverte des artisans.
- 83) MAHERAULT Bernard - Le parc naturel régional, facteur d'intégration des ruraux aux activités physiques de loisir en pleine nature - Thèse de 3ème cycle, Paris VII, 218 pages.
- 84) Compte-rendu d'activité - Vacances en roulottes en Normandie, 1974.
- 85) J.Y. PETITEAU - Les nouvelles formules de vacances - ALCOA. 130 pages, 1974.

CHAPITRE E

LES STATIONS VERTES DE VACANCES DANS L'OUEST

Le label " Station Verte de Vacances " cache une grande diversité de cas dont le point commun est de développer le tourisme rural de manière globale en valorisant l'ensemble des activités récréatives de la commune en y associant les populations permanentes.

I. CARACTERES GENERAUX DES STATIONS VERTES

A - sources et méthodologie

Nous nous sommes efforcés de combiner l'analyse de sources de nature différente afin de diversifier les approches concernant les Stations Vertes de Vacances. Notre étude n'aurait pas été possible sans le concours actif de François BROU, fondateur de l'association des Stations Vertes qui nous a accueilli, conseillé, informé, introduit.

Nous avons pu dépouiller tous les annuaires des Stations Vertes. Ils donnent chaque année la liste des stations homologuées et postulantes avec pour les premières, des indications relatives aux moyens d'accès, aux distractions, équipements de loisirs, aux possibilités d'hébergement. Ces annuaires sont précieux pour l'approche générale des Stations Vertes, de même que l'enquête nationale réalisée en 1973, sur la fréquentation globale des stations et les types de clientèle et sur les difficultés rencontrées. Nous avons complété cette information générale par le dépouillement systématique (1) au siège de l'association (2) des dossiers concernant toutes les stations homologuées et postulantes de l'Ouest de la France. En effet, la procédure de classement donne lieu à de nombreux échanges de lettres et à la constitution d'un dossier très complet, accompagné

de pièces justificatives (arrêté de classement des terrains de camping, des hôtels, délibérations du conseil municipal etc...). Il est accompagné d'illustrations photographiques et de tous les dépliant publicitaires édités au plan local. On y trouve parfois d'intéressantes notes concernant l'histoire du tourisme dans la commune.

La demande d'admission, obligatoirement remplie, mentionne les attraits et richesses touristiques situés à moins de 2 km de l'agglomération et celles situées dans un rayon de 20 km ; l'équipement d'hébergement soigneusement détaillé (capacité d'accueil, degré de confort, nom des propriétaires, classement etc...) ; les équipements de loisirs (piscine ou baignade, terrains de jeux, salle de réunion, jardin public, accueil) ; les services, l'esthétique ; on mentionne enfin la liste des équipements à compléter.

Cette documentation dont la valeur est exceptionnelle est soigneusement archivée au siège des Stations Vertes, à la Préfecture du Mans. Elle nous a permis d'étudier d'une manière systématique et sans aucune exception, les conditions et les caractéristiques de l'implantation des Stations Vertes dans l'Ouest. Ceci fut complété par l'envoi d'un court questionnaire adressé aux mairies, orienté essentiellement sur le problème des financements par les communes des équipements touristiques. Nous avons tenu à prendre un contact direct avec toutes les Stations Vertes homologuées et postulantes par des visites parfois courtes mais souvent fructueuses et enrichissantes (entretiens avec le maire, le secrétaire de mairie, le responsable du Syndicat d'initiative, le gestionnaire du terrain de camping, les hôteliers etc...).

B - Pourquoi les Stations Vertes de Vacances ?

La création des Stations Vertes a été entourée en 1964 d'une philosophie particulière quant à l'avenir et à l'organisation des vacances.

C - Le contenu de la Charte des Stations Vertes

L'attribution du Label est assujettie à l'adhésion et au respect de la Charte composée de sept points essentiels :

- l'attrait naturel : ne peuvent postuler que les localités dont la population agglomérée est inférieure à 10 000 habitants, et qui présentent un attrait naturel pour des séjours à la campagne : rivière, plan d'eau, forêt ou site pittoresque dans les limites d'une promenade pédestre. Sur cet aspect qualitatif intervient un jugement de valeur qui laisse obligatoirement une latitude importante d'interprétation. La présence de l'eau constitue un élément attractif primordial.

- l'hygiène et l'assainissement : l'alimentation en eau potable sera assurée de façon à être satisfaisante tant en qualité qu'en quantité. La station verte devra veiller à la suppression des puits pour l'alimentation en eau potable, des eaux stagnantes et des fumiers, à l'organisation d'un système d'écoulement des eaux pluviales et usées, au balayage et au nettoyage des rues et à l'enlèvement des ordures ménagères.

Il est nécessaire de justifier de la présence d'un médecin ou d'un pharmacien à moins de 10 km.

- l'hébergement minimum doit comprendre : un hôtel classé dans la catégorie une étoile, un terrain de camping classé deux étoiles ; un service de renseignements pour la location par correspondance des " meublés " chez l'habitant dont l'équipement doit correspondre aux normes des Gîtes de France.

- les équipements de loisirs doivent comprendre une piscine ou à défaut une baignade aménagée, un terrain de jeux comprenant au minimum un court de tennis, un terrain permettant à la fois les sports et les jeux collectifs, une aire de jeux sablée pour les enfants en bas âge, un local couvert pouvant être mis à la disposition des Jeunes qui désireraient se

réunir. Il devra exister, chaque fois que les conditions se trouveront réunies, une organisation locale ou intercommunale, facilitant la pratique de la pêche.

- l'accueil, l'information et l'animation doivent être organisés par un Syndicat d'Initiative assurant pendant la saison (même le dimanche) une permanence, et hors saison, un service de secrétariat. Il fait office d'animateur de la Station Verte.

- contrôle des prix : tous les commerçants exerçant dans une Station Verte doivent être formellement prévenus par la municipalité que l'appellation pourrait être retirée à la localité s'il était constaté une augmentation abusive du coût de la vie pendant la saison touristique.

- esthétique et environnement : la municipalité décide de protéger le patrimoine touristique et artistique de la commune en veillant à ce que ne soient pas construites d'usines bruyantes ou insalubres et d'immeubles inesthétiques à proximité immédiate des monuments à respecter et des lieux fréquentés par les touristes, d'entretenir soigneusement toutes les installations touristiques et de veiller à la propreté permanente de l'agglomération et des lieux publics, de promouvoir le fleurissement de la localité, de faire respecter le silence.

D - Comment devient-on Station Verte de vacances ?

Chaque année, en général en décembre, le conseil d'Administration se réunit pour statuer sur les demandes de classement. Les localités qui remplissent toutes les conditions énumérées dans la Charte et qui ont fait parvenir une demande d'admission (3) par le biais d'une délibération du Conseil municipal sont homologuées Stations Vertes de vacances.

Elle s'inscrivait dans le courant d'idées qui commençait à s'affirmer et qui misait sur l'attrait de plus en plus vif exercé sur le citadin par la nature (faune, flore, paysages) et par la vie dans la nature (élevage, travaux agricoles, productions régionales).

Considérant qu'il s'agissait d'un antidote à la vie urbanisée et aux grandes concentrations humaines, le tourisme à la campagne était défini par essence comme un tourisme de dispersion. On ajoutait cependant non sans sagesse, que si la nature et le dépaysement étaient capables d'attirer les citadins, ils étaient insuffisants pour les retenir car ceux-ci veulent trouver également un hébergement convenable et des possibilités de distractions. En outre, les citadins en vacances ne peuvent se passer de certaines structures sociales devenues indispensables (médecin, pharmacien, maison de la presse, commerçants...) que l'on ne peut trouver que dans de petites localités suffisamment structurées et équipées pour constituer des cellules de base autour desquelles des activités itinérantes de plein air pourront se développer (tourisme fluvial, randonnées équestres, pédestres...). Elle correspond à une politique d'aménagement de l'espace rural tendant à conforter l'existence ou à susciter la création de " villages-centres " à l'échelon du canton. En même temps, la Station Verte présente le tourisme rural comme un produit commercial complet et non pas comme une simple formule d'hébergement (gîte rural) ou comme une seule activité de loisirs même caractéristique (tourisme équestre). La Station Verte de vacances devient une structure ponctuelle d'information, de réservation, d'accueil et d'animation offrant des hébergements diversifiés et dispersés, des activités variées, des contacts étroits avec le monde rural et la nature.

Une des originalités du mouvement des Stations Vertes est d'associer la population sédentaire représentée par ses élus à la vie touristique par la recherche de la complémentarité des équipements, facteur indispensable de rentabilité pour des communes dont les moyens financiers sont limités. D'ailleurs, des communes ou des groupements de communes ne peuvent adhérer à l'association que par le seul intermédiaire du Maire ou du représentant du Syndicat intercommunal après délibération du Conseil municipal.

Le conseil tient compte également de l'avis émis par l'animateur départemental des Stations Vertes agréé par le Préfet (bien souvent, c'est aussi le Délégué départemental au tourisme ou celui des Gîtes ruraux). On procède solennellement à une remise de Charte en présence du Préfet. Les Stations Vertes reçoivent ensuite leur panonceau.

Les localités qui ne remplissent que partiellement les conditions sont déclarées postulantes et ne figurent sous ce titre que dans le seul répertoire de l'annuaire (4). Elles paient à l'association une cotisation inférieure de moitié à celle des stations classées. Elles doivent justifier de la réalisation des équipements manquants : le secrétariat des stations s'assure régulièrement de l'état d'avancement des travaux.

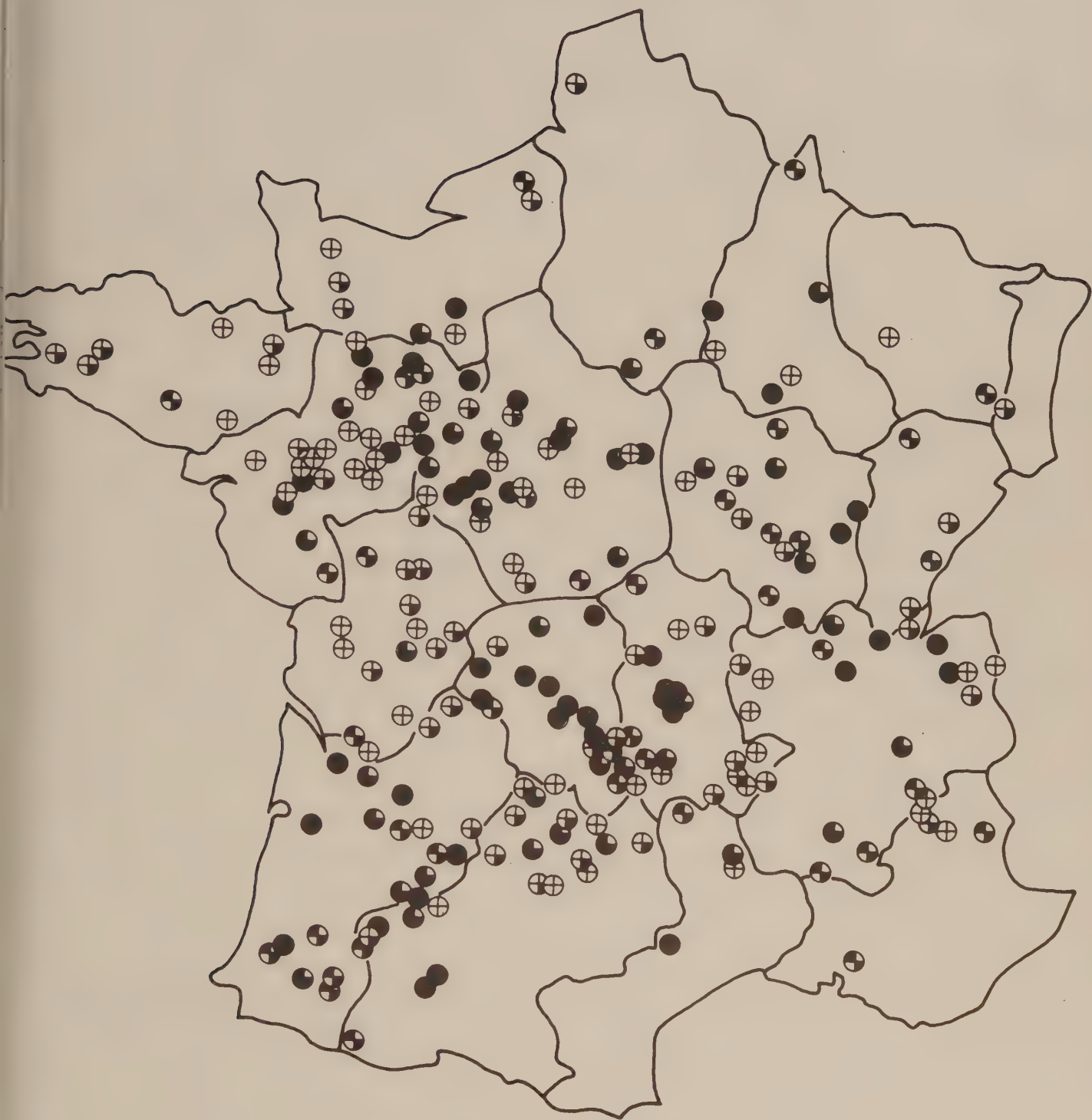
Il n'est pas nécessaire de passer par le stade de commune postulante ; une commune possédant tous les équipements au moment de la demande est reconnue immédiatement Station verte. Inversement, il n'y a pas de durée maximale et l'on peut postuler de nombreuses années dans l'attente de la réalisation des équipements manquants.

Dans le but d'assouplir la procédure, il existe une homologation avec réserve qui ne doit pas excéder deux ans. Elle concerne les communes dont le dernier équipement manquant est en cours de réalisation ou d'homologation. Le classement avec réserve ne donne pas droit au panonceau mais permet de figurer normalement dans l'annuaire. La remise de la Charte est également réservée aux seules communes homologuées d'une manière définitive.

L'exclusion définitive ou temporaire peut être prononcée par l'association après enquête, le maire de la commune ayant été entendu, en cas de manquement à l'une des stipulations de la Charte. Les communes radiées sont très souvent celles qui dépassent, par suite de l'augmentation de population, les 10.000 habitants agglomérés. La Flèche, dont un représentant participait à l'Assemblée constitutive de Paris en 1964, classée Station Verte le 17-11-1964 fut radiée le 1-01-1970 alors qu'elle dépassait 15 000 habitants. C'était la première radiation dans le mouvement des Stations Vertes. Sablé-sur-Sarthe suivit pour des raisons analogues le 1-01-1972.

Développement des stations vertes

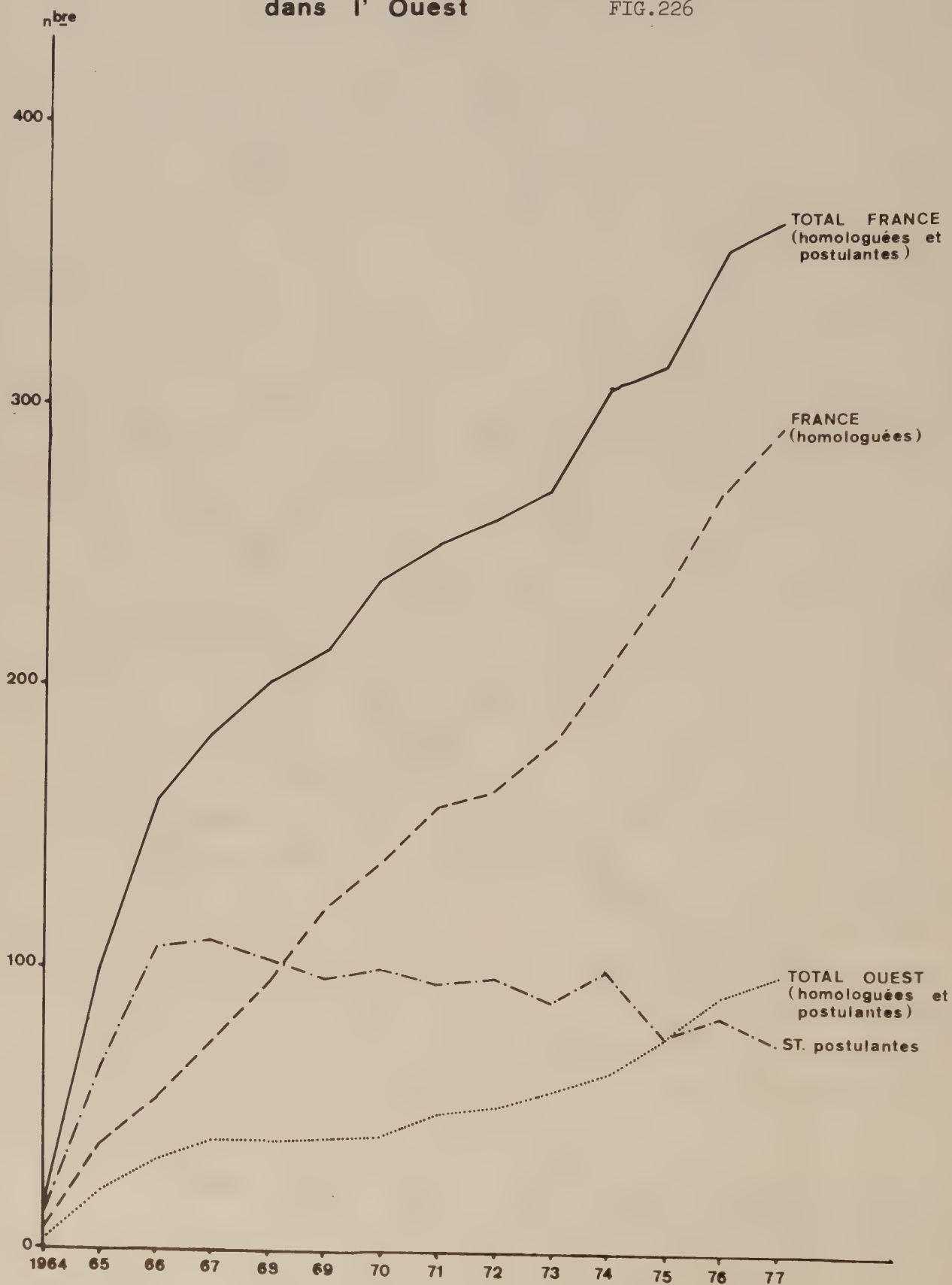
FIG.225



stations homologuées en: avant 1966 et 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975

EVOLUTION DU NOMBRE DES STATIONS VERTES 1964 - 1977 en France et dans l' Ouest

FIG.226



II. LES STATIONS VERTES EN FRANCE ET LA PLACE DE L'OUEST

Dans la mesure où le mouvement des stations vertes est né dans l'Ouest, il apparaît intéressant en l'absence de toute synthèse géographique sur ce sujet, d'essayer de dégager les grands traits des Stations vertes en France en précisant la place occupée par l'Ouest.

A - un développement continu des Stations Vertes

A l'origine, le mouvement des Stations Vertes est assez étroitement circonscrit à la France du centre. Un triangle dont le sommet se situe à Thone-les-Bains et la base de Pouillon à Ancenis englobe presque toutes les stations homologuées en 1966. En 1967, on conserve presque entièrement ces mêmes caractéristiques. La carte du développement des Stations Vertes montre que l'expansion s'est faite progressivement, de la même manière que les gîtes ruraux, par bourgeonnement à partir des noyaux primitifs. Le Sud-Est, le Nord et le Nord-Est de la France semblent peu intéressés par les stations vertes. L'Ouest y est toujours marqué par la prépondérance du noyau initial, Bretagne et Normandie n'ayant été concernées que plus tardivement.

Un graphique permet de mieux saisir le sens de cette évolution : le mouvement des Stations Vertes a démarré rapidement dans les années 1964-66, pour connaître une croissance soutenue mais plus faible de 1966 à 1973 et enfin une brusque reprise de 1973 à 1977. Ce palier intermédiaire correspond à la phase d'organisation et à la mise en place des relais départementaux. Ce travail fait, les stations ont pu se développer rapidement, bénéficiant en outre du contexte général favorable au " tourisme vert " et de l'aide des pouvoirs publics. Dans l'Ouest, si le sens de l'évolution globale a été identique, les années 67-70 ont été celles d'une véritable stagnation. L'Ouest était tombé en 1970 au niveau relatif le plus bas depuis la création des stations vertes (16,94 % du nombre total des stations

vertes). En 1977, le pourcentage était remonté à 26,87 % (97 stations dont 70 homologuées pour 361 stations vertes en France : 267 homologuées et 83 postulantes). Il n'était plus que de 25,25 % en 1978 (101 stations dont 72 homologuées pour 400 stations vertes en France : 325 homologuées et 75 postulantes. Entre 1977 et 1978 l'Ouest perdait deux stations homologuées (Falaise et Sainte-Suzanne) mais en enregistrait quatre nouvelles dans le Morbihan et la Sarthe.

B - les stations vertes postulantes

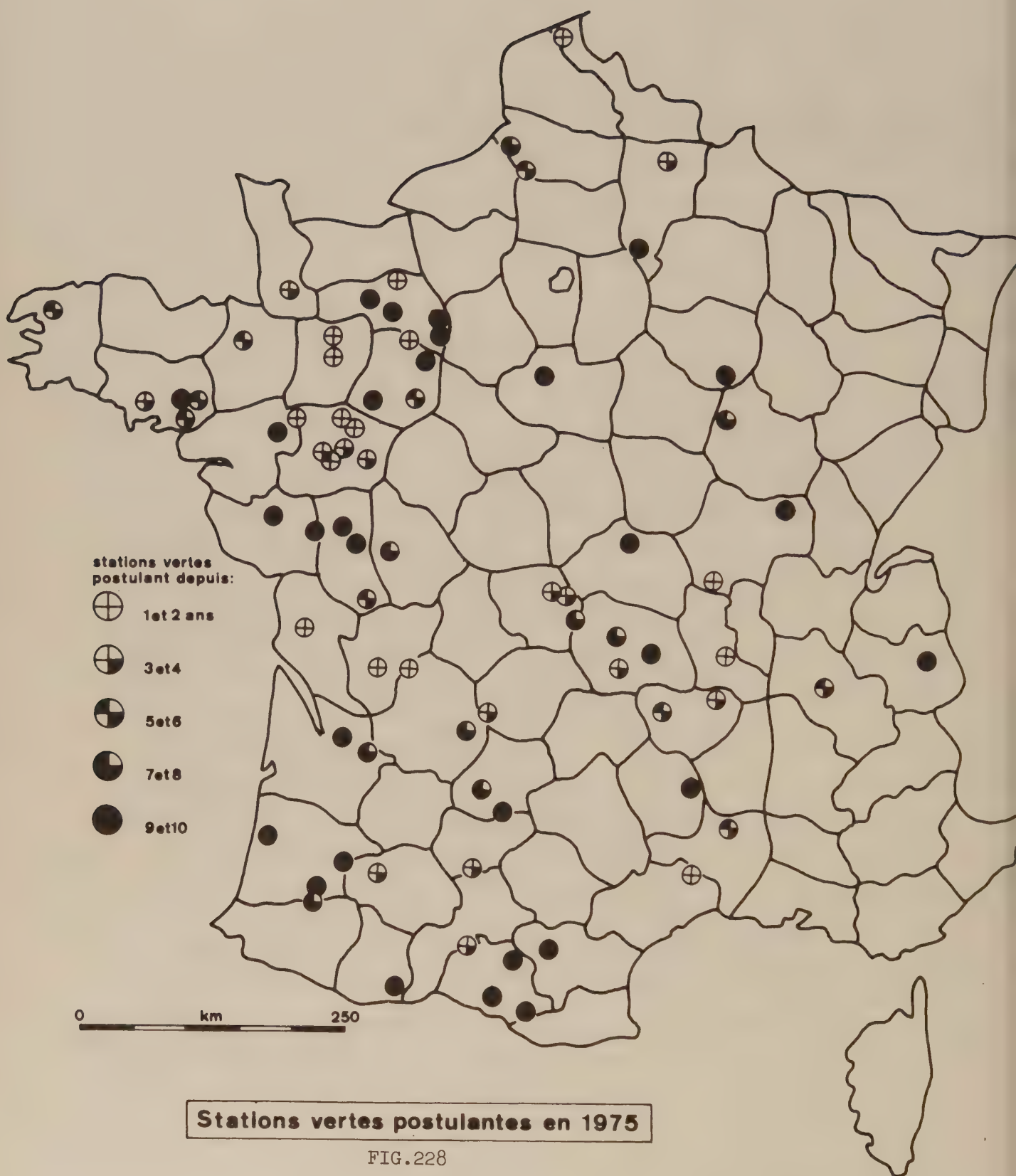
Le nombre de stations postulantes n'a pas cessé d'augmenter de 1964 à 1968 pour décroître ensuite d'une manière plus ou moins régulière. C'est en 1967 que le niveau atteint est le plus faible. Rappelons, une fois de plus, qu'il n'y a pas un rapport mathématique étroit entre le nombre de stations vertes postulantes et homologuées puisqu'on peut être inscrit dès présentation d'un dossier sans attente préalable. Des communes préfèrent attendre le moment où toutes les conditions de la Charte sont remplies pour déposer leur candidature au label des Stations Vertes.

Néanmoins, il est intéressant d'examiner le cas particulier de ces stations postulantes. Leur aire géographique correspond approximativement à celle des stations homologuées sauf dans les départements du Centre où elles sont très peu nombreuses en 1975 (Cantal, Aveyron, Corrèze). Pour certaines d'entre elles, la durée de l'attente est particulièrement longue : 17 étaient en 1975 postulantes depuis dix ans soit 22 % du total. L'Ouest est caractérisé à la fois par un grand nombre de stations en attente depuis longtemps (Orne) et par un grand nombre de postulantes récentes (Maine-et-Loire). C'est la conséquence du rôle des hommes : F. BROU au départ, relayé ensuite par les délégués départementaux dont l'action a été sensible à partir de 1973.

FIG.227

Carte des "Stations Vertes"
homologuées(1975)





C - la capacité d'accueil des stations vertes et les types d'hébergement dominant

Nous avons exprimé par une carte en 1975 la capacité d'accueil dans les Stations Vertes homologuées par département. Cette carte complète utilement celle du développement des Stations Vertes. Le nombre de stations est une donnée essentielle mais comme certaines d'entre elles ont un potentiel d'accueil limité, leur rôle dans la vie touristique régionale est faible. On voit nettement se dégager les trois pôles de tourisme intérieur où les stations vertes jouent un grand rôle : Alpes du Nord, Auvergne, Val de Loire de Giens à Ancenis et Sarthe. Les régions littorales françaises apparaissent sur cette carte relativement en clair surtout en ce qui concerne le littoral méditerranéen. Comme le remarque J. GINIER (5), cette forme de " tourisme en espace rural occupe l'hinterland campagnard et la petite montagne inférieure à 800 m de la France centrale et méridionale ". Cette remarque est d'autant plus justifiée si l'on examine non plus les cartes départementales mais celles tenant compte des localisations exactes des stations vertes telle qu'elle apparaît dans notre carte des " capacités d'accueil par station verte ". Le type d'hébergement traduit simplement parmi les quatre types distingués (hôtellerie, camping, meublés, hébergement collectif) celui qui est numériquement le plus important. La station verte est caractérisée par une faible capacité d'accueil : 156 045 places pour les 232 stations étudiées soit 672 places par station. Sept seulement dépassent les 2 000 places : à l'exception d'Amboise, elles concernent toutes les régions de montagne (Auvergne, Alpes) où la double saison est générale.

Si l'on excepte Munster (1 330 places), seule station verte alsacienne, les régions où la moyenne est supérieure à 1 000 places sont l'Auvergne, la Provence-Côte d'Azur, le Midi languedocien. On saisit dès lors mieux l'originalité de la France de l'Ouest qui est un ensemble géographique où les stations vertes, si elles sont nombreuses, sont de petite taille : 354 en Normandie, 471 en Pays de la Loire, 507 en Bretagne. En 1975, l'Ouest représente 19,83 % des stations homologuées mais seulement

FIG.229

Capacité d accueil des stations vertes(1975)

en pourcentage des places offertes par rapport à la capacité globale d'accueil ; 1% représente 1560 places





CAPACITE D ACCUEIL EN NOMBRE DE PLACES



TYPE D'HEBERGEMENT DOMINANT



FIG.230

Capacité d'accueil par station verte et type d'hébergement dominant en 1975

de l'étudier que pour 1973.

D - la fréquentation des stations vertes

Cette étude a été rendue possible grâce aux enquêtes menées jusqu'en 1973 par l'association des stations vertes auprès des communes adhérentes. Toutes ne répondent pas, ou leurs réponses sont inexploitablement. Nous avons pu néanmoins constituer pour 1973 un échantillon assez représentatif de soixante-douze stations (soit 40 % du total des stations vertes homologuées). L'Ouest est sur-représenté dans cet échantillon, étant donné qu'il était plus facile de relancer les communes des départements proches du Mans (14 % des stations homologuées mais 22 % de l'échantillon). Les résultats de cette enquête n'ont jamais été exploités scientifiquement. D'ailleurs le principe d'une telle étude a été abandonnée à la suite des difficultés de réalisation.

Ces enquêtes demandaient de dénombrer la clientèle hébergée pendant la saison estivale (juillet-août) dans les hôtels, campings, meublés, divers. La clientèle devait en outre être ventilée en pourcentages, en fonction du passage, des week-ends, du séjour. Des questions complémentaires étaient également posées, relatives aux difficultés rencontrées pour la réalisation de l'équipement touristique de la commune, à l'aide qui pourrait être apportée par l'association (équipement, propagande, fonctionnement), à l'avenir des stations vertes.

Il est certain que les résultats relatifs à l'évaluation du nombre de nuitées ne sont pas parfaitement exacts : en les considérant comme exprimant un ordre de grandeur et en les utilisant sous forme d'indice ils traduisent quand même assez bien la fréquentation réelle des stations vertes. Deux cartes rendent compte des composantes de cette fréquentation : l'une exprime l'importance des " indices d'hébergement " c'est-à-dire le rapport entre le nombre de nuitées en juillet et août et la capacité d'accueil définie précédemment. L'autre traduit les types de clientèle des stations vertes.

La fréquentation des stations vertes manifeste une grande hétérogénéité. L'indice dépend certes du nombre total de touristes mais aussi de la durée de leur séjour et du type de clientèle. Le tableau suivant permet de situer la place de l'Ouest par rapport aux autres stations vertes.

Tableau 166 : indices d'hébergement des stations vertes en France et dans l'Ouest - 1973 -

!	!	!	!
!	régions	!	indice
!	Basse-Normandie	!	36,68
!	Bretagne	!	12,14
!	Pays de la Loire	!	15,91
!	Total Ouest	!	18,94
!	Total France	!	12,58
!		!	

Légèrement supérieur à la moyenne française, l'indice d'hébergement de l'Ouest traduit une assez bonne fréquentation des stations vertes. Si la Basse-Normandie, grâce à la fréquentation de La Ferté-Macé, est nettement au-dessus de la moyenne, les stations bretonnes ont un comportement très proche du niveau national. Les forts indices sont à mettre en relation avec l'importance du tourisme de passage (75 % de la clientèle à La Ferté-Macé). Cette relation apparaît notamment dans les stations vertes du Val de Loire.

E - stations vertes et étalement des vacances

Les communes classées stations vertes n'échappent pas plus que

FIG.231

**INDICE D'HEBERGEMENT DES STATIONS VERTES
1973**



FIG0232

Types de clientèle des stations vertes(1973)



TYPE DE CLIENTELE



passage



week-end



séjour



= 1cm = 100%

les autres localités touristiques à la concentration des flux pendant les deux mois de juillet et août. Pour assurer une meilleure utilisation du potentiel d'hébergement, l'association des stations vertes a organisé à partir de 1975, les "vacances du troisième âge". Plus de 60 stations ont accepté d'offrir des séjours hors-saison (avant le 27 juin et après le 5 septembre) exclusivement en hôtel, à des conditions financières plus intéressantes que celles pratiquées au coeur de l'été. L'originalité consiste à jumeler cet accueil avec une animation réalisée sur place dans le cadre communal et s'appuyant sur les clubs du troisième âge. Cette animation comporte des sorties en commun, promenades et excursions, visites d'entreprises ou d'exploitations locales, découverte de la nature et du pays, soirées familiales. En 1977, soixante-deux stations vertes sur les deux cent soixante sept homologuées avaient accepté de participer à cette diversification de l'image de marque des stations vertes (76 en 1978). La carte de leur répartition montre deux foyers principaux : celui de l'Ouest représenté par vingt-deux stations (35 % des stations vertes du troisième âge) et du Centre. Les deux obstacles essentiels à leur généralisation résident dans les réticences de certains hôteliers et dans l'absence de clubs du troisième âge.

III. REPARTITION ET DIFFUSION DES STATIONS VERTES DANS L'OUEST DE LA FRANCE

La carte de la répartition des stations vertes homologuées et postulantes dressée en 1977 traduit la nette supériorité des marges armoricaines (Sarthe, Maine-et-Loire) avec une concentration secondaire dans les Pays de la Vilaine. Il s'agit toujours et le fait mérite d'être souligné de communes de l'intérieur.

Dans le processus de mise en place des stations vertes dans l'Ouest de la France, trois phases peuvent être distinguées.

A - les phases de la diffusion

La première est liée à l'action même de F. BROU qui, bénéficiant de sa fonction de Directeur départemental du Tourisme, a pu par les relations tissées depuis 1958 convaincre certains maires et élus locaux de l'intérêt pour leurs communes à devenir stations vertes. D'où, au début du mouvement, l'écrasante suprématie de la Sarthe sur les autres départements de l'Ouest (six stations sur les huit qui existaient en 1966). C'est le Lude qui, possédant déjà tous les équipements, postule dès le 25-09-1964 ; F. BROU venait d'y monter en 1960 un spectacle " Sons et Lumières " exploitant le château Renaissance et les terrasses-jardins des bords du Loir. C'est aussi Sablé-sur-Sarthe où le maire, Joël LE THEULE, avait participé à la constitution de l'association et qui engage sa commune le 22-10-1964 alors même que cette dernière avait depuis plusieurs années amorcé une promotion touristique. Il s'agissait de retenir les gens à Sablé en satisfaisant les besoins des populations sédentaires tout en attirant les cadres et les employés des entreprises qui voudraient s'y installer.

La seconde est liée à la publicité croissante faite par la presse, la radio, la télévision, les réunions d'information, autour des stations vertes. Des personnes isolées, des maires s'adressent alors directement à F. BROU qui leur répond, en leur envoyant une documentation détaillée, un dossier d'inscription. Souvent, il n'y a pas de suite mais parfois, c'est le point de départ de plusieurs stations vertes. On ne s'éloigne guère de la Sarthe mais la carte des stations homologuées en 1970 mord sur le Sud de l'Orne, la Mayenne, le Maine-et-Loire, la Loire-Atlantique, la Vendée. Le reste de l'Ouest est encore vide sauf par la présence des stations postulantes. Les facteurs déterminants sont nombreux et variés dans cette prise de conscience.

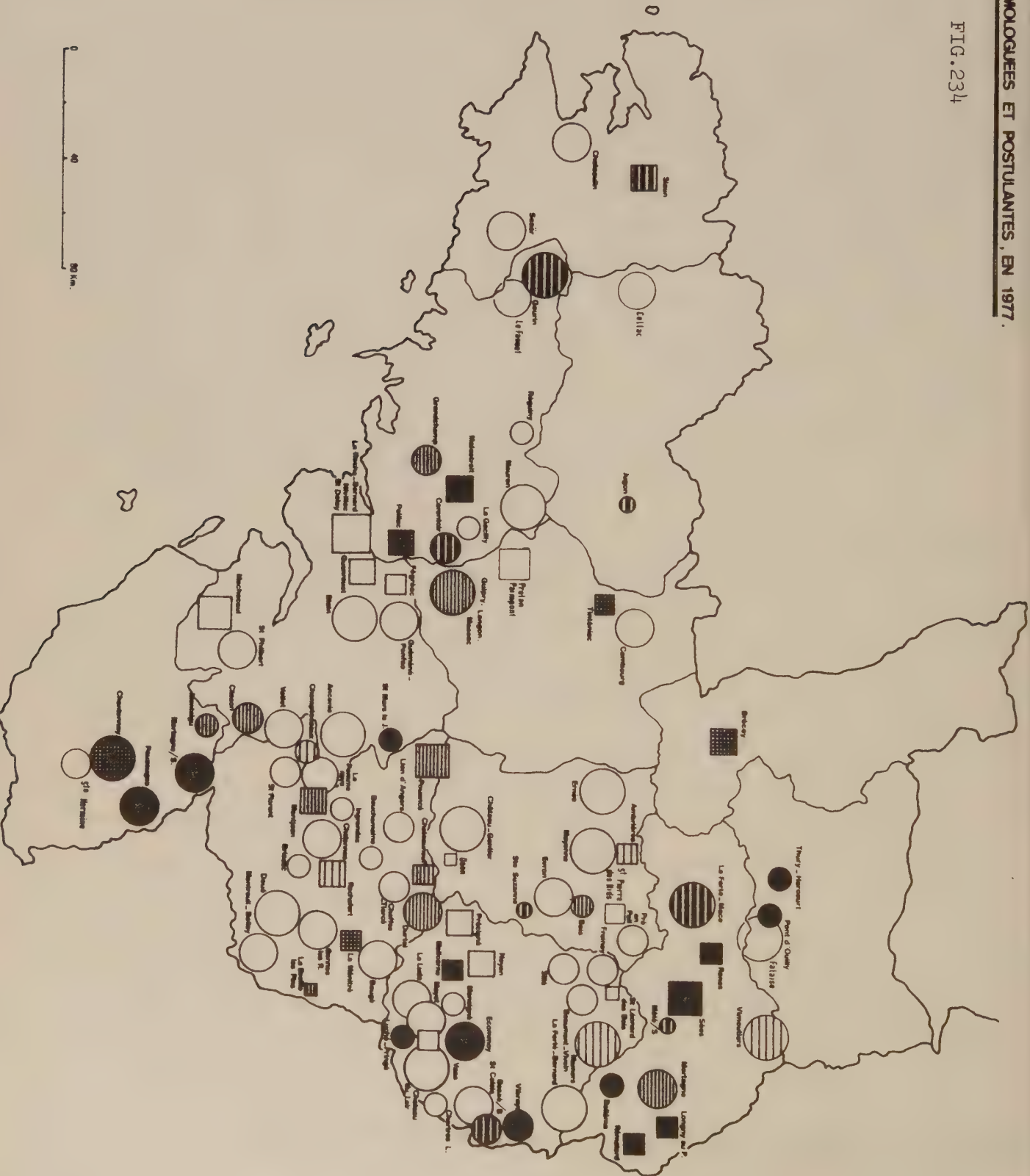
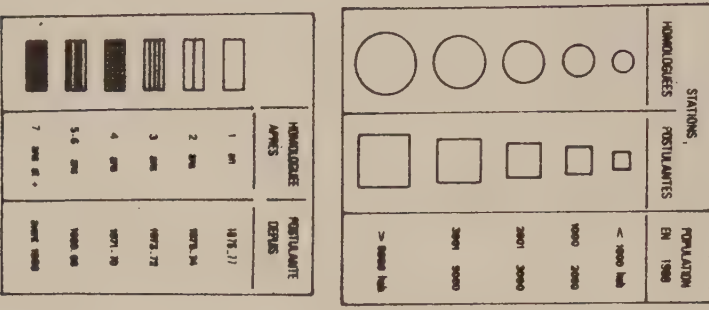
C'est parfois la prise en considération ou l'apparition plus ou moins brutale d'un potentiel touristique important. Après l'aménagement du lac et de la forêt, Sillé-le-Guillaume devient station verte le 23-10-1969.



nombre de chambres en hôtels



FIG.234



C'est la création dans les Côtes-du-Nord du barrage de l'Arguenon et d'un lac de trois cents hectares qui amène Jugon et cinq communes riveraines à constituer un syndicat à vocation multiple pour l'aménagement des rives du lac et la prolongation d'une route touristique qui existait déjà ; la vente d'un étang plus en amont, jusque là propriété privée et son aménagement par la commune prise en sandwich entre les deux lacs, permet à Jugon de devenir Jugon-les-Lacs ; de développer sa fonction touristique et de déposer une demande d'homologation comme station verte le 23-10-1969.

Bien souvent, le cheminement est beaucoup plus lent et davantage lié à l'action de quelques personnalités. C'est celle du Président du Syndicat d'initiative de Nantes qui est à l'origine de la demande de Clisson le 26-11-1965, de celui de Laval pour Château-Gontier le 19-5-1967. L'exemple de Guéméné-Penfao est à ce sujet édifiant. L'origine de Guéméné-Penfao comme station verte est à rechercher dans la personne de H.J. conseiller municipal, Président de la Commission du Tourisme. La prise en compte du tourisme dans le développement de Guéméné-Penfao a été favorisée par la mise en place d'une piscine et d'un camping municipal à l'occasion de la reconnaissance par le ministère de l'agriculture du canton de Guéméné comme canton pilote. C'est déjà H.J. campeur et caravanier qui a réussi à convaincre le maire de l'utilité d'un camping à Guéméné. C'est lui encore qui a écrit à J. ROTH, Directeur de la revue " Caravaning " le 25-4-1969. Ce dernier lui répond en lui suggérant de prendre contact avec F. BROU qui lui écrit le 6-5-1969. Ce n'est que le 30-11-1973 que Guéméné postule au rang des stations vertes. Elle est classée le 23-10-1974.

Dans une troisième phase, le relais a été pris par les animateurs départementaux qui ont pu mieux suivre les initiatives locales et même les susciter. La progression spectaculaire et récente du nombre des stations vertes en Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne est la conséquence directe de l'action jouée par les directeurs départementaux du tourisme : MM. THOUZEAU, RIBAUD, ALLARD et par certains comités d'expansion (rôle du COCAPAR dans le développement des stations vertes dans les Pays de Vilaine).

Les vides s'expliquent soit par l'absence d'animateurs (Côtes-du-Nord, Finistère) soit par leur préoccupation presque exclusive pour le développement du tourisme balnéaire (Calvados, Manche, Vendée). En 1971, au moment où M. RIBAUD allait prendre ses fonctions comme Directeur départemental du tourisme, il n'y avait que deux stations vertes homologuées en Maine-et-Loire : Baugé et Doué-la-Fontaine. Seule la commune de Montreuil-Bellay par l'intermédiaire de son maire E. PISANI, avait fait parvenir à F. BROU une première demande de renseignements en 1964 mais elle n'en était alors qu'au début de son équipement touristique. En 1978, on comptait dans ce même département, quatorze stations classées et six postulantes. Il était devenu le premier de France pour le nombre de stations vertes avec la Sarthe (quinze classées et cinq postulantes).

Il ne faudrait cependant pas penser que la création de telles stations est chose facile. Il existe bien des freins à leur développement.

B - les freins au développement des stations vertes

Le développement des stations vertes dans l'Ouest se heurte à plusieurs difficultés qu'il est possible de regrouper autour de quatre grands thèmes.

1 - difficultés à réaliser certains équipements prévus par la Charte

C'est incontestablement l'hôtellerie qui pose le plus de problèmes et révèle une des ambiguïtés de l'association.

Les maires, mandatés par leurs conseils municipaux, n'ont guère de moyens pour convaincre un hôtelier de transformer son hôtel de préfecture en hôtel de tourisme. L'équipement hôtelier des campagnes est souvent

vétuste, entre les mains d'hôteliers âgés qui hésitent à investir, d'autant plus que le changement de catégorie risque de chasser sa clientèle d'habitues (voyageurs de commerce, ouvriers en déplacement, saisonniers) sans forcément en amener une nouvelle pendant une durée suffisamment longue pour rentabiliser les investissements engagés. C'est le cas de l'Hôtel de la Gare à Bessé-sur-Braye (14 chambres), que nous avons visité en compagnie de F. BROU en juillet 1975. Des hôteliers âgés l'exploitent depuis vingt-cinq ans, sans successeurs. Les investissements seraient importants mais possibles à réaliser (entrée indépendante de la salle de café à aménager, pose de moquette dans les escaliers, les couloirs et certaines chambres, peintures et tapisseries à rénover dans deux chambres, robinet-mélangeur à poser dans toutes les chambres, cloison fixe pour isoler le cabinet de toilette à installer dans quatre chambres, nécessité d'améliorer l'équipement électrique dans certaines chambres). Malgré l'appui des responsables locaux du tourisme et des élus municipaux, l'aide financière du département de la Sarthe (1 000 F par chambre après réalisation des travaux) le passage d'un taux de T.V.A. de 15 % (hôtels non classés) à un taux réduit de 7 % (hôtels classés une étoile), les tenanciers de l'Hôtel de la Gare hésitent et bloquent de ce fait depuis 1969 le classement de Bessé-sur-Braye. Ce problème bloque ou a bloqué de nombreuses localités (Peillac, Rochefort-sur-Loire, Pouancé). Il faut parfois convaincre l'hôtelier dont l'hôtel remplit toutes les normes requises par le classement mais qui s'y refuse comme à Gourin, par crainte d'une augmentation de ses impôts : si l'imposition sur les bénéfices est la même pour tous les établissements classés ou non, la patente est légèrement plus élevée.

Le camping pose relativement moins de problèmes car des municipalités peuvent en créer elles-mêmes et réaliser plus facilement les investissements nécessaires pour le classement dans la catégorie deux étoiles. Des rapports existent parfois avec les personnes privées. Ainsi à Pouzauges, la municipalité n'était que locataire du terrain. Ayant reçu congé de la part du propriétaire en 1968, elle doit aménager un nouveau terrain.

Des problèmes spécifiques se posent néanmoins comme la difficulté à mobiliser les terrains nécessaires. Lors de l'homologation du terrain de

Combourg pour le passage de la 2ème catégorie en deux étoiles, le terrain a été déclassé. Les travaux à réaliser nécessitent un agrandissement bloqué par la situation foncière. Le recours à la procédure d'expropriation entraîne des retards. Combourg est toujours classé avec réserve depuis le 20 octobre 1971. Le problème est identique à Sizun. La réalisation d'une piscine et même d'une baignade aménagée coûte par contre beaucoup plus cher et bien des communes hésitent à de telles dépenses. Parfois l'existence d'une piscine dans une commune voisine bloque l'octroi d'une subvention alors même que des rivalités de personnes empêchent l'association des communes concernées. Tinténiac ne peut devenir station verte car elle n'a pas de piscine. Hédée qui en possède une à moins de six kilomètres ne souhaite pas devenir station verte.

Ces difficultés nous amènent à poser le problème du manque de moyens de nombreuses communes rurales.

2 - une capacité d'investissement limitée :

Bien souvent, le maigre budget des communes rurales ne permet pas de dégager les sommes nécessaires à la réalisation d'équipements touristiques, malgré l'octroi de subventions, d'autant plus que d'autres sollicitations sont parfois pressantes (goudronnage de chemins ruraux, adductions d'eau etc...). Le Maire de Jugon (415 habitants) écrivait le 10-10-1972 " Jugon, petite localité, n'a qu'un budget limité en égard aux besoins que nécessite son évolution dans le domaine touristique ". En 1970, le seul goudronnage des pistes sillonnant le terrain de camping avait entraîné une dépense de 6 000 F représentant la quasi-totalité des recettes de l'année. Il ajoutait que ses " finances ne lui permettaient pas d'aller plus vite, la commune ayant procédé à des investissements très importants en différents domaines représentant une charge considérable " (construction d'une gendarmerie, d'un pont aboutissant à une route touristique, de bureaux neufs à la perception, acquisition de terrain de camping

et aménagement des sanitaires).

Après une dépense de 400 000 F pour la réalisation d'une salle des Fêtes en 1968, Malestroit connaissait des difficultés pour réaliser les équipements manquants, de la même manière que Longny-au-Perche qui soulignait le 12-10-1970 son impossibilité à réaliser dans l'immédiat son programme d'équipement touristique " par manque de moyens financiers ". Il est parfois nécessaire de faire des choix plus urgents au détriment des équipements touristiques. Pouzauges qui a connu entre 1962 et 1968 une forte croissance démographique (+ 15 %), doit faire face à une crise du logement qui l'empêche d'accomplir son programme dans le domaine du tourisme. Elle fut postulante de 1965 à 1976.

On comprend dans ces conditions que certaines communes abandonnent. C'est le cas de Tuffé qui renonce devant l'ampleur des équipements à réaliser : il faudrait augmenter les impôts de 30 %. Vaas avait déposé une demande de classement dès le 8-10-1964. Il fallait aménager le terrain de camping, de sports et de jeux, un bassin nautique près du pont du Loir, obtenir le classement d'un hôtel dans la catégorie une étoile. Le Maire de Vaas retire la candidature de sa commune le 23-06-1969 comme celui de Putanges pour des raisons identiques le 25-1-1972 et comme celui de Riaillé le 3-11-1972. La législation en vigueur ne favorise pas toujours les aides au développement touristique des communes rurales. Une bonne incitation à de telles réalisations pourrait être l'allocation supplémentaire du F.A.L. (Fonds d'action locale) aux communes touristiques. Les critères d'attribution ne prennent en considération que le rapport entre la capacité d'hébergement et le chiffre de population (décrets 68913 du 18-10-1968 ; 7210305 du 16-11-1973 et 741034 du 5-12-1974). Cette capacité d'hébergement est elle-même différemment traitée suivant qu'il s'agit d'une chambre d'hôtel (coefficient 6) ou d'une place de camping (coefficient 0,75). Les séjours chez les parents et amis importants dans les bourgs et communes rurales ne sont pas pris en compte de même que les équipements collectifs déjà réalisés (piscine, tennis, terrain de jeux...). Dans ces conditions, bien

des communes au faible potentiel hôtelier qui ont déjà mis en place des équipements et qui voudraient les diversifier ne peuvent être inscrites sur la liste dressée par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

3 - des contraintes liées à certaines caractéristiques du milieu rural

Elles sont nombreuses et tiennent à des causes multiples. L'importance dans l'Ouest de la grande propriété est fréquemment un frein. Deux exemples illustrent ces difficultés. Dans l'annuaire de 1973, figure pour Combourg un certain nombre d'attraits pour les touristes éventuels, notamment les cent hectares de forêt de Trémigon. Cette mention disparaît de l'annuaire de 1974 à la suite de l'intervention du propriétaire M. de VILLARMOY, qui refuse aux visiteurs l'accès à sa forêt.

La commune de Thury-Harcourt était devenue propriétaire de bâtiments et d'un ancien moulin en bordure de l'Orne ; ils devaient constituer le noyau du futur complexe touristique. Après l'aménagement d'une baignade et de cinq cabines, il fallut déplacer ces dernières, construites sur la propriété du duc d'HARCOURT.

C'est aussi le manque d'hommes dans des pays où l'exode a fréquemment laminé les élites. Les émigrés continuent de participer à l'administration locale comme ce secrétaire au Sénat, maire-adjoint de Bessé-sur-Braye mais il arrive fréquemment que la transmission au plan local se fasse difficilement. Le Président du Syndicat d'Initiative de Pouzauges était démissionnaire. On ne trouvait personne pour le remplacer. Il est nécessaire de constituer des petites équipes homogènes pour suivre les affaires mais quand tout repose sur les épaules de quelques rares personnes, toujours les mêmes, les dossiers s'enlisent, les énergies retombent. Les archives sont pleines de tentatives avortées faute de relais local. Le conseil municipal de Fillé (470 habitants), le 10-4-1971, émettait le vœu de voir Fillé, " agréable petite commune située près du

Mans, se développer dans le cadre d'une station verte où chacun pourra trouver le calme et le repos pour le bienfait de notre société moderne ". Il n'y eut pas de suite de même qu'à Champ -Saint-Père, Saint-Julien-des-Landes, les Verchers-sur-Layon, Cérences etc...

Cette absence de relais amène parfois certaines personnes, les " bien pensantes de l'aménagement " extérieures à la commune, à proposer leur aide, leurs idées. Bien souvent, cette greffe venue de l'extérieur ne prend pas et constitue un frein supplémentaire. C'est M. B., propriétaire d'une résidence secondaire, à Touques, domicilié à Paris (XVIème) qui souhaite voir sa commune de vacances devenir Station verte sans succès. C'est le sous-préfet de Lorient qui incite le maire de Pluvigner d'engager sa commune dans la voie des stations vertes, sans succès.

Ces remarques nous amènent à souligner le rôle essentiel joué par les animateurs locaux, départementaux ou régionaux car c'est à ce moment-là que leur action peut être efficace. Les vides du Calvados, de la Vendée s'expliquent surtout par l'absence de délégués départementaux des stations vertes. Et cela d'autant plus que ces animateurs sont les seuls capables de dénouer les conflits locaux, d'apaiser les querelles de clocher et les susceptibilités de personne... Carentoir avait déposé une demande de classement le 8-10-1970 : l'hôtel manquait. La Gacilly à moins de six kilomètres plus au sud déposait sa propre demande le 1-2-1974 : le camping manquait. Le 8-5-1974, La Gacilly faisait savoir qu'elle n'envisageait pas de groupement avec Carentoir. Ce n'est que le 21-3-1975 que le groupement put se faire. Parfois, les freins tiennent à des données plus générales liées à une vision différente de l'avenir de la région.

4 - des visions différentes quant à la place à accorder au tourisme

Le tourisme n'est pas toujours considéré comme devant être mis au premier plan des préoccupations de certaines collectivités locales ;

des conflits dans l'utilisation de l'espace peuvent aussi se faire jour. Cela constitue autant d'obstacles à la création des stations vertes.

Certains voudraient regrouper les communes riveraines de la basse vallée du Loir (Briollay, Corzé, Seiches, Villevêque) dans le but de promouvoir la fonction touristique dans ce secteur alors que le S.D.A.U. d'Angers prévoit d'y implanter une zone industrielle. Dans le Perche, un plan d'eau de soixante hectares est prévu à Mauves-sur-Huisne. Le Président du syndicat d'initiative de Mauves y voit un élément favorable au développement du tourisme et à la promotion de l'ensemble : Mauves-Rémalard postulant au rang des stations vertes, depuis 1965. En revanche, celui de Rémalard écrivait que le " Perche devait vivre du commerce et de l'agriculture et non vivoter du tourisme. " Ces choix entraînent certaines communes à refuser l'adhésion aux stations vertes.

Une délibération du Conseil municipal de Mortain met l'accent sur les " inconvénients plus importants que les avantages qui résulteraient de l'adhésion au mouvement des stations vertes, sans parler des investissements nécessaires pour remplir toutes les conditions exigées. L'article VII de la Charte rend soucieuse la majorité du conseil. On craint qu'une adhésion hâtive et insuffisamment étudiée ne devienne un obstacle à l'implantation d'usines ou d'ateliers tant à Mortain que sur les territoires limitrophes ; or, la municipalité oeuvre depuis des années dans cette direction. Elle ne peut se permettre donc de revenir en arrière et de s'exposer à sacrifier le revenu des salaires d'une année pour une problématique saison touristique de deux ou trois mois " (source : procès-verbal des délibérations du conseil municipal de Mortain ; affiché le 18-12-1964 ; adopté par les treize conseillers présents sur seize en exercice).

5 - stations vertes et taille des communes :

Elles se développent difficilement dans les petites communes rurales, aux moyens humains et financiers limités. Un lien semble exister

d'ailleurs entre la taille de la commune et le nombre d'années d'attente pour devenir station verte. Un rapide calcul de la population communale moyenne des stations homologuées au bout d'un an d'attente, au-delà d'un an, après cinq ans et plus donne respectivement 3 797, 2 820 et 2 290 habitants.

Un tableau de la répartition des stations vertes par tranche de population montre que cette forme de tourisme est en définitive bien adaptée aux gros bourgs et centres ruraux des campagnes françaises et cela est encore plus vrai dans l'Ouest.

Tableau 167 : répartition des stations vertes par tranche de population
1975

!	Taille (6)	!	France entière	!	Ouest	!
!	en habitants	!		!		!
!	0 - 500	!	5,8	!	2,7	!
!	501 - 1 000	!	15,6	!	6,76	!
!	1 001 - 2 000	!	23,1	!	32,43	!
!	2 001 - 5 000	!	35,8	!	43,25	!
!	5 001 - 10 000	!	20,4	!	14,86	!

Seize communes ou ensembles de communes apparaissent pour l'Ouest pour la première fois dans l'annuaire de 1976. Sept sont homologuées immédiatement et neuf sont postulantes. Le chiffre moyen de population est de 3 783 habitants mais celui des premières est de 4 861 et celui des secondes n'est que de 3 456 (en tenant compte des 7 815 habitants de l'ensemble La Roche-Bernard, Marzan, Nivillac, Saint-Dolay, Téhillac).

Le développement des équipements touristiques en espace rural apparaît comme étroitement lié à la richesse de certaines communes, c'est-

à-dire en définitive à leurs disponibilités financières, d'où la nécessité d'une étude des finances communales et des possibilités de développement touristique des stations vertes.

IV. FINANCES COMMUNALES ET POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE.

Dès le début de nos recherches, nous nous sommes intéressés à l'étude des finances communales sous l'influence des travaux menés par l'Atelier central d'aménagement rural et la Société d'Aménagement de la Vallée de l'Authion (S.A.D.R.A.L.) auxquels nous avons été partiellement associé .

Etudiant l'aménagement des plans d'eau à des fins récréatives, nous écrivions en 1971 que " l'étude des finances communales constitue une partie essentielle des études d'aménagement rural et touristique. Elle permet de déterminer la situation financière actuelle d'une commune, de préciser l'orientation de ses activités économiques et d'apprécier surtout leur capacité d'autofinancement à venir et par conséquent d'estimer le volume des investissements envisageables dans un programme d'aménagement réaliste ". Nous ajoutions que " cette méthode pouvait offrir au géographe une base extrêmement intéressante pour l'analyse régionale mais que les études en ce domaine étaient encore limitées " (7). Depuis, des travaux de géographes et surtout d'économistes (8) sont venus enrichir cette réflexion. Nous pensons que cette voie ouverte par certains d'entre nous, cette " géographie fiscale " comme l'écrit Louis CHABERT, ne manquera pas de se développer (9). De plus en plus, comme le remarquait justement P. LIMOUZIN (10), la géographie qui ignorait " le comportement des unités administratives ", tend à considérer les " communes comme des entreprises de services publics et à les juger selon les normes des lois économiques " car " la commune agit sur la répartition des hommes et même quelquefois sur celle des activités ".

La période 1970-1975 n'a pas été particulièrement favorable à ce type d'études en raison de la réforme des impôts locaux appliquée depuis le 1er janvier 1974, mais qui comporte des dispositions transitoires jusqu'en 1977.

A - Aspects méthodologiques de l'étude des finances communales

Nous ne ferons pas ici une présentation exhaustive du problème des finances communales, nous contentant de donner une bibliographie (11) d'ailleurs limitée de la question et de présenter ce qui est nécessaire à la compréhension de notre propre étude et à l'établissement de certaines comparaisons. Dans les pages précédentes, nous avons déjà souligné les difficultés rencontrées par les communes pour réaliser les équipements prévus par la Charte. Notre but a été de mieux mettre en évidence ces difficultés tout en les appréciant à leur juste valeur. Pour cela, nous avons envoyé sur la base des stations homologuées et classées en 1974 un questionnaire simple aux secrétaires de mairie (12). La source utilisée est non pas le budget, qui est un document prévisionnel mais le compte administratif qui décrit les opérations réellement faites. Les résultats obtenus concernent l'année 1974, sauf les indications relatives à la décomposition du centime qui sont celles de 1973 (13). Sur nos 63 envois, nous avons reçu 27 réponses exploitables (14) (42 % du total des stations vertes) : 17 concernaient les stations homologuées et 10 les stations postulantes. A l'exception des Côtes-du-Nord qui n'avaient en 1974 qu'une station postulante, tous les départements de l'Ouest sont représentés dans notre échantillon. La taille moyenne de ces 27 communes est de 4 230 habitants. Nous avons conscience néanmoins que cette étude présente quelques insuffisances et qu'il serait dangereux de vouloir trop généraliser nos résultats. En effet, nous ne prenons en compte que la situation financière des communes à un moment donné sans faire intervenir les tendances à moyen terme de la politique communale (15). Cependant notre étude a pour but non pas d'étudier en soi les finances communales mais d'éclairer à un moment

donné le poids des investissements touristiques dans les budgets des stations vertes.

B - l'endettement

Nous le saisirons tout d'abord à travers l'annuité de la dette par habitant (16) qui permet de situer le poids de la dette dans les finances locales. Elle s'élève à 219 F pour une amplitude allant de 76 F (Pont d'Ouilly) à 572 F (Longny-au-Perche) dont la médiane est 190. La différence est faible entre les stations homologuées (226 F) et postulantes (190 F). Si nous comparons ces chiffres avec les moyennes nationales (104 F en 1972) (17) des communes de 2 à 5 000 habitants, nous constatons un assez fort endettement des stations vertes. Il est très proche de celui de certaines grandes stations balnéaires (La Turballe 246, Pornic 240, La Baule 280) et parfois supérieur (Les Sables d'Olonne 126, Saint-Jean-des-Monts 150, Pornichet 163). Il ne faut pas attribuer au tourisme la responsabilité de ce fort endettement. Il existe d'autres postes de dépense bien plus importants (chemins ruraux, adductions d'eau etc...) mais il rend compte des lenteurs d'homologation et de la difficulté de réalisation des équipements touristiques.

Si une commune a un endettement par habitant élevé mais aussi des revenus très substantiels, sa situation n'a rien d'inconfortable. A l'opposé, un faible endettement peut être plus difficilement supporté si les rentrées d'argent sont peu importantes. D'où l'intérêt de compléter le ratio précédent par celui de l'annuité de la dette sur les recettes de fonctionnement.

Ce deuxième ratio varie de 0,10 (Bellême) à 0,68 (Longny-au-Perche). La médiane est de 0,27 et la moyenne 0,30. Aucune différence n'existe entre les stations homologuées (0,294) et les postulantes (0,292). Cet endettement moyen est assez élevé puisqu'il grève 30 % des recettes de fonctionnement annuelles. Il est supérieur à celui de stations balnéaire des Côtes-du-Nord (18) (tranche 2 à 5 000 habitants) comme Binic (0,11), Erquy (0,26), Saint-Quay-Portrieux (0,23) mais plus faible que celui de Mur-de-Bretagne (0,42) et Pléneuf-Val-André (0,36). Tinténiac et Château-

Gontier ont la même annuité de dette par habitant (265 F) mais leur niveau de richesse fait que Tinténiaç supporte plus difficilement sa dette (0,43) que Château-Gontier (0,27). La première est postulante depuis 1971 et a du mal à réaliser les équipements exigés alors que Château-Gontier possédait tous les équipements requis au moment du classement. Cette analyse de l'endettement nous amène à voir comment les équipements touristiques ont été réalisés, quel a été leur coût et leur mode de financement.

C - la réalisation des équipements touristiques (19)

Un problème préalable de définition se pose. Il n'y a pas à vrai dire d'équipement spécifiquement touristique sauf pour ceux qui concernent directement certains types d'hébergement (camping municipal) : un court de tennis, une piscine servent aussi bien à la population permanente qu'aux vacanciers. En outre, certaines infrastructures de base (eau, voirie, assainissement...) sont à prévoir en fonction de la forte fréquentation de haute saison et entraînent des dépenses hors de proportion avec le fonctionnement " normal " du reste de l'année.

Ce type d'investissements a été pris en compte d'une manière globale dans l'analyse de l'endettement. Nous nous bornerons à l'étude de quelques investissements touristiques simples.

La principale originalité des stations vertes par rapport à la mise en oeuvre des équipements touristiques des grandes stations balnéaires est l'extrême rareté des investissements privés. Tout repose sur les initiatives communales. Plusieurs grands types d'investissements touristiques peuvent être distingués. Le plus important et le plus général concerne l'aménagement d'un terrain de camping.

1 - les investissements dans le camping :

Dix-sept stations vertes supportent encore en 1975 un endettement

consécutif à des investissements dans le camping. Les dix autres sont libérées de ce poids en raison de l'existence soit de camps privés (Chateaulin) soit de camps aménagés depuis une date ancienne (Mayenne depuis 1952, Sillé-le-Guillaume depuis 1953). Il faut signaler les exemples de la Ferté-Bernard, de Saint-Mars-la-Jaille, de Brécey, qui ont réalisé des terrains de camping en 1963, 1968 et 1970 sans faire appel à l'emprunt.

Les autres stations vertes ont du faire appel à des emprunts, parfois multiples, étalés sur une période variable de dix à vingt ans. Il n'est pas facile de calculer un coût moyen étant donné l'étalement dans le temps (1963 à 1974) et la hausse des prix. En outre, certains travaux englobent l'aménagement d'un terrain de camping proprement dit et des équipements annexes. Saint-Calais investit 2 320 540 F en 1973 pour un camping et un plan d'eau. Elle réalise pour cela dix emprunts de deux à vingt ans pour un total de 1 417 000 F ce qui couvre 61 % de l'investissement (28 % en subvention et 11 % en autofinancement). Le camping est associé à un plan d'eau de neuf hectares représentant le moyen de régulariser les crues de l'Anille et rentrant dans le programme de protection du bassin de la Braye. Il bénéficie de ce fait de l'aide du Génie rural.

Enfin les communes réalisent leurs équipements par tranches de travaux et celles-ci ne sont pas toujours comparables. La première tranche de l'aménagement de la zone de loisirs de la Charbonnière à Ancenis sur quatre hectares de terrains en bordure de Loire prévoit la réalisation d'un terrain de camping (80 caravanes et 160 tentes). Les terrains ont été achetés en 1974, le coût de cette première tranche a été en 1975 de 400 000 F. Néanmoins, le calcul du coût de 1 m² de terrain de camping aménagé jusqu'en 1970 s'élève à 15 F pour 16 F en 1971-72 et 46 F en 1973-74. Il s'agit là d'un obstacle supplémentaire au développement de la fonction d'accueil dans les communes rurales. Dans ces conditions, nous pouvons nous demander comment les stations vertes ont pu faire face à ces investissements.

L'étude du mode de financement des investissements dans le camping des stations vertes qui supportent encore en 1975 le poids de l'endettement

montre que pour 14,60 % seulement, les dépenses ont été financées par des subventions, et pour 18,90 % par l'autofinancement. Par contre, 66,50 % des dépenses ont été couvertes par l'emprunt.

2 - les investissements dans les piscines et baignades

Il s'agit là d'une autre source importante de dépenses, rendue nécessaire à la fois par les exigences de la Charte des stations vertes et par celle des estivants eux-mêmes qui hésitent de plus en plus à faire de longs séjours dans des régions dépourvues de baignades. D'ailleurs, quinze stations vertes supportent encore en 1975 le poids de ce type d'investissements. Les autres en sont libérées depuis plusieurs années et parfois même avant la guerre (Saint-Calais en 1935). Par rapport aux investissements dans le camping, ceux dans les piscines et les baignades sont encore plus lourds à supporter. Les emprunts s'étendent d'ailleurs sur une plus longue période : 15 à 30 ans. La part de subvention est plus forte (26 %) alors que l'autofinancement ne couvre que 14 % des dépenses. Néanmoins l'emprunt pèse pour 60 % dans le total des dépenses (100 % à Brécéy). Le coût moyen d'une piscine ou d'une baignade aménagée avant 1970 s'élevait à 840 000 F pour 890 000 F pour la période 1970-74. En ce domaine, l'élévation des coûts a été compensée par la commercialisation d'équipements légers de plein air. Ainsi en 1974 la piscine de plein air de Montreuil-Bellay qui a remplacé l'ancienne baignade du Thouet n'a coûté que 25 000 F entièrement autofinancée par la commune. C'est cependant un exemple assez rare en ce qui concerne les équipements réalisés par les stations vertes.

3 - les autres investissements intéressant le tourisme

La réserve des intérêts privés vis à vis des investissements touristiques en espace rural amène les communes à prendre elles-mêmes en

charge certaines réalisations comme les syndicats d'initiative (aménagement d'un local, frais de fonctionnement, paiement d'une hôtesse) qui prolongent en quelque sorte les comités des Fêtes et cela depuis parfois fort longtemps. Le syndicat d'initiative de la Chartre-sur-le-Loir fonctionne dans des locaux communaux depuis 1942.

En 1975, le poids des investissements dans l'aménagement d'un syndicat d'initiative est en général assez léger dans la mesure où la plupart des stations vertes, compte-tenu d'une activité touristique assez ancienne en possédaient un. Par contre, Chateaulin, Pouzauges, Ancenis en ont réalisé à une date récente. Le pavillon du tourisme de Chateaulin a coûté 90 000 F en 1973 mais celui plus modeste de Pouzauges n'a coûté que 20 000 F (1974). Contrairement aux investissements précédents, la part de l'autofinancement est ici considérable ; 85 %. La Charte des stations vertes prévoit la réalisation d'un court de tennis. En général, il est inclus dans un complexe omni-sports utilisé à la fois par les estivants et la population permanente. Ce type d'équipements était encore très peu répandu dans les campagnes jusqu'à une date récente ; aussi rares sont les stations vertes qui comme Pouancé ou Brécey avaient réalisé ce type d'aménagement avant la guerre. Brécey a réalisé un complexe sportif depuis 1945. Il est aménagé et entretenu sur le budget de fonctionnement de la commune.

En 1975, 17 stations vertes voient leur budget grévé par ce type de dépenses. Il n'est pas possible de déterminer un coût moyen étant donné l'extrême diversité des équipements mis en place. Certaines communes réalisent leurs investissements sportifs sur une longue période (Château-Gontier, Sainte-Suzanne), d'autres les intègrent à des réalisations scolaires (Montaigu) dans le cadre d'un district, d'autres se bornent à des équipements légers et peu coûteux (Saint-Mars-la-Jaille). Il s'agit là encore, d'investissements lourds à supporter pour les collectivités locales d'autant plus que 64 % des dépenses ont dû être couvertes par l'emprunt contre 30 % par les subventions. 6 % seulement des dépenses ont pu être réglées par l'autofinancement. Ainsi, les équipements réalisés par Mayenne en 1974 ont coûté 2 543 228 F et ont nécessité des emprunts sur 15 et 20 ans.

Au total, l'obligation de mettre en oeuvre des investissements

coûteux pèse sur les finances locales et constituent un obstacle au développement de la fonction récréative des communes rurales. On comprend dans ces conditions les hésitations des petites communes à s'engager dans le développement du tourisme rural. Les communes décidées à jouer cette carte par le biais des stations vertes font assez largement appel à l'emprunt, ce qui peut apparaître en milieu rural comme un phénomène relativement novateur mais il s'agit déjà de communes importantes dont certaines sont des petites villes. Dès lors, on peut se demander de quel poids pèsent ces investissements sur la pression fiscale. La question est d'importance pour deux raisons. Si la pression fiscale est élevée, il s'agit d'un nouveau frein au développement des équipements touristiques. On ne peut éluder également la question de savoir si des équipements destinés en partie à des citadins ne sont pas en définitive supportés lourdement par les ruraux. Ceci nous amène à étudier la place de dépenses touristiques dans les investissements ainsi que les recettes et la fiscalité.

D - La place des dépenses touristiques dans les investissements

Tous les investissements qui pèsent sur les budgets des communes ne concernent pas directement le tourisme. Nous nous sommes efforcés, tout en nous rendant compte du caractère parfois arbitraire de l'opération, de mesurer la place des dépenses purement touristiques dans l'ensemble des emprunts effectués par les stations vertes.

Il faut une fois de plus rappeler deux données fondamentales : d'une part, certaines dépenses non-touristiques sont rendues nécessaires par l'arrivée estivale des vacanciers (renforcement des adductions d'eau, voirie...) ; d'autre part, des équipements considérés comme touristiques (piscine, court de tennis) servent à la population permanente. Aussi, il s'agit davantage d'une approche concernant l'ensemble des équipements récréatifs et d'accueil (camping, piscine, complexes sportifs, jardin public, gîtes communaux etc...). Au total, ce type de dépenses ne concerne

que 12,31 % des emprunts des stations vertes, ce qui est un chiffre relativement modeste. Il s'agit certes d'une moyenne qui cache d'assez importantes diversités allant de 2,5 % à Sillé-le-Guillaume dont le développement touristique est ancien à 52 % pour Pont-D'Ouilly dont la volonté de promouvoir le tourisme en espace rural est plus récente.

E - les recettes et la fiscalité

1 - l'épargne brute : la faiblesse de l'autofinancement par les stations vertes de leurs équipements touristiques nous amène à essayer de mieux juger leur aisance relative. Il convient pour cela de comparer leur épargne brute (ou différence entre recettes et dépenses de fonctionnement) et ces mêmes recettes (20). Le ratio épargne brute/recettes ordinaires précise dans quelles conditions les municipalités font face à leurs coûts de fonctionnement.

Le ratio moyen pour la Basse-Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire en 1973 étaient respectivement de 21 % et de 24 % (21). Pour l'ensemble des stations vertes, le ratio moyen est de 12 % pour une gamme allant de 3 à 28 % (médiane 11 %). Ceci tend à montrer que les stations vertes font difficilement face à des charges de fonctionnement élevées. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la part de la fiscalité dans les recettes ordinaires.

2 - la part de la fiscalité dans les recettes ordinaires

Elle s'exprime par le ratio produits fiscaux/recettes de fonctionnement. Pour l'ensemble des vingt-sept stations vertes, la part de la fiscalité dans les produits ordinaires n'est que de 47 % pour une gamme allant de 29 % (Bellême) à 79 % (Evron). La médiane est de 42 %. La pression

fiscale n'apparaît donc pas comme très forte d'autant plus que ce sont surtout les activités économiques qui supportent la charge fiscale. De plus, parmi les ménages, il faut tenir compte des résidents secondaires et des attributions de péréquation qui peuvent représenter 10 à 20 % de la fiscalité. Pour essayer de mieux mesurer la pression fiscale, nous pouvons calculer le produit des centimes par habitant.

3 - Le produit des centimes par habitant

Il varie de 137 F (Combourg) à 521 F (Montreuil-Bellay) et la moyenne pour l'ensemble de nos stations vertes est de 273 F. Si on la compare à celui de quatorze communes " touristiques " littorales des Côtes-du-Nord ayant de 2 à 5 000 habitants, on est frappé par les similitudes qui existent : gamme assez voisine sauf vers le haut (127 F pour Fréhel et 391 F pour Binic) et moyenne très voisine (248 F pour ces communes des Côtes-du-Nord) (22). A titre de comparaison, en 1973, le produit des centimes par habitant était à la Baule et à Saint-Jean-des-Monts de 271 F et 221 F. La moyenne française pour 1972 relative aux communes de 2 000 à 5 000 habitants n'était que de 199 F (23). Le produit des centimes par habitant s'il est supérieur à la moyenne nationale ne paraît pas excessif.

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de la pression fiscale, il faut rappeler que l'impôt n'est pas seulement prélevé sur les habitants permanents mais également sur les activités engendrées par le tourisme. Dans ces conditions, il est courant d'examiner la part du centime patente dans le centime communal. Ce ratio permet de mesurer l'importance d'un des effets indirects du tourisme sur les recettes des collectivités. Il faut savoir cependant qu'il tient compte des activités artisanales et industrielles.

4 - part du centime patente sur le centime total

L'analyse des vingt-sept stations vertes montre que cette part

est globalement très forte. Le ratio moyen s'établit à 50,18 % pour une gamme allant de 13 % (Sainte-Suzanne) à 74 % (Montaigu). Cela met ainsi en évidence l'importance des ressources que les stations vertes tirent de leurs commerces. Cette affirmation semble d'autant plus fondée que la part des stations homologuées où la fonction touristique est plus affirmée s'élève à 52 % alors que celle des stations postulantes n'est que de 37 %.

Les stations vertes présentent des caractéristiques quant à leurs finances communales qui tendent à les rapprocher des communes touristiques littorales. De grandes diversités existent en leur sein, liées au fait que les investissements de nature touristique ne sont pas les seuls à intervenir dans les budgets communaux, que les efforts consentis en faveur des équipements récréatifs sont plus ou moins anciens, que la part de subvention est plus ou moins grande. La volonté de devenir station verte nécessite des équipements, en partie spécifiques, qui amènent un assez large recours à l'emprunt et tend à augmenter la pression fiscale. Celle-ci reste néanmoins dans des normes que nous pouvons qualifier de " raisonnables " dans la mesure où le développement même des activités touristiques contribue à alimenter les recettes. Les difficultés de financement constituent néanmoins un handicap certain qui peut décourager des communes à s'engager dans cette voie.

V. ETUDE DE DEUX STATIONS VERTES : FRESNAY-SUR-SARTHE ET REGUINY

Après cette étude générale des stations vertes, il apparaît indispensable de voir concrètement comment les choses se passent au niveau de la station verte elle-même. Nous avons choisi pour cela deux exemples qui nous paraissent significatifs ; Fresnay-sur-Sarthe, une des toutes premières stations vertes de l'Ouest (1965) et Régigny qui l'est

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE - 1806 - 1975

FRESNAY & REGUINY

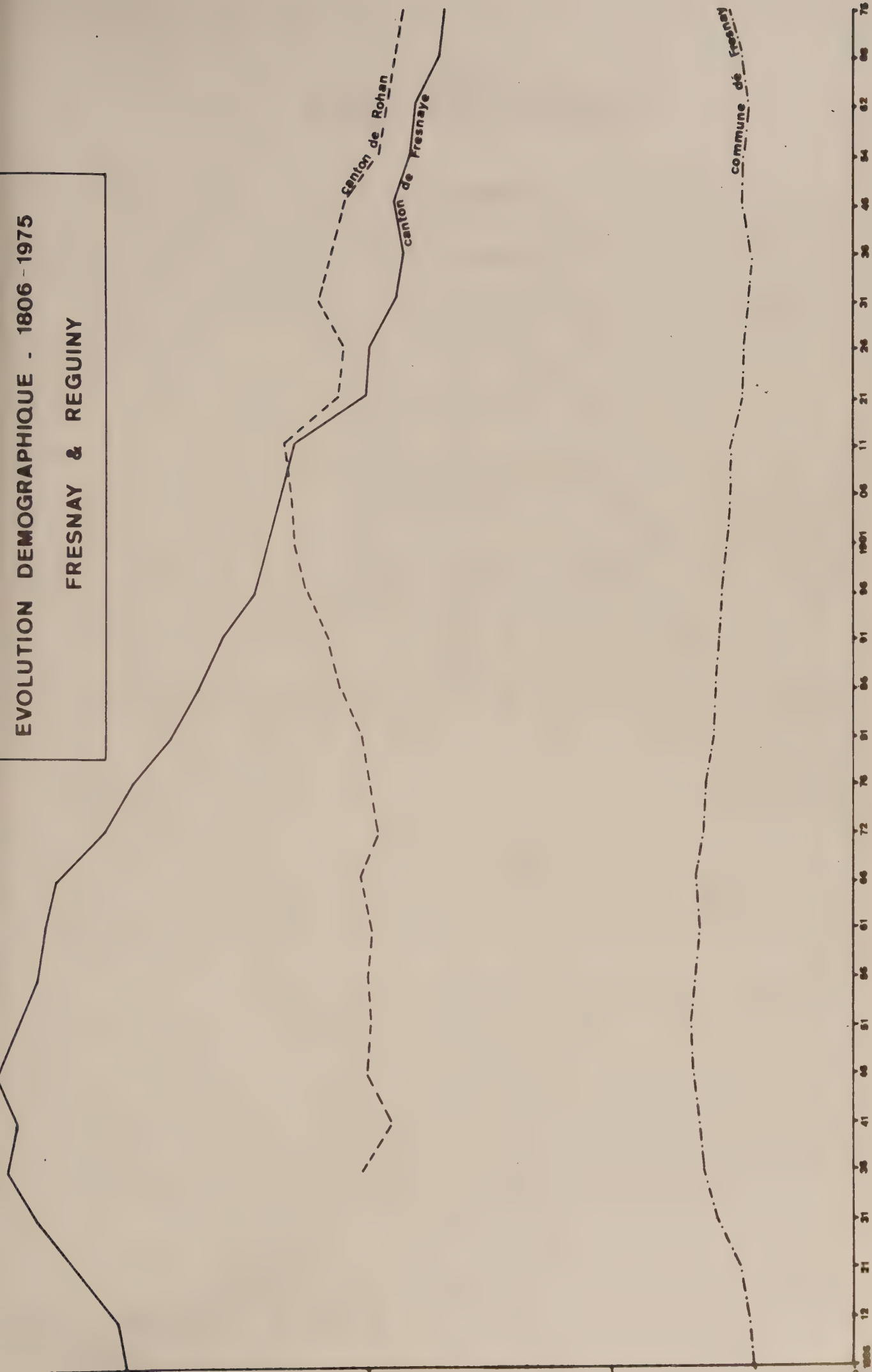
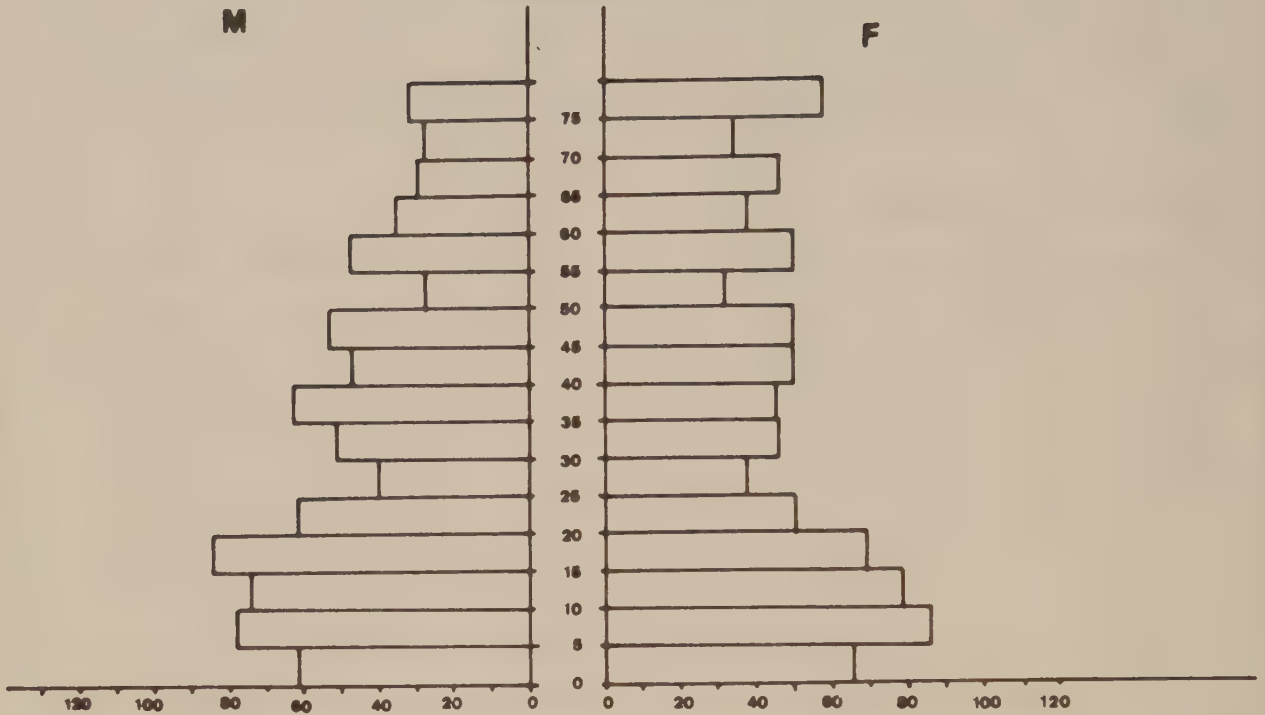


FIG.236

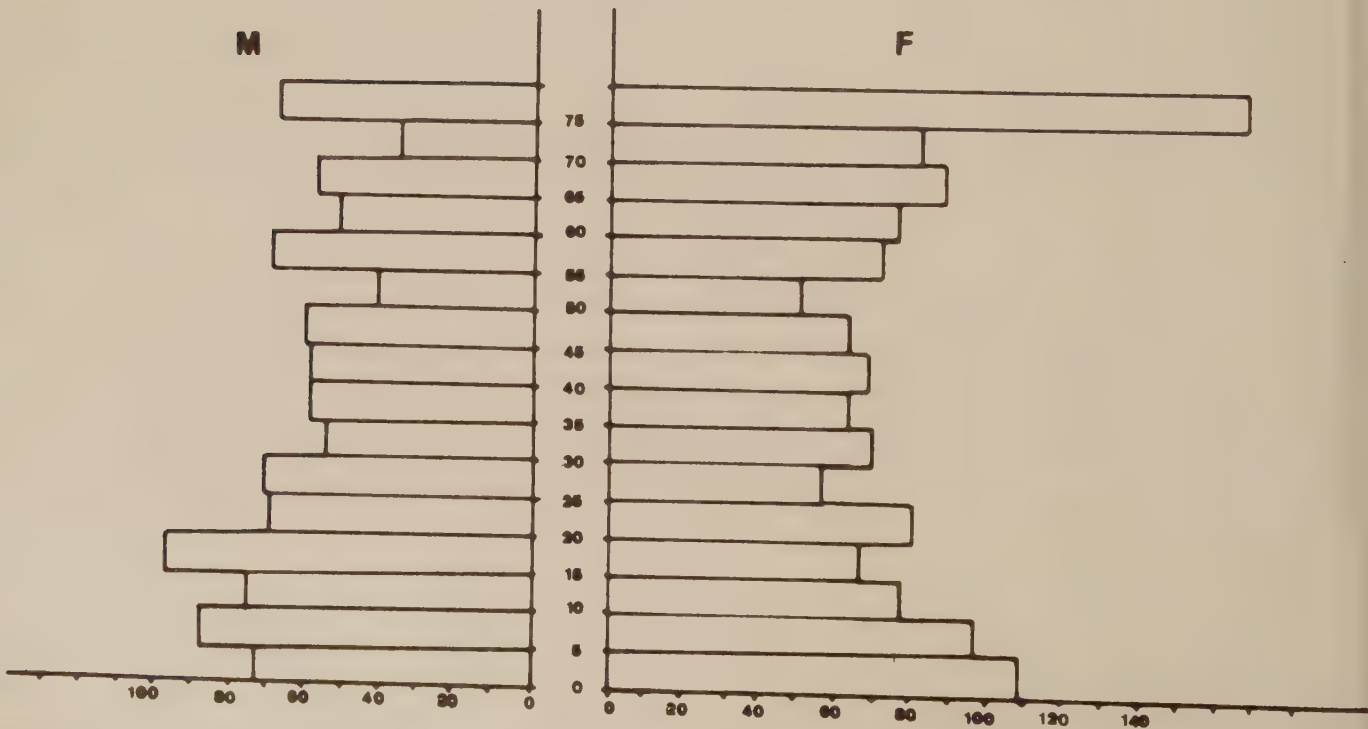
PYRAMIDES DES AGES

1968

Régulny



Fresnay



devenue en 1970. Il sera de ce fait possible de dresser un bilan de fonctionnement des stations vertes. Quel intérêt une commune peut-elle retirer de son classement en Station verte ? Comment fonctionne une station verte ? sur le plan méthodologique, nous mènerons l'étude de pair afin d'éviter la juxtaposition toujours fastidieuse de monographies.

A - présentation des deux communes

Par leur chiffre de population (2 379 et 1 638 habitants en 1968), elles sont assez représentatives de l'ensemble des stations vertes. Fresnay, beaucoup moins agricole que Régigny, est davantage tournée vers le commerce et les services. Elle bénéficie également d'emplois industriels plus nombreux. L'usine Moulinex installée à Fresnay depuis 1970 emploie environ trois cents personnes. Leur localisation géographique, très à l'intérieur des terres, permet de poser les problèmes en termes véritables de développement du tourisme rural. En outre, leur adhésion a été précédée ou s'est accompagnée de la nécessité de réaliser les équipements prévus par la Charte alors que dans d'autres communes le label ne faisait parfois que consacrer un état de fait. Il sera dans ces conditions particulièrement démonstratif de mesurer l'impact des équipements touristiques sur les finances communales (investissements et fonctionnement).

Il importe au préalable de présenter les grands traits de ces deux stations vertes en soulignant leurs caractéristiques spécifiques.

1 - un tourisme ancien mais dont les fondements étaient inégaux

Fresnay-sur-Sarthe appartient à une " région touristique " qui a acquis de longue date une certaine image de marque : " les Alpes mancelles ". Avec le développement des chemins de fer, les Alpes mancelles sont devenues dès la deuxième moitié du XIXème siècle, un centre d'excursions pour les

Parisiens, rôle qui s'est encore affirmé au début du XXème siècle avec le développement de l'automobile.

Jean CAMP constatait déjà dans " L'Illustration " de 1929 que les Alpes mancelles " étaient avec l'Argonne la seule région vraiment accidentée où l'on puisse accéder de la capitale en quelques heures d'automobile ou de chemin de fer ". Alençon était alors le point de départ d'une excursion classique pour les touristes vers Saint-Léonard-des-Bois, le val de Sarthe et Saint-Généri.

Des peintres comme HARPIGNIES ont popularisé le caractère champêtre de ces régions. Fresnay-sur-Sarthe était alors un lieu de passage et même de séjour obligatoire au croisement de deux axes importants : l'un au départ de Paris qui conduit vers la côte Sud de Bretagne ; l'autre au départ des côtes normandes vers les Pays de Loire. BAEDEKER dans son guide de 1893 la mentionne comme détour intéressant sur la route du Mans à Rennes à partir de Sillé-le-Guillaume. On est assuré d'y trouver un hôtel (Hôtel Chevalier). Régigny en revanche a un passé touristique beaucoup plus modeste. Il s'agit de la commune rurale type de Bretagne intérieure qui appartient certes à une région riche en monuments mais dont la vie touristique jusque dans les années 1960 était occupée par le littoral. Elle est en outre relativement à l'écart des grands axes de circulation. Il faut quitter la " nationale " qui relie Pontivy à Josselin pour trouver Régigny. Son maire nous disait que l'inspecteur du Crédit hôtelier, venu à Régigny pour enquêter sur les possibilités de financement d'un hôtel, s'étonnait qu'on veuille développer le tourisme dans une commune ne figurant même pas sur la carte des grandes routes de " Michelin ".

2 - un tourisme inscrit dans une perspective de développement communal

Nous avons retracé les courbes d'évolution démographique depuis le début du XIXème siècle, des deux cantons auxquels appartiennent Fresnay et Régigny. Elles traduisent malgré des différences liées à un maximum démographique plus ancien pour Fresnay (1846) que pour Régigny (1911), un

long déclin. A partir de 1962, si la population cantonale continue à baisser, celle de Fresnay tend à augmenter de nouveau. C'est en tenant compte de ce contexte général et de la volonté d'enrayer ce déclin démographique qu'il faut situer l'action des deux communes en faveur du tourisme. A Fresnay comme à Réguiny le raisonnement est le même. Il s'agit d'attirer des estivants, fixer des résidents secondaires, pour donner un coup de pouce au commerce et aux activités locales (artisanat). Il s'agit aussi de créer un cadre agréable, des équipements de loisirs, une image de marque pour retenir la population tentée d'émigrer et essayer d'attirer la petite entreprise industrielle ou artisanale en mal de décentralisation à la campagne. La promotion du tourisme vient d'ailleurs en second après la réalisation d'infrastructures jugées plus importantes (zone artisanale, lotissement etc...). C'est pour cela que le développement touristique s'intègre dans un développement global de la commune. Réguiny et Fresnay ont choisi de le faire par l'intermédiaire des stations vertes de vacances.

B - Le problème des équipements

1 - Fresnay et Réguiny, stations vertes de vacances

Fresnay a déposé sa demande de classement le 26 février 1965 et Réguiny, le 4 février 1970, alors que toutes deux s'étaient déjà engagées dans un processus d'équipement touristique. Dès 1961, Fresnay avait acheté deux hectares et demi de terrain sur les bords de la Sarthe pour y installer une baignade en rivière, un terrain de jeux et un terrain de camping. Ces équipements étaient insuffisants et il fallut les parfaire pour répondre aux normes de la Charte. En 1963, Réguiny ne possédait strictement aucun équipement et la politique touristique municipale a dû s'engager dans tous les domaines : hébergement, loisirs sportifs, animation et accueil . De telles réalisations représentent un effort de dix ans qui a permis la réalisation d'un complexe touristique de vingt-deux hectares dont le coeur

est occupé par un plan d'eau de dix hectares. Comme l'écrivait le maire le 5 janvier 1971, il s'agissait de faire de Régigny une " géographie de paradis ".

2 - pour toutes les deux, l'obstacle de l'hôtellerie

A Fresnay comme à Régigny, la personnalité du maire a joué un rôle considérable pour persuader les hôteliers locaux à jouer le jeu du tourisme et à ne plus se contenter d'une modeste clientèle locale. Il fallait pour cela réaliser des investissements ; à Régigny, le maire a entraîné un jeune couple à construire le second hôtel de la commune. A Fresnay, l'absence d'hôtel homologué " tourisme " constituait un frein puissant au classement de la station. L'hôtel Ronsin qui avait connu autrefois une flatteuse renommée était à vendre mais une modernisation des installations était nécessaire. Pressenti par le Docteur Riant, maire de Fresnay, M. DUVAL propriétaire du " Touring-Hôtel " à Saint-Léonard-des-Bois, acheta l'hôtel Ronsin et y installa son gendre. Un programme de modernisation portant sur 128 800 F fut engagé (dont 53 % par apport de l'exploitant et le reste par prêt du Crédit Hôtelier au taux de 5 % pour sept ans). L'intéressé a perçu pendant cette période une bonification de 2 % sur 50 000 F accordée par le Conseil Général de la Sarthe au titre des " Logis de France ".

3 - la mise en place des équipements et le rôle des maires

En dehors du cas précis de l'hôtellerie, c'est l'investissement public qui a été le moteur essentiel du développement touristique. La réalisation des équipements touristiques, camping, baignade, musée, ont été réalisés par Fresnay entre 1960 et 1964 et sur une plus longue période par Régigny (1963-1973). Ce dernier exemple est particulièrement significatif

de la volonté municipale.

Tout a commencé par l'aménagement d'une piscine chauffée qui fut une des premières de Bretagne et la première de Bretagne intérieure. On venait la voir des quatre départements bretons et de Loire-Atlantique (200 voitures en moyenne le dimanche). Ensuite, vint l'aménagement d'un plan d'eau creusé dans un terrain marécageux traversé par l'Elve. Il couvre dix hectares et sa profondeur varie entre 1,5 m et 4,50 m. Ses bords ont été agrémentés par de nombreuses plantations. Il fallut pour cela acheter vingt et un hectares à vingt propriétaires. L'opération fut menée sans aucune procédure d'expropriation. On y pratique le canotage (barque et pédalo) et la pêche. Un tennis fut incorporé au complexe touristique. Un foyer " socio-culturel " s'intègre à cet ensemble. Il fut construit entre 1971 et 1973. L'été, il est ouvert aux estivants.

A Fresnay comme à Régigny, les équipements touristiques sont placés en régie municipale. Cet état de fait est lié au rôle personnel joué par les maires qui sont les principaux instigateurs des réalisations. Le choix du tourisme comme facteur de développement a été volontairement choisi après que les équipements de base aient été réalisés (adductions d'eau, électrification...). Nous avons suffisamment montré par ailleurs l'importance du rôle joué par les personnalités pour ne pas de nouveau insister sur ce point. A Régigny, comme le reconnaît la secrétaire de l'association des stations vertes, c'est le " maire qui fait tout dans la commune ". Il assure bénévolement le secrétariat du syndicat d'initiative, dirige le foyer socio-culturel, règle personnellement tous les problèmes. Dans l'un comme dans l'autre cas, la profession exercée par ailleurs (médecin) et l'autorité qui en découle, a été un élément déterminant du succès de cette politique qui au départ n'était pas toujours très bien comprise. Comme nous le disait le maire de Régigny en février 1976, " il faut tenir car si on lâche, ça croule ".

4 - le financement des équipements

Un tableau du coût global des équipements et de leur mode de financement peut être dressé.

COUT TOTAL ET MODES DE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS TOURISTIQUES
A FRESNAY SUR SARTHE ET REGUINY

Commune	Equipement	Coût total F	auto financement	subvention	emprunt	annuité d'emprunt	date de mise en service
REQUINY							
	Camping	273 000	15 %	27 %	58 %	14 858	1968
	Piscine	503 000	12 %	33 %	55 %	25 506	1963
	Plan d'eau	537 500	-	40 %	60 %	26 511	1968
	Tennis	50 000	100 %	-	-	-	1971
	Foyer	610 000	-	36 %	64 %	37 253	1972
	TOTAL	1 973 500	13 %	34 %	53 %	104 128	
FRESNAY							
	Camping	73 245	45 %	9 %	46 %	2 786	1964
	Baignade et terrain de jeux	42 116	93 %	7 %	-	-	1962
	Musée des coiffes	19 947	100 %	-	-	-	1960
	Maison des jeunes	128 087	14 %	31 %	55 %	6 211	1970
	TOTAL	263 395	42 %	19 %	39 %	8 997	

Pour financer ces équipements, les deux communes ont dû faire appel à l'emprunt pour une part plus ou moins grande (39 % à Fresnay et 53 % à Réguiny). L'attribution de subventions a joué un rôle déterminant notamment à Réguiny (34 %). On peut s'interroger sur leur origine. Pour 72,80 %, ils proviennent de l'Etat et pour 27,20 % du département. Le tableau ci-dessous montre les variations du poids de l'Etat et du département selon les types d'équipement. L'autofinancement a été particulièrement important, surtout à Fresnay-sur-Sarthe. On peut essayer de préciser les incidences des équipements touristiques sur les finances communales.

Tableau 169 : subventions reçues pour les équipements touristiques
à Réguiny

! Equipement !	! montant !	! origine !	! % du coût total !
! Camping !	! 37 000 !	! Etat !	! 13,5 !
! " !	! 36 500 !	! Département !	! 13,3 !
! Piscine !	! 126 000 !	! Etat !	! 25,0 !
! " !	! 40 000 !	! Département !	! 7,9 !
! Plan d'eau !	! 107 500 !	! Ministère agriculture !	! 20,0 !
! " !	! 107 500 !	! Département !	! 20,0 !
! Foyer !	! 72 000 !	! Ministère agriculture !	! 11,80 !
! " !	! 150 000 !	! Jeunesse et sports !	! 24,59 !
! !	! !	! !	! !

5 - incidences des équipements touristiques sur les finances communales

En décidant de devenir station verte, Fresnay-sur-Sarthe et Réguiny se sont engagées à créer certains équipements donc à investir et à faire participer financièrement la population à des investissements qui

n'avaient pas forcément un intérêt direct pour elles. Aussi paraît-il intéressant de chercher à situer le coût total des équipements touristiques par rapport aux budgets et possibilités financières des communes. Nous avons pour cela consulté les comptes administratifs des périodes 1962 à 1971 pour Fresnay et 1968-73 pour Réguiny (24). Cette manière de procéder corrige un peu la vision à un moment donné des finances communales des vingt-sept stations vertes étudiées précédemment. Il faut considérer à part Fresnay et Réguiny. Dans le premier cas, le pourcentage du budget consacré aux équipements touristiques a toujours été très faible (voisine de 3 %). Le développement touristique tel qu'il a été réalisé n'est pas entré en concurrence avec les autres équipements plus directement indispensables à la population sédentaire. En outre, Fresnay accorde aux équipements touristiques une part d'autofinancement trois fois plus importante que pour les autres équipements. Autrement dit, elle évite au maximum de s'endetter pour le tourisme. Le produit des impôts par habitant est passé de 64 F en 1962 à 108 F en 1971. Comparée à la moyenne française des communes de même taille, la pression fiscale est restée faible à Fresnay (87 F en 1969 contre 222 F pour l'ensemble des communes de 2 000 à 5 000 habitants). Au total, l'effort d'équipement touristique n'a eu qu'une faible incidence sur la pression fiscale et la population n'a pas supporté de charge supplémentaire due au tourisme.

Dans le second cas, le problème est un peu différent. Les investissements touristiques de Réguiny ont été réalisés en trois phases. La piscine en 1963-64, l'ensemble plan d'eau, camping, tennis de 1966 à 1970, le foyer socio-culturel entre 1971 et 1973. Il s'agit d'équipements coûteux pour la commune qui a bénéficié pour 34 % de subventions. Aussi l'annuité de la dette par habitant est (151 F en 1973) supérieure à la moyenne nationale des communes de même taille. Réguiny consacre 8 % de son budget à rembourser des investissements touristiques, sans compter la part d'autofinancement qui aurait pu être utilisée à d'autres fins.

Le produit des impôts par habitant a une valeur proche de la moyenne nationale en 1968 tandis que l'épargne brute ne représente que 23,4 % des produits fiscaux en 1968 (moyenne 33 %).

La politique financière de la commune entre 1968 et 1973 s'est attachée à l'amélioration des ressources extraordinaires pour assurer les charges de remboursement des emprunts et celle d'autofinancement des équipements. Les mesures se marquent par une augmentation de 70 % des produits fiscaux permettant à l'épargne brute de représenter 27 % des produits fiscaux et de ne pas être entièrement absorbée en 1975 par les remboursements d'emprunts. Le produit des impôts par habitant est passé à Réguiny de 113 F en 1968 à 191 F en 1973. Le poids des investissements touristiques pèse donc plus lourd qu'à Fresnay et a entraîné une pression fiscale plus forte. En 1973, le produit des impôts par habitant était de 140 F (il faut tenir compte du fait qu'entre 1968 et 1975, la population a augmenté de plus de 6 %). Entre 1968 et 1973, les investissements touristiques se sont appropriés 67 % des emprunts souscrits et 57 % des subventions reçues par la commune. Cette charge plus forte qu'à Fresnay doit être appréciée en fonction de la politique menée qui intègre le tourisme dans une vision globale de développement municipal ; l'équipement de loisirs pouvant satisfaire les exigences des résidents actuels et futurs.

Il importe maintenant de poser un autre problème afin de voir si ces investissements ne sont pas trop lourds à supporter par les collectivités locales : ces équipements sont-ils rentables ?

6 - le fonctionnement des équipements touristiques

L'étude de la rentabilité des équipements pose des problèmes divers. Faut-il se borner à ne prendre en compte que le fonctionnement ou est-il nécessaire d'inclure les annuités de remboursement dans le calcul de rentabilité ? On peut se borner à l'analyse du bilan d'une seule année. Il est nécessaire de l'examiner sur une longue période, ce qui est difficile ici étant donné la jeunesse de certains équipements d'autant plus que les

dettes n'expireront parfois qu'assez tard (en 1993 pour le complexe touristique de Réguiny). Nous insisterons davantage dans ces conditions sur Fresnay-sur-Sarthe qui présente un bilan étendu sur une plus longue période.

Pour l'année 1972, à Fresnay, le bilan de fonctionnement des équipements de loisirs laisse apparaître un excédent des recettes sur les dépenses comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 170 : bilan de fonctionnement des équipements touristiques à Fresnay (1972)

! équipement	!	dépenses	!	recettes	!	solde	!
!	!	annuités d'emprunts	!	fonctionnement	!	!	!
!	!	!	!	!	!	!	!
! camping	!	2 786	!	3 000	!	14 110	!
! baignade	!	!	!	2 500	!	!	!
! musée	!	!	!	3 233	!	7 323	!
! TOTAL	!	2 786	!	8 733	!	21 433	!
!	!	!	!	!	!	!	!

Les équipements réalisés sont bénéfiques pour la commune : bien que leur apport soit négligeable comparé au budget global de la commune, l'excédent perçu représente environ 3 % des produits fiscaux et l'on peut considérer que cet excédent permet de limiter l'augmentation de la pression fiscale.

le Musée des Coiffes connaissait jusqu'en 1971 un excédent des recettes de l'ordre de 2 000 F par an. En 1972, il a doublé et atteint 4 019 F. Les frais de création du musée s'étant élevés à 19 947 F, nous estimons que dix années de fonctionnement ont suffi pour rembourser les investissements

consentis.

camping et baignade doivent être considérés ensemble. Le droit d'entrée à la baignade est perçu par le club nautique auquel la commune verse le droit d'entrée des campeurs ainsi qu'une subvention annuelle de fonctionnement. Depuis l'ouverture en 1964, les recettes et dépenses de fonctionnement du terrain de camping se sont établies de la manière suivante :

Tableau 171 : Bilan de fonctionnement du camping et de la baignade à Fresnay (1964-1972)

! Années	! 1964	! 1965	! 1966	! 1967	! 1968	! 1969	! 1970	! 1971	! 1972	!
! Recettes	! 877	! 1 920	! 893	! 5 317	! 5 574	! 5 915	! 8 629	! 10 263	! 14 110	!
! Dépenses	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!
! (fonctionnement-annuités)	! 3 000	! 3 154	! 3 414	! 3 906	! 4 405	! 4 568	! 4 920	! 5 352	! 5 786	!
!	! -	! -	! -	! +	! +	! +	! +	! +	! +	!
! BILAN	! 2 123	! 1 234	! - 521	! 1 411	! 1 169	! 1 347	! 3 709	! 4 911	! 8 324	!
!	!	!	!	!	!	!	!	!	!	!

Dès la quatrième année de fonctionnement, les droits de camping perçus permettent de couvrir à la fois les frais de fonctionnement et les annuités d'emprunts. Après neuf ans de fonctionnement, le revenu global net pour la commune a été de 16 993 F. Le coût total du camping et la baignade ayant été de 115 361 F et le revenu annuel net étant de l'ordre de 10 000 F par an dès 1973, les dépenses engagées pour réaliser ces deux équipements devraient être remboursées vers 1980-82.

Les équipements à but touristique réalisés par Fresnay ont demandé une assez faible participation à la population locale et dès les

premières années, les recettes de fonctionnement ont été supérieures aux dépenses de fonctionnement. L'effort accompli apparaît comme une opération financière rentable pour la commune. Il n'en est pas de même pour Régigny.

Nous avons dressé un bilan de fonctionnement des équipements de 1973 à 1975 qui se présente de la manière suivante :

Tableau 172 : bilan de fonctionnement des équipements touristiques
à Régigny (1973-1975)

!équipement!	dépenses		! total	! recettes	! bilan
	fonctionnement	annuité			
! camping	!	!	!	!	!
! a	! 2 236	! 14 857	! 17 093	! 4 328	! - 12 765
! b	! 3 414	! 9 130	! 12 544	! 5 870	! - 6 674
! c	! 5 010	! 9 130	! 14 140	! 5 920	! - 8 220
! piscine	!	!	!	!	!
! a	! 35 089	! 25 506	! 60 595	! 33 467	! - 27 128
! b	! 39 680	! 18 632	! 58 312	! 34 370	! - 23 938
! c	! 43 720	! 18 632	! 62 352	! 41 345	! - 21 007
! plan d'eau	!	!	!	!	!
! a	! 3 930	! 26 511	! 30 441	! 4 981	! - 25 452
! b	! 3 275	! 22 741	! 26 016	! 3 730	! - 22 286
! c	! 3 920	! 22 741	! 26 661	! 4 160	! - 22 501
! tennis	!	!	!	!	!
! a	! 320	! 3 769	! 4 409	! 2 100	! - 2 309
! b	! 520	! 3 769	! 4 289	! 1 900	! - 2 709
! c	! 870	! 3 769	! 4 639	! 1 150	! - 3 489
! foyer a	! -	! -	! -	! -	! -
! b	! 48 000	! 37 287	! 85 287	! 45 000	! - 40 000
! c	! 61 000	! 37 287	! 98 287	! 62 000	! - 36 287

a : 1973 - b : 1974 - c : 1975

Sur trois ans, le bilan est négatif mais le fonctionnement du complexe touristique est en fait bénéficiaire. Les recettes dépassent les

dépenses. Le fonctionnement du complexe touristique ne pèse pas sur le budget communal qui ne supporte que les dépenses d'investissements. Si nous examinons les bilans des années précédentes, nous constatons que 1973 marque un tournant : c'est la première fois que le bilan de fonctionnement est bénéficiaire. Seule la piscine chauffée est déficitaire en liaison avec une augmentation très forte des dépenses de fonctionnement (+ 33 % entre 1970 et 1973) mais la situation s'est nettement améliorée en 1975.

L'endettement municipal ne s'éteindra qu'en 1993 et pendant des années encore, en raison de l'importance des annuités de remboursement, le bilan restera déficitaire. Néanmoins, l'évolution des budgets de fonctionnement est encourageante et commence à entraîner comme à Fresnay, une certaine atténuation de la pression fiscale.

Après avoir présenté la manière dont les deux communes ont abordé le problème des investissements touristiques, de quelle façon les investissements pèsent sur les finances locales, il importe d'essayer de voir comment se déroule la vie touristique à Régigny et Fresnay.

C - La vie touristique à Régigny et Fresnay

1 - caractère généraux et animation :

Les deux stations présentent grossièrement les mêmes caractéristiques. La saison s'étale du 15 juin au 15 septembre mais juillet et août sont les mois les plus fréquentés.

Toutes deux ont un syndicat d'initiative soit dans un cadre purement communal (Régigny) soit régional : Fresnay est le siège du syndicat d'initiative des Alpes mancelles, syndicat cantonal. Toutes deux publient des dépliants touristiques. Celui de Fresnay réalise certains aménagements : installation de bancs, reconnaissance et balisage de circuits

de randonnées, signalisation. Sept circuits de promenades pédestres ont été balisés. Un bureau, ouvert en été, est installé dans la cour du château

Fresnay et Régigny ont un Comité des Fêtes qui organise des manifestations pendant l'année mais 43 % de celles de Fresnay ont lieu entre le 1er juin et le 13 août (Fête des Antiquaires). Toutes cependant n'ont pas un but d'animation touristique. Régigny a su recréer des manifestations estivales propres à amuser les touristes (feu d'artifice, noces et dîners bretons). Le foyer socio-culturel de Régigny accueille campeurs et touristes pendant l'été et sa salle est utilisée pour organiser des bals et d'autres manifestations alors que la maison des jeunes de Fresnay qui pourrait être un élément d'animation estivale est fermée pendant la période des vacances scolaires. Il s'agit d'un problème important d'animation. Les syndicats d'initiative aux moyens limités se bornent à des actions d'information et ne sont pas en état de remplir le rôle de " directeur d'une station " qui pourrait être le leur. Cette carence est vivement ressentie à Fresnay chez les campeurs qui, venant chercher détente et repos, aimeraient également trouver certaines activités collectives sur place.

2 - offre touristique

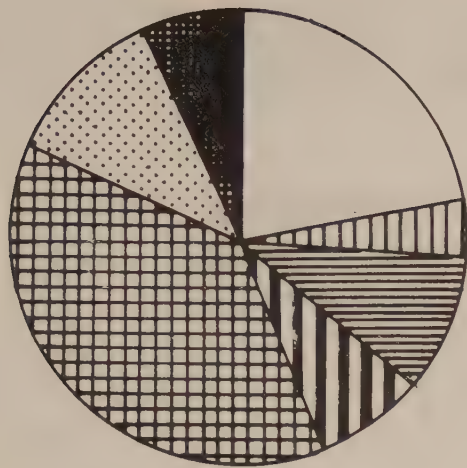
Nous pouvons faire le point de la capacité d'accueil homologuée afin de mesurer l'importance du tourisme par le biais du taux de fonction touristique.

Tableau 173 : capacité d'accueil homologuée et taux de fonction touristique à Fresnay et Régigny

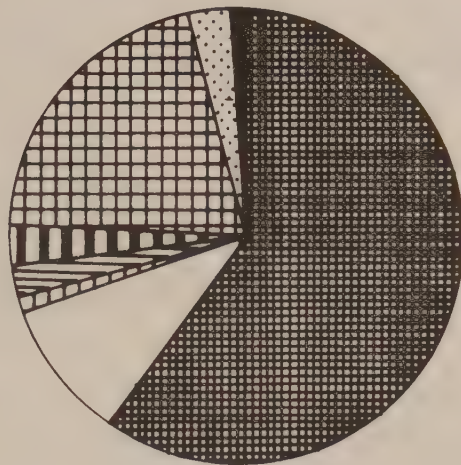
hébergements	nombre de places Fresnay	places Régigny	Fresnay %	Régigny %
résidences secondaires	360	92	33,21	14,42
camping	150	100	13,84	15,67
hôtel	64	86	5,90	13,48
meublés	60	80	5,54	12,54
parents et amis	450	280	41,51	43,89
TOTAL	1 084	638	100,00	100,00
taux de fonc- tion touristique	45,5 %	38,9 %		

REPARTITION SOCIO- PROFESSIONNELLE

FIG.237



Fresnay

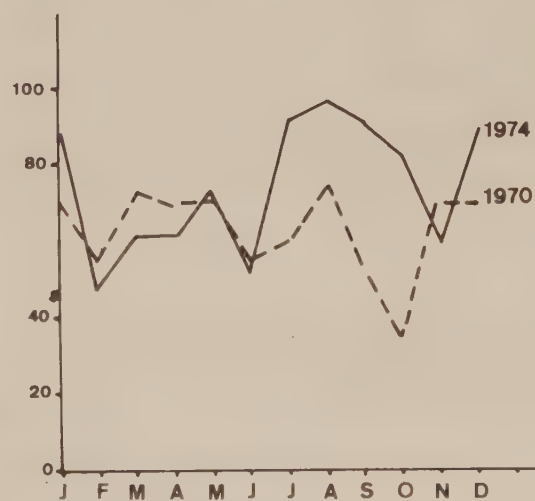
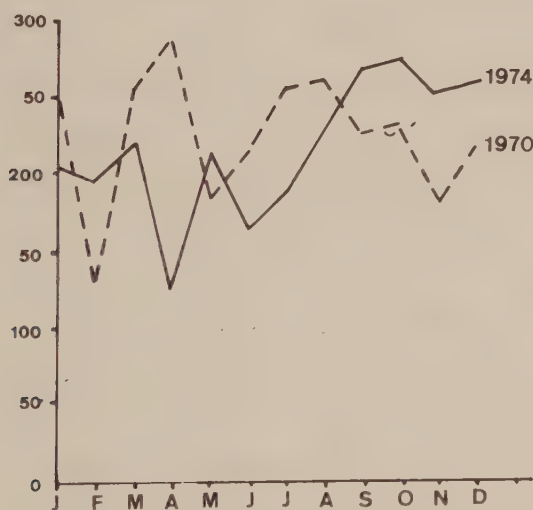


Régigny



actifs agricoles
professions libérales et cadres sup.
employés
cadres moyens
patrons de l'industrie et du commerce
ouvriers
personnel de service
autres catégories

(SOURCE : I.N.S.E.E. 1968)



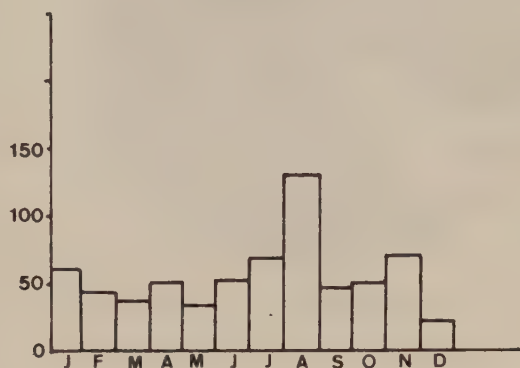
Variations mensuelles de la consommation de farine à FRESNAY/Sarthe et à REGUINY 1970 & 1974

FIG.238

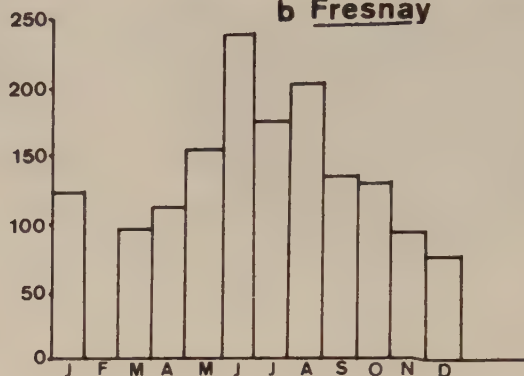
VARIATIONS DU NOMBRE DE NUITEES DANS L'HOTELLERIE . 1973

FIG.239

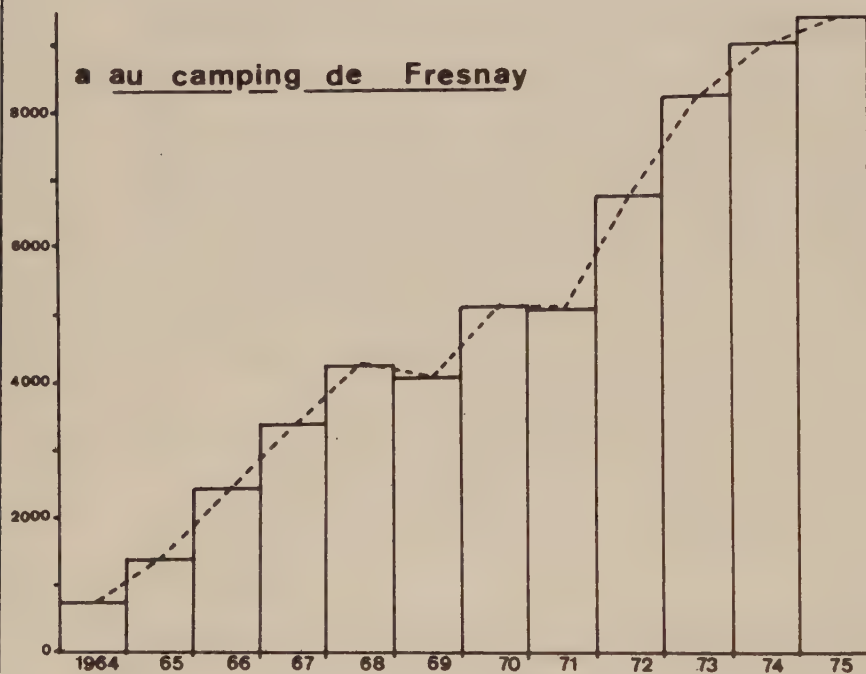
a Réguiny



b Fresnay



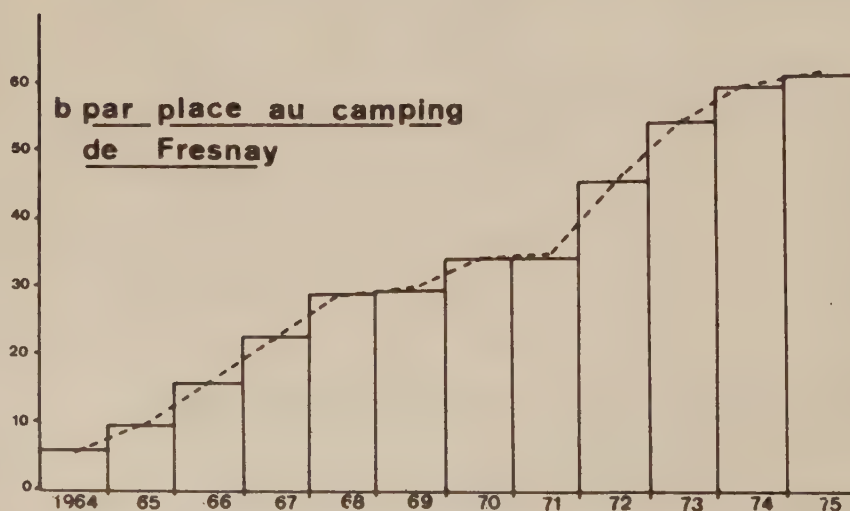
a au camping de Fresnay



EVOLUTION DU NOMBRE DE NUITEES

FIG.240

b par place au camping de Fresnay



Cette fonction touristique est relativement affirmée par un taux de l'ordre de 40 %. L'hébergement chez les parents et amis joue un rôle très important, surtout à Réguiny. C'est d'ailleurs avec le retour de ces Parisiens " immigrés " dans leur famille que Réguiny a pris conscience de sa possibilité de développement touristique. C'est en partie pour les occuper l'été que la piscine a été aménagée. Les locations meublées tiennent une faible place, malgré les recherches des syndicats d'initiative qui doivent faire face à d'importantes demandes pour les deux mois d'été. Les logements disponibles ne sont pas toujours adaptés à la location de vacances.

Par cet accueil de vacanciers, ces deux communes rattrapent en été leur recul démographique. Ainsi Fresnay dépasse de 89 unités son maximum démographique de 1846.

3 - la fréquentation touristique

les caractères généraux : la fréquentation globale peut être saisie par l'analyse des variations mensuelles de consommation de farine en 1970 et 1974 qui enregistrent les flux touristiques. Ces courbes, toutes en dents de scie, traduisent une surcharge de consommation estivale de farine avec quelques différences qu'il importe de signaler. Les courbes de Fresnay montrent qu'en 1970 la pointe d'été était particulièrement nette, ce qui n'est plus vrai en 1974. Il faut tenir compte ici des départs en vacances des ouvriers de Moulinex. Par contre, à Réguiny, où la population agricole domine largement, le développement touristique est nettement plus marqué en 1974 qu'en 1970. D'ailleurs, le poids de juillet-août dans le total annuel de consommation de farine est passé de 17,87 % en 1970 à 20,76 % en 1974. Les aménagements touristiques contribuent également à prolonger la saison en septembre et cela est net aussi bien à Fresnay qu'à Réguiny. Le poids du mois de septembre dans le total annuel est passé entre 1970 et 1974 pour les deux stations respectivement de 8,45 à 10,38 % et de 7,28 à 10,33 %.

le camping : l'ancienneté du fonctionnement du terrain de camping de Fresnay permet de suivre l'évolution sur onze ans (1964-1975) et de voir si le classement en station verte a été bénéfique.

Le nombre de campeurs progresse moins vite que celui des nuitées ce qui semble indiquer un allongement de la durée de séjour qui demeure toutefois modeste : Fresnay est plus une station verte de passage que de séjour. Néanmoins, le nombre de nuitées par place, c'est-à-dire la durée moyenne d'occupation d'une place de camping s'accroît très rapidement. Entre 1974 et 1975, le nombre de nuitées par campeur passait à Réguiny de 3,13 à 2,40 alors que le nombre de nuitées par place était stationnaire et s'élevait à 29,5.

Tableau 174 : évolution de la fréquentation du camping de Fresnay
1964 - 1975

! Années !	! total campeurs !	! total nuitées !	! nuitées par campeur !	! nuitées par place !
! 1964 !	! 145 !	! 775 !	! 5,3 !	! 5,2 !
! 1965 !	! 333 !	! 1 361 !	! 4,1 !	! 9,1 !
! 1966 !	! 560 !	! 2 456 !	! 4,4 !	! 16,4 !
! 1967 !	! 737 !	! 3 393 !	! 4,6 !	! 22,6 !
! 1968 !	! 858 !	! 4 238 !	! 4,9 !	! 28,2 !
! 1969 !	! 900 !	! 4 045 !	! 4,5 !	! 28,0 !
! 1970 !	! 1 003 !	! 5 110 !	! 5,1 !	! 34,0 !
! 1971 !	! 1 159 !	! 5 095 !	! 4,4 !	! 34,0 !
! 1972 !	! 1 975 !	! 6 769 !	! 3,4 !	! 45,1 !
! 1973 !	! 1 962 !	! 8 185 !	! 4,1 !	! 54,5 !
! 1974 !	! 1 963 !	! 8 966 !	! 4,5 !	! 59,7 !
! 1975 !	! 2 206 !	! 9 235 !	! 4,1 !	! 61,5 !

Il faut cependant signaler que le dépouillement des registres des terrains de camping ne traduit pas toutes les données de la fréquentation. Il faudrait en effet ajouter au bilan de Réguiny pour 1975 un rallye anglais de 240 caravanes pendant quatre jours.

L'évolution du nombre de campeurs étrangers est également encourageante.

Tableau 175 : évolution du camping des étrangers à Fresnay (1970-1975)

! Années !	! Nombre de campeurs étrangers !	! % des étrangers dans le nombre total de campeurs !
! 1970 !	! 182 !	! 18,15 !
! 1971 !	! 314 !	! 27,09 !
! 1972 !	! 791 !	! 40,00 !
! 1973 !	! 797 !	! 40,62 !
! 1974 !	! 995 !	! 50,89 !
! 1975 !	! 1 271 !	! 57,61 !

A Régigny, le nombre de campeurs étrangers est beaucoup plus faible (9 % des campeurs en 1974 et 8 % en 1975). L'origine de ces campeurs à Fresnay comme à Régigny reflète la prépondérance écrasante des Britanniques (71 % des campeurs). Ces terrains sont ouverts officiellement du 1er avril au 30 septembre ; cependant, la période la plus fréquentée est celle des mois de juillet et août comme le montre le tableau ci-après. Il traduit la suprématie de ces mois qui rassemblent chaque année aux environs de 85 % du nombre de nuitées (une légère diminution est à noter en 1975).

Tableau 176 : répartition mensuelle du nombre de nuitées en % à Fresnay (1970-1975)

! Années !	! avril !	! mai !	! juin !	! juillet !	! août !	! septembre !	! TOTAL !
! 1970 !	! 1 !	! 4 !	! 3 !	! 36 !	! 56 !	! 0 !	! 100 !
! 1971 !	! 2 !	! 3 !	! 5 !	! 37 !	! 51 !	! 3 !	! 100 !
! 1972 !	! 2 !	! 3 !	! 3 !	! 40 !	! 46 !	! 6 !	! 100 !
! 1973 !	! 2,40 !	! 1,01 !	! 7,50 !	! 41,47 !	! 43,46 !	! 4,12 !	! 100 !
! 1974 !	! 0 !	! 0,13 !	! 7,26 !	! 43,36 !	! 46,54 !	! 1,47 !	! 100 !
! 1975 !	! 1,28 !	! 3,98 !	! 10,70 !	! 40,02 !	! 40,35 !	! 3,67 !	! 100 !
! !	! !	! !	! !	! !	! !	! !	! !

Il est intéressant de connaître la durée moyenne d'occupation des

places ce qui peut donner le degré de saturation du camping, en particulier pendant la haute saison.

Tableau 177 : nombre de nuitées par place de camping à Fresnay en
juillet et août (1970 - 1975)

!	Années	!	Juillet	!	Août	!
!	1970	!	12	!	19	!
!	1971	!	13	!	17	!
!	1972	!	18	!	21	!
!	1973	!	22	!	23	!
!	1974	!	26	!	28	!
!	1975	!	25	!	26	!

Ce tableau montre que le terrain n'est pas saturé même en plein été mais qu'il approche de son point de saturation.

l'hôtellerie : la fréquentation hôtelière est plus mal connue mais il est possible néanmoins d'en donner les grandes caractéristiques. D'une manière générale, l'hôtellerie ne fonctionne pas au maximum de sa capacité. Sur l'année, le coefficient d'utilisation (nombre de personnes accueillies par rapport au total qu'il est possible d'accueillir) en tenant compte de la période de fermeture n'est que de 10,42 %. En juillet et août, il ne monte qu'à 13,17 % comme le traduit le tableau ci-après :

Tableau 178 : répartition mensuelle du nombre de nuitées par chambre
d'hôtel à Fresnay (1973)

!	mois	!	janv.	!	fev.	!	mars	!	avril	!	mai	!	juin	!	juil.	!	août	!	sept.	!	oct.	!	nov.	!	déc.	!
!	Coef.	!	10,1	!	F	!	7,7	!	9,1	!	12,8	!	19,9	!	14,3	!	16,6	!	11,1	!	10,8	!	7,4	!	6,5	!

A la différence du camping, la part des étrangers y est plus faible. En 1973, en ne considérant que la période d'avril à septembre, elle ne s'élevait qu'à 13,45 % du nombre de touristes accueillis à Fresnay et à 15,58 % à Réguiny. La part des étrangers pendant ces six mois s'élevait à Fresnay à 75 % du total des étrangers accueillis dans l'année (85 % à Réguiny).

L'hôtellerie est ouverte toute l'année sauf à Fresnay (fermeture en février) mais les variations mensuelles de fréquentation ne sont pas en définitive très importantes malgré une pointe nette en été. A la fonction touristique, l'hôtellerie en milieu rural s'adjoint une fonction d'hébergement " normale " (voyageurs de commerce etc...) particulièrement nette à Réguiny. Les hôtels ajoutent également une importante activité de restauration (noces, banquets, repas de groupes...). Celui de Réguiny peut faire des banquets de 400 à 500 couverts.

Enfin, dernière remarque qui rejoint nos constatations précédentes sur le camping : la durée moyenne des séjours est faible. Le nombre moyen des nuitées par touriste hébergé n'est que de 1,80 et il est encore plus faible pour les seuls étrangers (1,30). On peut noter cependant une légère pointe en juin et août.

Tableau 179 : variations mensuelles du nombre moyen de nuitées par touriste hébergé en hôtel à Fresnay (1973)

! Mois!	janv.	!fév.	!mars!	avril!	mai !	juin !	juil.	!août!	sept.	!oct.	!nov.	!déc. !
! A !	1,45!	F !	1,31!	1,20!	1,90 !	3,51 !	1,24!	2,60!	1,44	!1,94!	2,41!	2,29!

A = nombre de nuitées par touriste.

4 - l'apport du label Station Verte à Réguiny et à Fresnay-sur-Sarthe

On peut considérer que le tourisme se serait développé de lui-même sans obligatoirement passer par le biais du classement en Station

Verte, notamment à Fresnay-sur-Sarthe. Pour Régigny, le label a été un élément exceptionnel de promotion. En dehors de cet aspect publicitaire et psychologique qui consacre des efforts réalisés, le développement de la fonction touristique qui a exigé des investissements et des efforts, a apporté indirectement certains avantages à la population locale. Durant la période estivale, le chiffre d'affaires de certains commerçants est nettement supérieur à celui des autres mois de l'année. Il serait à Régigny multiplié par cinq et même sept. Le dynamisme commercial se remarque dans le bourg où les boutiques se sont transformées rapidement. Ainsi, d'après le fichier des permis de construire de Fresnay, une quarantaine de vitrines ont été refaites entre 1965 et 1975 ce qui rend le bourg plus attrayant. Certains commerçants ont pu, grâce au tourisme, réaliser une promotion sociale et économique. Un cafetier de Régigny est devenu restaurateur. Alors que dans les autres communes le secteur commercial s'effondrait, il s'est plus que maintenu à Régigny et à Fresnay.

Le développement du tourisme a également profité à l'artisanat local qui a bénéficié des travaux réalisés dans les communes et du développement de la construction. En effet, cette image de marque nouvelle a entraîné un développement de la construction de résidences secondaires. Le maire n'écrit-il pas tous les ans aux " émigrés " de Paris sur un ton familial pour leur demander quand ils reviendront faire construire à Régigny ! N'est-ce pas le meilleur moyen de peupler le nouveau lotissement ?

Un atelier de ferronnerie d'art s'est installé à Régigny après des contacts pris pendant les vacances, ainsi que deux professions médicales. Des petits artisans locaux n'ont pas hésité à développer leurs affaires (tôlerie, carrosserie automobile, menuiserie industrielle). Pour eux, la chambre des métiers est venue faire des cours. La municipalité de Régigny a acheté en 1976 une ancienne ferme dans le bourg qu'elle a entrepris, avec l'aide des artisans locaux, à transformer en une dizaine de gîtes ruraux.

A Fresnay, l'effort d'équipement de loisirs, le fleurissement n'ont pas été sans influence sur la décision de Moulinex de s'implanter en 1970 soit cinq ans après le classement de Fresnay en Station verte.

Sur le plan psychologique, les contacts entre ruraux et citadins ont favorisé une plus large ouverture d'esprit, encore qu'il est difficile de la mesurer.

Au total, un long mouvement de déclin a été enrayé. La plus belle illustration de ce fait est à rechercher dans l'évolution des chiffres de population entre 1968 et 1975. Celle-ci n'a-t-elle pas progressé de 6,17 % à Régigny et de 16,34 % à Fresnay ? Le nombre de résidences secondaires a lui aussi augmenté. L'expérience est encourageante surtout pour Régigny. En bâtissant complètement son complexe touristique, Régigny a montré qu'il était possible à une commune agricole de l'intérieur de la Bretagne de créer une activité touristique. Celle-ci est cependant encore fragile étant donné l'attrait qu'exerce la côte sur les vacanciers, et est encore peu imitée des communes rurales voisines du plateau de Rohan.

Les stations vertes de vacances nées dans la Sarthe, bien implantées dans la France de l'Ouest, correspondent à un type de tourisme rural s'appuyant essentiellement sur les collectivités locales. Elles reposent aussi sur l'idée qu'il est nécessaire à la campagne de proposer à l'estivant des équipements nombreux, diversifiés et relativement concentrés dans les bourgs-centres et les petites villes qui constituent l'armature de l'espace rural. Les principaux obstacles à leur développement tiennent surtout à la modicité des ressources financières des petites communes rurales trop pauvres pour créer une piscine, aménager des terrains de tennis et de camping, à l'absence de volonté tournée vers l'accueil des estivants concrétisée par le manque de locations meublées, de syndicats d'initiative, à la difficulté de promouvoir des hôtels convenables. La réponse à ces freins a consisté à reconnaître des "stations vertes éclatées" qui offrent les équipements nécessaires, non plus dans une seule commune mais dans de petites entités touristiques d'une taille proche de celle d'un canton. Les exemples précis analysés permettent d'opposer deux types de stations vertes. Pour les unes, communes relativement importantes, le label n'apporte rien d'autre qu'une meilleure publicité. Pour les autres, bourgades modestes, l'homologation couronne la réalisation progressive d'équipements menée par des conseils municipaux acquis au développement touristique. Pour elles, le label des stations vertes a été l'aiguillon nécessaire à l'affirmation de leur fonction récréative.

NOTES

- 1) Le travail a été effectué au cours de l'été 1975
- 2) régie par la loi de 1901
- 3) elle présente la commune et en dresse l'inventaire en ce qui concerne les attraits et les richesses touristiques (ainsi que ceux situés dans un rayon de vingt kilomètres), l'hôtellerie, les terrains de camping, les locations en meublés, les piscines ou baignades, les terrains de jeux, les salles de réunions, les jardins publics, l'accueil, les prix pratiqués, l'esthétique, la liste des équipements à compléter.
- 4) la carte et la description qui figurent chaque année dans l'annuaire des Stations Vertes ne concernent que les stations homologuées.
- 5) GINIER Jean - Tourisme en espace rural : les stations vertes de vacances - Norois, n° 86, avril-juin 1975, p. 311-316
GINIER Jean - Les stations vertes de vacances - Espaces, 1976, n°24, p. 11-15
GINIER Jean - Trois stations vertes de vacances, trois évolutions différentes - Norois, n° 94, avril-juin 1977, p. 283-288.
- 6) Le nombre d'habitants est celui de la commune en totalité et non le seul chiffre de population agglomérée qui est donné par l'annuaire des stations vertes. Dans la France de l'Ouest, la prise en compte de cette

seule indication n'aurait pas beaucoup de signification pour le problème qui nous préoccupe. Pour les communes se groupant afin d'obtenir le label, il est apparu plus justifié d'additionner les chiffres de population.

- 7) BONNEAU Michel - Eléments pour une géographie des loisirs :
l'aménagement des plans d'eau à des fins récréatives - Cahiers du
Tourisme, Aix, 1971.

- 8) MOREAU Léopold - Tourisme et finances locales - Institut d'Economie
régionale - Université de Poitiers, 3 volumes :
- vol. 1 - Analyse financière des collectivités locales d'une zone
touristique, sept. 1973, 46 p.
- vol. 2 - L'impact du tourisme sur les finances locales.
Première approche économétrique - mars 1974, 43 p.
- vol. 3 - Les caractéristiques financières de la croissance touristique -
Analyse approfondie d'un échantillon restreint de communes - juin 1974,
26 p.

- 9) CHABERT Louis - Géographie fiscale des grandes Alpes de Savoie -
Essai méthodologique, R.G.A., 1973, p. 335-370.

- 10) LIMOUSIN Pierre - Signification géographique de la fiscalité et des
finances locales - Annales de Géographie, nov.-déc. 1973, n° 454
p. 732-742.

- 11) DUMAS Danielle - Le suréquipement des communes touristiques du bassin
d'Arcachon - Annales de Géographie, 1973, n° 454, p. 743-753.

EL KAMAL Jean - Gonfreville l'Orcher : étude d'une petite ville industrielle de l'agglomération havraise - Cahiers Géographiques de Rouen, 1975, n°3, p. 37.

HUEZ Claude - L'étude des finances communales du département de l'Yonne - Analyse de l'espace, centre de recherches de l'Université de Paris I, n° 1, janv. 1972, p. 63-71.

Le Particulier - n° 486, oct. 1975, Les impôts locaux, 62 p.

Correspondance municipale - revue de l'A.D.E.L.S., n° 128, fév. 1972.

Collectivités locales - Fiscalités et finances, 39 p.

MERIAUDEAU Robert - Impôts locaux et aménagement du territoire - Revue de géographie alpine, p. 5-24-1977-1.

A.R.E.A.R. - Bretagne - Les finances communales - nov. 1971, ronéo, 29 p.

CATHELINEAU Jean - La fiscalité des collectivités locales - A. Colin, Dossier U 2, 1970, 96 p.

GIQUEL François - La commune, son budget, ses comptes ; guide pratique d'analyse financière - Les Editions ouvrières 1970, 96 p.

A.C.E.A.R. - Aménagement rural - L'étude des finances communales - Paris 1972, 208 p.

CHAUVET A. - Action municipale et croissance urbaine - Norois, n° 92 - 1976 - p. 541-554 ; n° 93 - 1977 - p. 83-100.

12) questionnaire envoyé en 1975

13) Dernière année où elle est donnée sur le compte administratif

14) Bellême, Brécey, Brissac-Quincé, Grandchamp, Longny-au-Perche, Pouancé, Pouzauges, Sainte-Suzanne, Saint-Mars-la-Jaille, Tinténiac (stations postulantes), Ancenis, Château-Gontier, Chateaulin, Combours, Chartre-sur-le-Loir, Chalonnes-sur-Loire, Evron, La Ferté-Bernard, Ferté-Macé,

Fresnay-sur-Sarthe, Mayenne, Montaigu, Montreuil-Bellay, Pont-d'Ouilly, Réguiny, Saint-Calais, Sillé-le-Guillaume (stations classées).

- 15) Cette étude sur une longue période sera néanmoins menée dans le chapitre suivant pour Fresnay-sur-Sarthe et Réguiny.
- 16) Ce sont les chiffres de 1975 qui ont été pris en compte pour le calcul
- 17) Ministère de l'Economie et des Finances - Collectivités et établissements publics locaux : statistiques des comptes pour l'année 1972 - Tome 1, octobre 1974, p. 333.
- 18) Comité d'expansion économique des Côtes-du-Nord - approche des problèmes concernant la situation financière des communes touristiques dans les Côtes-du-Nord - avril 1975, ronéo, 42 p.
- 19) tous les chiffres sont donnés en F courants
- 20) L'application de la règle de l'équilibre budgétaire est telle que les recettes de fonctionnement sont toujours supérieures (ou égales) aux dépenses de même nature.
- 21) même ratio pour la Bretagne et les Pays de la Loire.

22) Saint-Quay-Portrieux a un produit des centimes par habitant de 274 F, Trébeurden 287 F.

23) mais 373 F pour les communes de plus de 100 000 habitants.

24) les dates correspondent à la période où les investissements touristiques ont été les plus importants.

